



ASSEMBLÉE NATIONALE

Procès-verbaux et documents annexes

**TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE
DEUXIÈME SESSION**

Du 19 mars 1992 au 10 mars 1994

**Volume CXXII
Partie 2**

QUÉBEC

**Procès-verbaux
de la deuxième session
de la trente-quatrième législature**

(Deuxième partie)

Du 4 mai au 18 juin 1993

Du 19 octobre au 16 décembre 1993

Du 8 mars au 10 mars 1994

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1

Procès-verbaux	1
----------------------	---

PARTIE 2

Procès-verbaux (suite)	871
------------------------------	-----

Index

Table de concordance	1515
Liste des rubriques	1521
Index général	1525
Index des documents	1555
Index des projets de loi	1639

Annexes

Annexe A - Proclamations	A-1
Annexe B - Composition de l'Assemblée	B-1
Annexe C - Liste de documents dont la loi prescrit le dépôt	C-1
Annexe D - Projets de loi sanctionnés	D-1
Annexe E - Sommaire statistique	E-1

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. Elkas, ministre des Transports, dépose:

Le rapport annuel du contrôle du transport routier préparé par la Société de l'assurance automobile du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1992.

(Document n° 789 de la session)

M. le Président dépose:

Les décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée nationale, en date du 29 avril 1993:

- Décision 592 concernant le Règlement sur les contrats du vérificateur général édicté en vertu de la *Loi sur l'administration financière* et de la *Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services*;
- Décision 593 concernant le Règlement sur l'ajustement de la masse salariale d'un député pour l'exercice financier 1992-1993;
- Décision 594 concernant le Règlement sur l'utilisation d'avions du Fonds de service aérien gouvernemental par le député des Îles-de-la-Madeleine;
- Décision 595 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur le stationnement à l'Assemblée nationale;

- Décision 596 concernant le Règlement relatif au paiement d'une indemnité de départ à un cadre supérieur de l'Assemblée nationale;
- Décision 597 concernant le Règlement relatif au paiement d'une indemnité de départ à un cadre supérieur de l'Assemblée nationale;
- Décision 598 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur le Compte du Bicentenaire des Institutions parlementaires et sur d'autres dispositions connexes;
- Décision 599 concernant le Règlement sur certains frais exigibles par l'Assemblée nationale.

(Document n° 790 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Jolivet (Laviolette) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 30 avril 1993, a entendu, conformément à l'article 51 de la *Loi sur les relations de travail dans l'industrie de la construction*, les parties impliquées dans la négociation du décret de la construction quant aux raisons motivant l'impossibilité de parvenir à une entente relativement aux modifications à apporter au décret de la construction.

(Document n° 791 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

M. le Président informe l'Assemblée que, les deux cents heures allouées aux commissions pour l'étude des crédits budgétaires n'étant pas écoulées au terme des dix séances prévues à cet effet, les commissions poursuivront l'étude des crédits au cours de la présente semaine. De plus, la séance de la commission plénière consacrée à l'étude des crédits de l'Assemblée nationale aura lieu le mardi 11 mai prochain.

M. Paradis, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes pour l'étude des crédits budgétaires:

- la Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux relevant du ministre délégué aux Affaires régionales (programme 7 des crédits du ministère du Conseil exécutif);
- la Commission de l'économie et du travail, pour ceux du ministère du Travail.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 145 du Règlement:

- la Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux du ministère des Transports;
- la Commission des affaires sociales, pour ceux du ministère de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle (programmes 1 à 6 et 8);
- la Commission de l'économie et du travail, pour ceux du ministère des Forêts.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 145 du Règlement et, pendant la durée du mandat de la commission suivante, à l'article 282 du Règlement, M. Paradis, leader du gouvernement, convoque également:

- la Commission du budget et de l'administration, afin de tenir des auditions publiques dans le cadre de la consultation générale sur le document intitulé: «L'appui au secteur financier: des dividendes pour le Québec — Propositions de politiques pour le secteur financier du Québec».

Motions sans préavis

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose:

QUE l'Assemblée nationale rende hommage à la mémoire de M. Pierre Bérégovoy, ex-premier ministre de France, souligne sa contribution au développement des relations entre la France et le Québec et offre ses plus sincères condoléances aux membres de sa famille.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Cannon, ministre des Communications, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la Journée internationale de la liberté de presse.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Cherry, ministre du Travail, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la Journée internationale des travailleuses et travailleurs qui s'est tenue le 1^{er} mai dernier et félicite de façon particulière toutes les Québécoises et tous les Québécois qui, par leur travail, contribuent à la progression et au développement économique du Québec.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

4 mai 1993

Le débat terminé, la motion est adoptée.

À 16 h 14, M. Lefebvre, vice-président, lève la séance.

En conséquence, l'Assemblée est ajournée au mercredi 5 mai 1993, à 15 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Quinze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de pétitions

Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 256 pétitionnaires, concernant la vente éventuelle de certains établissements possédés par Culinar inc.
(Document n° 792 de la session)

Mme Bégin (Bellechasse) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 206 pétitionnaires, concernant les subventions aux organismes de loisir et l'élaboration d'une stratégie de développement du loisir au Québec.
(Document n° 793 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Parizeau, chef de l'opposition officielle, dépose:

Un graphique préparé par Statistique Canada qui démontre la dépense intérieure pour recherche et développement au Québec en proportion du produit intérieur brut pour les années 1979 à 1990.

(Document n° 794 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) dépose:

Un extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration de la Chambre de commerce de Jonquière tenue le 27 mai 1992.

(Document n° 795 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Paradis, ministre de l'Environnement, dépose:

Trois documents relatifs à l'utilisation de scories radioactives: le premier, une photographie d'un tas de scories contaminées laissées par la compagnie Albright et Wilson Amérique; le deuxième, un rapport d'analyse concernant les scories radioactives de la compagnie ERCO-Varennnes, en date du 16 décembre 1987, préparé par le ministère de l'Environnement du Québec; le troisième, un résumé de la situation concernant l'utilisation de silicates faiblement radioactifs produits par Albright et Wilson Amérique, en date de juin 1991, préparé par le Dr Louis Jacques.

(Document n° 796 de la session)

Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

M. Paradis, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes pour l'étude des crédits budgétaires:

- la Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche (programmes 1 et 5 ainsi que les programmes 2, 3 et 4).

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 145 du Règlement:

- la Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux relevant du ministre délégué aux Affaires régionales (programme 7 des crédits du ministère du Conseil exécutif);
- la Commission de l'éducation, pour ceux du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science;
- la Commission de l'économie et du travail, pour ceux du ministère du Travail.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- la Commission de l'économie et du travail, pour ceux du ministère de l'Énergie et des Ressources (programmes 1, 2, 3 et 5).

M. Paradis, leader du gouvernement, convoque également:

- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail le projet de loi d'intérêt privé 244, Loi concernant le Conseil de développement touristique Hull-Chelsea-La Pêche Inc.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 145 du Règlement:

- la Commission du budget et de l'administration, afin de poursuivre ses auditions publiques dans le cadre de la consultation générale sur le document intitulé «L'appui au secteur financier: des dividendes pour le Québec — Propositions de politiques pour le secteur financier du Québec».

Motions sans préavis

M. Maltais (Saguenay) propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne le Mois de l'environnement 1993, qui a lieu tout au cours de ce mois de mai, sous le thème «L'environnement, c'est important».

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Au cours de sa réplique, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Maltais (Saguenay) dépose:

Copie d'un communiqué émis par M. Jean-K. Samson, sous-ministre associé du ministère de la Justice, en date du 27 avril 1993, annonçant la nomination de M^e Jean-Paul Dupré à la direction et de M^e Dominique Langis à titre de directrice adjointe à la direction des affaires juridiques auprès du ministère de l'Environnement du Québec.

(Document n° 797 de la session)

Le débat terminé, la motion est adoptée.

À 16 h 59, M. Lefebvre, vice-président, lève la séance.

En conséquence, l'Assemblée est ajournée au jeudi 6 mai 1993, à 14 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Cusano (Viau) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 197 Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives.

La motion est adoptée.

M. Ryan, ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 86 Loi modifiant la Charte de la langue française.

La motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 123)

POUR - 61

Audet
Bégin
Bélanger
(Még.-Compton)

Benoit
Bergeron
Blackburn
(Roberval)

Bordeleau
Boucher-Bacon
Bourassa
Bourbeau

Bradet
Cannon
Cardinal
Chagnon

Charbonneau	Fradet	Loiselle	Rémillard
Chenail	Gagnon-Tremblay	Maciocia	Richard
Cherry	Gautrin	Marcil	Robic
Côté	Gauvin	Middlemiss	Robillard
(Charlesbourg)	Gobé	Paradis	Ryan
Cusano	Hamel	(Brome-Miss.)	Savoie
Dauphin	Hovington	Paradis	Thérien
Dionne	Johnson	(Matapédia)	Tremblay
Doyon	Lafrance	Parent	(Rimouski)
Dutil	Lafrenière	Pelchat	Trépanier
Elkas	Lemire	Philibert	Vallerand
Farrah	LeSage	Picotte	Vallières
Forget	Levesque	Poulin	

CONTRE - 26

Beaulne	Cameron	Gendron	Libman
Blackburn	Caron	Harel	Marois
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Holden	Morin
Blais	Chevrette	Jolivet	Paré
Boisclair	Dufour	Juneau	Parizeau
Boulerice	Filion	Lazure	Trudel
Brassard	Garon	Léonard	

ABSTENTION - 0

M. Paradis, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission de la culture procède à des consultations particulières et tienne des auditions publiques sur le projet de loi 86, Loi modifiant la Charte de la langue française, à compter du mardi 18 mai 1993, à la Salle du Conseil législatif et, à cette fin, entende aux dates et heures suivantes:

Le mardi 18 mai 1993

de 10 h 00 à 11 h 00	Remarques préliminaires: — Ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française (20 minutes) — Porte-parole de l'opposition officielle (20 minutes) — Député de D'Arcy-McGee (20 minutes)
de 11 h 00 à 12 h 00	Chambre de commerce de Montréal Métropolitain
de 15 h 30 à 16 h 30	Chambre de commerce de la province de Québec
de 16 h 30 à 17 h 30	Association des hôteliers et restaurateurs du Québec
de 20 h 00 à 21 h 00	Mouvement Québec-Français
de 21 h 00 à 22 h 00	Alliance Québec

Le mercredi 19 mai 1993

de 10 h 00 à 11 h 00	Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal
de 11 h 00 à 12 h 00	Congrès juif canadien
de 12 h 00 à 13 h 00	Communauté hellénique de Montréal
de 16 h 30 à 17 h 30	Congrès national italo-canadien (région de Québec)

Le jeudi 20 mai 1993

de 10 h 00 à 11 h 00	Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ)
de 11 h 00 à 12 h 00	Commission des écoles protestantes du Grand Montréal (CEPGM)

de 15 h 30 à 16 h 30	Commission des écoles catholiques de Montréal (CECM)
de 16 h 30 à 17 h 30	Association des commissions scolaires protestantes du Québec
de 20 h 00 à 21 h 00	Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec
de 21 h 00 à 22 h 00	Council for English Language Education

Le mardi 25 mai 1993

de 10 h 00 à 11 h 00	Conseil des hôpitaux d'enseignement affiliés à l'Université McGill
de 11 h 00 à 12 h 00	Ville de Rosemère
de 15 h 30 à 16 h 30	Ville de Montréal
de 16 h 30 à 17 h 30	Ville de Québec
de 20 h 00 à 21 h 00	Union des municipalités du Québec
de 21 h 00 à 22 h 00	Union des municipalités régionales de comté et des municipalités locales du Québec

Le mercredi 26 mai 1993

de 10 h 00 à 11 h 00	Union des artistes
de 11 h 00 à 12 h 00	Confédération des syndicats nationaux (CSN)
de 12 h 00 à 13 h 00	Fédération des travailleurs et des travailleuses du Québec (FTQ)
de 16 h 30 à 17 h 30	Union des producteurs agricoles (UPA)

Le jeudi 27 mai 1993

de 10 h 00 à 11 h 00	Mediacom Inc.
de 11 h 00 à 12 h 00	Office des congrès et du tourisme du Grand Montréal (OCTGM)
de 15 h 30 à 16 h 30	Association des détaillants en alimentation (ADA)
de 16 h 30 à 17 h 30	Conseil québécois du commerce de détail
de 20 h 00 à 21 h 00	Centre de linguistique de l'entreprise (CLE)
de 21 h 00 à 22 h 00	Office du tourisme de Québec

Le mardi 1^{er} juin 1993

de 11 h 30 à 12 h 30	Parti libéral du Québec
de 15 h 00 à 16 h 00	Parti québécois
de 16 h 00 à 17 h 00	Townshippers' Association (Estrie)
de 17 h 00 à 18 h 00	Mouvement national des Québécois
de 20 h 00 à 21 h 00	Conférence des maires de banlieue de Montréal
de 21 h 00 à 22 h 00	Conseil du patronat du Québec
de 22 h 00 à 23 h 00	Chambre de commerce du quartier chinois
de 23 h 00 à 24 h 00	Association des manufacturiers du Québec

Le mercredi 2 juin 1993

de 11 h 30 à 12 h 30	Association touristique régionale de la Montérégie
de 15 h 00 à 16 h 00	Association des hôtels du Grand Montréal
de 16 h 00 à 17 h 00	Association touristique des Laurentides

La durée maximale de l'exposé de chaque organisme soit de vingt minutes, l'échange avec les membres de la commission soit d'une durée maximale de quarante minutes partagées également entre les membres du groupe parlementaire formant le gouvernement et les députés formant l'opposition, en respectant le principe de l'alternance;

Et le ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

Cette motion dérogeant aux règles relatives aux consultations particulières, elle donne lieu à la tenue d'un débat d'une heure.

Après avoir suspendu la séance afin de réunir les leaders des groupes parlementaires, M. le Président répartit ainsi le temps de parole pour la discussion de cette motion: cinq minutes sont allouées à l'ensemble des députés indépendants; les deux groupes parlementaires se partageront également le reste de la période consacrée à ce débat.

Suit le débat sur la motion de M. Paradis, leader du gouvernement.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 124)

POUR - 60

Audet	Cherry	Gauvin	Parent
Bégin	Côté	Gobé	Pelchat
Bélanger	(Charlesbourg)	Hamel	Philibert
(Még.-Compton)	Côté	Hovington	Picotte
Benoit	(Riv.-du-Loup)	Johnson	Poulin
Bergeron	Cusano	Lafrance	Richard
Blackburn	Dauphin	Lafrenière	Robic
(Roberval)	Després	Lemieux	Robillard
Bordeleau	Dionne	Lemire	Ryan
Boucher-Bacon	Doyon	LeSage	Thérien
Bourassa	Dutil	Loiselle	Tremblay
Bourbeau	Elkas	Maciocia	(Rimouski)
Bradet	Farrah	Maltais	Trépanier
Cannon	Forget	Marcil	Vallerand
Cardinal	Fradet	Middlemiss	Vallières
Chagnon	Gagnon-Tremblay	Paradis	
Charbonneau	Gautrin	(Brome-Miss.)	

CONTRE - 26

Beaulne	Cameron	Gendron	Libman
Blackburn	Caron	Harel	Marois
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Holden	Morin
Blais	Chevrette	Jolivet	Paré
Boisclair	Dufour	Juneau	Parizeau
Boulerice	Filion	Lazure	Trudel
Brassard	Garon	Léonard	

ABSTENTION - 0

Dépôts de pétitions

Mme Dionne (Kamouraska-Témiscouata) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 231 pétitionnaires, concernant les subventions aux organismes de loisir et l'élaboration d'une stratégie de développement du loisir au Québec.

(Document n° 798 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Garon (Lévis) dépose:

Un extrait du Procès-verbal de la séance de l'Assemblée nationale tenue le jeudi 3 mai 1984, faisant état du vote sur une motion présentée par M. Ciaccia, député de Mont-Royal, concernant le péage sur les autoroutes du Québec.

(Document n° 799 de la session)

Avis touchant les travaux des commissions

M. Paradis, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes pour l'étude des crédits budgétaires:

- la Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche (programmes 2, 3 et 4).

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- la Commission des institutions, pour ceux du ministère du Conseil exécutif (programmes 1 et 2);

- la Commission de l'économie et du travail, pour ceux du ministère du Tourisme.

M. Paradis, leader du gouvernement, convoque également:

- la Commission de l'éducation, afin de tenir des auditions publiques dans le cadre des consultations particulières sur le projet de loi 82, Loi modifiant la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel et d'autres dispositions législatives.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- la Commission du budget et de l'administration, afin de compléter ses auditions publiques dans le cadre de la consultation générale sur le document intitulé «L'appui au secteur financier: des dividendes pour le Québec — Propositions de politiques pour le secteur financier du Québec».

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. le Président informe l'Assemblée que, le vendredi 14 mai 1993, Mme Marois (Taillon) s'adressera à M. Paradis, ministre de l'Environnement, dans le cadre de l'interpellation portant sur «la politique de gestion des déchets solides».

À 16 h 51, M. le Président lève la séance.

En conséquence, l'Assemblée est ajournée au mardi 11 mai 1993, à 14 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. le Président dépose:

Le rapport annuel de l'Assemblée nationale, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1992.

(Document n° 800 de la session)

Dépôts de pétitions

M. Baril (Arthabaska) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 238 pétitionnaires, concernant la vente éventuelle de certains établissements possédés par Culinar inc.

(Document n° 801 de la session)

Interventions portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur un fait personnel

M. le Président informe l'Assemblée qu'il a reçu de M. Léonard (Labelle) un avis faisant état de son intention de soulever une question de privilège en rapport avec la diffusion par M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor, d'un document intitulé

«Résultats de la Commission parlementaire sur le financement des services publics». Selon M. Léonard, le ministre et certains des fonctionnaires du Conseil du trésor auraient porté atteinte aux droits et privilèges de l'Assemblée en fabriquant et en rendant public un document relatif à un mandat dévolu à une commission parlementaire, usurpant ainsi les fonctions et attributions de la commission.

M. le Président prend l'affaire en délibéré.

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Motions sans préavis

M. Cusano, whip en chef du gouvernement, propose:

QUE M. Robert LeSage, député de Hull, remplace Mme Pierrette Cardinal, députée de Châteauguay, comme membre de la Commission de la culture.

La motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 145 du Règlement, M. Paradis, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'éducation, afin de poursuivre ses auditions publiques dans le cadre des consultations particulières sur le projet de loi 82, Loi

modifiant la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel et d'autres dispositions législatives.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. Lefebvre, vice-président, informe l'Assemblée que, le mercredi 12 mai 1993, aux affaires inscrites par les députés de l'opposition, sera débattue la motion de Mme Blackburn (Chicoutimi). Cette motion se lit comme suit:

QUE cette Assemblée est d'avis que sans la divulgation préalable des projets de règlement d'application du projet de loi 86, qui seuls indiqueront toute l'étendue de l'altération de la Charte de la langue française, les consultations menées par la Commission de la culture seraient incomplètes et superficielles.

Motions sans préavis

M. Vallerand, ministre du Tourisme, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la Semaine nationale du tourisme qui se tient cette année du 10 au 16 mai.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

À la fin de son intervention, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Libman (D'Arcy-McGee) dépose:

Un mémoire intitulé «L'impact des lois linguistiques sur l'industrie du tourisme au Québec», en date d'avril 1993.

(Document n° 802 de la session)

Le débat terminé, la motion est adoptée.

AFFAIRES DU JOUR

Crédits budgétaires

Crédits de l'Assemblée nationale

En exécution de l'article 286 du Règlement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier les crédits budgétaires de l'Assemblée nationale pour l'année 1993-1994.

La commission plénière entreprend l'étude des crédits de l'Assemblée nationale.

M. Bissonnet, président de la commission plénière, interrompt les travaux et informe la commission plénière de la tenue de deux débats de fin de séance:

- le premier, sur une question adressée par M. Jolivet (Laviolette) à M. Côté, ministre des Forêts, concernant les droits de compensation sur le bois d'oeuvre;
 - le deuxième, sur une question adressée par Mme Blackburn (Chicoutimi) à M. Ryan, ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française, concernant les consultations sur le projet de loi 86 et la possibilité d'inviter le Conseil de la langue française.
-

La commission plénière poursuit l'étude des crédits de l'Assemblée nationale.

L'étude des crédits de l'Assemblée nationale étant terminée, M. le président de la commission plénière fait rapport à l'Assemblée.

À 18 heures, M. le Président suspend la séance jusqu'à 20 heures.

Vingt heures

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Ryan, ministre de la Sécurité publique, informe l'Assemblée que Son Excellence le lieutenant-gouverneur recommande l'étude du projet de loi 84, Loi sur la Régie des alcools, des courses et des jeux et modifiant diverses dispositions législatives, et il propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné.

Débats de fin de séance

À 22 heures, l'Assemblée tient les deux débats de fin de séance précédemment annoncés:

- le premier, sur une question adressée par M. Jolivet (Laviolette) à M. Côté, ministre des Forêts, concernant les droits de compensation sur le bois d'oeuvre;
- le deuxième, sur une question adressée par Mme Blackburn (Chicoutimi) à M. Ryan, ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française, concernant les consultations sur le projet de loi 86 et la possibilité d'inviter le Conseil de la langue française.

11 mai 1993

À 22 h 16, M. Bissonnet, vice-président, lève la séance.

En conséquence, l'Assemblée est ajournée au mercredi 12 mai 1993, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Vallerand, ministre du Tourisme, proposant que le principe du projet de loi 77, Loi modifiant la Loi sur les établissements touristiques et abrogeant certaines dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi 77 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 77 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier en détail le projet de loi 77, Loi modifiant la Loi sur les établissements touristiques et abrogeant certaines dispositions législatives.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Ryan, ministre de la Sécurité publique, proposant que le principe du projet de loi 84, Loi sur la Régie des alcools, des courses et des jeux et modifiant diverses dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 84 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 84 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 75, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'abolition de la Société d'aménagement de l'Outaouais.

Après débat, le rapport est adopté.

À 12 h 36, à la demande de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

Quinze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 89 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor, dépose:

Le rapport d'étape 1990-1992 concernant le programme d'accès à l'égalité de la fonction publique du Québec pour les membres des communautés culturelles, 1990-1994.

(Document n° 803 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. le Président dépose:

Les rapports des commissions parlementaires qui ont étudié les crédits budgétaires pour l'année financière 1993-1994.

(Document n° 804 de la session)

Dépôts de pétitions

M. Tremblay (Rimouski) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 172 pétitionnaires, concernant les subventions aux organismes de loisir et l'élaboration d'une stratégie de développement du loisir au Québec.

(Document n° 805 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Parizeau, chef de l'opposition officielle, dépose:

Un tableau, préparé par Statistique Canada, montrant le revenu total moyen après impôt sur le revenu des ménages canadiens et québécois, de 1971 à 1991.

(Document n° 806 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Bourassa, premier ministre, dépose:

Un tableau montrant la capacité fiscale des provinces du Canada pour certains exercices financiers entre 1974 et 1992.

(Document n° 807 de la session)

Avis touchant les travaux des commissions

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'éducation, afin de poursuivre ses auditions publiques dans le cadre des consultations particulières sur le projet de loi 82, Loi modifiant la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel et d'autres dispositions législatives;
- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail le projet de loi d'intérêt privé 244, Loi concernant le Conseil de développement touristique Hull-Chelsea-La Pêche Inc.;
- la Commission de la culture, afin d'étudier en détail le projet de loi 68, Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé.

AFFAIRES DU JOUR

Affaires inscrites par les députés de l'opposition

Mme Blackburn (Chicoutimi) propose:

QUE cette Assemblée est d'avis que sans la divulgation préalable des projets de règlement d'application du projet de loi 86, qui seuls indiqueront toute l'étendue de l'altération de la Charte de la langue française, les consultations menées par la Commission de la culture seraient incomplètes et superficielles.

Avant que le débat ne s'engage, M. Lefebvre, vice-président, répartit ainsi le temps de parole pour la discussion de cette motion: dix minutes sont accordées à l'auteur de la motion pour sa réplique et dix minutes sont allouées à l'ensemble des députés indépendants; les deux groupes parlementaires se partageront également le reste de la période consacrée à ce débat; dans ce cadre, les interventions seront limitées à trente minutes chacune.

Suit le débat sur la motion de Mme Blackburn (Chicoutimi).

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est rejetée par le vote suivant:

(Vote n° 125)

POUR — 25

Atkinson	Boulerice	Filion	Léonard
Bélanger	Brassard	Gendron	Libman
(Anjou)	Cameron	Godin	Morin
Blackburn	Caron	Holden	Paré
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Jolivet	Perron
Blais	Chevrette	Juneau	Trudel
Boisclair	Dupuis	Lazure	

CONTRE — 60

Audet	Bradet	Després	LeSage
Beaudin	Brouillette	Dionne	Levesque
Bégin	Camden	Doyon	Loiselle
Bélanger	Cardinal	Elkas	MacMillan
(Még.-Compton)	Charbonneau	Forget	Maltais
Bélisle	Chenail	Fradet	Marcil
Benoit	Cherry	Frulla	Messier
Bergeron	Ciaccia	Gagnon-Tremblay	Middlemiss
Blackburn	Côté	Gobé	Paradis
(Roberval)	(Charlesbourg)	Houde	(Brome-Miss.)
Bleau	Côté	Khelfa	Paradis
Bordeleau	(Riv.-du-Loup)	Lafrance	(Matapédia)
Boucher-Bacon	Cusano	Lafrenière	Pelchat
Bourbeau	Dauphin	Lemire	Philibert

12 mai 1993

Richard
Robillard
Ryan

Savoie
Sirros
Thérien

Tremblay
(*Rimouski*)
Trépanier

Vallerand
Vallières

ABSTENTION — 0

À 18 h 12, M. Bissonnet, vice-président, lève la séance.

En conséquence, l'Assemblée est ajournée au jeudi 13 mai 1993, à 14 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Paradis, leader du gouvernement, au nom de Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

97 Loi modifiant la Loi sur Hydro-Québec.

La motion est adoptée.

M. Ryan, ministre des Affaires municipales, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

92 Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives.

La motion est adoptée.

M. Paradis, ministre de l'Environnement, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

96 Loi sur les réserves écologiques.

La motion est adoptée.

M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

102 Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public et le secteur municipal.

La motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 126)

POUR - 66

Atkinson	Cherry	Houde	Pelchat
Audet	Côté	Johnson	Philibert
Beaudin	(Charlesbourg)	Joly	Rémillard
Bégin	Côté	Khelfa	Richard
Bélanger	(Riv.-du-Loup)	Lafrance	Robillard
(Még.-Compton)	Cusano	Lafrenière	Ryan
Bélisle	Dauphin	Lemieux	Savoie
Bergeron	Després	Lemire	Sirros
Blackburn	Dionne	Levesque	Tremblay
(Roberval)	Doyon	Libman	(Rimouski)
Bleau	Dutil	Loiselle	Trépanier
Bordeleau	Elkas	MacMillan	Vallerand
Boucher-Bacon	Farrah	Maltais	Vallières
Bourbeau	Fradet	Marcil	
Brouillette	Frulla	Messier	
Camden	Gagnon-Tremblay	Middlemiss	
Cameron	Gautrin	Paradis	
Cannon	Gauvin	(Brome-Miss.)	
Cardinal	Gobé	Paradis	
Chenail	Hamel	(Matapédia)	

CONTRE - 22

Baril	Blackburn	Boisclair	Caron
Bélanger	(Chicoutimi)	Bourdon	Carrier-Perreault
(Anjou)	Blais	Brassard	Chevrette

Fillion
Gendron
Godin

Holden
Jolivet
Juneau

Lazure
Léonard
Morin

Paré
Perron
St-Roch

ASBTENTION - 0

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que l'Assemblée soit saisie des projets de loi suivants:

87 Loi modifiant la Loi sur l'aide juridique.

La motion est adoptée.

88 Loi modifiant la Loi sur les substituts du procureur général.

La motion est adoptée.

93 Loi modifiant le Code de procédure civile et la Charte des droits et libertés de la personne.

La motion est adoptée.

94 Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires.

La motion est adoptée.

M. Elkas, ministre des Transports, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

91 Loi modifiant le Code de la sécurité routière.

La motion est adoptée.

M. Savoie, ministre du Revenu, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 90 Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur le tabac, la Loi sur le ministère du Revenu et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal.

La motion est adoptée à la majorité des voix.

M. Paradis, leader du gouvernement, au nom de Mme Robic, ministre déléguée aux Finances, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 95 Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales.

La motion est adoptée.

M. Vallerand, ministre du Tourisme, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 99 Loi sur la Société du Centre des congrès de Québec.

La motion est adoptée.

Dépôts de rapports de commissions

M. Lemieux (Vanier) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, les 4, 5 et 6 mai 1993, a tenu une consultation générale et des auditions publiques sur le document intitulé «L'appui au secteur financier: des dividendes pour le Québec — Propositions de politiques pour le secteur financier du Québec» et à cette fin, a examiné les principes et mesures mis de l'avant par le gouvernement du Québec pour le secteur financier québécois.

(Document n° 808 de la session)

Interventions portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur un fait personnel

M. le Président rend la décision suivante sur la recevabilité de la question de privilège soulevée par M. Léonard (Labelle) à la séance du 11 mai dernier relativement à un document rendu public par M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor:

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

La question de privilège est *prima facie* irrecevable. L'action reprochée au ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor, ne correspond d'aucune manière aux actes mentionnés à l'article 55, paragraphe 4 de la *Loi sur l'Assemblée nationale*. Le document préparé et diffusé par le ministre est un document «gouvernemental» identifié comme tel et dont la présentation et le contenu ne viennent d'aucune façon usurper les fonctions d'une commission parlementaire. Le document ne correspond d'aucune manière aux actes mentionnés à cette disposition.

Le fait pour une commission parlementaire de ne pas joindre d'observation, de conclusion et de recommandation à son rapport tel que le permettent les articles 176 et 177 du Règlement de l'Assemblée nationale, n'a pas pour effet d'empêcher le gouvernement ou tout autre intéressé de tirer ses conclusions ou de dresser un bilan des consultations menées par une commission parlementaire.

Les travaux d'une commission parlementaire siégeant en public relèvent du domaine public; c'est pourquoi le gouvernement, l'opposition parlementaire et tous les citoyens peuvent exprimer en leur nom des avis, opinions ou observations sur les travaux qui s'y déroulent.

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission de la culture, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 68, Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé;
- la Commission de la culture, afin de tenir des auditions publiques dans le cadre des consultations particulières sur le projet de loi 86, Loi modifiant la Charte de la langue française.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 145 du Règlement:

- la Commission de l'éducation, afin de compléter ses auditions publiques dans le cadre des consultations particulières sur le projet de loi 82, Loi modifiant la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel et d'autres dispositions législatives.

Motions sans préavis

M. Ryan, ministre de la Sécurité publique, propose:

QUE cette Assemblée souligne la tenue de la Semaine de la police qui se tient cette année, du 9 au 15 mai, sous le thème: «Mieux se connaître pour mieux s'entraider».

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Mme Carrier-Perreault (Les Chutes-de-la-Chaudière) propose:

QUE cette Assemblée souligne la Semaine nationale des garderies qui se déroule du 10 au 16 mai 1993 sous le thème: «L'important ça se mesure».

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Lafrance (Iberville) propose:

QUE l'Assemblée nationale exprime ses condoléances à la famille du général Jacques Dextraze, ancien chef d'état-major des forces armées canadiennes, héros de guerre, Québécois et membre du Royal 22^e Régiment, régiment canadien-français.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. Lefebvre, vice-président, informe l'Assemblée que, le vendredi 21 mai 1993, M. Garon (Lévis) s'adressera à M. Elkas, ministre des Transports, dans le cadre de l'interpellation portant sur «la réorganisation administrative du ministère des Transports».

AFFAIRES DU JOUR

Affaires prioritaires

Crédits budgétaires

L'Assemblée tient le débat restreint sur les rapports des commissions qui ont étudié les crédits budgétaires pour l'année financière 1993-1994.

Avant que le débat ne s'engage, M. Lefebvre, vice-président, répartit ainsi le temps de parole pour ce débat restreint: dix minutes sont allouées à l'ensemble des députés indépendants; les deux groupes parlementaires se partageront également le reste de la période consacrée à ce débat; dans ce cadre, chaque groupe parlementaire aura droit à une intervention de trente minutes et les autres interventions seront limitées à dix minutes chacune.

Suit le débat sur les rapports des commissions qui ont étudié les crédits budgétaires pour l'année financière 1993-1994.

À 18 heures, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

Vingt heures

Crédits budgétaires

L'Assemblée poursuit le débat restreint sur les rapports des commissions qui ont étudié les crédits budgétaires pour l'année financière 1993-1994.

Le débat terminé, M. Lefebvre, vice-président, informe l'Assemblée que conformément à l'article 288 du Règlement, ces rapports seront mis aux voix après que l'Assemblée aura statué sur la motion du ministre des Finances présentée à la fin du discours du budget.

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Dutil, ministre des Approvisionnements et Services, propose que le principe du projet de loi 80, Loi modifiant la Loi sur l'administration financière, la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 80 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 80 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

À 21 h 58, sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée est ajournée au mardi 18 mai 1993, à 14 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. Paradis, ministre de l'Environnement, dépose:

Un document intitulé *L'état de l'environnement au Québec 1992*, publié par le ministère de l'Environnement du Québec.

(Document n° 809 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Garon (Lévis) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 17 mars et 13 mai 1993, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé:

- 244 Loi concernant le Conseil de développement touristique Hull-Chelsea-La Pêche Inc. — rapporté avec des amendements, dont un au titre.

(Document n° 810 de la session)

Le rapport est adopté.

Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) dépose:

Le rapport de la Commission de l'éducation qui, les 11, 12, 13 et 14 mai 1993, a tenu des consultations particulières et des auditions publiques dans le cadre de l'étude du projet de loi 82, Loi modifiant la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel et d'autres dispositions législatives.

(Document n° 811 de la session)

M. Jolivet (Laviolette) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 12 mai 1993, a étudié en détail le projet de loi:

- 77 Loi modifiant la Loi sur les établissements touristiques et abrogeant certaines dispositions législatives — rapporté avec des amendements.

(Document n° 812 de la session)

Dépôts de pétitions

M. Chevette (Joliette) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 53 pétitionnaires, concernant la taxe sur le tabac en feuilles.

(Document n° 813 de la session)

Mme Juneau (Johnson) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 43 pétitionnaires, concernant les subventions aux organismes de loisir et l'élaboration d'une stratégie de développement du loisir au Québec.

(Document n° 814 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Côté, ministre des Forêts, dépose:

Une série de documents portant sur la relance de l'usine de pâtes et papiers de Port-Cartier.

(Document n° 815 de la session)

Avis touchant les travaux des commissions

M. Paradis, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de la culture, afin de poursuivre ses auditions publiques dans le cadre des consultations particulières sur le projet de loi 86, Loi modifiant la Charte de la langue française;
- la Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail le projet de loi 80, Loi modifiant la Loi sur l'administration financière, la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services et d'autres dispositions législatives;
- la Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail les projets de loi suivants: le projet de loi 58, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal, et le projet de loi 70, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. le Président informe l'Assemblée que, le mercredi 19 mai 1993, aux affaires inscrites par les députés de l'opposition, sera débattue la motion de M. Cameron (Jacques-Cartier). Cette motion se lit comme suit:

QUE le gouvernement réaffirme son engagement face à l'avenir de la communauté de langue anglaise du Québec en examinant tous les moyens législatifs susceptibles de s'attaquer au problème de la très sérieuse baisse des inscriptions aux écoles de langue anglaise au Québec depuis vingt ans, reconnaissant que sans un élargissement de l'accès à l'école anglaise au Québec, la communauté sera incapable de se renouveler.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

M. Cusano (Viau) propose que le principe du projet de loi 197, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 197 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 197 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des affaires sociales.

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission des affaires sociales, afin d'étudier en détail le projet de loi 197, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives.

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Elkas, ministre des Transports, propose que le principe du projet de loi 81, Loi modifiant la Loi sur les transports, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 81 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 81 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

M. Elkas, ministre des Transports, propose que le principe du projet de loi 85, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique en matière de contrats de transport d'élèves, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi 85 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 85 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail les projets de loi suivants: le projet de loi 81, Loi modifiant la Loi sur les transports, et le projet de loi 85, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique en matière de contrats de transport d'élèves.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 60, Loi modifiant la Loi sur le camionnage.

Après débat, le rapport est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 62, Loi modifiant la Loi sur le transport par taxi.

Un débat s'ensuit.

À 18 heures, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

Vingt heures

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée poursuit le débat sur le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 62, Loi modifiant la Loi sur le transport par taxi.

Le débat terminé, le rapport est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation relatif au projet de loi 69, Loi modifiant la Loi sur la protection sanitaire des animaux.

Le rapport est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation relatif au projet de loi 76, Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments et abrogeant la Loi sur le commerce du pain.

Après débat, le rapport est adopté à la majorité des voix.

Adoption

Mme Robillard, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, propose que le projet de loi 40, Loi modifiant la Loi sur l'accréditation et le financement des associations d'élèves ou d'étudiants (*titre modifié*), soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 40 est adopté.

Adoption du principe

Mme Robillard, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, informe l'Assemblée que Son Excellence le lieutenant-gouverneur recommande l'étude du projet de loi 83, Loi sur la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial et modifiant certaines dispositions législatives, et elle propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 83 est adopté.

18 mai 1993

Sur la motion de M. Dutil, ministre des Approvisionnements et Services, le projet de loi 83 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'éducation.

À 21 h 52, sur la motion de M. Dutil, ministre des Approvisionnements et Services, l'Assemblée est ajournée au mercredi 19 mai 1993, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

Mme Robillard, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, propose que le principe du projet de loi 82, Loi modifiant la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Sur la motion de M. Tremblay (Rimouski), le débat est ajourné.

À 12 h 58, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 98 Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires.

La motion est adoptée.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

- 226 Loi concernant Centre de Ski Le Relais (1988) Inc.
(Document n° 816 de la session)

M. Cusano, whip en chef du gouvernement, au nom de M. Poulin (Chauveau), propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 226, Loi concernant Centre de Ski Le Relais (1988) Inc.

La motion est adoptée.

M. Paradis, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 226 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission des institutions et que le ministre de la Justice soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

- 262 Loi modifiant la Loi concernant Les Services de Santé du Québec et concernant SSQ, Mutuelle de gestion et SSQ, Société d'assurance-vie inc.

(Document n° 817 de la session)

M. Cusano, whip en chef du gouvernement, au nom de M. Doyon (Louis-Hébert), propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 262, Loi modifiant la Loi concernant Les Services de Santé du Québec et concernant SSQ, Mutuelle de gestion et SSQ, Société d'assurance-vie inc.

La motion est adoptée.

M. Paradis, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 262 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration et que la ministre déléguée aux Finances soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

Dépôt de rapports de commissions

Mme Marois (Taillon) dépose:

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, le 18 mai 1993, a étudié en détail le projet de loi:

- 197 Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives — rapporté sans amendement.

(Document n° 818 de la session)

Dépôts de pétitions

M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 140 pétitionnaires, concernant le processus de négociation de la convention collective entre le gouvernement du Québec et les syndicats du secteur public.

(Document n° 819 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi 85, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique en matière de contrats de transport d'élèves;
- la Commission de la culture, afin de poursuivre ses auditions publiques dans le cadre des consultations particulières sur le projet de loi 86, Loi modifiant la Charte de la langue française.

M. Bissonnet, vice-président, donne l'avis suivant:

- la Commission de l'aménagement et des équipements se réunira afin de vérifier les engagements financiers du secteur loisir du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche contenus dans les listes de juillet 1991 à mars 1993.
-

AFFAIRES DU JOUR

Affaires inscrites par les députés de l'opposition

M. Cameron (Jacques-Cartier) propose:

QUE le gouvernement réaffirme son engagement face à l'avenir de la communauté de langue anglaise du Québec en examinant tous les moyens législatifs susceptibles de s'attaquer au problème de la très sérieuse baisse des inscriptions aux écoles de langue anglaise au Québec depuis vingt ans, reconnaissant que sans un élargissement de l'accès à l'école anglaise au Québec, la communauté sera incapable de se renouveler.

Avant que le débat ne s'engage, M. Bissonnet, vice-président, répartit ainsi le temps de parole pour la discussion de cette motion: quarante pour cent du temps, incluant la réplique de l'auteur de la motion, est alloué aux députés indépendants; quarante pour cent du temps est alloué au groupe parlementaire formant le gouvernement; et vingt pour cent du temps est alloué au groupe parlementaire formant l'opposition officielle.

Suit le débat sur la motion de M. Cameron (Jacques-Cartier).

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est rejetée par le vote suivant:

19 mai 1993

(Vote n° 127)

POUR - 2

Atkinson

Cameron

CONTRE - 71

Audet
Baril
Beaudin
Beaulne
Bélanger
(Anjou)
Bélanger
(Még.-Compton)
Bélisle
Benoit
Blackburn
(Chicoutimi)
Blackburn
(Roberval)
Bordeleau
Boucher-Bacon
Bourbeau
Bradet
Brassard
Cannon
Cardinal

Caron
Carrier-Perreault
Chagnon
Charbonneau
Cherry
Chevrette
Côté
(Riv.-du-Loup)
Cusano
Dauphin
Després
Dionne
Doyon
Dufour
Dupuis
Dutil
Farrah
Filion
Forget
Fradet
Frulla

Gautrin
Houde
Hovington
Johnson
Joly
Khelfa
Lafrance
Lafrenière
Lazure
Lemieux
Lemire
Léonard
Levesque
Loiselle
MacMillan
Maltais
Messier
Middlemiss
Morin
Paradis
(Brome-Miss.)

Paradis
(Matapédia)
Pelchat
Philibert
Richard
Robillard
Ryan
Savoie
Sirros
Tremblay
(Outremont)
Tremblay
(Rimouski)
Trépanier
Vallerand
Vallières
Williams

ABSTENTION - 0

19 mai 1993

À 18 heures, M. Lefebvre, vice-président, lève la séance.

En conséquence, l'Assemblée est ajournée au jeudi 20 mai 1993, à 14 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

240 Loi concernant la succession d'Édouard Bachir Beshro.

(Document n° 820 de la session)

M. MacMillan (Papineau), au nom de M. Doyon (Louis-Hébert), propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 240, Loi concernant la succession d'Édouard Bachir Beshro.

La motion est adoptée.

M. Paradis, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 240 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission des institutions et que le ministre de la Justice soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

259 Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de Saint-Charles.

(Document n° 821 de la session)

M. Messier (Saint-Hyacinthe) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 259, Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de Saint-Charles.

La motion est adoptée.

M. Paradis, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 259 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission des institutions et que le ministre de la Justice soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

236 Loi modifiant la Loi constituant en corporation la Congrégation des Soeurs des Saints Noms de Jésus et Marie.

(Document n° 822 de la session)

M. Bordeleau (Acadie) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 236, Loi modifiant la Loi constituant en corporation la Congrégation des Soeurs des Saints Noms de Jésus et Marie.

La motion est adoptée.

M. Paradis, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 236 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration et que la ministre déléguée aux Finances soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

241 Loi modifiant la charte de Le Repos Saint-François d'Assise.

(Document n° 823 de la session)

M. MacMillan (Papineau), au nom de Mme Boucher-Bacon (Bourget), propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 241, Loi modifiant la charte de Le Repos Saint-François d'Assise.

La motion est adoptée.

M. Paradis, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 241 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration et que la ministre déléguée aux Finances soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

256 Loi modifiant la Loi constituant en corporation the «Order Sons of Italy in Canada».

(Document n° 824 de la session)

Mme Bleau (Groulx), au nom de M. Maciocia (Viger), propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 256, Loi modifiant la Loi constituant en corporation the «Order Sons of Italy in Canada».

La motion est adoptée.

M. Paradis, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 256 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration et que la ministre déléguée aux Finances soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

260 Loi concernant Le Centre des Chevaliers de Colomb de Jonquière Inc.

(Document n° 825 de la session)

M. Dufour (Jonquière) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 260, Loi concernant Le Centre des Chevaliers de Colomb de Jonquière Inc.

La motion est adoptée.

M. Paradis, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 260 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration et que la ministre déléguée aux Finances soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

252 Loi concernant la ville d'Amos.

(Document n° 826 de la session)

M. Brassard, whip de l'opposition officielle, au nom de M. Gendron (Abitibi-Ouest), propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 252, Loi concernant la ville d'Amos.

La motion est adoptée.

M. Paradis, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 252 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements et que le ministre des Affaires municipales soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Paradis, ministre de l'Environnement, leader du gouvernement, dépose:

Deux documents contenant les propositions soumises par le groupe parlementaire du gouvernement à l'opposition officielle afin d'ajouter de nouveaux

organismes aux consultations particulières sur le projet de loi 86, Loi modifiant la Charte de la langue française, et d'en réaménager l'horaire.

(Document n° 827 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Lemieux (Vanier) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 18 mai 1993, a étudié en détail le projet de loi:

- 80 Loi modifiant la Loi sur l'administration financière, la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services et d'autres dispositions législatives — rapporté sans amendement.

(Document n° 828 de la session)

Mme Bélanger (Mégantic-Compton) dépose:

Les rapports de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 19 mai 1993, a étudié en détail les projets de loi suivants:

- 81 Loi modifiant la Loi sur les transports — rapporté avec un amendement.

(Document n° 829 de la session)

- 85 Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique en matière de contrats de transport d'élèves — rapporté sans amendement.

(Document n° 830 de la session)

Dépôts de pétitions

M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 200 pétitionnaires, concernant la vente éventuelle de certains établissements possédés par Culinar inc.

(Document n° 831 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Chevrette, leader de l'opposition officielle, dépose:

Copies de deux lettres adressées à M. Claude Ryan, ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française, par Mme Jeanne Blackburn, députée de Chicoutimi, en date des 11 et 12 mai 1993, concernant les organismes, associations et groupes que l'opposition officielle souhaite entendre lors des consultations particulières sur le projet de loi 86, Loi modifiant la Charte de la langue française.

(Document n° 832 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Côté, ministre des Forêts, dépose:

Deux communiqués de presse concernant la réorganisation des sociétés de conservation du Québec, accompagnés d'une trousse de renseignements sur le même sujet.

(Document n° 833 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, Mme Vermette (Marie-Victorin) dépose:

Deux résolutions adoptées par la Ville de Salaberry-de-Valleyfield, en date du 11 mai 1993, concernant la vente libre de colle devant servir à la construction de modèles réduits.

(Document n° 834 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Lazure (La Prairie) dépose:

Une étude intitulée «Relance auprès des prestataires de la sécurité du revenu ayant participé à un programme de développement de l'employabilité ou d'intégration en emploi», en date de février 1993, préparée par la Direction de l'évaluation et de la statistique du ministère de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle.

(Document n° 835 de la session)

Avis touchant les travaux des commissions

M. Paradis, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de la culture, afin de poursuivre ses auditions publiques dans le cadre des consultations particulières sur le projet de loi 86, Loi modifiant la Charte de la langue française.

M. Lefebvre, vice-président, donne l'avis suivant:

- la Commission de l'aménagement et des équipements se réunira afin de vérifier les engagements financiers du secteur chasse et pêche du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche contenus dans les listes d'août 1991 à mars 1993.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. Lefebvre, vice-président, informe l'Assemblée que, le vendredi 28 mai 1993, M. Paré (Shefford) s'adressera à M. Bourassa, premier ministre, dans le cadre de l'interpellation portant sur «la situation des jeunes au Québec».

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Paradis, ministre de l'Environnement, propose que le principe du projet de loi 96, Loi sur les réserves écologiques, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 96 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 96 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

M. Vallerand, ministre du Tourisme, informe l'Assemblée que Son Excellence le lieutenant-gouverneur recommande l'étude du projet de loi 99, Loi sur la Société du Centre des congrès de Québec, et il propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, propose l'ajournement du débat.

Un débat s'ensuit sur cette motion d'ajournement.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est adoptée par le vote suivant:

20 mai 1993

(Vote n° 128)

POUR — 45

Audet	Brouillette	Gautrin	Paradis
Bégin	Camden	Gobé	(Brome-Miss.)
Bélanger	Cameron	Houde	Pelchat
(Még.-Compton)	Cannon	Hovington	Philibert
Bélisle	Cardinal	Khelfa	Richard
Benoit	Chagnon	Lafrenière	Ryan
Bergeron	Charbonneau	Leclerc	Tremblay
Blackburn	Côté	Lemire	(Rimouski)
(Roberval)	(Charlesbourg)	Loiselle	Trépanier
Bleau	Després	MacMillan	Vallerand
Bordeleau	Dionne	Maltais	Vallières
Boucher-Bacon	Farrah	Marcil	
Bradet	Fradet	Messier	

CONTRE — 17

Baril	Blais	Garon	Morin
Beaulne	Brassard	Holden	Paré
Bélanger	Carrier-Perreault	Jolivet	Vermette
(Anjou)	Chevrette	Juneau	
Blackburn	Dufour		
(Chicoutimi)	Dupuis		

ABSTENTION — 0

À 17 h 57, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

Vingt heures

Affaires prioritaires

Discours du budget

M. Levesque, ministre des Finances, prononce le discours du budget.

Au cours de son intervention, M. Levesque dépose, du consentement de l'Assemblée, les documents suivants:

- le sommaire des opérations financières pour 1992-1993;
(Document n° 836 de la session)
- le sommaire des opérations financières pour 1993-1994.
(Document n° 837 de la session)

À la fin de son intervention, M. Levesque propose que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

M. Léonard (Labelle) fait quelques commentaires au nom de l'opposition officielle.

À 21 h 27, M. le Président lève la séance.

En conséquence, l'Assemblée est ajournée au mardi 25 mai 1993, à 14 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

258 Loi concernant la ville de Grand-Mère.

(Document n° 838 de la session)

M. Jolivet (Laviolette) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 258, Loi concernant la ville de Grand-Mère.

La motion est adoptée.

M. Paradis, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 258 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements et que le ministre des Affaires municipales soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

Dépôts de pétitions

Sont déposés deux extraits de pétition concernant l'instauration d'une commission d'enquête sur les causes du déficit de la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST):

- le premier, extrait d'une pétition signée par 5 362 pétitionnaires, par M. Dufour (Jonquière);
(Document n° 839 de la session)
 - le deuxième, extrait d'une pétition signée par 5 002 pétitionnaires, par Mme Blackburn (Chicoutimi).
(Document n° 840 de la session)
-

M. Libman (D'Arcy-McGee) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 249 pétitionnaires, concernant la loi 178, *Loi modifiant la Charte de la langue française* (L.Q. 1988, c. 54).
(Document n° 841 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Paradis, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de la culture, afin de poursuivre ses auditions publiques dans le cadre des consultations particulières sur le projet de loi 86, *Loi modifiant la Charte de la langue française*.
-

M. le Président donne l'avis suivant:

- la Commission de l'aménagement et des équipements se réunira afin de vérifier les engagements financiers du secteur chasse et pêche du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche contenus dans les listes de décembre 1991 à mars 1993.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi publics au nom des députés

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des affaires sociales relatif au projet de loi 197, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives.

Après débat, le rapport est adopté.

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de Mme Robillard, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, proposant que le principe du projet de loi 82, Loi modifiant la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le débat est ajourné.

À 17 h 57, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

Vingt heures

Adoption du principe

M. Elkas, ministre des Transports, propose que le principe du projet de loi 91, Loi modifiant le Code de la sécurité routière, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi 91 est adopté.

Sur la motion de M. Paradis, leader du gouvernement, le projet de loi 91 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de Mme Robillard, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, proposant que le principe du projet de loi 82, Loi modifiant la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Sur la motion de M. Trudel (Rouyn-Noranda—Témiscamingue), le débat est ajourné.

25 mai 1993

À 21 h 55, sur la motion de M. Paradis, leader du gouvernement, l'Assemblée est ajournée au mercredi 26 mai 1993, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

AFFAIRES DU JOUR

Affaires prioritaires

Débat sur le discours du budget

M. Léonard (Labelle), à titre de représentant de l'opposition officielle, entreprend le débat sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant que l'Assemblée adopte la politique budgétaire du gouvernement.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Léonard (Labelle) dépose:

Un tableau montrant les déficits budgétaires prévus par le gouvernement du Québec dans les budgets présentés en 1989, 1990, 1991 et 1992 ainsi que les déficits réels pour la période couverte.

(Document n° 842 de la session)

Un graphique montrant la moyenne des augmentations annuelles des dépenses réelles pour les programmes du gouvernement du Québec de 1972 à 1993.

(Document n° 843 de la session)

À la fin de son intervention, M. Léonard (Labelle) propose la motion de censure suivante:

QUE l'Assemblée nationale désavoue le gouvernement libéral qui impose les gens honnêtes plutôt que de s'attaquer aux effets néfastes de l'économie souterraine, menace une reprise économique anémique en accroissant de façon considérable le fardeau fiscal et ce faisant, stimule encore davantage le travail au noir et la contrebande.

M. le Président interrompt le débat et informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole pour la première partie de ce débat, soit les treize heures trente minutes prévues à l'article 275 du Règlement.

Une période de six heures quinze minutes est réservée au groupe formant le gouvernement, incluant le discours du ministre des Finances.

Une période de six heures quinze minutes est réservée à l'opposition officielle, incluant le discours du critique financier de l'opposition officielle et les commentaires qu'il a faits immédiatement après le discours du budget.

Une période d'une heure est réservée à l'ensemble des députés indépendants.

Le temps de parole accordé à chaque député sera d'un maximum de vingt minutes. Toutefois, il sera permis au chef de l'opposition officielle ou à son représentant, de même qu'au Premier ministre ou à son représentant, d'intervenir pour une durée maximale d'une heure.

Enfin, le temps non utilisé par un groupe parlementaire pourra être utilisé par l'autre groupe parlementaire, de même que le temps non utilisé par les députés indépendants pourra être partagé entre le groupe formant le gouvernement et l'opposition officielle.

Le débat se poursuit.

À la fin de son intervention, M. Filion (Montmorency) propose la motion de censure suivante:

QUE l'Assemblée nationale condamne le gouvernement libéral qui a grossièrement sous-estimé l'ampleur du commerce illicite du tabac et la perte de revenus qui en découle de même que pour son incapacité à récupérer des revenus évalués à plus de 500 millions de dollars annuellement.

À 13 h 01, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

En conséquence, le débat sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, et sur les motions de censure présentées par M. Léonard (Labelle) et M. Filion (Montmorency) est ajourné.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de rapports de commissions

M. Lemieux (Vanier) dépose:

Les rapports de la Commission du budget et de l'administration qui a étudié en détail les projets de loi suivants:

Les 8 avril et 18 mai 1993:

- 58 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal — rapporté avec des amendements, dont un au titre.

(Document n° 844 de la session)

Le 19 mai 1993:

- 70 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives — rapporté avec des amendements.

(Document n° 845 de la session)

Dépôts de pétitions

Mme Carrier-Perreault (Les Chutes-de-la-Chaudière) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 4 994 pétitionnaires, concernant l'instauration d'une commission d'enquête sur les causes du déficit de la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST).

(Document n° 846 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'éducation, afin d'étudier en détail le projet de loi 83, Loi sur la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial et modifiant certaines dispositions législatives;
- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi 91, Loi modifiant le Code de la sécurité routière;
- la Commission de la culture, afin de poursuivre ses auditions publiques dans le cadre des consultations particulières sur le projet de loi 86, Loi modifiant la Charte de la langue française.

AFFAIRES DU JOUR

Affaires prioritaires

Débat sur le discours du budget

Le débat reprend sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant que l'Assemblée adopte la politique budgétaire du gouvernement, et sur les motions de censure présentées par M. Léonard (Labelle) et M. Fillion (Montmorency).

À la fin de son intervention, M. Boisclair (Gouin) propose la motion de censure suivante:

QUE l'Assemblée nationale réproouve sévèrement le gouvernement pour ne pas avoir respecté son engagement formel, pris lors de l'annonce de la politique culturelle en juin 1992, à l'effet de consentir un effort financier additionnel de 30,4 millions de dollars au budget 1993-1994 du ministère de la Culture afin d'assurer un financement adéquat pour la mise en oeuvre de la politique culturelle.

Le débat se poursuit.

À la fin de son intervention, Mme Juneau (Johnson) propose la motion de censure suivante:

QUE l'Assemblée nationale dénonce le gouvernement libéral qui, malgré ses prétentions, met de l'avant des mesures budgétaires et fiscales qui s'attaquent aux contribuables à faible et moyen revenu et non pas seulement aux contribuables à haut revenu.

Le débat se poursuit.

À la fin de son intervention, M. Lazure (La Prairie) propose la motion de censure suivante:

QUE cette Assemblée blâme le gouvernement pour l'absence dans ce budget de mesures de création d'emplois, pour la poursuite de politiques d'appauvrissement des personnes les plus démunies et la diminution des moyens qui sont mis à leur disposition pour réintégrer le marché du travail de façon durable.

Le débat se poursuit.

À la fin de son intervention, M. Blais (Masson) propose la motion de censure suivante:

QUE l'Assemblée nationale blâme le manque de soutien du gouvernement libéral quant à la promotion touristique, ce qui engendre une situation difficile et une baisse continue de la position concurrentielle du Québec, et pour son refus de souscrire au plan de relance soumis par le milieu touristique.

Le débat se poursuit.

À la fin de son intervention, Mme Dupuis (Verchères) propose la motion de censure suivante:

QUE cette Assemblée réproouve le gouvernement libéral qui après avoir augmenté drastiquement les impôts, envisage maintenant de faire financer par les contribuables québécois, et ce, sans étude concluante, la mise en place d'un toit fixe pour le Stade olympique, ainsi que des réparations au Village olympique, avant sa vente à rabais.

Le débat est ajourné.

À 18 h 01, M. Bissonnet, vice-président, lève la séance.

En conséquence, l'Assemblée est ajournée au jeudi 27 mai 1993, à 14 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de pétitions

Mme Juneau (Johnson) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 278 pétitionnaires, concernant la taxe sur le tabac en feuilles.

(Document n° 847 de la session)

M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 5 000 pétitionnaires, concernant l'instauration d'une commission d'enquête sur les causes du déficit de la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST).

(Document n° 848 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 91, Loi modifiant le Code de la sécurité routière;
- la Commission de la culture, afin de poursuivre ses auditions publiques dans le cadre des consultations particulières sur le projet de loi 86, Loi modifiant la Charte de la langue française.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 298 et 299 du Règlement, l'interpellation de M. Paré (Shefford) à M. Bourassa, premier ministre, sur «la situation des jeunes au Québec», prévue pour le vendredi 28 mai 1993, est reportée au début du mois de juin prochain.

AFFAIRES DU JOUR

Affaires prioritaires

Débat sur le discours du budget

Le débat reprend sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant que l'Assemblée adopte la politique budgétaire du gouvernement, et sur les motions de censure présentées par M. Léonard (Labelle), M. Filion (Montmorency), M. Boisclair (Gouin), Mme Juneau (Johnson), M. Lazure (La Prairie), M. Blais (Masson) et Mme Dupuis (Verchères).

À la fin de son intervention, Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) propose la motion de censure suivante:

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement pour son inertie à relancer l'emploi et dénonce l'absence de mesures appropriées pour favoriser et soutenir les petites et moyennes entreprises.

Le débat se poursuit.

À la fin de son intervention, M. Boulerice (Sainte-Marie—Saint-Jacques) propose la motion de censure suivante:

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement qui, dans son budget 1993-1994, n'a aucune mesure de relance précise dans le secteur de l'habitation et du logement social.

Le débat se poursuit.

À la fin de son intervention, M. Gendron, leader adjoint de l'opposition officielle, propose la motion de censure suivante:

QUE cette Assemblée blâme et dénonce le gouvernement libéral pour l'absence totale de mesures concrètes dans le budget 1993-1994 pour relancer les régions du Québec qui se vident et s'affaiblissent graduellement avec des taux de chômage de plus en plus élevés et totalement inacceptables.

Le débat se poursuit.

À la fin de son intervention, M. Morin (Dubuc) propose la motion de censure suivante:

QUE l'Assemblée nationale condamne sévèrement le gouvernement libéral pour avoir introduit un caractère rétroactif dans l'application de sa surtaxe sur le revenu, ce qui a pour effet de pénaliser doublement les contribuables du Québec.

Le débat se poursuit.

À la fin de son intervention, Mme Blackburn (Chicoutimi) propose la motion de censure suivante:

QUE l'Assemblée nationale désavoue l'absence de stratégie globale de ce gouvernement en matière de recherche et développement de même que le manque de volonté à promouvoir le développement et l'innovation technologique qui est une condition essentielle au maintien de notre position concurrentielle.

À 17 h 52, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

Vingt heures

Débat sur le discours du budget

Le débat se poursuit sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant que l'Assemblée adopte la politique budgétaire du gouvernement, et sur les motions de censure présentées par M. Léonard (Labelle), M. Filion (Montmorency), M. Boisclair (Gouin), Mme Juneau (Johnson), M. Lazure (La Prairie), M. Blais (Masson), Mme Dupuis (Verchères), Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve), M. Boulerice (Sainte-Marie—Saint-Jacques), M. Gendron, leader adjoint de l'opposition officielle, M. Morin (Dubuc) et Mme Blackburn (Chicoutimi).

À la fin de son intervention, M. Beaulne (Bertrand) propose la motion de censure suivante:

QUE l'Assemblée nationale condamne le gouvernement libéral qui, en plus de dissimuler à la population du Québec son incapacité à gérer adéquatement les finances publiques, omet de l'informer de l'impasse économique dans laquelle nous entraîne la structure fédérale actuelle.

Le débat se poursuit.

À la fin de son intervention, Mme Carrier-Perreault (Les Chutes-de-la-Chaudière) propose la motion de censure suivante:

QUE cette Assemblée dénonce avec vigueur les mesures budgétaires proposées par le gouvernement libéral qui infligent aux familles québécoises un fardeau fiscal disproportionné.

Le débat se poursuit.

Le débat est ajourné.

À 21 h 59, M. Bissonnet, vice-président, lève la séance et, du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 21 et 52 du Règlement, l'Assemblée est ajournée au mardi 1^{er} juin 1993, à 14 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement,
M. Côté, ministre des Forêts, dépose:

Copie d'une lettre adressée par M. Jean-Marie Rodrigue, président de Rexfor, à M. Michel Pagé, président et chef de direction de Donohue inc., en date du 19 mai 1993, concernant les opérations forestières de Donohue Matane inc. ainsi que la vente de ses scieries.

(Document n° 849 de la session)

Avis touchant les travaux des commissions

M. Paradis, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi 96, Loi sur les réserves écologiques;
- la Commission de la culture, afin de poursuivre ses auditions publiques dans le cadre des consultations particulières sur le projet de loi 86, Loi modifiant la Charte de la langue française.

AFFAIRES DU JOUR

Affaires prioritaires

Débat sur le discours du budget

Le débat reprend sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant que l'Assemblée adopte la politique budgétaire du gouvernement, et sur les motions de censure présentées par M. Léonard (Labelle), M. Filion (Montmorency), M. Boisclair (Gouin), Mme Juneau (Johnson), M. Lazure (La Prairie), M. Blais (Masson), Mme Dupuis (Verchères), Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve), M. Boulerice (Sainte-Marie—Saint-Jacques), M. Gendron, leader adjoint de l'opposition officielle, M. Morin (Dubuc), Mme Blackburn (Chicoutimi), M. Beaulne (Bertrand) et Mme Carrier-Perreault (Les Chutes-de-la-Chaudière).

À la fin de son intervention, M. Brassard, whip de l'opposition officielle, propose la motion de censure suivante:

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral de vouloir hausser à nouveau et de façon importante les frais de scolarité à l'université, ce qui ne pourra qu'avoir des conséquences néfastes sur l'accessibilité aux études universitaires.

Le débat se poursuit.

À la fin de son intervention, M. Parizeau, chef de l'opposition officielle, propose la motion de censure suivante:

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour sa politique de taxation des honnêtes gens découlant de sa tolérance à l'égard de la contrebande et du travail au noir, pour l'échec de ses politiques économiques, pour l'absence totale de leadership économique et pour la remise en question du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec qui contribue grandement à la création et à la préservation de milliers d'emplois au Québec.

Le débat se poursuit.

À la fin de son intervention, M. Chevrette, leader de l'opposition officielle, propose la motion de censure suivante:

QUE l'Assemblée nationale dénonce avec véhémence l'inertie du gouvernement libéral à faire face à la récession économique qui perdure au Québec et son manque total d'imagination à mettre de l'avant des mesures concrètes visant à créer de l'emploi.

Le débat se poursuit.

Treize heures trente minutes étant écoulées depuis le début du discours de M. Levesque, ministre des Finances, M. Lefebvre, vice-président, informe l'Assemblée que, tel que prévu à l'article 275 du Règlement, le débat est suspendu à l'Assemblée et se poursuivra à la Commission du budget et de l'administration.

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission du budget et de l'administration, afin que s'y poursuive le débat sur le discours du budget.

À 18 h 06, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

Vingt heures

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de Mme Robillard, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, proposant que le principe du projet de loi 82, Loi modifiant la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 58, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal.

Après débat, le rapport est adopté à la majorité des voix.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 70, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives, ainsi que l'amendement transmis par M. Savoie, ministre du Revenu.

Après débat, l'amendement est adopté à la majorité des voix.

Le rapport amendé est adopté à la majorité des voix.

1^{er} juin 1993

À 21 h 44, sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée est ajournée au mercredi 2 juin 1993, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

Mme Robic, ministre déléguée aux Finances, dépose:

Le rapport annuel de l'Association des courtiers et agents immobiliers du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1992.

(Document n° 850 de la session)

M. Paradis, leader du gouvernement, dépose:

La réponse à la question écrite de Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) concernant les familles dont le montant d'une allocation reçue en vertu d'un programme d'aide à la famille est affecté par un changement du rang de l'enfant — question n° 9, *Feuilleton et préavis* du 2 juin 1993.

(Document n° 851 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

Mme Hovington (Matane) dépose:

Le rapport de la Commission de l'éducation qui, les 26 et 27 mai 1993, a étudié en détail le projet de loi:

- 83 Loi sur la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial et modifiant certaines dispositions législatives — rapporté avec des amendements.

(Document n° 852 de la session)

Dépôts de pétitions

M. Gendron (Abitibi-Ouest) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 4 984 pétitionnaires, concernant l'instauration d'une commission d'enquête sur les causes du déficit de la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST).

(Document n° 853 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Votes reportés

L'Assemblée procède au vote sur la motion de Mme Robillard, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, proposant que le principe du projet de loi 82, Loi modifiant la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

La motion est adoptée par le vote suivant:

2 juin 1993

(Vote n° 129)

POUR — 66

Bacon	Chenail	Hovington	Philibert
Beaudin	Cherry	Joly	Picotte
Bélanger	Ciaccia	Kehoe	Poulin
(<i>Még.-Compton</i>)	Côté	Khelfa	Rémillard
Bélisle	(<i>Charlesbourg</i>)	Lafrance	Richard
Benoit	Côté	Leclerc	Rivard
Bergeron	(<i>Riv.-du-Loup</i>)	Lemieux	Robic
Blackburn	Cusano	LeSage	Robillard
(<i>Roberval</i>)	Dauphin	Levesque	Ryan
Bleau	Després	Loiselle	Savoie
Bordeleau	Elkas	Maciocia	Sirros
Boucher-Bacon	Farrah	Maltais	Thérien
Bourassa	Forget	Messier	Tremblay
Bourbeau	Frulla	Middlemiss	(<i>Rimouski</i>)
Bradet	Gautrin	Paradis	Trépanier
Camden	Gauvin	(<i>Brome-Miss.</i>)	Vallerand
Cannon	Hamel	Parent	Vallières
Chagnon	Houde	Pelchat	Williams

CONTRE — 31

Atkinson	Bourdon	Godin	Morin
Baril	Brassard	Harel	Paré
Beaulne	Caron	Holden	Parizeau
Bélanger	Chevrette	Jolivet	Perron
(<i>Anjou</i>)	Dufour	Juncau	Trudel
Blackburn	Dupuis	Lazure	Vermette
(<i>Chicoutimi</i>)	Filion	Léonard	
Blais	Garon	Libman	
Boulerice	Gendron	Marois	

ABSTENTION — 0

En conséquence, le principe du projet de loi 82 est adopté.

Sur la motion de M. Paradis, leader du gouvernement, le projet de loi 82 est envoyé pour étude détaillée à la Commission de l'éducation.

Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, l'Assemblée procède aux avis touchant les travaux des commissions.

M. Paradis, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'éducation, afin d'étudier en détail le projet de loi 82, Loi modifiant la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel et d'autres dispositions législatives.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 145 du Règlement:

- la Commission du budget et de l'administration, afin de compléter le débat sur le discours du budget;
- la Commission de la culture, afin de compléter ses auditions publiques dans le cadre des consultations particulières sur le projet de loi 86, Loi modifiant la Charte de la langue française.

Motions sans préavis

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 244 du Règlement, M. Paradis, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission des institutions procède à des consultations particulières et tienne des auditions publiques dans le cadre de l'étude détaillée du projet de loi 84, Loi sur la Régie des alcools, des courses et des jeux et modifiant diverses dispositions législatives, le jeudi 3 juin 1993, à la Salle du Conseil législatif, et à cette fin, entende:

- après les affaires courantes pour une durée maximale respective d'une heure:
 - la Sûreté du Québec; et
 - Loto-Québec;

- à compter de 15 heures pour une durée maximale respective d'une heure:
- la Corporation des loisirs automatiques du Québec; et
- l'Association de l'amusement du Québec;

La durée maximale de l'exposé de chaque organisme soit de vingt minutes, l'échange avec les membres de la commission soit d'une durée maximale de quarante minutes partagées également entre les membres du groupe parlementaire formant le gouvernement et les députés formant l'opposition, en respectant le principe de l'alternance;

Et le ministre de la Sécurité publique soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

M. Williams (Nelligan) propose:

QU'à l'occasion de la Semaine nationale pour l'intégration des personnes handicapées, l'Assemblée souligne la volonté et la capacité de ces personnes de participer à tous les aspects de la vie québécoise et qu'elle reconnaisse de plus le rôle déterminant de l'ensemble des composantes de la société dans l'élimination des obstacles à cette participation.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

2 juin 1993

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Vallerand, ministre du Tourisme, proposant que le principe du projet de loi 99, Loi sur la Société du Centre des congrès de Québec, soit maintenant adopté.

À 13 heures, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

Quinze heures

Adoption du principe

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Vallerand, ministre du Tourisme, proposant que le principe du projet de loi 99, Loi sur la Société du Centre des congrès de Québec, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 99 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 99 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier en détail le projet de loi 99, Loi sur la Société du Centre des congrès de Québec.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 77, Loi modifiant la Loi sur les établissements touristiques et abrogeant certaines dispositions législatives.

Le rapport est adopté.

Projets de loi publics au nom des députés

Adoption

M. Cusano (Viau) propose que le projet de loi 197, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

À 18 heures, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

Adoption

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Cusano (Viau) proposant que le projet de loi 197, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives, soit adopté.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 81, Loi modifiant la Loi sur les transports.

Après débat, le rapport est adopté à la majorité des voix.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 85, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique en matière de contrats de transport d'élèves.

Après débat, le rapport est adopté à la majorité des voix.

Adoption

M. Elkas, ministre des Transports, propose que le projet de loi 60, Loi modifiant la Loi sur le camionnage, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 60 est adopté.

M. Elkas, ministre des Transports, propose que le projet de loi 62, Loi modifiant la Loi sur le transport par taxi, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 62 est adopté.

Adoption du principe

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 93, Loi modifiant le Code de procédure civile et la Charte des droits et libertés de la personne, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 93 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 93 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 88, Loi modifiant la Loi sur les substituts du procureur général, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 88 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 88 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 94, Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 94 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 94 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 87, Loi modifiant la Loi sur l'aide juridique, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 87 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 87 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

À 23 h 30, sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée est ajournée au jeudi 3 juin 1993, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de rapports de commissions

M. Doyon (Louis-Hébert) dépose:

Le rapport de la Commission de la culture qui, les 18, 19, 20, 25, 26 et 27 mai 1993 ainsi que les 1^{er} et 2 juin 1993, a tenu des consultations particulières et des auditions publiques sur le projet de loi 86, Loi modifiant la Charte de la langue française.

(Document n° 854 de la session)

M. Lemieux (Vanier) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, les 1^{er} et 2 juin 1993, a poursuivi le débat sur le discours du budget, conformément à l'article 275 du Règlement.

(Document n° 855 de la session)

M. Garon (Lévis) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 1^{er} juin 1993, a étudié en détail le projet de loi:

96 Loi sur les réserves écologiques — rapporté avec des amendements.

(Document n° 856 de la session)

M. Jolivet (Laviolette) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 2 juin 1993, a étudié en détail le projet de loi:

- 99 Loi sur la Société du Centre des congrès de Québec — rapporté sans amendement.

(Document n° 857 de la session)

Dépôts de pétitions

M. Chevette (Joliette) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 4 872 pétitionnaires, concernant l'instauration d'une commission d'enquête sur les causes du déficit de la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST).

(Document n° 858 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, Mme Dupuis (Verchères) dépose:

Copie d'une lettre que lui a adressée M. René Tinawi, professeur titulaire au département de génie civil de l'École polytechnique de Montréal, en date du 2 juin 1993, concernant le projet du toit du Stade olympique.

(Document n° 859 de la session)

Votes reportés

L'Assemblée procède au vote sur la motion de M. Cusano (Viau) proposant l'adoption du projet de loi 197, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 130)

POUR — 106

Atkinson	Cannon	Harel	Paradis
Audet	Cardinal	Holden	(Brome-Miss.)
Bacon	Caron	Hovington	Paré
Baril	Carrier-Perreault	Johnson	Parent
Beaudin	Chagnon	Jolivet	Pelchat
Beaulne	Charbonneau	Joly	Perron
Bégin	Chenail	Juneau	Philibert
Bélanger	Cherry	Kehoe	Picotte
(Anjou)	Chevrette	Khelfa	Poulin
Bélanger	Ciaccia	Lafrance	Rémillard
(Még.-Compton)	Côté	Lafrènière	Richard
Benoit	(Charlesbourg)	Lazure	Rivard
Bergeron	Cusano	Leclerc	Robic
Bissonnet	Dauphin	Lefebvre	Robillard
Blackburn	Després	Lemieux	Ryan
(Chicoutimi)	Dionne	Lemire	Savoie
Blackburn	Doyon	Léonard	Sirros
(Roberval)	Dufour	LeSage	St-Roch
Blais	Dupuis	Levesque	Thérien
Bleau	Dutil	Libman	Tremblay
Boisclair	Elkas	Loiselle	(Outremont)
Bordeleau	Farrah	Maciocia	Trépanier
Boucher-Bacon	Filion	Maltais	Trudel
Bourassa	Forget	Marcil	Vallerand
Bourdon	Frulla	Marois	Vallières
Bradet	Gagnon-Tremblay	Messier	Vermette
Brassard	Garon	Middlemiss	Williams
Brouillette	Gautrin	Morin	
Camden	Gendron		

CONTRE — 0

ABSTENTION — 0

En conséquence, le projet de loi 197 est adopté.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Paradis, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'éducation, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 82, Loi modifiant la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel et d'autres dispositions législatives;
- la Commission des institutions, afin de tenir des consultations particulières et d'étudier en détail le projet de loi 84, Loi sur la Régie des alcools, des courses et des jeux et modifiant diverses dispositions législatives.

AFFAIRES DU JOUR

Affaires prioritaires

Débat sur le discours du budget

Le débat reprend sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant que l'Assemblée adopte la politique budgétaire du gouvernement, et sur les motions de censure présentées par M. Léonard (Labelle), M. Fillion (Montmorency), M. Boisclair (Gouin), Mme Juneau (Johnson), M. Lazure (La Prairie),

M. Blais (Masson), Mme Dupuis (Verchères), Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve), M. Boulerice (Sainte-Marie—Saint-Jacques), M. Gendron, leader adjoint de l'opposition officielle, M. Morin (Dubuc), Mme Blackburn (Chicoutimi), M. Beaulne (Bertrand), Mme Carrier-Perreault (Les Chutes-de-la-Chaudière), M. Brassard, whip de l'opposition officielle, M. Parizeau, chef de l'opposition officielle, et M. Chevette, leader de l'opposition officielle.

À la fin de son intervention, M. Léonard (Labelle) présente la motion d'amendement suivante à la motion de M. Levesque, ministre des Finances:

QUE la motion du ministre des Finances proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement soit amendée par l'ajout, après le mot «approuve», des mots «, par un vote libre de ses membres, malgré qu'elle ne contienne aucune mesure de relance, des hausses d'impôt dramatiques et aucune solution pour combattre le travail au noir,».

La motion de M. Levesque, ministre des Finances, telle qu'amendée par la motion d'amendement présentée par M. Léonard (Labelle), se lirait comme suit:

QUE l'Assemblée approuve, par un vote libre de ses membres, malgré qu'elle ne contienne aucune mesure de relance, des hausses d'impôt dramatiques et aucune solution pour combattre le travail au noir, la politique budgétaire du gouvernement.

M. le Président entend des interventions de part et d'autre sur la recevabilité de cette motion, puis il suspend la séance afin de prendre l'affaire en délibéré.

À 12 h 43, M. le Président suspend la séance de nouveau jusqu'à 15 heures.

M. le Président rend la décision suivante sur la motion d'amendement présentée par M. Léonard (Labelle) à la motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement:

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

La motion du député de Labelle est irrecevable. Le discours du budget et le débat qui s'ensuit sont régis spécifiquement par les dispositions des articles 271 et suivants du Règlement. L'article 271 établit pour la motion que doit présenter le ministre des Finances un libellé invariable qui, à cet égard, ne laisse aucune discrétion au ministre.

La motion du ministre en est une de fond. En vertu de l'article 196 du Règlement, toute motion de fond peut être amendée, «sauf dispositions contraires». Or, l'article 274 édicte une règle d'application particulière gouvernant le débat sur le discours du budget en autorisant la présentation de motions de censure qui sont débattues concurremment avec la motion du ministre. De telles motions n'auraient pas été autorisées si l'on avait voulu permettre une motion d'amendement à la motion du ministre des Finances.

Enfin, l'article 277 du Règlement qui établit la manière de voter à la suite du débat sur le budget, laisse voir que seules les motions de censure et la motion du ministre peuvent être mises aux voix, ce qui écarte toute possibilité d'un autre type de motion.

En ce qui concerne les pratiques décrites par Beauchesne à l'article 979 de la 6^e édition de son ouvrage et citées par le leader de l'opposition à l'appui de la recevabilité de la motion d'amendement, il est rappelé aux députés que la doctrine de Beauchesne est fondée sur le Règlement de la Chambre des communes d'Ottawa. L'Assemblée nationale et la Chambre des communes ont chacune leurs règles propres dans ce domaine particulier; par conséquent, elles ne peuvent être interprétées les unes par rapport aux autres.

Par ailleurs, même présentée dans un cadre autre que celui du débat sur le discours du budget, la motion d'amendement du député de Labelle serait irrecevable: d'une part, parce que les mots «par un vote libre de ses membres» n'ont aucun rapport avec la motion du ministre et, d'autre part, parce qu'elle contrevient aux dispositions de l'article 191 du Règlement selon lequel «Les motions ne doivent contenir ni exposé de motif ni argumentation».

Le débat se poursuit sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant que l'Assemblée adopte la politique budgétaire du gouvernement, et sur les motions de censure présentées par M. Léonard (Labelle), M. Filion (Montmorency), M. Boiscclair (Gouin), Mme Juneau (Johnson), M. Lazure (La Prairie), M. Blais (Masson), Mme Dupuis (Verchères), Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve), M. Boulerice (Sainte-Marie—Saint-Jacques), M. Gendron, leader adjoint de l'opposition officielle, M. Morin (Dubuc), Mme Blackburn (Chicoutimi), M. Beaulne (Bertrand), Mme Carrier-Perreault (Les Chutes-de-la-Chaudière), M. Brassard, whip de l'opposition officielle, M. Parizeau, chef de l'opposition officielle, et M. Chevette, leader de l'opposition officielle.

Le débat terminé, des votes par appel nominal sont exigés sur les motions de censure et sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances.

Est d'abord mise aux voix la motion présentée par M. Léonard (Labelle). Cette motion se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale désavoue le gouvernement libéral qui impose les gens honnêtes plutôt que de s'attaquer aux effets néfastes de l'économie souterraine, menace une reprise économique anémique en accroissant de façon considérable le fardeau fiscal et ce faisant, stimule encore davantage le travail au noir et la contrebande.

La motion est rejetée par le vote suivant:

(Vote n° 131)

POUR — 24

Baril
Beaulne

Bélanger
(Anjou)

Boulerice
Bourdon

Brassard
Caron

Carrier-Perreault	Garon	Lazure	Trudel
Chevrette	Gendron	Léonard	Vermette
Dufour	Harel	Marois	
Dupuis	Holden	Paré	
Filion	Juneau	Perron	

CONTRE — 68

Atkinson	Cherry	Khelfa	Philibert
Audet	Côté	Lafrance	Picotte
Bacon	(Charlesbourg)	Lafrenière	Rémillard
Beaudin	Cusano	Lemieux	Richard
Bélanger	Dauphin	LeSage	Rivard
(Még.-Compton)	Després	Levesque	Robic
Bergeron	Dionne	Libman	Robillard
Blackburn	Doyon	Loiselle	Ryan
(Roberval)	Dutil	Maciocia	Savoie
Bleau	Elkas	Maltais	Sirros
Bordeleau	Farrah	Marcil	Thérien
Boucher-Bacon	Forget	Messier	Tremblay
Bourassa	Gagnon-Tremblay	Middlemiss	(Outremont)
Bradet	Gautrin	Paradis	Tremblay
Brouillette	Gauvin	(Brome-Miss.)	(Rimouski)
Camden	Hovington	Paradis	Trépanier
Cardinal	Johnson	(Matapédia)	Vallerand
Chagnon	Joly	Parent	Williams
Charbonneau	Kehoe	Pelchat	

ABSTENTION — 0

Est ensuite mise aux voix la motion présentée par M. Filion (Montmorency). Cette motion se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale condamne le gouvernement libéral qui a grossièrement sous-estimé l'ampleur du commerce illicite du tabac et la perte de revenus qui en découle de même que pour son incapacité à récupérer des revenus évalués à plus de 500 millions de dollars annuellement.

La motion est rejetée par le vote suivant:

(Vote n° 132)

POUR — 24

Baril	Caron	Gendron	Paré
Beaulne	Carrier-Perreault	Harel	Perron
Bélanger	Chevrette	Holden	Trudel
(Anjou)	Dufour	Juneau	Vermette
Boulerice	Dupuis	Lazure	
Bourdon	Filion	Léonard	
Brassard	Garon	Marois	

CONTRE — 68

Atkinson	Cherry	Khelfa	Philibert
Audet	Côté	Lafrance	Picotte
Bacon	(Charlesbourg)	Lafrenière	Rémillard
Beaudin	Cusano	Lemieux	Richard
Bélanger	Dauphin	LeSage	Rivard
(Még.-Compton)	Després	Levesque	Robic
Bergeron	Dionne	Libman	Robillard
Blackburn	Doyon	Loiselle	Ryan
(Roberval)	Dutil	Maciocia	Savoie
Bleau	Elkas	Maltais	Sirros
Bordeleau	Farrar	Marcil	Thérien
Boucher-Bacon	Forget	Messier	Tremblay
Bourassa	Gagnon-Tremblay	Middlemiss	(Outremont)
Bradet	Gautrin	Paradis	Tremblay
Brouillette	Gauvin	(Brome-Miss.)	(Rimouski)
Camden	Hovington	Paradis	Trépanier
Cardinal	Johnson	(Matapédia)	Vallerand
Chagnon	Joly	Parent	Williams
Charbonneau	Kehoe	Pelchat	

ABSTENTION — 0

Est ensuite mise aux voix la motion présentée par M. Boisclair (Gouin). Cette motion se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale réproouve sévèrement le gouvernement pour ne pas avoir respecté son engagement formel, pris lors de l'annonce de la politique culturelle en juin 1992, à l'effet de consentir un effort financier additionnel de 30,4 millions de dollars au budget 1993-1994 du ministère de la Culture afin d'assurer un financement adéquat pour la mise en oeuvre de la politique culturelle.

La motion est rejetée par le vote suivant:

(Vote n° 133)

POUR — 25

Baril	Brassard	Garon	Marois
Beaulne	Caron	Gendron	Paré
Bélanger	Carrier-Perreault	Harel	Perron
(Anjou)	Chevrette	Holden	Trudel
Blais	Dufour	Juneau	Vermette
Boulerice	Dupuis	Lazure	
Bourdon	Filion	Léonard	

CONTRE — 69

Atkinson	Camden	Forget	Maciocia
Audet	Cameron	Gagnon-Tremblay	Maltais
Bacon	Cardinal	Gautrin	Messier
Beaudin	Chagnon	Gauvin	Middlemiss
Bégin	Charbonneau	Hovington	Paradis
Bélanger	Cherry	Johnson	(Brome-Miss.)
(Még.-Compton)	Côté	Joly	Paradis
Bergeron	(Charlesbourg)	Kehoe	(Matapédia)
Blackburn	Cusano	Khelfa	Parent
(Roberval)	Dauphin	Lafrance	Pelchat
Bleau	Després	Lafrenière	Philibert
Bordeleau	Dionne	Lemieux	Picotte
Boucher-Bacon	Doyon	LeSage	Rémillard
Bourassa	Dutil	Levesque	Richard
Bradet	Elkas	Libman	Rivard
Brouillette	Farrah	Loiselle	Robic

3 juin 1993

Robillard	Thérien	Tremblay	Vallerand
Ryan	Tremblay	(Rimouski)	Williams
Savoie	(Outremont)	Trépanier	
Sirros			

ABSTENTION — 0

Est ensuite mise aux voix la motion présentée par Mme Juneau (Johnson).
Cette motion se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale dénonce le gouvernement libéral qui, malgré ses prétentions, met de l'avant des mesures budgétaires et fiscales qui s'attaquent aux contribuables à faible et moyen revenu et non pas seulement aux contribuables à haut revenu.

La motion est rejetée par le vote suivant:

(Vote n° 134)

POUR — 25

Baril	Brassard	Garon	Marois
Beaulne	Caron	Gendron	Paré
Bélanger	Carrier-Perreault	Harel	Perron
(Anjou)	Chevrette	Holden	Trudel
Blais	Dufour	Juneau	Vermette
Boulerice	Dupuis	Lazure	
Bourdon	Filion	Léonard	

CONTRE — 69

Atkinson	Blackburn	Camden	Cusano
Audet	(Roberval)	Cameron	Dauphin
Bacon	Bleau	Cardinal	Després
Beaudin	Bordeleau	Chagnon	Dionne
Bégin	Boucher-Bacon	Charbonneau	Doyon
Bélanger	Bourassa	Cherry	Dutil
(Még.-Compton)	Bradet	Côté	Elkas
Bergeron	Brouillette	(Charlesbourg)	Farrah

Forget	LeSage	Parent	Thérien
Gagnon-Tremblay	Levesque	Pelchat	Tremblay
Gautrin	Libman	Philibert	(Outremont)
Gauvin	Loiselle	Picotte	Tremblay
Hovington	Maciocia	Rémillard	(Rimouski)
Johnson	Maltais	Richard	Trépanier
Joly	Messier	Rivard	Vallerand
Kehoe	Middlemiss	Robic	Williams
Khelfa	Paradis	Robillard	
Lafrance	(Brome-Miss.)	Ryan	
Lafrenière	Paradis	Savoie	
Lemieux	(Matapédia)	Sirros	

ABSTENTION — 0

Est ensuite mise aux voix la motion présentée par M. Lazure (La Prairie).
Cette motion se lit comme suit:

QUE cette Assemblée blâme le gouvernement pour l'absence dans ce budget de mesures de création d'emplois, pour la poursuite de politiques d'appauvrissement des personnes les plus démunies et la diminution des moyens qui sont mis à leur disposition pour réintégrer le marché du travail de façon durable.

La motion est rejetée par le vote suivant:

(Vote n° 135)

POUR — 28

Atkinson	Brassard	Garon	Marois
Baril	Cameron	Gendron	Paré
Beaulne	Caron	Harel	Perron
Bélanger	Carrier-Perreault	Holden	Trudel
(Anjou)	Chevrette	Juneau	Vermette
Blais	Dufour	Lazure	
Boulerice	Dupuis	Léonard	
Bourdon	Filion	Libman	

CONTRE — 66

Audet	Cherry	Khelfa	Rémillard
Bacon	Côté	Lafrance	Richard
Beaudin	(Charlesbourg)	Lafrenière	Rivard
Bégin	Cusano	Lemieux	Robic
Bélanger	Dauphin	LeSage	Robitard
(Még.-Compton)	Després	Levesque	Ryan
Bergeron	Dionne	Loiselle	Savoie
Blackburn	Doyon	Maciocia	Sirros
(Roberval)	Dutil	Maltais	Thérien
Bleau	Elkas	Messier	Tremblay
Bordeleau	Farrah	Middlemiss	(Outremont)
Boucher-Bacon	Forget	Paradis	Tremblay
Bourassa	Gagnon-Tremblay	(Brome-Miss.)	(Rimouski)
Bradet	Gautrin	Paradis	Trépanier
Brouillette	Gauvin	(Matapédia)	Vallerand
Camden	Hovington	Parent	Williams
Cardinal	Johnson	Pelchat	
Chagnon	Joly	Philibert	
Charbonneau	Kehoe	Picotte	

ABSTENTION — 0

Est ensuite mise aux voix la motion présentée par M. Blais (Masson). Cette motion se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale blâme le manque de soutien du gouvernement libéral quant à la promotion touristique, ce qui engendre une situation difficile et une baisse continue de la position concurrentielle du Québec, et pour son refus de souscrire au plan de relance soumis par le milieu touristique.

La motion est rejetée par le vote suivant:

3 juin 1993

(Vote n° 136)

POUR — 26

Baril	Bourdon	Filion	Léonard
Beaulne	Brassard	Garon	Marois
Bélanger	Caron	Gendron	Paré
(Anjou)	Carrier-Perreault	Harel	Perron
Blais	Chevrette	Holden	Trudel
Boisclair	Dufour	Juneau	Vermette
Boulerice	Dupuis	Lazure	

CONTRE — 68

Atkinson	Chagnon	Kehoe	Philibert
Audet	Charbonneau	Khelfa	Picotte
Bacon	Cherry	Lafrance	Rémillard
Beaudin	Côté	Lafrenière	Richard
Bégin	(Charlesbourg)	Lemieux	Rivard
Bélanger	Cusano	LeSage	Robic
(Még.-Compton)	Dauphin	Levesque	Robillard
Bergeron	Després	Libman	Ryan
Blackburn	Dionne	Loiselle	Savoie
(Roberval)	Dutil	Maciocia	Sirros
Bleau	Elkas	Maltais	Thérien
Bordeleau	Farrah	Messier	Tremblay
Boucher-Bacon	Forget	Middlemiss	(Outremont)
Bourassa	Gagnon-Tremblay	Paradis	Tremblay
Bradet	Gautrin	(Brome-Miss.)	(Rimouski)
Brouillette	Gauvin	Paradis	Trépanier
Camden	Hovington	(Matapédia)	Vallerand
Cameron	Johnson	Parent	Williams
Cardinal	Joly	Pelchat	

ABSTENTION — 0

Est ensuite mise aux voix la motion présentée par Mme Dupuis (Verchères).
Cette motion se lit comme suit:

QUE cette Assemblée réproouve le gouvernement libéral qui après avoir augmenté drastiquement les impôts, envisage maintenant de faire financer par les contribuables québécois, et ce, sans étude concluante, la mise en place d'un toit fixe pour le Stade olympique, ainsi que des réparations au Village olympique, avant sa vente à rabais.

La motion est rejetée par le vote suivant:

(Vote n° 137)

POUR — 26

Baril	Bourdon	Filion	Léonard
Beaulne	Brassard	Garon	Marois
Bélanger	Caron	Gendron	Paré
(Anjou)	Carrier-Perreault	Harel	Perron
Blais	Chevrette	Holden	Trudel
Boisclair	Dufour	Juneau	Vermette
Boulerice	Dupuis	Lazure	

CONTRE — 69

Atkinson	Chagnon	Joly	Pelchat
Audet	Charbonneau	Kehoe	Philibert
Bacon	Cherry	Khelfa	Picotte
Beaudin	Côté	Lafrance	Rémillard
Bégin	(Charlesbourg)	Lafrenière	Richard
Bélanger	Cusano	Lemieux	Rivard
(Még.-Compton)	Dauphin	LeSage	Robic
Bergeron	Després	Levesque	Robillard
Blackburn	Dionne	Libman	Ryan
(Roberval)	Doyon	Loiselle	Savoie
Bleau	Dutil	Maciocia	Sirros
Bordeleau	Elkas	Maltais	Thérien
Boucher-Bacon	Farrah	Messier	Tremblay
Bourassa	Forget	Middlemiss	(Outremont)
Bradet	Gagnon-Tremblay	Paradis	Tremblay
Brouillette	Gautrin	(Brome-Miss.)	(Rimouski)
Camden	Gauvin	Paradis	Trépanier
Cameron	Hovington	(Matapédia)	Vallerand
Cardinal	Johnson	Parent	Williams

ABSTENTION — 0

Est ensuite mise aux voix la motion présentée par Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve). Cette motion se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement pour son inertie à relancer l'emploi et dénonce l'absence de mesures appropriées pour favoriser et soutenir les petites et moyennes entreprises.

La motion est rejetée par le vote suivant:

(Vote n° 138)

POUR — 29

Atkinson	Bourdon	Filion	Libman
Baril	Brassard	Garon	Marois
Beaulne	Cameron	Gendron	Paré
Bélanger	Caron	Harel	Perron
(Anjou)	Carrier-Perreault	Holden	Trudel
Blais	Chevrette	Juneau	Vermette
Boisclair	Dufour	Lazure	
Boulerice	Dupuis	Léonard	

CONTRE — 66

Audet	Bourassa	Després	Joly
Bacon	Bradet	Dionne	Kehoe
Beaudin	Brouillette	Doyon	Khelfa
Bégin	Camden	Dutil	Lafrance
Bélanger	Cardinal	Elkas	Lafrenière
(Még.-Compton)	Chagnon	Farrah	Lemieux
Bergeron	Charbonneau	Forget	LeSage
Blackburn	Cherry	Gagnon-Tremblay	Levesque
(Roberval)	Côté	Gautrin	Loiselle
Bleau	(Charlesbourg)	Gauvin	Maciocia
Bordeleau	Cusano	Hovington	Maltais
Boucher-Bacon	Dauphin	Johnson	Messier

Middlemiss	Philibert	Ryan	Tremblay
Paradis	Picotte	Savoie	(Rimouski)
(Brome-Miss.)	Rémillard	Sirros	Trépanier
Paradis	Richard	Thérien	Vallerand
(Matapédia)	Rivard	Tremblay	Williams
Parent	Robic	(Outremont)	
Pelchat	Robillard		

ABSTENTION — 0

Est ensuite mise aux voix la motion présentée par M. Boulerice (Sainte-Marie—Saint-Jacques). Cette motion se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement qui, dans son budget 1993-1994, n'a aucune mesure de relance précise dans le secteur de l'habitation et du logement social.

La motion est rejetée par le vote suivant:

(Vote n° 139)

POUR — 26

Baril	Bourdon	Filion	Léonard
Beaulne	Brassard	Garon	Marois
Bélanger	Caron	Gendron	Paré
(Anjou)	Carrier-Perreault	Harel	Perron
Blais	Chevrette	Holden	Trudel
Boisclair	Dufour	Juneau	Vermette
Boulerice	Dupuis	Lazure	

CONTRE — 69

Atkinson	Bergeron	Bradet	Cherry
Audet	Blackburn	Brouillette	Côté
Bacon	(Roberval)	Camden	(Charlesbourg)
Beaudin	Bleau	Cameron	Cusano
Bégin	Bordeleau	Cardinal	Dauphin
Bélanger	Boucher-Bacon	Chagnon	Després
(Még.-Compton)	Bourassa	Charbonneau	Dionne

Doyon	Khelfa	Paradis	Robillard
Dutil	Lafrance	(Brome-Miss.)	Ryan
Elkas	Lafrenière	Paradis	Savoie
Farrah	Lemieux	(Matapédia)	Sirros
Forget	LeSage	Parent	Thérien
Gagnon-Tremblay	Levesque	Pelchat	Tremblay
Gautrin	Libman	Philibert	(Outremont)
Gauvin	Loiselle	Picotte	Tremblay
Hovington	Maciocia	Rémillard	(Rimouski)
Johnson	Maltais	Richard	Trépanier
Joly	Messier	Rivard	Vallerand
Kehoe	Middlemiss	Robic	Williams

ABSTENTION — 0

Est ensuite mise aux voix la motion présentée par M. Gendron, leader adjoint de l'opposition officielle. Cette motion se lit comme suit:

QUE cette Assemblée blâme et dénonce le gouvernement libéral pour l'absence totale de mesures concrètes dans le budget 1993-1994 pour relancer les régions du Québec qui se vident et s'affaiblissent graduellement avec des taux de chômage de plus en plus élevés et totalement inacceptables.

La motion est rejetée par le vote suivant:

(Vote n° 140)

POUR — 29

Atkinson	Bourdon	Filion	Libman
Baril	Brassard	Garon	Marois
Beaulne	Cameron	Gendron	Paré
Bélanger	Caron	Harel	Perron
(Anjou)	Carrier-Perreault	Holden	Trudel
Blais	Chevrette	Juneau	Vermette
Boisclair	Dufour	Lazure	
Boulerice	Dupuis	Léonard	

CONTRE — 66

Audet	Cherry	Khelfa	Rémillard
Bacon	Côté	Lafrance	Richard
Beaudin	(Charlesbourg)	Lafrenière	Rivard
Bégin	Cusano	Lemieux	Robic
Bélanger	Dauphin	LeSage	Robillard
(Még.-Compton)	Després	Levesque	Ryan
Bergeron	Dionne	Loiselle	Savoie
Blackburn	Doyon	Maciocia	Sirros
(Roberval)	Dutil	Maltais	Thérien
Bleau	Elkas	Messier	Tremblay
Bordeleau	Farrah	Middlemiss	(Outremont)
Boucher-Bacon	Forget	Paradis	Tremblay
Bourassa	Gagnon-Tremblay	(Brome-Miss.)	(Rimouski)
Bradet	Gautrin	Paradis	Trépanier
Brouillette	Gauvin	(Matapédia)	Vallerand
Camden	Hovington	Parent	Williams
Cardinal	Johnson	Pelchat	
Chagnon	Joly	Philibert	
Charbonneau	Kehoe	Picotte	

ABSTENTION — 0

Est ensuite mise aux voix la motion présentée par M. Morin (Dubuc). Cette motion se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale condamne sévèrement le gouvernement libéral pour avoir introduit un caractère rétroactif dans l'application de sa surtaxe sur le revenu, ce qui a pour effet de pénaliser doublement les contribuables du Québec.

La motion est rejetée par le vote suivant:

3 juin 1993

(Vote n° 141)

POUR — 30

Atkinson	Bourdon	Filion	Libman
Baril	Brassard	Garon	Marois
Beaulne	Cameron	Gendron	Morin
Bélanger	Caron	Harel	Paré
(Anjou)	Carrier-Perreault	Holden	Perron
Blais	Chevrette	Juneau	Trudel
Boisclair	Dufour	Lazure	Vermette
Boulerice	Dupuis	Léonard	

CONTRE — 66

Audet	Cherry	Khelfa	Rémillard
Bacon	Côté	Lafrance	Richard
Beaudin	(Charlesbourg)	Lafrenière	Rivard
Bégin	Cusano	Lemieux	Robic
Bélanger	Dauphin	LeSage	Robillard
(Még.-Compton)	Després	Levesque	Ryan
Bergeron	Dionne	Loiselle	Savoie
Blackburn	Doyon	Maciocia	Sirros
(Roberval)	Dutil	Maltais	Thérien
Bleau	Elkas	Messier	Tremblay
Bordeleau	Farrah	Middlemiss	(Outremont)
Boucher-Bacon	Forget	Paradis	Tremblay
Bourassa	Gagnon-Tremblay	(Brome-Miss.)	(Rimouski)
Bradet	Gautrin	Paradis	Trépanier
Brouillette	Gauvin	(Matapédia)	Vallerand
Camden	Hovington	Parent	Williams
Cardinal	Johnson	Pelchat	
Chagnon	Joly	Philibert	
Charbonneau	Kehoe	Picotte	

ABSTENTION — 0

Est ensuite mise aux voix la motion présentée par Mme Blackburn (Chicoutimi). Cette motion se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale désavoue l'absence de stratégie globale de ce gouvernement en matière de recherche et développement de même que le manque de volonté à promouvoir le développement et l'innovation technologique qui est une condition essentielle au maintien de notre position concurrentielle.

La motion est rejetée par le vote suivant:

(Vote n° 142)

POUR — 27

Baril	Bourdon	Filion	Léonard
Beaulne	Brassard	Garon	Marois
Bélanger	Caron	Gendron	Morin
(Anjou)	Carrier-Perreault	Harel	Paré
Blais	Chevrette	Holden	Perron
Boisclair	Dufour	Juneau	Trudel
Boulerice	Dupuis	Lazure	Vermette

CONTRE — 69

Atkinson	Chagnon	Joly	Pelchat
Audet	Charbonneau	Kehoe	Philibert
Bacon	Cherry	Khelfa	Picotte
Beaudin	Côté	Lafrance	Rémillard
Bégin	(Charlesbourg)	Lafrenière	Richard
Bélanger	Cusano	Lemieux	Rivard
(Még.-Compton)	Dauphin	LeSage	Robic
Bergeron	Després	Levesque	Robillard
Blackburn	Dionne	Libman	Ryan
(Roberval)	Doyon	Loiselle	Savoie
Bleau	Dutil	Maciocia	Sirros
Bordeleau	Elkas	Maltais	Thérien
Boucher-Bacon	Farrah	Messier	Tremblay
Bourassa	Forget	Middlemiss	(Outremont)
Bradet	Gagnon-Tremblay	Paradis	Tremblay
Brouillette	Gautrin	(Brome-Miss.)	(Rimouski)
Camden	Gauvin	Paradis	Trépanier
Cameron	Hovington	(Matapédia)	Vallerand
Cardinal	Johnson	Parent	Williams

ABSTENTION — 0

Est ensuite mise aux voix la motion présentée par M. Beaulne (Bertrand).
Cette motion se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale condamne le gouvernement libéral qui, en plus de dissimuler à la population du Québec son incapacité à gérer adéquatement les finances publiques, omet de l'informer de l'impasse économique dans laquelle nous entraîne la structure fédérale actuelle.

La motion est rejetée par le vote suivant:

(Vote n° 143)

POUR — 27

Baril	Bourdon	Filion	Léonard
Beaulne	Brassard	Garon	Marois
Bélanger	Caron	Gendron	Morin
(Anjou)	Carrier-Perreault	Harel	Paré
Blais	Chevrette	Holden	Perron
Boisclair	Dufour	Juneau	Trudel
Boulerice	Dupuis	Lazure	Vermette

CONTRE — 69

Atkinson	Bourassa	Després	Kehoe
Audet	Bradet	Dionne	Khelfa
Bacon	Brouillette	Doyon	Lafrance
Beaudin	Camden	Dutil	Lafrenière
Bégin	Cameron	Elkas	Lemieux
Bélanger	Cardinal	Farrah	LeSage
(Még.-Compton)	Chagnon	Forget	Levesque
Bergeron	Charbonneau	Gagnon-Tremblay	Libman
Blackburn	Cherry	Gautrin	Loiselle
(Roberval)	Côté	Gauvin	Maciocia
Bleau	(Charlesbourg)	Hovington	Maltais
Bordeleau	Cusano	Johnson	Messier
Boucher-Bacon	Dauphin	Joly	Middlemiss

Paradis (<i>Brome-Miss.</i>)	Picotte	Savoie	Trépanier
Paradis (<i>Matapédia</i>)	Rémillard	Sirros	Vallerand
Parent	Richard	Thérien	Williams
Pelchat	Rivard	Tremblay	
Philibert	Robic	(<i>Outremont</i>)	
	Robillard	Tremblay	
	Ryan	(<i>Rimouski</i>)	

ABSTENTION — 0

Est ensuite mise aux voix la motion présentée par Mme Carrier-Perreault (Les Chutes-de-la-Chaudière). Cette motion se lit comme suit:

QUE cette Assemblée dénonce avec vigueur les mesures budgétaires proposées par le gouvernement libéral qui infligent aux familles québécoises un fardeau fiscal disproportionné.

La motion est rejetée par le vote suivant:

(Vote n° 144)

POUR — 30

Atkinson	Bourdon	Filion	Libman
Baril	Brassard	Garon	Marois
Beaulne	Cameron	Gendron	Morin
Bélanger (<i>Anjou</i>)	Caron	Harel	Paré
Blais	Carrier-Perreault	Holden	Perron
Boisclair	Chevrette	Juneau	Trudel
Boulerice	Dufour	Lazure	Vermette
	Dupuis	Léonard	

CONTRE — 66

Audet	Bergeron	Bourassa	Charbonneau
Bacon	Blackburn	Bradet	Cherry
Beaudin	(<i>Roberval</i>)	Brouillette	Côté
Bégin	Bleau	Camden	(<i>Charlesbourg</i>)
Bélanger	Bordeleau	Cardinal	Cusano
(<i>Még.-Compton</i>)	Boucher-Bacon	Chagnon	Dauphin

Després	Kehoe	Paradis	Robillard
Dionne	Khelfa	(Brome-Miss.)	Ryan
Doyon	Lafrance	Paradis	Savoie
Dutil	Lafrenière	(Matapédia)	Sirros
Elkas	Lemieux	Parent	Thérien
Farrah	LeSage	Pelchat	Tremblay
Forget	Levesque	Philibert	(Outremont)
Gagnon-Tremblay	Loiselle	Picotte	Tremblay
Gautrin	Maciocia	Rémillard	(Rimouski)
Gauvin	Maltais	Richard	Trépanier
Hovington	Messier	Rivard	Vallerand
Johnson	Middlemiss	Robic	Williams
Joly			

ABSTENTION — 0

Est ensuite mise aux voix la motion présentée par M. Brassard, whip de l'opposition officielle. Cette motion se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral de vouloir hausser à nouveau et de façon importante les frais de scolarité à l'université, ce qui ne pourra qu'avoir des conséquences néfastes sur l'accessibilité aux études universitaires.

La motion est rejetée par le vote suivant:

(Vote n° 145)

POUR — 27

Baril	Bourdon	Filion	Léonard
Beaulne	Brassard	Garon	Marois
Bélanger	Caron	Gendron	Morin
(Anjou)	Carrier-Perreault	Harel	Paré
Blais	Chevrette	Holden	Perron
Boisclair	Dufour	Juneau	Trudel
Boulerice	Dupuis	Lazure	Vermette

CONTRE — 69

Atkinson	Chagnon	Joly	Pelchat
Audet	Charbonneau	Kehoe	Philibert
Bacon	Cherry	Khelfa	Picotte
Beaudin	Côté	Lafrance	Rémillard
Bégin	(Charlesbourg)	Lafrenière	Richard
Bélanger	Cusano	Lemieux	Rivard
(Még.-Compton)	Dauphin	LeSage	Robic
Bergeron	Després	Levesque	Robillard
Blackburn	Dionne	Libman	Ryan
(Roberval)	Doyon	Loiselle	Savoie
Bleau	Dutil	Maciocia	Sirros
Bordeleau	Elkas	Maltais	Thérien
Boucher-Bacon	Farrah	Messier	Tremblay
Bourassa	Forget	Middlemiss	(Outremont)
Bradet	Gagnon-Tremblay	Paradis	Tremblay
Brouillette	Gautrin	(Brome-Miss.)	(Rimouski)
Camden	Gauvin	Paradis	Trépanier
Cameron	Hovington	(Matapédia)	Vallerand
Cardinal	Johnson	Parent	Williams

ABSTENTION — 0

Est ensuite mise aux voix la motion présentée par M. Parizeau, chef de l'opposition officielle. Cette motion se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour sa politique de taxation des honnêtes gens découlant de sa tolérance à l'égard de la contrebande et du travail au noir, pour l'échec de ses politiques économiques, pour l'absence totale de leadership économique et pour la remise en question du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec qui contribue grandement à la création et à la préservation de milliers d'emplois au Québec.

La motion est rejetée par le vote suivant:

3 juin 1993

(Vote n° 146)

POUR — 27

Baril	Bourdon	Filion	Léonard
Beaulne	Brassard	Garon	Marois
Bélanger	Caron	Gendron	Morin
(Anjou)	Carrier-Perreault	Harel	Paré
Blais	Chevrette	Holden	Perron
Boisclair	Dufour	Juneau	Trudel
Boulerice	Dupuis	Lazure	Vermette

CONTRE — 70

Atkinson	Charbonneau	Khelfa	Picotte
Audet	Cherry	Lafrance	Rémillard
Bacon	Côté	Lafrenière	Richard
Beaudin	(Charlesbourg)	Lemieux	Rivard
Bégin	Cusano	LeSage	Robic
Bélanger	Dauphin	Levesque	Robillard
(Még.-Compton)	Després	Libman	Ryan
Bergeron	Dionne	Loiselle	Savoie
Blackburn	Doyon	Maciocia	Sirros
(Roberval)	Dutil	Maltais	Thérien
Bleau	Elkas	Marcil	Tremblay
Bordeleau	Farrah	Messier	(Outremont)
Boucher-Bacon	Forget	Middlemiss	Tremblay
Bourassa	Gagnon-Tremblay	Paradis	(Rimouski)
Bradet	Gautrin	(Brome-Miss.)	Trépanier
Brouillette	Gauvin	Paradis	Vallerand
Camden	Hovington	(Matapédia)	Williams
Cameron	Johnson	Parent	
Cardinal	Joly	Pelchat	
Chagnon	Kehoe	Philibert	

ABSTENTION — 0

Est ensuite mise aux voix la motion présentée par M. Chevrette, leader de l'opposition officielle. Cette motion se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale dénonce avec véhémence l'inertie du gouvernement libéral à faire face à la récession économique qui perdure au Québec et son manque total d'imagination à mettre de l'avant des mesures concrètes visant à créer de l'emploi.

La motion est rejetée par le vote suivant:

(Vote n° 147)

POUR — 30

Atkinson	Bourdon	Filion	Libman
Baril	Brassard	Garon	Marois
Beaulne	Cameron	Gendron	Morin
Bélanger	Caron	Harel	Paré
(Anjou)	Carrier-Perreault	Holden	Perron
Blais	Chevrette	Juneau	Trudel
Boisclair	Dufour	Lazure	Vermette
Boulerice	Dupuis	Léonard	

CONTRE — 67

Audet	Cherry	Khelfa	Picotte
Bacon	Côté	Lafrance	Rémillard
Beaudin	(Charlesbourg)	Lafrenière	Richard
Bégin	Cusano	Lemieux	Rivard
Bélanger	Dauphin	LeSage	Robic
(Még.-Compton)	Després	Levesque	Robillard
Bergeron	Dionne	Loiselle	Ryan
Blackburn	Doyon	Maciocia	Savoie
(Roberval)	Dutil	Maltais	Sirros
Bleau	Elkas	Marcil	Thérien
Bordeleau	Farrah	Messier	Tremblay
Boucher-Bacon	Forget	Middlemiss	(Outremont)
Bourassa	Gagnon-Tremblay	Paradis	Tremblay
Bradet	Gautrin	(Brome-Miss.)	(Rimouski)
Brouillette	Gauvin	Paradis	Trépanier
Camden	Hovington	(Matapédia)	Vallerand
Cardinal	Johnson	Parent	Williams
Chagnon	Joly	Pelchat	
Charbonneau	Kehoe	Philibert	

ABSTENTION — 0

Est enfin mise aux voix la motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 148)

POUR — 67

Audet	Cherry	Khelfa	Picotte
Bacon	Côté	Lafrance	Rémillard
Beaudin	(Charlesbourg)	Lafrenière	Richard
Bégin	Cusano	Lemieux	Rivard
Bélanger	Dauphin	LeSage	Robic
(Még-Compton)	Després	Levesque	Robillard
Bergeron	Dionne	Loiselle	Ryan
Blackburn	Doyon	Maciocia	Savoie
(Roberval)	Dutil	Maltais	Sirros
Bleau	Elkas	Marcil	Thérien
Bordeleau	Farrah	Messier	Tremblay
Boucher-Bacon	Forget	Middlemiss	(Outremont)
Bourassa	Gagnon-Tremblay	Paradis	Tremblay
Bradet	Gautrin	(Brome-Miss.)	(Rimouski)
Brouillette	Gauvin	Paradis	Trépanier
Camden	Hovington	(Matapédia)	Vallerand
Cardinal	Johnson	Parent	Williams
Chagnon	Joly	Pelchat	
Charbonneau	Kehoe	Philibert	

CONTRE — 30

Atkinson	Bourdon	Filion	Libman
Baril	Brassard	Garon	Marois
Beaulne	Cameron	Gendron	Morin
Bélanger	Caron	Harel	Paré
(Anjou)	Carrier-Perreault	Holden	Perron
Blais	Chevrette	Juneau	Trudel
Boisclair	Dufour	Lazure	Vermette
Boulerice	Dupuis	Léonard	

ABSTENTION — 0

Puis, l'Assemblée procède au vote sur les rapports regroupés des commissions qui ont étudié les crédits budgétaires pour l'année financière 1993-1994.

Ces rapports sont adoptés par le vote suivant:

(Vote n° 149)

POUR — 66

Audet	Cherry	Lafrance	Rémillard
Bacon	Côté	Lafrenière	Richard
Beaudin	(Charlesbourg)	Lemieux	Rivard
Bégin	Cusano	LeSage	Robic
Bélanger	Dauphin	Levesque	Robillard
(Még.-Compton)	Després	Loiselle	Ryan
Bergeron	Dionne	Maciocia	Savoie
Blackburn	Doyon	Maltais	Sirros
(Roberval)	Dutil	Marcil	Thérien
Bleau	Elkas	Messier	Tremblay
Bordeleau	Farrah	Middlemiss	(Outremont)
Boucher-Bacon	Forget	Paradis	Tremblay
Bourassa	Gautrin	(Brome-Miss.)	(Rimouski)
Bradet	Gauvin	Paradis	Trépanier
Brouillette	Hovington	(Matapédia)	Vallerand
Camden	Johnson	Parent	Williams
Cardinal	Joly	Pelchat	
Chagnon	Kehoe	Philibert	
Charbonneau	Khelfa	Picotte	

CONTRE — 30

Atkinson	Bourdon	Filion	Libman
Baril	Brassard	Garon	Marois
Beaulne	Cameron	Gendron	Morin
Bélanger	Caron	Harel	Paré
(Anjou)	Carrier-Perreault	Holden	Perron
Blais	Chevrette	Juneau	Trudel
Boisclair	Dufour	Lazure	Vermette
Boulerice	Dupuis	Léonard	

ABSTENTION — 0

M. Levesque, ministre des Finances, présente le projet de loi 100, Loi n° 3 sur les crédits, 1993-1994, et propose:

QUE l'Assemblée en soit saisie;

QUE le principe de ce projet de loi soit adopté; et

QUE le projet de loi soit adopté.

Ces motions sont mises aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

Les motions sont adoptées par le vote suivant:

(Vote n° 150)

POUR — 66

Audet	Cherry	Lafrance	Rémillard
Bacon	Côté	Lafrénère	Richard
Beaudin	(Charlesbourg)	Lemieux	Rivard
Bégin	Cusano	LeSage	Robic
Bélanger	Dauphin	Levesque	Robillard
(Még.-Compton)	Després	Loiselle	Ryan
Bergeron	Dionne	Maciocia	Savoie
Blackburn	Doyon	Maltais	Sirros
(Roberval)	Dutil	Marcil	Thérien
Bleau	Elkas	Messier	Tremblay
Bordeleau	Farrah	Middlemiss	(Outremont)
Boucher-Bacon	Forget	Paradis	Tremblay
Bourassa	Gautrin	(Brome-Miss.)	(Rimouski)
Bradet	Gauvin	Paradis	Trépanier
Brouillette	Hovington	(Matapédia)	Vallerand
Camden	Johnson	Parent	Williams
Cardinal	Joly	Pelchat	
Chagnon	Kehoe	Philibert	
Charbonneau	Khelfa	Picotte	

CONTRE — 30

Atkinson	Bourdon	Filion	Libman
Baril	Brassard	Garon	Marois
Beaulne	Cameron	Gendron	Morin
Bélanger	Caron	Harel	Paré
(Anjou)	Carrier-Perreault	Holden	Perron
Blais	Chevrette	Juneau	Trudel
Boisclair	Dufour	Lazure	Vermette
Boulerice	Dupuis	Léonard	

ABSTENTION — 0

En conséquence, le projet de loi 100 est adopté.

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor, propose que le principe du projet de loi 102, Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public et le secteur municipal, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

À 18 heures, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

Vingt heures

Adoption du principe

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor, proposant que le principe du projet de loi 102, Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public et le secteur municipal, soit maintenant adopté.

Au cours de son intervention, M. Gendron, leader adjoint de l'opposition officielle, propose:

QUE la motion en discussion soit modifiée en retranchant le mot «maintenant» et en ajoutant, à la fin, les mots «dans trois mois».

Après une suspension de la séance au cours de laquelle il a réuni les leaders parlementaires, M. Lefebvre, vice-président, répartit ainsi le temps de parole pour la durée du débat restreint sur cette motion de report: dix minutes sont allouées à l'ensemble des députés indépendants; les deux groupes parlementaires se partageront également le reste de la période consacrée à ce débat; dans ce cadre, les interventions seront limitées à trente minutes chacune.

L'Assemblée entreprend le débat sur la motion de report de M. Gendron, leader adjoint de l'opposition officielle.

Le débat terminé, la motion est rejetée à la majorité des voix.

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor, proposant l'adoption du principe du projet de loi 102.

Le vendredi 4 juin 1993

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 209 du Règlement, M. Gendron, leader adjoint de l'opposition officielle, propose l'ajournement du débat.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, et du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 188 du Règlement, il est ordonné que le débat sur l'adoption du principe du projet de loi 102 se termine au cours de la prochaine séance par une intervention d'un député de l'opposition officielle, suivie de la réplique du ministre.

M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor, propose que le principe du projet de loi 89, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 89 est adopté.

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 89 est envoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

À 1 heure, sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée est ajournée à 10 heures, ce vendredi 4 juin 1993.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de pétitions

Mme Blackburn (Chicoutimi) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 305 pétitionnaires, concernant le projet de loi 86, Loi modifiant la Charte de la langue française.
(Document n° 860 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor, proposant que le principe du projet de loi 102, Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public et le secteur municipal, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 151)

POUR — 50

Atkinson	Chagnon	Hovington	Philibert
Audet	Charbonneau	Johnson	Poulin
Bacon	Côté	Kehoe	Richard
Beaudin	<i>(Riv.-du-Loup)</i>	Khelfa	Rivard
Bélanger	Cusano	Lafrance	Robillard
<i>(Még.-Compton)</i>	Dauphin	Lafrenière	Ryan
Bergeron	Dionne	Leclerc	Sirros
Bleau	Doyon	Libman	Thérien
Bordeleau	Elkas	Maciocia	Tremblay
Boucher-Bacon	Farrah	Maltais	<i>(Rimouski)</i>
Brouillette	Forget	Marcil	Trépanier
Camden	Gagnon-Tremblay	Messier	Williams
Cannon	Gauvin	Paradis	
Cardinal	Hamel	<i>(Brome-Miss.)</i>	

CONTRE — 23

Baril	Bélanger	Blackburn	Blais
Beaulne	<i>(Anjou)</i>	<i>(Chicoutimi)</i>	Brassard

Caron
Carrier-Perreault
Chevrette
Dufour
Filion

Garon
Gendron
Harel
Holden
Juneau

Lazure
Léonard
Marois
Morin
Paré

Perron
Vermette

ABSTENTION — 0

En conséquence, le principe du projet de loi 102 est adopté.

Sur la motion de M. Paradis, leader du gouvernement, le projet de loi 102 est renvoyé pour étude détaillée à la commission plénière.

Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, propose que le principe du projet de loi 97, Loi modifiant la Loi sur Hydro-Québec, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 97 est adopté.

Sur la motion de M. Paradis, leader du gouvernement, le projet de loi 97 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

M. Paradis, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier en détail le projet de loi 97, Loi modifiant la Loi sur Hydro-Québec.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 96, Loi sur les réserves écologiques.

Après débat, le rapport est adopté.

À 12 h 19, sur la motion de M. Paradis, leader du gouvernement, l'Assemblée est ajournée au lundi 7 juin 1993, à 14 heures.

SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le vendredi 4 juin 1993, à 15 h 14, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de M. Richard (Nicolet-Yamaska), le représentant du Président de l'Assemblée nationale, de M. Cusano (Viau) et de M. Bélanger (Laval-des-Rapides), les représentants du Premier ministre, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à Son Excellence le lieutenant-gouverneur de sanctionner les projets de loi suivants:

- 40 Loi modifiant la Loi sur l'accréditation et le financement des associations d'élèves ou d'étudiants (*titre modifié*);
- 60 Loi modifiant la Loi sur le camionnage;
- 62 Loi modifiant la Loi sur le transport par taxi;
- 100 Loi n° 3 sur les crédits, 1993-1994;
- 197 Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de rapports de commissions

M. Jolivet (Laviolette) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 4 juin 1993, a étudié en détail le projet de loi:

- 97 Loi modifiant la Loi sur Hydro-Québec — rapporté sans amendement.

(Document n° 861 de la session)

Dépôts de pétitions

M. Bélanger (Anjou) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 4 970 pétitionnaires, concernant l'instauration d'une commission d'enquête sur les causes du déficit de la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST).

(Document n° 862 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Paradis, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission des institutions, afin d'étudier en détail les projets de loi suivants: le projet de loi 88, Loi modifiant la Loi sur les substituts du procureur général; le projet de loi 94, Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires; le projet de loi 93, Loi modifiant le Code de procédure civile et la Charte des droits et libertés de la personne; et le projet de loi 87, Loi modifiant la Loi sur l'aide juridique.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Ryan, ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française, propose que le principe du projet de loi 86, Loi modifiant la Charte de la langue française, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

À la fin de son intervention, Mme Blackburn (Chicoutimi) propose:

QUE la motion en discussion soit modifiée en retranchant le mot «maintenant» et en ajoutant, à la fin, les mots «dans six mois».

Après une suspension de la séance au cours de laquelle il a réuni les leaders parlementaires, M. Bissonnet, vice-président, répartit ainsi le temps de parole pour la durée du débat restreint sur cette motion de report: dix minutes

sont allouées à l'ensemble des députés indépendants; les deux groupes parlementaires se partageront également le reste de la période consacrée à ce débat; dans ce cadre, les interventions seront limitées à trente minutes chacune.

L'Assemblée entreprend le débat sur la motion de report de Mme Blackburn (Chicoutimi).

À 18 heures, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

Vingt heures

Adoption du principe

Le débat se poursuit sur la motion de Mme Blackburn (Chicoutimi) proposant de reporter l'adoption du principe du projet de loi 86, Loi modifiant la Charte de la langue française.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est rejetée par le vote suivant:

(Vote n° 152)

POUR — 20

Baril	Caron	Holden	Morin
Bélanger	Carrier-Perreault	Jolivet	Paré
(Anjou)	Chevrette	Juneau	Parizeau
Blackburn	Dufour	Lazure	Trudel
(Chicoutimi)	Gendron	Léonard	
Brassard	Harel	Marois	

CONTRE — 56

Atkinson	Côté	Khelfa	Philibert
Audet	(Charlesbourg)	Lafrance	Picotte
Bacon	Côté	Lafrenière	Poulin
Beaudin	(Riv.-du-Loup)	Leclerc	Rémillard
Bégin	Cusano	Lemire	Richard
Bélisle	Dauphin	LeSage	Rivard
Bergeron	Després	Libman	Robic
Bleau	Dionne	Loiselle	Robillard
Bordeleau	Doyon	Maciocia	Ryan
Boucher-Bacon	Dutil	MacMillan	Savoie
Bradet	Farrah	Marcil	Sirros
Brouillette	Fradet	Messier	Williams
Cameron	Gautrin	Paradis	
Cannon	Hamel	(Brome-Miss.)	
Chagnon	Joly	Paradis	
Chenail	Kehoe	(Matapédia)	

ABSTENTION — 0

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Ryan, ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française, proposant l'adoption du principe du projet de loi 86, Loi modifiant la Charte de la langue française.

À la fin de son intervention, M. Cameron (Jacques-Cartier) propose:

QU'en vertu de l'article 241 du règlement de l'Assemblée nationale, le projet de loi 86 soit scindé en deux projets de loi: un premier intitulé Loi modifiant la Charte de la langue française, comprenant les articles 1 à 21, 35 à 58 et 60 à 65 et un deuxième projet de loi intitulé Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique, comprenant les articles 22 à 34 et 59.

Après avoir entendu quelques remarques de part et d'autre sur la recevabilité de cette motion de scission, M. Bissonnet, vice-président, prend la question en délibéré.

À la suite d'une suspension des travaux, M. Bissonnet, vice-président, rend la décision suivante sur la recevabilité de la motion de scission présentée par M. Cameron (Jacques-Cartier).

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

La motion de scission du député de Jacques-Cartier est recevable pour les motifs suivants:

- le projet de loi à l'étude contient plusieurs principes;
- chaque partie du projet de loi scindé constitue un tout et non une fraction du tout;
- chaque partie du projet de loi scindé constitue plus qu'une simple modalité;
- les projets de loi qui résulteraient de la scission constituent des projets de loi cohérents en eux-mêmes.

Puis, pour faire suite à la demande formulée précédemment par M. Libman (D'Arcy-McGee) en ce qui a trait au droit de parole de l'auteur d'une motion de scission, M. Bissonnet, vice-président, donne la directive suivante:

DIRECTIVE DE LA PRÉSIDENTE

L'auteur d'une motion de report ou d'une motion de scission n'a pas de droit de parole lors du débat restreint auquel donnent lieu ces motions.

Beauchesne explique, à l'article 304(9) de la cinquième édition de son ouvrage, que l'auteur d'une motion d'amendement n'a pas de droit de parole supplémentaire découlant de l'amendement qu'il propose puisque, à la différence des autres députés, il s'est déjà exprimé sur ce sujet lors de son discours par rapport à la motion principale.

Bien que les motions de report et de scission soient présentées dans des contextes différents de celui d'une motion d'amendement proprement dite, elles soulèvent la même problématique du point de vue de la détermination des droits de parole et il est nécessaire, dans ces trois contextes, d'adopter une seule ligne de conduite conforme à la tradition parlementaire.

7 juin 1993

Après une suspension de la séance au cours de laquelle il a réuni les leaders parlementaires, M. Bissonnet, vice-président, répartit ainsi le temps de parole pour la durée du débat restreint sur la motion de scission de M. Cameron (Jacques-Cartier): trente minutes sont allouées à l'ensemble des députés indépendants; les deux groupes parlementaires se partageront également le reste de la période consacrée à ce débat; dans ce cadre, les interventions seront limitées à trente minutes chacune.

L'Assemblée entreprend le débat sur la motion de scission de M. Cameron (Jacques-Cartier).

Le mardi 8 juin 1993

Au cours du débat, M. Chevrette, leader de l'opposition officielle, en propose l'ajournement.

Un débat s'ensuit sur cette motion d'ajournement.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est rejetée par le vote suivant:

(Vote n° 153)

POUR — 18

Baril	Caron	Jolivet	Morin
Blackburn	Carrier-Perreault	Juneau	Paré
(Chicoutimi)	Chevrette	Lazure	Trudel
Blais	Dufour	Léonard	Vermette
Brassard	Holden	Marois	

CONTRE — 42

Bélisle	Brouillette	Dionne	Gautrin
Bergeron	Cameron	Dutil	Gauvin
Bordeleau	Chagnon	Elkas	Joly
Boucher-Bacon	Cusano	Farrah	Khelfa
Bradet	Dauphin	Fradet	Lafrance

Lafrenière	MacMillan	Philibert	Thérien
Lemieux	Maltais	Picotte	Williams
Lemire	Messier	Poulin	
LeSage	Middlemiss	Richard	
Libman	Paradis	Rivard	
Loiselle	(<i>Matapédia</i>)	Robillard	
Maciocia	Parent	Ryan	

ABSTENTION — 0

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de scission de M. Cameron (Jacques-Cartier).

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est rejetée par le vote suivant:

(Vote n° 154)

POUR — 2

Cameron Libman

CONTRE — 55

Baril	Cusano	Lemieux	Parent
Bélisle	Dauphin	Lemire	Philibert
Bergeron	Dufour	Léonard	Picotte
Blackburn	Dutil	LeSage	Poulin
(<i>Chicoutimi</i>)	Elkas	Loiselle	Richard
Blais	Farrah	Maciocia	Rivard
Boisclair	Forget	MacMillan	Robillard
Bordeleau	Fradet	Maltais	Ryan
Boucher-Bacon	Gautrin	Marois	Thérien
Bradet	Gauvin	Messier	Trudel
Brouillette	Holden	Middlemiss	Vermette
Caron	Jolivet	Morin	Williams
Carrier-Perreault	Juneau	Paradis	
Chagnon	Lafrance	(<i>Matapédia</i>)	
Chevrette	Lazure	Paré	

ABSTENTION — 0

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Ryan, ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française, proposant l'adoption du principe du projet de loi 86, Loi modifiant la Charte de la langue française.

Au cours du débat, M. Trudel (Rouyn-Noranda—Témiscamingue) en propose l'ajournement.

Un débat s'ensuit sur cette motion d'ajournement.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est rejetée par le vote suivant:

(Vote n° 155)

POUR — 13

Baril	Holden	Marois	Vermette
Boisclair	Jolivet	Morin	
Caron	Juneau	Paré	
Carrier-Perreault	Léonard	Trudel	

CONTRE — 30

Bergeron	Forget	MacMillan	Richard
Bordeleau	Gautrin	Middlemiss	Robillard
Boucher-Bacon	Gauvin	Paradis	Ryan
Bradet	Khelfa	(Brome-Miss.)	Thérien
Brouillette	Lafrance	Paradis	Williams
Chagnon	Lemieux	(Matapédia)	
Dionne	Lemire	Parent	
Dutil	Loiselle	Philibert	
Elkas	Maciocia	Picotte	

ABSTENTION — 0

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Ryan, ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française, proposant l'adoption du principe du projet de loi 86, Loi modifiant la Charte de la langue française.

7 juin 1993

Sur la motion de M. Paradis, leader du gouvernement, le débat est ajourné.

À 7 h 23, sur la motion de M. Paradis, leader du gouvernement, l'Assemblée est ajournée à 10 heures, ce mardi 8 juin 1993.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

Mme Frulla, ministre de la Culture, dépose:

Le rapport annuel de la Commission de reconnaissance des associations d'artistes, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 863 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

Mme Hovington (Matane) dépose:

Le rapport de la Commission de l'éducation qui, les 2 et 3 juin 1993, a étudié en détail le projet de loi:

- 82 Loi modifiant la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel et d'autres dispositions législatives — rapporté avec des amendements.

(Document n° 864 de la session)

M. Garon (Lévis) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 20 et 25 mai 1993, a examiné les engagements financiers du ministère du

Loisir, de la Chasse et de la Pêche contenus dans les listes des mois de juillet 1991 à mars 1993, secteur loisir, et les listes des mois d'août 1991 à mars 1993, secteur chasse et pêche.

(Document n° 865 de la session)

Dépôts de pétitions

Mme Vermette (Marie-Victorin) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 3 568 pétitionnaires, concernant l'instauration d'une commission d'enquête sur les causes du déficit de la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST).

(Document n° 866 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Chevrette, leader de l'opposition officielle, dépose:

Un projet d'allocation préparé à l'intention de Mme Lise Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, par la compagnie NATIONAL, en date du 14 août 1992, et destinée à être prononcée devant la Chambre de commerce de Sherbrooke, le 25 août 1992.

(Document n° 867 de la session)

Copie d'une lettre adressée à M. André Dorval, directeur des communications du ministère de l'Énergie et des Ressources, par Mme Odette Trottier de la compagnie NATIONAL, en date du 8 octobre 1992, concernant les estimations budgétaires pour les mandats ou projets entrepris par cette compagnie pour le ministère.

(Document n° 868 de la session)

Copie d'un contrat de service conclu entre la ministre de l'Énergie et des Ressources et le consortium NATIONAL — COGESULT et adopté par le décret numéro 106-91 du 30 janvier 1991.

(Document n° 869 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, Mme Caron (Terrebonne) dépose:

Copie d'une lettre adressée à M. Gil Rémillard, ministre de la Justice, par M. Francis Guébenne, en date du 6 mai 1993, concernant l'accès des personnes admissibles à l'aide juridique aux services notariaux dans la région du Haut Saint-Maurice.

(Document n° 870 de la session)

Avis touchant les travaux des commissions

M. Paradis, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de la culture, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 68, Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé;
- la Commission des institutions, afin de poursuivre l'étude détaillée des projets de loi suivants: le projet de loi 93, Loi modifiant le Code de procédure civile et la Charte des droits et libertés de la personne, et le projet de loi 87, Loi modifiant la Loi sur l'aide juridique.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Ryan, ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française, proposant que le principe du projet de loi 86, Loi modifiant la Charte de la langue française, soit maintenant adopté.

À 12 h 59, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

Quinze heures

Adoption du principe

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Ryan, ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française, proposant que le principe du projet de loi 86, Loi modifiant la Charte de la langue française, soit maintenant adopté.

8 juin 1993

À 17 h 57, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

Vingt heures

Adoption du principe

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Ryan, ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française, proposant que le principe du projet de loi 86, Loi modifiant la Charte de la langue française, soit maintenant adopté.

Le mercredi 9 juin 1993

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

À 0 h 28, sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée est ajournée à 10 heures, ce mercredi 9 juin 1993.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de pétitions

Mme Dupuis (Verchères) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 4 922 pétitionnaires, concernant l'instauration d'une commission d'enquête sur les causes du déficit de la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST).
(Document n° 871 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Votes reportés

L'Assemblée procède au vote sur la motion de M. Ryan, ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française, proposant que le principe du projet de loi 86, Loi modifiant la Charte de la langue française, soit maintenant adopté.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 156)

POUR — 71

Audet	Charbonneau	Hamel	Picotte
Bacon	Chenail	Hovington	Poulin
Beaudin	Cherry	Johnson	Rémillard
Bégin	Ciaccia	Joly	Richard
Bélanger	Côté	Kehoe	Rivard
(Még.-Compton)	(Charlesbourg)	Lafrance	Robic
Bélisle	Côté	Lafrenière	Robillard
Benoit	(Riv.-du-Loup)	Leclerc	Ryan
Bergeron	Cusano	LeSage	Savoie
Blackburn	Dionne	Levesque	Sirros
(Roberval)	Doyon	Loiselle	Thérien
Bleau	Dutil	Maciocia	Tremblay
Bordeleau	Elkas	Maltais	(Rimouski)
Boucher-Bacon	Farrah	Marcil	Trépanier
Bourassa	Forget	Messier	Vallerand
Bourbeau	Fradet	Paradis	Vallières
Bradet	Frulla	(Brome-Miss.)	Williams
Brouillette	Gagnon-Tremblay	Parent	
Cannon	Gautrin	Pelchat	
Chagnon	Gauvin	Philibert	

CONTRE — 32

Baril	Bourdon	Gendron	Morin
Beaulne	Brassard	Harel	Paré
Bélanger	Cameron	Holden	Parizeau
(Anjou)	Caron	Jolivet	Perron
Blackburn	Carrier-Perreault	Juneau	St-Roch
(Chicoutimi)	Claveau	Lazure	Trudel
Blais	Dufour	Léonard	Vermette
Boisclair	Dupuis	Libman	
Boulerice	Garon	Marois	

ABSTENTION — 0

En conséquence, le principe du projet de loi 86 est adopté.

9 juin 1993

Sur la motion de M. Paradis, leader du gouvernement, le projet de loi 86 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de la culture.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Paradis, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de la culture, afin d'étudier en détail le projet de loi 86, Loi modifiant la Charte de la langue française.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 99, Loi sur la Société du Centre des congrès de Québec.

Après débat, le rapport est adopté.

Adoption

M. Vallerand, ministre du Tourisme, propose que le projet de loi 77, Loi modifiant la Loi sur les établissements touristiques et abrogeant certaines dispositions législatives, soit adopté.

9 juin 1993

La motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 77 est adopté.

M. Elkas, ministre des Transports, propose que le projet de loi 81, Loi modifiant la Loi sur les transports, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 81 est adopté.

M. Elkas, ministre des Transports, propose que le projet de loi 85, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique en matière de contrats de transport d'élèves, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 85 est adopté.

À 12 h 17, à la demande de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière pour l'étude détaillée du projet de loi 102, Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public et le secteur municipal.

Étude détaillée en commission plénière

La commission plénière entreprend ses délibérations sur le projet de loi 102, Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public et le secteur municipal.

M. Léonard (Labelle) propose la motion préliminaire suivante:

QU'en vertu de l'article 244 de nos règles de procédure, la commission plénière de l'Assemblée tiennne, avant d'entreprendre l'étude détaillée du projet de loi 102, Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public et le secteur municipal, des consultations particulières quant à tous les articles dudit projet de loi et qu'à cette fin, elle entende les associations syndicales représentant des personnes visées par le projet de loi.

Un débat s'ensuit.

À 18 heures, M. Bissonnet, président de la commission plénière, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

Vingt heures

Étude détaillée en commission plénière

La commission plénière poursuit le débat sur la motion préliminaire présentée par M. Léonard (Labelle) dans le cadre des délibérations sur le projet de loi 102, Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public et le secteur municipal.

Le débat terminé, la motion est rejetée.

Puis, M. Léonard (Labelle) propose la motion préliminaire suivante:

QU'en vertu de l'article 244 de nos règles de procédure, la commission plénière tienne, avant d'entreprendre l'étude détaillée du projet de loi 102, Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public et le secteur municipal, des consultations particulières quant à tous les articles dudit projet de loi et qu'à cette fin, elle entende l'Union des municipalités du Québec et l'Union des municipalités régionales de comté du Québec.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est rejetée.

La commission plénière procède alors à l'étude détaillée du projet de loi 102.

Le jeudi 10 juin 1993

M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor, propose qu'il soit fait rapport que la commission plénière n'a pas fini de délibérer sur le projet de loi 102, Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public et le secteur municipal, et qu'elle demande la permission de siéger à nouveau.

9 juin 1993

La motion est adoptée.

M. le président de la commission plénière fait rapport que la commission plénière n'a pas fini de délibérer sur le projet de loi 102, Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public et le secteur municipal, et qu'elle demande la permission de siéger à nouveau.

À 00 h 07, sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée est ajournée à 10 heures, ce jeudi 10 juin 1993.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, dépose:

Une série de documents portant sur les services fournis au ministère de l'Énergie et des Ressources par la compagnie NATIONAL — COGESULT.

(Document n° 872 de la session)

Mme Robillard, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, dépose:

Le rapport annuel du Conseil de la science et de la technologie, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 873 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Doyon (Louis-Hébert) dépose:

Le rapport de la Commission de la culture qui, les 13 mai et 8 juin 1993, a étudié en détail le projet de loi:

- 68 Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé — rapporté avec des amendements.

(Document n° 874 de la session)

Dépôts de pétitions

M. Garon (Lévis) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 5 009 pétitionnaires, concernant l'instauration d'une commission d'enquête sur les causes du déficit de la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST).

(Document n° 875 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Garon (Lévis) dépose:

Copie d'une lettre adressée à M. Sam Elkas, ministre des Transports, par M^e Paul P. Carrière, bâtonnier du Québec, en date du 3 juin 1993, lui livrant les commentaires du Barreau du Québec sur le projet de loi 91, Loi modifiant le Code de la sécurité routière.

(Document n° 876 de la session)

À la demande de M. Chevette, leader de l'opposition officielle, M. Côté, ministre des Forêts, dépose:

Copie d'une lettre qu'il a adressée à M. Michel Pagé, président et chef de la direction de Donohue inc., en date du 9 juin 1993, concernant un contrat d'approvisionnement et d'aménagement forestier (CAAF) détenu par Donohue Matane inc.

(Document n° 877 de la session)

Motions sans préavis

M. Garon (Lévis) propose:

QUE cette Assemblée offre ses meilleurs vœux aux Québécois d'origine portugaise et au peuple portugais, dont c'est aujourd'hui la Fête nationale.

Du consentement de l'Assemblée en application de l'article 84 du Règlement et sur la motion de M. Paradis, leader du gouvernement, il est ordonné:

QUE cette motion soit débattue aux motions sans préavis de la prochaine séance, le nombre et la durée des interventions devant être déterminés par suite d'une réunion des leaders des groupes parlementaires.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Paradis, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 91, Loi modifiant le Code de la sécurité routière;
- la Commission de la culture, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 86, Loi modifiant la Charte de la langue française.

10 juin 1993

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin de reprendre l'étude détaillée du projet de loi 102, Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public et le secteur municipal.

Étude détaillée en commission plénière

La commission plénière reprend l'étude détaillée du projet de loi 102, Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public et le secteur municipal.

Avec la permission de M. Bissonnet, président de la commission plénière, M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor, dépose:

La liste des organismes du gouvernement dont le personnel est nommé ou rémunéré selon la *Loi sur la fonction publique*.

(Document n° 878 de la session)

À 13 heures, M. Lefebvre, président de la commission plénière, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

Étude détaillée en commission plénière

La commission plénière poursuit l'étude détaillée du projet de loi 102, Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public et le secteur municipal.

Avec la permission de M. Lefebvre, président de la commission plénière, M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor, dépose:

Un tableau montrant les périodes couvertes par les conventions collectives en vigueur au sein de divers organismes gouvernementaux, ainsi que les syndicats et les catégories d'emplois concernés.

(Document n° 879 de la session)

Une liste des unités accréditées ou non accréditées des universités québécoises, ainsi que les dates d'échéance de leurs conventions collectives.

(Document n° 880 de la session)

À 18 heures, M. Bissonnet, président de la commission plénière, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

Étude détaillée en commission plénière

La commission plénière poursuit l'étude détaillée du projet de loi 102, Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public et le secteur municipal.

M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor, propose qu'il soit fait rapport que la commission plénière n'a pas fini de délibérer sur le projet de loi 102, Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public et le secteur municipal, et qu'elle demande la permission de siéger à nouveau.

La motion est adoptée.

M. le président de la commission plénière fait rapport que la commission plénière n'a pas fini de délibérer sur le projet de loi 102, Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public et le secteur municipal, et qu'elle demande la permission de siéger à nouveau.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 80, Loi modifiant la Loi sur l'administration financière, la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services et d'autres dispositions législatives.

Le rapport est adopté.

10 juin 1993

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'éducation relatif au projet de loi 83, Loi sur la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial et modifiant certaines dispositions législatives.

Un débat s'ensuit.

Le vendredi 11 juin 1993

Le débat terminé, le rapport est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'éducation relatif au projet de loi 82, Loi modifiant la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel et d'autres dispositions législatives.

Après débat, le rapport est adopté à la majorité des voix.

Adoption

M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que le projet de loi 69, Loi modifiant la Loi sur la protection sanitaire des animaux, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 69 est adopté.

M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que le projet de loi 76, Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments et abrogeant la Loi sur le commerce du pain, soit adopté.

10 juin 1993

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 76 est adopté.

À 00 h 45, sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée est ajournée à 10 heures, ce vendredi 11 juin 1993.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose:

Une entente intervenue entre la Régie de l'assurance-maladie du Québec et le directeur de la protection de la jeunesse d'un centre de protection de l'enfance et de la jeunesse concernant la communication de certains renseignements nominatifs dans le cadre de recherches des antécédents biologiques ainsi que l'avis favorable de la Commission d'accès à l'information à ce sujet.

(Document n° 881 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Dauphin (Marquette) dépose:

Les rapports de la Commission des institutions qui a étudié en détail les projets de loi suivants:

Le 7 juin 1993:

- 88 Loi modifiant la Loi sur les substituts du procureur général — adopté avec un amendement.

(Document n° 882 de la session)

- 94 Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires — adopté sans amendement.

(Document n° 883 de la session)

Le 8 juin 1993:

- 87 Loi modifiant la Loi sur l'aide juridique — adopté sans amendement.

(Document n° 884 de la session)

Les 7 et 8 juin 1993:

- 93 Loi modifiant le Code de procédure civile et la Charte des droits et libertés de la personne — adopté avec des amendements.

(Document n° 885 de la session)

Dépôts de pétitions

Mme Juneau (Johnson) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 5 025 pétitionnaires, concernant l'instauration d'une commission d'enquête sur les causes du déficit de la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST).

(Document n° 886 de la session)

Interventions portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur un fait personnel

M. le Président informe l'Assemblée qu'il a reçu de M. Chevette, leader de l'opposition officielle, un avis d'intervention sur une violation de privilège au sujet d'un outrage qu'aurait commis M. Elkas, ministre des Transports, à l'endroit de l'Assemblée, alors qu'il aurait, au cours de la séance du mercredi 9 juin 1993, ridiculisé le Protecteur du citoyen, l'une des personnes désignées par l'Assemblée.

11 juin 1993

Ayant pris la question en délibéré, M. le Président informe l'Assemblée qu'il rendra incessamment sa décision sur la recevabilité de cette demande du leader de l'opposition officielle.

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Motions sans préavis

M. Garon (Lévis) propose:

QUE cette Assemblée offre ses meilleurs vœux aux Québécois d'origine portugaise et au peuple portugais, dont c'était hier la Fête nationale.

Conformément à l'ordre adopté à la séance du 10 juin 1993, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, propose:

QUE, conformément à l'article 544 de la *Loi électorale*, l'Assemblée nationale confie à la Commission des institutions l'étude des prévisions budgétaires du Directeur général des élections pour l'année 1993-1994, le ministre délégué à la Réforme électorale étant membre de ladite commission pour la durée du mandat.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission de la culture, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 86, Loi modifiant la Charte de la langue française;
- la Commission du budget et de l'administration, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail le projet de loi d'intérêt privé 262, Loi modifiant la Loi concernant Les Services de Santé du Québec et concernant SSQ, Mutuelle de gestion et SSQ, Société d'assurance-vie inc.

AFFAIRES DU JOUR

Motions du gouvernement

M. Paradis, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission de l'économie et du travail, conformément à l'article 51 de la *Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction* (L.R.Q., c. R-20), procède, à la Salle du Conseil législatif, le lundi 14 juin 1993, après les affaires courantes selon l'horaire des séances des commissions et dans l'ordre suivant, à l'audition de:

- le Syndicat de la construction de la Côte-Nord de Sept-Îles inc.;
- la Centrale des syndicats démocratiques (CSD);

- la Confédération des syndicats nationaux (CSN — CONSTRUCTION);
- le Conseil provincial du Québec des métiers de la construction (INTERNATIONAL);
- la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ — CONSTRUCTION); et
- l'Association des entrepreneurs en construction du Québec (AECQ);

quant aux raisons motivant l'impossibilité de parvenir à une entente relativement aux modifications à apporter au décret de la construction;

La durée maximale de l'exposé de chaque organisme soit de vingt minutes, l'échange des membres de la commission avec chaque organisme soit d'une durée maximale de quarante minutes partagées également entre les membres du groupe parlementaire formant le gouvernement et les députés formant l'opposition, en respectant le principe de l'alternance;

La commission soit présidée par un président de séance autorisé à modifier, à la demande de l'un ou de quelques-uns d'entre eux, l'ordre de l'audition des organismes ci-devant mentionnés;

Et le ministre du Travail soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

Avant que le débat ne s'engage, M. Chevette, leader de l'opposition officielle, soulève l'irrecevabilité de cette motion en raison du pouvoir que son avant-dernier alinéa octroie au président de séance.

M. Lefebvre, vice-président, prend cette question en délibéré.

Après une suspension de la séance, M. Lefebvre, vice-président, rend la décision suivante sur la recevabilité de la motion proposée par M. Paradis, leader du gouvernement:

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

La motion du leader du gouvernement est recevable. D'une part, l'article 139 du Règlement permet, sans ambiguïté, à l'Assemblée de confier à un président de séance la direction des travaux d'une commission. D'autre part, rien dans le Règlement et, notamment, dans l'article 171, ne s'oppose à ce que pouvoir soit donné à un président de séance de modifier l'ordre de l'audition des organismes dont l'opinion est sollicitée en consultations particulières.

Puis, M. Lefebvre, vice-président, informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole pour la discussion de cette motion: dix minutes sont allouées à l'ensemble des députés indépendants; les deux groupes parlementaires se partageront également le reste de la période d'une heure consacrée à ce débat; dans ce cadre, le temps non utilisé par l'un des groupes ou par les députés indépendants ne pourra pas être redistribué.

Avant que le débat ne s'engage sur la motion de M. Paradis, leader du gouvernement, M. le Président rend la décision suivante sur la question de privilège soulevée par M. Chevette, leader de l'opposition officielle, aux affaires courantes:

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

Les faits soumis par le leader de l'opposition officielle ne constituent pas, *prima facie*, un outrage à l'Assemblée. Les privilèges parlementaires ont pour but de protéger l'Assemblée et ses membres contre toute entrave et de permettre à ceux-ci de s'acquitter de leurs fonctions à l'abri de toute ingérence. Les privilèges sont des droits exclusifs réservés uniquement aux membres du Parlement. Le Protecteur du citoyen, même s'il est désigné par l'Assemblée nationale, n'est pas un membre de l'Assemblée, ne constitue pas un démembrement de l'Assemblée et n'est pas une composante du Parlement.

Les propos du ministre des Transports s'adressaient au Protecteur du citoyen et non à l'Assemblée elle-même. Les questions de droits et privilèges et d'outrage à l'Assemblée,

étant exorbitantes du droit commun, ne peuvent que concerner les propres affaires de l'Assemblée. Tout en reconnaissant l'importance des fonctions du Protecteur du citoyen et des conditions d'indépendance nécessaires à leur exercice, celui-ci n'est pas un parlementaire et ne peut, par l'intermédiaire d'un membre de l'Assemblée, se prévaloir des droits et privilèges inhérents à l'Assemblée et à ses membres.

L'Assemblée entreprend le débat sur la motion de M. Paradis, leader du gouvernement.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 21 du Règlement, le débat se poursuit après 13 heures.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

À 13 h 18, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

Quinze heures

Projets de loi du gouvernement

Adoption

M. Paradis, ministre de l'Environnement, propose que le projet de loi 96, Loi sur les réserves écologiques, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 96 est adopté.

Adoption du principe

M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que le principe du projet de loi 72, Loi modifiant le Code des professions et la Loi sur les infirmières et les infirmiers, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi 72 est adopté.

Sur la motion de M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, le projet de loi 72 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'éducation.

M. Savoie, ministre du Revenu, propose que le principe du projet de loi 90, Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur le tabac, la Loi sur le ministère du Revenu et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi 90 est adopté.

Sur la motion de M. Savoie, ministre du Revenu, le projet de loi 90 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

Adoption

M. Savoie, ministre du Revenu, propose que le projet de loi 58, Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal (*titre modifié*), soit adopté.

11 juin 1993

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 58 est adopté.

M. Savoie, ministre du Revenu, propose que le projet de loi 70, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 70 est adopté.

À 17 h 15, sur la motion de M. Savoie, ministre du Revenu, l'Assemblée est ajournée au lundi 14 juin 1993, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Paradis, ministre de l'Environnement, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 101 Loi sur l'établissement et l'agrandissement de certains lieux d'élimination de déchets.

La motion est adoptée.

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 103 Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite.

La motion est adoptée.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

- 261 Loi sur l'Association de villégiature de la station Mont Tremblant.
(Document n° 887 de la session)

M. Farrah (Îles-de-la-Madeleine) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 261, Loi sur l'Association de villégiature de la station Mont Tremblant.

La motion est adoptée.

M. Paradis, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 261 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail et que le ministre du Tourisme soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Paradis, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'éducation, afin d'étudier en détail le projet de loi 72, Loi modifiant le Code des professions et la Loi sur les infirmières et les infirmiers;
- la Commission de la culture, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 86, Loi modifiant la Charte de la langue française;
- la Commission de l'économie et du travail, afin de tenir des auditions publiques quant aux raisons motivant l'impossibilité de parvenir à une entente relativement aux modifications à apporter au décret de la construction.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 87, Loi modifiant la Loi sur l'aide juridique.

Après débat, le rapport est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 88, Loi modifiant la Loi sur les substituts du procureur général.

Après débat, le rapport est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 93, Loi modifiant le Code de procédure civile et la Charte des droits et libertés de la personne.

Après débat, le rapport est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 94, Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires.

Après débat, le rapport est adopté.

14 juin 1993

Adoption

M. Vallerand, ministre du Tourisme, propose que le projet de loi 99, Loi sur la Société du Centre des congrès de Québec, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 99 est adopté.

À 12 h 56, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

Quinze heures

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de la culture relatif au projet de loi 68, Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé.

Après débat, le rapport est mis aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

Adoption

M. Dutil, ministre des Approvisionnements et Services, propose que le projet de loi 80, Loi modifiant la Loi sur l'administration financière, la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 80 est adopté.

Projets de loi d'intérêt privé

Adoption du principe

M. LeSage (Hull) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 244, Loi concernant la compagnie de chemin de fer de l'Outaouais (*titre modifié*), soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Sur la motion de M. Garon (Lévis), le débat est ajourné.

À 18 heures, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

Vingt heures

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Lesage (Hull) proposant que le principe du projet de loi d'intérêt privé 244, Loi concernant la compagnie de chemin de fer de l'Outaouais (*titre modifié*), soit adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 244 est adopté.

Adoption

M. LeSage (Hull) propose que le projet de loi d'intérêt privé 244, Loi concernant la compagnie de chemin de fer de l'Outaouais (*titre modifié*), soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 244 est adopté.

Projets de loi du gouvernement

Adoption

Mme Robillard, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, propose que le projet de loi 83, Loi sur la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial et modifiant certaines dispositions législatives, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 83 est adopté.

Mme Robillard, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, propose que le projet de loi 82, Loi modifiant la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

Après débat, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

Adoption du principe

Mme Robic, ministre déléguée aux Finances, propose que le principe du projet de loi 95, Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 95 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 95 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

Projets de loi publics au nom des députés

Adoption

M. Gautrin (Verdun) propose que le projet de loi 198, Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des administrateurs d'État et des dirigeants d'un organisme public (*tire modifié*), soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Au cours du débat, M. Gauthrin (Verdun) propose que le projet de loi 198 soit renvoyé en commission plénière en vue de l'étude des amendements qu'il indique.

Le mardi 15 juin 1993

Après une suspension de la séance, M. Lefebvre, vice-président rend la décision suivante:

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

Il appartient à la présidence de l'Assemblée plutôt qu'à la présidence de la commission plénière de statuer sur la recevabilité des amendements présentés en vertu de l'article 257 du Règlement.

Puis, après avoir entendu des interventions de part et d'autre sur la recevabilité des amendements transmis par M. Gauthrin (Verdun), M. Lefebvre, vice-président, déclare ces amendements recevables.

Le débat terminée, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 157)

POUR — 37

Beaudin
Bégin
Bélanger
(Még.-Compton)
Bélisle
Benoit
Boucher-Bacon
Bradet
Brouillette
Camden

Chagnon
Charbonneau
Cusano
Dauphin
Doyon
Elkas
Forget
Gauthrin
Gauvin
Gobé

Houde
Hovington
Khelfa
Lafrenière
Leclerc
Lemieux
LeSage
Maciocia
MacMillan
Maltais

Parent
Philibert
Picotte
Robillard
Ryan
Thérien
Tremblay
(Rimouski)
Williams

CONTRE — 14

Bélanger (Anjou)	Blais	Chevrette	Juneau
Blackburn	Brassard	Dupuis	Léonard
(Chicoutimi)	Caron	Garon	Marois
	Carrier-Perreault	Harel	Paré

ABSTENTION — 0

En conséquence, le projet de loi 198 est renvoyé en commission plénière.

La commission plénière entreprend d'abord l'étude de l'amendement proposé par M. Gautrin (Verdun) à l'article premier du projet de loi 198.

Le débat terminé, l'amendement est mis aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

L'amendement est adopté par le vote suivant:

POUR: 21 CONTRE: 8 ABSTENTION: 0

La commission plénière entreprend ensuite l'étude de l'amendement proposé par M. Gautrin (Verdun) à l'article 3 du projet de loi 198.

Le débat terminé, l'amendement est mis aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

L'amendement est adopté par le vote suivant:

POUR: 27 CONTRE: 8 ABSTENTION: 0

La commission plénière poursuit l'étude des amendements proposés par M. Gautrin (Verdun) au projet de loi 198.

L'étude de ces amendements terminée, la commission plénière adopte le projet de loi 198, ainsi amendé, à la majorité des voix.

14 juin 1993

Le projet de loi 198, ainsi amendé, est rapporté à l'Assemblée, qui adopte à la majorité des voix le rapport de la commission plénière.

Le débat se poursuit sur la motion proposant l'adoption du projet de loi 198.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

À 3 h 09, sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée est ajournée à 10 heures, ce mardi 15 juin 1993.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

254 Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Lanaudière Inc.

(Document n° 888 de la session)

M. Houde (Berthier) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 254, Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Lanaudière Inc.

La motion est adoptée.

M. Paradis, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 254 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements et que le ministre des Transports soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Cannon, ministre des Communications, dépose:

15 juin 1993

Le rapport annuel de la Commission d'accès à l'information du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 889 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) dépose:

Le rapport de la Commission de l'éducation qui, le 14 juin 1993, a étudié en détail le projet de loi:

- 72 Loi modifiant le Code des professions et la Loi sur les infirmières et les infirmiers — rapporté avec des amendements.

(Document n° 890 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Votes reportés

L'Assemblée procède d'abord au vote sur le rapport de la Commission de la culture relatif au projet de loi 68, Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé.

Le rapport est adopté par le vote suivant:

15 juin 1993

(Vote n° 158)

POUR — 97

Audet	Caron	Gauvin	Morin
Bacon	Carrier-Perreault	Gendron	Paradis
Baril	Chagnon	Gobé	(Brome-Miss.)
Beaudin	Charbonneau	Harel	Parent
Bégin	Cherry	Holden	Pelchat
Bélanger	Chevrette	Houde	Perron
(Anjou)	Ciaccia	Hovington	Philibert
Bélanger	Claveau	Johnson	Rémillard
(Még.-Compton)	Côté	Joly	Richard
Benoit	(Charlesbourg)	Juneau	Rivard
Bergeron	Côté	Kehoe	Robic
Blackburn	(Riv.-du-Loup)	Khelfa	Robillard
(Chicoutimi)	Cusano	Lafrance	Ryan
Blackburn	Dauphin	Lafrenière	Savoie
(Roberval)	Després	Lazure	Sirros
Blais	Dionne	Lemire	Thérien
Bleau	Doyon	Léonard	Tremblay
Bordeleau	Dufour	LeSage	(Outremont)
Boucher-Bacon	Dupuis	Levesque	Tremblay
Boulerice	Dutil	Loiselle	(Rimouski)
Bourassa	Elkas	Maciocia	Trépanier
Bourbeau	Filion	MacMillan	Trudel
Bourdon	Fradet	Maltais	Vallerand
Bradet	Frulla	Marcil	Vermette
Brassard	Gagnon-Tremblay	Marois	Williams
Cannon	Garon	Messier	
Cardinal	Gautrin	Middlemiss	

CONTRE — 0

ABSTENTION — 1

St-Roch

L'Assemblée procède ensuite au vote sur la motion de Mme Robillard, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, proposant l'adoption du projet de loi 82, Loi modifiant la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel et d'autres dispositions législatives.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 159)

POUR — 72

Audet	Cherry	Houde	Parent
Bacon	Ciaccia	Hovington	Pelchat
Beaudin	Côté	Johnson	Philibert
Bégin	(Charlesbourg)	Joly	Rémillard
Bélanger	Côté	Kehoe	Richard
(Még.-Compton)	(Riv.-du-Loup)	Khelfa	Rivard
Benoit	Cusano	Lafrance	Robic
Bergeron	Dauphin	Lafrenière	Robillard
Blackburn	Després	Lemire	Ryan
(Roberval)	Dionne	LeSage	Savoie
Bleau	Doyon	Levesque	Sirros
Bordeleau	Dutil	Loiselle	Thérien
Boucher-Bacon	Elkas	Maciocia	Tremblay
Bourassa	Forget	MacMillan	(Outremont)
Bourbeau	Fradet	Maltais	Tremblay
Bradet	Frulla	Marcil	(Rimouski)
Cannon	Gagnon-Tremblay	Messier	Trépanier
Cardinal	Gautrin	Middlemiss	Vallerand
Chagnon	Gauvin	Paradis	Williams
Charbonneau	Gobé	(Brome-Miss.)	

CONTRE — 27

Baril	Brassard	Garon	Morin
Bélanger	Caron	Gendron	Perron
(Anjou)	Carrier-Perreault	Harel	St-Roch
Blackburn	Chevrette	Holden	Trudel
(Chicoutimi)	Claveau	Juneau	Vermette
Blais	Dufour	Lazure	
Boulerice	Dupuis	Léonard	
Bourdon	Filion	Marois	

ABSTENTION — 0

En conséquence, le projet de loi 82 est adopté.

Enfin, l'Assemblée procède au vote sur la motion de M. Gautrin (Verdun) proposant l'adoption du projet de loi 198, Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics (*titre modifié*).

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 160)

POUR — 72

Audet	Cherry	Houde	Parent
Bacon	Ciacchia	Hovington	Pelchat
Beaudin	Côté	Johnson	Philibert
Bégin	(Charlesbourg)	Joly	Rémillard
Bélanger	Côté	Kehoe	Richard
(Még.-Compton)	(Riv.-du-Loup)	Lafrance	Rivard
Benoit	Cusano	Lafrenière	Robic
Bergeron	Dauphin	Lemieux	Robillard
Blackburn	Després	Lemire	Ryan
(Roberval)	Dionne	LeSage	Savoie
Bleau	Doyon	Levesque	Sirros
Bordeleau	Dutil	Loiselle	Thérien
Boucher-Bacon	Elkas	Maciocia	Tremblay
Bourassa	Forget	MacMillan	(Outremont)
Bourbeau	Fradet	Maltais	Tremblay
Bradet	Frulla	Marcil	(Rimouski)
Cannon	Gagnon-Tremblay	Messier	Trépanier
Cardinal	Gautrin	Middlemiss	Vallerand
Chagnon	Gauvin	Paradis	Williams
Charbonneau	Gobé	(Brome-Miss.)	

CONTRE — 26

Baril	Bourdon	Dupuis	Lazure
Bélanger	Brassard	Filion	Léonard
(Anjou)	Caron	Garon	Marois
Blackburn	Carrier-Perreault	Gendron	Morin
(Chicoutimi)	Chevrette	Harel	Perron
Blais	Claveau	Holden	Trudel
Boulerice	Dufour	Juneau	Vermette

ABSTENTION — 1

St-Roch

En conséquence, le projet de loi 198 est adopté.

Motions sans préavis

M. Messier (Saint-Hyacinthe) propose:

QUE l'Assemblée nationale offre ses condoléances à la famille de M. Gérard Côté, athlète marathonnien reconnu mondialement, décédé samedi dernier le 12 juin, à Sainte-Rosalie dans la région de Saint-Hyacinthe.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Paradis, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 91, Loi modifiant le Code de la sécurité routière;

- la Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail le projet de loi 90, Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur le tabac, la Loi sur le ministère du Revenu et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal;
 - la Commission des institutions, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 84, Loi sur la Régie des alcools, des courses et des jeux et modifiant diverses dispositions législatives;
 - la Commission du budget et de l'administration, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 236, Loi modifiant la Loi constituant en corporation la Congrégation des Soeurs des Saints Noms de Jésus et Marie; le projet de loi 241, Loi modifiant la charte de Le Repos Saint-François d'Assise; le projet de loi 260, Loi concernant Le Centre des Chevaliers de Colomb de Jonquière Inc.; et le projet de loi 202, Loi concernant Abar Realities Inc.;
 - la Commission de l'économie et du travail, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail le projet de loi d'intérêt privé 261, Loi sur l'Association de villégiature de la station Mont Tremblant;
 - la Commission des institutions, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 207, Loi concernant la succession de Cora Frances Dunkerley; le projet de loi 240, Loi concernant la succession d'Édouard Bachir Beshro; et le projet de loi 259, Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de Saint-Charles;
 - la Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail le projet de loi d'intérêt privé 254, Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Lanaudière Inc.
-

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 97, Loi modifiant la Loi sur Hydro-Québec.

Le rapport est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, propose que le projet de loi 97, Loi modifiant la Loi sur Hydro-Québec, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 97 est adopté.

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le projet de loi 87, Loi modifiant la Loi sur l'aide juridique, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 87 est adopté.

15 juin 1993

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le projet de loi 88, Loi modifiant la Loi sur les substituts du procureur général, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 88 est adopté.

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le projet de loi 93, Loi modifiant le Code de procédure civile et la Charte des droits et libertés de la personne, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 93 est adopté.

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le projet de loi 94, Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 94 est adopté.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 21 du Règlement, les travaux se poursuivent après 13 heures.

M. Paradis, leader du gouvernement, propose:

QUE soit révoqué l'ordre d'envoi du projet de loi 73, Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'Assemblée nationale, à la Commission de l'Assemblée nationale pour étude détaillée.

La motion est adoptée.

Puis, M. Paradis, leader du gouvernement, propose:

QUE le projet de loi 73, Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'Assemblée nationale, soit envoyé pour étude détaillée à la commission plénière.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Paradis, leader du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier en détail le projet de loi 73.

Étude détaillée en commission plénière

La commission plénière entreprend l'étude détaillée du projet de loi 73, Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'Assemblée nationale.

Le projet de loi 73 est adopté par la commission plénière.

Le projet de loi 73 est ensuite rapporté à l'Assemblée, qui adopte le rapport de la commission plénière.

Adoption

M. Paradis, leader du gouvernement et ministre de l'Environnement, informe l'Assemblée que Son Excellence le lieutenant-gouverneur recommande l'étude du projet de loi 73, Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'Assemblée nationale, et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, il propose que ce projet de loi soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 73 est adopté.

Sur la motion de M. Paradis, leader du gouvernement, l'adoption du projet de loi 99, Loi sur la Société du Centre des congrès de Québec, est révoquée et il est ordonné:

QUE le débat sur la motion d'adoption de ce projet de loi se tienne, à la reprise de la séance à 15 heures, avec les interventions du député de Lévis, du député de Louis-Hébert et du député de Montmorency et se termine par la réplique du ministre du Tourisme.

À 13 h 12, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

Adoption

Conformément à l'ordre adopté précédemment, l'Assemblée entreprend le débat sur la motion de M. Vallerand, ministre du Tourisme, proposant que le projet de loi 99, Loi sur la Société du Centre des congrès de Québec, soit adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 99 est adopté.

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, propose que le projet de loi 43, Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 43 est adopté.

M. Cannon, ministre des Communications, propose que le projet de loi 68, Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Au cours du débat, M. Cannon, ministre des Communications, propose que le projet de loi 68 soit renvoyé en commission plénière en vue de l'étude de deux amendements qu'il indique.

15 juin 1993

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 68 est renvoyé en commission plénière.

Les amendements sont étudiés et adoptés en commission plénière.

Le projet de loi 68, ainsi amendé, est rapporté à l'Assemblée, qui adopte le rapport de la commission plénière.

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du projet de loi 68.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 68 est adopté.

À 17 h 19, sur la motion de M. Cannon, ministre des Communications, l'Assemblée est ajournée au mercredi 16 juin 1993, à 10 heures.

SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le mardi 15 juin 1993, à 18 heures, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence du Président de l'Assemblée nationale, de M. Cannon (La Peltre), de M. Gauthier (Verdun), de M. Maltais (Saguenay) et de Mme Robillard (Chambly), les représentants du Premier ministre, de Mme Dupuis (Verchères), la représentante du Chef de l'opposition officielle, et de M. Duchesne, secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à Son Excellence le lieutenant-gouverneur de sanctionner les projets de loi suivants:

- 43 Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec et d'autres dispositions législatives;
- 58 Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal (*titre modifié*);
- 68 Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé;
- 69 Loi modifiant la Loi sur la protection sanitaire des animaux;
- 70 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives;
- 73 Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'Assemblée nationale;
- 76 Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments et abrogeant la Loi sur le commerce du pain;
- 77 Loi modifiant la Loi sur les établissements touristiques et abrogeant certaines dispositions législatives;
- 80 Loi modifiant la Loi sur l'administration financière, la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services et d'autres dispositions législatives;
- 81 Loi modifiant la Loi sur les transports;
- 82 Loi modifiant la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel et d'autres dispositions législatives;
- 83 Loi sur la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial et modifiant certaines dispositions législatives;
- 85 Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique en matière de contrats de transport d'élèves;
- 87 Loi modifiant la Loi sur l'aide juridique;
- 88 Loi modifiant la Loi sur les substituts du procureur général;
- 93 Loi modifiant le Code de procédure civile et la Charte des droits et libertés de la personne;

- 94 Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires;
- 96 Loi sur les réserves écologiques;
- 97 Loi modifiant la Loi sur Hydro-Québec;
- 99 Loi sur la Société du Centre des congrès de Québec;
- 198 Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics (*titre modifié*);
- 244 Loi concernant la compagnie de chemin de fer de l'Outaouais (*titre modifié*).

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

Moment de recueillement

M. Bélanger (Laval-des-Rapides) informe l'Assemblée de sa démission comme député de la circonscription de Laval-des-Rapides.

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, dépose:

Le rapport annuel du Tribunal d'appel en matière de protection du territoire agricole, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 891 de la session)

Le rapport annuel de l'Office du crédit agricole du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 892 de la session)

Le rapport annuel du Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 893 de la session)

Le rapport annuel de la Commission de protection du territoire agricole du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 894 de la session)

M. Rémillard, ministre de la Justice, dépose:

Les tomes I et II d'un ouvrage intitulé *Commentaires du ministre de la Justice: Le Code civil du Québec, un mouvement de société*.

(Document n° 895 de la session)

M. Dutil, ministre des Approvisionnements et Services, dépose:

Le rapport annuel de la Société immobilière du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 896 de la session)

M. Elkas, ministre des Transports, dépose:

Le rapport annuel de la Commission des transports du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 897 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Garon (Lévis) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 27 mai, 10 et 15 juin 1993, a étudié en détail le projet de loi:

- 91 Loi modifiant le Code de la sécurité routière — rapporté avec des amendements.

(Document n° 898 de la session)

M. Jolivet (Laviolette) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 14 juin 1993, a entendu les parties impliquées dans la négociation du décret de la construction quant aux raisons motivant l'impossibilité de parvenir à une entente relativement aux modifications à apporter au décret de la construction.

(Document n° 899 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Paradis, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission du budget et de l'administration, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 90, Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur le tabac, la Loi sur le ministère du Revenu et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal;
- la Commission des institutions, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 84, Loi sur la Régie des alcools, des courses et des jeux et modifiant diverses dispositions législatives.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 237 du Règlement, M. Paradis, ministre de l'Environnement, propose que le principe du projet de loi 101, Loi sur l'établissement et l'agrandissement de certains lieux d'élimination de déchets, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 21 du Règlement, les travaux se poursuivent après 13 heures.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 101 est adopté.

Sur la motion de M. Paradis, leader du gouvernement, le projet de loi 101 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

M. Paradis, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi 101, Loi sur l'établissement et l'agrandissement de certains lieux d'élimination de déchets.
-

À 13 h 34, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

Quinze heures

En application des articles 182 et 183 du Règlement, M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, propose:

QUE, en raison de l'urgence de la situation et en vue de permettre l'adoption du projet de loi 102, Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public et le secteur municipal:

Le 1^{er} paragraphe de l'article 19, les articles 20 et 21, l'article 54, les 2^e, 3^e et 8^e paragraphes de l'article 87, les articles 88 à 93, 100 et 101, 105 à 108, 111 à 114, 164 et 175, les articles 194 et 195, 205 à 209, 212 et 213, 215 et 216, 230, le 2^e alinéa de l'article 244, les mots «et l'adoption du projet de loi est fixée à une séance subséquente» au 2^e alinéa de l'article 248, les articles 249 à 251, les 2^e et 3^e alinéas de l'article 256 et les articles 304 à 307 soient suspendus jusqu'à l'adoption dudit projet de loi;

Dès l'adoption de la présente motion, un ministre ou un leader du gouvernement puisse proposer que l'Assemblée se constitue en commission plénière pour poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 102, Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public et le secteur municipal; une telle motion ne requière pas de préavis, ne puisse être amendée ni débattue et soit immédiatement mise aux voix sans appel nominal;

La durée de l'étude détaillée dudit projet de loi en commission plénière soit fixée à un maximum d'une heure après le début de ses travaux et ce, malgré les dispositions de l'article 245;

Un ministre ou un leader adjoint du gouvernement puisse, plus d'une fois au cours d'une même séance, proposer de faire rapport à l'Assemblée que la commission plénière n'a pas fini de

délibérer et qu'elle demande la permission de siéger à nouveau; une telle motion ne requière pas de préavis, ne puisse être amendée ni débattue et soit immédiatement mise aux voix sans appel nominal;

Le président de la commission plénière, à l'expiration de ce délai, mette aux voix immédiatement, sans débat et sans appel nominal, les articles et les amendements dont la commission n'aurait pas disposé, y compris les amendements que le ministre qui présente le projet de loi n'aurait pas pu proposer en cours d'étude mais dont il saisira le président de la commission à ce moment, et fasse rapport à l'Assemblée; ce rapport soit mis aux voix sans appel nominal;

La durée du débat sur l'adoption dudit projet de loi soit fixée à un maximum de soixante minutes, dont vingt-cinq minutes au groupe parlementaire formant le gouvernement, vingt-cinq minutes au groupe parlementaire formant l'opposition officielle, cinq minutes au groupe des députés indépendants et une réplique d'une durée maximale de cinq minutes au ministre qui présente le projet de loi, auquel maximum pourrait s'ajouter, le cas échéant, pour les fins de l'application de l'article 257, une période maximale de quinze minutes réparties de la façon suivante: cinq minutes au groupe parlementaire formant le gouvernement, cinq minutes au groupe parlementaire formant l'opposition officielle, trois minutes au groupe des députés indépendants et une réplique d'une durée maximale de deux minutes au ministre qui présente le projet de loi, au terme de laquelle les amendements seraient mis aux voix immédiatement, sans débat et sans appel nominal;

Une motion de suspension de la séance puisse être proposée à tout moment par un ministre ou un leader adjoint du gouvernement; une telle motion ne requière pas de préavis, ne puisse être amendée ni débattue et soit immédiatement mise aux voix sans appel nominal;

L'ajournement du débat, l'ajournement de l'Assemblée ou le retrait d'une motion puissent être proposés à tout moment de la séance par un ministre ou un leader adjoint du gouvernement; une telle motion ne requière pas de préavis, ne puisse être amendée ni débattue et soit immédiatement mise aux voix sans appel nominal;

L'Assemblée puisse siéger tous les jours, à compter de 10 heures, jusqu'à ce qu'elle décide d'ajourner ses travaux;

Sous réserve de ce qui précède, les dispositions du Règlement particulières aux mois de juin et décembre soient appliquées; et

Les règles ci-haut mentionnées puissent s'appliquer jusqu'à l'adoption dudit projet de loi.

M. Chevette, leader de l'opposition officielle, soulève la question de la recevabilité de cette motion, en soutenant qu'il n'existe aucune situation urgente nécessitant le recours à l'article 182 du Règlement de l'Assemblée nationale par le gouvernement.

M. Bissonnet, vice-président, entend des arguments de part et d'autre, puis il prend la question en délibéré.

Après une suspension de la séance, M. Bissonnet, vice-président, rend la décision suivante sur la recevabilité de la motion proposée par M. Johnson, leader adjoint du gouvernement:

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

La motion du leader adjoint du gouvernement est recevable.

Le Règlement enjoint au Président de décider de la recevabilité d'une motion, à savoir si les conditions de forme sont remplies. En ce qui concerne l'urgence, conformément à l'article 183, elle n'a qu'à être invoquée dans la motion. Le Président n'a pas à aller au-delà de ce que lui dicte le Règlement; il est lié par celui-ci.

La question de savoir s'il y a urgence ou non est laissée à l'appréciation de l'Assemblée et non de la Présidence. Cette appréciation sera exprimée par le vote sur la motion.

Sous l'ancien Règlement, il n'était pas requis, comme aujourd'hui d'ailleurs, de prouver l'urgence. On devait indiquer les motifs à l'appui de l'urgence dans le corps de la motion de

suspension. C'est la seule différence qui existe avec le Règlement actuel.

Avant que le débat ne s'engage, M. Bissonnet, vice-président, répartit ainsi le temps de parole pour le débat restreint sur cette motion: dix minutes sont allouées à l'ensemble des députés indépendants; les deux groupes parlementaires se partageront également le reste de la période de deux heures consacrée à ce débat.

Suit le débat sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement.

À 18 heures, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

Vingt heures

Le débat se poursuit sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, proposant la suspension de certaines règles de procédure.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 161)

POUR — 53

Bacon
Beaudin
Bégin

Bélanger
(*Még.-Compton*)
Benoit

Bergeron
Bordeleau
Boucher-Bacon

Camden
Cameron
Cannon

16 juin 1993

Cardinal	Gauvin	Loiselle	Richard
Charbonneau	Gobé	Maciocia	Robic
Ciaccia	Houde	MacMillan	Ryan
Côté	Hovington	Maltais	Savoie
(Riv.-du-Loup)	Johnson	Marcil	Tremblay
Cusano	Kehoe	Middlemiss	(Outremont)
Després	Khelfa	Paradis	Tremblay
Dionne	Lafrance	(Brome-Miss.)	(Rimouski)
Doyon	Lafrenière	Parent	Trépanier
Dutil	Leclerc	Pelchat	Williams
Forget	Lemire	Philibert	
Gautrin	LeSage	Picotte	

CONTRE — 28

Baril	Boulerice	Garon	Morin
Beaulne	Bourdon	Gendron	Paré
Bélanger	Brassard	Harel	Parizeau
(Anjou)	Caron	Jolivet	St-Roch
Blackburn	Carrier-Perreault	Juneau	Trudel
(Chicoutimi)	Chevrette	Lazure	Vermette
Blais	Dufour	Léonard	
Boisclair	Filion	Marois	

ABSTENTION — 0

Projets de loi du gouvernement

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin de reprendre l'étude détaillée du projet de loi 102, Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public et le secteur municipal.

La motion est adoptée à la majorité des voix.

16 juin 1993

Étude détaillée en commission plénière

La commission plénière reprend l'étude détaillée du projet de loi 102, Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public et le secteur municipal.

Le projet de loi 102 est amendé et adopté à la majorité des voix par la commission plénière.

Le projet de loi 102 est ensuite rapporté à l'Assemblée, qui adopte le rapport de la commission plénière à la majorité des voix.

Adoption

M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor, propose que le projet de loi 102, Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public et le secteur municipal, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Au cours de son intervention, M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor, propose que le projet de loi 102, Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public et le secteur municipal, soit renvoyé en commission plénière en vue de l'étude d'un amendement qu'il indique.

Un débat s'ensuit.

Le jeudi 17 juin 1993

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est adoptée par le vote suivant:

16 juin 1993

(Vote n° 162)

POUR — 48

Beaudin	Cusano	Lafrance	Pelchat
Bégin	Després	Lafrenière	Philibert
Benoit	Dionne	Leclerc	Picotte
Bergeron	Doyon	Lemire	Richard
Bordeleau	Forget	Loiselle	Ryan
Camden	Gautrin	Maciocia	Savoie
Cameron	Gauvin	MacMillan	Sirros
Cannon	Gobé	Maltais	Tremblay
Cardinal	Houde	Marcil	(Outremont)
Charbonneau	Hovington	Middlemiss	Tremblay
Ciaccia	Johnson	Paradis	(Rimouski)
Côté	Joly	(Brome-Miss.)	Trépanier
(Riv.-du-Loup)	Khelfa	Parent	Williams

CONTRE — 24

Beaulne	Boulerice	Filion	Marois
Bélanger	Bourdon	Garon	Morin
(Anjou)	Brassard	Gendron	Paré
Blackburn	Caron	Harel	Trudel
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Jolivet	Vermette
Blais	Chevrette	Juneau	
Boisclair	Dufour	Léonard	

ABSTENTION — 0

En conséquence, le projet de loi 102 est renvoyé en commission plénière.

L'amendement est étudié et adopté en commission plénière à la majorité des voix.

16 juin 1993

Le projet de loi 102, ainsi amendé, est rapporté à l'Assemblée qui adopte à la majorité des voix le rapport de la commission plénière.

Le débat se poursuit sur la motion proposant l'adoption du projet de loi 102.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 163)

POUR — 51

Beaudin	Cusano	Lafrenière	Philibert
Bégin	Després	Leclerc	Picotte
Benoît	Dionne	Lemire	Richard
Bergeron	Doyon	Loiselle	Ryan
Bordeleau	Forget	Maciocia	Savoie
Boucher-Bacon	Gautrin	MacMillan	Sirros
Camden	Gauvin	Maltais	Thérien
Cameron	Gobé	Marcil	Tremblay
Cannon	Houde	Messier	(Outremont)
Cardinal	Hovington	Middlemiss	Tremblay
Charbonneau	Johnson	Paradis	(Rimouski)
Ciaccia	Joly	(Brome-Miss.)	Trépanier
Côté	Khelfa	Parent	Williams
(Riv.-du-Loup)	Lafrance	Pelchat	

CONTRE — 23

Beaulne	Boulerice	Garon	Morin
Bélanger	Bourdon	Gendron	Paré
(Anjou)	Brassard	Harel	Trudel
Blackburn	Caron	Jolivet	Vermette
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Juneau	
Blais	Chevrette	Léonard	
Boisclair	Filion	Marois	

ABSTENTION — 0

En conséquence, le projet de loi 102 est adopté.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'éducation relatif au projet de loi 72, Loi modifiant le Code des professions et la Loi sur les infirmières et les infirmiers.

Après débat, le rapport est adopté.

Adoption

M. Ryan, ministre des Affaires municipales, propose que le projet de loi 75, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'abolition de la Société d'aménagement de l'Outaouais, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 75 est adopté.

Adoption du principe

M. Ryan, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi 92, Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 92 est adopté.

Sur la motion de M. Cannon, ministre des Communications, le projet de loi 92 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

16 juin 1993

À 1 h 41, sur la motion de M. Cannon, ministre des Communications, l'Assemblée est ajournée à 10 heures, ce jeudi 17 juin 1993.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Déclarations ministérielles

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, fait une déclaration concernant le salaire minimum.

Au cours de son intervention, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, dépose:

Deux tableaux montrant, respectivement, la comparaison interprovinciale du régime actuel de sécurité du revenu pour les ménages sans revenu de travail et celle pour les familles avec revenu de travail.

(Document n° 900 de la session)

Présentation de projets de loi

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

263 Loi modifiant la charte des Directeur et syndics de l'asile des orphelins de Saint-Patrice de Montréal

(Document n° 901 de la session)

Mme Bleau (Groulx), au nom de M. Chagnon (Saint-Louis), propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 263, Loi modifiant la

charte des Directeur et syndics de l'asile des orphelins de Saint-Patrice de Montréal.

La motion est adoptée.

M. Paradis, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 263 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration et que la ministre déléguée aux Finances soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, dépose:

Le rapport annuel du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 902 de la session)

Le rapport annuel de l'Office de planification et de développement du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993, ainsi que la rétrospective 1968-1993.

(Document n° 903 de la session)

Le rapport annuel de la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (SOQUIA), pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 904 de la session)

M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose:

Le rapport annuel de la Régie de l'assurance-maladie du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 905 de la session)

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, dépose:

Le rapport annuel de la Régie des rentes du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993, accompagné de l'analyse actuarielle du Régime de rentes du Québec, en date du 31 décembre 1992.

(Document n° 906 de la session)

M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose:

Le rapport annuel du Conseil interprofessionnel du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 907 de la session)

M. Cherry, ministre du Travail, dépose:

Le rapport annuel du ministère du Travail, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 908 de la session)

Le rapport annuel de la Commission de la construction du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1992.

(Document n° 909 de la session)

Le rapport annuel de la Commission de la santé et de la sécurité du travail, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1992.

(Document n° 910 de la session)

M. Côté, ministre des Forêts, dépose:

Le rapport annuel de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec (REXFOR), pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 911 de la session)

Mme Robic, ministre déléguée aux Finances, dépose:

Le rapport annuel de l'Inspecteur général des institutions financières sur les assurances pour l'année 1992.

(Document n° 912 de la session)

Le rapport annuel de l'Inspecteur général des institutions financières sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne pour l'année 1992.

(Document n° 913 de la session)

M. le Président dépose:

Le rapport annuel de la Commission des droits de la personne, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1992, conformément à l'article 73 de la *Charte des droits et libertés de la personne*.

(Document n° 914 de la session)

Le rapport annuel de la Commission de la fonction publique, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 915 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Dauphin (Marquette) dépose:

Le rapport de la Commission des institutions qui, les 3, 15 et 16 juin 1993, a étudié en détail le projet de loi:

- 84 Loi sur la Régie des alcools, des courses et des jeux et modifiant diverses dispositions législatives — rapporté avec des amendements.

(Document n° 916 de la session)

M. Garon (Lévis) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 16 juin 1993, a étudié en détail le projet de loi:

- 101 Loi sur l'établissement et l'agrandissement de certains lieux d'élimination de déchets — rapporté avec des amendements.
(Document n° 917 de la session)

Dépôts de pétitions

M. St-Roch (Drummond) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 8 220 pétitionnaires, concernant le maintien des effectifs et des services du ministère des Transports à Grantham.
(Document n° 918 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Parizeau, chef de l'opposition officielle, dépose:

- Un avis juridique émis par M^e Ramsey Clark concernant le droit international, la langue et l'avenir de la francophonie au Canada.
(Document n° 919 de la session)

Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

M. Paradis, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail le projet de loi 89, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 145 du Règlement:

- la Commission des institutions, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 207, Loi concernant la succession de Cora Frances Dunkerley; le projet de loi 240, Loi concernant la succession d'Édouard Bachir Beshro; et le projet de loi 259, Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de Saint-Charles;
- la Commission de l'économie et du travail, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail le projet de loi d'intérêt privé 261, Loi sur l'Association de villégiature de la station Mont Tremblant;
- la Commission du budget et de l'administration, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 236, Loi modifiant la Loi constituant en corporation la Congrégation des Soeurs des Saints Noms de Jésus et Marie; le projet de loi 241, Loi modifiant la charte de Le Repos Saint-François d'Assise; le projet de loi 260, Loi concernant Le Centre des Chevaliers de Colomb de Jonquière Inc.; et le projet de loi 202, Loi concernant Abar Realities Inc.

Motions sans préavis

En application des articles 182 et 183 du Règlement, M. Paradis, leader du gouvernement, propose:

QUE, en raison de l'urgence de la situation et en vue de permettre l'adoption du projet de loi 86, Loi modifiant la Charte de la langue française:

Les 1^{er} et 2^e paragraphes de l'article 19, les articles 20 et 21, les mots «ou sur un fait personnel» au 4^e paragraphe de l'article 53 et le 7^e paragraphe du même article, l'article 54, les articles 71 à 73, les 2^e et 3^e alinéas de l'article 84, les mots

«ou à la demande d'un député» au 1^{er} alinéa de l'article 86 ainsi que le 2^e alinéa du même article, les 2^e, 3^e et 8^e paragraphes de l'article 87, les articles 88 à 93, 100 et 101, 105 à 108, 111 à 114, 164, 175 et 176, les mots «et, le cas échéant, de ses observations, conclusions et recommandations» à l'article 177, les articles 194 et 195, 205 à 209, 212 et 213, 215 et 216, 230, le 2^e alinéa de l'article 244, les mots «et l'adoption du projet de loi est fixée à une séance subséquente» au 2^e alinéa de l'article 248, les articles 249 à 251, le 1^{er} alinéa de l'article 252, les 1^{er} et 3^e alinéas de l'article 253, l'article 254, les 2^e et 3^e alinéas de l'article 256, l'article 257 et les articles 304 à 307 soient suspendus jusqu'à l'adoption dudit projet de loi;

Il soit permis, dès l'adoption de la présente motion, à un ministre ou à un leader adjoint du gouvernement de procéder à l'étape des avis touchant les travaux des commissions malgré les dispositions de l'article 53;

Dès l'adoption de la présente motion, malgré l'article 53, la Commission permanente de la culture mette fin à ses travaux quant à l'étude détaillée du projet de loi 86, Loi modifiant la Charte de la langue française, et dépose son rapport à l'Assemblée;

Tout député puisse, au plus tard une heure après le dépôt dudit rapport, transmettre au bureau du Secrétaire général, copie des amendements qu'il entend y proposer; les travaux de l'Assemblée soient alors suspendus jusqu'à l'expiration de ce délai;

La durée du débat sur la prise en considération du rapport de la commission soit fixée à un maximum de soixante minutes, dont vingt-cinq minutes au groupe parlementaire formant le gouvernement, vingt-cinq minutes au groupe parlementaire formant l'opposition officielle et cinq minutes au groupe des députés indépendants; le ministre qui présente le projet de loi puisse exercer un droit de réplique d'une durée maximale de cinq minutes;

Une fois terminé le débat sur la prise en considération du rapport de la commission permanente, les amendements soient mis aux voix successivement sans appel nominal, de la manière indiquée par le Président, les amendements adoptés soient

intégrés au rapport, qui est ensuite mis aux voix sans débat et sans appel nominal;

La durée du débat sur l'adoption dudit projet de loi soit fixée à un maximum de deux heures trente minutes, dont soixante minutes au groupe parlementaire formant le gouvernement, soixante minutes au groupe parlementaire formant l'opposition officielle, quinze minutes au groupe des députés indépendants et une réplique d'une durée maximale de quinze minutes au ministre qui présente le projet de loi;

Au cours dudit débat, celui qui présente le projet de loi puisse faire motion pour qu'il soit envoyé en commission plénière, en vue de l'étude des amendements qu'il indique; une telle motion ne requière pas de préavis, ne puisse être amendée ni débattue et soit immédiatement mise aux voix sans appel nominal; en commission plénière, l'étude soit limitée à l'amendement proposé; la durée du débat en commission plénière soit fixée à un maximum de quinze minutes, dont cinq minutes au groupe parlementaire formant le gouvernement, cinq minutes au groupe parlementaire formant l'opposition officielle, trois minutes au groupe des députés indépendants et deux minutes de réplique au ministre qui présente le projet de loi, au terme de laquelle les amendements seraient mis aux voix immédiatement, sans débat et sans appel nominal;

À l'expiration du délai de quinze minutes, le président de la commission plénière fasse rapport à l'Assemblée; ce rapport soit mis aux voix immédiatement sans débat et sans appel nominal;

Une motion de suspension de la séance puisse être proposée à tout moment par un ministre ou un leader adjoint du gouvernement; une telle motion ne requière pas de préavis, ne puisse être amendée ni débattue et soit immédiatement mise aux voix sans appel nominal;

L'ajournement du débat, l'ajournement de l'Assemblée ou le retrait d'une motion puissent être proposés à tout moment de la séance par un ministre ou un leader adjoint du gouvernement; une telle motion ne requière pas de préavis, ne puisse être amendée ni débattue et soit immédiatement mise aux voix sans appel nominal;

L'Assemblée puisse siéger tous les jours, à compter de 10 heures, jusqu'à ce qu'elle décide d'ajourner ses travaux;

Sous réserve de ce qui précède, les dispositions du Règlement particulières aux mois de juin et décembre soient appliquées; et

Les règles ci-haut mentionnées puissent s'appliquer jusqu'à l'adoption dudit projet de loi.

M. Chevette, leader de l'opposition officielle, soulève l'irrecevabilité de cette motion.

M. le Président entend des interventions de part et d'autre.

Puis, il prend la question en délibéré et, à 12 h 55, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

Quinze heures

À 15 heures, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance de nouveau à loisir.

À la reprise des travaux, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Paradis, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail le projet de loi 89, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.

M. le Président rend la décision suivante sur la recevabilité de la motion de M. Paradis, leader du gouvernement, proposant la suspension de certaines règles de procédure:

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

La motion du leader du gouvernement proposant la suspension de certaines règles de procédure est recevable. Le pouvoir de suspension prévu à l'article 182 du Règlement est extrêmement large et d'une nature extraordinaire et n'est limité que par le premier paragraphe de l'article 179 du Règlement de l'Assemblée nationale.

L'article 182 du Règlement prévoit la possibilité d'écarter l'application d'une règle particulière ou de la remplacer par une nouvelle disposition dépendamment de la fin poursuivie. Dans le présent cas, il s'agit de l'adoption du projet de loi 86 et la motion contient de nouvelles règles pour y parvenir, dont un ordre à la Commission de la culture de faire rapport à l'Assemblée.

Quant à la notion d'urgence, une abondante jurisprudence a bien établi que le Président non seulement ne peut pas mais ne doit pas se prononcer sur cette question qui est du ressort de l'Assemblée. Le Président ne saurait s'arroger des prérogatives qui appartiennent à l'Assemblée nationale et donc à l'ensemble des parlementaires.

Avant que le débat ne s'engage, M. le Président répartit ainsi le temps de parole pour le débat restreint sur la motion proposant la suspension de certaines règles de procédure: dix minutes sont allouées à l'ensemble des députés indépendants; les deux groupes parlementaires se partageront également le reste de la période de deux heures consacrée à ce débat.

Suit le débat restreint sur la motion de M. Paradis, leader du gouvernement.

Au cours du débat, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Chevette, leader de l'opposition officielle, dépose:

Copie d'une lettre adressée à M. Claude Ryan, ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française, par Mme Jeanne Blackburn, députée de Chicoutimi, en date du 12 mai 1993, accompagnée d'une liste des organismes, groupes et associations que le Parti Québécois souhaitait

17 juin 1993

entendre lors des consultations particulières portant sur le projet de loi 86,
Loi modifiant la Charte de la langue française.

(Document n° 920 de la session)

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 164)

POUR — 59

Audet	Côté	Lafrance	Richard
Beaudin	(<i>Riv.-du-Loup</i>)	Lafrenière	Rivard
Bégin	Cusano	Lemire	Robic
Bélisle	Dauphin	LeSage	Robillard
Blackburn	Després	Libman	Ryan
(<i>Roberval</i>)	Dionne	Loiselle	Sirros
Bleau	Doyon	Maciocia	Thérien
Bordeleau	Dutil	MacMillan	Tremblay
Bourbeau	Farrah	Maltais	(<i>Rimouski</i>)
Bradet	Forget	Marcil	Trépanier
Brouillette	Frulla	Middlemiss	Williams
Cameron	Gautrin	Paradis	
Cardinal	Gauvin	(<i>Brome-Miss.</i>)	
Charbonneau	Gobé	Paradis	
Chenail	Houde	(<i>Matapédia</i>)	
Ciaccia	Johnson	Parent	
Côté	Joly	Pelchat	
(<i>Charlesbourg</i>)	Khelfa	Philibert	

CONTRE — 23

Baril	Boulerice	Harel	Parizeau
Beaufne	Brassard	Holden	Perron
Bélanger	Caron	Lazure	St-Roch
(<i>Anjou</i>)	Carrier-Perreault	Léonard	Trudel
Blackburn	Chevrette	Marois	
(<i>Chicoutimi</i>)	Dufour	Morin	
Blais	Gendron	Paré	

ABSTENTION — 0

Conformément à l'ordre que l'Assemblée vient d'adopter, M. Doyon (Louis-Hébert) dépose:

Le rapport de la Commission de la culture qui, les 9, 10, 11 et 14 juin 1993, a étudié en détail le projet de loi:

- 86 Loi modifiant la Charte de la langue française — l'étude détaillée du projet de loi n'a pas été complétée.

(Document n° 921 de la session)

À 18 heures, conformément à l'ordre adopté précédemment, la séance est suspendue jusqu'à 19 heures.

Dix-neuf heures

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de la culture relatif au projet de loi 86, Loi modifiant la Charte de la langue française, ainsi que les amendements transmis par Mme Blackburn (Chicoutimi), M. Libman (D'Arcy-McGee) et M. Ryan, ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française.

Après débat, les amendements de Mme Blackburn (Chicoutimi) aux articles 22 et 32 du projet de loi 86 sont rejetés.

Puis, les amendements de M. Libman (D'Arcy-McGee) aux articles 10, 17 et 23 sont rejetés.

17 juin 1993

Les amendements de M. Ryan, ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française, aux articles 1, 21, 22, 23, 32, 42, 43.1, 44, 47, 54.1, 54.2, 59, 60.1 et 64 sont ensuite adoptés à la majorité des voix.

La motion de renumérotation est adoptée.

Enfin, le rapport amendé est adopté à la majorité des voix.

Adoption

M. Ryan, ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française, propose que le projet de loi 86, Loi modifiant la Charte de la langue française, soit adopté.

Après débat, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 165)

POUR — 69

Audet	Ciaccia	Gauvin	Maltais
Beaudin	Côté	Gobé	Marcil
Benoit	(Charlesbourg)	Houde	Messier
Bergeron	Côté	Johnson	Middlemiss
Bleau	(Riv.-du-Loup)	Joly	Paradis
Bordeleau	Cusano	Kehoe	(Brome-Miss.)
Bourassa	Dauphin	Khelfa	Paradis
Bourbeau	Després	Lafrance	(Matapédia)
Bradet	Dionne	Lafrenière	Parent
Brouillette	Doyon	Leclerc	Pelchat
Camden	Dutil	Lemieux	Philibert
Cannon	Elkas	Lemire	Poulin
Cardinal	Farrah	LeSage	Richard
Charbonneau	Frulla	Loiselle	Rivard
Chenail	Gagnon-Tremblay	Maciocia	Robic
Cherry	Gautrin	MacMillan	Robillard

Ryan
Savoie
Sirros

Thérien
Tremblay
(Outremont)

Tremblay
(Rimouski)
Trépanier

Vallerand
Williams

CONTRE — 27

Baril
Beaulne
Bélanger
(Anjou)
Blackburn
(Chicoutimi)
Blais
Brassard

Cameron
Caron
Carrier-Perreault
Chevrette
Dufour
Filion
Garon
Gendron

Harel
Holden
Jolivet
Lazure
Léonard
Libman
Marois
Morin

Parizeau
Perron
St-Roch
Trudel
Vermette

ABSTENTION — 0

En conséquence, le projet de loi 86 est adopté.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption

M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que le projet de loi 72, Loi modifiant le Code des professions et la Loi sur les infirmières et les infirmiers, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 72 est adopté.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 232 du Règlement, M. Côté, ministre délégué à la Réforme électorale, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

104 Loi concernant le recensement suivant la délimitation des circonscriptions électorales.

La motion est adoptée.

Adoption du principe

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 230 et 237 du Règlement, M. Côté, ministre délégué à la Réforme électorale, propose que le principe du projet de loi 104, Loi concernant le recensement suivant la délimitation des circonscriptions électorales, soit maintenant adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 104 est adopté.

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 104 est renvoyé pour étude détaillée à la commission plénière.

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier en détail le projet de loi 104.

Étude détaillée en commission plénière

La commission plénière entreprend l'étude détaillée du projet de loi 104, Loi concernant le recensement suivant la délimitation des circonscriptions électorales.

Le projet de loi 104 est adopté par la commission plénière.

Le projet de loi 104 est ensuite rapporté à l'Assemblée, qui adopte le rapport de la commission plénière.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 230 et 22 du Règlement, M. Côté, ministre délégué à la Réforme électorale, propose que le projet de loi 104, Loi concernant le recensement suivant la délimitation des circonscriptions électorales, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 104 est adopté.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 91, Loi modifiant le Code de la sécurité routière.

Un débat s'ensuit.

Le vendredi 18 juin 1993

Le débat terminé, le rapport est adopté à la majorité des voix.

À 00 h 09, sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée est ajournée à 10 heures, ce vendredi 18 juin 1993.

17 juin 1993

SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le jeudi 17 juin 1993, à 20 h 10, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de M. Lefebvre, vice-président de l'Assemblée nationale, de M. Johnson (Vaudreuil) et de M. LeSage (Hull), les représentants du Premier ministre, de M. Baril (Arthabaska), le représentant du Chef de l'opposition officielle, et de M. Duchesne, secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à Son Excellence le lieutenant-gouverneur de sanctionner les projets de loi suivants:

- 75 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'abolition de la Société d'aménagement de l'Outaouais;
- 102 Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public et le secteur municipal.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que l'Assemblée soit saisie des projets de loi suivants:

105 Loi sur la justice administrative.

La motion est adoptée.

106 Loi sur l'aide et l'indemnisation des victimes d'actes criminels.

La motion est adoptée.

M. Marcil (Salaberry-Soulanges) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

390 Loi modifiant la Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.).

La motion est adoptée.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

255 Loi concernant la ville de Gatineau.

(Document n° 922 de la session)

M. Kehoe (Chapleau) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 255, Loi concernant la ville de Gatineau.

La motion est adoptée.

M. Paradis, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 255 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements et que le ministre des Affaires municipales soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

264 Loi modifiant la charte de la Ville de Québec.

(Document n° 923 de la session)

M. Leclerc (Taschereau) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 264, Loi modifiant la charte de la Ville de Québec.

La motion est adoptée.

M. Paradis, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 264 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements et que le ministre des Affaires municipales soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

204 Loi concernant la Régie intermunicipale de gestion des déchets de la région maskoutaine.

(Document n° 924 de la session)

M. Messier (Saint-Hyacinthe) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 204, Loi concernant la Régie intermunicipale de gestion des déchets de la région maskoutaine.

La motion est adoptée.

M. Paradis, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 204 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements et que le ministre des Affaires municipales soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

248 Loi concernant la ville de Verdun.

(Document n° 925 de la session)

M. Gautrin (Verdun) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 248, Loi concernant la ville de Verdun.

La motion est adoptée.

M. Paradis, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 248 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements et que le ministre des Affaires municipales soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

247 Loi concernant la ville de Candiac.

(Document n° 926 de la session)

M. Lazure (La Prairie) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 247, Loi concernant la ville de Candiac.

La motion est adoptée.

M. Paradis, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 247 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements et que le ministre des Affaires municipales soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

234 Loi concernant la ville de Magog.

(Document n° 927 de la session)

M. Benoit (Orford) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 234, Loi concernant la ville de Magog.

La motion est adoptée.

M. Paradis, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 234 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements et que le ministre des Affaires municipales soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, dépose:

Le rapport annuel de la Régie du gaz naturel, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 928 de la session)

Le rapport annuel de la Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM), pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 929 de la session)

Le rapport annuel de la Société québécoise d'initiatives pétrolières (SOQUIP), pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 930 de la session)

M. Levesque, ministre des Finances, dépose:

Le rapport annuel de la Société des loteries du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 931 de la session)

M. Ryan, ministre des Affaires municipales, responsable de l'Habitation et ministre de la Sécurité publique, dépose:

Le rapport annuel de la Société d'habitation du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1992.

(Document n° 932 de la session)

Le rapport annuel de la Sûreté du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1992.

(Document n° 933 de la session)

Le rapport annuel de la Régie du logement, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 934 de la session)

Le rapport annuel de la Régie des permis d'alcool, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 935 de la session)

Le rapport annuel de la Commission québécoise des libérations conditionnelles, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 936 de la session)

M. Paradis, ministre de l'Environnement, dépose:

Le rapport annuel du ministère de l'Environnement, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 937 de la session)

Le rapport annuel du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 938 de la session)

M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor, dépose:

Le rapport annuel de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1992.

(Document n° 939 de la session)

M. Rémillard, ministre de la Justice, responsable de la Protection du consommateur, dépose:

Le rapport annuel de l'Office de la protection du consommateur, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 940 de la session)

Le rapport annuel du Curateur public du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1992.

(Document n° 941 de la session)

Un rapport synthèse contenant les recommandations du Commissaire aux plaintes des clients des distributeurs d'électricité du 1^{er} septembre 1989 au 31 octobre 1992.

(Document n° 942 de la session)

Le rapport annuel de la Commission de la santé et de la sécurité du travail concernant l'application de la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels* et la *Loi visant à favoriser le civisme* pour l'année 1992.

(Document n° 943 de la session)

Un document de consultation préparé par le ministère de la Justice du Québec et intitulé «L'aide juridique au Québec: une question de choix, une question de moyens».

(Document n° 944 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 188 du Règlement, M. Paradis, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission des institutions procède à une consultation générale et tienne des auditions publiques à la Salle du Conseil législatif à compter du 21 septembre 1993 sur le régime d'aide juridique ainsi que sur le document de consultation intitulé «L'aide juridique au Québec: une question de choix, une question de moyens»;

Les mémoires soient reçus au Secrétariat des commissions au plus tard le 27 août 1993;

Le ministre de la Justice soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

La motion est adoptée.

M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, dépose:

Le rapport annuel du ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 945 de la session)

Le rapport annuel de la Société générale de financement du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1992.

(Document n° 946 de la session)

18 juin 1993

Le rapport annuel de la Société des alcools du Québec, pour l'exercice financier terminé le 27 mars 1993.

(Document n° 947 de la session)

Le rapport annuel du Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ), pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 948 de la session)

Le rapport annuel de la Société de développement industriel du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 949 de la session)

Le rapport du ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie sur la mise en oeuvre de la *Loi sur les immeubles industriels municipaux*, en date de juin 1993.

(Document n° 950 de la session)

Mme Robic, ministre déléguée aux Finances, dépose:

Le rapport annuel de l'Inspecteur général des institutions financières sur les caisses d'épargne et de crédit pour l'année 1992.

(Document n° 951 de la session)

Le rapport annuel de la Commission des valeurs mobilières du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993, avec les décisions rendues par suite d'une audience publique en annexe.

(Document n° 952 de la session)

M. Paradis, leader du gouvernement, au nom de M. Cannon, ministre des Communications, dépose:

Le rapport annuel de la Régie des télécommunications du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 953 de la session)

M. Paradis, leader du gouvernement, dépose:

La réponse à la question écrite de M. Léonard (Labelle) concernant les revenus perçus en droits et permis par le ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie et les organismes sous son autorité — question n° 8, *Feuilleton et préavis* du 16 juin 1993.

(Document n° 954 de la session)

La réponse à la question écrite de M. Paré (Shefford) concernant les crédits octroyés aux secteurs prioritaires du programme «soutien des organismes bénévoles» du ministère de la Santé et des Services sociaux — question n° 12, *Feuilleton et préavis* du 16 juin 1993.

(Document n° 955 de la session)

M. le Président dépose:

Les décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée nationale, en date du 5 mai 1993:

- Décision 605 concernant le Règlement d'application sur le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale;
- Décision 606 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur la gestion financière et administrative;
- Décision 607 concernant le Règlement sur des règles particulières de gestion du personnel de l'Assemblée nationale;
- Décision 608 concernant le Règlement concernant certains membres du personnel de l'Assemblée nationale.

(Document n° 956 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Dauphin (Marquette) dépose:

Les rapports de la Commission des institutions qui, le 17 juin 1993, a entendu les intéressés et étudié en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants:

- 240 Loi concernant la succession d'Édouard Bachir Beshro — rapporté avec des amendements.

(Document n° 957 de la session)

Le rapport est adopté.

- 259 Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de Saint-Charles — rapporté avec un amendement.

(Document n° 958 de la session)

Le rapport est adopté.

M. Lazure (La Prairie) dépose:

Les rapports de la Commission du budget et de l'administration qui, le 17 juin 1993, a entendu les intéressés et étudié en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants:

- 260 Loi concernant Le Centre des Chevaliers de Colomb de Jonquière Inc. — rapporté sans amendement.

(Document n° 959 de la session)

Le rapport est adopté.

- 241 Loi modifiant la charte de Le Repos Saint-François d'Assise — rapporté avec un amendement.

(Document n° 960 de la session)

Le rapport est adopté.

- 236 Loi modifiant la Loi constituant en corporation la Congrégation des Soeurs des Saints Noms de Jésus et Marie — rapporté avec des amendements.

(Document n° 961 de la session)

Le rapport est adopté.

- 202 Loi concernant Abar Realities Inc. — rapporté sans amendement.

(Document n° 962 de la session)

Le rapport est adopté.

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 17 juin 1993, a étudié en détail le projet de loi:

- 89 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic — rapporté avec des amendements.

(Document n° 963 de la session)

M. Jolivet (Laviolette) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 17 juin 1993, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé:

- 261 Loi sur l'Association de villégiature de la station Mont Tremblant — rapporté avec des amendements.

(Document n° 964 de la session)

Le rapport est adopté.

Dépôts de pétitions

M. Baril (Arthabaska) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 140 pétitionnaires, concernant la vente éventuelle de certains établissements possédés par Culinar inc.
(Document n° 965 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, Mme Blackburn (Chicoutimi) dépose:

Copie d'une lettre adressée à M. Claude Ryan, ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française, par M. Jean-Pierre Proulx, professeur à la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université de Montréal, en date du 16 juin 1993, accompagnée d'une analyse que celui-ci a faite des conséquences de l'adoption du projet de loi 86, Loi modifiant la Charte de la langue française, en matière d'immersion.

(Document n° 966 de la session)

Motions sans préavis

M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor, au nom de M. Bourassa, premier ministre, propose:

QUE, conformément aux articles 106 et 107 de la *Loi sur la fonction publique* (L.R.Q., c. F-3.1.1), M. Michel Paquet, sous-ministre du ministère de l'Éducation, administrateur d'État I, soit nommé membre et président de la Commission de la fonction publique, pour un mandat de cinq ans à compter du 2 août 1993, en remplacement de M. Jean-Noël Poulin.

La motion est mise aux voix et, aux fins de l'application de l'article 106 de la *Loi sur la fonction publique*, un vote par appel nominal est tenu.

La motion est adoptée par le vote suivant:

18 juin 1993

(Vote n° 166)

POUR — 96

Audet	Caron	Godin	Paradis
Bacon	Carrier-Perreault	Holden	(Brome-Miss.)
Baril	Charbonneau	Houde	Parent
Beaudin	Chenail	Johnson	Parizeau
Beaulne	Cherry	Jolivet	Pelchat
Bélanger	Chevrette	Joly	Perron
(Anjou)	Ciaccia	Kehoe	Philibert
Benoit	Côté	Khelfa	Poulin
Bergeron	(Charlesbourg)	Lafrance	Rémillard
Bissonnet	Côté	Lafrenière	Richard
Blackburn	(Riv.-du-Loup)	Lazure	Rivard
(Chicoutimi)	Cusano	Lefebvre	Robic
Blackburn	Dauphin	Lemire	Robillard
(Roberval)	Després	Léonard	Ryan
Blais	Doyon	LeSage	Savoie
Bleau	Dufour	Levesque	Sirros
Bordeleau	Dutil	Libman	Thérien
Boulerice	Elkas	Loiselle	Tremblay
Bourassa	Farrah	Maciocia	(Outremont)
Bourbeau	Filion	MacMillan	Tremblay
Bradet	Frulla	Maltais	(Rimouski)
Brassard	Gagnon-Tremblay	Marcil	Trépanier
Brouillette	Gautrin	Marois	Trudel
Camden	Gauvin	Messier	Vallerand
Cameron	Gendron	Middlemiss	Vermette
Cardinal	Gobé	Morin	Williams

CONTRE — 0

ABSTENTION — 0

M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor, au nom de M. Bourassa, premier ministre, propose:

18 juin 1993

QUE, conformément aux articles 106 et 107 de la *Loi sur la fonction publique* (L.R.Q., c. F-3.1.1), M^e Jean-Paul Roberge soit nommé de nouveau membre de la Commission de la fonction publique, pour un mandat de cinq ans à compter des présentes.

La motion est mise aux voix et, aux fins de l'application de l'article 106 de la *Loi sur la fonction publique*, un vote par appel nominal est tenu.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 167)

POUR — 96

Audet	Caron	Godin	Paradis
Bacon	Carrier-Perreault	Holden	(Brome-Miss.)
Baril	Charbonneau	Houde	Parent
Beaudin	Chenail	Johnson	Parizeau
Beaulne	Cherry	Jolivet	Pelchat
Bélanger	Chevrette	Joly	Perron
(Anjou)	Ciaccia	Kehoe	Philibert
Benoit	Côté	Khelfa	Poulin
Bergeron	(Charlesbourg)	Lafrance	Rémillard
Bissonnet	Côté	Lafrenière	Richard
Blackburn	(Riv.-du-Loup)	Lazure	Rivard
(Chicoutimi)	Cusano	Lefebvre	Robic
Blackburn	Dauphin	Lemire	Robillard
(Roberval)	Després	Léonard	Ryan
Blais	Doyon	LeSage	Savoie
Bleau	Dufour	Levesque	Sirros
Bordeleau	Dutil	Libman	Thérien
Boulerice	Elkas	Loiselle	Tremblay
Bourassa	Farrah	Maciocia	(Outremont)
Bourbeau	Filion	MacMillan	Tremblay
Bradet	Frulla	Maltais	(Rimouski)
Brassard	Gagnon-Tremblay	Marcil	Trépanier
Brouillette	Gautrin	Marois	Trudel
Camden	Gauvin	Messier	Vallerand
Cameron	Gendron	Middlemiss	Vermette
Cardinal	Gobé	Morin	Williams

CONTRE — 0

ABSTENTION — 0

M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor, au nom de M. Bourassa, premier ministre, propose:

QUE, conformément aux articles 106 de 107 de la *Loi sur la fonction publique* (L.R.Q., c. F-3.1.1), M^e Hélène Roy-Lemieux soit nommée membre de la Commission de la fonction publique, pour un mandat de cinq ans à compter du 12 juillet 1993.

La motion est mise aux voix et, aux fins de l'application de l'article 106 de la *Loi sur la fonction publique*, un vote par appel nominal est tenu.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 168)

POUR — 96

Audet	Bradet	Doyon	Lafrance
Bacon	Brassard	Dufour	Lafrenière
Baril	Brouillette	Dutil	Lazure
Beaudin	Camden	Elkas	Lefebvre
Beaulne	Cameron	Farrah	Lemire
Bélanger	Cardinal	Filion	Léonard
(Anjou)	Caron	Frulla	LeSage
Benoit	Carrier-Perreault	Gagnon-Tremblay	Levesque
Bergeron	Charbonneau	Gautrin	Libman
Bissonnet	Chenail	Gauvin	Loiselle
Blackburn	Cherry	Gendron	Maciocia
(Chicoutimi)	Chevrette	Gobé	MacMillan
Blackburn	Ciaccia	Godin	Maltais
(Roberval)	Côté	Holden	Marcil
Blais	(Charlesbourg)	Houde	Marois
Bleau	Côté	Johnson	Messier
Bordeleau	(Riv.-du-Loup)	Jolivet	Middlemiss
Boulerice	Cusano	Joly	Morin
Bourassa	Dauphin	Kehoe	Paradis
Bourbeau	Després	Khelfa	(Brome-Miss.)

Parent	Richard	Thérien	Vallerand
Parizeau	Rivard	Tremblay	Vermette
Pelchat	Robic	(Outremont)	Williams
Perron	Robillard	Tremblay	
Philibert	Ryan	(Rimouski)	
Poulin	Savoie	Trépanier	
Rémillard	Sirros	Trudel	

CONTRE — 0

ABSTENTION — 0

M. Sirros, ministre délégué aux Affaires autochtones, propose:

QU'en cette année internationale des populations autochtones, et plus particulièrement pour le 21 juin, Jour national des peuples autochtones, l'Assemblée nationale souligne l'apport de ces nations au sein de la population québécoise et encourage tout geste positif menant à une meilleure compréhension mutuelle dans le respect des différences entre les autochtones et les autres Québécois.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Paradis, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission du budget et de l'administration, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail le projet de loi d'intérêt privé 262, Loi modifiant la Loi concernant Les Services de Santé du Québec et concernant SSQ, Mutuelle de gestion et SSQ, Société d'assurance-vie inc.;

- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail le projet de loi d'intérêt privé 254, Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Lanaudière Inc.; afin d'étudier en détail le projet de loi 92, Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives; et afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 200, Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal.
-

M. le Président donne les avis suivants:

- la Commission des institutions se réunira afin de procéder à l'étude des prévisions budgétaires du Directeur général des élections pour l'année financière 1993-1994;
 - la Commission des institutions se réunira également afin d'entendre le Protecteur du citoyen dans le cadre de l'examen de son rapport annuel 1991-1992 et de vérifier les engagements financiers relevant de sa compétence, contenus dans les listes des mois d'avril 1991 à avril 1993 inclusivement.
-

AFFAIRES DU JOUR

Affaires prioritaires

Motions de censure

M. Parizeau, chef de l'opposition officielle, propose:

QUE l'Assemblée nationale condamne le gouvernement libéral pour sa taxation rétroactive des petits et moyens salariés, pour son anémie complète en matière de mesures de relance économique et pour avoir battu en brèche les principes fondamentaux de la Charte de la langue française.

Avant que le débat ne s'engage, M. le Président répartit ainsi le temps de parole pour la discussion de cette motion: dix minutes sont accordées à l'auteur de la motion pour sa réplique; les deux groupes parlementaires se partageront également le reste de la période consacrée à ce débat.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 188 du Règlement et sur la motion de M. Paradis, leader du gouvernement, il est ordonné:

QUE le débat sur cette motion de censure puisse se poursuivre jusqu'à 13 h 15 et que le vote sur cette motion soit tenu à cette heure.

Suit le débat sur la motion de M. Parizeau, chef de l'opposition officielle.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est rejetée par le vote suivant:

(Vote n° 169)

POUR — 22

Baril	Caron	Godin	Morin
Bélanger	Carrier-Perreault	Holden	Parizeau
(Anjou)	Chevrette	Jolivet	Perron
Blais	Dufour	Lazure	Trudel
Boulerice	Garon	Léonard	Vermette
Brassard	Gendron	Marois	

CONTRE — 55

Audet	Brouillette	Després	Johnson
Bacon	Camden	Doyon	Joly
Beaudin	Cameron	Elkas	Kehoe
Benoit	Charbonneau	Frulla	Khelfa
Bergeron	Chenail	Gagnon-Tremblay	Lafrance
Blackburn	Ciaccia	Gautrin	Lafrenière
(Roberval)	Côté	Gauvin	LeSage
Bordeleau	(Riv.-du-Loup)	Gobé	Libman
Bourbeau	Cusano	Houde	Loiselle
Bradet	Dauphin	Hovington	Maciocia

18 juin 1993

MacMillan	Parent	Ryan	Trépanier
Maltais	Pelchat	Savoie	Williams
Marcil	Philibert	Tremblay	
Messier	Rivard	(Outremont)	
Paradis	Robic	Tremblay	
(Brome-Miss.)	Robillard	(Rimouski)	

ABSTENTION — 0

À 13 h 27, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 21 du Règlement, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 h 30.

Quatorze heures trente

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 253 du Règlement, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 89, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.

Le rapport est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor, propose que le projet de loi 89, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 89 est adopté.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 101, Loi sur l'établissement et l'agrandissement de certains lieux d'élimination de déchets, ainsi que l'amendement transmis par M. Paradis, ministre de l'Environnement.

L'amendement est adopté.

Le rapport amendé est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 230 et 22 du Règlement, M. Paradis, ministre de l'Environnement, propose que le projet de loi 101, Loi sur l'établissement et l'agrandissement de certains lieux d'élimination de déchets, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 101 est adopté.

Adoption du principe

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 237 du Règlement, M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, propose que le principe du projet de loi 103, Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite, soit maintenant adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 103 est adopté.

Sur la motion de M. Paradis, leader du gouvernement, le projet de loi 103 est envoyé pour étude détaillée en commission plénière.

Sur la motion de M. Paradis, leader du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier en détail le projet de loi 103.

Étude détaillée en commission plénière

La commission plénière entreprend l'étude détaillée du projet de loi 103, Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite.

Le projet de loi 103 est amendé et adopté par la commission plénière.

Le projet de loi 103 est ensuite rapporté à l'Assemblée, qui adopte le rapport de la commission plénière.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 230 et 22 du Règlement, M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu

et de la Formation professionnelle, propose que le projet de loi 103, Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 103 est adopté.

Adoption

M. Elkas, ministre des Transports, propose que le projet de loi 91, Loi modifiant le Code de la sécurité routière, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 91 est adopté.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Garon (Lévis) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 18 juin 1993, a siégé en sous-commission afin d'étudier en détail le projet de loi:

- 92 Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives — rapporté avec des amendements.

(Document n° 967 de la session)

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 18 juin 1993, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé:

- 254 Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Lanaudière Inc. — rapporté avec un amendement.

(Document n° 968 de la session)

Le rapport est adopté.

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a siégé les 6 et 7 avril 1993 ainsi qu'en sous-commission le 18 juin 1993, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail le projet de loi d'intérêt privé:

- 200 Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal — rapporté avec des amendements.

(Document n° 969 de la session)

Le rapport est adopté.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Audet (Beauce-Nord) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 18 juin 1993, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé:

- 262 Loi modifiant la Loi concernant Les Services de Santé du Québec et concernant SSQ, Mutuelle de gestion et SSQ, Société d'assurance-vie inc. — rapporté avec des amendements.

(Document n° 970 de la session)

Le rapport est adopté.

Prise en considération de rapports de commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 253 du Règlement, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 92, Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives.

Le rapport est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Ryan, ministre des Affaires municipales, propose que le projet de loi 92, Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 92 est adopté.

Projets de loi d'intérêt privé

Adoption du principe

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 268 du Règlement, M. Philibert (Trois-Rivières), au nom de M. Chagnon (Saint-Louis), propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 200, Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 200 est adopté.

Adoption

M. Philibert (Trois-Rivières), au nom de M. Chagnon (Saint-Louis), propose que le projet de loi d'intérêt privé 200, Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 200 est adopté.

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 84, Loi sur la Régie des alcools, des courses et des jeux et modifiant diverses dispositions législatives.

Le rapport est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Ryan, ministre de la Sécurité publique, propose que le projet de loi 84, Loi sur la Régie des alcools, des courses et des jeux et modifiant diverses dispositions législatives, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 84 est adopté.

M. Cusano, whip en chef du gouvernement, propose:

QUE M. Rémi Poulin, député de Chauveau, remplace M. Albert Houde, député de Berthier, comme membre permanent de la Commission des affaires sociales.

La motion est adoptée.

M. Cusano, whip en chef du gouvernement, propose:

QUE M. Jean Joly, député de Fabre, soit nommé membre permanent de la Commission de l'économie et du travail.

La motion est adoptée.

Projets de loi d'intérêt privé

Adoption du principe

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 268 du Règlement, Mme Pelchat (Vachon), au nom de M. Doyon (Louis-Hébert), propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 262, Loi modifiant la Loi concernant Les Services de Santé du Québec et concernant SSQ, Mutuelle de gestion et SSQ, Société d'assurance-vie inc., soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 262 est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement, Mme Pelchat (Vachon), au nom de M. Doyon (Louis-Hébert), propose que le projet de loi d'intérêt privé 262, Loi modifiant la Loi concernant Les Services de Santé du Québec et concernant SSQ, Mutuelle de gestion et SSQ, Société d'assurance-vie inc., soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 262 est adopté.

Adoption du principe

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 268 du Règlement, Mme Pelchat (Vachon), au nom de M. Doyon (Louis-Hébert), propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 240, Loi concernant la succession d'Édouard Bachir Beshro, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 240 est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement, Mme Pelchat (Vachon), au nom de M. Doyon (Louis-Hébert), propose que le projet de loi d'intérêt privé 240, Loi concernant la succession d'Édouard Bachir Beshro, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 240 est adopté.

Adoption du principe

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 268 du Règlement, Mme Pelchat (Vachon), au nom de M. Messier (Saint-Hyacinthe), propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 259, Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de Saint-Charles, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 259 est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement, Mme Pelchat (Vachon), au nom de M. Messier (Saint-Hyacinthe), propose que le projet de loi d'intérêt privé 259, Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de Saint-Charles, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 259 est adopté.

Adoption du principe

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 237 et 268 du Règlement, Mme Pelchat (Vachon), au nom de M. Farrah (Îles-de-la-Madeleine), propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 261, Loi sur l'Association de villégiature de la station Mont Tremblant, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 261 est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement, Mme Pelchat (Vachon), au nom de M. Farrah (Îles-de-la-Madeleine), propose que le projet de loi d'intérêt privé 261, Loi sur l'Association de villégiature de la station Mont Tremblant, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 261 est adopté.

Adoption du principe

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 237 et 268 du Règlement, Mme Pelchat (Vachon), au nom de M. Houde (Berthier), propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 254, Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Lanaudière Inc., soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 254 est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement, Mme Pelchat (Vachon), au nom de M. Houde (Berthier), propose que le projet de loi d'intérêt privé 254, Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Lanaudière Inc., soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 254 est adopté.

Adoption du principe

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 268 du Règlement, Mme Pelchat (Vachon), au nom de M. Bordeleau (Acadie), propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 236, Loi modifiant la Loi constituant en corporation la Congrégation des Soeurs des Saints Noms de Jésus et Marie, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 236 est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement, Mme Pelchat (Vachon), au nom de M. Bordeleau (Acadie), propose que le projet de loi d'intérêt privé 236, Loi modifiant la Loi constituant en corporation la Congrégation des Soeurs des Saints Noms de Jésus et Marie, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 236 est adopté.

Adoption du principe

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 268 du Règlement, Mme Pelchat (Vachon), au nom de Mme Boucher-Bacon (Bourget), propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 241, Loi modifiant la charte de Le Repos Saint-François d'Assise, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 241 est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement, Mme Pelchat (Vachon), au nom de Mme Boucher-Bacon (Bourget), propose que le projet de loi d'intérêt privé 241, Loi modifiant la charte de Le Repos Saint-François d'Assise, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 241 est adopté.

Adoption du principe

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 268 du Règlement, M. Chevette, leader de l'opposition officielle, au nom de M. Dufour (Jonquière), propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 260, Loi concernant Le Centre des Chevaliers de Colomb de Jonquière Inc., soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 260 est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement, M. Chevette, leader de l'opposition officielle, au nom de M. Dufour (Jonquière), propose que le projet de loi d'intérêt privé 260, Loi concernant Le Centre des Chevaliers de Colomb de Jonquière Inc., soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 260 est adopté.

Adoption du principe

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 268 du Règlement, M. Chevette, leader de l'opposition officielle, au nom de M. Holden (Westmount), propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 202, Loi concernant Abar Realities Inc., soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 202 est adopté.

Adoption

M. Chevette, leader de l'opposition officielle, au nom de M. Holden (Westmount), propose que le projet de loi d'intérêt privé 202, Loi concernant Abar Realities Inc., soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 202 est adopté.

Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 237 du Règlement, Mme Pelchat (Vachon), au nom de M. Marcil (Salaberry-Soulanges), propose que le principe du projet de loi 390, Loi modifiant la Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.), soit maintenant adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 390 est adopté.

Sur la motion de M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, le projet de loi 390 est renvoyé pour étude détaillée à la commission plénière.

Sur la motion de M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier en détail le projet de loi 390.

Étude détaillée en commission plénière

La commission plénière entreprend l'étude détaillée du projet de loi 390, Loi modifiant la Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.).

Le projet de loi 390 est adopté par la commission plénière.

Le projet de loi 390 est ensuite rapporté à l'Assemblée, qui adopte le rapport de la commission plénière.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 230 et 22 du Règlement, Mme Pelchat (Vachon), au nom de M. Marcil (Salaberry-Soulanges), propose que le projet de loi 390, Loi modifiant la Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.), soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 390 est adopté.

À 17 h 50, sur la motion de M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, l'Assemblée est ajournée au mardi 19 octobre 1993, à 14 heures.

SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le vendredi 18 juin 1993, à 18 h 58, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence M. Richard (Nicolet-Yamaska), le représentant du Président de l'Assemblée nationale, de M. Bordeleau (Acadie), le représentant du Premier ministre, de M. Jolivet (Laviolette) et de Mme Caron (Terrebonne), les représentants du Chef de l'opposition officielle, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à Son Excellence le lieutenant-gouverneur de sanctionner les projets de loi suivants:

- 72 Loi modifiant le Code des professions et la Loi sur les infirmières et les infirmiers;
- 84 Loi sur la Régie des alcools, des courses et des jeux et modifiant diverses dispositions législatives;
- 86 Loi modifiant la Charte de la langue française;

- 89 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic;
- 91 Loi modifiant le Code de la sécurité routière;
- 92 Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives;
- 101 Loi sur l'établissement et l'agrandissement de certains lieux d'élimination de déchets;
- 103 Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite;
- 104 Loi concernant le recensement suivant la délimitation des circonscriptions électorales;
- 200 Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal;
- 202 Loi concernant Abar Realities Inc.;
- 236 Loi modifiant la Loi constituant en corporation la Congrégation des Soeurs des Saints Noms de Jésus et Marie;
- 240 Loi concernant la succession d'Édouard Bachir Beshro;
- 241 Loi modifiant la charte de Le Repos Saint-François d'Assise;
- 254 Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Lanaudière Inc.;
- 259 Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de Saint-Charles;
- 260 Loi concernant Le Centre des Chevaliers de Colomb de Jonquière Inc.;
- 261 Loi sur l'Association de villégiature de la station Mont Tremblant;
- 262 Loi modifiant la Loi concernant Les Services de Santé du Québec et concernant SSQ, Mutuelle de gestion et SSQ, Société d'assurance-vie inc.;

18 juin 1993

- 390 Loi modifiant la Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.).

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Quatorze heures

Moment de recueillement

M. le Président donne lecture d'une lettre, en date du 12 juillet 1993, que le Secrétaire général de l'Assemblée nationale a reçue du Directeur général des élections du Québec, relativement à l'élection partielle tenue le 5 juillet 1993 dans la circonscription électorale de Portneuf.

M. le Président dépose ensuite:

La lettre mentionnée ci-dessus accompagnée d'un avis proclamant M. Roger Bertrand candidat élu dans la circonscription électorale de Portneuf.

(Document n° 971 de la session)

À l'invitation de M. le Président, M. Parizeau, chef de l'opposition officielle, présente à l'Assemblée le nouveau député de Portneuf, M. Roger Bertrand, qui avait au préalable prêté le serment d'office.

Puis, M. le Président souhaite la bienvenue au nouveau député, après quoi M. Parizeau, M. Bourassa, premier ministre, et M. Bertrand prennent la parole.

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. Ryan, ministre de la Sécurité publique et ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française, dépose:

Le rapport annuel de la Commission de protection de la langue française, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 972 de la session)

Le rapport annuel de l'Office de la langue française, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 973 de la session)

Le rapport annuel du Bureau du coroner, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1992.

(Document n° 974 de la session)

M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, dépose:

Le rapport annuel de la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 975 de la session)

Un avis de la Commission d'accès à l'information du Québec qui est favorable à une demande de l'Union des producteurs agricoles de modifier une entente établie avec le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et approuvée par le décret 358-88 du 16 mars 1988.

(Document n° 976 de la session)

M. Paradis, leader du gouvernement et ministre de l'Environnement, dépose:

Un échange de correspondance entre les leaders des groupes parlementaires concernant divers sujets d'ordre parlementaire.

(Document n° 977 de la session)

Le rapport annuel du Comité consultatif pour l'environnement de la Baie-James, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 978 de la session)

Le rapport annuel du Comité consultatif de l'environnement Kativik, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 979 de la session)

M. Blackburn, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, dépose:

Le rapport annuel de la Société des établissements de plein air du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 980 de la session)

Le rapport annuel du programme d'aide aux Inuit pour leurs activités de chasse, de pêche et de piégeage, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1992.

(Document n° 981 de la session)

Le rapport annuel de la Fondation de la faune du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 982 de la session)

Mme Robillard, ministre de l'Éducation et ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, dépose:

Le rapport annuel du Conseil des collèges, pour l'exercice financier terminé le 30 juin 1993.

(Document n° 983 de la session)

Le rapport annuel du Conseil des universités, pour l'exercice financier terminé le 30 juin 1993, ainsi qu'une rétrospective générale des activités du conseil de 1969-1970 à 1992-1993.

(Document n° 984 de la session)

M. Côté, ministre des Forêts, dépose:

Un communiqué, en date du 19 octobre 1993, dans lequel il offre ses excuses pour des propos qu'il a tenus au sujet du dossier de son ex-directeur de cabinet, M. Mario Simard.

(Document n° 985 de la session)

Mme Trépanier, ministre déléguée à la Condition féminine et ministre responsable de la Famille, dépose:

Le rapport annuel du Conseil du statut de la femme, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 986 de la session)

Le rapport annuel du Conseil de la famille, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 987 de la session)

M. le Président dépose:

Copie d'une lettre, en date du 29 septembre 1993, que lui a envoyée M. Robert Bourassa, premier ministre, l'informant de la nomination de M. Réal Gauvin, député de Montmagny-L'Islet, à la fonction parlementaire de whip adjoint du gouvernement.

(Document n° 988 de la session)

Le nouveau diagramme de l'Assemblée, en date du 19 octobre 1993.

(Document n° 989 de la session)

Deux rapports du Directeur général des élections relatifs à l'élection partielle tenue le 5 juillet 1993 dans la circonscription électorale de Portneuf:

— le rapport des résultats officiels du scrutin;

(Document n° 990 de la session)

— le rapport sur la mise en application de l'article 490 de la *Loi électorale* (L.R.Q., c. E-3.3).

(Document n° 991 de la session)

Le rapport annuel du Directeur général des élections du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993, et le rapport sur les activités reliées à l'application de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*, pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 1992.

(Document n° 992 de la session)

Le rapport annuel de la Commission de la représentation électorale du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993, et le rapport sur

les activités reliées à l'application de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*, pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 1992.

(Document n° 993 de la session)

Les décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée nationale, en date du 18 juin 1993:

- Décision 609 concernant le Règlement sur les contrats du Directeur général des élections et le Règlement sur les contrats de la Commission de la représentation édictés en vertu de la *Loi sur l'administration financière* et de la *Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services*;
- Décision 611 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur la gestion financière et administrative;
- Décision 612 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur les allocations aux députés et d'autres dispositions réglementaires;
- Décision 613 concernant le Règlement relatif au paiement d'une indemnité de départ à un fonctionnaire de l'Assemblée nationale;
- Décision 614 concernant le Règlement relatif au paiement d'une indemnité de départ à une fonctionnaire de l'Assemblée nationale.

(Document n° 994 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Dauphin (Marquette) dépose:

Le rapport de la Commission des institutions qui, le 18 juin 1993, a étudié les prévisions budgétaires du Directeur général des élections et de la Commission de la représentation électorale du Québec, pour l'année financière 1993-1994.

(Document n° 995 de la session)

Le rapport de la Commission des institutions qui, le 18 juin 1993, a entendu le Protecteur du citoyen dans le cadre de l'examen de son rapport annuel 1991-1992 et examiné les engagements financiers relevant de sa compétence contenus dans les listes des mois d'avril 1991 à avril 1993 inclusivement.

(Document n° 996 de la session)

M. Richard (Nicolet-Yamaska) dépose:

Le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui, le 28 septembre 1993, a examiné les engagements financiers du ministre délégué à l'Agriculture, aux Pêcheries et à l'Alimentation, pour le secteur pêcheries des mois de mai 1991 à juillet 1993 et pour le secteur recherche et enseignement des mois d'août 1991 à août 1993.

(Document n° 997 de la session)

M. Joly (Fabre) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 9 septembre 1993, a élu son président.

(Document n° 998 de la session)

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 9 septembre 1993, a examiné les engagements financiers du ministère de l'Énergie et des Ressources, secteurs énergie, terres et administration, contenus dans les listes des mois d'août 1990 à juillet 1993.

(Document n° 999 de la session)

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 21 septembre 1993, a étudié le rapport annuel 1991-1992 de la Société de développement de la Baie James, et ce conformément à l'article 33 de la *Loi sur le développement de la région de la Baie James* (L.R.Q., c. D-8).

(Document n° 1000 de la session)

M. Garon (Lévis) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 24 août 1993, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé:

- 234 Loi concernant la ville de Magog — rapporté avec un amendement.
(Document n° 1001 de la session)

Le rapport est adopté.

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 24 août 1993, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé:

- 248 Loi concernant la ville de Verdun — rapporté sans amendement.
(Document n° 1002 de la session)

Le rapport est adopté.

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 24 août 1993, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé:

- 251 Loi concernant les villes de Tracy et de Saint-Joseph-de-Sorel et la paroisse de Saint-Roch-de-Richelieu — rapporté avec des amendements.
(Document n° 1003 de la session)

Le rapport est adopté.

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 24 août 1993, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé:

- 258 Loi concernant la ville de Grand-Mère — rapporté sans amendement.
(Document n° 1004 de la session)

Le rapport est adopté.

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 26 août 1993, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé:

- 245 Loi concernant la ville d'Outremont — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1005 de la session)

Le rapport est adopté.

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 26 août 1993, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé:

- 255 Loi concernant la ville de Gatineau — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1006 de la session)

Le rapport est adopté.

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 26 août 1993, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé:

- 252 Loi concernant la ville d'Amos — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1007 de la session)

Le rapport est adopté.

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 28 septembre, 5, 13 et 14 octobre 1993, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé:

- 304 Loi concernant la ville de Trois-Rivières — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1008 de la session)

Le rapport est adopté.

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 14, 15 et 21 septembre 1993, a examiné les engagements financiers du ministère des Transports, secteur voirie, à partir de la liste du mois de décembre 1992.

(Document n° 1009 de la session)

Mme Marois (Taillon) dépose:

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, le 9 septembre 1993, a examiné les engagements financiers du ministère de la Santé et des Services sociaux pour les mois d'octobre 1991 à juillet 1993.

(Document n° 1010 de la session)

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, le 29 septembre 1993, a élu son vice-président.

(Document n° 1011 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, dépose:

Copie d'une lettre, en date du 16 septembre 1993, que M. Guy Chevrete, leader de l'opposition officielle, a envoyée à M. Jean-Pierre Saintonge, Président de l'Assemblée nationale, et à M. Gérald Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, concernant la promotion de la qualité totale au sein de l'appareil gouvernemental québécois.

(Document n° 1012 de la session)

Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

M. le Président donne l'avis suivant:

- la Commission de la culture se réunira afin de vérifier les engagements financiers du ministère de la Culture contenus dans les listes des mois de janvier 1992 à août 1993.

Motions sans préavis

M. Cusano, whip en chef du gouvernement, propose:

QUE Mme Louise Bégin, députée de Bellechasse, remplace M. Réal Gauvin, député de Montmagny-L'Islet, comme membre permanent de la Commission de l'aménagement et des équipements;

Mme France Dionne, députée de Kamouraska-Témiscouata, remplace M. Réal Gauvin, député de Montmagny-L'Islet, comme membre permanent de la Commission des institutions;

M. Yvan Bordeleau, député d'Acadie, remplace M. Henri-François Gauthier, député de Verdun, comme membre permanent de la Commission des institutions;

M. Serge Maril, député de Salaberry-Soulanges, remplace M. Michel Charbonneau, député de Saint-Jean, comme membre permanent de la Commission de l'économie et du travail;

M. Albert Khelifa, député de Richelieu, remplace M. Jean Joly, député de Fabre, comme membre permanent de la Commission des affaires sociales;

M. Russell Williams, député de Nelligan, remplace M. Benoît Fradet, député de Vimont, comme membre permanent de la Commission de la culture;

M. Ghislain Maltais, député de Saguenay, remplace M. Michel Tremblay, député de Rimouski, comme membre permanent de la Commission de la culture.

La motion est adoptée.

Mme Frulla, ministre de la Culture, propose:

QUE l'Assemblée nationale félicite les lauréats du gala de l'ADISQ 1993.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Cherry, ministre du Travail, propose:

QUE cette Assemblée souligne la 8^e Semaine de la santé et de la sécurité au travail, se déroulant du 18 au 24 octobre 1993.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. Bissonnet, vice-président, informe l'Assemblée que, le mercredi 20 octobre 1993, aux affaires inscrites par les députés de l'opposition, sera débattue la motion de M. Chevrete, leader de l'opposition officielle. Cette motion se lit comme suit:

QUE le gouvernement tienne compte des constats exprimés publiquement le 5 octobre 1993 par le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie sur la désillusion et la méfiance à l'égard de tout ce qui est politique, le ras-le-bol des jeunes laissés pour compte, la taxation rendue à son extrême limite, l'abus et la tricherie du système, le climat de discorde observé un peu partout dans la société, et les groupes d'intérêt nombreux et puissants qui forcent l'État dans des décisions où les véritables besoins des Québécois sont ignorés, en mettant de l'avant dans les plus brefs délais un plan de relance de l'économie et de lutte au chômage, plus particulièrement celui des jeunes.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 106, Loi sur l'aide et l'indemnisation des victimes d'actes criminels, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

À 18 heures, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

Adoption du principe

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Rémillard, ministre de la Justice, proposant que le principe du projet de loi 106, Loi sur l'aide et l'indemnisation des victimes d'actes criminels, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 106 est adopté.

Sur la motion de M. Middlemiss, ministre délégué aux Transports, le projet de loi 106 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 188 et 244 du Règlement, M. Middlemiss, ministre délégué aux Transports, propose:

QUE la Commission des institutions, avant d'entreprendre l'étude détaillée du projet de loi 106, Loi sur l'aide et l'indemnisation des victimes d'actes criminels, procède à des consultations particulières et tienne des auditions publiques sur ledit projet de loi, le mardi 26 octobre 1993, à la Salle du Conseil législatif et, à cette fin, entende après les affaires courantes:

Pour une durée respective de quinze minutes, les remarques préliminaires du ministre de la Justice et celles du porte-parole de l'opposition officielle;

Pour une durée respective d'une heure, le Barreau du Québec et l'Association québécoise plaidoyer-victimes;

La durée maximale de l'exposé de chaque organisme soit de vingt minutes et l'échange avec les membres de la commission soit d'une durée maximale de quarante minutes partagées également entre les membres du groupe parlementaire formant le gouvernement et les députés formant l'opposition, en respectant le principe de l'alternance;

19 octobre 1993

Et le ministre de la Justice soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

La motion est adoptée.

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 105, Loi sur la justice administrative, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

À 22 heures, M. Lefebvre, vice-président, lève la séance.

En conséquence, l'Assemblée est ajournée au mercredi 20 octobre 1993, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que le principe du projet de loi 98, Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 98 est adopté.

Sur la motion de M. Cannon, ministre des Communications, le projet de loi 98 est renvoyé pour étude détaillée à la commission plénière.

À 12 h 52, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

Quinze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. Johnson, président du Conseil du trésor et ministre responsable de l'Office des ressources humaines, dépose:

Le rapport annuel de l'Office des ressources humaines, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1013 de la session)

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, dépose:

Le rapport annuel de la Commission des normes de travail, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1014 de la session)

M. Elkas, ministre des Transports, dépose:

Le rapport annuel du Conseil de la recherche et du développement en transport, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1015 de la session)

Le rapport annuel de la Société des traversiers du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1016 de la session)

M. Paradis, leader du gouvernement, au nom de M. Cherry, ministre du Travail, dépose:

Le rapport annuel de l'Institut de recherche et d'information sur la rémunération, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1017 de la session)

M. Cannon, ministre des Communications, dépose:

Le rapport annuel de la Société de radio-télévision du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1018 de la session)

M. Paradis, leader du gouvernement, dépose:

Les réponses aux questions écrites de M. Trudel (Rouyn-Noranda—Témiscamingue) concernant les sujets suivants:

— les subsides accordés, dans le budget de l'an passé, aux comités des usagers des institutions de la grande région de Montréal relevant du ministère de la Santé et des Services sociaux — question n° 9, *Feuilleton et préavis* du 20 octobre 1993.

(Document n° 1019 de la session)

— les subsides accordés, dans le budget de cette année, aux comités des usagers des institutions de Montréal relevant du ministère de la Santé et des Services sociaux — question n° 10, *Feuilleton et préavis* du 20 octobre 1993.

(Document n° 1020 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Avis touchant les travaux des commissions

M. le Président donne l'avis suivant:

- la Commission de l'éducation se réunira afin de vérifier les engagements financiers du ministère de l'Éducation pour la période de novembre 1991 à août 1993 et du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science pour la période de janvier 1993 à août 1993.

AFFAIRES DU JOUR

Affaires inscrites par les députés de l'opposition

M. Chevette, leader de l'opposition officielle, propose:

QUE le gouvernement tienne compte des constats exprimés publiquement le 5 octobre 1993 par le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie sur la désillusion et la méfiance à l'égard de tout ce qui est politique, le ras-le-bol des jeunes laissés pour compte, la taxation rendue à son extrême limite, l'abus et la tricherie du système, le climat de discorde observé un peu partout dans la société, et les groupes d'intérêt nombreux et puissants qui forcent l'État dans des décisions où les véritables besoins des Québécois sont ignorés, en mettant de l'avant dans les plus brefs délais un plan de relance de l'économie et de lutte au chômage, plus particulièrement celui des jeunes.

Avant que le débat ne s'engage, M. le Président répartit ainsi le temps de parole pour la discussion de cette motion: quinze minutes sont accordées à l'auteur de la motion pour sa réplique et quinze minutes sont allouées à l'ensemble des députés indépendants; les deux groupes parlementaires se partageront également le reste de la période consacrée à ce débat; dans ce cadre, les interventions seront limitées à une heure chacune.

Suit le débat sur la motion de M. Chevette, leader de l'opposition officielle.

À la fin de son intervention, M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, propose:

QUE la motion en discussion soit amendée:

- a) en remplaçant, dans la première ligne, les mots «tienne compte» par les mots «poursuive ses efforts qui tiennent compte»;
- b) en ajoutant, dans la troisième ligne, après le mot «sur» les mots et le signe «l'existence au Québec des mêmes phénomènes qui sévissent partout en occident.»;
- c) en remplaçant, dans la dixième, la onzième et la douzième ligne les mots et les signes «un plan de relance de l'économie et de lutte au chômage, plus particulièrement celui des jeunes.» par les mots et les signes «les solutions pour répondre aux enjeux économiques, à la lutte au chômage, à la situation des jeunes et à la nécessité de procéder au réalignement administratif de l'État.»

La motion, telle qu'amendée, se lirait comme suit:

QUE le gouvernement poursuive ses efforts qui tiennent compte des constats exprimés publiquement le 5 octobre 1993 par le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie sur l'existence au Québec des mêmes phénomènes qui sévissent partout en occident: la désillusion et la méfiance à l'égard de tout ce qui est politique, le ras-le-bol des jeunes laissés pour compte, la taxation rendue à son extrême limite, l'abus et la tricherie du système, le climat de discorde observé un peu partout dans la société, et les groupes d'intérêt nombreux et puissants qui forcent l'État dans des décisions où les véritables

besoins des Québécois sont ignorés, en mettant de l'avant dans les plus brefs délais les solutions pour répondre aux enjeux économiques, à la lutte au chômage, à la situation des jeunes et à la nécessité de procéder au réalignement administratif de l'État.

M. Bissonnet, vice-président, prend en délibéré la recevabilité de cette motion d'amendement.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 199 et 211 du Règlement, le débat se poursuit tant sur l'amendement présenté par M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, que sur la motion principale proposée par M. Chevette, leader de l'opposition officielle.

À 18 heures, M. Lefebvre, vice-président, lève la séance.

En conséquence, l'Assemblée est ajournée au jeudi 21 octobre 1993, à 14 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Côté, ministre des Forêts, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 108 Loi modifiant la Loi sur les forêts et abrogeant diverses dispositions législatives.

La motion est adoptée.

M. Bélisle (Mille-Îles) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 195 Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Bourassa, premier ministre, dépose:

Le rapport annuel du ministère du Conseil exécutif, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1021 de la session)

M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose:

Le rapport annuel de l'Office des personnes handicapées du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1022 de la session)

Le rapport annuel du Fonds de la recherche en santé du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1023 de la session)

Les rapports annuels des régies régionales de la santé et des services sociaux, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993, pour les régions suivantes: Québec, Chaudière—Appalaches, Montréal centre, les Laurentides, la Montérégie, la Mauricie—Bois-Francs, le Bas-Saint-Laurent, le Saguenay—Lac-Saint-Jean, l'Abitibi—Témiscamingue, la Côte-Nord, le Nord-du-Québec, la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine et l'Outaouais.

(Document n° 1024 de la session)

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, dépose:

Le rapport annuel de la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1025 de la session)

Mme Gagnon-Tremblay, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, dépose:

Le rapport annuel du Bureau de révision en immigration, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1026 de la session)

M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, dépose:

Le rapport annuel de la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1027 de la session)

Le rapport annuel de la Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1028 de la session)

Mme Frulla, ministre de la Culture, dépose:

Les rapports annuels, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993, pour les organismes suivants:

— le ministère de la Culture;

(Document n° 1029 de la session)

— la Bibliothèque nationale du Québec;

(Document n° 1030 de la session)

— la Commission des biens culturels;

(Document n° 1031 de la session)

— l'Institut québécois du cinéma;

(Document n° 1032 de la session)

— la Régie du cinéma;

(Document n° 1033 de la session)

— le Musée du Québec;

(Document n° 1034 de la session)

— le Musée d'art contemporain de Montréal.

(Document n° 1035 de la session)

Mme Robillard, ministre de l'Éducation et ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, dépose:

Le rapport annuel du Conseil supérieur de l'éducation, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1036 de la session)

Le rapport annuel du Conseil supérieur de l'éducation sur l'état et les besoins de l'éducation, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1037 de la session)

M. Côté, ministre des Forêts, dépose:

Le rapport annuel du ministère des Forêts, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1038 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Forget (Prévost) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 15 septembre 1993, a étudié en détail le projet de loi:

- 95 Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1039 de la session)

Dépôts de pétitions

Mme Blackburn (Chicoutimi) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 1 775 pétitionnaires, concernant la rétroactivité de certaines nouvelles mesures prévues dans le dernier budget.

(Document n° 1040 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, Mme Blackburn (Chicoutimi) dépose:

Un document de travail préparé par Pierre Étienne Grégoire de la Direction des politiques technologiques du ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, en octobre 1991, et intitulé «La répartition régionale des dépenses fédérales en sciences et technologie».

(Document n° 1041 de la session)

Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

M. le Président donne les avis suivants:

- la Commission de l'éducation se réunira afin de vérifier les engagements financiers du ministère de l'Éducation pour la période de novembre 1991 à août 1993 et du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science pour la période de janvier 1993 à août 1993;
- la Commission des institutions se réunira afin de vérifier les engagements financiers de l'Office de la protection du consommateur relevant de la compétence du ministère de la Justice pour les mois de février 1988 à septembre 1993.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 296 du Règlement, M. le Président informe l'Assemblée que, le vendredi 29 octobre 1993, Mme

Marois (Taillon) s'adressera à M. Paradis, ministre de l'Environnement, dans le cadre de l'interpellation portant sur «le processus d'évaluation des impacts environnementaux au Québec».

M. le Président informe l'Assemblée également de la tenue d'un débat de fin de séance sur une question adressée par Mme Blackburn (Chicoutimi) à M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, concernant les dépenses du gouvernement fédéral au Québec en matière de recherche et développement.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 309 du Règlement, ce débat sera tenu dès l'appel des affaires du jour.

Motions sans préavis

Mme Trépanier, ministre déléguée à la Condition féminine, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne le 20^e anniversaire de l'adoption de la loi constitutive du Conseil du statut de la femme et, par la même occasion, les vingt ans d'engagement gouvernemental en faveur des femmes.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

21 octobre 1993

AFFAIRES DU JOUR

Débats de fin de séance

L'Assemblée tient le débat de fin de séance précédemment annoncé entre Mme Blackburn (Chicoutimi) et M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, concernant les dépenses du gouvernement fédéral au Québec en matière de recherche et développement.

À 16 h 39, sur la motion de M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, l'Assemblée est ajournée au mardi 26 octobre 1993, à 14 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. Ryan, ministre de la Sécurité publique, dépose:

Le rapport annuel du Comité de déontologie policière, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1042 de la session)

M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose:

Le rapport annuel de l'Office des professions du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1043 de la session)

Les rapports annuels, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993, des corporations professionnelles suivantes:

— la Corporation professionnelle des administrateurs agréés du Québec;
(Document n° 1044 de la session)

— l'Ordre des comptables agréés du Québec;
(Document n° 1045 de la session)

— la Corporation professionnelle des comptables généraux licenciés du Québec;
(Document n° 1046 de la session)

- la Corporation professionnelle des comptables en management accrédités du Québec;
(Document n° 1047 de la session)
 - la Corporation professionnelle des conseillers et conseillères d'orientation du Québec;
(Document n° 1048 de la session)
 - la Corporation professionnelle des conseillers en relations industrielles du Québec;
(Document n° 1049 de la session)
 - la Corporation professionnelle des ergothérapeutes du Québec;
(Document n° 1050 de la session)
 - la Corporation professionnelle des évaluateurs agréés du Québec;
(Document n° 1051 de la session)
 - la Corporation professionnelle des hygiénistes dentaires du Québec;
(Document n° 1052 de la session)
 - l'Ordre des techniciens en radiologie du Québec.
(Document n° 1053 de la session)
-

M. Sirros, ministre délégué aux Affaires autochtones, dépose:

Une entente intervenue entre le gouvernement du Québec et la communauté de Mashteuiatsh, le 12 octobre 1993, sur la constitution d'un organisme local appelé Piekukami Metueun (Jeu Lac-Saint-Jean).

(Document n° 1054 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Doyon (Louis-Hébert) dépose:

Le rapport de la Commission de la culture qui, le 14 octobre 1993, a examiné les engagements financiers du ministère des Communications contenus dans les listes des mois de novembre 1991 à août 1993.

(Document n° 1055 de la session)

Le rapport de la Commission de la culture qui, le 13 octobre 1993, a étudié le rapport d'activités 1991-1992 de la Commission d'accès à l'information, et ce, conformément à l'article 119.1 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

(Document n° 1056 de la session)

Le rapport de la Commission de la culture qui, le 19 octobre 1993, a examiné les engagements financiers du ministère de la Culture contenus dans les listes des mois de janvier 1992 à août 1993.

(Document n° 1057 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor, dépose:

Un rapport sur les effectifs et traitements du personnel des cabinets de ministre, pour la période du 24 décembre 1992 au 31 mars 1993.

(Document n° 1058 de la session)

Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

M. Paradis, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission des institutions, afin de tenir des consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi 106, Loi sur l'aide et l'indemnisation des victimes d'actes criminels;
- la Commission des institutions, afin d'étudier en détail le projet de loi 106, Loi sur l'aide et l'indemnisation des victimes d'actes criminels.

M. le Président donne les avis suivants:

- la Commission du budget et de l'administration se réunira afin de vérifier les engagements financiers du Conseil du trésor et des organismes relevant du ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, pour les mois de septembre 1991 à août 1993.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 145 du Règlement:

- la Commission du budget et de l'administration se réunira afin de vérifier les engagements financiers des organismes relevant de la ministre déléguée aux Finances compris dans les listes des mois de janvier 1991 à août 1993;
- la Commission de l'économie et du travail se réunira afin de vérifier les engagements financiers du ministère du Tourisme contenus dans les listes des mois de février 1992 à août 1993;
- la Commission de l'éducation se réunira afin d'examiner l'opportunité de se saisir d'un mandat de surveillance d'organisme selon les dispositions de l'article 294 du Règlement.

Motions sans préavis

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 127 du Règlement, M. Paradis, leader du gouvernement, propose:

QUE l'Assemblée nationale modifie la composition numérique de la Commission du budget et de l'administration et, à cette

fin, porte de sept à neuf le nombre de membres avec droit de vote issus du groupe parlementaire formant le gouvernement et de cinq à six le nombre de membres issus du groupe parlementaire formant l'opposition officielle, dont quatre avec droit de vote.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

M. Cusano, whip en chef du gouvernement, propose:

QUE M. Robert Thérien, député de Rousseau, soit nommé membre permanent de la Commission du budget et de l'administration;

M. Paul Philibert, député de Trois-Rivières, soit nommé membre permanent de la Commission du budget et de l'administration.

La motion est adoptée.

M. Brassard, whip de l'opposition officielle, propose:

QUE M. Roger Bertrand, député de Portneuf, soit nommé membre de la Commission du budget et de l'administration comme député représentant le groupe parlementaire formant l'opposition officielle.

La motion est adoptée.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84, et du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 298 du Règlement, il est ordonné:

QUE l'interpellation qui devait avoir lieu le vendredi 29 octobre 1993, de 10 heures à midi, soit tenue le jeudi

28 octobre 1993, après les affaires courantes, pour une durée maximale de deux heures.

M. Sirros, ministre délégué aux Affaires autochtones, propose:

QUE cette Assemblée souhaite la bienvenue aux Inuit qui nous rendent visite à l'Assemblée nationale aujourd'hui, à l'occasion de l'inauguration de la maison du Nunavik par la Société Makivik cet après-midi.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Chevette, leader de l'opposition officielle, présente une motion qui ne peut être débattue, faute de consentement.

M. Boulerice (Sainte-Marie—Saint-Jacques) propose:

QUE cette Assemblée exprime sa solidarité avec le peuple de Bosnie-Herzégovine et de sa capitale Sarajevo, affirme que l'utilisation du viol comme arme politique, les attaques contre des populations civiles sans défense et les campagnes «d'épuration ethnique» ne peuvent être tolérées par le monde civilisé et enfin, réitère que c'est le devoir moral des peuples et gouvernements du monde de secourir la population de Sarajevo et celle des autres villes assiégées de Bosnie-Herzégovine.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 95, Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales, ainsi que les amendements transmis par Mme Robic, ministre déléguée aux Finances.

Après débat, les amendements sont adoptés à la majorité des voix.

Le rapport amendé est adopté à la majorité des voix.

Adoption du principe

M. Côté, ministre des Forêts, propose que le principe du projet de loi 108, Loi modifiant la Loi sur les forêts et abrogeant diverses dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

M. Bissonnet, vice-président, interrompt le débat et informe l'Assemblée de la tenue d'un débat de fin de séance sur une question adressée par M. Filion (Montmorency) à M. Ryan, ministre de la Sécurité publique, concernant le contrôle de la contrebande du tabac.

Le débat se poursuit sur la motion de M. Côté, ministre des Forêts, proposant l'adoption du principe du projet de loi 108.

À 17 h 49, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

Vingt heures

Adoption du principe

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Côté, ministre des Forêts, proposant que le principe du projet de loi 108, Loi modifiant la Loi sur les forêts et abrogeant diverses dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 108 est adopté.

Sur la motion de M. Dutil, ministre des Approvisionnements et Services, le projet de loi 108 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

Débats de fin de séance

À 21 h 35, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 309 du Règlement, l'Assemblée tient le débat de fin de séance précédemment annoncé entre M. Filion (Montmorency) et M. Ryan, ministre de la Sécurité publique, concernant le contrôle de la contrebande du tabac.

26 octobre 1993

À 21 h 47, M. Bissonnet, vice-président, lève la séance.

En conséquence, l'Assemblée est ajournée au mercredi 27 octobre 1993, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier en détail le projet de loi 98, Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires.

Étude détaillée en commission plénière

La commission plénière entreprend l'étude détaillée du projet de loi 98.

M. le président de la commission plénière fait rapport que la commission plénière n'a pas fini de délibérer sur le projet de loi 98 et qu'elle demande la permission de siéger à nouveau.

À 12 h 55, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

Quinze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

110 Loi modifiant la Loi sur les allocations d'aide aux familles.

La motion est adoptée.

Mme Robillard, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

109 Loi abrogeant la Loi sur l'Institut québécois de recherche sur la culture et concernant la poursuite des activités de l'Institut.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Paradis, leader du gouvernement, au nom de M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose:

Le rapport annuel de la Régie régionale de la santé et des services sociaux de l'Estrie, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1059 de la session)

M. Paradis, leader du gouvernement, propose:

QUE, conformément à l'article 392 de la *Loi sur les services de la santé et des services sociaux* (L.R.Q., c. S-4.2), les rapports annuels 1992-1993 des quatorze régions régionales suivantes soient déferés à la Commission parlementaire des affaires sociales afin qu'elle en fasse l'étude: Québec, l'Estrie, les Laurentides, la Mauricie—Bois-Francs, le Saguenay—Lac-Saint-Jean, la Côte-Nord, l'Outaouais, Chaudière—Appalaches, Montréal centre, la Montérégie, le Bas-Saint-Laurent, l'Abitibi—Témiscamingue, le Nord-du-Québec et la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine.

La motion est adoptée.

M. Rémillard, ministre de la Justice et ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, dépose:

Le rapport annuel requis par l'article 195 du Code criminel sur la *Loi sur la protection de la vie privée*, pour l'année 1992.

(Document n° 1060 de la session)

Le rapport annuel de la Commission d'appel en matière de lésions professionnelles, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1061 de la session)

Le rapport annuel de la Commission des services juridiques, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1062 de la session)

Le rapport annuel du Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1063 de la session)

M. Vallerand, ministre du Tourisme, dépose:

Le rapport annuel du ministère du Tourisme, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1064 de la session)

M. Dutil, ministre des Approvisionnements et Services, dépose:

Le rapport annuel du ministère des Approvisionnements et Services, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1065 de la session)

M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose:

Les rapports annuels, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993, des corporations professionnelles suivantes:

- la Corporation professionnelle des médecins du Québec;
(Document n° 1066 de la session)
- la Corporation professionnelle des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec;
(Document n° 1067 de la session)
- la Corporation professionnelle des médecins vétérinaires du Québec;
(Document n° 1068 de la session)
- la Corporation professionnelle des orthophonistes et audiologistes du Québec;
(Document n° 1069 de la session)
- la Corporation professionnelle des psychologues du Québec;
(Document n° 1070 de la session)
- la Corporation professionnelle des techniciens et techniciennes dentaires du Québec;
(Document n° 1071 de la session)

- la Corporation professionnelle des technologues des sciences appliquées du Québec;

(Document n° 1072 de la session)

- l'Ordre des notaires du Québec.

(Document n° 1073 de la session)

M. le Président dépose:

Le rapport des vérificateurs et l'état des dépenses et des crédits autorisés du Vérificateur général du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1074 de la session)

Dépôts de pétitions

Mme Juneau (Johnson) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 452 pétitionnaires, concernant un programme de retraite anticipée pour les travailleurs de 50 ans ou plus et l'intégration des jeunes dans le milieu du travail.

(Document n° 1075 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) dépose:

Copie d'une note, en date du 8 octobre 1993, émise par le ministère de la Santé de l'Ontario, précisant les conditions s'appliquant à l'approbation de soumissions en provenance d'entrepreneurs et de sous-traitants québécois par rapport au projet n° MOH 74598.

(Document n° 1076 de la session)

Motions sans préavis

M. Ryan, ministre de la Sécurité publique, présente une motion qui ne peut être débattue, faute de consentement.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Paradis, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission des institutions, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 106, Loi sur l'aide et l'indemnisation des victimes d'actes criminels.
-

M. le Président donne l'avis suivant:

- la Commission du budget et de l'administration se réunira afin de vérifier les engagements financiers du ministère du Revenu compris dans les listes des mois de janvier 1992 à août 1993.
-

AFFAIRES DU JOUR

Affaires inscrites par les députés de l'opposition

L'Assemblée reprend le débat sur la motion présentée par M. Chevrette, leader de l'opposition officielle, et sur la motion d'amendement proposée par M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie.

La motion de M. Chevrette se lit comme suit:

QUE le gouvernement tienne compte des constats exprimés publiquement le 5 octobre 1993 par le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie sur la désillusion et la méfiance à l'égard de tout ce qui est politique, le ras-le-bol des jeunes laissés pour compte, la taxation rendue à son extrême limite, l'abus et la tricherie du système, le climat de discorde observé un peu partout dans la société, et les groupes d'intérêt nombreux et puissants qui forcent l'État dans des décisions où les véritables besoins des Québécois sont ignorés, en mettant de l'avant dans les plus brefs délais un plan de relance de l'économie et de lutte au chômage, plus particulièrement celui des jeunes.

La motion d'amendement de M. Tremblay se lit comme suit:

QUE la motion en discussion soit amendée:

- a) en remplaçant, dans la première ligne, les mots «tienne compte» par les mots «poursuive ses efforts qui tiennent compte»;
- b) en ajoutant, dans la troisième ligne, après le mot «sur» les mots et le signe «l'existence au Québec des mêmes phénomènes qui sévissent partout en occident.»;
- c) en remplaçant, dans la dixième, la onzième et la douzième ligne les mots et les signes «un plan de relance de l'économie et de lutte au chômage, plus particulièrement celui des jeunes.» par les mots et les signes «les solutions pour répondre aux enjeux économiques, à la lutte au chômage, à la situation des jeunes et à la nécessité de procéder au réalignement administratif de l'État.»

La motion de M. Chevrette, telle qu'amendée, se lirait comme suit:

QUE le gouvernement poursuive ses efforts qui tiennent compte des constats exprimés publiquement le 5 octobre 1993 par le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie sur l'existence au Québec des mêmes phénomènes qui sévissent partout en occident: la désillusion et la méfiance à l'égard de tout ce qui est politique, le ras-le-bol des jeunes laissés pour

compte, la taxation rendue à son extrême limite, l'abus et la tricherie du système, le climat de discordance observé un peu partout dans la société, et les groupes d'intérêt nombreux et puissants qui forcent l'État dans des décisions où les véritables besoins des Québécois sont ignorés, en mettant de l'avant dans les plus brefs délais les solutions pour répondre aux enjeux économiques, à la lutte au chômage, à la situation des jeunes et à la nécessité de procéder au réaligement administratif de l'État.

Avant que le débat ne reprenne, M. Bissonnet, vice-président, rend la décision suivante sur la recevabilité de la motion d'amendement:

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

La motion d'amendement est recevable, pour les motifs suivants: elle concerne le même sujet que la motion principale et ne va pas à l'encontre du principe de celle-ci. Elle apporte certaines précisions à cette motion et en élargit la portée, mais elle n'a pas pour effet de l'écarter ni d'en changer la nature.

Suit la reprise du débat sur la motion présentée par M. Chevette, leader de l'opposition officielle, et sur la motion d'amendement proposée par M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie.

À la fin de son intervention, Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) propose:

QUE la motion d'amendement soit modifiée par l'insertion dans la quatrième ligne du paragraphe c), après les mots «des solutions», des mots «de plein emploi».

Le paragraphe c) de la motion d'amendement, tel que modifié, se lirait comme suit:

- c) en remplaçant, dans la dixième, la onzième et la douzième ligne les mots et les signes «un plan de relance de l'économie et de lutte au chômage, plus particulièrement celui des jeunes.» par les mots et les signes «les solutions de plein emploi pour répondre aux enjeux économiques, à la lutte au chômage, à la situation des jeunes et à la nécessité de procéder au réaligement administratif de l'État.»

M. Bissonnet, vice-président, prend en délibéré la recevabilité de cette motion de sous-amendement.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 199 et 211 du Règlement, le débat se poursuit tant sur la motion de sous-amendement proposée par Mme Harel que sur la motion principale de M. Chevette et la motion d'amendement de M. Tremblay.

M. Bissonnet, vice-président, interrompt le débat et déclare recevable la motion de sous-amendement proposée par Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve).

Le débat terminé, la motion de sous-amendement est mise aux voix; des votes par appel nominal sont exigés sur la motion de sous-amendement, la motion d'amendement et la motion principale.

À la demande de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, les votes sont reportés à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

À 18 heures, M. Bissonnet, vice-président, lève la séance.

En conséquence, l'Assemblée est ajournée au jeudi 28 octobre 1993, à 14 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

Mme Frulla, ministre de la Culture, dépose:

Le rapport annuel de la Société générale des industries culturelles, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1077 de la session)

Le rapport annuel du Conseil consultatif de la lecture et du livre, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1078 de la session)

Deux avis de la Commission des biens culturels: l'un concernant les oeuvres d'art de la chapelle de l'Archevêché de Sherbrooke, l'autre concernant le site archéologique de la rive ouest de la rivière Blanc-Sablon.

(Document n° 1079 de la session)

Mme Robillard, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, dépose:

Les rapports sur l'implication des règles budgétaires annuelles sur le niveau des effectifs, pour la période terminée le 30 septembre 1993, pour les universités suivantes: l'École des Hautes Études Commerciales, l'École polytechnique de Montréal, l'Université Bishop's, l'Université Concordia, l'Université Laval, l'Université McGill, l'Université de Montréal, l'Université du Québec et ses constituantes et l'Université de Sherbrooke.

(Document n° 1080 de la session)

M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose:

Les rapports annuels, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993, des corporations professionnelles suivantes:

- l'Ordre des agronomes du Québec;
(Document n° 1081 de la session)
- l'Ordre des arpenteurs-géomètres du Québec;
(Document n° 1082 de la session)
- l'Ordre des chimistes du Québec;
(Document n° 1083 de la session)
- l'Ordre des dentistes du Québec;
(Document n° 1084 de la session)
- l'Ordre des ingénieurs du Québec;
(Document n° 1085 de la session)
- l'Ordre des opticiens d'ordonnances du Québec;
(Document n° 1086 de la session)
- l'Ordre des pharmaciens du Québec;
(Document n° 1087 de la session)
- la Corporation professionnelle des technologistes médicaux du Québec.
(Document n° 1088 de la session)

Le rapport annuel de la Corporation professionnelle des conseillers en relations industrielles du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1992.

(Document n° 1089 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

Mme Hovington (Matane) dépose:

Le rapport de la Commission de l'éducation qui, le 21 octobre 1993, a examiné les engagements financiers du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science contenus dans les listes de janvier à août 1993 et du ministère de l'Éducation contenus dans les listes de novembre 1991 à août 1993.

(Document n° 1090 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, dépose:

Copie d'une lettre, en date du 16 septembre 1993, que lui a envoyée M. Richard Drouin, président du conseil et chef de la direction d'Hydro-Québec, concernant un appel de candidatures en vue de la sélection d'une firme de communication dans le cadre du programme d'installation directe, accompagnée du calendrier des étapes du concours et des grilles de pointage.

(Document n° 1091 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Chevrete, leader de l'opposition officielle, dépose:

Copies de trois lettres, en date des 10, 11 et 12 août 1993, respectivement, adressées par M. Roger Dunn, chef de service, conception de programmes pour le marché résidentiel d'Hydro-Québec, à M. Luc Beauregard, président du Groupe des communicateurs en économie d'énergie, concernant la participation de cette firme à l'appel de candidatures pour le programme d'installation directe.

(Document n° 1092 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) dépose:

Le texte d'une allocution prononcée à l'Assemblée législative de l'Ontario, le 27 septembre 1993, par Mme Frances Lankin, ministre du Développement économique et du Commerce de l'Ontario, concernant le commerce Ontario-Québec.

(Document n° 1093 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, dépose:

Copie d'une lettre, en date du 22 octobre 1993, que lui a envoyée Mme Frances Lankin, ministre du Développement économique et du Commerce de l'Ontario, concernant le commerce Ontario-Québec.

(Document n° 1094 de la session)

Votes reportés

L'Assemblée procède aux votes reportés sur la motion présentée par M. Chevette, leader de l'opposition officielle, le 20 octobre 1993, aux affaires inscrites par les députés de l'opposition, ainsi que sur la motion d'amendement proposée par M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, et sur la motion de sous-amendement proposée par Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve).

Est d'abord tenu le vote reporté sur la motion de sous-amendement de Mme Harel. Cette motion se lit comme suit:

QUE la motion d'amendement soit modifiée par l'insertion dans la quatrième ligne du paragraphe c), après les mots «des solutions», des mots «de plein emploi».

La motion est adoptée par le vote suivant:

28 octobre 1993

(Vote n° 170)

POUR - 81

Bacon	Carrier-Perreault	Gendron	Perron
Baril	Chagnon	Godin	Philibert
Beaudin	Charbonneau	Harel	Picotte
Beaulne	Chevrette	Holden	Poulin
Bégin	Ciaccia	Hovington	Rémillard
Bélanger	Claveau	Joly	Rivard
(Anjou)	Côté	Kehoe	Robic
Bélanger	(Charlesbourg)	Khelfa	Robillard
(Még.-Compton)	Cusano	Lafrance	Ryan
Bergeron	Dauphin	Leclerc	Savoie
Bertrand	Després	Lemieux	Sirros
Blackburn	Doyon	Libman	Thérien
(Roberval)	Dufour	Loiselle	Tremblay
Blais	Dupuis	Maciocia	(Outremont)
Bleau	Dutil	Maltais	Tremblay
Boisclair	Elkas	Marois	(Rimouski)
Boulerice	Farrah	Messier	Trépanier
Bourdon	Filion	Middlemiss	Trudel
Brassard	Forget	Morin	Vermette
Cameron	Frulla	Paradis	Williams
Cannon	Gagnon-Tremblay	(Brome-Miss.)	
Cardinal	Gautrin	Paradis	
Caron	Gauvin	(Matapédia)	

CONTRE - 0

ABSTENTION - 0

Est ensuite mise aux voix la motion d'amendement de M. Tremblay, telle que sous-amendée par le vote précédent. Cette motion se lit comme suit:

QUE la motion en discussion soit amendée:

- a) en remplaçant, dans la première ligne, les mots «tienne compte» par les mots «poursuive ses efforts qui tiennent compte»;
- b) en ajoutant, dans la troisième ligne, après le mot «sur» les mots et le signe «l'existence au Québec des mêmes phénomènes qui sévissent partout en occident»;
- c) en remplaçant, dans la dixième, la onzième et la douzième ligne les mots et les signes «un plan de relance de l'économie et de lutte au chômage, plus particulièrement celui des jeunes.» par les mots et les signes «des solutions de plein emploi pour répondre aux enjeux économiques, à la lutte au chômage, à la situation des jeunes et à la nécessité de procéder au réaligement administratif de l'État.»

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 171)

POUR - 56

Bacon	Cusano	Leclerc	Robic
Beaudin	Dauphin	Lemieux	Robillard
Bégin	Després	Libman	Ryan
Bélanger	Doyon	Loiselle	Savoie
(Még.-Compton)	Dutil	Maciocia	Sirros
Bergeron	Elkas	Maltais	Thérien
Blackburn	Farrah	Messier	Tremblay
(Roberval)	Forget	Middlemiss	(Outremont)
Bleau	Frulla	Paradis	Tremblay
Cameron	Gagnon-Tremblay	(Brome-Miss.)	(Rimouski)
Cannon	Gautrin	Paradis	Trépanier
Cardinal	Gauvin	(Matapédia)	Williams
Chagnon	Hovington	Philibert	
Charbonneau	Joly	Picotte	
Ciaccia	Kehoe	Poulin	
Côté	Khelfa	Rémillard	
(Charlesbourg)	Lafrance	Rivard	

CONTRE - 25

Baril	Boulerice	Dufour	Marois
Beaulne	Bourdon	Dupuis	Morin
Bélanger	Brassard	Filion	Perron
(Anjou)	Caron	Gendron	Trudel
Bertrand	Carrier-Perreault	Godin	Vermette
Blais	Chevrette	Harel	
Boisclair	Claveau	Holden	

ABSTENTION - 0

Est enfin mise aux voix la motion de M. Chevrette, telle qu'amendée et sous-amendée par les votes précédents. Cette motion se lit comme suit:

QUE le gouvernement poursuive ses efforts qui tiennent compte des constats exprimés publiquement le 5 octobre 1993 par le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie sur l'existence au Québec des mêmes phénomènes qui sévissent partout en occident: la désillusion et la méfiance à l'égard de tout ce qui est politique, le ras-le-bol des jeunes laissés pour compte, la taxation rendue à son extrême limite, l'abus et la tricherie du système, le climat de discorde observé un peu partout dans la société, et les groupes d'intérêt nombreux et puissants qui forcent l'État dans des décisions où les véritables besoins des Québécois sont ignorés, en mettant de l'avant dans les plus brefs délais les solutions de plein emploi pour répondre aux enjeux économiques, à la lutte au chômage, à la situation des jeunes et à la nécessité de procéder au réalignement administratif de l'État.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 172)

POUR - 81

Bacon	Carrier-Perreault	Gendron	Perron
Baril	Chagnon	Godin	Philibert
Beaudin	Charbonneau	Harel	Picotte
Beaulne	Chevrette	Holden	Poulin
Bégin	Ciaccia	Hovington	Rémillard
Bélanger	Claveau	Joly	Rivard
(Anjou)	Côté	Kehoe	Robic
Bélanger	(Charlesbourg)	Khelfa	Robillard
(Még.-Compton)	Cusano	Lafrance	Ryan
Bergeron	Dauphin	Leclerc	Savoie
Bertrand	Després	Lemieux	Sirros
Blackburn	Doyon	Libman	Thérien
(Roberval)	Dufour	Loiselle	Tremblay
Blais	Dupuis	Maciocia	(Outremont)
Bleau	Dutil	Maltais	Tremblay
Boisclair	Elkas	Marois	(Rimouski)
Boulerice	Farrah	Messier	Trépanier
Bourdon	Filion	Middlemiss	Trudel
Brassard	Forget	Morin	Vermette
Cameron	Frulla	Paradis	Williams
Cannon	Gagnon-Tremblay	(Brome-Miss.)	
Cardinal	Gautrin	Paradis	
Caron	Gauvin	(Matapédia)	

CONTRE - 0

ABSTENTION - 0

Avis touchant les travaux des commissions

M. Paradis, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission des institutions, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 106, Loi sur l'aide et l'indemnisation des victimes d'actes criminels.
-

M. le Président donne l'avis suivant:

- la Commission du budget et de l'administration se réunira afin de vérifier les engagements financiers du ministère du Revenu compris dans les listes des mois de janvier 1992 à août 1993.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. le Président informe l'Assemblée que, le vendredi 5 novembre 1993, M. Dufour (Jonquière) s'adressera à M. Ryan, ministre de la Sécurité publique, dans le cadre de l'interpellation portant sur «la contrebande et le commerce illégal».

AFFAIRES DU JOUR

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 298 du Règlement, M. Paradis, leader du gouvernement, propose que l'Assemblée se constitue en commission plénière afin de procéder à l'interpellation prévue dans l'ordre du 26 octobre 1993.

La motion est adoptée.

En commission plénière

La commission plénière procède à l'interpellation de M. Paradis, ministre de l'Environnement, par Mme Marois (Taillon) sur «le processus d'évaluation des impacts environnementaux au Québec».

Mme la présidente de la commission plénière fait rapport à l'Assemblée que la commission plénière a procédé à l'interpellation de M. Paradis par Mme Marois sur «le processus d'évaluation des impacts environnementaux au Québec».

À 17 h 40, sur la motion de M. Paradis, leader du gouvernement, l'Assemblée est ajournée au mardi 2 novembre 1993, à 14 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

269 Loi concernant un immeuble du cadastre de la paroisse de Saint-Joseph-des-Cèdres.

(Document n° 1095 de la session)

M. Marcil (Salaberry-Soulanges) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 269, Loi concernant un immeuble du cadastre de la paroisse de Saint-Joseph-des-Cèdres.

La motion est adoptée.

M. Paradis, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 269 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission des institutions et que le ministre de la Justice soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, dépose:

Copie d'une lettre, en date du 2 novembre 1993, que lui a adressée M. Richard Drouin, président du conseil et chef de la direction d'Hydro-Québec, fournissant des renseignements supplémentaires sur le processus de sélection de la firme chargée du volet communication du programme d'installation directe.

(Document n° 1096 de la session)

M. Ryan, ministre des Affaires municipales, dépose:

Le rapport annuel de la Commission municipale du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1097 de la session)

Mme Robillard, ministre de l'Éducation et ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, dépose:

Le rapport annuel du ministère de l'Éducation, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1098 de la session)

Le rapport annuel du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1099 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Motions sans préavis

M. Ryan, ministre des Affaires municipales et ministre de la Sécurité publique, propose:

QUE l'Assemblée nationale exprime sa profonde sympathie à l'endroit de la communauté catholique de Montréal et de l'Église du Québec à la suite du décès du cardinal Paul Grégoire survenu le 30 octobre, et souligne les vertus exceptionnelles de fidélité, de dévouement et d'engagement au service du prochain dont le cardinal Grégoire a donné l'exemple pendant sa longue et fructueuse carrière.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Gendron, leader adjoint de l'opposition officielle, propose:

QUE cette Assemblée offre ses condoléances à la famille et aux proches de M. Doris Lussier, décédé le 28 octobre dernier, et souligne ses multiples contributions à la société québécoise, notamment sur le plan culturel.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Bordeleau (Acadie) propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la huitième édition de la Semaine québécoise de la prévention de la criminalité qui se tient du 31 octobre au 6 novembre, sous le thème «Les municipalités: partenaires essentiels en prévention», et signale, de façon particulière, le travail accompli par les membres de la Table ronde sur la prévention de la criminalité.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Paradis, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission des institutions, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 106, Loi sur l'aide et l'indemnisation des victimes d'actes criminels;
 - la Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier en détail le projet de loi 108, Loi modifiant la Loi sur les forêts et abrogeant diverses dispositions législatives.
-

M. Lefebvre, vice-président, donne l'avis suivant:

- la Commission de l'aménagement et des équipements se réunira en séance de travail afin d'organiser ses travaux.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. Lefebvre, vice-président, informe l'Assemblée que, le mercredi 3 novembre 1993, aux affaires inscrites par les députés de l'opposition, sera débattue la motion de Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve). Cette motion se lit comme suit:

QUE cette Assemblée est d'avis que la part québécoise des sommes d'argent économisées par le nouveau gouvernement fédéral par sa remise en cause d'un contrat d'achat d'hélicoptères militaires doit être investie dans la relance de l'économie québécoise, notamment dans des projets de haute technologie et dans la création d'un fonds de reconversion industrielle.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi d'intérêt privé

Adoption du principe

M. Philibert (Trois-Rivières) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 304, Loi concernant la ville de Trois-Rivières, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 304 est adopté.

Adoption

Mme Bleau (Groulx), au nom de M. Philibert (Trois-Rivières), propose que le projet de loi d'intérêt privé 304, Loi concernant la ville de Trois-Rivières, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 304 est adopté.

Adoption du principe

M. Benoit (Orford) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 234, Loi concernant la ville de Magog, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 234 est adopté.

Adoption

M. Benoit (Orford) propose que le projet de loi d'intérêt privé 234, Loi concernant la ville de Magog, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 234 est adopté.

Adoption du principe

M. Chagnon (Saint-Louis) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 245, Loi concernant la ville d'Outremont, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 245 est adopté.

Adoption

M. Chagnon (Saint-Louis) propose que le projet de loi d'intérêt privé 245, Loi concernant la ville d'Outremont, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 245 est adopté.

Adoption du principe

M. Gautrin (Verdun) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 248, Loi concernant la ville de Verdun, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 248 est adopté.

Adoption

M. Gautrin (Verdun) propose que le projet de loi d'intérêt privé 248, Loi concernant la ville de Verdun, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 248 est adopté.

Adoption du principe

M. Khelfa (Richelieu) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 251, Loi concernant les villes de Tracy et de Saint-Joseph-de-Sorel et la paroisse de Saint-Roch-de-Richelieu, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 251 est adopté.

Adoption

M. Khelfa (Richelieu) propose que le projet de loi d'intérêt privé 251, Loi concernant les villes de Tracy et de Saint-Joseph-de-Sorel et la paroisse de Saint-Roch-de-Richelieu, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 251 est adopté.

Adoption du principe

Mme Cardinal (Châteauguay), au nom de M. Kehoe (Chapleau), propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 255, Loi concernant la ville de Gatineau, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 255 est adopté.

Adoption

Mme Cardinal (Châteauguay), au nom de M. Kehoe (Chapleau), propose que le projet de loi d'intérêt privé 255, Loi concernant la ville de Gatineau, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 255 est adopté.

Adoption du principe

M. Holden (Westmount), au nom de M. Gendron (Abitibi-Ouest), propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 252, Loi concernant la ville d'Amos, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 252 est adopté.

Adoption

M. Holden (Westmount), au nom de M. Gendron (Abitibi-Ouest), propose que le projet de loi d'intérêt privé 252, Loi concernant la ville d'Amos, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 252 est adopté.

Adoption du principe

M. Holden (Westmount), au nom de M. Jolivet (Laviolette), propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 258, Loi concernant la ville de Grand-Mère, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 258 est adopté.

Adoption

M. Holden (Westmount), au nom de M. Jolivet (Laviolette), propose que le projet de loi d'intérêt privé 258, Loi concernant la ville de Grand-Mère, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 258 est adopté.

L'Assemblée rend hommage à M. Ciaccia, ministre des Affaires internationales, et à M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, à l'occasion de leur vingtième anniversaire de vie parlementaire.

Au cours de son intervention, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 188 du Règlement, M. Bourassa, premier ministre, propose:

QUE cette Assemblée félicite chaleureusement MM. John Ciaccia et Yvon Picotte à l'occasion de leur vingtième anniversaire de vie politique ininterrompue et souligne leur

2 novembre 1993

contribution à la vie parlementaire québécoise et leur engagement envers la population.

Après débat, la motion est adoptée.

À 18 h 03, sur la motion de M. Paradis, leader du gouvernement, l'Assemblée est ajournée au mercredi 3 novembre 1993, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin de reprendre l'étude détaillée du projet de loi 98, Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires.

Étude détaillée en commission plénière

La commission plénière reprend l'étude détaillée du projet de loi 98 qui est amendé et adopté à la majorité des voix.

Le projet de loi 98 est ensuite rapporté à l'Assemblée qui adopte le rapport de la commission plénière à la majorité des voix.

À 12 h 52, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 115 Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle.

La motion est adoptée à la majorité des voix.

M. Elkas, ministre des Transports, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 113 Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile.

La motion est adoptée.

Mme Robillard, ministre de l'Éducation et ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 111 Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Éducation.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Rémillard, ministre de la Justice, dépose:

Le rapport annuel du ministère de la Justice, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1100 de la session)

M. Paradis, ministre de l'Environnement, dépose:

Copie d'une lettre, en date du 17 août 1993, adressée à M. Michel Laforest, ingénieur de la Société québécoise d'assainissement des eaux, par Mme Johanne Brodeur, ingénieure de la Société Muncor inc., concernant un projet d'assainissement des eaux du Haut-Richelieu.

(Document n° 1101 de la session)

Copie d'un échange de correspondance entre M. Jacques Dupuis, maire de la ville de Repentigny, et M. Pierre Paradis, ministre de l'Environnement, concernant la construction d'une station d'épuration d'eaux usées à Repentigny.

(Document n° 1102 de la session)

Le rapport annuel de la Société québécoise d'assainissement des eaux, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1103 de la session)

Le rapport annuel de la Société québécoise de récupération et de recyclage, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1104 de la session)

M. Dutil, ministre des Approvisionnements et Services, dépose:

Un mémoire d'entente entre le Québec et le Nouveau-Brunswick concernant la libéralisation des marchés publics du Québec et du Nouveau-Brunswick.

(Document n° 1105 de la session)

M. Elkas, ministre des Transports, dépose:

Le rapport annuel du ministère des Transports, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1106 de la session)

M. Cherry, ministre du Travail, dépose:

Le rapport annuel de la Corporation des maîtres électriciens du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 juillet 1993.

(Document n° 1107 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Joly (Fabre) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 27 octobre 1993, a examiné les engagements financiers du ministère du Tourisme contenus dans les listes des mois de février 1992 à septembre 1993.

(Document n° 1108 de la session)

Dépôts de pétitions

M. Beaulne (Bertrand) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 676 pétitionnaires, concernant le maintien d'un service de prélèvements sanguins au CLSC des Seigneuries, à Sainte-Julie.

(Document n° 1109 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement,
M. Garon (Lévis) dépose:

Une étude d'analyse des avantages et coûts de la construction d'une route reliant Chibougamau et Chapais, préparée par Polytech inc., experts-conseils, en avril 1988, accompagnée d'un extrait d'un contrat conclu entre la Société de développement de la Baie James, la Compagnie de construction cris (Québec) ltée et le ministère des Transports du Québec comme intervenant, concernant la construction d'une route reliant la route Némiscau-Albanel et le chemin forestier n° L-231.

(Document n° 1110 de la session)

Avis touchant les travaux des commissions

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'économie et du travail, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 108, Loi modifiant la Loi sur les forêts et abrogeant diverses dispositions législatives.

M. Bissonnet, vice-président, donne l'avis suivant:

- la Commission du budget et de l'administration se réunira en séance de travail afin d'examiner l'opportunité de se saisir d'un mandat de surveillance d'organisme public.

AFFAIRES DU JOUR

Affaires inscrites par les députés de l'opposition

Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) propose:

QUE cette Assemblée est d'avis que la part québécoise des sommes d'argent économisées par le nouveau gouvernement fédéral par sa remise en cause d'un contrat d'achat d'hélicoptères militaires doit être investie dans la relance de l'économie québécoise, notamment dans des projets de haute technologie et dans la création d'un fonds de reconversion industrielle.

Avant que le débat ne s'engage, M. Bissonnet, vice-président, répartit ainsi le temps de parole pour la discussion de cette motion: dix minutes sont accordées à l'auteur de la motion pour sa réplique et dix minutes sont allouées à l'ensemble des députés indépendants; les deux groupes parlementaires se partageront également le reste de la période consacrée à ce débat; dans ce cadre, les interventions seront limitées à trente minutes chacune.

Suit le débat sur la motion de Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve).

À la fin de son intervention, M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, propose:

QUE la motion en discussion soit amendée:

- a) en remplaçant, dans la première et la deuxième ligne, les mots «la part québécoise des sommes d'argent économisées» par les mots «toute somme d'argent investie au Québec»;
- b) en remplaçant, dans la troisième, la quatrième et la cinquième ligne, les mots et le signe «par sa remise en cause d'un contrat d'achat d'hélicoptères militaires doit être investie dans la relance de l'économie québécoise,» par les mots et le signe «réponde aux priorités économiques du gouvernement du Québec»;

- c) en remplaçant, dans la cinquième ligne, les mots «dans des» par le mot «les»;
- d) en retranchant, dans la sixième ligne, le mot «dans».

La motion, telle qu'amendée, se lirait comme suit:

QUE cette Assemblée est d'avis que toute somme d'argent investie au Québec par le nouveau gouvernement fédéral réponde aux priorités économiques du gouvernement du Québec, notamment les projets de haute technologie et la création d'un fonds de reconversion industrielle.

Après avoir entendu des représentations de part et d'autre sur la recevabilité de la motion d'amendement, M. Lefebvre, vice-président, prend l'affaire en délibéré et, à cette fin, suspend la séance.

À la reprise des travaux, M. Lefebvre, vice-président, rend la décision suivante sur la recevabilité de la motion d'amendement de M. Tremblay:

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

La motion d'amendement est irrecevable, pour le motif suivant: elle élargit la portée de la motion principale en supprimant toute référence au principe de celle-ci, soit le réinvestissement, au Québec, des sommes d'argent économisées par la remise en cause du contrat d'achat d'hélicoptères militaires.

Le débat se poursuit sur la motion de Mme Harel.

À la fin de son intervention, M. Maril (Salaberry-Soulanges) propose:

QUE la motion en discussion soit amendée:

- a) en remplaçant, dans la première et la deuxième ligne, les mots «la part québécoise des sommes d'argent économisées» par les mots «toute somme d'argent investie au Québec»;

- b) en remplaçant, dans la troisième ligne, les mots «par sa remise» par le signe et les mots «, y compris les sommes économisées par une éventuelle remise»;
- c) en remplaçant, dans la quatrième et la cinquième ligne, les mots et le signe «doit être investie dans la relance de l'économie québécoise,» par les mots et le signe «réponde aux priorités économiques du gouvernement du Québec,»;
- d) en remplaçant, dans la cinquième ligne, les mots «dans des» par le mot «les»;
- e) en retranchant, dans la sixième ligne, le mot «dans».

La motion, telle qu'amendée, se lirait ainsi:

QUE cette Assemblée est d'avis que toute somme d'argent investie au Québec par le nouveau gouvernement fédéral, y compris les sommes économisées par une éventuelle remise en cause d'un contrat d'achat d'hélicoptères militaires réponde aux priorités économiques du gouvernement du Québec, notamment les projets de haute technologie et la création d'un fonds de reconversion industrielle.

M. Lefebvre, vice-président, déclare la motion d'amendement recevable.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 199 et 211 du Règlement, le débat se poursuit tant sur la motion d'amendement de M. Maril que sur la motion principale de Mme Harel.

Le débat terminé, M. Lefebvre, vice-président, met aux voix la motion d'amendement; des votes par appel nominal sont exigés sur la motion d'amendement et sur la motion principale.

À la demande de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, les votes sont reportés à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

3 novembre 1993

À 17 h 55, M. Lefebvre, vice-président, lève la séance.

En conséquence, l'Assemblée est ajournée au jeudi 4 novembre 1993, à 14 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Vallières, ministre délégué à l'Agriculture, aux Pêcheries et à l'Alimentation, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

120 Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, dépose:

Le rapport annuel du ministère de l'Énergie et des Ressources, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1111 de la session)

M. Middlemiss, ministre délégué aux Transports, dépose:

Une étude intitulée «La route Chibougamau Baie-James ... un lieu structurant pour le Québec!», préparée en mai 1988 par la firme Polytech inc., experts-conseils.

(Document n° 1112 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Dauphin (Marquette) dépose:

Le rapport de la Commission des institutions qui, le 21 octobre 1993, a examiné les engagements financiers de l'Office de la protection du consommateur, relevant de la compétence du ministre de la Justice, contenus dans les listes des mois de février 1988 à septembre 1993 inclusivement.

(Document n° 1113 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Paradis, ministre de l'Environnement, dépose:

Copie d'un échange de lettres entre M. Gaétan Lefebvre, président de l'Association professionnelle des ingénieurs du gouvernement du Québec, et M. Pierre Paradis, ministre de l'Environnement, concernant l'assainissement des eaux usées de la ville de Repentigny.

(Document n° 1114 de la session)

Un affidavit signé le 4 novembre 1993 par Mme Julie Rodrigue, conseillère politique au cabinet de M. Pierre Paradis, ministre de l'Environnement, concernant le rôle de Mme Rodrigue relativement au dossier de l'usine d'épuration des eaux usées de la ville de Repentigny.

(Document n° 1115 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Parizeau, chef de l'opposition officielle, dépose:

Trois graphiques, préparés par Statistique Canada, montrant les investissements manufacturiers au Québec de 1990 à 1993.

(Document n° 1116 de la session)

Votes reportés

L'Assemblée procède aux votes reportés sur la motion présentée par Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) le 3 novembre 1993, aux affaires inscrites par les députés de l'opposition, ainsi que sur la motion d'amendement proposée par M. Marcil (Salaberry-Soulanges).

Est d'abord tenu le vote reporté sur la motion d'amendement de M. Marcil. Cette motion se lit comme suit:

QUE la motion en discussion soit amendée:

- a) en remplaçant, dans la première et la deuxième ligne, les mots «la part québécoise des sommes d'argent économisées» par les mots «toute somme d'argent investie au Québec»;
- b) en remplaçant, dans la troisième ligne, les mots «par sa remise» par le signe et les mots «, y compris les sommes économisées par une éventuelle remise»;
- c) en remplaçant, dans la quatrième et la cinquième ligne, les mots et le signe «doit être investie dans la relance de l'économie québécoise,» par les mots et le signe «réponde aux priorités économiques du gouvernement du Québec,»;
- d) en remplaçant, dans la cinquième ligne, les mots «dans des» par le mot «les»;
- e) en retranchant, dans la sixième ligne, le mot «dans».

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 173)

POUR - 90

Bacon	Bélanger	Benoit	Blackburn
Baril	(Anjou)	Bergeron	(Roberval)
Beaudin	Bélanger	Bertrand	Blais
Beaulne	(Még.-Compton)	Blackburn	Bleau
Bégin	Bélisle	(Chicoutimi)	Boisclair

Bordeleau	Doyon	Kehoe	Parizeau
Bourbeau	Dufour	Khelfa	Pelchat
Bradet	Dupuis	Lafrance	Perron
Brassard	Dutil	Lafranière	Picotte
Camden	Elkas	Lazure	Poulin
Cannon	Farrah	Lemieux	Rémillard
Caron	Filion	Lemire	Rivard
Carrier-Perreault	Forget	Léonard	Robic
Chagnon	Fradet	LeSage	Ryan
Charbonneau	Frulla	Loiselle	Savoie
Cherry	Gagnon-Tremblay	MacMillan	Sirros
Chevrette	Gautrin	Maltais	Thérien
Côté	Gendron	Marcil	Tremblay
(Charlesbourg)	Gobé	Marois	(Outremont)
Côté	Hamel	Messier	Trépanier
(Riv.-du-Loup)	Harel	Middlemiss	Trudel
Cusano	Holden	Morin	Vallières
Dauphin	Hovington	Paradis	Vermette
Després	Jolivet	(Brome-Miss.)	
Dionne	Joly	Parent	

CONTRE - 2

Cameron Libman

ABSTENTION - 0

Est ensuite mise aux voix la motion de Mme Harel, telle qu'amendée par le vote précédent. Cette motion se lit comme suit:

QUE cette Assemblée est d'avis que toute somme d'argent investie au Québec par le nouveau gouvernement fédéral, y compris les sommes économisées par une éventuelle remise en cause d'un contrat d'achat d'hélicoptères militaires réponde aux priorités économiques du gouvernement du Québec, notamment les projets de haute technologie et la création d'un fonds de reconversion industrielle.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 174)

POUR - 90

Bacon	Cannon	Gagnon-Tremblay	Middlemiss
Baril	Caron	Gautrin	Morin
Beaudin	Carrier-Perreault	Gendron	Paradis
Beaulne	Chagnon	Gobé	(Brome-Miss.)
Bégin	Charbonneau	Hamel	Parent
Bélanger	Cherry	Harel	Parizeau
(Anjou)	Chevrette	Holden	Pelchat
Bélanger	Côté	Hovington	Perron
(Még.-Compton)	(Charlesbourg)	Jolivet	Picotte
Bélisle	Côté	Joly	Poulin
Benoit	(Riv.-du-Loup)	Kehoe	Rémillard
Bergeron	Cusano	Khelfa	Rivard
Bertrand	Dauphin	Lafrance	Robic
Blackburn	Després	Lafrenière	Ryan
(Chicoutimi)	Dionne	Lazure	Savoie
Blackburn	Doyon	Lemieux	Sirros
(Roberval)	Dufour	Lemire	Thérien
Blais	Dupuis	Léonard	Tremblay
Bleau	Dutil	LeSage	(Outremont)
Boisclair	Elkas	Loiselle	Trépanier
Bordeleau	Farrah	MacMillan	Trudel
Bourbeau	Filion	Maltais	Vallières
Bradet	Forget	Marcil	Vermette
Brassard	Fradet	Marois	
Camden	Frulla	Messier	

CONTRE - 2

Cameron Libman

ABSTENTION - 0

Avis touchant les travaux des commissions

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'économie et du travail, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 108, Loi modifiant la Loi sur les forêts et abrogeant diverses dispositions législatives.
-

M. le Président donne les avis suivants:

- la Commission de l'aménagement et des équipements se réunira afin de vérifier les engagements financiers du ministère de l'Environnement contenus dans les listes de février 1993 à septembre 1993;
- la Commission des institutions se réunira afin de vérifier les engagements financiers relevant de la compétence du ministre délégué aux Affaires autochtones pour les mois de février 1988 à septembre 1993 inclusivement.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. le Président informe l'Assemblée que, le vendredi 12 novembre 1993, M. Brassard, whip de l'opposition officielle, s'adressera à Mme Robillard, ministre de l'Éducation, dans le cadre de l'interpellation portant sur «La réforme de l'enseignement primaire et secondaire».

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption

Mme Robic, ministre déléguée aux Finances, propose que le projet de loi 95, Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Au cours du débat, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, Mme Robic dépose:

La réponse à une question que lui a posée M. Gendron (Abitibi-Ouest) concernant les crédits prévus pour l'application du projet de loi 95.
(Document n° 1117 de la session)

À la fin de son intervention, Mme Robic propose que le projet de loi 95 soit renvoyé en commission plénière en vue de l'étude d'amendements qu'elle indique.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 95 est renvoyé en commission plénière.

Les amendements sont étudiés et adoptés en commission plénière.

Le projet de loi 95, ainsi amendé, est rapporté à l'Assemblée qui adopte le rapport de la commission plénière.

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du projet de loi 95.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 95 est adopté.

Adoption du principe

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'œuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, propose que le principe du projet de loi 110, Loi modifiant la Loi sur les allocations d'aide aux familles, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

À 17 h 55, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

Vingt heures

Adoption du principe

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Bourbeau, ministre de la Main-d'œuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, proposant que le principe du projet de loi 110, Loi modifiant la Loi sur les allocations d'aide aux familles, soit maintenant adopté.

Sur la motion de M. Khelifa (Richelieu), le débat est ajourné.

À 20 h 35, sur la motion de M. Paradis, leader du gouvernement, l'Assemblée est ajournée au mardi 9 novembre 1993, à 14 heures.

SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le jeudi 4 novembre 1993, à 16 h 30, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de M. Joly (Fabre), le représentant du Président de l'Assemblée nationale, de M. Khelfa (Richelieu), le représentant du Premier ministre, de M. Morin (Dubuc), le représentant du Chef de l'opposition officielle, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à Son Excellence le lieutenant-gouverneur de sanctionner les projets de loi suivants:

- 95 Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales;
- 234 Loi concernant la ville de Magog;
- 245 Loi concernant la ville d'Outremont;
- 248 Loi concernant la ville de Verdun;
- 251 Loi concernant les villes de Tracy et de Saint-Joseph-de-Sorel et la paroisse de Saint-Roch-de-Richelieu;
- 252 Loi concernant la ville d'Amos;
- 255 Loi concernant la ville de Gatineau;
- 258 Loi concernant la ville de Grand-Mère;
- 304 Loi concernant la ville de Trois-Rivières.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 117 Loi modifiant diverses dispositions législatives relatives au cadastre.

La motion est adoptée.

Mme Gagnon-Tremblay, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, propose que l'Assemblée soit saisie des projets de loi suivants:

- 124 Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration.

La motion est adoptée.

- 122 Loi modifiant la Loi sur le Conseil des Communautés culturelles et de l'Immigration.

La motion est adoptée.

M. Cherry, ministre du Travail, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

116 Loi modifiant le Code du travail.

La motion est adoptée.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

268 Loi concernant la Ville de Waterloo.

(Document n° 1118 de la session)

M. Chevrette, leader de l'opposition officielle, au nom de M. Paré (Shefford), propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 268, Loi concernant la Ville de Waterloo.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Paradis, leader du gouvernement, le projet de loi d'intérêt privé 268 est renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements et le ministre des Affaires municipales sera membre de ladite commission.

Dépôts de documents

Mme Frulla, ministre de la Culture, dépose:

Le rapport annuel du Musée de la civilisation, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1119 de la session)

Le rapport annuel du Musée des beaux-arts de Montréal, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1120 de la session)

Mme Robic, ministre déléguée aux Finances, dépose:

Le rapport annuel du Fonds d'indemnisation du courtage immobilier, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1121 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Lemieux (Vanier) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, les 26, 27 et 28 octobre 1993, a examiné les engagements financiers du Conseil du trésor et des organismes relevant du ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique pour les mois de septembre 1991 à août 1993, des organismes relevant de la ministre déléguée aux Finances pour les mois de janvier 1991 à août 1993 et du ministère du Revenu pour les mois de janvier 1992 à août 1993.

(Document n° 1122 de la session)

M. Jolivet (Laviolette) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, les 3 et 4 novembre 1993, a étudié en détail le projet de loi:

108 Loi modifiant la Loi sur les forêts et abrogeant diverses dispositions législatives — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1123 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Motions sans préavis

M. Tremblay (Rimouski) propose:

QUE l'Assemblée nationale félicite les candidats et candidates élus lors des élections tenues le 7 novembre dans plusieurs municipalités du Québec et souligne le dévouement dont ils font preuve pour servir leurs concitoyens au sein des gouvernements locaux dont le rôle est indispensable dans notre système démocratique.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission des institutions, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 106, Loi sur l'aide et l'indemnisation des victimes d'actes criminels.

M. Lefebvre, vice-président, donne l'avis suivant:

- la Commission de la culture se réunira en séance de travail afin de discuter de l'organisation de ses travaux.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. Lefebvre, vice-président, informe l'Assemblée que, le mercredi 10 novembre 1993, aux affaires inscrites par les députés de l'opposition, sera

débattue la motion de M. Gendron, leader adjoint de l'opposition officielle. Cette motion se lit comme suit:

QU'au moment où les municipalités du Québec sont en pleine confection de leur budget annuel, le gouvernement mette fin à l'incertitude qui prévaut en matière de finances municipales, notamment quant à l'avenir de la surtaxe sur les immeubles non résidentiels et l'évaluation des immeubles industriels.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

Mme Robillard, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, propose que le principe du projet de loi 109, Loi abrogeant la Loi sur l'Institut québécois de recherche sur la culture et concernant la poursuite des activités de l'Institut, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Au cours de son intervention, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, Mme Robillard dépose:

Une résolution adoptée par le Conseil d'administration de l'Institut québécois de recherche sur la culture concernant le projet de rattachement juridique de cet institut à l'Institut national de la recherche scientifique.

(Document n° 1124 de la session)

M. Lefebvre, vice-président, interrompt le débat et informe l'Assemblée de la tenue de trois débats de fin de séance:

- le premier, sur une question adressée par M. Léonard (Labelle) à Mme Gagnon-Tremblay, ministre des Finances par intérim, concernant le gel des paiements de péréquation;
- le deuxième, sur une question adressée par Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) à M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, concernant l'entente fédérale-provinciale sur la main-d'oeuvre;
- le troisième, sur une question adressée par M. Dufour (Jonquière) à M. Ryan, ministre de la Sécurité publique, concernant un citoyen de Jonquière arrêté et accusé pour vente illégale de cigarettes.

Le débat se poursuit sur la motion de Mme Robillard, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, proposant l'adoption du principe du projet de loi 109.

À 18 heures, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

Vingt heures

Adoption du principe

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de Mme Robillard, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, proposant que le principe du projet de loi 109, Loi abrogeant la Loi sur l'Institut québécois de recherche sur la culture et concernant la poursuite des activités de l'Institut, soit maintenant adopté.

M. Jolivet (Laviolette) propose:

QU'en vertu de l'article 202 du Règlement, la motion d'adoption du principe du projet de loi 109, actuellement débattue, soit immédiatement mise aux voix.

Un débat s'ensuit sur cette motion de mise aux voix immédiate.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 175)

POUR — 46

Beaudin	Camden	Gautrin	Maltais
Bégin	Cardinal	Gauvin	Messier
Bélanger	Carrier-Perreault	Gobé	Paradis
(Még.-Compton)	Chagnon	Hamel	(Matapédia)
Bélisle	Charbonneau	Harel	Philibert
Benoit	Chevrette	Hovington	Richard
Bergeron	Cusano	Jolivet	Robillard
Blackburn	Dauphin	Lafrance	Tremblay
(Chicoutimi)	Dionne	Lafrenière	(Rimouski)
Bordeleau	Doyon	Léonard	Vermette
Boulerice	Dufour	LeSage	Williams
Bourdon	Forget	Loiselle	
Bradet	Fradet	MacMillan	

CONTRE — 0

ABSTENTION — 0

La motion de Mme Robillard proposant l'adoption du principe du projet de loi 109 est, par conséquent, mise immédiatement aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

Cette motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 176)

POUR — 37

Beaudin	Cardinal	Gauvin	Messier
Bégin	Chagnon	Gobé	Paradis
Bélanger	Charbonneau	Hamel	(Matapédia)
(Még.-Compton)	Cusano	Hovington	Philibert
Bélisle	Dauphin	Lafrance	Richard
Benoît	Dionne	Lafrenière	Robillard
Bergeron	Doyon	LeSage	Ryan
Bordeleau	Forget	Loiselle	Tremblay
Bradet	Fradet	MacMillan	(Rimouski)
Camden	Gautrin	Maltais	Williams

CONTRE — 10

Blackburn	Bourdon	Dufour	Léonard
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Harel	Vermette
Boulerice	Chevrette	Jolivet	

ABSTENTION — 0

En conséquence, le principe du projet de loi 109 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 109 est renvoyé pour étude détaillée à la commission plénière.

Débats de fin de séance

L'Assemblée tient les trois débats de fin de séance précédemment annoncés:

- le premier, sur une question adressée par Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) à M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, concernant l'entente fédérale-provinciale sur la main-d'oeuvre;
- le deuxième, sur une question adressée par M. Léonard (Labelle) à Mme Gagnon-Tremblay, ministre des Finances par intérim, concernant le gel des paiements de péréquation;

- le troisième, sur une question adressée par M. Dufour (Jonquière) à M. Ryan, ministre de la Sécurité publique, concernant un citoyen de Jonquière arrêté et accusé pour vente illégale de cigarettes.
-

À 22 h 38, M. Lefebvre, vice-président, lève la séance.

En conséquence, l'Assemblée est ajournée au mercredi 10 novembre 1993, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption

M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que le projet de loi 98, Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 98 est adopté.

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Rémillard, ministre de la Justice, proposant que le principe du projet de loi 105, Loi sur la justice administrative, soit maintenant adopté.

À 13 heures, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

En conséquence, le débat sur la motion de M. Rémillard est ajourné.

Quinze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Elkas, ministre des Transports, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

126 Loi modifiant le Code de la sécurité routière.

La motion est adoptée.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

280 Loi concernant Compagnie Trust Royal.

(Document n° 1125 de la session)

M. Dauphin (Marquette), au nom de M. Chagnon (Saint-Louis), propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 280, Loi concernant Compagnie Trust Royal.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Paradis, leader du gouvernement, le projet de loi d'intérêt privé 280 est renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration et la ministre déléguée aux Finances sera membre de ladite commission.

Dépôts de documents

M. Ryan, ministre de la Sécurité publique et ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française, dépose:

Le rapport annuel de la Régie des loteries du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1126 de la session)

Le rapport annuel de l'Institut de police du Québec, pour l'exercice financier terminé le 30 juin 1993.

(Document n° 1127 de la session)

Le rapport annuel du Conseil de la langue française, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1128 de la session)

M. Rémillard, ministre de la Justice, dépose:

Le rapport annuel du Fonds d'aide aux recours collectifs, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1129 de la session)

M. Elkas, ministre des Transports, dépose:

Le rapport annuel de l'Office des autoroutes du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1130 de la session)

M. le Président dépose:

Le rapport sur la mise en oeuvre de la *Loi sur le Conseil de la famille*, en date de novembre 1992, transmis au bureau du Président de l'Assemblée nationale en janvier 1993 par la ministre déléguée à la Condition féminine et ministre responsable de la Famille.

(Document n° 1131 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Dauphin (Marquette) dépose:

Le rapport de la Commission des institutions qui, le 4 novembre 1993, a examiné les engagements financiers relevant du ministre délégué aux Affaires autochtones, contenus dans les listes des mois de février 1988 à septembre 1993 inclusivement.

(Document n° 1132 de la session)

Dépôts de pétitions

M. Beaulne (Bertrand) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 973 pétitionnaires, concernant le maintien du service de prélèvements sanguins au CLSC des Seigneuries, à Sainte-Julie.

(Document n° 1133 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement,
M. Côté, ministre des Forêts, dépose:

Des extraits des procès-verbaux de la réunion du 21 avril 1992 tenue par le Conseil d'administration des Produits forestiers St-Alphonse inc. et de la réunion du 27 mars 1992 tenue par le Conseil d'administration de REXFOR.

(Document n° 1134 de la session)

Copie d'une lettre, en date du 8 juin 1992, que lui a envoyée M. Eddy Ste-Croix, président de Sawquip International Inc., concernant le projet de la scierie St-Alphonse.

(Document n° 1135 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles) dépose:

Un document intitulé «Pour un véritable rapprochement — Les priorités du Parti libéral du Québec pour un second mandat en matière de communautés culturelles», en date d'août 1989.

(Document n° 1136 de la session)

Motions sans préavis

M. Paradis, leader du gouvernement, propose:

QUE, conformément à l'article 179.1 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (L.R.Q., c. A-2.1), la Commission de la culture procède à l'étude du rapport de la Commission d'accès à l'information du Québec sur la mise en oeuvre de ladite loi et, à cette fin, procède à une consultation générale et tiennent des auditions publiques à compter du 12 janvier 1994, afin d'entendre à ce sujet les représentations des personnes et des organismes intéressés;

Les mémoires soient reçus au secrétariat des commissions au plus tard le 17 décembre 1993;

Le ministre des Communications soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

La motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Paradis, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission des institutions, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 106, Loi sur l'aide et l'indemnisation des victimes d'actes criminels.

M. Bissonnet, vice-président, donne les avis suivants:

- la Commission de l'aménagement et des équipements se réunira en séance de travail;
- la Commission de l'aménagement et des équipements se réunira afin d'entendre les dirigeants de la Société de l'assurance automobile du Québec, du ministère de la Santé et des Services sociaux et de la Régie de l'assurance-maladie du Québec sur le projet de décret prévu à l'article 155.3 de la *Loi sur l'assurance automobile* (L.R.Q., c. A-25);
- la Commission de l'économie et du travail se réunira afin de vérifier les engagements financiers du ministère des Forêts contenus dans les listes des mois d'août 1992 à septembre 1993.

AFFAIRES DU JOUR

Affaires inscrites par les députés de l'opposition

M. Gendron, leader adjoint de l'opposition officielle, propose:

QU'au moment où les municipalités du Québec sont en pleine confection de leur budget annuel, le gouvernement mette fin à l'incertitude qui prévaut en matière de finances municipales, notamment quant à l'avenir de la surtaxe sur les immeubles non résidentiels et l'évaluation des immeubles industriels.

Avant que le débat ne s'engage, M. Bissonnet, vice-président, répartit ainsi le temps de parole pour la discussion de cette motion: dix minutes sont accordées à l'auteur de la motion pour sa réplique et dix minutes sont allouées à l'ensemble des députés indépendants; les deux groupes parlementaires se partageront également le reste de la période consacrée à ce débat; dans ce cadre, les interventions seront limitées à trente minutes chacune.

Suit le débat sur la motion de M. Gendron.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est rejetée par le vote suivant:

(Vote n° 177)

POUR — 23

Beaulne	Caron	Harel	Libman
Bélanger	Carrier-Perreault	Holden	Marois
(Anjou)	Chevrette	Jolivet	Morin
Bertrand	Dufour	Juneau	Perron
Brassard	Garon	Lazure	Trudel
Cameron	Gendron	Léonard	Vermette

CONTRE — 50

Beaudin	Cusano	LeSage	Thérien
Bégin	Dauphin	Loiselle	Tremblay
Bélanger	Després	MacMillan	(Outremont)
(Még.-Compton)	Dionne	Maltais	Tremblay
Benoit	Doyon	Marcil	(Rimouski)
Bergeron	Dutil	Messier	Trépanier
Bordeleau	Elkas	Middlemiss	Vallières
Bourbeau	Forget	Paradis	Williams
Camden	Gautrin	(Brome-Miss.)	
Cardinal	Gobé	Paradis	
Chagnon	Hovington	(Matapédia)	
Charbonneau	Kehoe	Philibert	
Chenail	Khelfa	Rémillard	
Cherry	Lafrance	Rivard	
Côté	Lafrenière	Robillard	
(Riv.-du-Loup)	Lemieux	Ryan	

ABSTENTION — 0

10 novembre 1993

À 18 heures, M. Bissonnet, vice-président, lève la séance.

En conséquence, l'Assemblée est ajournée au jeudi 11 novembre 1993, à 14 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

Mme Gagnon-Tremblay, ministre des Finances par intérim, au nom de M. Levesque, ministre des Finances, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

134 Loi modifiant la Loi sur l'administration financière.

La motion est adoptée.

M. Ryan, ministre des Affaires municipales et ministre de la Sécurité publique, propose que l'Assemblée soit saisie des projets de loi suivants:

138 Loi modifiant la Loi de police.

La motion est adoptée.

119 Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec et d'autres dispositions législatives.

La motion est adoptée.

121 Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal et la Loi sur la fiscalité municipale.

La motion est adoptée.

- 118 Loi modifiant la Loi sur l'organisation territoriale municipale et d'autres dispositions législatives.

La motion est adoptée.

- 132 Loi modifiant la loi constitutive de la Régie des alcools, des courses et des jeux ainsi que diverses lois portant sur les activités surveillées par cette Régie.

La motion est adoptée.

M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que l'Assemblée soit saisie des projets de loi suivants:

- 123 Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole et d'autres dispositions législatives.

La motion est adoptée.

- 127 Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

La motion est adoptée.

M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que l'Assemblée soit saisie des projets de loi suivants:

- 125 Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie et la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec.

La motion est adoptée.

- 136 Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux.

La motion est adoptée.

M. Paradis, ministre de l'Environnement, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 139 Loi modifiant la Loi sur les pesticides.

La motion est adoptée.

M. Paradis, leader du gouvernement, au nom de M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 133 Loi modifiant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic et d'autres dispositions législatives.

La motion est adoptée.

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 128 Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu.

La motion est adoptée.

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que l'Assemblée soit saisie des projets de loi suivants:

129 Loi modifiant la Loi sur les cours municipales.

La motion est adoptée.

131 Loi modifiant le Code de procédure civile et diverses dispositions législatives.

La motion est adoptée.

M. Elkas, ministre des Transports, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

130 Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et d'autres dispositions législatives.

La motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 178)

POUR - 53

Bacon	Cherry	Hamel	Rémillard
Beaudin	Côté	Hovington	Richard
Bégin	(Charlesbourg)	Kehoe	Rivard
Bélanger	Côté	Khelfa	Robic
(Még.-Compton)	(Riv.-du-Loup)	Lafrance	Ryan
Benoit	Cusano	Libman	Savoie
Blackburn	Dauphin	Loiselle	Sirros
(Roberval)	Després	MacMillan	Tremblay
Bordeleau	Dionne	Marcil	(Outremont)
Bourbeau	Doyon	Messier	Tremblay
Bradet	Dutil	Middlemiss	(Rimouski)
Camden	Elkas	Paradis	Trépanier
Cameron	Farrah	(Brome-Miss.)	Vallières
Cardinal	Frulla	Paradis	
Chagnon	Gagnon-Tremblay	(Matapédia)	
Chenail	Gautrin	Picotte	

CONTRE - 24

Baril	Brassard	Gendron	Perron
Beaulne	Caron	Holden	St-Roch
Bélanger	Carrier-Perreault	Jolivet	Trudel
(Anjou)	Chevrette	Juneau	Vermette
Bertrand	Dufour	Lazure	
Boisclair	Filion	Léonard	
Boulerice	Garon	Morin	

ABSTENTION - 0

M. Elkas, ministre des Transports, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

137 Loi sur les chemins de fer.

La motion est adoptée.

Mme Frulla, ministre de la Culture, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

135 Loi sur le Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec.

La motion est adoptée.

M. Savoie, ministre du Revenu et ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que l'Assemblée soit saisie des projets de loi suivants:

112 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et diverses dispositions législatives.

La motion est adoptée.

- 140 Loi modifiant le Code des professions et d'autres lois professionnelles.

La motion est adoptée.

M. Cherry, ministre du Travail, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 142 Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives.

La motion est adoptée.

M. Cameron (Jacques-Cartier) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 199 Charte des langues française et anglaise.

La motion est adoptée à la majorité des voix.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

- 292 Loi concernant la corporation «Hôpital Laval».

(Document n° 1137 de la session)

M. Cusano, whip en chef du gouvernement, au nom de M. Doyon (Louis-Hébert), propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 292, Loi concernant la corporation «Hôpital Laval».

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Paradis, leader du gouvernement, le projet de loi d'intérêt privé 292 est renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration et la ministre déléguée aux Finances sera membre de ladite commission.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

- 231 Loi concernant la cession des biens et de l'entreprise de Trust Général du Canada et de La Compagnie Sherbrooke Trust.
(Document n° 1138 de la session)

M. Chagnon (Saint-Louis) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 231, Loi concernant la cession des biens et de l'entreprise de Trust Général du Canada et de La Compagnie Sherbrooke Trust.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Paradis, leader du gouvernement, le projet de loi d'intérêt privé 231 est renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration et la ministre déléguée aux Finances sera membre de ladite commission.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

- 289 Loi concernant le Groupe La Laurentienne et le Mouvement des caisses Desjardins et modifiant la Loi concernant le Mouvement des caisses Desjardins.
(Document n° 1139 de la session)

M. Chagnon (Saint-Louis) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 289, Loi concernant le Groupe La Laurentienne et le Mouvement des caisses Desjardins et modifiant la Loi concernant le Mouvement des caisses Desjardins.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Paradis, leader du gouvernement, le projet de loi d'intérêt privé 289 est renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration et la ministre déléguée aux Finances sera membre de ladite commission.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

228 Loi modifiant la Loi sur la Corporation de l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal.

(Document n° 1140 de la session)

M. Cusano, whip en chef du gouvernement, au nom de M. Hamel (Sherbrooke), propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 228, Loi modifiant la Loi sur la Corporation de l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Paradis, leader du gouvernement, le projet de loi d'intérêt privé 228 est renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'éducation et la ministre de l'Éducation sera membre de ladite commission.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

272 Loi concernant certains immeubles des divisions d'enregistrement d'Arthabaska, de Bécancour et de Nicolet.

(Document n° 1141 de la session)

M. Richard (Nicolet-Yamaska) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 272, Loi concernant certains immeubles des divisions d'enregistrement d'Arthabaska, de Bécancour et de Nicolet.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Paradis, leader du gouvernement, le projet de loi d'intérêt privé 272 est renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'éducation et la ministre de l'Éducation sera membre de ladite commission.

Dépôts de documents

M. Paradis, ministre de l'Environnement, dépose:

Le rapport annuel du Conseil de la conservation et de l'environnement, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1142 de la session)

Copie d'une série de lettres et de notes de service portant sur le dossier de la station d'épuration de la ville de Repentigny.

(Document n° 1143 de la session)

Dépôts de pétitions

M. Beaulne (Bertrand) dépose:

— l'extrait d'une pétition, signée par 1 077 pétitionnaires, concernant le maintien du service de prélèvements sanguins au CLSC des Seigneuries, à Sainte-Julie.

(Document n° 1144 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Motions sans préavis

M. Lafrance (Iberville) propose:

QUE l'Assemblée nationale, à l'occasion du 75^e anniversaire de l'armistice, exprime sa profonde gratitude envers ceux et celles qui ont sacrifié leur vie pour servir la cause noble entre toutes d'une paix fondée sur le respect des droits humains et de la dignité inviolable des individus et des peuples.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Gendron (Abitibi-Ouest) propose:

QUE cette Assemblée félicite chaleureusement son président, le député de La Pinière, M. Jean-Pierre Saintonge, suite à sa récente élection à titre de président de l'Assemblée internationale des parlementaires de langue française.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Elkas, ministre des Transports, propose:

QUE cette Assemblée souligne le lancement de la dixième édition de l'Opération Nez rouge qui débutait officiellement hier, soit le 10 novembre 1993.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Paradis, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission des institutions, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 106, Loi sur l'aide et l'indemnisation des victimes d'actes criminels.

M. Bissonnet, vice-président, donne les avis suivants:

- la Commission de l'aménagement et des équipements se réunira afin d'entendre les dirigeants de la Société de l'assurance automobile du Québec, du ministère de la Santé et des Services sociaux et de la Régie de l'assurance-maladie du Québec, sur le projet de décret prévu à l'article 155.3 de la *Loi sur l'assurance automobile* (L.R.Q., c. A-25);
- la Commission de l'économie et du travail se réunira afin de vérifier les engagements financiers du ministère des Forêts contenus dans les listes des mois d'août 1992 à septembre 1993.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. Bissonnet, vice-président, informe l'Assemblée que, le vendredi 19 novembre 1993, Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) s'adressera à M. Johnson, président du Conseil du trésor et ministre responsable de la région de Montréal, dans le cadre de l'interpellation portant sur «L'avenir de la région de Montréal».

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Vallières, ministre délégué à l'Agriculture, aux Pêcheries et à l'Alimentation, propose que le principe du projet de loi 120, Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

À 18 heures, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

Vingt heures

Adoption du principe

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Vallières, ministre délégué à l'Agriculture, aux Pêcheries et à l'Alimentation, proposant que le principe du projet de loi 120, Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi 120 est adopté.

Sur la motion de M. Middlemiss, ministre délégué aux Transports, le projet de loi 120 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation.

M. Middlemiss, ministre délégué aux Transports, convoque:

- la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, afin d'étudier en détail le projet de loi 120, Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments.

M. Elkas, ministre des Transports, propose que le principe du projet de loi 113, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

À 22 heures, M. Bissonnet, vice-président, lève la séance.

En conséquence, l'Assemblée est ajournée au mardi 16 novembre 1993, à 14 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

Mme Gagnon-Tremblay, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, dépose:

Le rapport annuel du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.
(Document n° 1145 de la session)

M. Rivard, ministre responsable de la Francophonie, dépose:

Le rapport annuel de l'Office franco-québécois pour la jeunesse, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1992.
(Document n° 1146 de la session)

M. le Président dépose les décisions suivantes, en date du 20 octobre 1993, du Bureau de l'Assemblée nationale:

- Décision 622 concernant le Règlement sur les contrats du Directeur général des élections et le Règlement sur les contrats de la Commission de la représentation édictés en vertu de la *Loi sur l'administration financière* et de la *Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services*, en versions française (décision 622-1) et anglaise (décision 622-2);

- Décision 623 concernant le Règlement sur les dispositions relatives à la prise de congés sans solde et à l'application de mesures de remplacement applicables aux personnes visées par le Règlement sur les emplois ou fonctions d'un caractère occasionnel et leurs titulaires à l'Assemblée nationale;
- Décision 624 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur les emplois ou fonctions d'un caractère occasionnel et leurs titulaires à l'Assemblée nationale;
- Décision 629 concernant le Règlement concernant le paiement de la taxe d'affaires à la ville de Québec à l'égard de l'année 1991.
(Document n° 1147 de la session)

Dépôts de pétitions

M. Bélanger (Anjou) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 1 935 pétitionnaires, concernant la perception automatique des pensions alimentaires.
(Document n° 1148 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Motions sans préavis

M. Fradet (Vimont) propose:

QUE cette Assemblée félicite le père Ubald Villeneuve qui a été unanimement choisi comme candidat du Québec pour le prix d'excellence du Centre canadien de lutte contre l'alcoolisme et les autres toxicomanies.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Messier (Saint-Hyacinthe) propose:

QUE cette Assemblée félicite la ville de Saint-Hyacinthe qui a récemment été accréditée technopole agro-alimentaire par le Club international des technopoles.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 120, Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments;
 - la Commission des institutions, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 106, Loi sur l'aide et l'indemnisation des victimes d'actes criminels;
 - la Commission des institutions, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail le projet de loi d'intérêt privé 207, Loi concernant la succession de Cora Frances Dunkerley.
-

M. Lefebvre, vice-président, donne les avis suivants:

- la Commission de la culture se réunira en séance de travail afin de discuter de l'organisation de ses travaux;

- la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation se réunira en séance de travail afin de discuter de l'organisation de ses travaux.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, et du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 188 et 298 du Règlement, il est ordonné:

QUE l'interpellation prévue pour le vendredi 19 novembre 1993 concernant l'avenir de la région de Montréal ait lieu le jeudi 18 novembre 1993, de 9 h 30 à 11 h 30, à la Salle de l'Assemblée nationale.

Puis, M. Lefebvre, vice-président, informe l'Assemblée que, le mercredi 17 novembre 1993, aux affaires inscrites par les députés de l'opposition, sera débattue la motion de M. Léonard (Labelle). Cette motion se lit comme suit:

QUE cette Assemblée est d'avis que l'irresponsabilité du gouvernement libéral dans ses politiques fiscales et économiques aggrave le douloureux problème de chômage que connaît actuellement le Québec, laissant ainsi sans espoir des milliers de Québécoises et Québécois.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

Mme Robillard, ministre de l'Éducation et ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, propose que le principe du projet de loi 111, Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Éducation, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 111 est adopté.

Sur la motion de M. Cannon, ministre des Communications, le projet de loi 111 est renvoyé pour étude détaillée à la commission plénière.

À 17 h 53, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

Vingt heures

Adoption du principe

Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, propose que le principe du projet de loi 117, Loi modifiant diverses dispositions législatives relatives au cadastre, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 117 est adopté.

Sur la motion de M. Cannon, ministre des Communications, le projet de loi 117 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

Puis, M. Cannon convoque:

- la Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier en détail le projet de loi 117, Loi modifiant diverses dispositions législatives relatives au cadastre.

Sur la motion de M. Cannon, ministre des Communications, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier en détail le projet de loi 111, Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Éducation.

Étude détaillée en commission plénière

La commission plénière entreprend l'étude détaillée du projet de loi 111, Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Éducation.

Avec la permission de M. le président de la commission plénière, Mme Robillard, ministre de l'Éducation et ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, dépose:

Un document interne du ministère de l'Éducation et du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science décrivant leur structure organisationnelle transitoire en vue de leur fusion.

(Document n° 1149 de la session)

Le projet de loi 111 est adopté par la commission plénière.

Le projet de loi 111 est ensuite rapporté à l'Assemblée qui adopte le rapport de la commission plénière.

Sur la motion de M. Cannon, ministre des Communications, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier en détail le projet de loi 109, Loi abrogeant la Loi sur l'Institut québécois de recherche sur la culture et concernant la poursuite des activités de l'Institut.

Étude détaillée en commission plénière

La commission plénière entreprend l'étude détaillée du projet de loi 109, Loi abrogeant la Loi sur l'Institut québécois de recherche sur la culture et concernant la poursuite des activités de l'Institut.

M. le président de la commission plénière fait rapport que la commission n'a pas fini de délibérer sur le projet de loi 109.

À 22 h 05, M. Lefebvre, vice-président, lève la séance.

En conséquence, l'Assemblée est ajournée au mercredi 17 novembre 1993, à 10 heures.

SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le mardi 16 novembre 1993, à 16 h 10, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de M. Bissonnet, vice-président de l'Assemblée nationale, de M. Parent (Sauvé) et de M. Gauvin (Montmagny-L'Islet), les représentants du Premier ministre, de M. Bertrand (Portneuf), le représentant du Chef de l'opposition officielle, de M. Atkinson (Notre-Dame-de-Grâce) et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à Son Excellence le lieutenant-gouverneur de sanctionner le projet de loi suivant:

- 98 Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Rémillard, ministre de la Justice, proposant que le principe du projet de loi 105, Loi sur la justice administrative, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi 105 est adopté.

Sur la motion de M. Cannon, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 105 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

Sur la motion de M. Cannon, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin de reprendre l'étude détaillée du projet de loi 109, Loi abrogeant la Loi sur l'Institut québécois de recherche sur la culture et concernant la poursuite des activités de l'Institut.

Étude détaillée en commission plénière

La commission plénière reprend l'étude détaillée du projet de loi 109, Loi abrogeant la Loi sur l'Institut québécois de recherche sur la culture et concernant la poursuite des activités de l'Institut.

Le projet de loi 109 est amendé et adopté par la commission plénière.

Le projet de loi 109 est ensuite rapporté à l'Assemblée qui adopte le rapport de la commission plénière.

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Elkas, ministre des Transports, proposant que le principe du projet de loi 113, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi 113 est adopté.

Sur la motion de M. Cannon, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 113 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 108, Loi modifiant la Loi sur les forêts et abrogeant diverses dispositions législatives.

Après débat, le rapport est adopté.

À 13 h 01, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. le Président communique et dépose:

Copie d'une lettre, en date du 16 novembre 1993, qu'il a reçue de M. Robert Bourassa, premier ministre, l'informant de la nomination de M. Lawrence Cannon, député de La Peltre et ministre des Communications, à la fonction parlementaire de leader adjoint du gouvernement, en remplacement de M. Daniel Johnson, député de Vaudreuil et ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor, à compter du 17 novembre 1993.

(Document n° 1150 de la session)

Puis, M. le Président dépose:

Le nouveau diagramme de l'Assemblée nationale, en date du 17 novembre 1993.

(Document n° 1151 de la session)

M. Bourassa, premier ministre, dépose:

Le rapport annuel du Conseil permanent de la jeunesse, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1152 de la session)

Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, dépose:

Le rapport annuel de la Société nationale de l'amiante, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1153 de la session)

M. Rémillard, ministre de la Justice, dépose:

Un document, en date du 1^{er} août 1993, intitulé «Rapport et recommandations du comité consultatif chargé d'étudier la rémunération, le régime de retraite et autres avantages sociaux des membres de la Cour du Québec».

(Document n° 1154 de la session)

Mme Robic, ministre déléguée aux Finances, dépose:

Le rapport annuel de l'Inspecteur général des institutions financières, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1155 de la session)

Mme Trépanier, ministre déléguée à la Condition féminine, dépose:

Le rapport annuel de l'Office des services de garde à l'enfance, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1156 de la session)

M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux et ministre responsable de la région de Québec, dépose:

Le rapport annuel du Secrétariat à la Capitale, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1157 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Garon (Lévis) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 4 novembre 1993, a examiné les engagements financiers du ministère de l'Environnement contenus dans les listes des mois de février 1993 à septembre 1993 ainsi que les engagements dont la vérification a été suspendue lors des séances des 18 mars et 8 avril 1993.

(Document n° 1158 de la session)

Dépôts de pétitions

M. Beaulne (Bertrand) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 1 134 pétitionnaires, concernant le maintien du service de prélèvements sanguins au CLSC des Seigneuries, à Varennes.

(Document n° 1159 de la session)

Mme Carrier-Perreault (Les Chutes-de-la-Chaudière) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 1 684 pétitionnaires, concernant la perception automatique des pensions alimentaires.

(Document n° 1160 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Motions sans préavis

M. Fradet (Vimont) propose:

QUE cette Assemblée souligne la Semaine québécoise de prévention de la toxicomanie qui se déroule cette année du 14 au 20 novembre sous le thème «Quand je serai grand, je ferai comme toi».

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

AFFAIRES DU JOUR

Affaires inscrites par les députés de l'opposition

M. Léonard (Labelle) propose:

QUE cette Assemblée est d'avis que l'irresponsabilité du gouvernement libéral dans ses politiques fiscales et économiques aggrave le douloureux problème de chômage que connaît actuellement le Québec, laissant ainsi sans espoir des milliers de Québécoises et Québécois.

Avant que le débat ne s'engage, M. Bissonnet, vice-président, répartit ainsi le temps de parole pour la discussion de cette motion: dix minutes sont accordées à l'auteur de la motion pour sa réplique et dix minutes sont allouées à l'ensemble des députés indépendants; les deux groupes parlementaires se partageront également le reste de la période consacrée à ce débat; dans ce cadre, les interventions seront limitées à trente minutes chacune.

Suit le débat sur la motion de M. Léonard.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Cannon, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

À 17 h 59, M. Lefebvre, vice-président, lève la séance.

En conséquence, l'Assemblée est ajournée au jeudi 18 novembre 1993, à 14 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Seize heures

M. le Président invite l'Assemblée à se recueillir en mémoire de M. Gérard D. Levesque, député de Bonaventure et ministre des Finances, décédé le 17 novembre dernier.

Puis, M. Bourassa, premier ministre, au nom du gouvernement et de son groupe parlementaire, fait l'éloge du disparu et offre sa sympathie aux proches de M. Levesque.

À la fin de son intervention, M. Bourassa propose l'ajournement de l'Assemblée, en signe de deuil, au mardi 23 novembre 1993, à 14 heures.

M. Parizeau, chef de l'opposition officielle, M. Farrah (Îles-de-la-Madeleine) et M. le Président prennent la parole pour, à leur tour, rendre hommage à M. Levesque.

À 16 h 20, la motion de M. Bourassa est adoptée.

En conséquence, l'Assemblée est ajournée au mardi 23 novembre 1993, à 14 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

270 Loi concernant la Fondation des bourses d'études Curé Louis Aldéric Desjardins.

(Document n° 1161 de la session)

M. Forget (Prévost) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 270, Loi concernant la Fondation des bourses d'études Curé Louis Aldéric Desjardins.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Paradis, leader du gouvernement, le projet de loi d'intérêt privé 270 est renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission des institutions et le ministre de la Justice sera membre de ladite commission.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

279 Loi concernant La Compagnie d'Assurance funéraire, Urgel Bourgie, Ltée et ses filiales.

(Document n° 1162 de la session)

M. Joly (Fabre) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 279, Loi concernant La Compagnie d'Assurance funéraire, Urgel Bourgie, Ltée et ses filiales.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Paradis, leader du gouvernement, le projet de loi d'intérêt privé 279 est renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration et la ministre déléguée aux Finances sera membre de ladite commission.

Dépôts de documents

Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, dépose:

Le rapport annuel de la Société de développement de la Baie James, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1163 de la session)

Mme Gagnon-Tremblay, ministre des Finances, dépose:

Le rapport annuel du ministère des Finances, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1164 de la session)

M. Ryan, ministre des Affaires municipales et ministre de la Sécurité publique, dépose:

Le rapport annuel du ministère des Affaires municipales, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1165 de la session)

Le rapport annuel du ministère de la Sécurité publique, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1166 de la session)

Le rapport annuel de la Société d'aménagement de l'Outaouais, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1167 de la session)

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, dépose:

Le rapport annuel du ministère de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1168 de la session)

Le rapport annuel de la Commission des affaires sociales, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1169 de la session)

M. Rémillard, ministre de la Justice, dépose:

Le rapport annuel de la Société québécoise d'information juridique, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1170 de la session)

Le rapport annuel de la Commission de protection des droits de la jeunesse, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1171 de la session)

M. Blackburn, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, dépose:

Le rapport annuel du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1172 de la session)

Mme Robillard, ministre de l'Éducation et ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, dépose:

Le rapport annuel de la Commission consultative de l'enseignement privé, pour l'exercice financier terminé le 30 juin 1993.

(Document n° 1173 de la session)

M. Cherry, ministre du Travail, dépose:

Le rapport annuel de la Régie du bâtiment du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1174 de la session)

M. Vallerand, ministre du Tourisme, dépose:

Le rapport annuel de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec, pour l'exercice financier terminé le 30 juin 1993.

(Document n° 1175 de la session)

Le rapport annuel de la Société du Palais des congrès de Montréal, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1176 de la session)

M. le Président communique et dépose:

Copie d'une lettre, en date du 16 novembre 1993, que lui a envoyée Mme Luce Dupuis, députée de Verchères, l'informant de sa décision de quitter le groupe parlementaire formant l'opposition officielle et de siéger à titre de députée indépendante, jusqu'à nouvel avis.

(Document n° 1177 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Joly (Fabre) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 16 novembre 1993, a étudié en détail le projet de loi:

- 117 Loi modifiant diverses dispositions législatives relatives au cadastre
— rapporté avec des amendements.

(Document n° 1178 de la session)

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 11 novembre 1993, a examiné les engagements financiers du ministère des Forêts contenus dans les listes des mois d'août 1992 à septembre 1993.

(Document n° 1179 de la session)

M. Dauphin (Marquette) dépose:

Le rapport de la Commission des institutions qui, les 26, 27, 28 octobre, 2, 3, 9, 10, 11 et 17 novembre 1993, a tenu des consultations particulières et étudié en détail le projet de loi:

- 106 Loi sur l'aide et l'indemnisation des victimes d'actes criminels —
rapporté avec des amendements.

(Document n° 1180 de la session)

Dépôts de pétitions

M. Beaulne (Bertrand) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 890 pétitionnaires, concernant le maintien du service de prélèvements sanguins au CLSC des Seigneuries, à Varennes.

(Document n° 1181 de la session)

Mme Loiselle (Saint-Henri) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 1 645 pétitionnaires, concernant la perception automatique des pensions alimentaires.

(Document n° 1182 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) dépose:

Les conclusions et recommandations de la Table de concertation sur l'industrie ferroviaire concernant le transport interurbain des personnes et son impact sur l'emploi et l'industrie ferroviaire à Montréal.

(Document n° 1183 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, dépose:

Copie d'une lettre, en date du 19 novembre 1993, qu'elle a envoyée à M. Richard Drouin, président du conseil et chef de la direction d'Hydro-Québec, concernant le report de ses projets de cogénération.

(Document n° 1184 de la session)

Votes reportés

L'Assemblée tient le vote sur la motion présentée par M. Léonard (Labelle), le 17 novembre 1993, aux affaires inscrites par les députés de l'opposition. Cette motion se lit comme suit:

QUE cette Assemblée est d'avis que l'irresponsabilité du gouvernement libéral dans ses politiques fiscales et économiques aggrave le douloureux problème de chômage que connaît actuellement le Québec, laissant ainsi sans espoir des milliers de Québécoises et Québécois.

La motion est rejetée par le vote suivant:

(Vote n° 179)

POUR — 23

Baril	Blais	Gendron	Morin
Beaulne	Boisclair	Harel	Perron
Bélanger	Boulerice	Holden	Trudel
(Anjou)	Brassard	Jolivet	Vermette
Bertrand	Caron	Juneau	
Blackburn	Chevrette	Lazure	
(Chicoutimi)	Dufour	Marois	

CONTRE — 69

Atkinson	Côté	Lafrenière	Richard
Audet	(Riv.-du-Loup)	Leclerc	Rivard
Bacon	Cusano	Lemieux	Robic
Bégin	Dauphin	Lemire	Robillard
Bélanger	Doyon	LeSage	Ryan
(Még.-Compton)	Dutil	Libman	Savoie
Benoit	Elkas	Loiselle	Sirros
Bergeron	Farrah	Maciocia	Thérien
Blackburn	Forget	MacMillan	Tremblay
(Roberval)	Fradet	Maltais	(Outremont)
Bourbeau	Frulla	Marcil	Tremblay
Bradet	Gagnon-Tremblay	Messier	(Rimouski)
Brouillette	Gautrin	Middlemiss	Trépanier
Camden	Gauvin	Paradis	Vallerand
Chagnon	Gobé	(Brome-Miss.)	Vallières
Charbonneau	Hamel	Parent	Williams
Chenail	Johnson	Pelchat	
Cherry	Joly	Philibert	
Côté	Kehoe	Poulin	
(Charlesbourg)	Khelfa	Rémillard	

ABSTENTION — 0

Motions sans préavis

M. Bergeron (Deux-Montagnes) propose:

QUE cette Assemblée, à l'occasion de la Journée des patriotes, réitère ses hommages et sa reconnaissance aux hommes et aux femmes qui, en 1837 et en 1838, ont lutté pour que la démocratie parlementaire s'instaure chez nous.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Paradis, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi 113, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile;
- la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 120, Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments;
- la Commission des institutions, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail le projet de loi d'intérêt privé 207, Loi concernant la succession de Cora Frances Dunkerley;
- la Commission du budget et de l'administration, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 289, Loi concernant le Groupe La Laurentienne et le Mouvement des caisses Desjardins et modifiant la Loi concernant le Mouvement des caisses Desjardins; le projet de loi 263, Loi modifiant la charte des Directeur et syndics de l'asile des orphelins de Saint-Patrice de Montréal; le projet de loi 292, Loi concernant la corporation «Hôpital Laval»; le projet de loi 279, Loi concernant La Compagnie d'Assurance funéraire, Urgel Bourgie, Ltée et ses filiales; le projet de loi 231, Loi

concernant la cession des biens et de l'entreprise de Trust Général du Canada et de La Compagnie Sherbrooke Trust; et le projet de loi 280, Loi concernant Compagnie Trust Royal.

M. Lefebvre, vice-président, donne les avis suivants:

- la Commission de l'éducation se réunira afin d'entendre les représentants du Conseil supérieur de l'éducation;
- la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation se réunira afin de vérifier les engagements financiers relevant du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation pour les mois de janvier 1990 à octobre 1993;
- la Commission des affaires sociales se réunira en séance de travail afin de discuter de l'organisation de ses travaux.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. Lefebvre, vice-président, informe l'Assemblée que, le mercredi 24 novembre 1993, aux affaires inscrites par les députés de l'opposition, sera débattue la motion de Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve). Cette motion se lit comme suit:

QUE le gouvernement et ses ministres mettent fin à leurs tergiversations en matière économique en dévoilant immédiatement la teneur d'un plan de relance susceptible de créer de l'emploi de la façon la plus immédiate possible et supporté par des crédits supplémentaires suffisants pour assurer son efficacité.

Puis, M. Lefebvre informe l'Assemblée que, le vendredi 26 novembre 1993, M. Trudel (Rouyn-Noranda—Témiscamingue) s'adressera à M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, dans le cadre de l'interpellation portant sur «La situation budgétaire du réseau de la santé».

Enfin, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 298 du Règlement, M. Lefebvre avise l'Assemblée que l'interpellation concernant l'avenir de la région de Montréal qui était prévue pour le jeudi 18 novembre 1993, aura lieu le mardi 30 novembre 1993, de 10 heures à 12 heures, à la Salle de l'Assemblée nationale.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Cherry, ministre du Travail, propose que le principe du projet de loi 142, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

M. Bissonnet, vice-président, interrompt le débat et informe l'Assemblée de la tenue d'un débat de fin de séance sur une question adressée par Mme Caron (Terrebonne) à M. Rémillard, ministre de la Justice et ministre responsable de la protection du consommateur, concernant l'Office de la protection du consommateur et les garanties prolongées.

Le débat se poursuit sur la motion de M. Cherry, ministre du Travail, proposant l'adoption du principe du projet de loi 142.

À 18 heures, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

Vingt heures

Adoption du principe

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Cherry, ministre du Travail, proposant que le principe du projet de loi 142, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

À 22 heures, le débat est ajourné.

Débats de fin de séance

L'Assemblée tient le débat de fin de séance précédemment annoncé entre Mme Caron (Terrebonne) et M. Rémillard, ministre de la Justice et ministre responsable de la protection du consommateur, concernant l'Office de la protection du consommateur et les garanties prolongées.

À 22 h 16, M. Lefebvre, vice-président, lève la séance.

En conséquence, l'Assemblée est ajournée au mercredi 24 novembre 1993, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 117, Loi modifiant diverses dispositions législatives relatives au cadastre.

Après débat, le rapport est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, propose que le projet de loi 117, Loi modifiant diverses dispositions législatives relatives au cadastre, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 117 est adopté.

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Cherry, ministre du Travail, proposant que le principe du projet de loi 142, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-

d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

À 13 heures, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

En conséquence, le débat sur la motion de M. Cherry est ajourné.

Quinze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

Mme Robillard, ministre de l'Éducation et ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, dépose:

Le rapport annuel de l'Institut québécois de recherche sur la culture, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1185 de la session)

M. Paradis, leader du gouvernement, au nom de M. Ciaccia, ministre des Affaires internationales, dépose:

Le rapport annuel du ministère des Affaires internationales, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1186 de la session)

Dépôts de pétitions

M. Lazure (La Prairie) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 1 520 pétitionnaires, concernant la perception automatique des pensions alimentaires.

(Document n° 1187 de la session)

M. Beaulne (Bertrand) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 1 103 pétitionnaires, concernant le maintien du service de prélèvements sanguins au CLSC des Seigneuries, à Sainte-Julie.

(Document n° 1188 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Paradis, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission des institutions, afin d'entendre les intéressés et de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 207, Loi concernant la succession de Cora Frances Dunkerley.
-

M. Bissonnet, vice-président, donne l'avis suivant:

- la Commission de l'Assemblée nationale se réunira afin de statuer sur diverses affaires courantes.

AFFAIRES DU JOUR

Affaires inscrites par les députés de l'opposition

Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) propose:

QUE le gouvernement et ses ministres mettent fin à leurs tergiversations en matière économique en dévoilant immédiatement la teneur d'un plan de relance susceptible de créer de l'emploi de la façon la plus immédiate possible et supporté par des crédits supplémentaires suffisants pour assurer son efficacité.

Avant que le débat ne s'engage, M. Bissonnet, vice-président, répartit ainsi le temps de parole pour la discussion de cette motion: dix minutes sont accordées à l'auteur de la motion pour sa réplique et dix minutes sont allouées à l'ensemble des députés indépendants; les deux groupes parlementaires se partageront également le reste de la période consacrée à ce débat; dans ce cadre, les interventions seront limitées à trente minutes chacune.

Suit le débat sur la motion de Mme Harel.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est rejetée par le vote suivant:

(Vote n° 180)

POUR — 21

Baril	Boulerice	Garon	Léonard
Beaulne	Brassard	Gendron	Parizeau
Bélanger	Caron	Harel	Perron
(Anjou)	Carrier-Perreault	Holden	Trudel
Bertrand	Chevrette	Juneau	
Boisclair	Dufour	Lazure	

CONTRE — 61

Audet	Chenail	Joly	Parent
Bacon	Côté	Kehoe	Philibert
Bélanger	(Charlesbourg)	Khelfa	Poulin
(Még.-Compton)	Côté	Lafrance	Rémillard
Bélisle	(Riv.-du-Loup)	Lafrenière	Rivard
Benoit	Dauphin	Lemire	Robic
Blackburn	Després	LeSage	Robillard
(Roberval)	Dionne	Libman	Savoie
Bordeleau	Dutil	Loiselle	Sirros
Bourbeau	Forget	Maciocia	Thérien
Bradet	Frulla	MacMillan	Tremblay
Brouillette	Gautrin	Maltais	(Outremont)
Camden	Gauvin	Marcil	Tremblay
Cameron	Gobé	Messier	(Rimouski)
Cannon	Hamel	Middlemiss	Trépanier
Chagnon	Houde	Paradis	Vallières
Charbonneau	Johnson	(Brome-Miss.)	Williams

ABSTENTION — 0

24 novembre 1993

À 18 h 07, M. Lefebvre, vice-président, lève la séance.

En conséquence, l'Assemblée est ajournée au jeudi 25 novembre 1993, à 14 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. Ryan, ministre des Affaires municipales, dépose:

Le rapport de la Société d'aménagement de l'Outaouais couvrant la période du 1^{er} avril au 30 juin 1993, date de la dissolution de l'organisme.

(Document n° 1189 de la session)

M. le Président dépose:

Les décisions suivantes, en date du 17 novembre 1993, du Bureau de l'Assemblée nationale:

- Décision 631 concernant le Règlement modifiant le Règlement modifiant le Règlement sur la gestion financière et administrative;
- Décision 632 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur les allocations aux députés;
- Décision 633 concernant le Règlement relatif au paiement des jours de maladie et de congés sociaux au départ d'une cadre supérieure de l'Assemblée nationale;
- Décision 634 concernant le Règlement relatif à la nomination du Directeur de la Direction du Journal des débats;

- Décision 635 concernant le Règlement relatif au paiement des jours de maladie au départ d'un garde de corps-chauffeur de l'Assemblée nationale;
- Décision 636 concernant le Règlement relatif à la nomination d'un garde du corps-chauffeur;
- Décision 637 concernant le Règlement relatif à la rémunération additionnelle du coordonnateur de l'impression et de la publication des projets de loi et des lois à la Direction de la législation;
- Décision 638 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur les services relatifs aux voyages et les voyages à l'extérieur du Québec;
- Décision 639 concernant le Règlement sur les contrats du Vérificateur général édictés en vertu de la *Loi sur l'administration financière* et de la *Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services*, en versions française (décision 639-1) et anglaise (décision 639-2);
- Décision 640 concernant le Règlement sur les contrats du Protecteur du citoyen édictés en vertu de la *Loi sur l'administration financière* et de la *Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services*, en versions française (décision 640-1) et anglaise (décision 640-2);
- Décision 641 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur la gestion financière et administrative.

(Document n° 1190 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Richard (Nicolet-Yamaska) dépose:

Le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui, les 11, 16, 17 et 24 novembre 1993, a étudié en détail le projet de loi:

- 120 Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1191 de la session)

Dépôts de pétitions

M. Beaulne (Bertrand) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 1 134 pétitionnaires, concernant le maintien du service de prélèvements sanguins au CLSC des Seigneuries, à Varennes.

(Document n° 1192 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

À la demande de M. Morin (Dubuc), M. Blackburn, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, dépose:

Copie d'une lettre, en date du 2 novembre 1993, adressée à M. Georges Arsenault, sous-ministre adjoint à la ressource faunique du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, par M. Daniel Tremblay, président de la Fédération des pourvoyeurs du Québec inc., concernant un projet de chasse expérimentale.

(Document n° 1193 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Paradis, ministre de l'Environnement, dépose:

Copie d'une lettre, en date du 24 novembre 1993, qu'il a envoyée à M. Doug Young, ministre des Transports du Canada, concernant l'épave du pétrolier Irving Whale gisant dans le golfe du Saint-Laurent.

(Document n° 1194 de la session)

Avis touchant les travaux des commissions

M. Paradis, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 113, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile;
- la Commission du budget et de l'administration, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail le projet de loi d'intérêt privé 256, Loi modifiant la Loi constituant en corporation the «Order Sons of Italy in Canada».

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Cherry, ministre du Travail, proposant que le principe du projet de loi 142, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Paradis, leader du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

M. Cherry, ministre du Travail, propose que le principe du projet de loi 116, Loi modifiant le Code du travail, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Paradis, leader du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

À 17 h 45, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

Vingt heures

Adoption du principe

M. Ryan, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi 121, Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal et la Loi sur la fiscalité municipale, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 121 est adopté.

Sur la motion de M. Cannon, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 121 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

M. Ryan, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi 119, Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

25 novembre 1993

Après débat, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Cannon, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

À 21 h 56, M. Bissonnet, vice-président, lève la séance.

En conséquence, l'Assemblée est ajournée au mardi 30 novembre 1993, à 14 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Déclarations ministérielles

Mme Gagnon-Tremblay, ministre des Finances, fait une déclaration concernant l'élargissement du crédit d'impôt remboursable pour la formation, la mise en place d'un crédit d'impôt remboursable pour le design et la détaxation des forfaits hôteliers.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, Mme Gagnon-Tremblay dépose:

Le texte intégral de sa déclaration, accompagné d'une annexe.

(Document n° 1195 de la session)

Dépôts de documents

M. Ryan, ministre de la Sécurité publique, dépose:

Le rapport annuel du Commissaire à la déontologie policière, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1196 de la session)

M. Paradis, leader du gouvernement, au nom de M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, dépose:

Le rapport annuel de la Régie des assurances agricoles du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1197 de la session)

M. Blackburn, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, dépose:

Le rapport annuel de la Régie de la sécurité dans les sports du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1198 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. le Président dépose:

Le rapport de la Commission de l'Assemblée nationale qui, le 25 novembre 1993, a statué sur diverses affaires courantes.

(Document n° 1199 de la session)

Le rapport de la Commission de l'Assemblée nationale qui, le 30 novembre 1993, a déterminé la composition des commissions permanentes et statué sur diverses affaires courantes.

(Document n° 1200 de la session)

Sur la motion de M. Bissonnet, vice-président, ce dernier rapport est adopté.

Le consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 137 du Règlement est donné pour que, si nécessaire, M. le Président puisse présider lui-même à l'élection de vice-présidents de commissions.

Dépôts de pétitions

M. Libman (D'Arcy-McGee) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 1 506 pétitionnaires, concernant la perception automatique des pensions alimentaires.

(Document n° 1201 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 62 du Règlement, sont déposés quatre extraits de pétition concernant la proclamation du fleuve Saint-Laurent patrimoine national:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 123 pétitionnaires, par M. Garon (Lévis);

(Document n° 1202 de la session)

- le deuxième, extrait d'une pétition signée par 107 pétitionnaires, par M. Camden (Lotbinière);

(Document n° 1203 de la session)

- le troisième, extrait d'une pétition signée par 417 pétitionnaires, par M. Leclerc (Taschereau);

(Document n° 1204 de la session)

- le quatrième, extrait d'une pétition signée par 157 pétitionnaires, par M. Bertrand (Portneuf).

(Document n° 1205 de la session)

Interventions portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur un fait personnel

M. le Président informe l'Assemblée qu'il a reçu de M. Lemire (Saint-Maurice) une demande d'intervention sur une violation de privilège et déclare cette demande recevable.

M. Lemire, s'appuyant sur les articles 43, 55(7°) et 55(10°) de la *Loi sur l'Assemblée nationale*, explique que le 26 novembre 1993, à son bureau de comté, des personnes «ont porté atteinte à ses droits, privilèges et immunités de même qu'aux droits, privilèges et immunités de l'Assemblée nationale», en forçant l'entrée de son bureau et en s'attaquant à sa personne, en plus de proférer des menaces à son endroit.

M. Lemire termine son intervention en indiquant son intention de présenter une motion conformément aux articles 324 et suivants du Règlement.

Puis, M. le Président informe l'Assemblée qu'il a reçu de M. Cannon (La Peltrie) une demande d'intervention sur une question de fait personnel.

M. le Président ayant jugé recevable cette demande, M. Cannon en sa qualité de député de La Peltrie refute les insinuations contenues dans un article du quotidien «Le Soleil», le 27 novembre 1993, et relatives à un prétendu lien entre son implication personnelle dans l'octroi d'une subvention gouvernementale dans sa circonscription et une contribution à la caisse électorale du Parti libéral.

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Votes reportés

L'Assemblée tient le vote sur la motion de M. Cherry, ministre du Travail, proposant l'adoption du principe du projet de loi 142, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 181)

POUR — 67

Atkinson
Audet
Bacon
Beaudin

Bégin
Bélanger
(Még.-Compton)
Benoit

Bergeron
Blackburn
(Roberval)
Bleau

Bordeleau
Boucher-Bacon
Bradet
Brouillette

Camden	Forget	Libman	Richard
Cameron	Fradet	Loiselle	Rivard
Cannon	Frulla	Maciocia	Robillard
Cardinal	Gautrin	MacMillan	Ryan
Chagnon	Gauvin	Marcil	Savoie
Charbonneau	Gobé	Messier	Sirros
Cherry	Hamel	Middlemiss	Thérien
Côté	Houde	Paradis	Tremblay
(Charlesbourg)	Johnson	(Brome-Miss.)	(Rimouski)
Cusano	Joly	Paradis	Trépanier
Després	Kehoe	(Matapédia)	Vallerand
Doyon	Lafrenière	Parent	Vallières
Dutil	Lemieux	Philibert	
Elkas	Lemire	Picotte	
Farrah	LeSage	Rémillard	

CONTRE — 26

Baril	Blais	Dufour	Lazure
Beaulne	Boulerice	Filion	Léonard
Bélanger	Brassard	Garon	Morin
(Anjou)	Caron	Gendron	Perron
Bertrand	Carrier-Perreault	Harel	St-Roch
Blackburn	Chevrette	Holden	Trudel
(Chicoutimi)	Claveau	Juneau	Vermette

ABSTENTION — 0

En conséquence, le principe du projet de loi 142 est adopté.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 244 du Règlement, M. Paradis, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission de l'économie et du travail, dans le cadre de l'étude détaillée du projet de loi 142, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives, procède à des consultations particulières et tienne des auditions publiques sur ledit projet de loi, à la Salle du Conseil législatif, et, à cette fin, entende:

Le mercredi 1^{er} décembre 1993, après les affaires courantes et selon l'horaire des commissions parlementaires:

- pour une durée respective de vingt minutes, les remarques préliminaires du ministre du Travail, celles du porte-parole de l'opposition officielle et celles du député de Drummond;
- pour une durée respective d'une heure et ce, dans l'ordre ci-après indiqué, le président et deux représentants de:
 - . la Commission de la construction du Québec;
 - . l'Association des entrepreneurs en construction du Québec;
 - . la FTQ-Construction;
 - . le Conseil du patronat;
 - . le Conseil provincial du Québec des métiers de la construction (international) et
 - . l'Association de la construction du Québec;

Le jeudi 2 décembre 1993, après les affaires courantes, selon l'horaire des commissions parlementaires, pour une durée respective d'une heure et ce, dans l'ordre ci-après indiqué, le président et deux représentants de:

- . l'Association provinciale des constructeurs d'habitation du Québec inc.;
- . l'Association des constructeurs de routes et de grands travaux du Québec;
- . la CSN-Construction;
- . la Corporation des maîtres électriciens du Québec;
- . l'Association des manufacturiers du Québec;
- . la CSD-Construction;
- . la Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec et
- . le Syndicat de la construction de la Côte-Nord de Sept-Îles inc.;

La durée maximale de l'exposé de chaque organisme soit de vingt minutes et l'échange avec les membres de la commission soit d'une durée maximale de quarante minutes partagées également entre les membres du groupe parlementaire formant le gouvernement et les députés formant l'opposition, en respectant le principe de l'alternance;

Et le ministre du Travail soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

La motion est adoptée.

Est ensuite tenu le vote sur la motion de M. Cherry, ministre du Travail, proposant l'adoption du principe du projet de loi 116, Loi modifiant le Code du travail.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 182)

POUR — 67

Atkinson	Cardinal	Houde	Parent
Audet	Chagnon	Johnson	Philibert
Bacon	Charbonneau	Joly	Picotte
Beaudin	Cherry	Kehoe	Rémillard
Bégin	Côté	Lafrenière	Richard
Bélanger	(Charlesbourg)	Lemieux	Rivard
(Még.-Compton)	Cusano	Lemire	Robillard
Benoit	Després	LeSage	Ryan
Bergeron	Doyon	Libman	Savoie
Blackburn	Dutil	Loiselle	Sirros
(Roberval)	Elkas	Maciocia	Thérien
Bleau	Farrah	MacMillan	Tremblay
Bordéleau	Forget	Marcil	(Rimouski)
Boucher-Bacon	Fradet	Messier	Trépanier
Bradet	Frulla	Middlemiss	Vallerand
Brouillette	Gautrin	Paradis	Vallières
Camden	Gauvin	(Brome-Miss.)	
Cameron	Gobé	Paradis	
Cannon	Hamel	(Matapédia)	

CONTRE — 26

Baril	Bertrand	Boulerice	Chevrette
Beaulne	Blackburn	Brassard	Claveau
Bélanger	(Chicoutimi)	Caron	Dufour
(Anjou)	Blais	Carrier-Perreault	Filion

Garon	Holden	Léonard	St-Roch
Gendron	Juneau	Morin	Trudel
Harel	Lazure	Perron	Vermette

ABSTENTION — 0

En conséquence, le principe du projet de loi 116 est adopté.

Sur la motion de M. Paradis, leader du gouvernement, le projet de loi 116 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

Est enfin tenu le vote sur la motion de M. Ryan, ministre des Affaires municipales, proposant l'adoption du principe du projet de loi 119, Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec et d'autres dispositions législatives.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 183)

POUR — 93

Atkinson	Blais	Claveau	Gobé
Audet	Bleau	Côté	Hamel
Bacon	Bordeleau	(Charlesbourg)	Harel
Baril	Boucher-Bacon	Cusano	Holden
Beaudin	Boulerice	Després	Houde
Beaulne	Bradet	Doyon	Johnson
Bégin	Brassard	Dufour	Joly
Bélanger	Brouillette	Dutil	Juneau
(Anjou)	Camden	Elkas	Kehoe
Bélanger	Cameron	Farrah	Lafrenière
(Még.-Compton)	Cannon	Filion	Lazure
Benoit	Cardinal	Forget	Lemieux
Bergeron	Caron	Fradet	Lemire
Bertrand	Carrier-Perreault	Frulla	Léonard
Blackburn	Chagnon	Garon	LeSage
(Chicoutimi)	Charbonneau	Gautrin	Libman
Blackburn	Cherry	Gauvin	Loiselle
(Roberval)	Chevrette	Gendron	Maciocia

MacMillan	Parent	Savoie	Vallières
Marcil	Perron	Sirros	Vermette
Messier	Philibert	St-Roch	
Middlemiss	Picotte	Thérien	
Morin	Rémillard	Tremblay	
Paradis	Richard	(<i>Rimouski</i>)	
(<i>Brome-Miss.</i>)	Rivard	Trépanier	
Paradis	Robillard	Trudel	
(<i>Matapédia</i>)	Ryan	Vallerand	

CONTRE — 0

ABSTENTION — 0

En conséquence, le principe du projet de loi 119 est adopté.

Sur la motion de M. Paradis, leader du gouvernement, le projet de loi 119 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

Motions sans préavis

M. Paradis, leader du gouvernement, propose:

QUE l'auteur du projet de loi 134, Loi modifiant la Loi sur l'administration financière, soit Mme Monique Gagnon-Tremblay, ministre des Finances.

La motion est adoptée.

M. Atkinson (Notre-Dame-de-Grâce) propose:

QUE l'Assemblée nationale, en cette fête de St-André, patron des Écossais, souligne la contribution des Écossais au Québec.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Paradis, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail les projets de loi suivants: le projet de loi 121, Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal et la Loi sur la fiscalité municipale, et le projet de loi 119, Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec et d'autres dispositions législatives.

M. Lefebvre, vice-président, informe l'Assemblée que les commissions suivantes se réuniront afin d'élire leurs présidents et vice-présidents:

- la Commission des institutions;
- la Commission du budget et de l'administration;
- la Commission de l'économie et du travail;
- la Commission de l'éducation;
- la Commission de la culture;
- la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation;
- la Commission de l'aménagement et des équipements;
- la Commission des affaires sociales.

Puis, M. Lefebvre donne les avis suivants:

- la Commission des affaires sociales se réunira afin de vérifier les engagements financiers du programme 3 du Conseil exécutif et des organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine et ministre responsable de la Famille pour les mois de janvier 1992 à septembre 1993;
- la Commission des institutions se réunira afin de vérifier les engagements financiers relevant de la compétence du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes pour les mois de décembre 1985 et de février 1988 à octobre 1993 inclusivement.

AFFAIRES DU JOUR

Affaires prioritaires

Motions de censure

M. Chevette, leader de l'opposition officielle, propose:

QUE cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement libéral et lui retire sa confiance en raison de sa totale incapacité à contrer de façon le moins efficace les phénomènes de la contrebande du tabac, du commerce illégal et de l'économie au noir qui, en plus de priver l'État de ressources financières importantes, rompent le pacte social qui doit exister entre les contribuables et leur gouvernement et sapent la confiance des Québécoises et Québécois envers leurs propres institutions.

Avant que le débat ne s'engage, M. Lefebvre, vice-président, répartit ainsi le temps de parole pour la discussion de cette motion: vingt minutes sont accordées à l'auteur de la motion pour sa réplique et vingt minutes sont allouées à l'ensemble des députés indépendants; les deux groupes parlementaires se partageront également le reste de la période consacrée à ce débat; dans ce cadre, les interventions seront limitées à vingt minutes chacune, sauf celles de l'auteur de la motion et du représentant du Premier ministre, qui pourront faire une intervention d'une heure chacun.

Suit le débat sur la motion de M. Chevrette.

À 18 heures, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

Vingt heures

Motions de censure

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de censure présentée par M. Chevrette, leader de l'opposition officielle.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est rejetée par le vote suivant:

(Vote n° 184)

POUR — 21

Baril	Blais	Chevrette	Holden
Bélanger	Boisclair	Dufour	Lazure
(Anjou)	Boulerice	Filion	Perron
Bertrand	Brassard	Garon	Trudel
Blackburn	Caron	Gendron	Vermette
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Harel	

CONTRE — 51

Atkinson	Cannon	Gobé	Paradis
Audet	Charbonneau	Johnson	(Brome-Miss.)
Beaudin	Côté	Joly	Philibert
Bégin	(Riv.-du-Loup)	Kehoe	Picotte
Bélanger	Cusano	Lafrance	Poulin
(Még.-Compton)	Després	Lafrenière	Robillard
Benoit	Dionne	Leclerc	Ryan
Bergeron	Doyon	Libman	Savoie
Bleau	Dutil	Loiselle	Sirros
Bordeleau	Farrah	Maciocia	Tremblay
Boucher-Bacon	Forget	MacMillan	(Rimouski)
Bourbeau	Fradet	Marcel	Trépanier
Bradet	Gautrin	Messier	Williams
Brouillette	Gauvin	Middlemiss	

ABSTENTION — 0

30 novembre 1993

À 21 h 59, M. Lefebvre, vice-président, lève la séance.

En conséquence, l'Assemblée est ajournée au mercredi 1^{er} décembre 1993, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. Côté, ministre des Forêts, dépose:

Un document du ministère des Forêts, en date de septembre 1993, intitulé «Opération réalignement: rapport du comité ad hoc sur la pertinence de la famille des produits de l'éducation».

(Document n° 1206 de la session)

M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor, dépose:

Copie d'une lettre, en date du 1^{er} décembre 1993, qu'il a expédiée à M. Jacques Léonard, député de Labelle, lui fournissant des renseignements détaillés relativement au déménagement du bureau du ministre dans la circonscription électorale de Vaudreuil.

(Document n° 1207 de la session)

M. le Président dépose:

Le rapport annuel du Vérificateur général du Québec à l'Assemblée nationale, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1208 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

Les rapports des commissions qui ont siégé le 30 novembre 1993 afin d'élire leurs présidents et vice-présidents sont déposés respectivement:

- par M. Lemieux (Vanier), président de la Commission du budget et de l'administration;
(Document n° 1209 de la session)
- par M. Doyon (Louis-Hébert), président de la Commission de la culture;
(Document n° 1210 de la session)
- par Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve), présidente de la Commission de l'éducation;
(Document n° 1211 de la session)
- par M. Joly (Fabre), président de la Commission de l'économie et du travail;
(Document n° 1212 de la session)
- par M. Richard (Nicolet-Yamaska), président de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation;
(Document n° 1213 de la session)
- par M. Garon (Lévis), président de la Commission de l'aménagement et des équipements.
(Document n° 1214 de la session)

M. Garon (Lévis) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 23, 24 et 25 novembre 1993, a étudié en détail le projet de loi:

- 113 Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile — rapporté avec des amendements.
(Document n° 1215 de la session)

Dépôts de pétitions

Sont déposés deux extraits de pétition concernant la perception automatique des pensions alimentaires:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 1 314 pétitionnaires, par Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve);
(Document n° 1216 de la session)
 - le deuxième, extrait d'une pétition signée par 1 517 pétitionnaires, par M. Gautrin (Verdun).
(Document n° 1217 de la session)
-

M. Beaulne (Bertrand) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 1 187 pétitionnaires, concernant le maintien du service de prélèvements sanguins au CLSC des Seigneuries, à Sainte-Julie.
(Document n° 1218 de la session)

Interventions portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur un fait personnel

M. le Président informe l'Assemblée qu'il a reçu de M. Maltais (Saguenay) une demande d'intervention sur une violation de privilège et déclare cette demande recevable.

M. Maltais, s'appuyant sur les articles 43, 55(7°) et 55(10°) de la *Loi sur l'Assemblée nationale*, explique que le 26 novembre 1993, à son bureau de comté, des personnes «ont porté atteinte à ses droits, privilèges et immunités de même qu'aux droits, privilèges et immunités de l'Assemblée nationale», en l'injuriant, en le menaçant, notamment en vue d'influencer son vote sur le projet de loi 142, et tentant de l'entraîner de force à l'extérieur de son bureau, en plus de s'attaquer à des membres de son personnel.

M. Maltais termine son intervention en indiquant son intention de présenter une motion conformément aux articles 324 et suivants du Règlement.

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) dépose:

Deux brochures publiées par le ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie et intitulées, respectivement, «Promotion de la mode et du design» et «Modernisation et innovation technologique».

(Document n° 1219 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Parizeau, chef de l'opposition officielle, dépose:

Copie de la décision 93-291 du Conseil des ministres, en date du 17 novembre 1993, concernant un plan d'action économique.

(Document n° 1220 de la session)

Motions sans préavis

M. Boulerice (Sainte-Marie—Saint-Jacques) propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la Journée internationale sur le sida qui se déroule sous le thème «Agissons ensemble».

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'économie et du travail, afin de tenir des consultations particulières dans le cadre de l'étude détaillée du projet de loi 142, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives;
- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 121, Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal et la Loi sur la fiscalité municipale.

M. Lefebvre, vice-président, donne l'avis suivant:

- la Commission des affaires sociales se réunira afin de discuter de l'organisation de ses travaux.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption

Mme Robillard, ministre de l'Éducation et ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, propose que le projet de loi 111, Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Éducation, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 111 est adopté.

Mme Robillard, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, propose que le projet de loi 109, Loi abrogeant la Loi sur l'Institut québécois de recherche sur la culture et concernant la poursuite des activités de l'Institut, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 109 est adopté.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation relatif au projet de loi 120, Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments, ainsi que l'amendement transmis par M. Vallières, ministre délégué à l'Agriculture, aux Pêcheries et à l'Alimentation.

Un débat s'ensuit.

À 12 h 53, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

Quinze heures

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée poursuit la considération du rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation relatif au projet de loi 120, Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments, ainsi que de l'amendement transmis par M. Vallières, ministre délégué à l'Agriculture, aux Pêcheries et à l'Alimentation.

Le débat terminé, l'amendement est adopté à la majorité des voix.

Le rapport amendé est adopté à la majorité des voix.

Adoption du principe

M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que le principe du projet de loi 136, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 136 est adopté.

Sur la motion de M. Paradis, leader du gouvernement, le projet de loi 136 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des affaires sociales.

Puis, M. Paradis convoque:

- la Commission des affaires sociales, afin d'étudier en détail le projet de loi 136.

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 129, Loi modifiant la Loi sur les cours municipales, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 129 est adopté.

Sur la motion de M. Paradis, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 129 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 131, Loi modifiant le Code de procédure civile et diverses dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

À 17 h 51, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

Vingt heures

Adoption du principe

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Rémillard, ministre de la Justice, proposant que le principe du projet de loi 131, Loi modifiant le Code de procédure civile et diverses dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 131 est adopté.

Sur la motion de M. Cannon, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 131 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 106, Loi sur l'aide et l'indemnisation des victimes d'actes criminels.

Après débat, le rapport est adopté.

Adoption du principe

M. Elkas, ministre des Transports, propose que le principe du projet de loi 130, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Sur la motion de M. Garon (Lévis), le débat est ajourné.

À 22 h 49, sur la motion de M. Cannon, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée est ajournée au jeudi 2 décembre 1993, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

271 Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal.

(Document n° 1221 de la session)

M. Chagnon (Saint-Louis) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 271, Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Paradis, leader du gouvernement, le projet de loi d'intérêt privé 271 est renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements et le ministre des Affaires municipales sera membre de ladite commission.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

274 Loi modifiant la Loi constituant en corporation Les Oblates Franciscaines de Saint-Joseph.

(Document n° 1222 de la session)

M. Bordeleau (Acadie) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 274, Loi modifiant la Loi constituant en corporation Les Oblates Franciscaines de Saint-Joseph.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Paradis, leader du gouvernement, le projet de loi d'intérêt privé 274 est renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration et la ministre déléguée aux Finances sera membre de ladite commission.

Dépôts de documents

M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor, dépose:

Le rapport annuel de la Société Innovatech du Grand Montréal, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1223 de la session)

M. Paradis, leader du gouvernement, au nom de M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose:

Les rapports annuels, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993, des corporations professionnelles suivantes:

— l'Ordre des denturologistes du Québec;

(Document n° 1224 de la session)

— la Corporation professionnelle des inhalothérapeutes du Québec;

(Document n° 1225 de la session)

— l'Ordre des optométristes du Québec;

(Document n° 1226 de la session)

— la Corporation professionnelle des travailleurs sociaux du Québec;

(Document n° 1227 de la session)

- la Corporation professionnelle des traducteurs et interprètes agréés du Québec.

(Document n° 1228 de la session)

M. Cherry, ministre du Travail, dépose:

Le rapport annuel du Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1992.

(Document n° 1229 de la session)

Le rapport annuel du Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1230 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Dauphin (Marquette) dépose:

Le rapport de la Commission des institutions qui, les 20 juin 1989 et 24 novembre 1993, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé:

- 207 Loi concernant la succession de Cora Frances Dunkerley — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1231 de la session)

Le rapport est adopté.

Le rapport de la Commission des institutions qui, le 30 novembre 1993, a élu son président et son vice-président.

(Document n° 1232 de la session)

M. Richard (Nicolet-Yamaska) dépose:

Le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui, le 23 novembre 1993, a examiné les engagements financiers du ministère et des organismes relevant du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation contenus dans les listes de janvier 1990 à octobre 1993.

(Document n° 1233 de la session)

M. Poulin (Chauveau) dépose:

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, le 1^{er} décembre 1993, a étudié en détail le projet de loi:

136 Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1234 de la session)

Dépôts de pétitions

Sont déposés deux extraits de pétition concernant la perception automatique des pensions alimentaires:

— le premier, extrait d'une pétition signée par 1 003 pétitionnaires, par M. Garon (Lévis);

(Document n° 1235 de la session)

— le deuxième, extrait d'une pétition signée par 1 648 pétitionnaires, par Mme Cardinal (Châteauguay).

(Document n° 1236 de la session)

M. Gendron (Abitibi-Ouest) dépose:

— l'extrait d'une pétition, signée par un pétitionnaire, concernant les obligations des époux, telles que prévues dans le Code civil du Québec.

(Document n° 1237 de la session)

M. Beaulne (Bertrand) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 1 072 pétitionnaires, concernant le maintien du service de prélèvements sanguins au CLSC des Seigneuries, à Sainte-Julie.

(Document n° 1238 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement,
M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, dépose:

Copie d'une lettre, en date du 11 novembre 1993, que le Sous-ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie a adressée à M. Louis Durand, le nommant directeur par intérim de la Direction du placement étudiant de ce ministère, ainsi qu'une proposition du Sous-ministre au Secrétaire du Conseil du trésor, en date du 15 octobre 1993, demandant certaines modifications à la directive concernant l'embauche d'étudiants dans la fonction publique.

(Document n° 1239 de la session)

Avis touchant les travaux des commissions

M. Paradis, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'économie et du travail, afin de poursuivre ses consultations particulières dans le cadre de l'étude détaillée du projet de loi 142, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives;
- la Commission des institutions, afin d'étudier en détail les projets de loi suivants: le projet de loi 129, Loi modifiant la Loi sur les cours municipales, et le projet de loi 131, Loi modifiant le Code de procédure civile et diverses dispositions législatives;

- la Commission du budget et de l'administration, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 289, Loi concernant le Groupe La Laurentienne et le Mouvement des caisses Desjardins et modifiant la Loi concernant le Mouvement des caisses Desjardins; le projet de loi 263, Loi modifiant la charte des Directeur et syndics de l'asile des orphelins de Saint-Patrice de Montréal; le projet de loi 292, Loi concernant la corporation «Hôpital Laval»; le projet de loi 279, Loi concernant La Compagnie d'Assurance funéraire, Urgel Bourgie, Ltée et ses filiales; le projet de loi 231, Loi concernant la cession des biens et de l'entreprise de Trust Général du Canada et de La Compagnie Sherbrooke Trust; le projet de loi 280, Loi concernant Compagnie Trust Royal; et le projet de loi 256, Loi modifiant la Loi constituant en corporation the «Order Sons of Italy in Canada».

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption

M. Vallières, ministre délégué à l'Agriculture, aux Pêcheries et à l'Alimentation, propose que le projet de loi 120, Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments, soit adopté.

La motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 120 est adopté.

Adoption du principe

Mme Frulla, ministre de la Culture, informe l'Assemblée que Son Excellence le lieutenant-gouverneur recommande l'étude du projet de loi 135, Loi sur le Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec, et elle propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 135 est adopté.

Sur la motion de M. Cannon, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 135 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de la culture.

M. Ryan, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi 118, Loi modifiant la Loi sur l'organisation territoriale municipale et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 118 est adopté.

Sur la motion de M. Cannon, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 118 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

À 13 h 06, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

Adoption du principe

M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor, propose que le principe du projet de loi 133, Loi modifiant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 133 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 133 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

M. Paradis, ministre de l'Environnement, propose que le principe du projet de loi 139, Loi modifiant la Loi sur les pesticides, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 139 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 139 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Elkas, ministre des Transports, proposant que le principe du projet de loi 130, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

À 17 h 53, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

Vingt heures

Adoption du principe

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Elkas, ministre des Transports, proposant que le principe du projet de loi 130, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

À 20 h 27, sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée est ajournée au vendredi 3 décembre 1993, à 10 heures.

SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le jeudi 2 décembre 1993, à 11 h 50, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de Mme Bélanger (Mégantic-Compton), la représentante du Président de l'Assemblée nationale, de M. Houde (Berthier), le représentant du Premier ministre, de M. Brassard (Lac-Saint-Jean), le représentant du Chef de l'opposition officielle, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à Son Excellence le lieutenant-gouverneur de sanctionner les projets de loi suivants:

- 109 Loi abrogeant la Loi sur l'Institut québécois de recherche sur la culture et concernant la poursuite des activités de l'Institut;
- 111 Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Éducation;
- 117 Loi modifiant diverses dispositions législatives relatives au cadastre;
- 120 Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

144 Loi instituant le Conseil d'administration des tribunaux judiciaires.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. le Président dépose:

Copie d'une lettre, en date du 2 décembre 1993, que lui a expédiée M. Robert Libman, député de D'Arcy-McGee, l'informant de sa décision de ne plus représenter le Parti Égalité à l'Assemblée nationale, à partir du 3 décembre 1993.

(Document n° 1240 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Garon (Lévis) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 30 novembre et 1^{er} décembre 1993, a étudié en détail le projet de loi:

- 121 Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal et la Loi sur la fiscalité municipale — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1241 de la session)

Dépôts de pétitions

M. Beaulne (Bertrand) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 921 pétitionnaires, concernant le droit de maintenir des animaux domestiques dans les habitations à loyer modique.

(Document n° 1242 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement,
M. Beaulne (Bertrand) dépose:

Copies de deux notes, en date du 24 novembre 1993, expédiées à M. Frederic Brouillard de l'Association des manufacturiers de bois de sciage du Québec par M^e Randolph J. Stayin de l'étude d'avocats Barnes & Thornburg: la première concernant le statut des audiences en cours devant les commissions bipartites relativement au bois d'oeuvre; la deuxième donnant une appréciation des services juridiques fournis par M^e Elliot J. Feldman pour le Québec.

(Document n° 1243 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement,
M. Lazure (La Prairie) dépose:

Un échange de correspondance entre l'Office des personnes handicapées du Québec et les centres de travail adapté concernant les compressions

budgétaires du gouvernement du Québec, accompagné d'une étude effectuée par l'Association québécoise des entreprises adaptées.

(Document n° 1244 de la session)

Votes reportés

L'Assemblée tient le vote sur la motion de M. Elkas, ministre des Transports, proposant l'adoption du principe du projet de loi 130, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et d'autres dispositions législatives.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 185)

POUR — 54

Audet	Côté	Joly	Philibert
Beaudin	(<i>Riv.-du-Loup</i>)	Kehoe	Picotte
Bégin	Cusano	Lafrenière	Poulin
Benoît	Després	Leclerc	Rémillard
Bergeron	Doyon	Lemieux	Richard
Blackburn	Dutil	Lemire	Rivard
(<i>Roberval</i>)	Elkas	Libman	Robic
Bleau	Forget	MacMillan	Robillard
Bordeleau	Frulla	Marcil	Ryan
Bradet	Gagnon-Tremblay	Messier	Sirros
Brouillette	Gautrin	Middlemiss	Tremblay
Camden	Gauvin	Paradis	(<i>Outremont</i>)
Cannon	Gobé	(<i>Brome-Miss.</i>)	Trépanier
Côté	Houde	Paradis	Vallerand
(<i>Charlesbourg</i>)	Johnson	(<i>Matapédia</i>)	Vallières

CONTRE — 22

Baril	Boisclair	Gendron	Morin
Beaulne	Brassard	Harel	St-Roch
Bélanger	Caron	Holden	Vermette
(<i>Anjou</i>)	Carrier-Perreault	Jolivet	
Bertrand	Chevrette	Juneau	
Blackburn	Dufour	Lazure	
(<i>Chicoutimi</i>)	Garon	Léonard	

ABSTENTION — 0

En conséquence, le principe du projet de loi 130 est adopté.

Sur la motion de M. Paradis, leader du gouvernement, le projet de loi 130 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

Motions sans préavis

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 244 du Règlement, M. Paradis, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission de la culture, dans le cadre de l'étude détaillée du projet de loi 135, Loi sur le Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec, procède à des consultations particulières et tienne des auditions publiques sur ledit projet de loi, le mardi 7 décembre 1993, à la Salle Louis-Joseph-Papineau et, à cette fin, entende:

Après les affaires courantes et selon l'horaire des commissions parlementaires:

- pour une durée respective de quinze minutes, les remarques préliminaires de la ministre de la Culture, celles du porte-parole de l'opposition officielle et celles du député de D'Arcy-McGee;
- pour une durée respective d'une heure et ce, dans l'ordre ci-après indiqué:
 - . Mme Stéphanie Tremblay, représentante des étudiants;
 - . l'Union des artistes;
 - . l'Association des orchestres symphoniques;
 - . la Guilde des musiciens du Québec;
 - . le Syndicat des professeurs de l'État du Québec et
 - . les représentants des directeurs de conservatoire;

La durée maximale de l'exposé de chaque organisme soit de vingt minutes et l'échange avec les membres de la commission soit d'une durée maximale de quarante minutes partagées également entre les membres du groupe parlementaire formant le gouvernement et les députés formant l'opposition, en respectant le principe de l'alternance;

Et la ministre de la Culture soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

La motion est adoptée.

M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose:

QU'à l'occasion de la Journée internationale des personnes handicapées, l'Assemblée nationale souligne le 3 décembre comme Journée internationale des personnes handicapées, tel que décrété par l'Organisation des Nations Unies.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Paradis, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi 118, Loi modifiant la Loi sur l'organisation territoriale municipale et d'autres dispositions législatives;
- la Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier en détail le projet de loi 142, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives;

- la Commission du budget et de l'administration, afin d'entendre les intéressés et de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 289, Loi concernant le Groupe La Laurentienne et le Mouvement des caisses Desjardins et modifiant la Loi concernant le Mouvement des caisses Desjardins.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des affaires sociales relatif au projet de loi 136, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux.

Le rapport est adopté.

Adoption du principe

M. Elkas, ministre des Transports, propose que le principe du projet de loi 126, Loi modifiant le Code de la sécurité routière, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi 126 est adopté.

Sur la motion de M. Paradis, leader du gouvernement, le projet de loi 126 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

M. Elkas, ministre des Transports, propose que le principe du projet de loi 137, Loi sur les chemins de fer, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 137 est adopté.

Sur la motion de M. Paradis, leader du gouvernement, le projet de loi 137 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 113, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile.

Après débat, le rapport est adopté.

À 12 h 48, sur la motion de M. Paradis, leader du gouvernement, l'Assemblée est ajournée au lundi 6 décembre 1993, à 14 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Quatorze heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

Mme Robic, ministre déléguée aux Finances, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

143 Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'assurance automobile.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose:

Les rapports annuels, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993, des corporations professionnelles suivantes:

- l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec;
(Document n° 1245 de la session)
- l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec;
(Document n° 1246 de la session)
- la Corporation professionnelle des physiothérapeutes du Québec.
(Document n° 1247 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Lemieux (Vanier) dépose:

Les rapports de la Commission du budget et de l'administration qui, le 2 décembre 1993, a entendu les intéressés et étudié en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants:

- 263 Loi modifiant la charte des Directeur et syndics de l'asile des orphelins de Saint-Patrice de Montréal — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1248 de la session)

Le rapport est adopté.

- 279 Loi concernant La Compagnie d'Assurance funéraire, Urgel Bourgie, Ltée et ses filiales — rapporté sans amendement.

(Document n° 1249 de la session)

Le rapport est adopté.

- 231 Loi concernant la cession des biens et de l'entreprise de Trust Général du Canada et de La Compagnie Sherbrooke Trust — rapporté sans amendement.

(Document n° 1250 de la session)

Le rapport est adopté.

- 256 Loi modifiant la Loi constituant en corporation the «Order Sons of Italy in Canada» — rapporté sans amendement.

(Document n° 1251 de la session)

Le rapport est adopté.

- 292 Loi concernant la corporation «Hôpital Laval» — rapporté sans amendement.

(Document n° 1252 de la session)

Le rapport est adopté.

- 280 Loi concernant Compagnie Trust Royal — rapporté sans amendement.

(Document n° 1253 de la session)

Le rapport est adopté.

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, les 2 et 3 décembre 1993, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé:

- 289 Loi concernant le Groupe La Laurentienne et le Mouvement des caisses Desjardins et modifiant la Loi concernant le Mouvement des caisses Desjardins — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1254 de la session)

Le rapport est adopté.

M. Trudel (Rouyn-Noranda—Témiscamingue) dépose:

Les rapports de la Commission des institutions qui, le 2 décembre 1993, a étudié en détail les projets de loi suivants:

- 129 Loi modifiant la Loi sur les cours municipales — rapporté avec un amendement.

(Document n° 1255 de la session)

- 131 Loi modifiant le Code de procédure civile et diverses dispositions législatives — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1256 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Motions sans préavis

M. Paradis, leader du gouvernement, propose:

QUE soit reporté au 1^{er} février 1994 le début des auditions publiques de la Commission de la culture dans le cadre de la consultation générale portant sur le rapport de la Commission d'accès à l'information sur la mise en oeuvre de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, le délai de réception des mémoires au secrétariat des commissions étant quant à lui prolongé jusqu'au 14 janvier 1994;

Le secrétariat des commissions fasse, par conséquent, paraître un avis public dans la *Gazette officielle du Québec* et les journaux habituels.

La motion est adoptée.

Mme Trépanier, ministre déléguée à la Condition féminine, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la journée du 6 décembre décrétée Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Cannon, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'économie et du travail, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 142, Loi modifiant la Loi sur les relations du

travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives;

- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail les projets de loi suivants: le projet de loi 126, Loi modifiant le Code de la sécurité routière; le projet de loi 137, Loi sur les chemins de fer; et le projet de loi 130, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et d'autres dispositions législatives;
- la Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail le projet de loi 133, Loi modifiant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic et d'autres dispositions législatives.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption

M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que le projet de loi 136, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 136 est adopté.

Adoption du principe

M. Ryan, ministre de la Sécurité publique, propose que le principe du projet de loi 132, Loi modifiant la loi constitutive de la Régie des alcools, des courses et des jeux ainsi que diverses lois portant sur les activités surveillées par cette Régie, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Sur la motion de M. Cannon, leader adjoint du gouvernement, le débat est ajourné.

À 18 heures, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

Vingt heures

Adoption du principe

Mme Gagnon-Tremblay, ministre des Finances, propose que le principe du projet de loi 134, Loi modifiant la Loi sur l'administration financière, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 134 est adopté.

Sur la motion de M. Dutil, ministre des Approvisionnements et Services, le projet de loi 134 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Ryan, ministre de la Sécurité publique, proposant que le principe du projet de loi 132, Loi modifiant la loi constitutive de la Régie des alcools, des courses et des jeux ainsi que diverses lois portant sur les activités surveillées par cette Régie, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 132 est adopté.

Sur la motion de M. Dutil, ministre des Approvisionnements et Services, le projet de loi 132 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

M. Ryan, ministre de la Sécurité publique, propose que le principe du projet de loi 138, Loi modifiant la Loi de police, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 138 est adopté.

Sur la motion de M. Dutil, ministre des Approvisionnements et Services, le projet de loi 138 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

Mme Gagnon-Tremblay, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, propose que le principe du projet de loi 122, Loi modifiant la Loi sur le Conseil des Communautés culturelles et de l'Immigration, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 122 est adopté.

Sur la motion de M. Dutil, ministre des Approvisionnements et Services, le projet de loi 122 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de la culture.

6 décembre 1993

Mme Gagnon-Tremblay, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, propose que le principe du projet de loi 124, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 124 est adopté.

Sur la motion de M. Dutil, ministre des Approvisionnements et Services, le projet de loi 124 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de la culture.

À 22 h 35, sur la motion de M. Dutil, ministre des Approvisionnements et Services, l'Assemblée est ajournée au mardi 7 décembre 1993, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

Moment de recueillement

M. Chevette, leader de l'opposition officielle, dans un rappel au règlement, soutient qu'en vertu de l'article 193 du Règlement, le Président de l'Assemblée aurait dû refuser l'inscription au *Feuilleton et préavis* de préavis de motions, au nom de M. Lemire (Saint-Maurice) et de M. Maltais (Saguenay), mettant en question la conduite de personnes autres qu'un député, ces préavis faisant référence à des affaires qui sont devant les tribunaux au sens de l'article 35(3°) du Règlement.

Puis, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Chevette dépose:

Le texte de son intervention sur ce rappel au règlement.

(Document n° 1257 de la session)

Après avoir entendu des interventions de part et d'autre sur cette question, M. le Président prend l'affaire en délibéré.

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

230 Loi concernant la ville de Port-Cartier.

(Document n° 1258 de la session)

M. Perron (Duplessis) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 230, Loi concernant la ville de Port-Cartier.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Paradis, leader du gouvernement, le projet de loi d'intérêt privé 230 est renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements et le ministre des Affaires municipales sera membre de ladite commission.

Dépôts de documents

Mme Gagnon-Tremblay, ministre des Finances, transmet le message suivant de Son Excellence le lieutenant-gouverneur à M. le Président qui en fait lecture à l'Assemblée:

CABINET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

Son Excellence le lieutenant-gouverneur du Québec transmet à l'Assemblée nationale les crédits supplémentaires # 1 pour l'année financière se terminant le 31 mars 1994, conformément à l'article 54 de la *Loi constitutionnelle de 1867*, et recommande ces crédits à la considération de l'Assemblée.

Québec, le 7 décembre 1993

Martial Asselin

Mme Gagnon-Tremblay dépose les crédits supplémentaires # 1 pour l'année financière se terminant le 31 mars 1994.

(Document n° 1259 de la session)

Sur la motion de M. Paradis, leader du gouvernement, les crédits supplémentaires # 1 pour 1993-1994 sont renvoyés en commission plénière.

M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose:

Le rapport annuel du ministère de la Santé et des Services sociaux, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1260 de la session)

M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose:

Le rapport annuel de la Corporation professionnelle des diététistes du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1261 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Lemieux (Vanier) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 6 décembre 1993, a étudié en détail le projet de loi:

- 133 Loi modifiant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic et d'autres dispositions législatives — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1262 de la session)

Mme Marois (Taillon) dépose:

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, le 30 novembre 1993, a élu sa présidente et son vice-président.

(Document n° 1263 de la session)

Dépôts de pétitions

M. Boisclair (Gouin) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 151 pétitionnaires, concernant le projet de loi 135, Loi sur le Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec.

(Document n° 1264 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, l'Assemblée procède aux avis touchant les travaux des commissions.

M. Paradis, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de la culture, afin de tenir des consultations particulières dans le cadre de l'étude détaillée du projet de loi 135, Loi sur le Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec;
- la Commission de l'économie et du travail, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 142, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives;
- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi 139, Loi modifiant la Loi sur les pesticides, et de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 130, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et d'autres dispositions législatives.

Motions sans préavis

M. Gendron, leader adjoint de l'opposition officielle, propose:

QUE cette Assemblée offre ses condoléances à la famille ainsi qu'aux proches de M. Yves Bérubé, décédé le 5 décembre 1993 à Montréal.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

À 11 h 51, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

Quinze heures

À 15 h 05, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance à loisir.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. le Président rend sa décision sur le rappel au règlement soulevé par M. Chevette, leader de l'opposition officielle, en rapport avec l'inscription au *Feuilleton et préavis*, par M. Lemire (Saint-Maurice) et M. Maltais (Saguenay), de préavis de motions mettant en question la conduite de personnes autres qu'un député:

DÉCISION DE LA PRÉSIDENCE

L'inscription au *Feuilleton et préavis*, par les députés de Saint-Maurice et de Saguenay, de préavis de motions prévues à l'article 324 du Règlement, était régulière et, pour ce motif, ces préavis doivent être maintenus au *Feuilleton*.

L'inscription de tels préavis de motions au *Feuilleton* découle normalement et d'une façon purement formelle de signalements de violations de droit ou de privilège dont la

régularité a été reconnue, en temps et lieu, par la Présidence. Le fait que les affaires auxquelles font référence lesdits préavis aient, entre-temps, été portées devant les tribunaux peut amener l'Assemblée à s'interroger sur la possibilité de tenir les débats prioritaires sur les motions ainsi annoncées, compte tenu de l'article 35(3°) du Règlement; mais cette dernière question doit être clairement dissociée de l'inscription et du maintien au Feuilleton des préavis relatifs à ces motions.

AFFAIRES DU JOUR

Affaires prioritaires

Motions relatives à des violations de droits ou de privilèges

M. le Président ayant reçu une communication de M. Chevette, leader de l'opposition officielle, à l'effet qu'il s'objecterait à la tenue d'un débat sur la motion figurant à la rubrique «Affaires prioritaires», il sollicite de la part des deux leaders parlementaires leur avis sur la possibilité pour l'Assemblée de tenir, malgré l'article 35(3°) du Règlement, le débat sur la motion prioritaire suivante de M. Lemire (Saint-Maurice):

QU'en vertu des articles 324 à 326 du Règlement de l'Assemblée nationale, l'Assemblée statue sur la conduite de monsieur Jules Vaillancourt, domicilié au 211, rue Payette, dans la ville de Le Gardeur, Province de Québec, en regard des événements survenus à Shawinigan le vendredi 26 novembre 1993 au bureau de comté du député de Saint-Maurice.

Par ses agissements monsieur Jules Vaillancourt a attaqué, rudoyé, gêné et menacé un député de même qu'il a essayé d'influencer le vote, l'opinion, le jugement ou l'action d'un député par des menaces et des pressions indues eu égard au projet de loi 142, Loi modifiant la Loi sur les relations du

travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives. Ces actes ont porté atteinte aux droits, privilèges et immunités du député de Saint-Maurice et ont également violé les droits, privilèges et immunités de l'Assemblée nationale.

QU'en conséquence, l'Assemblée statue sur la faute reprochée plus haut.

Puis, le Président prend l'affaire en délibéré et, à 17 h 48, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

Vingt heures

Motions relatives à des violations de droits ou de privilèges

À 20 h 04, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance à loisir.

À la reprise des travaux, M. le Président rend la décision suivante sur l'affaire qu'il avait prise en délibéré avant la suspension:

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

La motion du député de Saint-Maurice mettant en question la conduite d'une personne autre qu'un député, en vertu de l'article 324 du Règlement, ne peut être appelée ni débattue tant et aussi longtemps que l'affaire dont elle traite est devant un tribunal, en application de l'article 35(3^o) du Règlement.

Cette motion a trait à une affaire de nature criminelle et, à ce titre, il y a présomption que les propos qu'un député pourrait tenir dans le cadre du débat sur cette motion seraient de nature à influencer le déroulement du procès à venir ou en cours.

7 décembre 1993

À 22 h 33, sur la motion de M. Paradis, leader du gouvernement, l'Assemblée est ajournée au mercredi 8 décembre 1993, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de pétitions

M. Lazure (La Prairie) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 1 034 pétitionnaires, concernant les compressions budgétaires touchant les centres de travail adapté.

(Document n° 1265 de la session)

M. Beaulne (Bertrand) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 718 pétitionnaires, concernant le maintien du service de prélèvements sanguins au CLSC des Seigneuries, à Varennes.

(Document n° 1266 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement,
M. Lazure (La Prairie) dépose:

Un extrait d'un document intitulé «Synthèse du rapport d'étude sur les services éducatifs offerts par les commissions scolaires aux adultes inscrits à la mesure rattrapage scolaire», publié en 1993 par la Direction de la formation générale des adultes du ministère de l'Éducation.

(Document n° 1267 de la session)

avis touchant les travaux des commissions

M. Paradis, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 130, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et d'autres dispositions législatives;
- la Commission de la culture, afin d'étudier en détail le projet de loi 135, Loi sur le Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec;
- la Commission des institutions, afin d'étudier en détail les projets de loi suivants: le projet de loi 138, Loi modifiant la Loi de police, et le projet de loi 132, Loi modifiant la loi constitutive de la Régie des alcools, des courses et des jeux ainsi que diverses lois portant sur les activités surveillées par cette Régie;
- la Commission de l'économie et du travail, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 142, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives.

AFFAIRES DU JOUR

Crédits budgétaires

Crédits supplémentaires

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 188 du Règlement, M. Paradis, leader du gouvernement, propose:

QU'après les affaires courantes, pour une durée de deux heures, il y ait échange entre le ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle et le député de La Prairie, en accordant une période de cinq minutes aux députés indépendants;

À compter de 15 heures, pour une durée d'une heure, il y ait échange entre le ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor, et le député de Labelle, en accordant une période de cinq minutes aux députés indépendants;

Ensuite, pour une durée d'une heure, il y ait échange entre le ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor, et la députée de Hochelaga-Maisonneuve, en accordant une période de cinq minutes aux députés indépendants;

Également, pour une durée d'une heure, il y ait échange entre le ministre de l'Environnement et la députée de Taillon, en accordant une période de cinq minutes aux députés indépendants;

À compter de 21 heures, pour une durée d'une heure, il y ait échange entre le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie et la députée de Hochelaga-Maisonneuve, en accordant une période de cinq minutes aux députés indépendants;

Par la suite, pour une durée d'une heure, il y ait échange entre le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie et la députée de Chicoutimi, en accordant une période de cinq minutes aux députés indépendants;

Finalement, pour une durée d'une heure, il y ait échange entre le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et le député d'Arthabaska, en accordant une période de cinq minutes aux députés indépendants.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Paradis, leader du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier les crédits supplémentaires # 1 pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1994.

Étude en commission plénière

La commission plénière entreprend l'étude des crédits supplémentaires # 1 pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1994.

À 13 heures, M. Lefebvre, président de la commission plénière, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

Quinze heures

Crédits supplémentaires

La commission plénière poursuit l'étude des crédits supplémentaires # 1 pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1994.

À 18 h 16, M. Lefebvre, président de la commission plénière, suspend la séance jusqu'à 21 heures.

Vingt et une heures

Crédits supplémentaires

La commission plénière poursuit l'étude des crédits supplémentaires # 1 pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1994.

Avec la permission de M. Lefebvre, président de la commission plénière, M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, dépose:

Un tableau synthèse montrant le nombre de dossiers à l'étude et les subventions autorisées par le ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie pour la recherche et le développement dans les petites et moyennes entreprises.

(Document n° 1268 de la session)

Le jeudi 9 décembre 1993

L'étude des crédits supplémentaires terminée, M. le président de la commission plénière fait le rapport suivant:

La commission plénière a adopté tous les crédits supplémentaires # 1 et le gouvernement est autorisé à prendre sur le fonds consolidé du revenu une somme maximale de 230 671 800 \$ pour le paiement des crédits supplémentaires de dépenses du Québec présentés à l'Assemblée nationale pour l'exercice financier 1993-1994, auxquelles il n'a pas été autrement pourvu, soit le montant des crédits à voter pour chacun des programmes énumérés à l'annexe du projet de loi présenté ci-après.

Le rapport est adopté.

M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, au nom de Mme Gagnon-Tremblay, ministre des Finances, présente le projet de loi 145, Loi n° 4 sur les crédits, 1993-1994, et propose:

QUE l'Assemblée en soit saisie;

QUE le principe de ce projet de loi soit adopté;

QUE le projet de loi soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 145 est adopté.

À 00 h 21, sur la motion de M. Dutil, ministre des Approvisionnements et Services, l'Assemblée est ajournée au jeudi 9 décembre 1993, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Ryan, ministre des Affaires municipales, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 146 Loi modifiant de nouveau la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives.

La motion est adoptée.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé:

- 273 Loi concernant la ville de Saint-Léonard.

(Document n° 1269 de la session)

M. Cusano, whip en chef du gouvernement, au nom de M. Bissonnet (Jeanne-Mance), propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 273, Loi concernant la ville de Saint-Léonard.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Paradis, leader du gouvernement, le projet de loi d'intérêt privé 273 est renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements et le ministre des Affaires municipales sera membre de ladite commission.

Dépôts de documents

M. Rémillard, ministre de la Justice, dépose:

Un rapport intitulé «Recommandations du Commissaire aux plaintes des clients des distributeurs d'électricité du 1^{er} novembre 1992 au 30 avril 1993».

(Document n° 1270 de la session)

M. Paradis, leader du gouvernement, au nom de Mme Robillard, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, dépose:

Le rapport annuel du Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 1993.

(Document n° 1271 de la session)

M. Savoie, ministre du Revenu, dépose:

Le rapport annuel du ministère du Revenu, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1272 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

Mme Marois (Taillon) dépose:

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, le 30 novembre 1993, a examiné les engagements financiers concernant le Conseil exécutif (programme 3) et les organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine contenus dans les listes des mois de janvier 1992 à septembre 1993.

(Document n° 1273 de la session)

M. Trudel (Rouyn-Noranda—Témiscamingue) dépose:

Le rapport de la Commission des institutions qui, le 8 décembre 1993, a étudié en détail le projet de loi:

138 Loi modifiant la Loi de police — rapporté sans amendement.

(Document n° 1274 de la session)

Le rapport de la Commission des institutions qui, le 30 novembre 1993, a examiné les engagements financiers relevant du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes contenus dans les listes des mois de décembre 1985 et de février 1988 à octobre 1993 inclusivement.

(Document n° 1275 de la session)

Dépôts de pétitions

M. Beaulne (Bertrand) dépose:

— l'extrait d'une pétition, signée par 1 001 pétitionnaires, concernant le maintien du service de prélèvements sanguins au CLSC des Seigneuries, à Sainte-Julie.

(Document n° 1276 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, l'Assemblée procède aux avis touchant les travaux des commissions.

M. Paradis, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'économie et du travail, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 142, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives;
- la Commission des institutions, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 132, Loi modifiant la loi constitutive de la Régie des alcools, des courses et des jeux ainsi que diverses lois portant sur les activités surveillées par cette Régie;
- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 139, Loi modifiant la Loi sur les pesticides;
- la Commission de la culture, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 135, Loi sur le Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 145 du Règlement, M. le Président donne l'avis suivant:

- la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation se réunira afin d'examiner les orientations, les activités et la gestion de la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires.

Motions sans préavis

M. Sirros, ministre délégué aux Affaires autochtones, propose:

QU'en cette fin d'année 1993, l'Assemblée nationale souligne la clôture de l'Année internationale des populations autochtones, les trente ans de présence du Québec en milieu nordique, de même que le quinzième anniversaire du Secrétariat aux affaires autochtones.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Cannon, leader adjoint du gouvernement, propose:

QUE, en raison de l'urgence de la situation et en vue de permettre l'adoption du projet de loi 130, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et d'autres dispositions législatives:

Les 1^{er} et 2^e paragraphes de l'article 19, les articles 20 et 21, les mots «ou sur un fait personnel» au 4^e paragraphe de l'article 53 et le 7^e paragraphe du même article, l'article 54, les articles 71 à 73, les 2^e et 3^e alinéas de l'article 84, les mots «ou à la demande d'un député» au 1^{er} alinéa de l'article 86 ainsi que le 2^e alinéa du même article, les 2^e, 3^e et 8^e paragraphes de l'article 87, les articles 88 à 93, 100 et 101, 105 à 108, 111 à 114, 164 et 165, 175 et 176, les mots «et, le cas échéant, de ses observations, conclusions et recommandations» à l'article 177, les articles 194 et 195, 205 à 209, 212 et 213, 215 et 216, 230, le 2^e alinéa de l'article 244, les mots «et l'adoption du projet de loi est fixée à une séance subséquente» au 2^e alinéa de l'article 248, les articles 249 à 251, le 1^{er} alinéa de l'article 252, les 1^{er} et 3^e alinéas de l'article 253, l'article 254, les 2^e et 3^e alinéas de l'article 256, l'article 257 et les articles 304 à 307 soient suspendus jusqu'à l'adoption dudit projet de loi;

Il soit permis, dès l'adoption de la présente motion, à un ministre ou à un leader adjoint du gouvernement de procéder à l'étape des avis touchant les travaux des commissions malgré les dispositions de l'article 53;

Dès l'adoption de la présente motion, malgré l'article 53, la Commission permanente de l'aménagement et des équipements mette fin à ses travaux quant à l'étude détaillée du projet de loi 130, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et d'autres dispositions législatives, et dépose son rapport à l'Assemblée;

Tout député puisse, au plus tard une heure après le dépôt dudit rapport, transmettre au bureau du Secrétaire général, copie des amendements qu'il entend y proposer; les travaux de l'Assemblée soient alors suspendus jusqu'à l'expiration de ce délai;

La durée du débat sur la prise en considération du rapport de la commission soit fixée à un maximum de soixante minutes, dont vingt-cinq minutes au groupe parlementaire formant le gouvernement, vingt-cinq minutes au groupe parlementaire formant l'opposition officielle et cinq minutes au groupe des députés indépendants; le ministre qui présente le projet de loi puisse exercer un droit de réplique d'une durée maximale de cinq minutes;

Une fois terminé le débat sur la prise en considération du rapport de la commission permanente, les amendements soient mis aux voix successivement sans appel nominal, de la manière indiquée par le Président, les amendements adoptés soient intégrés au rapport, qui est ensuite mis aux voix sans débat et sans appel nominal;

La durée du débat sur l'adoption du projet de loi 130, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et d'autres dispositions législatives, soit fixée à un maximum de trente minutes, dont dix minutes au groupe parlementaire formant le gouvernement, dix minutes au groupe parlementaire formant l'opposition officielle, cinq minutes au groupe des députés indépendants et une réplique d'une durée maximale de cinq minutes au ministre qui présente le projet de loi;

Au cours du débat sur l'adoption dudit projet de loi, un ministre ou un leader adjoint du gouvernement puisse faire motion pour qu'il soit envoyé en commission plénière, en vue de l'étude des amendements qu'il indique; une telle motion ne requière pas de préavis, ne puisse être amendée ni débattue et soit immédiatement mise aux voix sans appel nominal; en commission plénière, l'étude soit limitée à l'amendement proposé; la durée du débat en commission plénière soit fixée à un maximum de quinze minutes, dont cinq minutes au groupe parlementaire formant le gouvernement, cinq minutes au groupe parlementaire formant l'opposition officielle, trois minutes au groupe des députés indépendants et deux minutes de réplique au

ministre qui présente le projet de loi, au terme de laquelle les amendements seraient mis aux voix immédiatement, sans débat et sans appel nominal, de même que les amendements dont la commission n'aurait pas disposé, y compris les amendements que le ministre qui présente le projet de loi n'aurait pas pu proposer en cours d'étude;

À l'expiration du délai de quinze minutes, le président de la commission plénière fasse rapport à l'Assemblée; ce rapport soit mis aux voix immédiatement sans débat et sans appel nominal;

Une motion de suspension de la séance puisse être proposée à tout moment par un ministre ou un leader adjoint du gouvernement; une telle motion ne requière pas de préavis, ne puisse être amendée ni débattue et soit immédiatement mise aux voix sans appel nominal;

L'ajournement du débat, l'ajournement de l'Assemblée ou le retrait d'une motion puissent être proposés à tout moment de la séance par un ministre ou un leader adjoint du gouvernement; une telle motion ne requière pas de préavis, ne puisse être amendée ni débattue et soit immédiatement mise aux voix sans appel nominal;

L'Assemblée puisse siéger tous les jours, à compter de 10 heures, jusqu'à ce qu'elle décide d'ajourner ses travaux;

Sous réserve de ce qui précède, les dispositions du Règlement particulières aux mois de juin et décembre soient appliquées; et

Les règles ci-haut mentionnées puissent s'appliquer jusqu'à l'adoption du projet de loi 130, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et d'autres dispositions législatives.

M. Lefebvre, vice-président, déclare la motion recevable; puis, avec l'accord des leaders des groupes parlementaires, il répartit ainsi le temps de parole pour la discussion de cette motion: dix minutes sont allouées à l'ensemble des députés indépendants; les deux groupes parlementaires se partageront également le reste de la période consacrée à ce débat.

Suit le débat sur la motion de M. Cannon.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Chevette, leader de l'opposition officielle, dépose:

Un tableau présentant des statistiques par rapport à l'étude détaillée du projet de loi 130.

(Document n° 1277 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Cannon, ministre des Communications, dépose:

Un extrait des galées de la séance de la Commission de l'aménagement et des équipements tenue le 6 décembre 1993.

(Document n° 1278 de la session)

À 12 h 55, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

Quinze heures

Le débat se poursuit sur la motion de M. Cannon, leader adjoint du gouvernement, proposant la suspension de certaines règles de procédure.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 186)

POUR — 57

Audet	Charbonneau	Gautrin	Marcil
Bégin	Cherry	Gauvin	Messier
Bélanger	Côté	Gobé	Middlemiss
(Még.-Compton)	(Charlesbourg)	Hamel	Paradis
Bélisle	Côté	Houde	(Brome-Miss.)
Benoit	(Riv.-du-Loup)	Hovington	Pelchat
Bergeron	Cusano	Joly	Poulin
Blackburn	Dauphin	Khelfa	Rémillard
(Roberval)	Després	Lafrance	Richard
Bleau	Dionne	Lafrenière	Ryan
Bordeleau	Doyon	Lemire	Savoie
Bourbeau	Dutil	LeSage	Sirros
Bradet	Elkas	Loiselle	Thérien
Brouillette	Forget	Maciocia	Trépanier
Camden	Fradet	MacMillan	
Cannon	Gagnon-Tremblay	Maltais	

CONTRE — 22

Baril	Caron	Gendron	Léonard
Beaulne	Carrier-Perreault	Harel	Marois
Bélanger	Chevrette	Holden	Morin
(Anjou)	Dufour	Jolivet	Perron
Blais	Filion	Juneau	St-Roch
Brassard	Garon	Lazure	

ABSTENTION — 0

Conformément à l'ordre que l'Assemblée vient d'adopter, Mme Bélanger (Mégantic-Compton) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 6, 7 et 8 décembre 1993, a étudié en détail le projet de loi:

- 130 Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et d'autres dispositions législatives — l'étude détaillée du projet de loi n'a pas été complétée.

(Document n° 1279 de la session)

À 16 h 35, conformément à l'ordre adopté précédemment, la séance est suspendue jusqu'à 17 h 35.

Dix-sept heures trente-cinq

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

Avant que l'Assemblée n'entreprenne le débat sur le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 130, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile, et sur les amendements aux articles 3 et 11 du projet de loi 130 transmis par M. Elkas, ministre des Transports, M. Chevette, leader de l'opposition officielle, soulève l'irrecevabilité de l'amendement à l'article 3.

M. Bissonnet, vice-président, entend des représentations de part et d'autre sur cette question, puis prend cette dernière en délibéré et, à cette fin, suspend la séance à loisir.

À la reprise des travaux, M. Bissonnet rend la décision suivante sur la recevabilité des amendements de M. Elkas:

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

Les amendements que le ministre des Transports propose aux articles 3 et 11 du projet de loi 130 sont recevables parce qu'ils ne vont pas à l'encontre des principes de celui-ci et précisent certaines modalités.

Puis, l'Assemblée entreprend le débat sur le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 130.

Le débat terminé, les amendements de M. Elkas sont adoptés à la majorité des voix.

Les articles du projet de loi 130, ainsi amendés, ainsi que son titre, sont adoptés à la majorité des voix.

Enfin, le rapport ainsi amendé de la Commission de l'aménagement et des équipements est adopté à la majorité des voix.

Adoption

M. Elkas, ministre des Transports, propose que le projet de loi 130, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

Après débat, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 187)

POUR — 54

Audet	Charbonneau	Gauvin	Messier
Beaudin	Chenail	Gobé	Middlemiss
Bégin	Cherry	Hamel	Paradis
Bélanger	Côté	Houde	(Brome-Miss.)
(Még.-Compton)	(Riv.-du-Loup)	Joly	Paradis
Bélisle	Cusano	Kehoe	(Matapédia)
Benoit	Dionne	Khelfa	Pelchat
Bergeron	Dutil	Lafrance	Philibert
Bleau	Elkas	Lafrenière	Poulin
Bordeleau	Farrah	Leclerc	Ryan
Boucher-Bacon	Forget	LeSage	Thérien
Bourbeau	Fradet	Loiselle	Tremblay
Bradet	Frulla	Maciocia	(Rimouski)
Brouillette	Gagnon-Tremblay	MacMillan	Trépanier
Camden	Gautrin	Marcil	

CONTRE — 22

Baril	Blais	Dufour	Juneau
Beaulne	Boisclair	Filion	Lazure
Bélanger	Brassard	Garon	Léonard
(Anjou)	Caron	Gendron	Morin
Blackburn	Carrier-Perreault	Holden	Perron
(Chicoutimi)	Chevrette	Jolivet	St-Roch

ABSTENTION — 0

En conséquence, le projet de loi 130 est adopté.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, proposant que le principe du projet de loi 110, Loi modifiant la Loi sur les allocations d'aide aux familles, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 110 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 110 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des affaires sociales.

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, propose que le principe du projet de loi 115, Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi 115 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 115 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des affaires sociales.

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, propose que le principe du projet de loi 128, Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu, soit maintenant adopté.

Avant que l'Assemblée n'entreprenne le débat sur cette motion, Mme Juneau (Johnson) demande une directive de la Présidence en vue de prévenir la situation ambiguë qui peut naître de la non-conformité des notes explicatives apparaissant dans la première version d'un projet de loi avec son contenu et les conséquences qui en découlent, notamment pour le vote que l'Assemblée est appelée à prendre lors de la présentation du projet de loi.

Après avoir entendu des représentations de part et d'autre, M. Bissonnet, vice-président, prend cette question en délibéré.

Puis, un débat s'ensuit sur la motion de M. Bourbeau proposant l'adoption du principe du projet de loi 128.

Le vendredi 10 décembre 1993

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi 128 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 128 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des affaires sociales.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 129, Loi modifiant la Loi sur les cours municipales.

Après débat, le rapport est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 131, Loi modifiant le Code de procédure civile et diverses dispositions législatives.

Après débat, le rapport est adopté.

Adoption

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le projet de loi 106, Loi sur l'aide et l'indemnisation des victimes d'actes criminels, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 106 est adopté.

Projets de loi d'intérêt privé

Adoption du principe

M. Hamel (Sherbrooke) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 207, Loi concernant la succession de Cora Frances Dunkerley, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 207 est adopté.

Adoption

M. Hamel (Sherbrooke) propose que le projet de loi d'intérêt privé 207, Loi concernant la succession de Cora Frances Dunkerley, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 207 est adopté.

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Savoie, ministre du Revenu, propose que le principe du projet de loi 112, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et diverses dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Bélisle, leader du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que le principe du projet de loi 140, Loi modifiant le Code des professions et d'autres lois professionnelles, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 140 est adopté.

Sur la motion de M. Vallerand, ministre du Tourisme, le projet de loi 140 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'éducation.

Adoption

M. Côté, ministre des Forêts, propose que le projet de loi 108, Loi modifiant la Loi sur les forêts et abrogeant diverses dispositions législatives, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

M. Garon (Lévis) propose l'ajournement du débat.

Un débat s'ensuit sur cette motion d'ajournement.

Le débat terminé, la motion d'ajournement est rejetée.

Le débat se poursuit sur la motion de M. Côté proposant l'adoption du projet de loi 108.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 108 est adopté.

M. Elkas, ministre des Transports, propose que le projet de loi 113, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 113 est adopté.

À 8 h 43, sur la motion de M. Cannon, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée est ajournée au vendredi 10 décembre 1993, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, au nom de M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

147 Loi sur la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches.

La motion est adoptée.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé:

276 Loi concernant la ville de La Prairie.

(Document n° 1280 de la session)

M. Lazure (La Prairie) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 276, Loi concernant la ville de La Prairie.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Paradis, leader du gouvernement, le projet de loi d'intérêt privé 276 est renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements et le ministre des Affaires municipales sera membre de ladite commission.

Dépôts de documents

M. Paradis, ministre de l'Environnement, dépose:

Copies de trois lettres, en date des 23 août, 23 septembre et 12 novembre 1993, respectivement, qu'il a expédiées au ministre des Transports du Canada concernant le projet d'aménagement hydroélectrique sur la rivière Sainte-Marguerite.

(Document n° 1281 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Charbonneau (Saint-Jean) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 7 et 9 décembre 1993, a étudié en détail le projet de loi:

- 139 Loi modifiant la Loi sur les pesticides — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1282 de la session)

M. Trudel (Rouyn-Noranda—Témiscamingue) dépose:

Le rapport de la Commission des institutions qui, les 8 et 9 décembre 1993, a étudié en détail le projet de loi:

- 132 Loi modifiant la loi constitutive de la Régie des alcools, des courses et des jeux ainsi que diverses lois portant sur les activités surveillées par cette Régie — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1283 de la session)

Dépôts de pétitions

M. Beaulne (Bertrand) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 193 pétitionnaires, concernant le maintien du service de prélèvements sanguins au CLSC des Seigneuries, à St-Amable.

(Document n° 1284 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Beaulne (Bertrand) dépose:

Copie d'une lettre, en date du 30 novembre 1993, expédiée par M. Bernard Harvey, sous-ministre des Forêts, à M. Renaud Caron, sous-ministre des Affaires internationales, concernant la décision d'engager de nouveaux conseillers juridiques relativement à l'enquête en droit compensateur sur le bois d'oeuvre.

(Document n° 1285 de la session)

Votes reportés

L'Assemblée tient le vote sur la motion de M. Savoie, ministre du Revenu, proposant l'adoption du principe du projet de loi 112, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et diverses dispositions législatives.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 188)

POUR — 40

Bégin	Côté	LeSage	Richard
Bélanger	(<i>Riv.-du-Loup</i>)	Loiselle	Robic
(<i>Még.-Compton</i>)	Cusano	MacMillan	Ryan
Bergeron	Doyon	Maltais	Savoie
Blackburn	Farrah	Messier	Thérien
(<i>Roberval</i>)	Gagnon-Tremblay	Middlemiss	Tremblay
Bleau	Houde	Paradis	(<i>Rimouski</i>)
Bordeleau	Hovington	(<i>Brome-Miss.</i>)	Trépanier
Chagnon	Johnson	Philibert	Vallerand
Charbonneau	Joly	Picotte	Vallières
Côté	Lafrance	Poulin	
(<i>Charlesbourg</i>)	Lafrenière	Rémillard	

CONTRE — 21

Baril	Blais	Filion	Morin
Beaulne	Boisclair	Gendron	Trudel
Bélanger	Brassard	Holden	
(<i>Anjou</i>)	Caron	Jolivet	
Bertrand	Carrier-Perreault	Juneau	
Blackburn	Chevrette	Lazure	
(<i>Chicoutimi</i>)	Dufour	Léonard	

ABSTENTION — 0

En conséquence, le principe du projet de loi 112 est adopté.

Sur la motion de M. Paradis, leader du gouvernement, le projet de loi 112 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

Motions sans préavis

Mme Trépanier, ministre déléguée à la Condition féminine et ministre responsable de la Famille, propose:

QUE l'Assemblée nationale invite la population du Québec à participer pleinement aux activités marquant l'Année internationale de la famille qui s'amorce le 1^{er} janvier 1994.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 189)

POUR — 54

Beaulne	Brassard	Holden	Middlemiss
Bégin	Cannon	Houde	Morin
Bélanger	Caron	Hovington	Paradis
(Anjou)	Carrier-Perreault	Johnson	(Brome-Miss.)
Bélanger	Chagnon	Joly	Philibert
(Még.-Compton)	Charbonneau	Juneau	Poulin
Bergeron	Chevrette	Khelfa	Richard
Bertrand	Doyon	Lazure	Robic
Blackburn	Dufour	Leclerc	Ryan
(Chicoutimi)	Farrah	Léonard	Savoie
Blais	Filion	LeSage	Thérien
Bleau	Gagnon-Tremblay	Loiselle	Tremblay
Bordeleau	Gautrin	MacMillan	(Rimouski)
Bourdon	Gauvin	Maltais	Trépanier
Bradet	Gendron	Messier	

CONTRE — 0

ABSTENTION — 0

Avis touchant les travaux des commissions

M. Cannon, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre l'étude détaillée des projets de loi suivants: le projet de loi 118, Loi modifiant la Loi sur l'organisation territoriale municipale et d'autres dispositions législatives, et le projet de loi 119, Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec et d'autres dispositions législatives;
- la Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail le projet de loi 112, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et diverses dispositions législatives;
- la Commission de la culture, afin d'étudier en détail les projets de loi suivants: le projet de loi 122, Loi modifiant la Loi sur le Conseil des Communautés culturelles et de l'Immigration, et le projet de loi 124, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration;
- la Commission de l'économie et du travail, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 142, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 133, Loi modifiant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic et d'autres dispositions législatives.

Le rapport est adopté.

Projets de loi d'intérêt privé

Adoption du principe

M. Chagnon (Saint-Louis) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 289, Loi concernant le Groupe La Laurentienne et le Mouvement des caisses Desjardins et modifiant la Loi concernant le Mouvement des caisses Desjardins, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 289 est adopté.

Adoption

M. Chagnon (Saint-Louis) propose que le projet de loi d'intérêt privé 289, Loi concernant le Groupe La Laurentienne et le Mouvement des caisses Desjardins et modifiant la Loi concernant le Mouvement des caisses Desjardins, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 289 est adopté.

Adoption du principe

M. Doyon (Louis-Hébert) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 292, Loi concernant la corporation «Hôpital Laval», soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 292 est adopté.

Adoption

M. Doyon (Louis-Hébert) propose que le projet de loi d'intérêt privé 292, Loi concernant la corporation «Hôpital Laval», soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 292 est adopté.

Adoption du principe

M. Chagnon (Saint-Louis) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 231, Loi concernant la cession des biens et de l'entreprise de Trust Général du Canada et de La Compagnie Sherbrooke Trust, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 231 est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à la règle de fonctionnement 35, M. Chagnon (Saint-Louis) propose que le projet de loi d'intérêt privé 231, Loi concernant la cession des biens et de l'entreprise de Trust Général du Canada et de La Compagnie Sherbrooke Trust, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 231 est adopté.

Adoption du principe

M. Chagnon (Saint-Louis) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 263, Loi modifiant la charte des Directeur et syndics de l'asile des orphelins de Saint-Patrice de Montréal, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 263 est adopté.

Adoption

M. Chagnon (Saint-Louis) propose que le projet de loi d'intérêt privé 263, Loi modifiant la charte des Directeur et syndics de l'asile des orphelins de Saint-Patrice de Montréal, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 263 est adopté.

Adoption du principe

M. Chagnon (Saint-Louis) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 280, Loi concernant Compagnie Trust Royal, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 280 est adopté.

Adoption

M. Chagnon (Saint-Louis) propose que le projet de loi d'intérêt privé 280, Loi concernant Compagnie Trust Royal, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 280 est adopté.

Adoption du principe

M. Joly (Fabre) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 279, Loi concernant La Compagnie d'Assurance funéraire, Urgel Bourgie, Ltée et ses filiales, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 279 est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement, M. Joly (Fabre) propose que le projet de loi d'intérêt privé 279, Loi concernant La Compagnie d'Assurance funéraire, Urgel Bourgie, Ltée et ses filiales, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 279 est adopté.

À 12 h 58, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

Quinze heures

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que le principe du projet de loi 125, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie et la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Cannon, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 237 du Règlement, M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, au nom de M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, propose que le principe du projet de loi 147, Loi sur la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

À 18 heures, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

Vingt heures

Adoption du principe

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, au nom de M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, proposant que le principe du projet de loi 147, Loi sur la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 147 est adopté.

Sur la motion de M. Cannon, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 147 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

À 22 h 13, sur la motion de M. Cannon, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée est ajournée au lundi 13 décembre 1993, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Paradis, ministre de l'Environnement, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 151 Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives.

La motion est adoptée.

M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, propose que l'Assemblée soit saisie des projets de loi suivants:

- 148 Loi modifiant la Loi favorisant l'augmentation du capital des petites et moyennes entreprises.

La motion est adoptée.

- 149 Loi concernant certains règlements pris en application de la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise.

La motion est adoptée.

- 150 Loi modifiant la Loi sur les coopératives.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose:

Trois ententes en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*: une entre la Régie de l'assurance-maladie du Québec et le ministère de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle; et deux entre la Régie des rentes du Québec et la Régie de l'assurance-maladie du Québec.

(Document n° 1286 de la session)

Mme Gagnon-Tremblay, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, dépose:

Le rapport annuel du Conseil des communautés culturelles et de l'immigration du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1287 de la session)

M. Cannon, ministre des Communications, dépose:

Le rapport annuel du ministère des Communications, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1288 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Doyon (Louis-Hébert) dépose:

Le rapport de la Commission de la culture qui, le 10 décembre 1993, a étudié en détail le projet de loi:

- 122 Loi modifiant la Loi sur le Conseil des Communautés culturelles et de l'Immigration — rapporté avec un amendement.

(Document n° 1289 de la session)

M. Garon (Lévis) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 3 et 10 décembre 1993, a étudié en détail le projet de loi:

- 118 Loi modifiant la Loi sur l'organisation territoriale municipale et d'autres dispositions législatives — rapporté avec des amendements.
(Document n° 1290 de la session)
-

M. Forget (Prévost) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 10 décembre 1993, a étudié en détail le projet de loi:

- 112 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et diverses dispositions législatives — rapporté avec des amendements.
(Document n° 1291 de la session)

Dépôts de pétitions

Sont déposés deux extraits de pétition concernant les compressions budgétaires touchant les centres de travail adapté:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 3 677 pétitionnaires, par M. Lazure (La Prairie);
(Document n° 1292 de la session)
- le deuxième, extrait d'une pétition signée par 1 494 pétitionnaires, par Mme Cardinal (Châteauguay).
(Document n° 1293 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Votes reportés

L'Assemblée tient le vote sur la motion de M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, proposant l'adoption du principe du projet de loi 125, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie et la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 190)

POUR — 64

Audet	Côté	Hovington	Pelchat
Beaudin	(Charlesbourg)	Johnson	Philibert
Bégin	Côté	Joly	Picotte
Benoit	(Riv.-du-Loup)	Kehoe	Poulin
Bergeron	Cusano	Lafrenière	Richard
Blackburn	Després	Lemieux	Rivard
(Roberval)	Dionne	Lemire	Robic
Bleau	Doyon	LeSage	Ryan
Bordeleau	Dutil	Loiselle	Savoie
Boucher-Bacon	Elkas	Maciocia	Sirros
Bradet	Farrah	MacMillan	Thérien
Cameron	Forget	Maltais	Tremblay
Cannon	Fradet	Marcil	(Outremont)
Cardinal	Frulla	Messier	Trépanier
Charbonneau	Gagnon-Tremblay	Middlemiss	Williams
Chenail	Gautrin	Paradis	
Cherry	Gobé	(Brome-Miss.)	
Ciaccia	Houde	Parent	

CONTRE — 21

Beaulne	Blais	Dufour	Lazure
Bélanger	Boisclair	Garon	Léonard
(Anjou)	Brassard	Gendron	Marois
Bertrand	Caron	Holden	Trudel
Blackburn	Carrier-Perreault	Jolivet	Vermette
(Chicoutimi)	Chevrette	Juneau	

ABSTENTION — 0

En conséquence, le principe du projet de loi 125 est adoptée.

Sur la motion de M. Paradis, leader du gouvernement, le projet de loi 125 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des affaires sociales.

Motions sans préavis

M. Paradis, leader du gouvernement, propose:

QUE, en raison de l'urgence de la situation et en vue de permettre l'adoption du projet de loi 158, Loi concernant l'industrie de la construction:

Les 1^{er} et 2^e paragraphes de l'article 19, les articles 20 à 22, les mots «ou sur un fait personnel» au 4^e paragraphe de l'article 53 et le 7^e paragraphe du même article, l'article 54, les articles 71 à 73, les 2^e et 3^e alinéas de l'article 84, les mots «ou à la demande d'un député» au 1^{er} alinéa de l'article 86 ainsi que le 2^e alinéa du même article, les 2^e, 3^e et 8^e paragraphes de l'article 87, les articles 88 à 93, 100 et 101, 105 à 108, 111 à 114, 164 et 165, 175 et 176, les mots «et, le cas échéant, de ses observations, conclusions et recommandations» à l'article 177, les articles 194 et 195, 205 à 209, 212 et 213, 215 et 216, 230, 232, les mots «à l'étape prévue des affaires courantes» à l'article 233, les articles 236 et 237, le 2^e alinéa de l'article 239, les articles 240 et 241, le 2^e alinéa de l'article 244, les mots «et l'adoption du projet de loi est fixée à une séance subséquente» au 2^e alinéa de l'article 248, les 2^e et 3^e alinéas de l'article 256, l'article 257 et les articles 304 à 307 soient suspendus jusqu'à l'adoption dudit projet de loi;

Il soit permis, dès l'adoption de la présente motion, à un ministre ou à un leader adjoint du gouvernement de procéder à l'étape des avis touchant les travaux des commissions malgré les dispositions de l'article 53;

Il soit permis, dès l'adoption de la présente motion et au terme de l'étape des avis touchant les travaux des commissions, de procéder à l'étude du projet de loi 158, Loi concernant l'industrie de la construction;

Il soit permis à tout député de prendre la parole une seule fois lors du débat sur l'adoption du principe dudit projet de loi; les temps de parole soient limités à trente minutes pour le ministre qui présente le projet de loi de même qu'à un représentant de l'opposition officielle et à dix minutes pour tout autre député, une réplique de dix minutes pouvant être exercée par le ministre qui présente le projet de loi;

Après l'adoption du principe dudit projet de loi, un ministre ou un leader adjoint du gouvernement puisse proposer de l'envoyer en commission plénière pour son étude détaillée; une telle motion ne requière pas de préavis, ne puisse être amendée ni débattue et soit immédiatement mise aux voix sans appel nominal;

La durée de l'étude détaillée dudit projet de loi en commission plénière soit fixée à un maximum de quatre-vingt-dix minutes après le début de ses travaux et ce, malgré les dispositions de l'article 245;

Le président de la commission plénière, à l'expiration de ce délai, mette aux voix immédiatement, sans débat et sans appel nominal, les articles et les amendements dont la commission n'aurait pas disposé, y compris les amendements que le ministre qui présente le projet de loi n'aurait pas pu proposer en cours d'étude, et fasse rapport à l'Assemblée;

Un ministre ou un leader adjoint du gouvernement puisse, plus d'une fois au cours d'une même séance, proposer de faire rapport à l'Assemblée que la commission plénière n'a pas fini de délibérer et qu'elle demande la permission de siéger à nouveau; une telle motion ne requière pas de préavis, ne puisse être amendée ni débattue et soit immédiatement mise aux voix sans appel nominal;

La durée du débat sur l'adoption du projet de loi soit fixée à un maximum de trente minutes, dont dix minutes au groupe parlementaire formant le gouvernement, dix minutes au groupe parlementaire formant l'opposition officielle, cinq minutes au groupe des députés indépendants et une réplique d'une durée maximale de cinq minutes au ministre qui présente le projet de loi;

Au cours dudit débat, un ministre ou un leader adjoint puisse faire motion pour qu'il soit envoyé en commission plénière, en vue de l'étude des amendements qu'il indique; une telle motion ne requière pas de préavis, ne puisse être amendée ni débattue et soit immédiatement mise aux voix sans appel nominal; en commission plénière, l'étude soit limitée aux amendements proposés; la durée du débat en commission plénière soit fixée à un maximum de quinze minutes, dont cinq minutes au groupe parlementaire formant le gouvernement, cinq minutes au groupe parlementaire formant l'opposition officielle, trois minutes au groupe des députés indépendants et deux minutes de réplique au ministre qui présente le projet de loi, au terme de laquelle les amendements seraient mis aux voix immédiatement, sans débat et sans appel nominal;

À l'expiration du délai de quinze minutes, le président de la commission plénière fasse rapport à l'Assemblée; ce rapport soit mis aux voix immédiatement sans débat et sans appel nominal;

Une motion de suspension de la séance puisse être proposée à tout moment par un ministre ou un leader adjoint du gouvernement; une telle motion ne requière pas de préavis, ne puisse être amendée ni débattue et soit immédiatement mise aux voix sans appel nominal;

Un ministre ou un leader adjoint du gouvernement puisse proposer à tout moment de la séance une motion pour que l'Assemblée se constitue en commission plénière; une telle motion ne requière pas de préavis, ne puisse être amendée ni débattue et soit immédiatement mise aux voix sans appel nominal;

L'ajournement du débat, l'ajournement de l'Assemblée ou le retrait d'une motion puissent être proposés à tout moment de la séance par un ministre ou un leader adjoint du gouvernement; une telle motion ne requière pas de préavis, ne puisse être amendée ni débattue et soit immédiatement mise aux voix sans appel nominal;

L'Assemblée puisse siéger tous les jours, à compter de 10 heures, jusqu'à ce qu'elle décide d'ajourner ses travaux;

Sous réserve de ce qui précède, les dispositions du Règlement particulières aux mois de juin et décembre soient appliquées; et

Les règles ci-haut mentionnées puissent s'appliquer jusqu'à l'adoption du projet de loi 158, Loi concernant l'industrie de la construction.

Conformément à l'article 184 du Règlement, le projet de loi 158, Loi concernant l'industrie de la construction, est distribué.

Avant que le débat ne s'engage, M. le Président répartit ainsi le temps de parole pour la discussion de cette motion: dix minutes sont allouées à l'ensemble des députés indépendants; les deux groupes parlementaires se partageront également le reste de la période consacrée à ce débat; dans ce cadre, les interventions ne seront soumises à aucune limite.

Suit le débat sur la motion de M. Paradis.

À 13 heures, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

Quinze heures

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Paradis, leader du gouvernement, proposant la suspension de certaines règles de procédure.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 191)

POUR — 69

Audet	Côté	Johnson	Paradis
Beaudin	(Charlesbourg)	Joly	(Matapédia)
Bélanger	Côté	Kehoe	Parent
(Még.-Compton)	(Riv.-du-Loup)	Khelfa	Pelchat
Benoit	Cusano	Lafrance	Philibert
Bergeron	Dionne	Lafrenière	Picotte
Blackburn	Doyon	Lemieux	Poulin
(Roberval)	Dutil	Lemire	Richard
Bleau	Elkas	LeSage	Robic
Bordeleau	Farrah	Libman	Ryan
Bradet	Forget	Loiselle	Savoie
Brouillette	Fradet	Maciocia	Sirros
Camden	Frulla	MacMillan	Thérien
Cameron	Gagnon-Tremblay	Maltais	Tremblay
Cannon	Gautrin	Marcil	(Rimouski)
Cardinal	Gauvin	Messier	Trépanier
Charbonneau	Gobé	Middlemiss	Williams
Chenail	Hamel	Paradis	
Cherry	Houde	(Brome-Miss.)	
Ciaccia	Hovington		

CONTRE — 23

Baril	Blais	Gendron	Morin
Beaulne	Boisclair	Holden	St-Roch
Bélanger	Caron	Jolivet	Trudel
(Anjou)	Carrier-Perreault	Juneau	Vermette
Bertrand	Chevrette	Lazure	
Blackburn	Dufour	Léonard	
(Chicoutimi)	Garon	Marois	

ABSTENTION — 0

Avis touchant les travaux des commissions

M. Cannon, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre l'étude détaillée des projets de loi suivants: le projet de loi 137, Loi sur les chemins de fer, et le projet de loi 119, Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec et d'autres dispositions législatives;
- la Commission de l'éducation, afin d'étudier en détail le projet de loi 140, Loi modifiant le Code des professions et d'autres lois professionnelles;
- la Commission de la culture, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 135, Loi sur le Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec;
- la Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail le projet de loi 134, Loi modifiant la Loi sur l'administration financière.

Projets de loi du gouvernement

Présentation

M. Cherry, ministre du Travail, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

158 Loi concernant l'industrie de la construction.

La motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 192)

POUR — 58

Audet	Cardinal	Gobé	Marcil
Beaudin	Charbonneau	Hamel	Messier
Bélanger	Chenail	Houde	Parent
(<i>Még.-Compton</i>)	Cherry	Hovington	Pelchat
Benoît	Côté	Joly	Philibert
Bergeron	(<i>Riv.-du-Loup</i>)	Kehoe	Poulin
Blackburn	Cusano	Khelfa	Richard
(<i>Roberval</i>)	Doyon	Lafrance	Robic
Bleau	Elkas	Lafrènière	Savoie
Bordeleau	Farrah	Lemieux	Thérien
Boucher-Bacon	Forget	Lemire	Tremblay
Bradet	Fradet	Libman	(<i>Rimouski</i>)
Brouillette	Frulla	Loiselle	Trépanier
Camden	Gagnon-Tremblay	Maciocia	Williams
Cameron	Gautrin	MacMillan	
Cannon	Gauvin	Maltais	

CONTRE — 23

Baril	Boisclair	Gendron	Morin
Bélanger	Boulerice	Holden	St-Roch
(<i>Anjou</i>)	Caron	Jolivet	Trudel
Bertrand	Carrier-Perreault	Juneau	Vermette
Blackburn	Chevrette	Lazure	
(<i>Chicoutimi</i>)	Dufour	Léonard	
Blais	Garon	Marois	

ABSTENTION — 0

Adoption du principe

M. Cherry, ministre du Travail, propose que le principe du projet de loi 158, Loi concernant l'industrie de la construction, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 193)

POUR — 61

Audet	Cherry	Hovington	Parent
Beaudin	Ciaccia	Johnson	Pelchat
Bégin	Côté	Joly	Philibert
Bélanger	(<i>Riv.-du-Loup</i>)	Kehoe	Poulin
(<i>Még.-Compton</i>)	Cusano	Khelfa	Richard
Benoit	Dauphin	Lafrenière	Ryan
Bergeron	Després	Lemieux	Savoie
Blackburn	Doyon	Lemire	Sirros
(<i>Roberval</i>)	Dutil	Libman	Thérien
Bleau	Elkas	Maciocia	Tremblay
Bordeleau	Forget	MacMillan	(<i>Rimouski</i>)
Boucher-Bacon	Fradet	Maltais	Trépanier
Bradet	Gagnon-Tremblay	Marcil	Williams
Brouillette	Gautrin	Middlemiss	
Camden	Gauvin	Paradis	
Cannon	Gobé	(<i>Brome-Miss.</i>)	
Cardinal	Hamel	Paradis	
Charbonneau	Houde	(<i>Matapédia</i>)	

CONTRE — 15

Baril	Boulerice	Dufour	Lazure
Bélanger	Caron	Filion	Léonard
(<i>Anjou</i>)	Carrier-Perreault	Gendron	Morin
Blais	Chevrette	Holden	Vermette

ABSTENTION — 0

En conséquence, le principe du projet de loi 158 est adopté.

Sur la motion de M. Cannon, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier en détail le projet de loi 158.

Étude détaillée en commission plénière

La commission plénière entreprend l'étude détaillée du projet de loi 158, Loi concernant l'industrie de la construction.

Le projet de loi 158 est amendé et adopté par la commission plénière à la majorité des voix.

Le projet de loi 158 est ensuite rapporté à l'Assemblée qui adopte le rapport de la commission plénière à la majorité des voix.

Adoption

M. Cherry, ministre du Travail, propose que le projet de loi 158, Loi concernant l'industrie de la construction, soit adopté.

Après débat, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 194)

POUR — 64

Audet	Brouillette	Doyon	Hamel
Beaudin	Camden	Dutil	Houde
Bégin	Cameron	Elkas	Hovington
Bélanger	Cannon	Farrah	Joly
(Még.-Compton)	Charbonneau	Forget	Kehoe
Benoit	Cherry	Fradet	Khelfa
Bergeron	Côté	Frulla	Lafrenière
Blackburn	(Riv.-du-Loup)	Gagnon-Tremblay	Lemieux
(Roberval)	Cusano	Gautrin	Lemire
Bordeleau	Dauphin	Gauvin	Libman
Brader	Després	Gobé	Loiselle

Maciocia	Paradis	Richard	Vallières
MacMillan	(<i>Matapédia</i>)	Ryan	Williams
Maltais	Parent	Savoie	
Marcil	Pelchat	Sirros	
Messier	Philibert	Thérien	
Middlemiss	Picotte	Tremblay	
Paradis	Poulin	(<i>Rimouski</i>)	
(<i>Brome-Miss.</i>)	Rémillard	Vallerand	

CONTRE — 20

Baril	Boisclair	Garon	Morin
Bélanger	Caron	Gendron	St-Roch
(<i>Anjou</i>)	Carrier-Perreault	Holden	Trudel
Blackburn	Chevrette	Jolivet	Vermette
(<i>Chicoutimi</i>)	Dufour	Léonard	
Blais	Filion	Marois	

ABSTENTION — 0

En conséquence, le projet de loi 158 est adopté.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le projet de loi 129, Loi modifiant la Loi sur les cours municipales, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 129 est adopté.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 138, Loi modifiant la Loi de police.

Le rapport est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 132, Loi modifiant la loi constitutive de la Régie des alcools, des courses et des jeux ainsi que diverses lois portant sur les activités surveillées par cette Régie, ainsi que les amendements transmis par M. Ryan, ministre de la Sécurité publique.

Les amendements sont adoptés.

Le rapport amendé est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 121, Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal et la Loi sur la fiscalité municipale.

Le rapport est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 139, Loi modifiant la Loi sur les pesticides.

Le rapport est adopté.

Projets de loi d'intérêt privé

Adoption du principe

M. MacMillan (Papineau), au nom de M. Maciocia (Viger), propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 256, Loi modifiant la Loi constituant en corporation the «Order Sons of Italy in Canada», soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 256 est adopté.

Adoption

M. MacMillan (Papineau), au nom de M. Maciocia (Viger), propose que le projet de loi d'intérêt privé 256, Loi modifiant la Loi constituant en corporation the «Order Sons of Italy in Canada», soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 256 est adopté.

À 22 h 55, sur la motion de M. Paradis, leader du gouvernement, l'Assemblée est ajournée au mardi 14 décembre 1993, à 10 heures.

SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le lundi 13 décembre 1993, à 23 h 18, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de M. Richard (Nicolet-Yamaska), le représentant du Président de l'Assemblée nationale, de Mme Loiselle (Saint-Henri), la représentante du Premier ministre, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale,

il a plu à Son Excellence le lieutenant-gouverneur de sanctionner les projets de loi suivants:

- 106 Loi sur l'aide et l'indemnisation des victimes d'actes criminels;
- 108 Loi modifiant la Loi sur les forêts et abrogeant diverses dispositions législatives;
- 113 Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile;
- 130 Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et d'autres dispositions législatives;
- 136 Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux;
- 145 Loi n° 4 sur les crédits, 1993-1994;
- 158 Loi concernant l'industrie de la construction;
- 207 Loi concernant la succession de Cora Frances Dunkerley;
- 231 Loi concernant la cession des biens et de l'entreprise de Trust Général du Canada et de La Compagnie Sherbrooke Trust;
- 263 Loi modifiant la charte des Directeur et syndics de l'asile des orphelins de Saint-Patrice de Montréal;
- 279 Loi concernant La Compagnie d'Assurance funéraire, Urgel Bourgie, Ltée et ses filiales;
- 280 Loi concernant Compagnie Trust Royal;
- 289 Loi concernant le Groupe La Laurentienne et le Mouvement des caisses Desjardins et modifiant la Loi concernant le Mouvement des caisses Desjardins;
- 292 Loi concernant la corporation «Hôpital Laval».

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Déclarations ministérielles

M. Cherry, ministre du Travail, fait une déclaration concernant certaines modifications qu'il entend proposer au projet de loi 142, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives, en ce qui concerne les régimes complémentaires d'avantages sociaux.

À la fin de son intervention, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Cherry dépose:

Copie de sa déclaration, accompagnée du texte de l'amendement qu'il entend proposer au projet de loi 142.

(Document n° 1294 de la session)

Présentation de projets de loi

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé:

277 Loi modifiant la charte de la ville de Beauport.

(Document n° 1295 de la session)

M. Després (Limoilou) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 277, Loi modifiant la charte de la ville de Beauport.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Paradis, leader du gouvernement, le projet de loi d'intérêt privé 277 est renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements et le ministre des Affaires municipales sera membre de ladite commission.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé:

275 Loi concernant la Ville de Saint-Laurent.

(Document n° 1296 de la session)

M. Bordeleau (Acadie) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 275, Loi concernant la Ville de Saint-Laurent.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Paradis, leader du gouvernement, le projet de loi d'intérêt privé 275 est renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements et le ministre des Affaires municipales sera membre de ladite commission.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé:

238 Loi concernant la Société des chemins de fer du Québec.

(Document n° 1297 de la session)

M. Bradet (Charlevoix) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 238, Loi concernant la Société des chemins de fer du Québec.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Paradis, leader du gouvernement, le projet de loi d'intérêt privé 238 est renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements et le ministre des Transports sera membre de ladite commission.

Dépôts de documents

M. Rémillard, ministre de la Justice, dépose:

Un rapport, en date du 2 décembre 1993, intitulé «L'autonomie administrative des tribunaux judiciaires au Québec».

(Document n° 1298 de la session)

M. Elkas, ministre des Transports, dépose:

Le rapport annuel de la Société québécoise des transports, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1992.

(Document n° 1299 de la session)

M. Paradis, leader du gouvernement, dépose:

La réponse à la question écrite de M. Libman (D'Arcy-McGee) concernant une entente signée entre la Société immobilière du Québec et la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec — question n° 12, *Feuilleton et préavis* du 8 décembre 1993.

(Document n° 1300 de la session)

M. le Président dépose:

Le rapport annuel du Protecteur du citoyen, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1301 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Lemieux (Vanier) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 13 décembre 1993, a étudié en détail le projet de loi:

134 Loi modifiant la Loi sur l'administration financière — rapporté sans amendement.

(Document n° 1302 de la session)

M. Richard (Nicolet-Yamaska) dépose:

Le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui, le 9 décembre 1993, a examiné les orientations, les activités et la gestion de la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires.

(Document n° 1303 de la session)

Dépôts de pétitions

M. St-Roch (Drummond) dépose:

— l'extrait d'une pétition, signée par 1 639 pétitionnaires, concernant le rôle de l'éducation physique dans le système scolaire québécois.

(Document n° 1304 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement,
M. Boisclair (Gouin) dépose:

Un mémoire, en date du 10 novembre 1993, préparé par M. Jean Charron et intitulé «Tâches, statut et gestion du personnel enseignant au Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec».

(Document n° 1305 de la session)

Motions sans préavis

M. Cannon, leader adjoint du gouvernement, propose:

QUE, en raison de l'urgence de la situation et en vue de permettre l'adoption du projet de loi 142, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives:

Les 1^{er} et 2^e paragraphes de l'article 19, les articles 20 et 21, les mots «ou sur un fait personnel» au 4^e paragraphe de l'article 53 et le 7^e paragraphe du même article, l'article 54, les articles 71 à 73, les 2^e et 3^e alinéas de l'article 84, les mots «ou à la demande d'un député» au 1^{er} alinéa de l'article 86 ainsi que le 2^e alinéa du même article, les 2^e, 3^e et 8^e paragraphes de l'article 87, les articles 88 à 93, 100 et 101, 105 à 108, 111 à 114, 164 et 165, 175 et 176, les mots «et, le cas échéant, de ses observations, conclusions et recommandations» à l'article 177, les articles 194 et 195, 205 à 209, 212 et 213, 215 et 216, 230, 240, 241, le 2^e alinéa de l'article 244, les mots «et l'adoption du projet de loi est fixée à une séance subséquente» au 2^e alinéa de l'article 248, les articles 249 à 251, le 1^{er} alinéa de l'article 252, les 1^{er} et 3^e alinéas de l'article 253, l'article 254, les 2^e et 3^e alinéas de l'article 256, l'article 257 et les articles 304 à 307 soient suspendus jusqu'à l'adoption dudit projet de loi;

Il soit permis, dès l'adoption de la présente motion, à un ministre ou à un leader adjoint du gouvernement de procéder à l'étape des avis touchant les travaux des commissions malgré les dispositions de l'article 53;

Dès l'adoption de la présente motion, malgré l'article 53, la Commission permanente de l'aménagement et des équipements

mette fin à ses travaux quant à l'étude détaillée du projet de loi 142, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives, et dépose son rapport à l'Assemblée;

Tout député puisse, au plus tard deux heures après le dépôt dudit rapport, transmettre au bureau du Secrétaire général, copie des amendements qu'il entend y proposer; les travaux de l'Assemblée soient alors suspendus jusqu'à l'expiration de ce délai;

La durée du débat sur la prise en considération du rapport de la commission et sur les amendements transmis soit fixée à un maximum de soixante minutes, dont vingt-cinq minutes au groupe parlementaire formant le gouvernement, vingt-cinq minutes au groupe parlementaire formant l'opposition officielle et cinq minutes au groupe des députés indépendants; le ministre qui présente le projet de loi puisse exercer un droit de réplique d'une durée maximale de cinq minutes;

Une fois terminé le débat sur la prise en considération du rapport de la Commission parlementaire permanente de l'économie et du travail, soient mis aux voix sans débat et sans appel nominal:

- les amendements transmis, de la manière indiquée par le Président;
- les articles du projet de loi ainsi amendés;
- les articles du projet de loi dont la Commission parlementaire permanente de l'économie et du travail n'aurait pas disposé;
- le titre et les autres intitulés du projet de loi ainsi amendés, le cas échéant;
- l'ensemble du projet de loi ainsi amendé;

et

- le rapport de la Commission parlementaire permanente de l'économie et du travail ainsi amendé;

La durée du débat sur l'adoption du projet de loi 142, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives, soit fixée à un maximum de trente minutes, dont dix minutes au groupe parlementaire formant le gouvernement, dix minutes au groupe parlementaire formant l'opposition officielle, cinq minutes au groupe des députés indépendants et une réplique d'une durée maximale de cinq minutes au ministre qui présente le projet de loi;

Au cours du débat sur l'adoption dudit projet de loi, un ministre ou un leader adjoint du gouvernement puisse faire motion pour qu'il soit envoyé en commission plénière, en vue de l'étude des amendements qu'il indique; une telle motion ne requière pas de préavis, ne puisse être amendée ni débattue et soit immédiatement mise aux voix sans appel nominal; en commission plénière, l'étude soit limitée aux amendements proposés; la durée du débat en commission plénière soit fixée à un maximum de quinze minutes, dont cinq minutes au groupe parlementaire formant le gouvernement, cinq minutes au groupe parlementaire formant l'opposition officielle, trois minutes au groupe des députés indépendants et deux minutes de réplique au ministre qui présente le projet de loi, au terme de laquelle les amendements seraient mis aux voix immédiatement, sans débat et sans appel nominal;

À l'expiration du délai de quinze minutes, le président de la commission plénière fasse rapport à l'Assemblée; ce rapport soit mis aux voix immédiatement sans débat et sans appel nominal;

Un ministre ou un leader adjoint du gouvernement puisse proposer à tout moment de la séance une motion pour que l'Assemblée se constitue en commission plénière; une telle motion ne requière pas de préavis, ne puisse être amendée ni débattue et soit immédiatement mise aux voix sans appel nominal;

Une motion de suspension de la séance puisse être proposée à tout moment par un ministre ou un leader adjoint du gouvernement; une telle motion ne requière pas de préavis, ne puisse être amendée ni débattue et soit immédiatement mise aux voix sans appel nominal;

L'ajournement du débat, l'ajournement de l'Assemblée ou le retrait d'une motion puissent être proposés à tout moment de la séance par un ministre ou un leader adjoint du gouvernement; une telle motion ne requière pas de préavis, ne puisse être amendée ni débattue et soit immédiatement mise aux voix sans appel nominal;

L'Assemblée puisse siéger tous les jours, à compter de 10 heures, jusqu'à ce qu'elle décide d'ajourner ses travaux;

Sous réserve de ce qui précède, les dispositions du Règlement particulières aux mois de juin et décembre soient appliquées; et

Les règles ci-haut mentionnées puissent s'appliquer jusqu'à l'adoption du projet de loi 142, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives.

M. St-Roch (Drummond) et M. Chevette, leader de l'opposition officielle, ayant soulevé des motifs à l'encontre de la recevabilité de cette motion, M. le Président prend cette question en délibéré.

Après une suspension des travaux, M. le Président rend la décision suivante sur la recevabilité de la motion de M. Cannon, leader adjoint du gouvernement, proposant la suspension de certaines règles de procédure:

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

La motion est recevable pour les motifs suivants: les questions relatives à l'urgence et à la liberté d'expression des députés ont fait l'objet de décisions antérieures de la Présidente. Aucun élément nouveau n'a été soulevé à leur égard.

De plus, le recours par le leader adjoint du gouvernement à un droit conféré par le Règlement ne saurait donner ouverture à l'application de l'article 55(7°) de la *Loi sur l'Assemblée nationale*. L'Assemblée possède le pouvoir d'établir ses règles de procédure et le fait d'y recourir ne peut, *prima facie*, constituer une violation de privilège.

Une correction de forme doit cependant être apportée à cette motion en substituant aux mots «Commission permanente de l'aménagement et des équipements», au quatrième alinéa, les mots «Commission permanente de l'économie et du travail».

Avant que le débat ne s'engage, M. le Président répartit ainsi le temps de parole pour la discussion de cette motion: dix minutes sont allouées à l'ensemble des députés indépendants; les deux groupes parlementaires se partageront également le reste de la période consacrée à ce débat.

À 13 heures, M. le Président suspend la séance jusqu'à 15 heures.

Quinze heures

L'Assemblée entreprend le débat sur la motion de M. Cannon, leader adjoint du gouvernement, proposant la suspension de certaines règles de procédure.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 195)

POUR — 70

Audet	Chagnon	Gobé	Parent
Beaudin	Charbonneau	Hamel	Pelchat
Bégin	Chenail	Houde	Philibert
Bélanger	Cherry	Hovington	Picotte
(Még.-Compton)	Ciaccia	Joly	Poulin
Benoit	Côté	Kehoe	Rivard
Bergeron	(Charlesbourg)	Lafrenière	Robic
Blackburn	Cusano	Leclerc	Ryan
(Roberval)	Dauphin	Lemire	Savoie
Bleau	Després	Libman	Sirros
Bordeleau	Doyon	Loiselle	Thérien
Boucher-Bacon	Dutil	Maciocia	Tremblay
Bourbeau	Elkas	MacMillan	(Outremont)
Bradet	Farrah	Maltais	Tremblay
Brouillette	Forget	Marcil	(Rimouski)
Camden	Fradet	Messier	Trépanier
Cameron	Frulla	Middlemiss	Vallerand
Cannon	Gautrin	Paradis	Vallières
Cardinal	Gauvin	(Brome-Miss.)	Williams

CONTRE — 27

Baril	Boulerice	Filion	Morin
Bélanger	Bourdon	Gendron	Perron
(Anjou)	Brassard	Harel	St-Roch
Bertrand	Caron	Holden	Trudel
Blackburn	Carrier-Perreault	Jolivet	Vermette
(Chicoutimi)	Chevrette	Lazure	
Blais	Claveau	Léonard	
Boisclair	Dufour	Marois	

ABSTENTION — 0

Avis touchant les travaux des commissions

M. Cannon, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'éducation, afin d'étudier en détail les projets de loi suivants: le projet de loi 140, Loi modifiant le Code des professions et d'autres lois professionnelles, et le projet de loi 67, Loi modifiant le Code des professions;
 - la Commission de la culture, afin de poursuivre l'étude détaillée des projets de loi suivants: le projet de loi 124, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, et le projet de loi 135, Loi sur le Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec;
 - la Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier en détail le projet de loi 147, Loi sur la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches;
 - la Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi 137, Loi sur les chemins de fer.
-

M. Lefebvre, vice-président, donne les avis suivants:

- la Commission des institutions se réunira afin de discuter de l'opportunité d'examiner les orientations, les activités et la gestion d'un organisme public;
- la Commission de l'éducation se réunira afin de planifier ses travaux.

Dépôts de rapports de commissions

M. Joly (Fabre) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, les 1^{er}, 2, 3, 6, 7, 8, 9 et 10 décembre 1993, a étudié en détail le projet de loi:

- 142 Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives — l'étude détaillée du projet de loi n'a pas été complétée.

(Document n° 1306 de la session)

À 17 h 45, conformément à l'ordre adopté précédemment, la séance est suspendue jusqu'à 19 h 45.

Dix-neuf heures quarante-cinq

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 142, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives, ainsi que les amendements transmis par M. Cherry, ministre du Travail, M. Dufour (Jonquière) et M. St-Roch (Drummond).

Après débat, M. le Président déclare tous ces amendements recevables.

Puis, l'amendement proposé par M. Dufour est rejeté.

Les amendements proposés par M. St-Roch sont rejetés.

Les amendements proposés par M. Cherry sont adoptés à la majorité des voix.

Ensuite, les articles du projet de loi amendés par le vote précédent sont adoptés à la majorité des voix.

Les articles du projet de loi dont la Commission de l'économie et du travail n'a pas disposé sont adoptés à la majorité des voix.

Le titre et les intitulés du projet de loi sont adoptés à la majorité des voix.

L'ensemble du projet de loi 142, ainsi amendé, est adopté à la majorité des voix.

Enfin, le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 142, ainsi amendé, est adopté à la majorité des voix.

Adoption

M. Cherry, ministre du Travail, propose que le projet de loi 142, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives, soit adopté.

Après débat, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 196)

POUR — 72

Audet	Chenail	Gobé	Parent
Bégin	Cherry	Hamel	Pelchat
Bélanger	Ciaccia	Houde	Philibert
(Még.-Compton)	Côté	Hovington	Poulin
Bélisle	(Charlesbourg)	Johnson	Rémillard
Benoit	Côté	Joly	Richard
Bergeron	(Riv.-du-Loup)	Kehoe	Rivard
Blackburn	Cusano	Lafrenière	Robic
(Roberval)	Dauphin	Leclerc	Ryan
Bleau	Després	Lemieux	Savoie
Bordeleau	Dionne	Lemire	Sirros
Bourbeau	Doyon	Libman	Thérien
Bradet	Elkas	Maciocia	Tremblay
Brouillette	Farrah	MacMillan	(Outremont)
Camden	Forget	Maltais	Tremblay
Cameron	Fradet	Marcil	(Rimouski)
Cannon	Frulla	Messier	Trépanier
Cardinal	Gagnon-Tremblay	Middlemiss	Vallerand
Chagnon	Gautrin	Paradis	Williams
Charbonneau	Gauvin	(Brome-Miss.)	

CONTRE — 25

Baril	Boisclair	Filion	Marois
Bélanger	Bourdon	Garon	Morin
(Anjou)	Brassard	Gendron	Perron
Bertrand	Caron	Harel	St-Roch
Blackburn	Carrier-Perreault	Holden	Trudel
(Chicoutimi)	Chevrette	Jolivet	Vermette
Blais	Dufour	Léonard	

ABSTENTION — 0

En conséquence, le projet de loi 142 est adopté.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption

M. Ryan, ministre de la Sécurité publique, propose que le projet de loi 138, Loi modifiant la Loi de police, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 138 est adopté.

M. Ryan, ministre de la Sécurité publique, propose que le projet de loi 132, Loi modifiant la loi constitutive de la Régie des alcools, des courses et des jeux ainsi que diverses lois portant sur les activités surveillées par cette Régie, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Au cours du débat, M. Ryan propose que le projet de loi 132 soit renvoyé en commission plénière en vue de l'étude d'un amendement qu'il indique.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 132 est renvoyé en commission plénière.

L'amendement est étudié et adopté en commission plénière.

Le projet de loi 132, ainsi amendé, est rapporté à l'Assemblée, qui adopte le rapport de la commission plénière.

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du projet de loi 132.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 132 est adopté.

M. Paradis, ministre de l'Environnement, propose que le projet de loi 139, Loi modifiant la Loi sur les pesticides, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 139 est adopté.

Adoption du principe

Mme Robic, ministre déléguée aux Finances, propose que le principe du projet de loi 143, Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'assurance automobile, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 143 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 143 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de la culture relatif au projet de loi 122, Loi modifiant la Loi sur le Conseil des Communautés culturelles et de l'Immigration, ainsi que l'amendement transmis par Mme Gagnon-Tremblay, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration.

Après débat, l'amendement est adopté.

Le rapport amendé est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 118, Loi modifiant la Loi sur l'organisation territoriale municipale et d'autres dispositions législatives.

Le rapport est adopté.

Adoption

M. Ryan, ministre des Affaires municipales, propose que le projet de loi 121, Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal et la Loi sur la fiscalité municipale, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Le mercredi 15 décembre 1993

Au cours du débat, M. Ryan propose que le projet de loi 121 soit renvoyé en commission plénière en vue de l'étude des amendements qu'il indique.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 121 est renvoyé en commission plénière.

Les amendements sont étudiés et adoptés en commission plénière.

Le projet de loi 121, ainsi amendé, est rapporté à l'Assemblée, qui adopte le rapport de la commission plénière.

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du projet de loi 121.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 121 est adopté.

Adoption du principe

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 237 du Règlement, M. Ryan, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi 146, Loi modifiant de nouveau la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 146 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 146 est renvoyé pour étude détaillée à la commission plénière.

Puis, sur la motion de M. Bélisle, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier en détail le projet de loi 146.

Étude détaillée en commission plénière

La commission plénière entreprend l'étude détaillée du projet de loi 146, Loi modifiant de nouveau la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives.

Le projet de loi 146 est amendé et adopté par la commission plénière.

Le projet de loi 146 est ensuite rapporté à l'Assemblée qui adopte le rapport de la commission plénière.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 112, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et diverses dispositions législatives.

Après débat, le rapport est adopté à la majorité des voix.

À 4 h 05, sur la motion de M. Savoie, ministre du Revenu, l'Assemblée est ajournée au mercredi 15 décembre 1993, à 10 heures.

SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le mardi 14 décembre 1993, à 22 h 50, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence du Président de l'Assemblée nationale, de M. Maltais (Saguenay), de M. Lemire (Saint-Maurice) et de M. Richard (Nicolet-Yamaska), les représentants du Premier ministre, et de M. Côté, secrétaire adjoint exécutif de l'Assemblée nationale, il a plu à Son Excellence le lieutenant-gouverneur de sanctionner les projets de loi suivants:

- 129 Loi modifiant la Loi sur les cours municipales;
- 142 Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives;
- 256 Loi modifiant la Loi constituant en corporation the «Order Sons of Italy in Canada».

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

Mme Gagnon-Tremblay, ministre des Finances, dépose:

Les comptes publics du gouvernement du Québec (trois volumes), pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1307 de la session)

Le rapport financier 1992-1993 du ministère des Finances.

(Document n° 1308 de la session)

M. Ryan, ministre de la Sécurité publique, dépose:

La réponse à une question posée par Mme Vermette (Marie-Victorin), le 11 novembre 1993, sur l'application au Québec du programme fédéral de lutte à la drogue.

(Document n° 1309 de la session)

M. Rémillard, ministre de la Justice, dépose:

Le rapport annuel du Commissaire aux plaintes des clients des distributeurs d'électricité, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1310 de la session)

Les commentaires du ministre de la Justice sur la *Loi sur l'application de la réforme du Code civil*, tome III.

(Document n° 1311 de la session)

M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, dépose:

Les rapports annuels de Sidbec et de sa filiale Sidbec-Dosco Inc., pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1992.

(Document n° 1312 de la session)

M. Paradis, leader du gouvernement, au nom de M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose:

Le rapport annuel de l'Ordre des architectes du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1313 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Doyon (Louis-Hébert) dépose:

Le rapport de la Commission de la culture qui, les 10 et 14 décembre 1993, a étudié en détail le projet de loi:

- 124 Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration — rapporté sans amendement.

(Document n° 1314 de la session)

M. Joly (Fabre) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 14 décembre 1993, a étudié en détail le projet de loi:

- 147 Loi sur la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches — rapporté sans amendement.

(Document n° 1315 de la session)

M. Garon (Lévis) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 13 et 14 décembre 1993, a étudié en détail le projet de loi:

- 137 Loi sur les chemins de fer — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1316 de la session)

Dépôts de pétitions

M. Trudel (Rouyn-Noranda—Témiscamingue) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 914 pétitionnaires, concernant la politique d'aide aux personnes souffrant de cancer, de fibrose kystique, de diabète insipide ou de cholestérol élevé ou ayant des problèmes de santé mentale.

(Document n° 1317 de la session)

M. Lazure (La Prairie) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 1 154 pétitionnaires, concernant le projet de loi 128, Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu.

(Document n° 1318 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement,
M. Lazure (La Prairie) dépose:

Une directive du ministère de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, émise le 4 novembre 1993 à l'intention des centres Travail-Québec, concernant la remise de chèques de main en main à certaines catégories de prestataires d'aide sociale.

(Document n° 1319 de la session)

Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement,
l'Assemblée procède aux avis touchant les travaux des commissions.

M. Paradis, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission des affaires sociales, afin d'étudier en détail les projets de loi suivants: le projet de loi 110, Loi modifiant la Loi sur les allocations d'aide aux familles; le projet de loi 115, Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle; et le projet de loi 128, Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu;
- la Commission de la culture, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 135, Loi sur le Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec;
- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 119, Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec et d'autres dispositions législatives;
- la Commission du budget et de l'administration, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 90, Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur le tabac, la Loi sur le ministère du Revenu et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal.

Motions sans préavis

Mme Robillard, ministre de l'Éducation et de la Science, propose:

QUE cette Assemblée souligne le vingt-cinquième anniversaire de l'adoption en décembre 1968 de la loi créant l'Université du Québec.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

AFFAIRES DU JOUR

À 12 h 29, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

Quinze heures

Projets de loi du gouvernement

Adoption

M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor, propose que le projet de loi 133, Loi modifiant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 133 est adopté.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 134, Loi modifiant la Loi sur l'administration financière.

Après débat, le rapport est adopté.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 252 et 253 du Règlement, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de la culture relatif au projet de loi 124, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration.

Après débat, le rapport est adopté.

Adoption

Mme Gagnon-Tremblay, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, propose que le projet de loi 122, Loi modifiant la Loi sur le Conseil des Communautés culturelles et de l'Immigration, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 122 est adopté.

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le projet de loi 131, Loi modifiant le Code de procédure civile et diverses dispositions législatives, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 131 est adopté.

Prise en considération de rapports de commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 252 et 253 du Règlement, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 147, Loi sur la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches.

Un débat s'ensuit.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 100 du Règlement, ce débat est suspendu.

Adoption

M. Ryan, ministre des Affaires municipales, propose que le projet de loi 118, Loi modifiant la Loi sur l'organisation territoriale municipale et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 118 est adopté.

Prise en considération de rapports de commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 252 et 253 du Règlement, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 137, Loi sur les chemins de fer.

Après débat, le rapport est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Elkas, ministre des Transports, propose que le projet de loi 137, Loi sur les chemins de fer, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 137 est adopté.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée reprend le débat sur le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 147, Loi sur la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches.

Le débat terminé, le rapport est adopté.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission du budget et de l'administration, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 90, Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur le tabac, la Loi sur le ministère du Revenu et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal.
-

À 17 h 27, sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée est ajournée au jeudi 16 décembre 1993, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 232 du Règlement, M. Bissonnet (Jeanne-Mance) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

391 Loi sur l'Amicale des anciens parlementaires du Québec.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose:

Les actes du colloque sur l'utilisation des médicaments chez les personnes âgées, organisé par le ministère de la Santé et des Services sociaux et l'Association canadienne de l'industrie du médicament et tenu au Château Frontenac, à Québec, le 27 mai 1993.

(Document n° 1320 de la session)

M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose:

16 décembre 1993

Le rapport annuel de l'Ordre des podiatres du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1321 de la session)

M. Paradis, leader du gouvernement, au nom de Mme Robillard, ministre de l'Éducation et de la Science, dépose:

Le rapport annuel de l'Université du Québec et des établissements du réseau, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 1993.

(Document n° 1322 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

Mme Marois (Taillon) dépose:

Les rapports de la Commission des affaires sociales qui, le 15 décembre 1993, a étudié en détail les projets de loi suivants:

- 110 Loi modifiant la Loi sur les allocations d'aide aux familles — rapporté sans amendement.

(Document n° 1323 de la session)

- 115 Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle — rapporté sans amendement.

(Document n° 1324 de la session)

Dépôts de pétitions

M. Beaulne (Bertrand) dépose les extraits de deux pétitions concernant le maintien du service de prélèvements sanguins au CLSC des Seigneuries:

- le premier, l'extrait d'une pétition signée par 59 pétitionnaires, concernant le maintien de ce service à Ste-Julie, à St-Amable, à Varennes et à Verchères;
(Document n° 1325 de la session)
- le deuxième, l'extrait d'une pétition signée par 1 301 pétitionnaires, concernant le maintien de ce service à Ste-Julie.
(Document n° 1326 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Motions sans préavis

M. Blackburn, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, propose:

QUE cette Assemblée félicite Mme Sylvie Fréchette pour la médaille d'or olympique qui lui a été remise officiellement hier quant à sa performance en nage synchronisée lors des Jeux de Barcelone.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Paradis, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 119, Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec et d'autres dispositions législatives;

- la Commission de la culture, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 135, Loi sur le Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec;
- la Commission du budget et de l'administration, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 90, Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur le tabac, la Loi sur le ministère du Revenu et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 252 et 253 du Règlement, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des affaires sociales relatif au projet de loi 110, Loi modifiant la Loi sur les allocations d'aide aux familles.

Le rapport est adopté.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 252 et 253 du Règlement, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des affaires sociales relatif au projet de loi 115, Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle.

Le rapport est adopté.

Adoption

Mme Gagnon-Tremblay, ministre des Finances, propose que le projet de loi 134, Loi modifiant la Loi sur l'administration financière, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 134 est adopté.

Mme Gagnon-Tremblay, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, propose que le projet de loi 124, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 124 est adopté.

À 11 h 40, à la demande de M. Cannon, leader adjoint du gouvernement, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

Quinze heures

Dépôts de rapports de commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Forget (Prévost) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, les 15 et 16 juin et les 15 et 16 décembre 1993, a étudié en détail le projet de loi:

- 90 Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur le tabac, la Loi sur le ministère du Revenu et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1327 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Garon (Lévis) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 10, 15 et 16 décembre 1993, a étudié en détail le projet de loi:

- 119 Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec et d'autres dispositions législatives — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1328 de la session)

Projets de loi du gouvernement

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement, M. Cannon, ministre des Communications, au nom de M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, propose que le projet de loi 147, Loi sur la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée, Mme Carrier-Perreault (Les Chutes-de-la-Chaudière) marquant sa dissidence.

En conséquence, le projet de loi 147 est adopté.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Cannon, ministre des Communications, au nom de M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, propose que le projet de loi 110, Loi modifiant la Loi sur les allocations d'aide aux familles, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 110 est adopté.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Cannon, ministre des Communications, au nom de M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, propose que le projet de loi 115, Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 115 est adopté.

Adoption du principe

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 230 et 237 du Règlement, M. Bissonnet (Jeanne-Mance) propose que le principe du projet de loi 391, Loi sur l'Amicale des anciens parlementaires du Québec, soit maintenant adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 391 est adopté.

Sur la motion de M. Cannon, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 391 est renvoyé pour étude détaillée à la commission plénière.

Sur la motion de M. Cannon, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier en détail le projet de loi 391.

Étude détaillée en commission plénière

La commission plénière entreprend l'étude détaillée du projet de loi 391, Loi sur l'Amicale des anciens parlementaires du Québec.

Le projet de loi 391 est amendé et adopté par la commission plénière.

Le projet de loi 391 est ensuite rapporté à l'Assemblée qui adopte le rapport de la commission plénière.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 22 et 230 du Règlement, M. Bissonnet (Jeanne-Mance) propose que le projet de loi 391, Loi sur l'Amicale des anciens parlementaires du Québec, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 391 est adopté.

M. le Président donne la directive suivante, demandée le 9 décembre dernier par Mme Juneau (Johnson), concernant les notes explicatives du projet de loi 128, Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu:

DIRECTIVE DE LA PRÉSIDENTE

La Présidence n'a pas à intervenir pour vérifier si les notes explicatives résument bien l'objet du projet de loi. Ce pouvoir ne lui est pas expressément conféré à l'article 233 du Règlement.

Également, tout comme la véracité d'une motion sera décidée par la Chambre, la vérification du caractère plus ou

moins exhaustif des notes explicatives avec le contenu du projet de loi n'est pas du ressort de la Présidence.

De plus, à l'étape de la présentation du projet de loi, les parlementaires ne se prononcent pas sur la teneur du projet de loi. Ils acceptent tout au plus de se saisir du texte qu'ils étudieront à des étapes ultérieures.

Quant au répertoire législatif de l'Assemblée nationale, il ne constitue qu'un document administratif. Il présente un sommaire de l'activité législative annuelle qui reprend les notes explicatives modifiées ou non pour tenir compte des amendements apportés lors du processus législatif. Ce document ne saurait dispenser quiconque de se référer à la loi elle-même pour connaître la portée de celle-ci avec plus de précision.

Prise en considération de rapports de commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 252 et 253 du Règlement, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 119, Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec et d'autres dispositions législatives.

Après débat, le rapport est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Ryan, ministre des Affaires municipales, propose que le projet de loi 119, Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 119 est adopté.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement, M. Ryan, ministre des Affaires municipales, propose que le projet de loi 146, Loi modifiant de nouveau la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Au cours du débat, M. Ryan propose que le projet de loi 146 soit renvoyé en commission plénière en vue de l'étude d'un amendement qu'il indique.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 146 est renvoyé en commission plénière.

L'amendement est étudié et adopté en commission plénière.

Le projet de loi 146, ainsi amendé, est rapporté à l'Assemblée, qui adopte le rapport de la commission plénière.

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du projet de loi 146.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 146 est adopté.

M. Savoie, ministre du Revenu, propose que le projet de loi 112, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et diverses dispositions législatives, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Au cours du débat, M. Savoie, ministre du Revenu, propose que le projet de loi 112 soit renvoyé en commission plénière en vue de l'étude d'un amendement qu'il indique.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 112 est renvoyé en commission plénière.

L'amendement est étudié et adopté en commission plénière.

Le projet de loi 112, ainsi amendé, est rapporté à l'Assemblée, qui adopte le rapport de la commission plénière.

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du projet de loi 112.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 197)

POUR — 40

Bégin	Després	Lemieux	Rivard
Benoit	Dionne	Loiselle	Robic
Bergeron	Farrah	MacMillan	Ryan
Bleau	Fradet	Maltais	Savoie
Bordeleau	Gagnon-Tremblay	Middlemiss	Thérien
Bourbeau	Gautrin	Paradis	Tremblay
Camden	Gauvin	(Matapédia)	(Outremont)
Cannon	Hovington	Parent	Trépanier
Chagnon	Johnson	Pelchat	Williams
Charbonneau	Joly	Philibert	
Ciaccia	Khelfa	Poulin	

CONTRE — 15

Baril	Blais	Chevrette	Gendron
Bélanger	Brassard	Dufour	Jolivet
(Anjou)	Caron	Filion	Léonard
Bertrand	Carrier-Perreault	Garon	Trudel

ABSTENTION — 0

En conséquence, le projet de loi 112 est adopté.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 21 du Règlement, les travaux se poursuivent après 18 heures.

Prise en considération de rapports de commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 252 et 253 du Règlement, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 90, Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur le tabac, la Loi sur le ministère du Revenu et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal.

Le rapport est adopté.

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Savoie, ministre du Revenu, propose que le projet de loi 90, Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur le tabac, la Loi sur le ministère du Revenu et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal, soit adopté.

Après débat, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 198)

POUR — 35

Bégin	Dionne	Loiselle	Ryan
Benoit	Farrah	MacMillan	Savoie
Bleau	Gagnon-Tremblay	Maltais	Thérien
Bordeleau	Gautrin	Middlemiss	Tremblay
Bourbeau	Gauvin	Paradis	(Outremont)
Camden	Hovington	(Matapédia)	Trépanier
Cannon	Johnson	Pelchat	Williams
Chagnon	Joly	Philibert	
Charbonneau	Khelfa	Poulin	
Després	Lemieux	Rivard	

CONTRE — 14

Baril	Blais	Chevrette	Jolivet
Bélanger	Brassard	Dufour	Léonard
(Anjou)	Caron	Filion	Trudel
Bertrand	Carrier-Perreault	Garon	

ABSTENTION — 0

En conséquence, le projet de loi 90 est adopté.

À 18 h 36, sur la motion de M. Cannon, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée est ajournée au mardi 8 mars 1994, à 14 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Quatorze heures

Moment de recueillement

M. le Président communique et dépose:

Copie d'une lettre que lui a envoyée M. Daniel Johnson, premier ministre, l'informant de la nomination de M. Pierre Paradis, député de la circonscription électorale de Brome-Missisquoi et ministre de l'Environnement et de la Faune, à titre de leader du gouvernement.

(Document n° 1329 de la session)

Copie d'une série de lettres que lui a envoyées M. Johnson, l'informant des nominations suivantes:

- M. Roger Lefebvre, député de la circonscription électorale de Frontenac, ministre de la Justice et ministre délégué à la Réforme électorale, à titre de leader adjoint du gouvernement;
- M. Jean-Pierre Bélisle, député de la circonscription électorale de Mille-Îles, à titre de leader adjoint du gouvernement;
- M. Yvon Vallières, député de la circonscription électorale de Richmond, à titre de whip en chef du gouvernement;
- M. Réal Gauvin, député de la circonscription électorale de Montmagny-L'Islet, à titre de whip adjoint du gouvernement;
- M. Norman MacMillan, député de la circonscription électorale de Papineau, à titre de whip adjoint du gouvernement;
- M. Robert Thérien, député de la circonscription électorale de Rousseau, à titre de président du caucus du gouvernement.

(Document n° 1330 de la session)

Copies de deux lettres que lui a envoyées M. Yvon Lafrance, député de la circonscription électorale d'Iberville: la première, en date du 9 février 1994, informant le Président de sa décision de quitter le groupe parlementaire formant le gouvernement et de siéger à titre de député indépendant; la deuxième, en date du 2 mars 1994, lui faisant part de son désir de siéger à titre de député du Parti Action Démocratique du Québec.

(Document n° 1331 de la session)

Copies des lettres de démission suivantes:

- Celle du député de la circonscription électorale de Shefford, M. Roger Paré, en date du 2 janvier 1994;

(Document n° 1332 de la session)

- Celle du député de la circonscription électorale de Rivière-du-Loup, M. Albert Côté, en date du 7 janvier 1994;

(Document n° 1333 de la session)

- Celle du député de la circonscription électorale de Marquette, M. Claude Dauphin, en date du 10 janvier 1994;

(Document n° 1334 de la session)

- Celle de la députée de la circonscription électorale de Chomedey, Mme Lise Bacon, en date du 11 janvier 1994;

(Document n° 1335 de la session)

- Celle du député de la circonscription électorale de Charlesbourg, M. Marc-Yvan Côté, en date du 11 janvier 1994;

(Document n° 1336 de la session)

- Celle du député de la circonscription électorale de Jean-Talon, M. Gil Rémillard, en date du 31 janvier 1994;

(Document n° 1337 de la session)

- Celle du député de la circonscription électorale de La Peltrie, M. Lawrence Cannon, en date du 31 janvier 1994.

(Document n° 1338 de la session)

M. le Président donne lecture d'une lettre que le Secrétaire général de l'Assemblée nationale a reçue du Directeur général des élections du Québec relativement à l'élection partielle tenue, le 13 décembre 1993, dans la circonscription électorale de Laval-des-Rapides, puis il dépose:

Copie de la lettre mentionnée ci-dessus, accompagnée d'un avis proclamant M. Serge Ménard candidat élu dans la circonscription électorale de Laval-des-Rapides.

(Document n° 1339 de la session)

À l'invitation de M. le Président, M. Parizeau, chef de l'opposition officielle, présente à l'Assemblée le nouveau député de Laval-des-Rapides, M. Serge Ménard, qui avait au préalable prêté les serments d'office.

M. le Président donne ensuite lecture d'une lettre que le Secrétaire général de l'Assemblée nationale a reçue du Directeur général des élections du Québec relativement à l'élection partielle tenue, le 21 février 1994, dans la circonscription électorale de Bonaventure, puis il dépose:

Copie de la lettre mentionnée ci-dessus, accompagnée d'un avis proclamant M. Marcel Landry candidat élu dans la circonscription électorale de Bonaventure.

(Document n° 1340 de la session)

À l'invitation de M. le Président, M. Parizeau, chef de l'opposition officielle, présente à l'Assemblée le nouveau député de Bonaventure, M. Marcel Landry, qui avait au préalable prêté les serments d'office.

Enfin, M. le Président donne lecture d'une lettre que le Secrétaire général de l'Assemblée nationale a reçue du Directeur général des élections du Québec relativement à l'élection partielle tenue, le 28 février 1994, dans la circonscription électorale de Shefford, puis il dépose:

Copie de la lettre mentionnée ci-dessus, accompagnée d'un avis proclamant M. Bernard Brodeur candidat élu dans la circonscription électorale de Shefford.

(Document n° 1341 de la session)

À l'invitation de M. le Président, M. Johnson, premier ministre, présente à l'Assemblée le nouveau député de Shefford, M. Bernard Brodeur, qui avait au préalable prêté les serments d'office.

M. le Président souhaite alors la bienvenue aux nouveaux députés, après quoi M. Parizeau, chef de l'opposition officielle, M. Johnson, premier ministre, M. Ménard (Laval-des-Rapides), M. Landry (Bonaventure) et M. Brodeur (Shefford) prennent la parole.

M. le Président invite l'Assemblée à procéder à l'élection d'un vice-président, en remplacement de M. Lefebvre (Frontenac).

M. Johnson, premier ministre, propose:

QUE M. Michel Tremblay, député de la circonscription électorale de Rimouski, soit élu vice-président de l'Assemblée nationale.

Conformément à l'article 8 du Règlement, M. Tremblay (Rimouski) est proclamé élu vice-président de l'Assemblée.

M. le Président dépose:

Le nouveau diagramme de l'Assemblée nationale, en date du 8 mars 1994.

(Document n° 1342 de la session)

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

Mme Robillard, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose:

Le rapport annuel du Conseil régional Kativik de la santé et des services sociaux, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993.

(Document n° 1343 de la session)

Une entente entre la Société de l'assurance automobile du Québec et la Régie de l'assurance-maladie du Québec, et ce, en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

(Document n° 1344 de la session)

M. Chagnon, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose:

Les rapports annuels, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993, des corporations professionnelles suivantes:

— l'Ordre des audioprothésistes du Québec;

(Document n° 1345 de la session)

— l'Ordre des chiropraticiens du Québec;

(Document n° 1346 de la session)

— la Corporation professionnelle des urbanistes du Québec;

(Document n° 1347 de la session)

— le Barreau du Québec.

(Document n° 1348 de la session)

M. le Président dépose:

Le rapport du Directeur général des élections du Québec concernant les résultats officiels du scrutin pour l'élection partielle tenue le 13 décembre 1993 dans la circonscription électorale de Laval-des-Rapides.

(Document n° 1349 de la session)

Le rapport du Directeur général des élections du Québec concernant les résultats officiels du scrutin pour les élections partielles tenues le 21 février 1994 dans la circonscription électorale de Bonaventure et le 28 février 1994 dans la circonscription électorale de Shefford.

(Document n° 1350 de la session)

Le deuxième rapport quinquennal sur la mise en oeuvre de la *Loi sur les valeurs mobilières*, en date de décembre 1993.

(Document n° 1351 de la session)

Les décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée nationale:

En date du 16 décembre 1993:

- Décision 643 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur la gestion financière et administrative;
- Décision 644 concernant le Règlement concernant le versement d'une allocation pour déplacement au député de Masson;
- Décision 645 concernant le Règlement sur la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail du Secrétaire général de l'Assemblée nationale;
- Décision 646 concernant le Règlement sur les dispositions relatives à la prise de congés sans solde et à l'application de mesures de remplacement applicables aux personnes visées par le Règlement sur les emplois ou fonctions d'un caractère occasionnel et leurs titulaires à l'Assemblée nationale.

En date du 27 janvier 1994:

- Décision 652 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur le plan d'organisation administrative de l'Assemblée nationale et d'autres dispositions réglementaires;
- Décision 653 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur les emplois ou fonctions d'un caractère occasionnel et leurs titulaires à l'Assemblée nationale;
- Décision 654 concernant le Règlement relatif au paiement d'une indemnité de départ à une fonctionnaire de l'Assemblée nationale;
- Décision 655 concernant le Règlement relatif au paiement d'une indemnité de départ à une fonctionnaire de l'Assemblée nationale;
- Décision 656 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur le stationnement à l'Assemblée nationale.

(Document n° 1352 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Doyon (Louis-Hébert) dépose:

Le rapport de la Commission de la culture qui, les 7, 8, 9, 13, 15 et 16 décembre 1993, a tenu des consultations particulières et étudié en détail le projet de loi:

- 135 Loi sur le Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec— rapporté avec des amendements.

(Document n° 1353 de la session)

M. Joly (Fabre) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, les 2 et 3 février 1994, a examiné les orientations, les activités et la gestion de la Commission de la santé et de la sécurité du travail.

(Document n° 1354 de la session)

M. Parent (Sauvé) dépose:

Le rapport de la Commission des institutions qui, le 26 janvier 1994, a élu son président.

(Document n° 1355 de la session)

M. Garon (Lévis) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 15 février 1994, a élu son vice-président.

(Document n° 1356 de la session)

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 15 février 1994, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé:

- 264 Loi modifiant la charte de la Ville de Québec — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1357 de la session)

Le rapport est adopté.

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 16 février 1994, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé:

- 271 Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1358 de la session)

Le rapport est adopté.

Les rapports de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 17 février 1994, a entendu les intéressés et étudié en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants:

- 230 Loi concernant la ville de Port-Cartier — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1359 de la session)

Le rapport est adopté.

- 268 Loi concernant la Ville de Waterloo — rapporté sans amendement.

(Document n° 1360 de la session)

Le rapport est adopté.

- 273 Loi concernant la ville de Saint-Léonard — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1361 de la session)

Le rapport est adopté.

- 275 Loi concernant la Ville de Saint-Laurent — rapporté avec des amendements.

(Document n° 1362 de la session)

Le rapport est adopté.

276 Loi concernant la ville de La Prairie — rapporté sans amendement.
(Document n° 1363 de la session)

Le rapport est adopté.

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Farrah, ministre délégué à l'Industrie, au Commerce, à la Science et à la Technologie et responsable du Tourisme, dépose:

Une série de factures concernant le dossier du Manoir Richelieu.
(Document n° 1364 de la session)

Motions sans préavis

M. Paradis, leader du gouvernement, propose:

QUE le nom de M. Serge Marcil soit substitué à celui de M. Normand Cherry comme auteur du projet de loi 116, Loi modifiant le Code du travail.

La motion est adoptée.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 143 et 244 du Règlement, M. Paradis, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission de l'économie et du travail, dans le cadre de l'étude détaillée du projet de loi 116, Loi modifiant le Code du travail, procède à des consultations particulières et tienne des auditions publiques, à la salle Louis-Joseph-Papineau et, à cette fin, entende:

Le mercredi 9 mars 1994, de 10 heures à 13 heures:

- pour une durée maximale de vingt minutes chacun, les remarques préliminaires du ministre de l'Emploi, celles du porte-parole de l'opposition officielle et celles du député de Drummond;
- pour une durée maximale respective d'une heure et ce, dans l'ordre ci-après indiqué:
 - . l'Association des manufacturiers canadiens, division du Québec et
 - . la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec;

Le jeudi 10 mars 1994, de 10 heures à 12 heures, de 15 heures à 18 heures et de 19 heures à 22 heures:

- pour une durée maximale respective d'une heure et ce, dans l'ordre ci-après indiqué:
 - . le Conseil du patronat du Québec;
 - . la Confédération des syndicats nationaux;
 - . la Centrale des syndicats démocratiques;
 - . la Chambre de commerce du Québec;
 - . la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante;
 - . la Centrale de l'enseignement du Québec et
 - . M. Fernand Morin, professeur au département de relations industrielles de l'université Laval;

- pour une durée respective de vingt minutes chacun, les remarques finales du député de Drummond, celles du porte-parole de l'opposition officielle et celles du ministre de l'Emploi;

La durée maximale de l'exposé de chaque organisme soit de vingt minutes et l'échange avec les membres de la commission soit d'une durée maximale de quarante minutes partagées également entre les membres du groupe parlementaire formant le gouvernement et les députés formant l'opposition, en respectant le principe de l'alternance;

Le ministre de l'Emploi soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

La motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

M. Paradis, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'économie et du travail, afin de tenir des consultations particulières dans le cadre de l'étude détaillée du projet de loi 116, Loi modifiant le Code du travail.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 145 du Règlement:

- la Commission des institutions, afin de poursuivre ses auditions publiques dans le cadre de la consultation générale sur le régime d'aide juridique et sur le document intitulé «L'aide juridique au Québec: une question de choix, une question de moyens».

M. Bissonnet, vice-président, donne l'avis suivant:

- la Commission du budget et de l'administration se réunira afin de vérifier les engagements financiers du ministère des Finances pour les mois de janvier 1992 à janvier 1994, ainsi que ceux de l'Inspecteur général des institutions financières et de la Commission des valeurs mobilières du Québec pour les mois de septembre 1993 à janvier 1994.

Motions sans préavis

M. Ryan, ministre des Affaires municipales, responsable de la Régie de la Sécurité dans les sports, propose:

QUE cette Assemblée félicite les athlètes, entraîneurs, cadres, membres du personnel médical et officiels québécois qui représentaient le Canada aux Jeux olympiques d'hiver tenus à Lillehammer du 13 au 27 février 1994, et souligne la performance exceptionnelle des athlètes québécois qui ont fait honneur au Québec et au Canada en remportant trois médailles d'or, trois médailles d'argent et trois médailles de bronze.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

M. Tremblay, vice-président, interrompt le débat et informe l'Assemblée de la tenue de trois débats de fin de séance:

- le premier, sur une question adressée par M. Filion (Montmorency) à M. Vallerand, ministre du Revenu, concernant la taxe sur l'essence;
- le deuxième, sur une question adressée par M. Chevette, leader de l'opposition officielle, à M. Sirros, ministre des Ressources naturelles, concernant les contrats à partage de risques;
- le troisième, sur une question adressée par M. Garon (Lévis) à M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, concernant les chantiers maritimes de Lévis.

Le débat se poursuit sur la motion de M. Ryan.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

À 18 heures, M. Tremblay, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

Vingt heures

Motions sans préavis

Mme Trépanier, ministre déléguée à la Condition féminine et à la Famille, propose:

QUE l'Assemblée nationale participe à la réflexion collective à l'occasion de la Journée internationale des femmes, décrétée le 8 mars.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 188 du Règlement et sur la motion de Mme Trépanier, au nom de M. Paradis, leader du gouvernement, il est ordonné:

QUE le débat sur la motion en cours soit ajourné et se poursuive au début des affaires du jour de la prochaine séance et que les seules interventions permises lors de la reprise du débat soient celle de la députée des Chutes-de-la-Chaudière et la réplique de l'auteur de la motion, après quoi la motion sera mise aux voix.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. Tremblay, vice-président, informe l'Assemblée que, le mercredi 9 mars 1994, aux affaires inscrites par les députés de l'opposition, sera débattue la motion de M. Brassard, whip de l'opposition officielle. Cette motion se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale exige du gouvernement fédéral
qu'il renonce à sa décision de fermer le Collège militaire
Saint-Jean.

Débats de fin de séance

L'Assemblée tient les trois débats de fin de séance précédemment annoncés:

- le premier, sur une question adressée par M. Filion (Montmorency) à M. Vallerand, ministre du Revenu, concernant la taxe sur l'essence;
- le deuxième, sur une question adressée par M. Chevette, leader de l'opposition officielle, à M. Sirros, ministre des Ressources naturelles, concernant les contrats à partage de risques;
- le troisième, sur une question adressée par M. Garon (Lévis) à M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, concernant les chantiers maritimes de Lévis.

À 22 h 44, M. Tremblay, vice-président, lève la séance.

En conséquence, l'Assemblée est ajournée au mercredi 9 mars 1994, à 10 heures.

SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le vendredi 17 décembre 1993, à 10 heures, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence du Président de l'Assemblée nationale, de M. Camden (Lotbinière), le représentant du Premier ministre, de M. Duchesne, secrétaire général de l'Assemblée nationale, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à Son Excellence le lieutenant-gouverneur de sanctionner le projet de loi suivant:

- 112 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et diverses dispositions législatives.
-

Puis, le vendredi 17 décembre 1993, à 10 h 18, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence du Président de l'Assemblée nationale, de M. Camden (Lotbinière), le représentant du Premier ministre, de M. Duchesne, secrétaire général de l'Assemblée nationale, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à Son Excellence le lieutenant-gouverneur de sanctionner les projets de loi suivants:

- 90 Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur le tabac, la Loi sur le ministère du Revenu et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal;
- 110 Loi modifiant la Loi sur les allocations d'aide aux familles;
- 115 Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle;
- 118 Loi modifiant la Loi sur l'organisation territoriale municipale et d'autres dispositions législatives;
- 119 Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec et d'autres dispositions législatives;
- 121 Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal et la Loi sur la fiscalité municipale;
- 122 Loi modifiant la Loi sur le Conseil des Communautés culturelles et de l'Immigration;

- 124 Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration;
- 131 Loi modifiant le Code de procédure civile et diverses dispositions législatives;
- 132 Loi modifiant la loi constitutive de la Régie des alcools, des courses et des jeux ainsi que diverses lois portant sur les activités surveillées par cette Régie;
- 133 Loi modifiant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic et d'autres dispositions législatives;
- 134 Loi modifiant la Loi sur l'administration financière;
- 137 Loi sur les chemins de fer;
- 138 Loi modifiant la Loi de police;
- 139 Loi modifiant la Loi sur les pesticides;
- 146 Loi modifiant de nouveau la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives;
- 147 Loi sur la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches;
- 391 Loi sur l'Amicale des anciens parlementaires du Québec.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

AFFAIRES DU JOUR

Motions du gouvernement

Conformément à l'ordre adopté à la séance du 8 mars 1994, l'Assemblée reprend le débat sur la motion présentée par Mme Trépanier, ministre déléguée à la Condition féminine et à la Famille. Cette motion se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale participe à la réflexion collective à l'occasion de la Journée internationale des femmes, décrétée le 8 mars.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, propose que le principe du projet de loi 148, Loi modifiant la Loi favorisant l'augmentation du capital des petites et moyennes entreprises, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi 148 est adopté.

Sur la motion de M. Tremblay, le projet de loi 148 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

Adoption du principe

M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, propose que le principe du projet de loi 149, Loi concernant certains règlements pris en application de la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi 149 est adopté.

Sur la motion de M. Paradis, leader du gouvernement, le projet de loi 149 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de la culture relatif au projet de loi 135, Loi sur le Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec, ainsi que les amendements transmis par Mme Frulla, ministre de la Culture et des Communication.

Après débat, les amendements sont adoptés.

Le rapport amendé est adopté à la majorité des voix.

Adoption du principe

M. Paradis, ministre de l'Environnement et de la Faune, propose que le principe du projet de loi 151, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

À 13 heures, sur la motion de M. Lazure (La Prairie), le débat est ajourné.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 20 du Règlement, les travaux se poursuivent au-delà de 13 heures.

Projets de loi d'intérêt privé

M. Paradis, leader du gouvernement, propose:

QUE le nom de M. Després (Limoilou) soit substitué à celui de M. Leclerc (Taschereau) comme parrain du projet de loi d'intérêt privé 264, Loi modifiant la charte de la Ville de Québec;

Le nom de M. Brodeur (Shefford) soit substitué à celui de M. Paré comme parrain du projet de loi d'intérêt privé 268, Loi concernant la Ville de Waterloo;

Le nom de M. Gobé (LaFontaine) soit substitué à celui de M. Chagnon (Saint-Louis) comme parrain du projet de loi d'intérêt privé 271, Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal.

La motion est adoptée.

Adoption du principe

M. Gendron, leader adjoint de l'opposition officielle, au nom de M. Perron (Duplessis), propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 230, Loi concernant la ville de Port-Cartier, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 230 est adopté.

Adoption

M. Gendron, leader adjoint de l'opposition officielle, au nom de M. Perron (Duplessis), propose que le projet de loi d'intérêt privé 230, Loi concernant la ville de Port-Cartier, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 230 est adopté.

Adoption du principe

M. Després (Limoilou) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 264, Loi modifiant la charte de la Ville de Québec, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 264 est adopté.

Adoption

M. Després (Limoilou) propose que le projet de loi d'intérêt privé 264, Loi modifiant la charte de la Ville de Québec, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 264 est adopté.

Adoption du principe

M. Després (Limoilou), au nom de M. Brodeur (Shefford), propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 268, Loi concernant la Ville de Waterloo, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 268 est adopté.

Adoption

M. Després (Limoilou), au nom de M. Brodeur (Shefford), propose que le projet de loi d'intérêt privé 268, Loi concernant la Ville de Waterloo, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 268 est adopté.

Adoption du principe

M. Després (Limoilou), au nom de M. Gobé (LaFontaine), propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 271, Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 271 est adopté.

Adoption

M. Després (Limoilou), au nom de M. Gobé (LaFontaine), propose que le projet de loi d'intérêt privé 271, Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 271 est adopté.

Adoption du principe

M. Després (Limoilou), au nom de M. Bissonnet (Jeanne-Mance), propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 273, Loi concernant la ville de Saint-Léonard, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 273 est adopté.

Adoption

M. Després (Limoilou), au nom de M. Bissonnet (Jeanne-Mance), propose que le projet de loi d'intérêt privé 273, Loi concernant la ville de Saint-Léonard, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 273 est adopté.

Adoption du principe

M. Després (Limoilou), au nom de M. Bordeleau (Acadie), propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 275, Loi concernant la Ville de Saint-Laurent, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 275 est adopté.

Adoption

M. Després (Limoilou), au nom de M. Bordeleau (Acadie), propose que le projet de loi d'intérêt privé 275, Loi concernant la Ville de Saint-Laurent, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 275 est adopté.

Adoption du principe

M. Lazure (La Prairie) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 276, Loi concernant la ville de La Prairie, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 276 est adopté.

Adoption

M. Lazure (La Prairie) propose que le projet de loi d'intérêt privé 276, Loi concernant la ville de La Prairie, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 276 est adopté.

À 13 h 11, M. Tremblay, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Vallerand, ministre du Revenu, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

152 Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur le tabac.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, dépose:

Une série de lettres et de documents connexes portant sur le dossier du casino du Salon québécois du cheval.

(Document n° 1365 de la session)

M. le Président dépose:

Copie d'une lettre, en date du 8 mars 1994, qu'il a reçue de M. Daniel Johnson, premier ministre, l'informant de la nomination de Mme Nicole Loiselle, députée de Saint-Henri, à titre de whip adjointe du gouvernement.

(Document n° 1366 de la session)

Copie d'une lettre, en date du 9 mars 1994, qu'il a reçue de M. Daniel Johnson, premier ministre, l'informant de la nomination de M. Maurice Richard, député de Nicolet-Yamaska, à titre de nouveau président de la Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté.

(Document n° 1367 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) dépose:

Le rapport de la Commission de l'éducation qui, le 26 janvier 1994, a élu son vice-président.

(Document n° 1368 de la session)

M. Lazure (La Prairie) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 3 mars 1994, a procédé à l'étude trimestrielle de la politique budgétaire du gouvernement et de l'évolution des finances publiques.

(Document n° 1369 de la session)

Interventions portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur un fait personnel

M. le Président informe l'Assemblée qu'il a reçu de M. Garon (Lévis) une demande d'intervention sur une violation de privilège alléguant que les députés de Montmagny-L'Islet et de Bellechasse auraient agi de manière à outrager le Parlement et ses membres en informant la population de montants alloués pour la programmation 1994-1995 du ministère des Transports, alors que le processus de dépôt et d'adoption des crédits du gouvernement n'a pas été réalisé.

M. le Président prend la question en délibéré.

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Farrah, ministre délégué à l'Industrie, au Commerce, à la Science et à la Technologie et responsable du Tourisme, dépose:

Un sommaire, en date du 12 décembre 1990, préparé par Mallette Benoit Boulanger Rondeau, comptables agréés, montrant certains coûts encourus pour la promotion du Manoir Richelieu pendant la période du 1^{er} mai 1986 au 31 octobre 1990.

(Document n° 1370 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, dépose:

Copies de deux lettres adressées à M. Benoît Morin, secrétaire général du ministère du Conseil exécutif: la première, en date du 18 février 1994, lettre par laquelle le ministre lui demande de se renseigner auprès de la Sûreté du Québec par rapport à certaines allégations concernant l'industrie des courses de chevaux; la deuxième, en date du 28 février 1994, contenant la réponse de M. Robert Lavigne, directeur général de la Sûreté du Québec, à cette demande.

(Document n° 1371 de la session)

Avis touchant les travaux des commissions

M. Paradis, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission des institutions, afin de poursuivre ses auditions publiques dans le cadre de la consultation générale sur le régime d'aide juridique et sur le document intitulé «L'aide juridique au Québec: une question de choix, une question de moyens»;
- la Commission de l'économie et du travail, afin de poursuivre ses consultations particulières dans le cadre de l'étude détaillée du projet de loi 116, Loi modifiant le Code du travail;

- la Commission de l'éducation, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 228, Loi modifiant la Loi sur la Corporation de l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal, et le projet de loi 272, Loi concernant certains immeubles des divisions d'enregistrement d'Arthabaska, de Bécancour et de Nicolet.

M. Bissonnet, vice-président, donne l'avis suivant:

- la Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté se réunira en séance de travail afin de statuer sur une demande d'accès à un document.

AFFAIRES DU JOUR

Affaires inscrites par les députés de l'opposition

M. Brassard, whip de l'opposition officielle, propose:

QUE l'Assemblée nationale exige du gouvernement fédéral qu'il renonce à sa décision de fermer le Collège militaire Saint-Jean.

Avant que le débat ne s'engage, M. Bissonnet, vice-président, répartit ainsi le temps de parole pour la discussion de cette motion: dix minutes sont accordées à l'auteur de la motion pour sa réplique et dix minutes sont allouées à l'ensemble des députés indépendants; les deux groupes parlementaires se partageront également le reste de la période consacrée à ce débat; dans ce cadre, les interventions seront limitées à trente minutes chacune.

Suit le débat sur la motion de M. Brassard.

À la fin de son intervention, M. Chagnon, ministre de l'Éducation, propose:

QUE la motion en discussion soit amendée:

- a) par le remplacement des mots «renonce à sa décision de fermer» par le mot «soutienne»;
- b) par l'ajout, après le mot «Saint-Jean», des mots «à titre d'établissement d'enseignement supérieur tout en lui assurant, entre autres, une vocation pour la formation des officiers francophones».

La motion, telle qu'amendée, se lirait comme suit:

QUE l'Assemblée nationale exige du gouvernement fédéral qu'il soutienne le Collège militaire Saint-Jean à titre d'établissement d'enseignement supérieur tout en lui assurant, entre autres, une vocation pour la formation des officiers francophones.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 199 et 211 du Règlement, le débat se poursuit tant sur la motion principale proposée par M. Brassard que sur la motion d'amendement présentée par M. Chagnon, sous réserve de la recevabilité de celle-ci.

Le débat est interrompu et M. Bissonnet, vice-président, entend des arguments de part et d'autre sur la recevabilité de la motion d'amendement de M. Chagnon.

Puis, le débat se poursuit sur la motion principale et sur l'amendement.

M. Bissonnet, vice-président, interromp le débat de nouveau et rend la décision suivante sur la recevabilité de la motion d'amendement présentée par M. Chagnon, ministre de l'Éducation:

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

La motion d'amendement est recevable pour les motifs suivants: elle concerne le même sujet que la motion principale, ne va pas à l'encontre du principe de celle-ci et n'a pas pour effet de la nier.

La motion d'amendement n'écarte pas la motion principale, car, en exigeant le soutien des activités d'enseignement supérieur du Collège militaire Saint-Jean pour les officiers francophones, elle exige implicitement du gouvernement fédéral qu'il renonce à sa décision de fermer le collège.

Enfin, une motion d'amendement peut avoir pour effet de permettre un débat plus large que la motion principale. Elle peut également apporter des changements importants à la motion principale et ouvrir des avenues non prévues par celle-ci.

Le débat se poursuit sur la motion principale et sur l'amendement.

À la fin de sa réplique, M. Brassard, whip de l'opposition officielle, propose:

QUE l'amendement soit sous-amendé par le remplacement dans le paragraphe a) du mot «soutienne» par le mot «maintienne» et par le remplacement dans le paragraphe b) des mots «lui assurant, entre autres, une vocation pour la» par les mots «confirmant sa vocation actuelle de».

La motion, telle qu'amendée et sous-amendée, se lirait comme suit:

QUE l'Assemblée nationale exige du gouvernement fédéral qu'il maintienne le Collège militaire Saint-Jean à titre d'établissement d'enseignement supérieur tout en confirmant sa vocation actuelle de formation des officiers francophones.

M. Bissonnet, vice-président, déclare cette motion de sous-amendement recevable.

Le débat terminé, la motion de sous-amendement est mise aux voix; des votes par appel nominal sont exigés sur cette motion, sur la motion d'amendement et sur la motion principale.

La motion de sous-amendement présentée par M. Brassard, whip de l'opposition officielle, est rejetée par le vote suivant:

9 mars 1994

(Vote n° 199)

POUR — 21

Beaulne	Blais	Dufour	Lafrance
Bélanger	Bourdon	Garon	Lazure
(Anjou)	Brassard	Gendron	Léonard
Bertrand	Caron	Harel	Ménard
Blackburn	Carrier-Perreault	Holden	Trudel
(Chicoutimi)	Chevrette	Jolivet	

CONTRE — 63

Bégin	Cherry	Kehoe	Parent
Bélanger	Cusano	Khelfa	Pelchat
(Még.-Compton)	Després	Lafrenière	Picotte
Bélisle	Dionne	Leclerc	Richard
Benoit	Elkas	Lefebvre	Robillard
Bergeron	Farrah	Lemire	Ryan
Blackburn	Forget	LeSage	Sirros
(Roberval)	Fradet	Libman	Thérien
Bleau	Frulla	Loiselle	Tremblay
Boucher-Bacon	Gagnon-Tremblay	MacMillan	(Outremont)
Bourbeau	Gautrin	Maltais	Trépanier
Brodeur	Gauvin	Marcil	Vallerand
Brouillette	Gobé	Messier	Vallières
Camden	Hamel	Middlemiss	Williams
Cameron	Houde	Paradis	
Cardinal	Hovington	(Brome-Miss.)	
Chagnon	Johnson	Paradis	
Charbonneau	Joly	(Matapédia)	

ABSTENTION — 0

Puis, la motion d'amendement présentée par M. Chagnon, ministre de l'Éducation, est mise aux voix.

Cette motion est adoptée par le vote suivant:

9 mars 1994

(Vote n° 200)

POUR — 63

Bégin	Cherry	Kehoe	Parent
Bélanger	Cusano	Khelfa	Pelchat
(Még.-Compton)	Després	Lafrenière	Picotte
Bélisle	Dionne	Leclerc	Richard
Benoit	Elkas	Lefebvre	Robillard
Bergeron	Farrah	Lemire	Ryan
Blackburn	Forget	LeSage	Sirros
(Roberval)	Fradet	Libman	Thérien
Bleau	Frulla	Loiselle	Tremblay
Boucher-Bacon	Gagnon-Tremblay	MacMillan	(Outremont)
Bourbeau	Gautrin	Maltais	Trépanier
Brodeur	Gauvin	Marcil	Vallerand
Brouillette	Gobé	Messier	Vallières
Camden	Hamel	Middlemiss	Williams
Cameron	Houde	Paradis	
Cardinal	Hovington	(Brome-Miss.)	
Chagnon	Johnson	Paradis	
Charbonneau	Joly	(Matapédia)	

CONTRE — 22

Beaulne	Blais	Chevrette	Jolivet
Bélanger	Boisclair	Dufour	Lafrance
(Anjou)	Bourdon	Garon	Lazure
Bertrand	Brassard	Gendron	Léonard
Blackburn	Caron	Harel	Ménard
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Holden	Trudel

ABSTENTION — 0

Enfin, la motion principale proposée par M. Brassard, whip de l'opposition officielle, telle qu'amendée, est mise aux voix.

Cette motion est adoptée par le vote suivant:

9 mars 1994

(Vote n° 201)

POUR — 63

Bégin	Cherry	Kehoe	Parent
Bélanger	Cusano	Khelfa	Pelchat
(Még.-Compton)	Després	Lafrenière	Picotte
Bélisle	Dionne	Leclerc	Richard
Benoît	Elkas	Lefebvre	Robillard
Bergeron	Farrah	Lemire	Ryan
Blackburn	Forget	LeSage	Sirros
(Roberval)	Fradet	Libman	Thérien
Bleau	Frulla	Loiselle	Tremblay
Boucher-Bacon	Gagnon-Tremblay	MacMillan	(Outremont)
Bourbeau	Gautrin	Maltais	Trépanier
Brodeur	Gauvin	Marcil	Vallerand
Brouillette	Gobé	Messier	Vallières
Camden	Hamel	Middlemiss	Williams
Cameron	Houde	Paradis	
Cardinal	Hovington	(Brome-Miss.)	
Chagnon	Johnson	Paradis	
Charbonneau	Joly	(Matapédia)	

CONTRE — 22

Beaulne	Blais	Chevrette	Jolivet
Bélanger	Boisclair	Dufour	Lafrance
(Anjou)	Bourdon	Garon	Lazure
Bertrand	Brassard	Gendron	Léonard
Blackburn	Caron	Harel	Ménard
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Holden	Trudel

ABSTENTION — 0

9 mars 1994

À 18 h 25, M. Bissonnet, vice-président, lève la séance.

En conséquence, l'Assemblée est ajournée au jeudi 10 mars 1994, à 14 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Quatorze heures

Moment de recueillement

M. Jean-Pierre Bélisle informe l'Assemblée de sa démission comme député de la circonscription électorale de Mille-Îles. M. Gendron, leader adjoint de l'opposition officielle, et M. Johnson, premier ministre, prennent la parole à cette occasion.

Puis, M. le Président dépose:

Copie d'une lettre, en date du 10 mars 1994, qu'il a reçue de M. Johnson, premier ministre, l'informant de la nomination de M. Réjean Doyon, député de Louis-Hébert, à titre de leader adjoint du gouvernement.

(Document n° 1372 de la session)

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

Mme Frulla, ministre de la Culture et des Communications, dépose:

Le rapport annuel de la Société du Grand Théâtre de Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 août 1993.

(Document n° 1373 de la session)

Le rapport annuel de la Société de la Place des Arts de Montréal, pour l'exercice financier terminé le 31 août 1993.

(Document n° 1374 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Hamel (Sherbrooke) dépose:

Les rapports de la Commission de l'éducation qui, le 10 mars 1994, a entendu les intéressés et étudié en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants:

- 228 Loi modifiant la Loi sur la Corporation de l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal — rapporté sans amendement.
(Document n° 1375 de la session)

Le rapport est adopté.

- 272 Loi concernant certains immeubles des divisions d'enregistrement d'Arthabaska, de Bécancour et de Nicolet — rapporté avec des amendements, dont un au titre.
(Document n° 1376 de la session)

Le rapport est adopté.

M. Lazure (La Prairie) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, les 1^{er} et 8 mars 1994, a examiné les engagements financiers du ministre délégué aux Services gouvernementaux contenus dans les listes de janvier 1993 à janvier 1994, ceux du ministère des Finances compris dans les listes de janvier 1992 à janvier 1994 ainsi que ceux de l'Inspecteur général des institutions financières et de la Commission des valeurs mobilières du Québec compris dans les listes de septembre 1993 à janvier 1994.

(Document n° 1377 de la session)

Mme Loiselle (Saint-Henri) dépose:

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, les 9, 10, 11 et 12 mars et 21 avril 1993, a tenu une consultation générale et des auditions publiques sur les thérapies alternatives.

(Document n° 1378 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement,
M. Blais (Masson) dépose:

Copie d'une lettre envoyée par M. Raymond Malenfant, propriétaire du centre de ski du Pin Rouge, au bureau de comté de l'ancien ministre des Finances, concernant une subvention du gouvernement du Québec pour ce centre.

(Document n° 1379 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement,
M. Baril (Arthabaska) dépose:

Copie d'une lettre, en date du 12 novembre 1992, adressée à M. Lucien Paiement, président du Salon québécois du cheval, par M. Robert Lemieux, sous-ministre adjoint, production et affaires régionales du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, concernant le transfert au ministère, par cet organisme, de certains montants d'argent.

(Document n° 1380 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement,
M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, dépose:

Une série de lettres concernant la création, au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, d'un programme extra-budgétaire pour l'encaissement des sommes perçues à même les revenus des casinos.

(Document n° 1381 de la session)

Motions sans préavis

M. Fradet (Vimont) propose:

QUE cette Assemblée souligne la Semaine des guides et scouts du Québec qui s'est tenue du 20 au 26 février dernier, nous donnant ainsi l'occasion de reconnaître l'oeuvre que poursuivent les 40 000 membres de la fédération.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 122 et 127 du Règlement, M. Paradis, leader du gouvernement, propose:

QUE l'Assemblée nationale puisse déterminer elle-même la composition numérique de certaines commissions parlementaires permanentes et, à cette fin:

- la Commission de l'économie et du travail soit composée de treize membres avec droit de vote issus du groupe parlementaire formant le gouvernement, sept membres issus du groupe parlementaire formant l'opposition officielle, dont cinq avec droit de vote, et un membre du groupe des députés indépendants avec droit de vote;
- la Commission de l'aménagement et des équipements soit composée de onze membres avec droit de vote issus du groupe parlementaire formant le gouvernement, six membres issus du groupe parlementaire formant l'opposition officielle, dont quatre avec droit de vote, et un membre du groupe des députés indépendants avec droit de vote.

La motion est adoptée.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 244 du Règlement, M. Paradis, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission de l'économie et du travail procède à l'examen du rapport général de suivi au 31 décembre 1993 de l'engagement de performance 1993-1995 d'Hydro-Québec ainsi que des rapports particuliers au 31 décembre 1993 sur l'efficacité énergétique, les pratiques commerciales et l'équilibre énergétique, le ministre des Ressources naturelles étant membre de ladite commission pour la durée du mandat, et à cette fin entende, à la salle du Conseil législatif:

Le mercredi 23 mars 1994, de 10 heures à 13 heures:

- pour une durée maximale de quinze minutes chacun, les remarques préliminaires du ministre des Ressources naturelles, du porte-parole de l'opposition officielle et du député de Drummond;
- pour une durée maximale de quinze minutes, la présentation des membres du conseil de direction d'Hydro-Québec concernant le rapport général de suivi au 31 décembre 1993 de l'engagement de performance 1993-1995, suivie d'un échange avec les membres de la commission d'une durée maximale de deux heures, partagées également entre les députés membres du groupe parlementaire formant le gouvernement et ceux formant l'opposition;

Le jeudi 24 mars 1994, de 10 heures à 12 h 30:

- pour une durée maximale de dix minutes, la présentation des membres du conseil de direction d'Hydro-Québec concernant le rapport particulier au 31 décembre 1993 sur l'efficacité énergétique, suivie d'un échange avec les membres de la commission d'une durée maximale d'une heure vingt minutes, partagées également entre les députés membres du groupe parlementaire formant le gouvernement et ceux formant l'opposition;
- pour une durée maximale de dix minutes, la présentation des membres du conseil de direction d'Hydro-Québec concernant le rapport particulier au 31 décembre 1993 sur les pratiques commerciales, suivie d'un échange avec les membres de la commission d'une durée maximale de cinquante minutes, partagées également entre les députés membres du groupe parlementaire formant le gouvernement et ceux formant l'opposition;

Le même jour, de 15 heures à 18 heures:

- pour une durée maximale de dix minutes, la présentation des membres du conseil de direction d'Hydro-Québec concernant le rapport particulier au 31 décembre 1993 sur l'équilibre énergétique, suivie d'un échange avec les membres de la commission d'une durée maximale d'une

heure vingt minutes, partagées également entre les députés membres du groupe parlementaire formant le gouvernement et ceux formant l'opposition;

- pour une durée maximale de quarante-cinq minutes partagées également entre les députés membres du groupe parlementaire formant le gouvernement et ceux formant l'opposition, un échange d'ordre général avec les membres du conseil de direction d'Hydro-Québec et
- pour une durée maximale de quinze minutes chacun, les remarques finales du député de Drummond, du porte-parole de l'opposition officielle et du ministre des Ressources naturelles;

L'Assemblée nationale décide, conformément à l'article 47 du Règlement de l'Assemblée nationale, de maintenir l'ordre découlant de l'adoption de la présente motion, malgré la clôture éventuelle de la deuxième session de la trente-quatrième Législature.

La motion est adoptée.

M. Vallières, whip en chef du gouvernement, propose:

QUE la liste des membres des commissions pour le groupe parlementaire formant le gouvernement soit celle contenue dans le document qui sera ci-après déposé.

La motion est adoptée.

Puis, M. Vallières dépose:

La liste des membres des commissions permanentes pour le groupe parlementaire formant le gouvernement.

(Document n° 1382 de la session)

M. Brassard, whip de l'opposition officielle, propose:

QUE M. Francis Dufour, député de Jonquière, soit nommé membre permanent à la Commission de la culture, pour combler une vacance;

M. Serge Ménard, député de Laval-des-Rapides, soit nommé membre permanent à la Commission de l'économie et du travail, à la suite de la nouvelle composition de la commission;

M. Marcel Landry, député de Bonaventure, soit nommé à la Commission de l'aménagement et des équipements, pour combler une vacance;

M. Marcel Landry, député de Bonaventure, soit nommé membre permanent, en remplacement de M. Francis Dufour, député de Jonquière, à la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation.

La motion est adoptée.

M. Bissonnet, vice-président, propose:

QUE M. Yvon Lafrance, député d'Iberville, soit nommé membre permanent à la Commission de l'aménagement et des équipements, pour combler une vacance.

La motion est adoptée.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 127 du Règlement et à l'article 4.4 des Règles de fonctionnement, M. le Président dépose:

Le compte rendu de la séance du comité directeur de la Commission de l'Assemblée nationale, tenue le 26 janvier 1994 pour combler une vacance au sein de la Commission des institutions.

(Document n° 1383 de la session)

Sur la motion de M. Bissonnet, vice-président, ce compte rendu est adopté.

M. Paradis, leader du gouvernement, propose:

QUE malgré une clôture de la session:

- la Commission des institutions puisse poursuivre, les 29, 30 et 31 mars 1994, ses auditions publiques dans le cadre de la consultation générale sur le régime d'aide juridique et sur le document intitulé «L'aide juridique au Québec: une question de choix, une question de moyens», complétant ainsi le mandat qui lui était confié par un ordre de l'Assemblée le 18 juin 1993;
- ladite commission puisse également, le 24 mars 1994, procéder, telle que convoquée, à la vérification des engagements financiers du ministère des Affaires internationales;
- la Commission du budget et de l'administration puisse procéder, les 22, 23 et 24 mars, à l'exécution du mandat concernant l'Office des ressources humaines, adopté en vertu de l'article 294 du Règlement de l'Assemblée nationale;
- elle puisse également procéder, le 29 mars 1994, à l'audition de la sous-ministre du Revenu en vertu de l'article 8 de la *Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et dirigeants d'organismes*.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Paradis, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission des institutions, afin de poursuivre ses auditions publiques dans le cadre de la consultation générale sur le régime d'aide juridique et sur le document intitulé «L'aide juridique au Québec: une question de choix, une question de moyens»;

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- la Commission de l'économie et du travail, afin de poursuivre ses consultations particulières dans le cadre de l'étude détaillée du projet de loi 116, Loi modifiant le Code du travail.
-

M. le Président donne l'avis suivant:

- la Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté se réunira en séance de travail afin de poursuivre l'étude d'une demande d'accès à un document.

Puis, du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 137 et 148 du Règlement, M. le Président convoque les commissions suivantes pour l'élection de leurs vice-présidents:

- la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation;
- la Commission des affaires sociales;
- la Commission de la culture.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. le Président informe l'Assemblée que, le vendredi 18 mars 1994, M. Brassard, whip de l'opposition officielle, s'adressera à M. Johnson, premier ministre, dans le cadre de l'interpellation portant sur «Les relations Québec-Ottawa».

AFFAIRES DU JOUR

Affaires prioritaires

Motions de censure

M. Parizeau, chef de l'opposition officielle, propose:

QUE l'Assemblée nationale, prenant acte de la déclaration du ministre des Finances du jeudi 3 mars dernier, condamne l'échec flagrant des politiques budgétaires et économiques du gouvernement libéral qui ont amené, depuis le début de la récession, des augmentations de taxes et d'impôts qui représentent maintenant plus de quatre milliards de dollars par année, entraîné des coupures aveugles de dépenses productives et qui ont ainsi freiné l'emploi et appauvri des centaines de milliers de Québécois tout en triplant le déficit.

Avant que le débat ne s'engage, M. le Président répartit ainsi le temps de parole pour la discussion de cette motion: vingt minutes sont accordées à l'auteur de la motion pour sa réplique et vingt minutes sont allouées à l'ensemble des députés indépendants; les deux groupes parlementaires se partageront également le reste de la période consacrée à ce débat; dans ce cadre, les interventions seront limitées à vingt minutes chacune, sauf celles de l'auteur de la motion et du représentant du Premier ministre qui seront de une heure chacune.

Suit le débat sur la motion de M. Parizeau.

À 17 h 54, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

M. le Président rend sa décision sur la question de privilège soulevée par M. Garon (Lévis) à la séance du 9 mars 1994, selon qui les députés de Montmagny-L'Islet et de Bellechasse auraient agi de manière à outrager le Parlement et ses membres en informant la population de montants alloués pour la programmation 1994-1995 du ministère des Transports, alors que le processus de dépôt et d'adoption des crédits du gouvernement n'a pas été réalisé:

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

Concernant les allégations visant la députée de Bellechasse, la copie de l'entrefilet d'un journal ne constitue pas un élément suffisant pour décider, *prima facie*, s'il y a conduite outrageante ou non à l'endroit de l'Assemblée ou de ses membres. Un article de presse ne rapportant pas intégralement les paroles d'un député ne peut constituer un élément assez sérieux pour appuyer une accusation d'une telle gravité.

Quant au député de Montmagny-L'Islet, le communiqué de presse émanant de son bureau peut créer une certaine confusion par manque de précision mais ne permet pas à la Présidence de reconnaître qu'il constitue, *prima facie*, un outrage au Parlement. Ce communiqué informait la population des intentions du ministère des Transports. Nous en sommes au processus de la prise de décision par le gouvernement; il restera l'étape de l'approbation des crédits par l'Assemblée. Le député concerné n'est donc pas intervenu de manière à entraver les délibérations de l'Assemblée.

Motions de censure

Le débat se poursuit sur la motion de censure présentée par M. Parizeau, chef de l'opposition officielle.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est rejetée par le vote suivant:

(Vote n° 202)

POUR — 23

Baril	Bourdon	Dufour	Landry
Beaulne	Brassard	Garon	Lazure
Bélanger	Caron	Gendron	Léonard
(Anjou)	Carrier-Perreault	Harel	Ménard
Bertrand	Chevrette	Holden	Parizeau
Boisclair	Claveau	Jolivet	Trudel

CONTRE — 48

Bélanger	Dionne	Lafrenière	Paradis
(Még.-Compton)	Forget	Leclerc	(Matapédia)
Blackburn	Fradet	Lefebvre	Parent
(Roberval)	Frulla	Lemire	Pelchat
Bleau	Gagnon-Tremblay	LeSage	Picotte
Boucher-Bacon	Gautrin	Loiselle	Richard
Bourbeau	Gauvin	MacMillan	Sirros
Brodeur	Gobé	Maltais	Thérien
Camden	Hamel	Marcil	Tremblay
Cardinal	Houde	Messier	(Outremont)
Chagnon	Hovington	Middlemiss	Vallières
Charbonneau	Johnson	Paradis	Williams
Cherry	Kehoe	(Brome-Miss.)	
Cusano	Khelfa		

ABSTENTION — 0

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 188 du Règlement,
M. Paradis, leader du gouvernement, propose:

QUE malgré une clôture de la session:

- la Commission des institutions puisse poursuivre le mandat d'examen des orientations, des activités et de la gestion

10 mars 1994

de la Commission de protection des droits de la jeunesse à une date à être déterminée par le comité directeur.

La motion est adoptée.

À 21 h 58, sur la motion de M. Paradis, leader du gouvernement, l'Assemblée est ajournée au jeudi 17 mars 1994, à 14 heures.

SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le jeudi 10 mars 1994, à 22 h 15, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence du Président de l'Assemblée nationale, de M. Brodeur (Shefford), le représentant du Premier ministre, de M. Lazure (La Prairie), le représentant du Chef de l'opposition officielle, et de M. Duchesne, secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à Son Excellence le lieutenant-gouverneur de sanctionner les projets de loi suivants:

- 230 Loi concernant la ville de Port-Cartier;
- 264 Loi modifiant la charte de la Ville de Québec;
- 268 Loi concernant la Ville de Waterloo;
- 271 Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal;
- 273 Loi concernant la ville de Saint-Léonard;
- 275 Loi concernant la Ville de Saint-Laurent;
- 276 Loi concernant la ville de La Prairie.

Le Président

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Index

TABLE DE CONCORDANCE

2^e session — 34^e législature

Note: Cette table de concordance permet de connaître la date à laquelle un événement est survenu à partir des numéros de pages des procès-verbaux français. Ces derniers sont indiqués en souligné dans l'ensemble de l'index.

<i>Dates</i>	<i># Pages</i>
Jeudi 19 mars 1992	1 à 14
Mardi 24 mars 1992	15 à 21
Mercredi 25 mars 1992	23 à 31
Jeudi 26 mars 1992	33 à 41
Mardi 31 mars 1992	43 à 48
Mercredi 1 ^{er} avril 1992	49 à 54
Jeudi 2 avril 1992	55 à 62
Mardi 7 avril 1992	63 à 68
Mercredi 8 avril 1992	69 à 92
Jeudi 9 avril 1992	93 à 99
Mardi 14 avril 1992	101 à 105
Mercredi 15 avril 1992	107 à 117
Mardi 28 avril 1992	119 à 124
Mercredi 29 avril 1992	125 à 128
Jeudi 30 avril 1992	129 à 132
Mardi 5 mai 1992	133 à 136
Mercredi 6 mai 1992	137 à 141
Jeudi 7 mai 1992	143 à 148
Mardi 12 mai 1992	149 à 155
Mercredi 13 mai 1992	157 à 166
Jeudi 14 mai 1992	167 à 180
Mardi 19 mai 1992	181 à 186
Mercredi 20 mai 1992	187 à 193
Jeudi 21 mai 1992	195 à 199
Mardi 26 mai 1992	201 à 207
Mercredi 27 mai 1992	209 à 217
Jeudi 28 mai 1992	219 à 224

<i>Dates</i>	<i># Pages</i>
Mardi 2 juin 1992	225 à 247
Mercredi 3 juin 1992	249 à 262
Jeudi 4 juin 1992	263 à 268
Vendredi 5 juin 1992	269 à 276
Lundi 8 juin 1992	277 à 282
Mardi 9 juin 1992	283 à 291
Mercredi 10 juin 1992	293 à 304
Jeudi 11 juin 1992	305 à 314
Vendredi 12 juin 1992	315 à 320
Lundi 15 juin 1992	321 à 332
Mardi 16 juin 1992	333 à 345
Mercredi 17 juin 1992	347 à 359
Jeudi 18 juin 1992	361 à 381
Vendredi 19 juin 1992	383 à 395
Lundi 22 juin 1992	397 à 444
Mardi 23 juin 1992	445 à 452
Jeudi 3 septembre 1992	453 à 465
Vendredi 4 septembre 1992	467 à 470
Mardi 8 septembre 1992	471 à 476
Mercredi 9 septembre 1992	477 à 484
Jeudi 10 septembre 1992	485 à 488
Vendredi 11 septembre 1992	489 à 493
Mardi 15 septembre 1992	495 à 498
Mercredi 16 septembre 1992	499 à 508
Mardi 24 novembre 1992	509 à 519
Mercredi 25 novembre 1992	521 à 528
Jeudi 26 novembre 1992	529 à 541
Mardi 1 ^{er} décembre 1992	543 à 549
Mercredi 2 décembre 1992	551 à 558
Jeudi 3 décembre 1992	559 à 568
Vendredi 4 décembre 1992	569 à 576
Lundi 7 décembre 1992	577 à 583
Mardi 8 décembre 1992	585 à 588
Mercredi 9 décembre 1992	589 à 596
Jeudi 10 décembre 1992	597 à 606
Vendredi 11 décembre 1992	607 à 613
Lundi 14 décembre 1992	615 à 623
Mardi 15 décembre 1992	625 à 634
Mercredi 16 décembre 1992	635 à 649

<i>Dates</i>	<i># Pages</i>
Jeudi 17 décembre 1992	651 à 673
Vendredi 18 décembre 1992	675 à 694
Lundi 21 décembre 1992	695 à 705
Mardi 9 mars 1993	707 à 717
Mercredi 10 mars 1993	719 à 727
Jeudi 11 mars 1993	729 à 735
Mardi 16 mars 1993	737 à 745
Mercredi 17 mars 1993	747 à 753
Jeudi 18 mars 1993	755 à 764
Mardi 23 mars 1993	765 à 773
Mercredi 24 mars 1993	775 à 786
Jeudi 25 mars 1993	787 à 791
Mardi 30 mars 1993	793 à 801
Mercredi 31 mars 1993	803 à 809
Jeudi 1 ^{er} avril 1993	811 à 817
Mardi 6 avril 1993	819 à 826
Mercredi 7 avril 1993	827 à 831
Jeudi 8 avril 1993	833 à 842
Mardi 20 avril 1993	843 à 846
Mercredi 21 avril 1993	847 à 850
Jeudi 22 avril 1993	851 à 854
Mardi 27 avril 1993	855 à 859
Mercredi 28 avril 1993	861 à 863
Jeudi 29 avril 1993	865 à 869
Mardi 4 mai 1993	871 à 875
Mercredi 5 mai 1993	877 à 880
Jeudi 6 mai 1993	881 à 889
Mardi 11 mai 1993	891 à 896
Mercredi 12 mai 1993	897 à 903
Jeudi 13 mai 1993	905 à 913
Mardi 18 mai 1993	915 à 922
Mercredi 19 mai 1993	923 à 929
Jeudi 20 mai 1993	931 à 940
Mardi 25 mai 1993	941 à 945
Mercredi 26 mai 1993	947 à 952
Jeudi 27 mai 1993	953 à 957
Mardi 1 ^{er} juin 1993	959 à 963
Mercredi 2 juin 1993	965 à 974
Jeudi 3 juin 1993	975 à 1007
Vendredi 4 juin 1993	1009 à 1012

<i>Dates</i>	<i># Pages</i>
Lundi 7 juin 1993	1013 à 1021
Mardi 8 juin 1993	1023 à 1027
Mercredi 9 juin 1993	1029 à 1035
Jeudi 10 juin 1993	1037 à 1044
Vendredi 11 juin 1993	1045 à 1053
Lundi 14 juin 1993	1055 à 1064
Mardi 15 juin 1993	1065 à 1079
Mercredi 16 juin 1993	1081 à 1094
Jeudi 17 juin 1993	1095 à 1111
Vendredi 18 juin 1993	1113 à 1147
Mardi 19 octobre 1993	1149 à 1162
Mercredi 20 octobre 1993	1163 à 1168
Jeudi 21 octobre 1993	1169 à 1175
Mardi 26 octobre 1993	1177 à 1185
Mercredi 27 octobre 1993	1187 à 1195
Jeudi 28 octobre 1993	1197 à 1206
Mardi 2 novembre 1993	1207 à 1216
Mercredi 3 novembre 1993	1217 à 1225
Jeudi 4 novembre 1993	1227 à 1235
Mardi 9 novembre 1993	1237 à 1245
Mercredi 10 novembre 1993	1247 à 1254
Jeudi 11 novembre 1993	1255 à 1267
Mardi 16 novembre 1993	1269 à 1276
Mercredi 17 novembre 1993	1277 à 1283
Jeudi 18 novembre 1993	1285
Mardi 23 novembre 1993	1287 à 1297
Mercredi 24 novembre 1993	1299 à 1304
Jeudi 25 novembre 1993	1305 à 1310
Mardi 30 novembre 1993	1311 à 1324
Mercredi 1 ^{er} décembre 1993	1325 à 1333
Jeudi 2 décembre 1993	1335 à 1344
Vendredi 3 décembre 1993	1345 à 1351
Lundi 6 décembre 1993	1353 à 1360
Mardi 7 décembre 1993	1361 à 1368
Mercredi 8 décembre 1993	1369 à 1374
Jeudi 9 décembre 1993	1375 à 1390
Vendredi 10 décembre 1993	1391 à 1402
Lundi 13 décembre 1993	1403 à 1419
Mardi 14 décembre 1993	1421 à 1439
Mercredi 15 décembre 1993	1441 à 1449
Jeudi 16 décembre 1993	1451 à 1463

<i>Dates</i>	<i># Pages</i>
Mardi 8 mars 1994	1465 à 1480
Mercredi 9 mars 1994	1481 à 1497
Jeudi 10 mars 1994	1499 à 1511

INDEX

2^e session — 34^e législature

LISTE DES RUBRIQUES

	Page
AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION	1525
BUDGET	1526
BUREAU DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE	1527
CALENDRIER ET HORAIRE DES SÉANCES DE L'ASSEMBLÉE	1527
CENSURE Voir MOTIONS DE CENSURE	1527
COMMISSION D'ÉTUDE DES QUESTIONS AFFÉRENTES À L'ACCESSION DU QUÉBEC À LA SOUVERAINETÉ	1527
COMMISSIONS PERMANENTES	1527
CONSULTATION POPULAIRE Voir MOTIONS DU GOUVERNEMENT (sans préavis au <i>Feuilleton</i>)	1529
CRÉDITS BUDGÉTAIRES	1530
DÉBATS DE FIN DE SÉANCE	1531
DÉBATS D'URGENCE	1532
DÉBATS STATUTAIRES	1532
DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS	1532
DÉCISIONS ET DIRECTIVES DU PRÉSIDENT	1533
DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES	1535
DÉMISSIONS	1536

DISCOURS D'OUVERTURE DE LA SESSION	1536
DISCOURS SUR LE BUDGET Voir BUDGET	1536
DOCUMENTS DE LA SESSION Voir INDEX DES DOCUMENTS (p. 1555)	
ÉLECTIONS COMPLÉMENTAIRES	1537
HOMMAGE RENDU À DES DÉPUTÉS	1537
HORAIRE Voir CALENDRIER ET HORAIRE DES SÉANCES DE L'ASSEMBLÉE	1537
INTERPELLATIONS	1537
INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE	1538
INTERVENTIONS PORTANT SUR UN FAIT PERSONNEL	1539
LEADER DU GOUVERNEMENT ET LEADERS ADJOINTS	1540
MOMENT DE RECUEILLEMENT	1540
MOTIONS D'AJOURNEMENT DE L'ASSEMBLÉE	1540
MOTIONS D'AJOURNEMENT DU DÉBAT	1540
MOTIONS DE CENSURE (Art. 304 du Règlement)	1541
MOTIONS DE CLÔTURE	1541
MOTIONS DE MISE AUX VOIX IMMÉDIATE	1542
MOTIONS DE RÉINSCRIPTION AU <i>FEUILLETON</i>	1542
MOTIONS DE REPORT	1542
MOTIONS DE RETRAIT	1542
MOTIONS DE SCISSION	1542
MOTIONS DE SUSPENSION DES RÈGLES DE PROCÉDURE	1543
MOTIONS DU GOUVERNEMENT (avec préavis au Feuilleton)	1543

MOTIONS DU GOUVERNEMENT (sans préavis au Feuilleton)	1544
MOTIONS EN VERTU DE LA LOI SUR LA CONSULTATION POPULAIRE Voir MOTIONS DU GOUVERNEMENT (sans préavis au Feuilleton)	1545
MOTIONS METTANT EN CAUSE LA CONDUITE D'UNE PERSONNE AUTRE QU'UN DÉPUTÉ	1546
MOTIONS METTANT EN CAUSE LA CONDUITE D'UN MEMBRE DU PARLEMENT	1546
MOTIONS SANS PRÉAVIS (Art. 84(2) du Règlement)	1546
NOMINATIONS PAR RÉOLUTION DE L'ASSEMBLÉE	1549
PRÉSIDENT DU CAUCUS DU GOUVERNEMENT	1549
PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET VICE-PRÉSIDENTS, ÉLECTIONS	1549
PROJETS DE LOI Voir INDEX DES PROJETS DE LOI (p. 1639)	
QUESTIONS DE PRIVILÈGE Voir INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE	1550
QUESTIONS ÉCRITES ET RÉPONSES	1550
RÉFÉRENDUM Voir MOTIONS DU GOUVERNEMENT (sans préavis au Feuilleton)	1552
RÈGLES DE PROCÉDURE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE	1552
RÉVOCATIONS	1552
SANCTIONS DE PROJETS DE LOI	1552
SÉANCES EXTRAORDINAIRES	1552
VOTES PAR APPEL NOMINAL	1553
WHIP EN CHEF DU GOUVERNEMENT ET WHIPS ADJOINTS	1553

INDEX GÉNÉRAL

2^e session — 34^e Législature

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Chômage aggravé par l'irresponsabilité du gouvernement dans ses politiques fiscales et économiques. Débat; vote reporté, 1282. Motion rejetée (Vote n° 179), 1293.

Collège militaire Saint-Jean, fermeture annoncée. Débat; amend. proposé; débat; amend. déclaré recevable (décision du Président); sous-amend. proposé et déclaré recevable; débat terminé; sous-amend. rejeté (Vote n° 199); amend. adopté (Vote n° 200); motion amendée et sous-amendée adoptée (Vote n° 201), 1491-1496.

Communauté de langue anglaise du Québec, engagement du gouvernement face à son avenir. Débat; motion rejetée (Vote n° 127), 927.

Entente Canada-Québec sur le développement économique des régions, inefficacité. Débat; vote reporté, 216. Motion rejetée (Vote n° 14), 221.

Études collégiales, maintien intégral du principe de la gratuité. Débat, 752. Amend. proposé; débat terminé; amend. adopté (Vote n° 116); motion amendée adoptée (Vote n° 117), 783-786.

Finances municipales, fin à l'incertitude qui prévaut. Débat; motion rejetée (Vote n° 177), 1252.

Formation et développement de la main-d'oeuvre, retrait du gouvernement fédéral et transfert au gouvernement du Québec du budget alloué. Débat; motion rejetée (Vote n° 122), 830.

Hôtel-Dieu de Montréal, maintien et développement au centre-ville. Débat; vote reporté, 527-528. Motion rejetée (Vote n° 89), 535.

Ministère des Transports, moratoire demandé sur la réorganisation administrative des services et sur le transfert aux municipalités des responsabilités en matière de voirie. Débat; vote reporté, 808. Motion rejetée (Vote n° 118), 812.

Plan de relance de l'économie et de lutte au chômage. Débat; amend. proposé; amend. pris en délibéré, 1166-1168. Reprise du débat; amend. déclaré recevable (décision du Président); sous-amend. proposé et déclaré recevable; débat terminé; votes reportés, 1192-1195. Sous-amend. adopté (Vote n° 170); amend. adopté (Vote n° 171); motion amendée et sous-amendée adoptée (Vote n° 172), 1200-1204.

Plan de relance de l'industrie forestière. Débat; amend. proposé et déclaré recevable; votes reportés, 71-73. Amend. adopté (Vote n° 10); motion amendée adoptée (Vote n° 11), 85-87.

Plan de relance susceptible de créer de l'emploi. Débat; motion rejetée (Vote n° 180), 1303.

Projet de loi C-113, retrait de la section IV concernant l'assurance-chômage. Débat; amend. proposé; amend. pris en délibéré; débat; amend. déclaré irrecevable (décision du Président); débat terminé; motion rejetée (Vote n° 113), 724-726.

Projet de loi 86, divulgation des projets de règlement d'application. Débat; motion rejetée (Vote n° 125), 901-903.

Relance de l'économie québécoise, investissement dans des projets de haute technologie et dans la création d'un fonds de reconversion industrielle. Débat; amend. proposé et jugé irrecevable (décision du Président); amend. proposé et jugé recevable; débat terminé; votes reportés, 1222-1224. Amend. adopté (Vote n° 173); motion amendée adoptée (Vote n° 174), 1229-1231.

BUDGET

Discours sur le budget (1992-1993). Séance prolongée, 176. Question de privilège soulevée et jugée irrecevable; discours prononcé; documents n°^{os} 144 et 145 déposés; motion proposée par le ministre des Finances, 179. Débat, 187, 192, 198, 199, 205, 206, 209. Motions de censure proposées, 187, 188, 199, 206, 207, 211. Ordre, 207. Débat suspendu, 211. Rapport de la CBA déposé (Document n° 190), 226. Reprise du débat; débat terminé; motions de censure rejetées (Votes n°^{os} 15-20); motion du ministre des Finances adoptée (Vote n° 21), 228-240.

Discours sur le budget (1993-1994) prononcé; documents n°^{os} 836, 837 déposés; motion du ministre des Finances proposée, 940. Débat; documents n°^{os} 842, 843 déposés; motions de censure, 947, 950, 954, 960. Débat suspendu, 961. Rapport de la CBA déposé (Document n° 855), 975. Reprise du débat; motion d'amend. proposée à la motion du ministre des Finances; motion d'amend. déclarée

irrecevable; débat terminé; motions de censure rejetées (Votes n^{os} 131-147);
motion du ministre des Finances adoptée (Vote n° 148), 978-1002.

Voir aussi **CRÉDITS BUDGÉTAIRES**

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Décisions déposées, 44, 95, 133, 152, 226, 334, 447, 513, 627, 708-709, 765, 871-872, 1121, 1153, 1270, 1306, 1470.

Voir aussi **INDEX DES DOCUMENTS**

CALENDRIER ET HORAIRE DES SÉANCES DE L'ASSEMBLÉE

Ajournement de l'Assemblée à une date ultérieure à celle prévue au Règlement, 507.

Ajournement de l'Assemblée, en signe de deuil, à l'occasion du décès de
M. Gérard D. Levesque, député de Bonaventure et ministre des Finances.

Motion adoptée, 1285.

Heure de la suspension modifiée, 372, 1373, 1384, 1432.

CENSURE

Voir **MOTIONS DE CENSURE**

COMMISSION D'ÉTUDE DES QUESTIONS AFFÉRENTES À L'ACCESSION DU QUÉBEC À LA SOUVERAINETÉ

Membre remplacé (Document n° 37), 101.

Voir aussi *Procès-verbaux 1989-1992*, p. 1454 et 1462.

COMMISSIONS PERMANENTES

Composition, 366, 367, 714-715, 749-751 (document n° 682 déposé), 892, 1137, 1158, 1181, 1312 (document n° 1200), 1326 (présidents et vice-présidents), 1337, 1471 (document n° 1355), 1489 ((Document n° 1368), 1502, 1504 (Document n° 1382), 1505.

Mandats de l'Assemblée :

Commission des affaires sociales

Consultation générale (politique sur le développement de la main-d'oeuvre). Mandat (Voir *Procès-verbaux 1989-1992*, p. 1742). Rapport déposé (Document n° 9), 34.

Consultation générale (thérapies alternatives), 684-685. Rapport déposé (Document n° 1378), 1500.

Consultations particulières (document sur le financement des services de santé). Mandat (Voir *Procès-verbaux 1989-1992*, p. 1816). Rapport déposé (Document n° 39), 102.

Étude des rapports annuels 1992-1993 des régies régionales de la santé et des services sociaux, 1189.

Commission de l'aménagement et des équipements

Consultation générale sur le projet de loi 412 (Office de protection de l'environnement). Mandat (Voir *Procès-verbaux 1989-1992*, p. 1788). Rapport déposé (Document n° 8), 26.

Commission du budget et de l'administration

Consultation générale (document sur le secteur financier du Québec), 730. Rapport déposé (Document n° 808), 908.

Consultation générale (financement des services publics au Québec), 555-556. Rapport déposé (Document n° 620), 709.

Commission de la culture

Consultation générale sur le projet de loi 68 (protection des renseignements personnels dans le secteur privé), 635. Rapport déposé (Document n° 621), 709.

Consultation générale sur le rapport de la Commission d'accès à l'information sur la mise en oeuvre de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, 1251. Date reportée, 1356.

Consultations particulières sur le projet de loi 86 (Charte de la langue française), 882. Rapport déposé (Document n° 854), 975.

Consultations particulières sur le projet de loi 135 (Conservatoire de musique et d'art dramatique), 1348. Rapport déposé (Document n° 1353), 1471.

Commission de l'économie et du travail

Consultation générale (proposition de plan de développement 1993-1995 d'Hydro-Québec), 510. Rapport déposé (Document n° 742), 806.

Consultations particulières relativement aux modifications à apporter au décret de la construction. Mandat donné à la suite de l'adoption d'une motion inscrite au *Feuilleton*, 867, 1048. Rapport déposé (Document n° 791), 872.

Consultations particulières sur le projet de loi 74 (Code du travail et ministère du Travail), 690-691. Rapport déposé (Document n° 624), 710.

Consultations particulières sur le projet de loi 116 (Code du travail), 1474-1475.

Consultations particulières sur le projet de loi 142 (relations du travail), 1315-1316.

Examen du rapport général de suivi de l'engagement de performance 1993-1995 d'Hydro-Québec et des rapports sur l'efficacité énergétique, les pratiques commerciales et l'équilibre énergétique, 1502-1504.

Commission de l'éducation

Consultation générale (enseignement collégial), 277. Rapport déposé (Document n° 633), 712.

Consultation générale sur l'avant-projet de loi intitulé : Loi modifiant le Code des professions et d'autres lois professionnelles, 636. Rapport déposé (Document n° 712), 780.

Consultations particulières sur le projet de loi 82 (collèges d'enseignement général et professionnel); liste des groupes invités et horaire déposés (Document n° 749), 819-820. Rapport déposé (Document n° 811), 916.

Commission des institutions

Consultation générale (Accord de libre-échange nord-américain), 685-687. Rapport déposé (Document n° 711), 780.

Consultation générale (document sur l'aide juridique au Québec), 1119.

Consultations particulières sur le projet de loi 106 (indemnisation des victimes d'actes criminels), 1161.

Consultations particulières sur le projet de loi 84 (Régie des alcools, des courses et des jeux), 968. Rapport déposé (Document n° 916), 1098.

Consultations particulières sur le projet de loi 404 (Assemblée nationale). Mandat (Voir *Procès-verbaux 1989-1992*, p. 1835). Rapport déposé (Document n° 6), 25.

Étude des prévisions budgétaires du Directeur général des élections et de la Commission de la représentation, 327, 1047. Rapports déposés (Documents n°s 240, 995), 335, 1153.

Étude du rapport préliminaire de la Commission de la représentation sur la délimitation des circonscriptions électorales, 58. Rapport déposé (Document n° 24), 74.

Voir aussi **INDEX DES DOCUMENTS** (p. 1555)

CONSULTATION POPULAIRE

Voir **MOTIONS DU GOUVERNEMENT** (sans préavis au *Feuilleton*)

CRÉDITS BUDGÉTAIRES

Pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1993

Crédits déposés :

Document n° 1, 15.

Crédits provisoires renvoyés en commission pl., 16. Motion de suspension des règles adoptée (Vote n° 1), 26-29. Ordre, 30. Crédits étudiés, 33. Crédits adoptés; rapport adopté; projet de loi 2 adopté (Vote n° 2), 35-39.

Crédits renvoyés aux commissions permanentes, 39. Modalités de l'étude, 103. Ordre, 147. Rapports des commissions déposés (Document n° 140), 173. Débat restreint, 183, 184. Rapports adoptés (maj.); projet de loi 12 adopté (maj.), 240.

Crédits de l'Assemblée nationale. Ordre, 147. Crédits étudiés en commission pl., 157.

Crédits provisoires déposés (Voir *Procès-verbaux 1989-1992*, p. 1884)

Crédits supplémentaires # 1 déposés :

Document n° 214, 294.

Crédits supplémentaires renvoyés en commission pl., 294. Ordre; crédits étudiés, 354, 355. Document n° 265 déposé, 357. Étude terminée; rapport adopté; projet de loi 39 adopté (maj.), 368, 369.

Crédits supplémentaires # 2 déposés :

Document n° 495, 597.

Crédits supplémentaires renvoyés en commission pl., 598. Ordre; crédits étudiés; Documents n°^{os} 515, 516, 517 et 518 déposés, 610-612. Étude terminée; rapport adopté; projet de loi 63 adopté, 612-613.

Pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1994

Crédits provisoires déposés:

Document n° 674, 742.

Consentement pour débat, crédits provisoires adoptés, 742.

Crédits déposés :

Document n° 703, 778.

Crédits provisoires renvoyés en commission pl., 778. Ordre, 796. Crédits étudiés; crédits adoptés (maj.); rapport adopté (maj.); projet de loi 79 adopté (maj.), 797-800.

Crédits renvoyés aux commissions permanentes, 800. Modalités de l'étude, 835. Poursuite de l'étude en commissions au terme de dix séances, 873. Rapports des commissions déposés (Document n° 804), 900. Débat restreint, 912. Rapports adoptés (Vote n° 149); projet de loi 100 adopté (Vote n° 150), 1004.

Crédits de l'Assemblée nationale. Modalités de l'étude, 835. Crédits étudiés en commission pl., 894.

Crédits supplémentaires # 1 déposés :

Document n° 1259, 1362.

Crédits supplémentaires renvoyés en commission pl., motion adoptée; crédits étudiés; Document n° 1268 déposé; étude terminée; rapport adopté; projet de loi 145 adopté, 1371-1374.

DÉBATS DE FIN DE SÉANCE

Acquisition du Trust Général par la Banque Nationale. Débat, 772.

Appel d'offres pour le renouvellement de la flotte d'autobus de Montréal. Avis, 808 (débat reporté). Débat, 816.

Autonomie gouvernementale des autochtones selon l'entente constitutionnelle du 22 août 1992, 462. Débat non tenu.

Autoroute 50. Avis; dérogation aux articles 188, 308 et 309 du Règlement (ordre), 761, 768.

Centre des congrès de Québec. Avis, 517. Dérogation à l'article 309 du Règlement, 518.

Chantiers maritimes de Lévis, 1476, 1478.

Consultations sur le projet de loi 86 et possibilité d'inviter le Conseil de la langue française, 894, 895.

Contrats à partage de risques, 1476, 1478.

Contrebande, marché noir et jeux de vidéopoker, 538, 540.

Contrôle de la contrebande du tabac. Dérogation à l'article 309 du Règlement, 1184.

Coupures dans le domaine de la culture. Débat, 742.

Coupures d'effectifs au ministère de la Justice, 797, 801.

Décès d'une personne sous curatelle publique. Avis, 838. Débat (document n° 762 déposé), 841.

Déclarations d'impôt, omissions, 46, 48.
Dépenses du gouvernement fédéral au Québec en matière de recherche et développement. Débat, 1175.
Droits de compensation sur le bois d'oeuvre, 894, 895.
Entente constitutionnelle intervenue le 22 août 1992, contenu, 462. Débat non tenu.
Entente fédérale-provinciale sur la formation de la main-d'oeuvre, 797, 801.
Entente fédérale-provinciale sur la main-d'oeuvre. Débat, 1244.
Gel des paiements de péréquation. Débat, 1244.
Heures d'affaires des établissements commerciaux. Avis, 538. Dérogation à l'article 309 du Règlement, 539.
Incinérateur dans l'est de Montréal. Débat, 772.
Office de la protection du consommateur, garanties prolongées. Débat, 1297.
Ouverture des commerces le dimanche, 517, 519.
Réorganisation des sociétés de conservation de la forêt, 539, 541.
Taxe d'amusement, abolition, 64, 68.
Taxe sur l'essence, 1476, 1478.
Transport bénévole et projet de loi 62 sur le taxi, 824, 826.
Usine de bois à La Martre, 797, 801.
Vente illégale de cigarettes, citoyen de Jonquière arrêté. Débat, 1245.

DÉBATS D'URGENCE

Vente imminente de Provigo. Décision; demande jugée recevable; débat tenu, 683.

DÉBATS STATUTAIRES

Rapport de la Commission de la représentation électorale sur la délimitation des circonscriptions électorales, 273-275. Décision finale de la Commission à la suite du débat (Document n° 230), 321.

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

Rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a examiné la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement (Document n° 29), 329, 330.

Rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a examiné les orientations, les activités et la gestion du Bureau de révision de l'évaluation foncière (Document n° 51), 319.

Rapport de la Commission des affaires sociales qui a examiné la situation qui prévaut à la Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal Métropolitain (Document n° 10), 304.

DÉCISIONS ET DIRECTIVES DU PRÉSIDENT

Affaires inscrites par les députés de l'Opposition :

Recevabilité d'une motion d'amendement proposée à la motion concernant le projet de loi C-113, 725. (Voir *Journal des débats*, p. 5265)

Recevabilité d'une motion d'amendement proposée à la motion concernant un plan de relance de l'économie et de lutte au chômage, 1194. (Voir *Journal des débats*, p. 8280)

Recevabilité d'une motion d'amendement proposée à la motion concernant la relance de l'économie québécoise et l'investissement dans des projets de haute technologie et dans la création d'un fonds de reconversion industrielle, 1223. (Voir *Journal des débats*, p. 8426)

Recevabilité d'une motion d'amendement proposée à la motion concernant la fermeture du Collège militaire Saint-Jean, 1492-1493. (Voir *Journal des débats*, p. 9981)

Amendements présentés en vertu de l'article 257 du Règlement :

Rôle du Président quant à la recevabilité, 1062. (Voir *Journal des débats*, p. 7678)

Budget :

Recevabilité d'une motion d'amendement proposée à la motion du ministre des Finances, 980. (Voir *Journal des débats*, p. 7059)

Compétence d'une commission, 296, 298. (Voir *Journal des débats*, p. 2165)

Débats d'urgence :

Vente imminente de Proviso, 683. (Voir *Journal des débats*, p. 4980)

Interventions portant sur une violation de droit ou de privilège :

Annnonce des montants alloués à la programmation 1994-1995 du ministère des Transports avant l'adoption des crédits, 1509. Voir *Journal des débats*, p. 10 023-10 024)

Annnonce par le ministre de la Santé et des Services sociaux, 175. (Voir *Journal des débats*, p. 863)

Convocation d'urgence de l'Assemblée en séance extraordinaire pour modifier la loi 150, 457. (Voir *Journal des débats*, p. 3044-3045)

Déclaration du ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie relativement au projet de loi 59, 540. (Voir *Journal des débats*, p. 3892-3894)

Diffusion d'un document par le ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor, relatif au financement des services publics, 909. (Voir *Journal des débats*, p. 6373-6375)

Inscription au *Feuilleton* de préavis de motions mettant en question la conduite de personnes autres qu'un député, 1365-1366. Voir *Journal des débats*, p. 9243-9244)

- Mesures annoncées par la Régie de l'assurance maladie et le ministre de la Santé et des Services sociaux, 185. (Voir *Journal des débats*, p. 1131)
- Omission de certains ministères et organismes publics de faire rapport de leurs activités à l'Assemblée dans le délai imparti par leurs lois constitutives, 733. (Voir *Journal des débats*, p. 5292-5294)
- Participation du Premier ministre à des négociations constitutionnelles ayant conduit à la conclusion d'une entente le 22 août 1992, 457. (Voir *Journal des débats*, p. 3044-3045)
- Propos énoncés par le Premier ministre, 526. (Voir *Journal des débats*, p. 3816-3817)
- Protecteur du citoyen ridiculisé par le ministre des Transports, 1050. (Voir *Journal des débats*, p. 7573-7574)
- Requête en jugement déclaratoire relative à la *Loi sur la consultation populaire*, 242. (Voir *Journal des débats*, p. 1492)
- Tenue du débat sur une motion mettant en question la conduite de personnes autres qu'un député, malgré l'article 35(3^e) du règlement, 1366-1367. (Voir *Journal des débats*, p. 9250-9251)
- Modifications au décret de la construction (mandat confié à la CET) :
- Recevabilité de la motion, 1050. (Voir *Journal des débats*, p. 7572-7573)
- Motion proposant la question devant faire l'objet d'une consultation populaire :
- Règles particulières au débat de 35 heures, 482. (Voir *Journal des débats*, p. 3307)
- Motions d'ajournement de l'Assemblée :
- Proposée par le leader de l'Opposition, 267. (Voir *Journal des débats*, p. 1809)
- Motions de report :
- Droit de parole de l'auteur lors du débat restreint sur la motion, 1017. (Voir *Journal des débats*, p. 7207)
- Motions de retrait :
- Recevabilité d'une motion de retrait, 376. (Voir *Journal des débats*, p. 2822)
- Motions de scission :
- Droit de parole de l'auteur lors du débat restreint sur la motion, 1017. (Voir *Journal des débats*, p. 7207)
- Recevabilité, 287. (Voir *Journal des débats*, p. 2029)
- Recevabilité, 1017. (Voir *Journal des débats*, p. 7206)
- Motions de suspension des règles :
- Recevabilité de la motion de suspension des règles, 1428. Voir *Journal des débats*, p. 9666-9668)
- Recevabilité d'un alinéa, 405. (Voir *Journal des débats*, p. 2970)
- Recevabilité, 461. (Voir *Journal des débats*, p. 3059-3060)
- Recevabilité, 665. (Voir *Journal des débats*, p. 4901-4902)
- Recevabilité, 1087. (Voir *Journal des débats*, p. 7812)
- Recevabilité, 1104. (Voir *Journal des débats*, p. 7903)

Motions mettant en cause la conduite d'une personne autre qu'un député :

Article 9 de la *Loi sur l'Assemblée nationale* invoqué, 762. (Voir *Journal des débats*, p. 5496)

Modalités de fonctionnement quant au traitement de motions inscrites au *Feuilleton* (private ruling), 759-761. (Voir *Journal des débats*, p. 5480)

Recevabilité, 762. (Voir *Journal des débats*, p. 5489)

Motions mettant en cause la conduite d'un membre du Parlement :

Article 9 de la *Loi sur l'Assemblée nationale* invoqué, 762. (Voir *Journal des débats*, p. 5496)

Modalités de fonctionnement quant au traitement de motions inscrites au *Feuilleton* (private ruling), 759-761. (Voir *Journal des débats*, p. 5480)

Recevabilité, 762. (Voir *Journal des débats*, p. 5489)

Recevabilité, 769. (Voir *Journal des débats*, p. 5526-5527)

Recevabilité d'une motion visant le ministre des Transports, 768. (Voir *Journal des débats*, p. 5526-5527)

Projets de loi :

Délai d'adoption, 643-644. (Voir *Journal des débats*, p. 4819)

Notes explicatives du projet de loi 128 (sécurité du revenu), 1458-1459. (Voir *Journal des débats*, p. 9837-9838)

Présence d'un membre du Conseil des ministres lors de l'étude, 644-646. (Voir *Journal des débats*, p. 4828)

Recevabilité des amendements présentés par le ministre lors de la prise en considération du rapport relatif au projet de loi 130 (assurance automobile), 1384. (Voir *Journal des débats*, p. 9384-9385)

Projets de règlement concernant l'application du projet de loi 61 :

Obtention d'une copie (rendue en commission pl.), 621. (Voir *Journal des débats*, p. 4750-4751)

Retrait d'avis de motion et d'avis de projet de loi (private ruling) :

Demandes transmises au Secrétaire général, 537. (Voir *Journal des débats*, p. 3851)

Tenue de consultations particulières en commission plénière en vertu de l'article 244 du Règlement :

Motion proposant la- (rendue en commission plénière), 622. (Voir *Journal des débats*, p. 4755-4756)

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

Crédit d'impôt pour la formation et le design et la détaxation des forfaits hôteliers (Document n° 1195), 1311.

Mesures d'assouplissement au transfert de responsabilité en matière de voirie locale (Document n°452), 559.

Politique culturelle du gouvernement, 383.

Projet de loi 142, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction (Document n° 1294), 1421.

Propositions contenues dans un document sur la stratégie québécoise d'efficacité énergétique (Document n° 36), 101.

Régime des taxes à la consommation, allègements (Document n° 366), 509.

Salaire minimum, augmentation, 333, 1095 (Document n° 900).

Stratégie québécoise d'efficacité énergétique (Document n° 498), 597-598.

DÉMISSIONS

Assemblée nationale :

Bacon, Mme Lise, en tant que députée de Chomedey (Document n° 1335), 1466.

Bélanger, M. Guy, en tant que député de Laval-des-Rapides, 1081.

Cannon, M. Lawrence, en tant que député de La Peltrie (Document n° 1338), 1466.

Côté, M. Albert, en tant que député de Rivière-du-Loup (Document n° 1333), 1466.

Côté, M. Marc-Yvan, en tant que député de Charlesbourg (Document n° 1336), 1466.

Dauphin, M. Claude, en tant que député de Marquette (Document n° 1334), 1466.

Holden, M. Richard B., de la formation politique du Parti Égalité (Document n° 320), 453.

Lafrance, M. Yvon, de la formation du Parti Libéral (Document n° 1331), 1466.

Libman, M. Robert, de la formation du Parti Égalité (Document n° 1240), 1345.

Pagé, M. Michel, en tant que député de Portneuf (Document n° 363), 509.

Paré, M. Roger, en tant que député de Shefford (Document n° 1332), 1466.

Rémillard, M. Gil, en tant que député de Jean-Talon (Document n° 1337), 1466.

St-Roch, M. Jean-Guy, du caucus du Parti Libéral (Document n° 354), 468.

DISCOURS D'OUVERTURE DE LA SESSION

Discours prononcé par le Premier ministre, 13. Débat, 20, 23, 31, 40, 47, 49, 53, 55, 60, 65, 69. Motions de censure proposées, 20, 23, 47, 50, 62, 67. Débat terminé; votes reportés, 71. Motions de censure rejetées (Votes n^{os} 3-9), 75-84.

DISCOURS SUR LE BUDGET

Voir BUDGET

DOCUMENTS DE LA SESSION

Voir INDEX DES DOCUMENTS (p. 1555)

ÉLECTIONS COMPLÉMENTAIRES

M. Bernard Brodeur élu dans la circonscription électorale de Shefford, 1467.
M. Marcel Landry élu dans la circonscription électorale de Bonaventure, 1467.
M. Roger Bertrand élu dans la circonscription électorale de Portneuf, 1149.
M. Serge Ménard élu dans la circonscription électorale de Laval-des-Rapides, 1467.

HOMMAGE RENDU À DES DÉPUTÉS

Cérémonie à l'occasion du 20^e anniversaire de vie parlementaire du député de Mont-Royal et ministre des Affaires internationales, M. John Ciaccia, et du député de Maskinongé et ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, M. Yvon Picotte, 1215.

HORAIRE

Voir CALENDRIER ET HORAIRE DES SÉANCES DE L'ASSEMBLÉE

INTERPELLATIONS

Avenir de la région de Montréal, 1265. Dérogation à l'article 298; date modifiée, 1272, 1296.
Avenir des régions, 788.
Contrebande et commerce illégal, 1205.
Contrebande et commerce illégal du tabac, 733.
Constitution, négociations, 197.
Enseignement professionnel pour les jeunes et les adultes. Dérogation à l'article 188 du Règlement; autre interpellation annoncée (ordre), 35.
Hôtel-Dieu de Montréal. Dérogation aux articles 296 et 298 du Règlement, 732.
Autre interpellation annoncée, 733. Avis donné à nouveau, 759.
Industrie de l'assurance. Dérogation aux articles 297 et 298 du Règlement, 19.
Industrie du spectacle et des arts de la scène. Dérogation à l'article 188 du Règlement (ordre), 35.
Ministère des Transports, réorganisation administrative, 911.
Montréal, situation, 176.
Négociations du GATT et agriculture, 60.
Politique de gestion des déchets solides, 889.
Primes perçues par la Société de l'assurance automobile, utilisation, 147.
Processus d'évaluation des impacts environnementaux au Québec. Dérogation à l'article 296, 1174. Date modifiée, 1181. Interpellation tenue en commission plénière (dérogation à l'article 298), 1206.
Réforme de l'enseignement primaire et secondaire, 1232.
Relations Québec-Ottawa, 1507.

Situation budgétaire du réseau de la santé, 1295.

Situation des jeunes au Québec, 937. Dérogation aux articles 298 et 299 du Règlement (interpellation reportée), 954.

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE

Annnonce des montants alloués à la programmation 1994-1995 du ministère des Transports avant l'adoption des crédits. Question soulevée par le député de Lévis, 1489. Question jugée irrecevable, 1509.

Annnonce en conférence de presse de mesures par le ministre de la Santé et des Services sociaux. Question soulevée par le leader de l'Opposition, 153. Question jugée irrecevable, 175. (Voir *Journal des débats*, p. 744, 863)

Convocation d'urgence de l'Assemblée en séance extraordinaire pour modifier la loi 150. Question soulevée par le leader de l'Opposition et jugée irrecevable, 457. (Voir *Journal des débats*, p. 3044-3045)

Déclaration du ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie relativement au projet de loi 59. Question soulevée par le leader de l'Opposition et jugée irrecevable, 540. (Voir *Journal des débats*, p. 3892-3894)

Diffusion d'un document par le ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor, relatif au financement des services publics. Question soulevée par le député de Labelle et jugée irrecevable, 891, 909. (Voir *Journal des débats*, p. 6373-6375)

Événement survenu à l'extérieur de l'Assemblée. Question soulevée par le leader de l'Opposition avant la lecture du discours sur le budget et jugée irrecevable, 179. (Voir *Journal des débats*, p. 882)

Événement survenu au bureau de comté du député, attaque à sa personne et menaces à son endroit. Question soulevée par le député de Saint-Maurice, 1313. Question de règlement soulevée par le leader de l'opposition officielle concernant son inscription au *Feuilleton et préavis*, 1361. Décision de la Présidence, 1365. Question de règlement soulevée par le leader de l'opposition concernant la possibilité de tenir le débat sur la motion inscrite par le député de Saint-Maurice, malgré l'article 35(3^e) du règlement; décision de la Présidence, 1366-1367.

Événement survenu au bureau de comté du député, menaces à son endroit, attaque à des membres de son personnel. Question soulevée par le député de Saguenay, 1327. Question de règlement soulevée par le leader de l'opposition officielle concernant son inscription au *Feuilleton et préavis*, 1361. Décision de la Présidence, 1365.

Mesures annoncées par la Régie de l'assurance maladie et le ministre de la Santé et des Services sociaux. Question soulevée par le leader de l'Opposition, 182. Volet concernant la RAMQ jugé recevable, 185. Document n° 177 déposé; motion retirée du *Feuilleton*, 204. (Voir *Journal des débats*, p. 1101, 1131)

Omission de certains ministères et organismes publics de faire rapport de leurs activités à l'Assemblée dans le délai imparti par leurs lois constitutives. Question soulevée par le leader de l'Opposition, 713. Question jugée recevable; intervention du leader de l'Opposition; motions annoncées, 733. (Voir *Journal des débats*, p. 5292-5294)

Participation du Premier ministre à des négociations constitutionnelles ayant conduit à la conclusion d'une entente le 22 août 1992. Question soulevée par le leader de l'Opposition et jugée irrecevable, 457. (Voir *Journal des débats*, p. 3044-3045)

Propos énoncés par le Premier ministre. Question de droit ou de privilège soulevée par le leader de l'Opposition; question jugée irrecevable, mais donnant ouverture à une question de fait personnel; dérogation à l'article 71 du Règlement pour permettre au leader de l'Opposition de s'expliquer sur le fait personnel le concernant, 526. (Voir *Journal des débats*, p. 3816-3817)

Protecteur du citoyen ridiculisé par le ministre des Transports. Question soulevée par le leader de l'Opposition, 1046. Question jugée irrecevable, 1050. (Voir *Journal des débats*, p. 7573-7574)

Requête en jugement déclaratoire relative à la *Loi sur la consultation populaire*. Question soulevée par le leader de l'Opposition, 227. Question jugée irrecevable, 242. (Voir *Journal des débats*, p. 1438, 1492)

INTERVENTIONS PORTANT SUR UN FAIT PERSONNEL

Citation d'une phrase hors contexte par le ministre délégué aux Transports. Question soulevée par le député de Drummond; intervention du député; document n° 788 déposé, 865. (Voir *Journal des débats*, p. 6153-6155)

Inexactitude de propos attribués au chef de l'Opposition par le ministre de la Sécurité publique. Question soulevée par le chef de l'Opposition; intervention du chef de l'Opposition, 767. (Voir *Journal des débats*, p. 5506-5507)

Insinuations contenues dans un article de journal relatives à un prétendu lien entre l'octroi d'une subvention gouvernementale et une contribution à la caisse électorale du Parti. Question soulevée par le député de La Peltre; intervention du député, 1314. (Voir *Journal des débats*, p. 8939-8940)

Propos énoncés par le Premier ministre. Question de droit ou de privilège soulevée par le leader de l'Opposition; question jugée irrecevable, mais donnant ouverture à une question de fait personnel; dérogation à l'article 71 du Règlement pour permettre au leader de l'Opposition de s'expliquer sur le fait personnel le concernant, 526. (Voir *Journal des débats*, p. 3816-3817)

LEADER DU GOUVERNEMENT ET LEADERS ADJOINTS

- M. Jean-Pierre Bélisle et M. Roger Lefebvre nommés leaders adjoints du gouvernement (Document n° 1330), 1465.
- M. Lawrence Cannon nommé leader adjoint du gouvernement (Document n° 1150), 1279.
- M. Pierre Paradis nommé leader du gouvernement (Documents n°s 364, 1329), 509, 1465.
- M. Réjean Doyon nommé leader adjoint du gouvernement (Document n° 1372), 1499.

MOMENT DE RECUEILLEMENT

- À l'occasion du décès de M. Gérard D. Levesque, député de Bonaventure et ministre des Finances, 1285.

MOTIONS D'AJOURNEMENT DE L'ASSEMBLÉE

- Motion proposée par le leader de l'Opposition; question prise en délibéré; motion jugée irrecevable, 267.

MOTIONS D'AJOURNEMENT DU DÉBAT

- Débat sur le discours d'ouverture de la session : motion rendue caduque par suite de l'ajournement de l'Assemblée, 31.
- Projet de loi 9 (assurance-maladie). Débat sur le rapport : motion de retrait proposée; motion de retrait de la motion de retrait jugée irrecevable; motion de retrait rejetée (Vote n° 44); motion d'ajournement rejetée (Vote n° 45), 375-377.
- Projet de loi 16 (Caisse de dépôt et placement). Débat sur l'adoption du principe : motion adoptée (Vote n° 26), 266.
- Projet de loi 21 (normes du travail). Débat sur la motion de report : motion rejetée (Vote n° 30), 300. Débat sur la motion de clôture : motion rejetée (Vote n° 40), 328.
- Projet de loi 35 (santé et sécurité du travail). Débat sur la motion de report : motion rejetée (Vote n° 22), 244. Débat sur l'adoption du principe : motion rejetée (Vote n° 24), 245.
- Projet de loi 42 (Code de procédure pénale). Débat sur l'adoption : motion adoptée, 697.
- Projet de loi 46 (Société de l'assurance automobile du Québec). Débat sur l'adoption : motion rejetée (Vote n° 103), 644-646.

Projet de loi 86 (Charte de la langue française). Débat sur la motion de scission : motion rejetée (Vote n° 153), 1018. Débat sur l'adoption du principe : motion rejetée (Vote n° 155), 1020.
Projet de loi 102 (conditions de travail secteur public et secteur municipal). Débat sur l'adoption du principe : motion adoptée; ordre, 1006.
Projet de loi 108 (forêts). Débat sur l'adoption : motion rejetée, 1390.

MOTIONS DE CENSURE (Art. 304 du Règlement)

Collaboration entre le défunt Centre d'analyse et de documentation (CAD) et les autorités fédérales. Débat, 93. Document n° 35 déposé; motion rejetée (Vote n° 12), 97-99.
Échec des politiques budgétaires et économiques du gouvernement libéral. Débat; motion rejetée (Vote n° 202), 1508-1510.
Incapacité du gouvernement libéral à contrer les phénomènes de la contrebande du tabac, du commerce illégal et de l'économie au noir. Débat; motion rejetée (Vote n° 184), 1321-1323.
Mesures choisies par le gouvernement libéral dans les crédits proposés pour l'année 1993-1994. Débat; motion rejetée (Vote n° 121), 824-826.
Négligence du gouvernement libéral à l'égard de l'économie. Débat; vote reporté, 538-540. Motion rejetée (Vote n° 90), 544-545.
Taxation rétroactive, anémie en matière de relance économique et atteintes des principes fondamentaux de la Charte de la langue française. Ordre; débat; motion rejetée (Vote n° 169), 1129-1131.

Note : Les autres motions de censure apparaissent aux rubriques suivantes : BUDGET et DISCOURS D'OUVERTURE DE LA SESSION

MOTIONS DE CLÔTURE

Projet de loi 9 (assurance-maladie). Réunion des leaders, 330. Aucun accord conclu; motion proposée, 331. Débat; motion adoptée (Vote n° 43), 344. Rapport de la CAS déposé (Document n° 261), 350.
Projet de loi 21 (normes du travail). Réunion des leaders, 318. Aucun accord conclu; motion proposée, 318. Débat; motion d'ajournement du débat rejetée (Vote n° 40); débat ajourné, 327-329. Motion adoptée (Vote n° 41), 330, 332. Rapport de la CAS déposé (Document n° 244), 336.
Projet de loi 35 (santé et sécurité du travail). Réunion des leaders, 273. Aucun accord conclu; motion proposée, 274. Débat; motion adoptée (Vote n° 29), 289, 290. Rapport de la CET déposé (Document n° 216), 294.

Projet de loi 408 (Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre).
Motion de suspension des règles mettant fin aux travaux de la CAS; question
de règlement; motion adoptée (Vote n° 55), 406. Rapport déposé (Document
n° 308), 407.

MOTIONS DE MISE AUX VOIX IMMÉDIATE

Adoption du principe du projet de loi 109, Loi abrogeant la Loi sur l'Institut
québécois de recherche sur la culture et concernant la poursuite des activités
de l'Institut. Motion adoptée (Vote n° 175), 1243.

MOTIONS DE RÉINSCRIPTION AU FEUILLETON

Réinscription de projets de loi au stade où ils se trouvaient à la clôture de la
1^{re} session, 17, 45.

MOTIONS DE REPORT

Projet de loi 21 (normes du travail), 299. Motion rejetée (Vote n° 31), 301.
Projet de loi 35 (santé et sécurité du travail), 243. Motion rejetée (Vote n° 23),
244.
Projet de loi 57 (voirie), 594. Motion rejetée (Vote n° 98), 595.
Projet de loi 59 (heures et jours d'admission dans les établissements
commerciaux), 580. Motion rejetée (Vote n° 96), 581.
Projet de loi 86 (Charte de la langue française), 1014. Motion rejetée (Vote
n° 152), 1015.
Projet de loi 102 (conditions de travail secteur public et secteur municipal),
1006. Motion rejetée (maj.), 1006.

MOTIONS DE RETRAIT

Motion d'ajournement du débat. Motion rejetée (Vote n° 44), 377.
Motion de retrait. Motion jugée irrecevable, 376.
Motion mettant en question la conduite de la Régie de l'assurance-maladie
retirée du *Feuilleton*, 204.

MOTIONS DE SCISSION

Projet de loi 21 (normes du travail), 286. Motion rejetée (Vote n° 28), 288.
Projet de loi 55 (fiscalité municipale), 566. Motion rejetée (Vote n° 92), 567.
Projet de loi 86 (Charte de la langue française), 1016. Motion rejetée (Vote
n° 154), 1019.

MOTIONS DE SUSPENSION DES RÈGLES DE PROCÉDURE

Mercredi 25 mars 1992 : Adoption des crédits provisoires, 26. Motion adoptée (Vote n° 1), 29.

Lundi 22 juin 1992 : Adoption de projets de loi. Recevabilité d'un alinéa soulevée; motion adoptée (Vote n° 55), 400-407.

Jeudi 3 septembre 1992 : Adoption du projet de loi 44, Loi modifiant la Loi sur le processus de détermination de l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Recevabilité de la motion soulevée; décision; motion adoptée (Vote n° 82), 458-463.

Jeudi 17 décembre 1992 : Adoption de projets de loi. Recevabilité de la motion soulevée; document n° 573 déposé; décision; motion adoptée (Vote n° 107), 661-667.

Mercredi 16 juin 1993 : Adoption du projet de loi 102, Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public et le secteur municipal. Recevabilité de la motion soulevée; décision; motion adoptée (Vote n° 161), 1085-1089.

Jeudi 17 juin 1993 : Adoption du projet de loi 86, Loi modifiant la Charte de la langue française. Recevabilité de la motion soulevée; décision; débat; document n° 920 déposé; motion adoptée (Vote n° 164), 1100-1105.

Jeudi 9 décembre 1993 : Adoption du projet de loi 130, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et d'autres dispositions législatives. Débat; documents n°s 1277 et 1278 déposés; motion adoptée (Vote n° 186), 1379-1383.

Lundi 13 décembre 1993 : Adoption du projet de loi 158, Loi concernant l'industrie de la construction. Motion adoptée (Vote n° 191), 1407-1411.

Mardi 14 décembre 1993 : Adoption du projet de loi 142, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives. Recevabilité de la motion soulevée; décision; motion adoptée (Vote n° 195), 1425-1430.

MOTIONS DU GOUVERNEMENT (avec préavis au *Feuilleton*)

Mandats confiés :

À la Commission du budget et de l'administration pour consultation générale sur le financement des services publics au Québec; motion proposée; débat; adoptée, 555-556.

- À la Commission de l'économie et du travail pour modifications à apporter au décret de la construction. Motion proposée; débat; motion adoptée, 867.
- À la Commission de l'économie et du travail pour modifications à apporter au décret de la construction. Motion proposée; recevabilité de la motion soulevée; décision; motion déclarée recevable; débat; motion adoptée, 1048-1051.
- À la Commission des institutions pour consultation générale sur l'Accord de libre-échange nord-américain; motion proposée; débat; motion adoptée (Vote n° 108), 685-687.

MOTIONS DU GOUVERNEMENT (sans préavis au *Feuilleton*)

Mandats confiés :

- À la Commission des affaires sociales pour consultation générale sur les thérapies alternatives; motion proposée; débat; adoptée, 684-685.
- À la Commission du budget et de l'administration pour consultation générale sur le document relatif au secteur financier du Québec; motion adoptée, 730.
- À la Commission de la culture pour consultation générale sur le projet de loi 68 (protection des renseignements personnels dans le secteur privé); motion adoptée, 635.
- À la Commission de la culture pour consultation générale sur le rapport de la Commission d'accès à l'information sur la mise en oeuvre de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*; motion adoptée, 1251. Date reportée, 1356.
- À la Commission de la culture pour consultations particulières sur le projet de loi 86 (Charte de la langue française); motion proposée; débat; motion adoptée (Vote n° 124), 882-887.
- À la Commission de la culture pour consultations particulières sur le projet de loi 135 (Conservatoire de musique et d'art dramatique); motion adoptée, 1348-1349.
- À la Commission de l'économie et du travail pour consultation générale sur la proposition de plan de développement 1993-1995 d'Hydro-Québec; motion adoptée, 510.
- À la Commission de l'économie et du travail pour consultations particulières sur le projet de loi 74 (Code du travail et ministère du Travail); motion adoptée, 690.
- À la Commission de l'économie et du travail pour consultations particulières sur le projet de loi 142 (relations du travail dans l'industrie de la construction); motion adoptée, 1315-1317.
- À la Commission de l'économie et du travail pour consultations particulières sur le projet de loi 116 (Code du travail); motion adoptée, 1474-1475.

- À la Commission de l'économie et du travail pour examen du rapport général de suivi de l'engagement de performance 1993-1995 d'Hydro-Québec et des rapports sur l'efficacité énergétique, les pratiques commerciales et l'équilibre énergétique; motion adoptée, 1502-1504.
- À la Commission de l'éducation pour consultation générale sur le Code des professions; motion adoptée, 636.
- À la Commission de l'éducation pour consultation générale sur l'enseignement collégial; motion adoptée, 277.
- À la Commission de l'éducation pour consultation générale sur le projet de loi 82 (collèges d'enseignement général et professionnel); motion adoptée, 819.
- À la Commission des institutions pour consultation générale sur le document relatif à l'aide juridique au Québec; motion adoptée, 1119.
- À la Commission des institutions pour consultations particulières sur le projet de loi 84 (Régie des alcools, des courses et des jeux); motion adoptée, 968.
- À la Commission des institutions pour étude des prévisions budgétaires du Directeur général des élections et de la Commission de la représentation électorale; motions adoptées, 327, 1047.
- Au Directeur général des élections (liste électorale permanente); document de travail déposé (Document n° 203), 254, 256.

Motions en vertu de la *Loi sur la consultation populaire* :

- Ajournant l'Assemblée à une date ultérieure à celle prévue au Règlement; présentée; adoptée, 507.
- Ajustant le montant de la subvention versée à chacun des comités nationaux (It-g.); présentée; adoptée, 631.
- Fixant le montant de la subvention versée à chacun des comités nationaux (It-g.); présentée; adoptée, 507.
- Proposant la question devant faire l'objet d'une consultation populaire; présentée; règles particulières au débat de 35 heures énoncées; débat; amend. du député de D'Arcy-McGee proposé, 481-486. Débat sur motion principale et amend., 486-490, 493, 496-500, 503. Dérogations à l'ordre adopté, 486, 488, 490, 498. Modifications à l'ordre adopté, 503. Amend. rejeté (Vote n° 86), 503-505. Motion adoptée (Vote n° 87), 505-507.

Voir aussi **MOTIONS SANS PRÉAVIS**

MOTIONS EN VERTU DE LA LOI SUR LA CONSULTATION POPULAIRE

Voir **MOTIONS DU GOUVERNEMENT** (sans préavis au *Feuilleton*)

MOTIONS METTANT EN CAUSE LA CONDUITE D'UNE PERSONNE AUTRE QU'UN DÉPUTÉ

Intervention du leader de l'Opposition officielle; motions annoncées, 733. Caducité des motions inscrites soulevée; décision; motions déclarées régulières; rappel au Règlement; décision, 761-763. Ordre (déroulement des travaux); intervention du leader de l'Opposition; poursuite du débat en commission pl.; document n° 697 déposé; débat en commission pl. non complété, 768-772. Poursuite du débat en commission pl.; documents n°s 698, 699, 700, 701 et 702 déposés; motion du leader de l'Opposition proposée; débat; rapport à l'Assemblée; travaux de la commission pl. complétés; vote reporté sur rapport et motion, 775-777. Rapport de la commission pl. et motion du leader de l'Opposition adoptés (Vote n° 115), 781.

Motion retirée du *Feuilleton*, 204.

MOTIONS METTANT EN CAUSE LA CONDUITE D'UN MEMBRE DU PARLEMENT

Intervention du leader de l'Opposition officielle; motions annoncées, 733. Appel de l'article 1 du *Feuilleton*; caducité des motions inscrites soulevée; décision; motions déclarées régulières; rappel au Règlement; décision; absence du ministre interpellé soulevée; appel de l'article 2 du *Feuilleton*; rappel au Règlement, 761-764. Décision; dérogation à l'article 20 du Règlement; ordre (déroulement des travaux); intervention du leader de l'Opposition; poursuite du débat en commission pl.; document n° 697 déposé; débat en commission pl. non complété, 768-772. Poursuite du débat en commission pl.; documents n°s 698, 699, 700, 701 et 702 déposés; motion du leader de l'Opposition proposée; débat; rapport à l'Assemblée; travaux de la commission pl. complétés; vote reporté sur rapport et motion, 775-777. Rapport de la commission pl. et motion du leader de l'Opposition adoptés (Vote n° 115), 781.

MOTIONS SANS PRÉAVIS (Art. 84(2) du Règlement)

ADISQ, félicitations aux lauréats du gala, 1159.

Année internationale de la famille, invitation à la population québécoise à participer pleinement aux activités. Motion adoptée (Vote n° 189), 1395.

Année internationale des populations autochtones, 1128, 1378.

Armistice, 75^e anniversaire, 1264.

Balladur, M. Édouard, félicitations au nouveau premier ministre de la République française et remerciements à M. Pierre Bérégovoy. Motion adoptée (Vote n° 119), 813.

Bataille de Vimy, 75^e anniversaire, 117.

Bérégovoy, M. Pierre :

Félicitations au nouveau premier ministre de la République française, 59.

Hommage à la mémoire de l'ex-premier ministre de France et condoléances à sa famille, 874.

Remerciements pour sa contribution au développement des relations franco-québécoises. Motion adoptée (Vote n° 119), 813.

Bérubé, M. Yves, condoléances, 1364.

Boothroyd, Mme Betty, félicitations pour son élection au poste de Speaker de la Chambre des communes du Royaume-Uni (motion conjointe), 123.

Bosnie-Herzégovine, solidarité exprimée, 1182.

Brind'Amour, Mme Yvette, hommage rendu et condoléances, 64.

Clôture de la session, maintien des convocations des commissions, 1506, 1510.

CLSC (Centres locaux de services communautaires), 20^e anniversaire, 64.

Composition des commissions parlementaires, 1158, 1180-1181, 1502, 1504-1505.

Conseil du statut de la femme, 20^e anniversaire, 1174.

Côté, M. Gérard, condoléances, 1070.

Cresson, Mme Édith, remerciements exprimés, 59.

D'Arcy-McGee, M. Thomas, 125^e anniversaire de son décès, 835.

De Klerk, M. Frederik, félicitations à la population d'Afrique du Sud pour l'appui accordé à son président, 52.

Dextraze, général Jacques, condoléances, 911.

Élections tenues dans certaines municipalités, félicitations aux candidats et candidates élus, 1240.

Fête nationale des Portugais, ordre (débat reporté à une séance ultérieure), 1039. Débat, 1047.

Fête nationale des Québécois. Motion adoptée (Vote n° 81), 448.

Fondation de Montréal, 350^e anniversaire, 191.

Francophonie, lancement du document de réflexion «La francophonie canadienne... un espace à reconnaître», 858.

Fréchette, Mme Sylvie, félicitations pour sa médaille d'or olympique, 1453.

Frum, Mme Barbara, décès, 45.

Génocide arménien, 124, 854.

Grégoire, cardinal Paul, condoléances, 1208.

Hommage à des athlètes québécois ayant excellé sur la scène internationale, 741.

Hommage à la communauté irlandaise, anniversaire, 751.

Hommage à Mme Nathalie Lambert et à M. Marc Gagnon, prestations aux championnats du monde de patinage de vitesse sur courté piste. Débat; vote reporté, 814. Motion adoptée (Vote n° 120), 821.

Hommage aux députés de Mont-Royal et de Maskinongé à l'occasion de leur vingtième anniversaire de vie politique, 1215.

Immigration ukrainienne, 100^e anniversaire. Motion proposée; amend. jugé irrecevable; motion adoptée, 351, 352.

Jeux olympiques d'hiver de 1994, félicitations aux athlètes et autre personnel qui ont représenté le Canada, 1476.

Jeux olympiques d'hiver de 2002, sélection de la ville de Québec comme candidate canadienne, 587.

Jour national des peuples autochtones, 1128.
 Journée de la terre, 123, 854.
 Journée internationale de la liberté de presse, 874.
 Journée internationale des femmes, 715, 1477, 1481.
 Journée internationale des personnes handicapées, 1349.
 Journée internationale des travailleuses et des travailleurs, 132, 874.
 Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale. Motion adoptée (Vote n° 114), 757.
 Journée mondiale de la santé, 64.
 Journée mondiale du sida, 546, 1328.
 Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes, 571, 1356.
 Larivière, Mlle Virginie, encouragements dans sa démarche afin d'éliminer à la télévision les émissions contenant des scènes de violence gratuite, 496.
 Lussier, M. Doris, condoléances, 1209.
 Maison du Nunavik, bienvenue aux Inuit en visite à l'occasion de l'inauguration de la maison du Nunavik par la Société Makivik, 1182.
 Mois de l'environnement, 136, document n° 797 déposé, 880.
 Mont McKinley (Alaska), condoléances aux familles de MM. Simon Proulx, Christian Proulx, Alain Potvin et Maurice Grandchamp, 264.
 Opération Nez rouge, lancement de la 10^e édition, 1264.
 Patriotes de 1837-1838, Journée, 572, 1294.
 Projet de loi 116, auteur substitué, 1473.
 Projet de loi 134, auteur substitué, 1319.
 Projet de loi 141, auteur substitué, 562.
 Projets de loi 264, 268 et 271, auteurs substitués, 1483.
 Rioux, M. Marcel, décès, 696.
 Saint-André, fête soulignée, 1319.
 Saint-Hyacinthe, félicitations pour son accréditation de technopole agro-alimentaire par le Club international des technopoles, 1271.
 Saintonge, M. Jean-Pierre, félicitations pour son élection à titre de président de AIPLF, 1264.
 Secrétariat aux affaires autochtones, 15^e anniversaire, 1378.
 Semaine de la conservation de la faune, 88, 849.
 Semaine de l'action bénévole, 116.
 Semaine de la police, 148, 910.
 Semaine de l'arbre et des forêts, 132, 863.
 Semaine de la santé mentale, 140.
 Semaine de la santé et de la sécurité au travail, 1159.
 Semaine des garderies, 162, 911.
 Semaine des guides et scouts du Québec, 1501.
 Semaine du don d'organes, 104, 843.
 Semaine du français au travail, 767.
 Semaine interculturelle nationale, 59.
 Semaine minière, 270, 858.
 Semaine nationale des consommateurs, 128, 859.

Semaine nationale du tourisme, 155, document n° 802 déposé, 893.

Semaine pour l'intégration des personnes handicapées, 256, 969.

Semaine québécoise de la prévention de la criminalité, 1209.

Semaine québécoise de prévention de la toxicomanie, 1282.

Université Concordia, décès de trois professeurs lors d'une fusillade, 492.

Université du Québec, 25^e anniversaire, 1445.

Villeneuve, père Ubald, félicitations au candidat québécois pour le prix d'excellence du Centre canadien de lutte contre l'alcoolisme et les autres toxicomanies, 1270.

Von Hayek, Friedrich (prix Nobel 1974), décès souligné, 104.

Motions non débattues faute de consentement, 148 (M. Libman); 183 (Mme Harel); 352 (M. Garon); 449 (M. Lazure); 516 (Mme Dupuis) et (M. Garon); 562 (Mme Dupuis) et (M. Libman); 682 (M. Parizeau) et (M. Paradis, Brome-Missisquoi); 695 (M. Parizeau); 696 (M. Chevrette); 731 (Mme Juneau); 1182 (M. Chevrette); 1192 (M. Ryan).

NOMINATIONS PAR RÉSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE

Commission d'accès à l'information

Mme Laurie A. Miller nommée membre; document n° 572 déposé (Vote n° 106), 657-658.

Commission de la fonction publique

M^e Hélène Roy-Lemieux nommée membre (Vote n° 168), 1127.

M^e Jean-Paul Roberge nommé de nouveau membre (Vote n° 167), 1126.

MM. Marc Boisvert, François Fortier, André Ladouceur et Jean-Guy Ménard nommés commissaires suppléants (Vote n° 25), 253.

M. Michel Paquet nommé membre et président (Vote n° 166), 1124.

PRÉSIDENT DU CAUCUS DU GOUVERNEMENT

M. Robert Thérien nommé président du caucus du gouvernement (Document n° 1330), 1465.

PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET VICE-PRÉSIDENTS, ÉLECTION

M. Michel Tremblay (vice-président), 1468.

PROJETS DE LOI

Voir INDEX DES PROJETS DE LOI (p. 1639)

QUESTIONS DE PRIVILÈGE

Voir INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE
VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE

QUESTIONS ÉCRITES ET RÉPONSES

Affaires culturelles :

Aide financière accordée par le ministère à des organismes ou à des projets culturels. Réponse, 779. (Document n° 707)

Financement par le ministère de projets d'intervention culturelle en collaboration avec les municipalités. Réponse, 779. (Document n° 706)

Bureau de révision de l'évaluation foncière :

Contestations initiées par le gouvernement du Québec auprès du-. Réponse, 680. (Document n° 600)

Centre de détention à Rivière-du-Loup :

Construction d'un nouveau-. Réponse, 590. (Document n° 489)

Centre de ski du Pin Rouge :

Ministère de l'Environnement et l'aménagement du-. Réponse, 680. (Document n° 601)

Clubs privés :

Cotisations payées par des ministères ou organismes. Réponses, 525, 681. (Documents n°s 412, 603)

Droits et permis, revenus perçus par les ministères et organismes sous leur autorité :

Communications. Réponse, 679. (Document n° 594)

Condition féminine, ministre déléguée à la-. Réponse, 680. (Document n° 597)

Environnement. Réponse, 679. (Document n° 595)

Finances. Réponse, 680. (Document n° 599)

Forêts. Réponse, 680. (Document n° 598)

Industrie, Commerce et Technologie. Réponse, 1121. (Document n° 954)

Main-d'oeuvre, Sécurité du revenu et Formation professionnelle. Réponse, 681. (Document n° 602)

Tourisme. Réponse, 828. (Document n° 754)

Transports. Réponse, 680. (Document n° 601)

Famille :

Programmes d'aide à la-. Réponse, 965. (Document n° 851)

Institut de police :

Taux d'échec chez les étudiants admis à l'-. Réponse, 779. (Document n° 710)

Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec :

Frais de déplacement du directeur général de 1988 à 1992. Réponse, 525.
(Document n° 413)

Programme d'aide à la promotion des exportations (APEX) :

Entreprises dont la demande d'adhésion a été refusée en 1991-1992. Réponse, 680. (Document n° 596)

Programme d'exonération et d'aide financière pour enfants en service de garde :

Gestion par le ministère de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle du-. Réponse, 681. (Document n° 602)

Programme fédéral de lutte à la drogue :

Son application au Québec. Réponse, 1441. (Document n° 1309)

Récupération des surplus des fonds spéciaux :

Mesure annoncée lors du discours du budget 1992-1993 relativement à la-. Réponse, 805. (Document n° 737)

Régie du logement :

Plaintes de harcèlement portées en vertu de la *Loi sur la-*. Réponse, 722.
(Document n° 650)

Santé et Services sociaux :

Changements de personnel effectués à la suite de la réforme de la-. Réponse, 847. (Document n° 764)

Crédits octroyés aux secteurs prioritaires du programme «soutien des organismes bénévoles» du ministère de la-. Réponse, 1121. (Document n° 955)

Déplacements par ambulance des citoyens en provenance du CLSC Lac-Etchemin vers les centres hospitaliers Saint-Georges-de-Beauce et de Beauceville. Réponse, 848. (Document n° 765)

Subsides accordés en 1992 aux comités des usagers des institutions de la grande région de Montréal. Réponse, 1165. (Document n° 1019)

Subsides accordés en 1993 aux comités des usagers des institutions de la grande région de Montréal. Réponse, 1165. (Document n° 1020)

Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes :

Contrats et honoraires accordés pour l'étude ou l'analyse de propositions constitutionnelles. Réponse, 779. (Document n° 708)

Versement d'honoraires supplémentaires à M^{re} André G. Tremblay. Réponse, 779. (Document n° 709)

Société d'habitation du Québec :

Contribution du gouvernement fédéral au budget de fonctionnement de la-. Réponse, 722. (Document n° 649)

Société immobilière du Québec :

Entente entre la-, et la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec. Réponse, 1423. (Document n° 1300)

RÉFÉRENDUM

Voir MOTIONS DU GOUVERNEMENT (sans préavis au *Feuilleton*)

RÈGLES DE PROCÉDURE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Modifications provisoires reconduites, 110-115.

RÉVOCATIONS

Adoption du projet de loi 15, 442.

Adoption du projet de loi 99, 1075.

Ordre de renvoi du projet de loi 28 à la CBA pour étude détaillée; motion de renvoi à la CET adoptée, 298-299.

Ordre de renvoi du projet de loi 73 à la CAN pour étude détaillée; motion de renvoi en commission pl. adoptée, 1074.

SANCTIONS DE PROJETS DE LOI

P. 41, 92, 180, 217, 358, 449, 476, 623, 693, 704, 727, 753, 791, 809, 845, 1012, 1077, 1111, 1145, 1235, 1276, 1344, 1418-1419, 1439, 1479-1480, 1511.

SÉANCES EXTRAORDINAIRES

Jeudi 3, vendredi 4 et mardi 8 septembre 1992 : Lettre de convocation du Premier ministre déposée (Document n° 319), 453. Ordre, 458-461.

Mercredi 9, jeudi 10, vendredi 11, mardi 15 et mercredi 16 septembre 1992 : Lettre de convocation du Premier ministre déposée (Document n° 357), 477. Lecture du texte de l'entente; entente déposée (Document n° 358); ordre, 478-481.

VOTES PAR APPEL NOMINAL (202 votes)

P. 29, 39, 98, 212, 231-239, 244, 245, 253, 266, 288, 290, 300-302, 309-313, 328, 331, 341, 344, 376-380, 399, 406-440, 448, 463-464, 475, 504, 506, 530, 567, 574-575, 581-582, 595, 602-603, 645, 658, 666, 686-687, 692, 697, 699, 726, 757, 784, 785, 813, 825, 830, 881, 887, 902, 906, 928, 939, 981-1005, 1010, 1015, 1018-1020, 1062, 1088, 1091, 1092, 1105, 1107, 1124, 1126, 1127, 1130, 1243-1244, 1253, 1258, 1303, 1323, 1383, 1385, 1395, 1411, 1413-1416, 1430, 1433, 1461, 1463, 1494-1496, 1510. (154 votes)

Votes reportés, 75, 76, 78-87, 221, 284, 323, 325, 389-392, 397, 472, 535, 545, 553, 570, 599, 641, 655-656, 782, 812, 822, 967, 977, 1030, 1067-1069, 1201-1204, 1229-1231, 1293, 1314, 1317-1318, 1347, 1394, 1406. (48 votes)

WHIP EN CHEF DU GOUVERNEMENT ET WHIPS ADJOINTS

Mme Nicole Loisel nommée whip adjointe(Document n° 1366), 1488.

M. Norman MacMillan nommé whip adjoint (Document n° 1330), 1465.

M. Réal Gauvin nommé whip adjoint (Documents n^{os} 988, 1330), 1152, 1465.

M. Yvon Vallières nommé whip en chef du gouvernement (Document n° 1330), 1465.

INDEX DES DOCUMENTS

2^e session — 34^e législature

- A -

Accès à l'égalité de la fonction publique du Québec pour les membres des communautés culturelles 1990-1994 :

Rapport d'étape 1990-1992 du programme d'-. Déposé, 899. (Document n° 803)

Accès à l'égalité pour les femmes de la fonction publique :

Rapport d'évaluation sur le programme pour la période 1987-1990. Déposé, 348. (Document n° 249)

Accès à l'information :

Ententes d'échange de renseignements :

Entre le MMSRFP et la CSST accompagnée de l'avis favorable de la Commission d'accès à l'information. Déposé, 804. (Document n° 733)

Entre la RAMQ et le directeur de la protection de la jeunesse d'un centre de protection de l'enfance et de la jeunesse accompagnée de l'avis favorable de la Commission d'accès à l'information. Déposé, 1045. (Document n° 881)

Entre la RAMQ et le MMSRFP (1) et entre la RRQ et la RAMQ (2). Déposé, 1404. (Document n° 1286)

Entre la RRQ et le MMSRFP (2) accompagnées des avis favorables de la Commission d'accès à l'information. Déposé, 363. (Document n° 272)

Entre la SAAQ et la RRQ. Déposé, 678. (Document n° 590)

Protocole d'accès et d'utilisation de renseignements entre la RRQ et la Commission de la construction accompagné d'un avis favorable de la Commission d'accès à l'information. Déposé, 315. (Document n° 225)

Accord de libre-échange nord-américain :

Document intitulé : *La libéralisation des échanges commerciaux entre le Canada, les États-Unis et le Mexique : Les enjeux dans une perspective québécoise*. Déposé, 526. (Document n° 414)

Parties I, II et III du texte de l'-. Déposé, 652. (Document n° 559)

Ad Lib Inc. :

Deux documents de la Banque de Montréal et carnet de commandes de la firme. Déposé, 144. (Document n° 113)

Trois lettres de la SDI concernant un prêt participatif. Déposé, 139. (Document n° 108)

Administrateurs agréés, Corporation professionnelle :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 511. (Document n° 375)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1177. (Document n° 1044)

Administration et Fonction publique, ministre délégué :

Lettre du ministre au député de Labelle concernant le déménagement de son bureau dans la-. Déposé, 1325. (Document n° 1207)

Affaires culturelles, ministère : - Voir aussi Culture, ministère

Document intitulé : *Notre culture — Notre avenir*. Déposé, 385. (Document n° 294)

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 749. (Document n° 679)

Réponses à des questions écrites :

Aide financière accordée par le ministère à des organismes ou projets culturels. Déposé, 779. (Document n° 707)

Financement par le ministère de projets d'intervention culturelle en collaboration avec les municipalités. Déposé, 779. (Document n° 706)

Affaires internationales :

Document intitulé : *La libéralisation des échanges commerciaux entre le Canada, les États-Unis et le Mexique : Les enjeux dans une perspective québécoise*. Déposé, 526. (Document n° 414)

Rapport annuel 1990-1991 du ministère. Déposé, 524. (Document n° 402)

Rapport annuel 1991-1992 du ministère. Déposé, 748. (Document n° 675)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1300. (Document n° 1186)

Affaires municipales, ministère :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 543. (Document n° 440)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1288. (Document n° 1165)

Affichage commercial au Québec :

Six documents relatifs à la plainte déposée devant le Comité des droits de l'homme de l'ONU relativement à la loi 178 sur l'. Déposé, 851. (Document n° 770)

Agriculture, Pêcheries et Alimentation, ministère :

Avis favorable de la Commission d'accès à l'information pour modifier une entente entre l'Union des producteurs agricoles et le ministère. Déposé, 1150. (Document n° 976)

Lettre concernant le transfert au-, par le Salon québécois du cheval de certains montants d'argent. Déposé, 1501. (Document n° 1380)

Lettre du ministre aux directeurs des organismes publics sous sa responsabilité relativement au dépôt de leur rapport annuel. Déposé, 776. (Document n° 702)

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 362. (Document n° 271)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1096. (Document n° 902)

Série de lettres concernant la création au-, d'un programme extra-budgétaire pour l'encaissement des sommes perçues à même les revenus des casinos. Déposé, 1501. (Document n° 1381)

Agronomes, Ordre :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 512. (Document n° 376)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1198. (Document n° 1081)

Aide juridique :

Document de consultation préparé par le ministère de la Justice et intitulé *L'aide juridique au Québec : une question de choix, une question de moyens*. Déposé, 1119. (Document n° 944)

Lettre concernant l'accès aux services notariaux dans la région du Haut Saint-Maurice pour les personnes admissibles à l'-. Déposé, 1025. (Document n° 870)

Aide sociale :

Directive du MMSRFP concernant la remise de chèques de main à main à certaines catégories de prestataires d'-. Déposé, 1444. (Document n° 1319)

Anémie ferriprive :

Étude publiée dans la *Canadian Medical Association Journal* accompagnée du résumé émis par le CLSC Centre-Sud de Montréal concernant l'-. Déposé, 610. (Document n° 514)

Approvisionnements et Services, ministère :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 510. (Document n° 368)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1190. (Document n° 1065)

Architectes, Ordre :

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 189. (Document n° 152)

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 512. (Document n° 377)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1442. (Document n° 1313)

Arpenteurs-géomètres, Ordre :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 512. (Document n° 378)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1198. (Document n° 1082)

Arts de la scène :

Rapport du comité de concertation tripartite pour la relance des arts de la scène. Déposé, 357. (Document n° 265)

Assemblée nationale :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 891. (Document n° 800)

Association canadienne de l'industrie du médicament :

Actes du colloque sur l'utilisation des médicaments chez les personnes âgées organisé avec le MSSS. Déposé, 1451. (Document n° 1320)

Association canadienne des radiodiffuseurs :

Lettre émise dans le cadre de la campagne fédérale «En ondes pour le Canada». Déposé, 146. (Document n° 119)

Association des cadres scolaires :

Compilation de données concernant les adultes en attente de prestations de services à l'éducation aux adultes, émise par l'-. Déposé, 570. (Document n° 470)

Association des courtiers et agents immobiliers :

Rapport annuel 1992. Déposé, 965. (Document n° 850)

Association québécoise des entreprises adaptées :

Étude effectuée par l'-. Déposé, 1347. (Document n° 1244)

Assurance automobile :

Avis juridique concernant les surplus de la Société de l'assurance automobile. Déposé, 122. (Document n° 70)

Tableau présentant des statistiques par rapport à l'étude détaillée du projet de loi 130, Loi modifiant la loi sur-, et d'autres dispositions législatives. Déposé, 1382. (Document n° 1277)

Assurance-maladie :

Projet de règlement modifiant le règlement d'application de la *Loi sur l'assurance-maladie*. Déposé, 195. (Document n° 162)

Audioprothésistes, Ordre :

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 738. (Document n° 661)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 738. (Document n° 662)

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 851. (Document n° 769)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1469. (Document n° 1345)

Autochtones :

Lettres au ministre de la Sécurité publique concernant la barricade érigée à Mani-Utenam. Déposé, 629. (Document n° 532)

Tableau des prévisions d'engagements quant aux programmes de logements sans but lucratif et de logements destinés aux-. Déposé, 612. (Document n° 518)

Transcription d'un reportage de la Société Radio-Canada concernant la compensation payée à la ville d'Oka après la crise amérindienne de 1990. Déposé, 599. (Document n° 501)

Avant-projet de loi :

Code des professions et autres lois professionnelles. Déposé, 636. (Document n° 536)

- B -

Bacon, Mme Lise :

Lettre de démission de la députée de Chomedey. Déposé, 1466. (Document n° 1335)

Barnes & Thornburg :

Notes de l'étude d'avocats-, à l'Association des manufacturiers de bois de sciage concernant les audiences devant les commissions bipartites sur le bois d'oeuvre et les services juridiques fournis par M^e Elliot J. Feldman pour le Québec. Déposé, 1346. (Document n° 1243)

Barreau du Québec :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 738. (Document n° 663)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1469. (Document n° 1348)

Barricade :

Lettres au ministre de la Sécurité publique concernant la barricade érigée à Mani-Utenam. Déposé, 629. (Document n° 532)

Bâtonnier du Québec :

Lettre de M^e Paul P. Carrière au ministre des Affaires municipales concernant le projet de loi 55. Déposé, 695. (Document n° 610)

Lettre de M^e Paul P. Carrière au ministre des Transports concernant le projet de loi 91. Déposé, 1038. (Document n° 876)

Bécancour :

Avis d'appel d'offres de la Société du Parc industriel du centre du Québec pour des travaux dans le port de -. Déposé, 135. (Document n° 100)

Procès-verbal d'une réunion de la Société du Parc industriel du centre du Québec. Déposé, 137. (Document n° 101)

Rapport annuel 1991-1992 de la Société du Parc industriel et portuaire de-. Déposé, 598. (Document n° 497)

Rapport annuel 1992-1993 de la Société du Parc industriel et portuaire de-. Déposé, 1171. (Document n° 1027)

Bélisle, M. Jean-Pierre :

Lettre concernant la nomination du député de Mille-Îles à la fonction de leader adjoint du gouvernement. Déposé, 1465. (Document n° 1330)

Bertrand, M. Roger :

Lettre du DGE et avis proclamant son élection dans la circonscription électorale de Portneuf. Déposé, 1149. (Document n° 971)

Bibliothèque nationale du Québec :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 511. (Document n° 372)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1171. (Document n° 1030)

Bingo :

Lettre du ministre de la Sécurité publique concernant certaines activités dans le secteur du-. Déposé, 756. (Document n° 689)

Boisbriand :

Échange de lettres concernant des travaux à effectuer sur un ponton situé sous l'autoroute 15. Déposé, 617. (Document n° 520)

Bois d'oeuvre québécois :

Entente entre le Canada et les États-Unis concernant la taxe sur le bois d'oeuvre. Déposé, 16. (Document n° 2)

Lettre du ministre des Forêts concernant le droit compensateur imposé par l'administration américaine. Déposé, 94. (Document n° 27)

Lettre du sous-ministre des Forêts au sous-ministre des Affaires internationales concernant l'engagement de nouveaux conseillers juridiques relativement à l'enquête en droit compensateur sur le-. Déposé, 1393. (Document n° 1285)

Notes de l'étude d'avocats Barnes & Thornburg à l'Association des manufacturiers de bois de sciage concernant le-. Déposé, 1346. (Document n° 1243)

Brodeur, M. Bernard :

Lettre et avis proclamant son élection, le 28 février 1994, dans la circonscription électorale de Shefford. Déposé, 1467. (Document n° 1341)

Budget : - Voir Crédits budgétaires

Bureau d'audiences publiques sur l'environnement :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 385. (Document n° 291)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1118. (Document n° 938)

Bureau de l'Assemblée nationale :

- Décision 506. Déposé, 44. (Document n° 12)
Décisions 509, 514. Déposé, 95. (Document n° 28)
Décisions 517, 520. Déposé, 133. (Document n° 92)
Décision 489. Déposé, 152. (Document n° 126)
Décision 522. Déposé, 226. (Document n° 189)
Décisions 525, 526, 530. Déposé, 334. (Document n° 238)
Décisions 527, 531 à 534, 536 à 539, 541, 542. Déposé, 447. (Document n° 317)
Décisions 548, 549, 550, 551, 552, 553, 555, 559. Déposé, 513. (Document n° 387)
Décisions 562, 564, 565, 567. Déposé, 627. (Document n° 527)
Décisions 572, 578, 579, 580. Déposé, 708. (Document n° 619)
Décisions 582, 589, 591. Déposé, 765. (Document n° 690)
Décisions 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599. Déposé, 871. (Document n° 790)
Décisions 605, 606, 607, 608. Déposé, 1121. (Document n° 956)
Décisions 609, 611, 612, 613, 614. Déposé, 1153. (Document n° 994)
Décisions 622, 623, 624, 629. Déposé, 1270. (Document n° 1147)
Décisions 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641. Déposé, 1306. (Document n° 1190)
Décisions 643, 644, 645, 646, 652, 653, 654, 655, 656. Déposé, 1470. (Document n° 1352)

Bureau de révision de l'évaluation foncière :

- Réponse à une question écrite concernant les contestations initiées par le gouvernement du Québec auprès du-. Déposé, 680. (Document n° 600)

Bureau de révision en immigration :

- Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 533. (Document n° 421)
Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1170. (Document n° 1026)

Bureau du coroner :

- Rapport annuel 1991. Déposé, 523. (Document n° 397)
Rapport annuel 1992. Déposé, 1150. (Document n° 974)

- C -

Cabinet :

- Rapport sur les effectifs et traitements du personnel des cabinets de ministre pour la période du 24 décembre 1992 au 31 mars 1993. Déposé, 1179. (Document n° 1058)

Caisse de dépôt et placement :

- Communiqué annonçant la nomination de M. Benoît Morin comme membre du conseil d'administration de la-. Déposé, 97. (Document n° 34)

Rapport annuel, statistiques financières et investissements en actions et en obligations d'entreprises pour 1992. Déposé, 805. (Documents n^{os} 734, 735)

Camionnage :

Rapport sur le transport routier des marchandises en application de la *Loi sur le camionnage*. Déposé, 446. (Document n° 316)

Campagne fédérale «En ondes pour le Canada» :

Lettre de l'Association canadienne des radiodiffuseurs émise dans le cadre de la campagne. Déposé, 146. (Document n° 119)

Cannon, M. Lawrence :

Lettre concernant la nomination du député de La Peltrie et ministre des Communications à la fonction de leader adjoint du gouvernement. Déposé, 1279. (Document n° 1150)

Lettre de démission du député de La Peltrie. Déposé, 1466. (Document n° 1338)

Carrière, M^e Paul P. (bâtonnier du Québec) :

Lettre au ministre des Affaires municipales concernant le projet de loi 55. Déposé, 695. (Document n° 610)

Lettre au ministre des Transports concernant le projet de loi 91. Déposé, 1038. (Document n° 876)

Cascades Port-Cartier :

Lettre de représentants de la Banque Nationale du Canada à l'avocat de Cascades inc. concernant la vente à Boise Cascades de-. Déposé, 862. (Document n° 786)

Série de documents relatifs à la relance de l'usine-. Déposé, 917. (Document n° 815)

Casinos :

Étude intitulée : *Les casinos au Québec : un dilemme socio-économique*, préparée en mai 1982. Déposé, 654. (Document n° 571)

Lettres et documents concernant le dossier du casino du Salon québécois du cheval. Déposé, 1488. (Document n° 1365)

Série de lettres concernant la création au MAPAQ d'un programme extra-budgétaire pour l'encaissement des sommes perçues à même les revenus des-. Déposé, 1501. (Document n° 1381)

Caucus du gouvernement :

Lettre concernant la nomination de M. Robert Thérien, député de Rousseau, à la fonction de président du-. Déposé, 1465. (Document n° 1330)

Centre d'Analyse et de Documentation (CAD) :

Documents concernant le fonctionnement et la gestion du CAD. Déposé, 58.
(Document n° 21)

Centre de détention à Rivière-du-Loup :

Réponse à une question écrite concernant le construction d'un nouveau.
Déposé, 590. (Document n° 489)

Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ) :

Message du Président relatif aux compressions budgétaires imposées à
l'organisme. Déposé, 749. (Document n° 680)

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 445. (Document n° 310)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1120. (Document n° 948)

Centre de ski du Pin Rouge :

Réponse à une question écrite concernant le ministère de l'Environnement et
l'aménagement du-. Déposé, 680. (Document n° 601)

Lettre de M. Raymond Malenfant, propriétaire du-, concernant une subvention
du gouvernement du Québec. Déposé, 1501. (Document n° 1379)

Centres de travail adapté :

Échange de correspondance entre l'Office des personnes handicapées et les-,
concernant les compressions budgétaires du gouvernement et étude de
l'Association québécoise des entreprises adaptées. Déposé, 1347.
(Document n° 1244)

Chambre de commerce de Jonquière :

Extrait du procès-verbal d'une réunion du conseil d'administration de la-.
Déposé, 878. (Document n° 795)

Chambre de commerce du Québec :

Communiqué de presse émis concernant l'ouverture des commerces le
dimanche. Déposé, 582. (Document n° 476)

Charron, M. Jean :

Mémoire préparé par-, intitulé «Tâches, statut et gestion du personnel
enseignant au Conservatoire de musique et d'art dramatique du
Québec».Déposé, 1425. (Document n° 1305)

Charte de la langue française : - Voir Langue

Cheval, Salon québécois du :

Lettres et documents concernant le dossier du-. Déposé, 1488.
(Document n° 1365)

Lettre concernant le transfert au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation par le-, de certains montants d'argent. Déposé, 1501. (Document n° 1380)

Chibougamau-Chapais :

Étude d'analyse préparée par Polytech inc. concernant la construction d'une route reliant Chibougamau et Chapais et extrait d'un contrat concernant la construction d'une route reliant la route Némiscau-Albanet et le chemin forestier n° L-231. Déposé, 1221. (Document n° 1110)

Étude intitulée «La route Chibougamau Baie-James ... un lieu structurant pour le Québec!» préparée par Polytech inc. Déposé, 1227. (Document n° 1112)

Chimistes, Ordre :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 512. (Document n° 379)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1198. (Document n° 1083)

Chiropraticiens, Ordre :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 560. (Document n° 456)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1469. (Document n° 1346)

CLSC :

Étude publiée dans la *Canadian Medical Association Journal* accompagnée du résumé émis par le CLSC Centre-Sud de Montréal concernant l'anémie ferriprive. Déposé, 610. (Document n° 514)

Réponse à une question écrite concernant les déplacements par ambulance des citoyens en provenance du CLSC Lac-Échemin vers les centres hospitaliers Saint-Georges-de-Beauce et de Beauceville. Déposé, 848. (Document n° 765)

Clubs privés :

Réponses à des questions écrites concernant les cotisations payées par des ministères ou organismes. Déposés, 525, 681. (Documents n°s 412, 603)

Code civil du Québec :

Tomes I et II de l'ouvrage intitulé *Commentaires du ministre de la Justice : Le Code civil du Québec, un mouvement de société*. Déposé, 1082. (Document n° 895)

Tome III des commentaires du ministre sur la *Loi sur l'application de la réforme du Code civil*. Déposé, 1442. (Document n° 1311)

Comité consultatif de l'environnement Kativik :

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 173. (Document n° 139)

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 793. (Document n° 726)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1150. (Document n° 979)

Comité consultatif pour l'environnement de la Baie-James :

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 678. (Document n° 585)

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 793. (Document n° 727)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1150. (Document n° 978)

Comité consultatif sur l'implantation d'un système intégré de soins préhospitaliers d'urgence :

Rapport intitulé : *Services préhospitaliers d'urgence au Québec — Chaque minute compte*. Déposé, 315. (Document n° 226)

Comité de concertation tripartite pour la relance des arts de la scène :

Liste des représentants. Déposé, 357. (Document n° 265)

Comité de déontologie policière :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 637. (Document n° 541)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1177. (Document n° 1042)

Comité de révision de la procédure d'évaluation et d'examen des impacts environnementaux :

Rapport de décembre 1988 intitulé : *L'évaluation environnementale : une pratique à généraliser, une procédure à parfaire*. Déposé, 605. (Document n° 504)

Comité des droits de l'homme :

Six documents relatifs à la plainte déposée devant le Comité de l'ONU concernant la loi 178 sur l'affichage commercial au Québec. Déposé, 851. (Document n° 770)

Commissaire à la déontologie policière :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 677. (Document n° 579)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1311. (Document n° 1196)

Commissaire aux plaintes des clients des distributeurs d'électricité :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 652. (Document n° 564)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1441. (Document n° 1310)

Rapport intitulé «Recommandations du-, du 1^{er} novembre 1992 au 30 avril 1993». Déposé, 1376. (Document n° 1270)

Rapport synthèse (1^{er} septembre 1989 au 31 octobre 1992) contenant les recommandations du-. Déposé, 1118. (Document n° 942)

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA) :

Rapport annuel 1991. Déposé, 385. (Document n° 292)

Rapport annuel 1992. Déposé, 1118. (Document n° 939)

Commission consultative de l'enseignement privé :

Rapport annuel au 30 juin 1992. Déposé, 608. (Document n° 507)

Rapport annuel au 30 juin 1993. Déposé, 1290. (Document n° 1173)

Commission d'accès à l'information :

Avis favorable de la commission pour modifier une entente entre l'Union des producteurs agricoles et le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'alimentation. Déposé, 1150. (Document n° 976)

Ententes d'échange de renseignements :

Entre le MMSRFP et la CSST accompagnée de l'avis favorable de la commission. Déposé, 804. (Document n° 733)

Entre la RAMQ et le MMSRFP (1) et entre la RRQ et la RAMQ (2). Déposé, 1404. (Document n° 1286)

Entre la RAMQ et le directeur de la protection de la jeunesse d'un centre de protection de l'enfance et de la jeunesse accompagnée de l'avis favorable de la commission. Déposé, 1045. (Document n° 881)

Entre la RRQ et le MMSRFP (2) accompagnées des avis favorables de la commission. Déposé, 363. (Document n° 272)

Protocole d'accès et d'utilisation de renseignements entre la RRQ et la Commission de construction accompagné de l'avis favorable de la commission. Déposé, 315. (Document n° 225)

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 364. (Document n° 278)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1066. (Document n° 889)

Rapport sur la mise oeuvre de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* intitulé : *Un passé éloquent, un avenir à protéger*. Déposé, 627. (Document n° 525)

Rémunération, avantages sociaux et autres conditions de travail de M^{re} Laurie A. Miller. Déposé, 657. (Document n° 572)

Voir aussi **Accès à l'information**

Commission d'appel en matière de lésions professionnelles :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 653. (Document n° 565)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1189. (Document n° 1061)

Commission de la construction :

Lettre adressée au ministre du Travail concernant le remboursement de frais administratifs de la commission. Déposé, 213. (Document n° 178)

Rapport annuel 1991. Déposé, 543. (Document n° 441)

Rapport annuel 1992. Déposé, 1097. (Document n° 909)

Commission de la fonction publique :

Rapport annuel 1991-1992 accompagné du rapport du Vérificateur général. Déposé, 348. (Document n° 253)

Rapport annuel 1992-1993 accompagné du rapport du Vérificateur général.
Déposé, 1098. (Document n° 915)

Commission de la représentation électorale :

Lettre concernant la décision finale de la Commission concernant la nouvelle carte électorale. Déposé, 321. (Document n° 230)

Prévisions budgétaires 1992-1993 et rapport financier préliminaire 1991-1992.
Déposé, 51. (Document n° 17)

Prévisions budgétaires 1993-1994, rapport financier préliminaire 1992-1993 et notes explicatives. Déposés, 806, 855. (Documents n^{os} 740, 774)

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 708. (Document n° 618)

Rapport annuel 1992-1993 et rapport sur les activités reliées à l'application de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* pour l'année 1992. Déposé, 1152. (Document n° 993)

Rapport sur la délimitation des circonscriptions électorales en date du 3 juin 1992. Déposé, 251. (Document n° 199)

Rapport sur les dépenses reliées à la délimitation des circonscriptions électorales. Déposé, 513. (Document n° 385)

Commission de la santé et de la sécurité du travail :

Rapport annuel 1991. Déposé, 387. (Document n° 305)

Rapport annuel 1992. Déposé, 1097. (Document n° 910)

Rapport annuel 1991 (indemnisation des victimes d'actes criminels et civisme).
Déposé, 524. (Document n° 405)

Rapport annuel 1992 (indemnisation des victimes d'actes criminels et civisme).
Déposé, 1119. (Document n° 943)

Commission de protection de la langue française :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 523. (Document n° 400)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1149. (Document n° 972)

Commission de protection des droits de la jeunesse :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 637. (Document n° 542)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1289. (Document n° 1171)

Commission de protection du territoire agricole :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 386. (Document n° 301)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1081. (Document n° 894)

Commission de reconnaissance des associations d'artistes :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 363. (Document n° 275)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1023. (Document n° 863)

Commission des affaires sociales :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 502. (Document n° 362)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1289. (Document n° 1169)

Commission des biens culturels :

Avis de classement. Déposés, 608, 1197. (Documents n^{os} 506, 1079)

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 511. (Document n^o 374)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1171. (Document n^o 1031)

Commission des courses :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 738. (Document n^o 658)

Commission des droits de la personne :

Décisions relatives à des méthodes d'enquêtes utilisées par des agents de l'aide sociale. Déposé, 146. (Document n^o 120)

Rapport annuel 1991. Déposé, 653. (Document n^o 568)

Rapport annuel 1992. Déposé, 1098. (Document n^o 914)

Commission des normes du travail :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 678. (Document n^o 589)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1164. (Document n^o 1014)

Commission des services juridiques :

Directive C.T. 181057 concernant le financement, en 1992-1993, de la-. Déposé, 612. (Document n^o 517)

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 626. (Document n^o 523)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1189. (Document n^o 1062)

Commission des transports :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 387. (Document n^o 304)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1082. (Document n^o 897)

Commission des valeurs mobilières :

Note de service concernant le Fonds national d'oeuvres d'art. Déposé, 63. (Document n^o 23)

Rapport annuel 1991-1992 et décisions rendues par suite d'une audience publique. Déposé, 364. (Document n^o 279)

Rapport annuel 1992-1993 et décisions rendues par suite d'une audience publique. Déposé, 1120. (Document n^o 952)

Commission de toponymie :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 543. (Document n^o 439)

Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté :

Lettre concernant la nomination de M. Maurice Richard, député de Nicolet-Yamaska, à la fonction de président de la-. Déposé, 1489. (Document n^o 1367)

Lettre du Premier ministre concernant le remplacement d'un membre. Déposé, 102. (Document n^o 37)

Commission municipale du Québec :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 523. (Document n° 399)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1208. (Document n° 1097)

Commission permanente de l'Assemblée nationale : - Rapports :

Affaires diverses. Déposé, 712. (Document n° 637)

Affaires diverses. Déposé, 1312. (Document n° 1199)

Composition des commissions permanentes et affaires diverses. Déposé, 1312. (Document n° 1200)

Composition et droits de vote de la CET et de la CI. Déposé, 593. (Document n° 493)

Compte rendu de la séance du comité directeur de la-, pour combler une vacance au sein de la Commission des institutions. Déposé, 1505. (Document n° 1383)

Commission permanente des affaires sociales : - Rapports :

Consultation sur les thérapies alternatives. Déposé, 1500. (Document n° 1378)

Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal Métropolitain, situation. Déposé, 34. (Document n° 10)

Documents :

Partenaires pour un Québec compétent et compétitif. Déposé, 34. (Document n° 9)

Un financement équitable à la mesure de nos moyens. Déposé, 102. (Document n° 39)

Engagements financiers. Déposés, 196, 712, 1157, 1376. (Documents n°s 164, 636, 1010, 1273)

Président et vice-président, élection. Déposé, 1363. (Document n° 1263)

Projet de loi 9. Déposé, 350. (Document n° 261)

Projet de loi 15. Déposé, 336. (Document n° 245)

Projet de loi 21. Déposé, 336. (Document n° 244)

Projet de loi 30. Déposé, 639. (Document n° 552)

Projet de loi 33. Déposé, 283. (Document n° 212)

Projet de loi 43. Déposé, 794. (Document n° 729)

Projet de loi 51. Déposé, 578. (Document n° 472)

Projet de loi 110. Déposé, 1452. (Document n° 1323)

Projet de loi 115. Déposé, 1452. (Document n° 1324)

Projet de loi 136. Déposé, 1338. (Document n° 1234)

Projet de loi 197. Déposé, 925. (Document n° 818)

Projet de loi 408. Déposé, 407. (Document n° 308)

Projet de loi 408 (consultation). Déposé, 34. (Document n° 9)

Projet de loi 415. Déposé, 102. (Document n° 38)

Vice-président, élection. Déposé, 1157. (Document n° 1011)

Commission permanente de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation :-

Rapports :

Engagements financiers. Déposés, 710, 1154, 1338. (Document n^{os} 623, 997, 1233)

Président et vice-président, élection. Déposé, 1326. (Document n° 1213)

Projet de loi 18. Déposé, 590. (Document n° 490)

Projet de loi 23. Déposé, 350. (Document n° 258)

Projet de loi 27. Déposé, 349. (Document n° 257)

Projet de loi 69. Déposé, 834. (Document n° 758)

Projet de loi 76. Déposé, 834. (Document n° 759)

Projet de loi 120. Déposé, 1306. (Document n° 1191)

Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires, examen des orientations, des activités et de la gestion. Déposé, 1424. (Document n° 1303)

Commission permanente de l'aménagement et des équipements : - Rapports :

Bureau de révision de l'évaluation foncière, activités. Déposé, 109. (Document n° 51)

Engagements financiers. Déposés, 514, 515, 723, 852, 1023, 1157, 1281. (Documents n^{os} 391, 392, 651, 652, 653, 771, 865, 1009, 1158)

Extrait des galées de la séance de la., tenue le 6 décembre 1993. Déposé, 1382. (Document n° 1278)

Président et vice-président, élection. Déposé, 1326. (Document n° 1214)

Procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement de grands projets. Déposés, 95, 605. (Documents n^{os} 29, 503)

Projet de loi 1. Déposé, 214. (Document n° 179)

Projet de loi 3. Déposé, 190. (Document n° 154)

Projet de loi 5. Déposé, 109. (Document n° 50)

Projet de loi 19. Déposé, 269. (Document n° 208)

Projet de loi 20. Déposé, 322. (Document n° 232)

Projet de loi 22. Déposé, 322. (Document n° 233)

Projet de loi 46. Déposé, 609. (Document n° 512)

Projet de loi 55. Déposé, 628. (Document n° 530)

Projet de loi 56. Déposé, 711. (Document n° 628)

Projet de loi 57. Déposé, 667. (Document n° 575)

Projet de loi 60. Déposé, 711. (Document n° 629)

Projet de loi 62. Déposé, 821. (Document n° 750)

Projet de loi 64. Déposé, 654. (Document n° 570)

Projet de loi 75. Déposé, 780. (Document n° 713)

Projet de loi 81. Déposé, 935. (Document n° 829)

Projet de loi 85. Déposé, 935. (Document n° 830)

Projet de loi 91. Déposé, 1082. (Document n° 898)

Projet de loi 92. Déposé, 1134. (Document n° 967)

Projet de loi 96. Déposé, 975. (Document n° 856)

Projet de loi 113. Déposé, 1326. (Document n° 1215)

Projet de loi 118. Déposé, 1405. (Document n° 1290)

Projet de loi 119. Déposé, 1456. (Document n° 1328)

Projet de loi 121. Déposé, 1346. (Document n° 1241)
 Projet de loi 130. Déposé, 1383. (Document n° 1279)
 Projet de loi 135. Déposé, 1471. (Document n° 1353)
 Projet de loi 137. Déposé, 1443. (Document n° 1316)
 Projet de loi 139. Déposé, 1392. (Document n° 1282)
 Projet de loi 200. Déposé, 1135. (Document n° 969)
 Projet de loi 210. Déposé, 711. (Document n° 630)
 Projet de loi 214. Déposé, 553. (Document n° 451)
 Projet de loi 216. Déposé, 711. (Document n° 631)
 Projet de loi 219. Déposé, 226. (Document n° 191)
 Projet de loi 221. Déposé, 269. (Document n° 207)
 Projet de loi 227. Déposé, 227. (Document n° 192)
 Projet de loi 230. Déposé, 1472. (Document n° 1359)
 Projet de loi 233. Déposé, 689. (Document n° 608)
 Projet de loi 234. Déposé, 1155. (Document n° 1001)
 Projet de loi 244. Déposé, 915. (Document n° 810)
 Projet de loi 245. Déposé, 1156. (Document n° 1005)
 Projet de loi 248. Déposé, 1155. (Document n° 1002)
 Projet de loi 251. Déposé, 1155. (Document n° 1003)
 Projet de loi 252. Déposé, 1156. (Document n° 1007)
 Projet de loi 254. Déposé, 1134. (Document n° 968)
 Projet de loi 255. Déposé, 1156. (Document n° 1006)
 Projet de loi 258. Déposé, 1155. (Document n° 1004)
 Projet de loi 264. Déposé, 1472. (Document n° 1357)
 Projet de loi 268. Déposé, 1472. (Document n° 1360)
 Projet de loi 271. Déposé, 1472. (Document n° 1358)
 Projet de loi 273. Déposé, 1472. (Document n° 1361)
 Projet de loi 275. Déposé, 1472. (Document n° 1362)
 Projet de loi 276. Déposé, 1472. (Document n° 1363)
 Projet de loi 281. Déposé, 26. (Document n° 7)
 Projet de loi 285. Déposé, 711. (Document n° 632)
 Projet de loi 304. Déposé, 1156. (Document n° 1008)
 Projet de loi 412. Déposé, 26. (Document n° 8)
 Projet de loi 417. Déposé, 190. (Document n° 155)
 Vice-président, élection. Déposé, 1471. (Document n° 1356)

Commission permanente du budget et de l'administration : - Rapports :

Débat sur le discours du budget. Déposés, 226, 975. (Documents n°s 190, 855)
 Document intitulé : *L'appui au secteur financier : des dividendes pour le Québec — Propositions de politiques pour le secteur financier du Québec.*
 Déposé, 908. (Document n° 808)
 Engagements financiers. Déposés, 855, 1239, 1500. (Documents n°s 775, 1122, 1377)
 Étude trimestrielle de la politique budgétaire du gouvernement et de l'évolution des finances publiques. Déposé, 1489. (Document n° 1369)
 Financement des services publics au Québec. Déposé, 709. (Document n° 620)

Président et vice-président, élection. Déposé, 1326. (Document n° 1209)

Projet de loi 4. Déposé, 219. (Document n° 184)

Projet de loi 7. Déposé, 219. (Document n° 185)

Projet de loi 16. Déposé, 349. (Document n° 256)

Projet de loi 26. Déposé, 322. (Document n° 231)

Projet de loi 31. Déposé, 335. (Document n° 241)

Projet de loi 32. Déposé, 335. (Document n° 242)

Projet de loi 37. Déposé, 335. (Document n° 243)

Projet de loi 45. Déposé, 609. (Document n° 511)

Projet de loi 47. Déposé, 586. (Document n° 482)

Projet de loi 58. Déposé, 949. (Document n° 844)

Projet de loi 66. Déposé, 690. (Document n° 609)

Projet de loi 70. Déposé, 949. (Document n° 845)

Projet de loi 80. Déposé, 935. (Document n° 828)

Projet de loi 89. Déposé, 1123. (Document n° 963)

Projet de loi 90. Déposé, 1456. (Document n° 1327)

Projet de loi 95. Déposé, 1172. (Document n° 1039)

Projet de loi 112. Déposé, 1405. (Document n° 1291)

Projet de loi 133. Déposé, 1363. (Document n° 1262)

Projet de loi 134. Déposé, 1424. (Document n° 1302)

Projet de loi 198. Déposé, 806. (Document n° 741)

Projet de loi 202. Déposé, 1123. (Document n° 962)

Projet de loi 215. Déposé, 201. (Document n° 170)

Projet de loi 217. Déposé, 514. (Document n° 388)

Projet de loi 218. Déposé, 514. (Document n° 389)

Projet de loi 223. Déposé, 201. (Document n° 169)

Projet de loi 225. Déposé, 514. (Document n° 390)

Projet de loi 231. Déposé, 1354. (Document n° 1250)

Projet de loi 236. Déposé, 1123. (Document n° 961)

Projet de loi 241. Déposé, 1122. (Document n° 960)

Projet de loi 256. Déposé, 1354. (Document n° 1251)

Projet de loi 260. Déposé, 1122. (Document n° 959)

Projet de loi 262. Déposé, 1135. (Document n° 970)

Projet de loi 263. Déposé, 1354. (Document n° 1248)

Projet de loi 279. Déposé, 1354. (Document n° 1249)

Projet de loi 280. Déposé, 1355. (Document n° 1253)

Projet de loi 282. Déposé, 202. (Document n° 171)

Projet de loi 289. Déposé, 1355. (Document n° 1254)

Projet de loi 292. Déposé, 1354. (Document n° 1252)

Projet de loi 297. Déposé, 109. (Document n° 49)

Vérificateur général, rapport 1990-1991. Déposé, 133. (Document n° 93)

Commission permanente de la culture : - Rapports :

Commission d'accès à l'information, rapport d'activités. Déposé, 1179.
(Document n° 1056)

Engagements financiers. Déposés, 709, 1179. (Documents n^{os} 622, 1055, 1057)

Président et vice-président, élection. Déposé, 1326. (Document n° 1210)
 Projet de loi 52. Déposé, 586. (Document n° 480)
 Projet de loi 53. Déposé, 586. (Document n° 481)
 Projet de loi 68. Déposé, 1038. (Document n° 874)
 Projet de loi 68 (consultation). Déposé, 709. (Document n° 621)
 Projet de loi 86. Déposé, 1106. (Document n° 921)
 Projet de loi 86 (consultations). Déposé, 975. (Document n° 854)
 Projet de loi 122. Déposé, 1404. (Document n° 1289)
 Projet de loi 124. Déposé, 1442. (Document n° 1314)
 Projet de loi 416. Déposé, 44. (Document n° 13)

Commission permanente de l'économie et du travail : - Rapports :

Décret de la construction. Déposés, 872, 1083. (Documents n°s 791, 899)
 Directive n° 4 adressée à la Société générale de financement du Québec et
 annexée au décret 85-93. Déposé, 852. (Document n° 772)
 Engagements financiers. Déposés, 515, 710, 1154, 1220, 1291. (Documents n°s
 393, 627, 999, 1108, 1179)
 Président, élection. Déposé, 1154. (Document n° 998)
 Président et vice-président, élection. Déposé, 1326. (Document n° 1212)
 Projet de loi 6. Déposé, 365. (Document n° 284)
 Projet de loi 24. Déposé, 388. (Document n° 306)
 Projet de loi 28. Déposé, 350. (Document n° 260)
 Projet de loi 35. Déposé, 294. (Document n° 216)
 Projet de loi 48. Déposé, 640. (Document n° 554)
 Projet de loi 49. Déposé, 640. (Document n° 553)
 Projet de loi 54. Déposé, 590. (Document n° 491)
 Projet de loi 59. Déposé, 667. (Document n° 574)
 Projet de loi 71. Déposé, 710. (Document n° 626)
 Projet de loi 74. Déposé, 710. (Document n° 625)
 Projet de loi 74 (consultations). Déposé, 710. (Document n° 624)
 Projet de loi 77. Déposé, 916. (Document n° 812)
 Projet de loi 97. Déposé, 1013. (Document n° 861)
 Projet de loi 99. Déposé, 976. (Document n° 857)
 Projet de loi 108. Déposé, 1239. (Document n° 1123)
 Projet de loi 117. Déposé, 1291. (Document n° 1178)
 Projet de loi 142. Déposé, 1431. (Document n° 1306)
 Projet de loi 147. Déposé, 1443. (Document n° 1315)
 Projet de loi 185. Déposé, 350. (Document n° 259)
 Projet de loi 235. Déposé, 544. (Document n° 443)
 Projet de loi 261. Déposé, 1123. (Document n° 964)
 Proposition de plan de développement 1993-1995 d'Hydro-Québec. Déposé, 806.
 (Document n° 742)
 Société de développement de la Baie James, examen du rapport annuel 1991-
 1992. Déposé, 1154. (Document n° 1000)

Commission permanente de l'éducation : - Rapports :

- Avant-projet de loi sur le Code des professions. Déposé, 780. (Document n° 712)
- Conseil supérieur de l'éducation, activités. Déposé, 202. (Document n° 172)
- Engagements financiers. Déposés, 712, 1199. (Documents n°s 635, 1090)
- Enseignement collégial québécois. Déposé, 712. (Document n° 633)
- Président et vice-président, élection. Déposé, 1326. (Document n° 1211)
- Projet de loi 17. Déposé, 305. (Document n° 222)
- Projet de loi 40. Déposé, 712. (Document n° 634)
- Projet de loi 72. Déposé, 1066. (Document n° 890)
- Projet de loi 82. Déposé, 1023. (Document n° 864)
- Projet de loi 82 (consultations). Déposé, 916. (Document n° 811)
- Projet de loi 83. Déposé, 966. (Document n° 852)
- Projet de loi 106 (consultations). Déposé, 1291. (Document n° 1180)
- Projet de loi 141. Déposé, 628. (Document n° 529)
- Projet de loi 228. Déposé, 1500. (Document n° 1375)
- Projet de loi 272. Déposé, 1500. (Document n° 1376)
- Projet de loi 413. Déposé, 189. (Document n° 153)
- Rapport intitulé : *Un Québec fou de ses enfants*. Déposé, 202. (Document n° 173)
- Vice-président, élection. Déposé, 1489. (Document n° 1368)

Commission permanente des institutions : - Rapports :

- Accord de libre-échange nord-américain. Déposé, 780. (Document n° 711)
- Commission de la santé et de la sécurité du travail, examen des orientations, des activités et de la gestion. Déposé, 1471. (Document n° 1354)
- Engagements financiers. Déposés, 120, 766, 1228, 1250, 1377. (Documents n°s 63, 692, 1113, 1132, 1275)
- Président et vice-président, élection. Déposé, 1337. (Document n° 1232)
- Président, élection. Déposé, 1471. (Document n° 1355)
- Prévisions budgétaires 1992-1993 du DGE et de la Commission de la représentation. Déposé, 335. (Document n° 240)
- Prévisions budgétaires 1993-1994 du DGE et de la Commission de la représentation. Déposé, 1153. (Document n° 995)
- Projet de loi 11. Déposé, 627. (Document n° 528)
- Projet de loi 13. Déposé, 349. (Document n° 254)
- Projet de loi 14. Déposé, 654. (Document n° 569)
- Projet de loi 25. Déposé, 294. (Document n° 215)
- Projet de loi 34. Déposé, 349. (Document n° 255)
- Projet de loi 36. Déposé, 335. (Document n° 239)
- Projet de loi 38. Déposé, 639. (Document n° 550)
- Projet de loi 42. Déposé, 639. (Document n° 551)
- Projet de loi 50. Déposé, 591. (Document n° 492)
- Projet de loi 84. Déposé, 1098. (Document n° 916)
- Projet de loi 87. Déposé, 1046. (Document n° 884)
- Projet de loi 88. Déposé, 1045. (Document n° 882)

Projet de loi 93. Déposé, 1046. (Document n° 885)
 Projet de loi 94. Déposé, 1046. (Document n° 883)
 Projet de loi 101. Déposé, 1099. (Document n° 917)
 Projet de loi 129. Déposé, 1355. (Document n° 1255)
 Projet de loi 131. Déposé, 1355. (Document n° 1256)
 Projet de loi 132. Déposé, 1392. (Document n° 1283)
 Projet de loi 138. Déposé, 1377. (Document n° 1274)
 Projet de loi 205. Déposé, 681. (Document n° 605)
 Projet de loi 207. Déposé, 1337. (Document n° 1231)
 Projet de loi 208. Déposé, 682. (Document n° 606)
 Projet de loi 240. Déposé, 1122. (Document n° 957)
 Projet de loi 259. Déposé, 1122. (Document n° 958)
 Projet de loi 290. Déposé, 108. (Document n° 47)
 Projet de loi 300. Déposé, 108. (Document n° 48)
 Projet de loi 404. Déposé, 57. (Document n° 19)
 Projet de loi 404 (consultations). Déposé, 25. (Document n° 6)
 Projet de loi 406. Déposé, 252. (Document n° 200)
 Protecteur du citoyen, engagements financiers et examen du rapport annuel
 1991-1992. Déposé, 1154. (Document n° 996)
 Rapport préliminaire sur la délimitation des circonscriptions électorales.
 Déposé, 74. (Document n° 24)

Commissions permanentes :

Liste des membres pour le groupe parlementaire formant le gouvernement.
 Déposé, 1504. (Document n° 1382)
 Liste des modifications à la composition de certaines commissions. Déposé,
751. (Document n° 682)
 Rapports des commissions qui ont étudié les crédits 1992-1993. Déposé, 173.
 (Document n° 140)
 Rapports des commissions qui ont étudié les crédits 1993-1994. Déposé, 900.
 (Document n° 804)

Commission québécoise des libérations conditionnelles :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 523. (Document n° 396)
 Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1118. (Document n° 936)

Commission scolaire Jérôme-Le Royer :

Lettre concernant le plan triennal de répartition des immeubles adopté par le
 conseil des commissaires. Déposé, 195. (Document n° 163)

Communautés culturelles et Immigration :

Document intitulé «Pour un véritable rapprochement — Les priorités du Parti
 libéral du Québec pour un second mandat en matière de communautés
 culturelles». Déposé, 1251. (Document n° 1136)
 Rapport annuel 1990-1991 du ministère. Déposé, 107. (Document n° 42)
 Rapport annuel 1991-1992 du ministère. Déposé, 653. (Document n° 566)

Rapport annuel 1992-1993 du ministère. Déposé, 1269. (Document n° 1145)
Rapport d'étape 1990-1992 du programme d'accès à l'égalité de la fonction publique du Québec pour les membres des communautés culturelles 1990-1994. Déposé, 899. (Document n° 803)

Communications, ministère :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 364. (Document n° 277)
Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1404. (Document n° 1288)

Compendium des indicateurs de l'activité scientifique :

Édition 1992. Déposé, 446. (Document n° 315)

Comptables agréés, Ordre :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 512. (Document n° 380)
Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1177. (Document n° 1045)

Comptables en management accrédités, Corporation professionnelle :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 525. (Document n° 407)
Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1178. (Document n° 1047)

Comptables généraux licenciés, Corporation professionnelle :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 525. (Document n° 406)
Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1177. (Document n° 1046)

Comptes publics du Québec :

Volumes 1, 2 et 3 (1991-1992). Déposé, 637. (Document n° 537)
Volumes 1, 2 et 3 (1992-1993). Déposé, 1441. (Document n° 1307)

Conseil consultatif de la lecture et du livre :

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 721. (Document n° 641)
Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 721. (Document n° 642)
Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1197. (Document n° 1078)

Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre :

Avis portant sur des changements à apporter au régime de santé et sécurité du travail. Déposé, 139. (Document n° 109)
Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 638. (Document n° 547)
Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 1337. (Document n° 1229)
Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1337. (Document n° 1230)

Conseil de la conservation et de l'environnement :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 678. (Document n° 586)
Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1263. (Document n° 1142)

Conseil de la famille :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 534. (Document n° 433)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1152. (Document n° 987)

Rapport sur la mise en oeuvre de la *Loi sur le Conseil de la famille* en date de novembre 1992. Déposé, 1249. (Document n° 1131)

Conseil de la langue française :

Lettre de M. Claude Ryan au président du Conseil demandant avis quant à certaines dispositions de la Charte de la langue française. Déposé, 609. (Document n° 513)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 589. (Document n° 484)

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 637. (Document n° 539)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1249. (Document n° 1128)

Conseil de la recherche et du développement en transport :

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 129. (Document n° 82)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 51. (Document n° 15)

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 748. (Document n° 678)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1164. (Document n° 1015)

Conseil de la science et de la technologie :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 608. (Document n° 509)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1037. (Document n° 873)

Conseil des affaires sociales :

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 707. (Document n° 613)

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 677. (Document n° 581)

Conseil des collèges :

Rapport annuel au 30 juin 1992. Déposé, 608. (Document n° 508)

Rapport annuel au 30 juin 1993. Déposé, 1151. (Document n° 983)

Conseil des communautés culturelles et de l'immigration :

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 533. (Document n° 422)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 533. (Document n° 423)

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 533. (Document n° 424)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1404. (Document n° 1287)

Conseil des ministres :

Décision du-, concernant un plan d'action économique. Déposé, 1328. (Document n° 1220)

Conseil des universités :

Rapport annuel au 30 juin 1992. Déposé, 638. (Document n° 545)

Rapport annuel au 30 juin 1993 et rétrospective générale des activités de 1969-1970 à 1992-1993. Déposé, 1151. (Document n° 984)

Conseil du référendum :

Lettre adressée au Président de l'Assemblée nationale désignant les juges devant composer le Conseil du référendum. Déposé, 25. (Document n° 5)

Conseil du statut de la femme :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 534. (Document n° 434)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1152. (Document n° 986)

Conseil du trésor :

Directive C.T. 181057 concernant le financement de la Commission des services juridiques pour 1992-1993. Déposé, 612. (Document n° 517)

Lettre du président du-, au député de Labelle concernant le déménagement de son bureau dans la circonscription électorale de Vaudreuil. Déposé, 1325. (Document n° 1207)

Conseil exécutif, ministère :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 532. (Document n° 419)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1169. (Document n° 1021)

Conseil interprofessionnel :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 739. (Document n° 670)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1097. (Document n° 907)

Conseillers et conseillères d'orientation, Corporation professionnelle :

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 144. (Document n° 112)

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 525. (Document n° 408)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1178. (Document n° 1048)

Conseillers en relations industrielles, Corporation professionnelle :

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1178. (Document n° 1049)

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 1198. (Document n° 1089)

Conseil permanent de la jeunesse :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 677. (Document n° 578)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1279. (Document n° 1152)

Conseil supérieur de l'éducation :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 722. (Document n° 647)

Rapport annuel 1991-1992 (sur l'état et les besoins de l'éducation). Déposé, 722. (Document n° 648)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1172. (Document n° 1036)

Rapport annuel 1992-1993 (sur l'état et les besoins de l'éducation). Déposé, 1172. (Document n° 1037)

Conseils régionaux de la santé et des services sociaux : - Voir aussi Régies régionales

Rapport annuel 1991-1992 Abitibi—Témiscamingue. Déposé, 524. (Document n° 404)

Rapport annuel 1991-1992 Bas-Saint-Laurent, Gaspésie et Îles-de-la-Madeleine. Déposé, 524. (Document n° 404)

Rapport annuel 1991-1992 Conseil cri de la Baie James. Déposé, 738. (Document n° 659)

Rapport annuel 1991-1992 Côte-Nord. Déposé, 652. (Document n° 560)

Rapport annuel 1991-1992 Estrie. Déposé, 524. (Document n° 404)

Rapport annuel 1991-1992 Kativik. Déposé, 707. (Document n° 614)

Rapport annuel 1992-1993 Kativik. Déposé, 1468. (Document n° 1343)

Rapport annuel 1991-1992 Lanaudière et Laurentides. Déposé, 524. (Document n° 404)

Rapport annuel 1991-1992 Montérégie. Déposé, 524. (Document n° 404)

Rapport annuel 1991-1992 Montréal métropolitain. Déposé, 524. (Document n° 404)

Rapport annuel 1991-1992 Outaouais. Déposé, 524. (Document n° 404)

Rapport annuel 1991-1992 Québec (03-12). Déposé, 524. (Document n° 404)

Rapport annuel 1991-1992 Saguenay—Lac-Saint-Jean. Déposé, 524. (Document n° 404)

Rapport annuel 1991-1992 Trois-Rivières. Déposé, 524. (Document n° 404)

Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec :

Mémoire intitulé «Tâches, statut et gestion du personnel enseignant au-». Déposé, 1425. (Document n° 1305)

Constitution du Canada :

Échange de lettres entre M. Robert Bourassa et M. Brian Mulroney concernant le partage des pouvoirs. Déposé, 495. (Document n° 361)

Rapport d'étape des réunions multilatérales en date du 11 juin 1992. Déposé, 316. (Document n° 227)

Réponses à des questions écrites :

Contrats et honoraires accordés par le SAIC pour l'étude ou l'analyse de propositions constitutionnelles. Déposé, 779. (Document n° 708)

Versement d'honoraires supplémentaires par le SAIC à M^c André G. Tremblay. Déposé, 779. (Document n° 709)

Trois documents relatifs aux négociations constitutionnelles : entente de 1981, projet d'accord de 1985 et rapport du consensus à Charlottetown en 1992. Déposé, 458. (Document n° 353)

Consultation populaire :

Rapport du DGE des résultats officiels du scrutin du 26 octobre 1992. Déposé, 639. (Document n° 549)

Rapport du DGE sur la mise en application de l'article 490 de la version spéciale de la *Loi électorale* pour la tenue d'un référendum. Déposé, 513. (Document n° 386)

Convocations :

Lettre de convocation de l'Assemblée nationale en séance extraordinaire, le 3 septembre 1992, en vue d'étudier et d'adopter un projet de loi modifiant la *Loi sur le processus de détermination de l'avenir politique et constitutionnel du Québec*. Déposé, 453. (Document n° 319)

Lettre de convocation de l'Assemblée nationale en séance extraordinaire, le 9 septembre 1992, en vue d'adopter : une question devant faire l'objet d'une consultation populaire; une motion fixant le montant de la subvention versée à chacun des comités nationaux; une motion d'ajournement de l'Assemblée à une date ultérieure à celle prévue par le Règlement. Déposé, 477. (Document n° 357)

Coopérants, Société mutuelle d'assurance-vie, Les :

Extrait d'un rapport de Poissant Thibault — Peat Marwick Thorne intitulé : *Circonstances et transactions ayant pu causer l'insolvabilité des Coopérants inc.* Déposé, 640. (Document n° 555)

Corporation des maîtres électriciens du Québec :

Rapport annuel au 31 juillet 1988. Déposé, 119. (Document n° 56)

Rapport annuel au 31 juillet 1989. Déposé, 119. (Document n° 57)

Rapport annuel au 31 juillet 1990. Déposé, 119. (Document n° 58)

Rapport annuel au 31 juillet 1992. Déposé, 512. (Document n° 381)

Rapport annuel au 31 juillet 1993. Déposé, 1220. (Document n° 1107)

Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal Métropolitain :

Convention entre Medical Priority Consultants Inc. et la-. Déposé, 347. (Document n° 247)

Mise à jour des directives concernant les objectifs et l'orientation de la-. Déposé, 225. (Document n° 187)

Corporations professionnelles (rapports annuels) :

Administrateurs agréés

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 511. (Document n° 375)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1177. (Document n° 1044)

Agronomes

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 512. (Document n° 376)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1198. (Document n° 1081)

Architectes

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 189. (Document n° 152)

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 512. (Document n° 377)
Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1442. (Document n° 1313)

Arpenteurs-géomètres

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 512. (Document n° 378)
Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1198. (Document n° 1082)

Audioprothésistes

Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 738. (Document n° 661)
Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 738. (Document n° 662)
Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 851. (Document n° 769)
Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1469. (Document n° 1345)

Barreau

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 738. (Document n° 663)
Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1469. (Document n° 1348)

Chimistes

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 512. (Document n° 379)
Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1198. (Document n° 1083)

Chiropraticiens

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 560. (Document n° 456)
Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1469. (Document n° 1346)

Comptables agréés

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 512. (Document n° 380)
Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1177. (Document n° 1045)

Comptables en management accrédités

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 525. (Document n° 407)
Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1178. (Document n° 1047)

Comptables généraux licenciés

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 525. (Document n° 406)
Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1177. (Document n° 1046)

Conseillers et conseillères d'orientation

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 144. (Document n° 112)
Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 525. (Document n° 408)
Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1178. (Document n° 1048)

Conseillers en relations industrielles

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1178. (Document n° 1049)
Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 1198. (Document n° 1089)

Dentistes

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 525. (Document n° 409)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1198. (Document n° 1084)

Denturologistes

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 560. (Document n° 457)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1336. (Document n° 1224)

Diététistes

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 561. (Document n° 458)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1363. (Document n° 1261)

Ergothérapeutes

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 739. (Document n° 664)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1178. (Document n° 1050)

Évaluateurs agréés

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 525. (Document n° 411)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1178. (Document n° 1051)

Hygiénistes dentaires

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 525. (Document n° 410)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1178. (Document n° 1052)

Infirmières et infirmiers

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 739. (Document n° 665)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1353. (Document n° 1245)

Infirmières et infirmiers auxiliaires

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 561. (Document n° 459)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1190. (Document n° 1067)

Ingénieurs

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 533. (Document n° 426)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1198. (Document n° 1085)

Ingénieurs forestiers

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 561. (Document n° 461)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1353. (Document n° 1246)

Inhalothérapeutes

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 561. (Document n° 460)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1336. (Document n° 1225)

Maîtres électriciens

- Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 119. (Document n° 56)
- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 119. (Document n° 57)
- Rapport annuel 1989-1990. Déposé, 119. (Document n° 58)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 512. (Document n° 381)
- Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1220. (Document n° 1107)

Médecins

- Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 561. (Document n° 462)
- Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1190. (Document n° 1066)

Médecins vétérinaires

- Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 533. (Document n° 427)
- Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1190. (Document n° 1068)

Notaires

- Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 739. (Document n° 666)
- Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1191. (Document n° 1073)

Opticiens d'ordonnances

- Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 534. (Document n° 430)
- Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1198. (Document n° 1086)

Optométristes

- Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 534. (Document n° 431)
- Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1336. (Document n° 1226)

Orthophonistes et audiologistes

- Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 739. (Document n° 667)
- Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1190. (Document n° 1069)

Pharmaciens

- Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 534. (Document n° 428)
- Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1198. (Document n° 1087)

Physiothérapeutes

- Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 552. (Document n° 448)
- Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1353. (Document n° 1247)

Podiatres

- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 348. (Document n° 251)
- Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 739. (Document n° 668)
- Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1452. (Document n° 1321)

Psychologues

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 534. (Document n° 429)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1190. (Document n° 1070)

Techniciens en radiologie

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 561. (Document n° 463)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1178. (Document n° 1053)

Techniciens et techniciennes dentaires

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 552. (Document n° 445)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1190. (Document n° 1071)

Technologistes médicaux

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 552. (Document n° 446)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1198. (Document n° 1088)

Technologues des sciences appliquées

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 552. (Document n° 447)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1191. (Document n° 1072)

Traducteurs et interprètes agréés

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1337. (Document n° 1228)

Travailleurs sociaux

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 552. (Document n° 449)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1336. (Document n° 1227)

Urbanistes

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 739. (Document n° 669)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1469. (Document n° 1347)

Côté, M. Albert :

Lettre de démission du député de Rivière-du-Loup. Déposé, 1466.

(Document n° 1333)

Côté, M. Marc-Yvan :

Lettre de démission du député de Charlesbourg. Déposé, 1466.

(Document n° 1336)

Cour du Québec :

Document intitulé «Rapport et recommandations du comité consultatif chargé d'étudier la rémunération, le régime de retraite et autres avantages sociaux des membres de la Cour du Québec». Déposé, 1280. (Document n° 1154)

Courses de chevaux :

Lettres adressées au secrétaire général du Conseil exécutif concernant les-
Déposé, 1490. (Document n° 1371)

Crédits budgétaires :

Crédits 1992-1993. Déposé, 15. (Document n° 1)

Crédits 1993-1994. Déposé, 778. (Document n° 703)

Crédits provisoires 1993-1994. Déposé, 742. (Document n° 674)

Crédits supplémentaires #1, 1992-1993. Déposé, 294. (Document n° 214)

Crédits supplémentaires #2, 1992-1993. Déposé, 597. (Document n° 495).

Crédits supplémentaires #1, 1993-1994. Déposé, 1362. (Document n° 1259)

Documents déposés pendant l'étude des crédits supplémentaires #2 (1992-1993),
611, 612. (Documents n^{os} 515, 516, 517, 518)

Extrait du discours du budget prononcé le 14 mai 1992. Déposé, 598.
(Document n° 499)

Rapports des commissions permanentes qui ont étudié les crédits 1992-1993.
Déposé, 173. (Document n° 140)

Rapports des commissions permanentes qui ont étudié les crédits 1993-1994.
Déposé, 900. (Document n° 804)

Réponse à une question concernant les crédits prévus pour l'application de la
Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et
des personnes morales. Déposé, 1233. (Document n° 1117)

Réponse à une question écrite concernant une mesure annoncée lors du
discours du budget 1992-1993 relativement à la «récupération des surplus
des fonds spéciaux». Déposé, 805. (Document n° 737)

Cris :

Étude d'analyse préparée par Polytech inc. concernant la construction d'une
route reliant Chibougamau et Chapais et extrait d'un contrat conclu entre
la SDBJ, la Compagnie de construction Cris (Québec) et le ministère des
Transports concernant la construction d'une route reliant la route
Némiscou-Albanel et le chemin forestier n° L-231. Déposé, 1221.
(Document n° 1110)

Culture, ministère : - Voir aussi Affaires culturelles, ministère

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1171. (Document n° 1029)

Curateur public :

Rapport annuel 1991. Déposé, 364. (Document n° 283)

Rapport annuel 1992. Déposé, 1118. (Document n° 941)

Dauphin, M. Claude :

Lettre de démission du député de Marquette. Déposé, 1466.
(Document n° 1334)

Déclaration de revenus :

Notes explicatives concernant la ligne 374 des formulaires pour 1989 et 1990.
Déposé, 52. (Document n° 18)

Déclarations ministérielles :

Document intitulé : *La stratégie québécoise d'efficacité énergétique : orientations et plan d'action* accompagné du texte intégral de la déclaration. Déposé, 598. (Document n° 498)

Texte de la déclaration concernant le projet de loi 142, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction, et de l'amendement proposé. Déposé, 1421. (Document n° 1294)

Texte de la déclaration et annexe concernant un crédit d'impôt pour la formation et le design et la détaxation des forfaits hôteliers. Déposé, 1311. (Document n° 1195)

Texte de la déclaration et annexe concernant le régime des taxes à la consommation. Déposé, 509. (Document n° 366)

Texte de la déclaration concernant des mesures d'assouplissement au transfert de responsabilité en matière de voirie locale. Déposé, 559. (Document n° 452)

Décrets du gouvernement :

81-337 concernant la proposition tarifaire à la compagnie Pêchiney Ugine Kuhlmann. Déposé, 811. (Document n° 748)

85-93 concernant l'approbation de la directive numéro 4 à la Société générale de financement du Québec. Déposé, 778. (Document n° 704)

Déficit budgétaire :

Tableau montrant les déficits budgétaires prévus par le gouvernement du Québec dans les budgets de 1989 à 1992. Déposé, 947. (Document n° 842)

Délégué général du Québec à Londres :

Copie du discours prononcé par M. Harold Mailhot lors d'une réception à Canada House en l'honneur des Canadiens de Montréal et des Blackhawks de Chicago. Déposé, 492. (Document n° 359)

Délimitation des circonscriptions électorales :

Lettre, en date du 15 juin 1992, communiquant la décision finale de la Commission de la représentation électorale concernant la nouvelle carte électorale. Déposé, 321. (Document n° 230)

Rapport sur la délimitation des circonscriptions électorales, en date du 3 juin 1992. Déposé, 251. (Document n° 199)

Rapport sur les dépenses reliées à la délimitation des circonscriptions électorales. Déposé, 513. (Document n° 385)

Démissions :

Lettre de démission du député de Charlesbourg, M. Marc-Yvan Côté. Déposé, 1466. (Document n° 1336)

Lettre de démission de la députée de Chomedey, Mme Lise Bacon. Déposé, 1466. (Document n° 1335)

Lettre de démission (du caucus du Parti Égalité) du député de D'Arcy-McGee, M. Robert Libman. Déposé, 1345. (Document n° 1240)

Lettre de démission (du caucus du Parti Libéral) du député de Drummond, M. Jean-Guy St-Roch. Déposé, 468. (Document n° 354)

Lettre de démission (du caucus du Parti Libéral) du député d'Iberville, M. Yvon Lafrance et lettre annonçant son désir de siéger à titre de député du Parti Action Démocratique du Québec. Déposé, 1466. (Document n° 1331)

Lettre de démission du député de Jean-Talon, M. Gil Rémillard. Déposé, 1466. (Document n° 1337)

Lettre de démission du député de La Peltre, M. Lawrence Cannon. Déposé, 1466. (Document n° 1338)

Lettre de démission du député de Marquette, M. Claude Dauphin. Déposé, 1466. (Document n° 1334)

Lettre de démission du député de Portneuf, M. Michel Pagé. Déposé, 509. (Document n° 363)

Lettre de démission du député de Rivière-du-Loup, M. Albert Côté. Déposé, 1466. (Document n° 1333)

Lettre de démission du député de Shefford, M. Roger Paré. Déposé, 1466. (Document n° 1332)

Dentistes, Ordre :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 525. (Document n° 409)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1198. (Document n° 1084)

Denturologistes, Ordre :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 560. (Document n° 457)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1336. (Document n° 1224)

Design :

Brochure publiée par le ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie intitulée «Promotion de la mode et du design». Déposé, 1328. (Document n° 1219)

Développement scientifique au Québec, Le :

Revue de la politique scientifique intitulée-, et compendium des indicateurs de l'activité scientifique. Déposés, 446. (Documents n^{os} 314, 315)

Diagramme de l'Assemblée nationale : - Déposés, 453, 468, 509, 1152, 1279, 1468. (Documents n^{os} 321, 355, 365, 989, 1151, 1342)

Diététistes, Corporation professionnelle :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 561. (Document n° 458)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1363. (Document n° 1261)

Directeur de la législation : - Rapports sur les projets de loi d'intérêt privé suivants :

- 200. Déposé, 531. (Document n° 416)
- 202. Déposé, 531. (Document n° 417)
- 204. Déposé, 1115. (Document n° 924)
- 205. Déposé, 151. (Document n° 123)
- 207. Déposé, 150. (Document n° 121)
- 208. Déposé, 151. (Document n° 122)
- 213. Déposé, 626. (Document n° 522)
- 214. Déposé, 384. (Document n° 290)
- 215. Déposé, 152. (Document n° 124)
- 216. Déposé, 625. (Document n° 521)
- 217. Déposé, 250. (Document n° 195)
- 218. Déposé, 249. (Document n° 194)
- 219. Déposé, 143. (Document n° 110)
- 221. Déposé, 172. (Document n° 137)
- 223. Déposé, 144. (Document n° 111)
- 225. Déposé, 250. (Document n° 196)
- 226. Déposé, 924. (Document n° 816)
- 227. Déposé, 173. (Document n° 138)
- 228. Déposé, 1262. (Document n° 1140)
- 230. Déposé, 1361. (Document n° 1258)
- 231. Déposé, 1261. (Document n° 1138)
- 233. Déposé, 532. (Document n° 418)
- 234. Déposé, 1116. (Document n° 927)
- 235. Déposé, 384. (Document n° 289)
- 236. Déposé, 932. (Document n° 822)
- 238. Déposé, 1422. (Document n° 1297)
- 240. Déposé, 931. (Document n° 820)
- 241. Déposé, 932. (Document n° 823)
- 244. Déposé, 676. (Document n° 577)
- 245. Déposé, 737. (Document n° 657)
- 247. Déposé, 1116. (Document n° 926)
- 248. Déposé, 1115. (Document n° 925)
- 251. Déposé, 651. (Document n° 557)

- 252. Déposé, 934. (Document n° 826)
- 254. Déposé, 1065. (Document n° 888)
- 255. Déposé, 1114. (Document n° 922)
- 256. Déposé, 933. (Document n° 824)
- 258. Déposé, 941. (Document n° 838)
- 259. Déposé, 931. (Document n° 821)
- 260. Déposé, 933. (Document n° 825)
- 261. Déposé, 1055. (Document n° 887)
- 262. Déposé, 925. (Document n° 817)
- 263. Déposé, 1095. (Document n° 901)
- 264. Déposé, 1114. (Document n° 923)
- 268. Déposé, 1238. (Document n° 1118)
- 269. Déposé, 1207. (Document n° 1095)
- 270. Déposé, 1287. (Document n° 1161)
- 271. Déposé, 1335. (Document n° 1221)
- 272. Déposé, 1262. (Document n° 1141)
- 273. Déposé, 1375. (Document n° 1269)
- 274. Déposé, 1335. (Document n° 1222)
- 275. Déposé, 1422. (Document n° 1296)
- 276. Déposé, 1391. (Document n° 1280)
- 277. Déposé, 1421. (Document n° 1295)
- 279. Déposé, 1287. (Document n° 1162)
- 280. Déposé, 1248. (Document n° 1125)
- 289. Déposé, 1261. (Document n° 1139)
- 292. Déposé, 1260. (Document n° 1137)

Directeur général des élections :

- Document de travail sur l'opportunité d'une liste électorale permanente.
Déposé, 256. (Document n° 203)
- Document intitulé : *Une liste électorale informatisée. Rapport sur l'informatisation des listes électorales provinciales, municipales et scolaires*. Déposé, 805. (Document n° 738)
- Lettre et avis proclamant l'élection, le 5 juillet 1993, de M. Roger Bertrand dans la circonscription électorale de Portneuf. Déposé, 1149. (Document n° 971)
- Lettre et avis proclamant l'élection, le 13 décembre 1993, de M. Serge Ménard dans la circonscription électorale de Laval-des-Rapides. Déposé, 1467. (Document n° 1339)
- Lettre et avis proclamant l'élection, le 21 février 1994, de M. Marcel Landry dans la circonscription électorale de Bonaventure. Déposé, 1467. (Document n° 1340)
- Lettre et avis proclamant l'élection, le 28 février 1994, de M. Bernard Brodeur dans la circonscription électorale de Shefford. Déposé, 1467. (Document n° 1341)

Prévisions budgétaires 1992-1993, rapport financier préliminaire 1991-1992 et notes explicatives. Déposés, 51, 120. (Documents n^{os} 16, 62)

Prévisions budgétaires 1993-1994, rapport financier préliminaire 1992-1993 et notes explicatives. Déposés, 805, 855. (Documents n^{os} 739, 773)

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 708. (Document n° 617)

Rapport annuel 1992-1993 et rapport sur les activités reliées à l'application de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* pour l'année 1992. Déposé, 1152. (Document n° 992)

Rapport des résultats officiels du scrutin du 26 octobre 1992. Déposé, 639. (Document n° 549)

Rapport des résultats officiels du scrutin du 5 juillet 1993. Déposé, 1152. (Document n° 990)

Rapport des résultats officiels du scrutin du 13 décembre 1993. Déposé, 1469. (Document n° 1349)

Rapport des résultats officiels des scrutins des 21 et 28 février 1994. Déposé, 1469. (Document n° 1350)

Rapport sur la mise en application de l'article 490 de la version spéciale de la *Loi électorale* pour la tenue d'un référendum. Déposé, 513. (Document n° 386)

Rapport sur la mise en application de l'article 490 de la *Loi électorale*. Déposé, 1152. (Document n° 991)

Documents dont la loi prescrit le dépôt :

Liste. Déposé, 16. (Document n° 3)

Donohue Matane inc. :

Lettre concernant les opérations forestières et la vente des scieries appartenant à la compagnie. Déposé, 959. (Document n° 849)

Lettre concernant un contrat d'approvisionnement et d'aménagement forestier (CAAF) détenu par-. Déposé, 1038. (Document n° 877)

Doyon, M. Réjean :

Lettre concernant la nomination du député de Louis-Hébert à la fonction de leader adjoint du gouvernement. Déposé, 1499. (Document n° 1372)

Drogue :

Réponse à une question portant sur l'application au Québec du programme fédéral de lutte à la-. Déposé, 1441. (Document n° 1309)

Droit international :

Avis juridique émis par M^e Ramsey Clark concernant le droit international, la langue et l'avenir de la francophonie au Canada. Déposé, 1099. (Document n° 919)

Droits et permis :

Réponses à des questions écrites concernant les revenus perçus par certains ministères et organismes. Déposés, 679, 680, 681, 828, 1121. (Documents n^{os} 594, 595, 597, 598, 599, 601, 602, 754, 954)

Dupuis, Mme Luce :

Lettre informant le Président de l'Assemblée nationale de sa décision de siéger à titre de députée indépendante. Déposé, 1290. (Document n° 1177)

Durand, M. Louis :

Lettre du sous-ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie le nommant directeur par intérim de la Direction du placement étudiant de ce ministère. Déposé, 1339. (Document n° 1239)

- E -

Économie :

Décision du Conseil des ministres concernant un plan d'action économique. Déposé, 1328. (Document n° 1220)

Éducation des adultes :

Compilation de données concernant les adultes en attente de prestation de services à l'-. Déposé, 570. (Document n° 470)

Extrait d'un document intitulé «Synthèse du rapport d'étude sur les services éducatifs offerts par les commissions scolaires aux adultes inscrits à la mesure rattrapage scolaire». Déposé, 1370. (Document n° 1267)

Éducation, ministère :

Document décrivant la structure organisationnelle transitoire du-, et du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science en vue de leur fusion. Déposé, 1274. (Document n° 1149)

Extrait d'un document publié par le ministère intitulé «Synthèse du rapport d'étude sur les services éducatifs offerts par les commissions scolaires aux adultes inscrits à la mesure rattrapage scolaire». Déposé, 1370. (Document n° 1267)

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 362. (Document n° 268)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1208. (Document n° 1098)

Élection partielle du 5 juillet 1993 :

Lettre du DGE et avis proclamant l'élection de M. Roger Bertrand dans la circonscription électorale de Portneuf. Déposé, 1149. (Document n° 971)

Rapport du Directeur général des élections. Déposé, 1152. (Document n° 990)

Rapport sur la mise en application de l'article 490 de la *Loi électorale*. Déposé, 1152. (Document n° 991)

Élection partielle du 13 décembre 1993 :

Lettre et avis proclamant l'élection de M. Serge Ménard dans la circonscription électorale de Laval-des-Rapides. Déposé, 1467. (Document n° 1339)

Rapport du Directeur général des élections. Déposé, 1469. (Document n° 1349)

Élection partielle du 21 février 1994 :

Lettre et avis proclamant l'élection de M. Marcel Landry dans la circonscription électorale de Bonaventure. Déposé, 1467. (Document n° 1340)

Rapport du Directeur général des élections. Déposé, 1469. (Document n° 1350)

Élection partielle du 28 février 1994 :

Lettre et avis proclamant l'élection de M. Bernard Brodeur dans la circonscription électorale de Shefford. Déposé, 1467. (Document n° 1341)

Rapport du Directeur général des élections. Déposé, 1469. (Document n° 1350)

Énergie et Ressources, ministère :

Contrat de service conclu entre la ministre de l'Énergie et des Ressources et le consortium National — Cogesult. Déposé, 1025. (Document n° 869)

Documents :

La stratégie québécoise d'efficacité énergétique : orientations et plan d'action accompagné du texte de la déclaration ministérielle. Déposé, 598. (Document n° 498)

La stratégie québécoise d'efficacité énergétique — une contribution au développement durable. Déposé, 101. (Document n° 36)

Estimations budgétaires des mandats ou projets entrepris par la compagnie National inc. pour le-. Déposé, 1024. (Document n° 868)

Lettre de la ministre au président-directeur général d'Hydro-Québec concernant le report de ses projets de cogénération. Déposé, 1292. (Document n° 1184)

Lettre du président-directeur général d'Hydro-Québec à la ministre concernant un appel de candidatures dans le cadre du programme d'installation directe. Déposé, 1199. (Document n° 1091)

Lettre du président-directeur général d'Hydro-Québec à la ministre sur le processus de sélection d'une firme de communication pour le programme d'installation directe. Déposé, 1208. (Document n° 1096)

Projet d'allocation préparé par la compagnie National inc. à l'intention de la ministre de l'Énergie et des Ressources. Déposé, 1024. (Document n° 867)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 107. (Document n° 41)

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 523. (Document n° 395)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1227. (Document n° 1111)

Série de documents relatifs aux services fournis par National — Cogesult au-. Déposé, 1037. (Document n° 872)

Enquêtes de caractère effectuées par le ministère de la Justice :

Note du 27 mai 1977 adressée au ministre de la Justice. Déposé, 96.
(Document n° 33)

Enseignement collégial :

Liste des groupes invités et horaire des consultations particulières sur le projet de loi 82. Déposé, 820. (Document n° 749)

Enseignement supérieur et Science, ministère :

Document décrivant la structure organisationnelle transitoire du-, et du ministère de l'Éducation en vue de leur fusion. Déposé, 1274.
(Document n° 1149)

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 722. (Document n° 644)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1208. (Document n° 1099)

Entente entre le Canada et les États-Unis :

Entente concernant la taxe sur le bois d'oeuvre. Déposé, 16. (Document n° 2)

Entente intervenue entre les députés de l'Assemblée nationale :

Séances extraordinaires faisant suite à la convocation de l'Assemblée pour le 9 septembre 1992. Déposé, 481. (Document n° 358)

Ententes relatives à l'accès à l'information :

Avis favorable de la Commission d'accès à l'information pour modifier une entente entre l'Union des producteurs agricoles et le MAPAQ. Déposé, 1150. (Document n° 976)

Entre le MMSRFP et la CSST accompagnée de l'avis favorable de la Commission d'accès à l'information. Déposé, 804. (Document n° 733)

Entre la RAMQ et le directeur de la protection de la jeunesse d'un centre de protection de l'enfance et de la jeunesse accompagnée de l'avis favorable de la Commission d'accès à l'information. Déposé, 1045. (Document n° 881)

Entre la RAMQ et le MMSRFP (1) et entre la RRQ et la RAMQ (2). Déposé, 1404. (Document n° 1286)

Entre la RRQ et le MMSRFP accompagnées des avis favorables de la Commission d'accès à l'information. Déposé, 363. (Document n° 272)

Entre la SAAQ et la RRQ. Déposé, 678. (Document n° 590)

Entre la SAAQ et la RAMQ. Déposé, 1469. (Document n° 1344)

Entreprises, petites et moyennes :

Tableau synthèse du ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie sur la recherche et le développement dans les-. Déposé, 1373.
(Document n° 1268)

Environnement :

- Affidavit concernant le rôle d'une conseillère politique au cabinet du ministre relativement au dossier de l'usine d'épuration des eaux usées de Repentigny. Déposé, 1228. (Document n° 1115)
- Communiqué relatif à la nomination de M^{es} Jean-Paul Dupré et Dominique Langis à la direction des affaires juridiques auprès du ministre de l'. Déposé, 880. (Document n° 797)
- Correspondance entre le maire de Repentigny et le ministre concernant la construction d'une station d'épuration d'eaux usées à Repentigny. Déposé, 1219. (Document n° 1102)
- Document intitulé : *L'état de l'environnement au Québec 1992*. Déposé, 915. (Document n° 809)
- Documents relatifs à l'utilisation de scories radioactives. Déposé, 878. (Document n° 796)
- Échange de lettres entre le président de l'Association professionnelle des ingénieurs du gouvernement et le ministre concernant l'assainissement des eaux usées de Repentigny. Déposé, 1228. (Document n° 1114)
- Lettre du ministre au ministre des Transports du Canada concernant l'épave du pétrolier Irving Whale dans le golfe du Saint-Laurent. Déposé, 1307. (Document n° 1194)
- Lettres du ministre au ministre des Transports du Canada concernant le projet d'aménagement hydroélectrique sur la rivière Sainte-Marguerite. Déposé, 1392. (Document n° 1281)
- Projet de règlement sur l'évaluation environnementale. Déposé, 668. (Document n° 576)
- Rapport annuel 1991-1992 du ministère. Déposé, 678. (Document n° 583)
- Rapport annuel 1992-1993 du ministère. Déposé, 1118. (Document n° 937)
- Rapport du Comité de révision de la procédure d'évaluation et d'examen des impacts environnementaux intitulé : *L'évaluation environnementale : une pratique à généraliser, une procédure d'examen à parfaire*. Déposé, 605. (Document n° 504)
- Rapport final de la CAE, en date du 9 avril 1992, sur la procédure d'évaluation des impacts sur l'environnement. Déposé, 605. (Document n° 503)
- Série de documents concernant le projet de loi 61. Déposé, 604. (Document n° 502)
- Série de lettres et de notes de service portant sur le dossier de la station d'épuration de Repentigny. Déposé, 1263. (Document n° 1143)

Ergothérapeutes, Corporation professionnelle :

- Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 739. (Document n° 664)
- Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1178. (Document n° 1050)

Évaluateurs agréés, Corporation professionnelle :

- Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 525. (Document n° 411)
- Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1178. (Document n° 1051)

Famille :

Réponse à une question écrite concernant les programmes d'aide à la-. Déposé, 965. (Document n° 851)

Faune, Fondation de la :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 511. (Document n° 370)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1151. (Document n° 982)

Fédération canadienne des épiciers indépendants :

Lettre du président au Premier ministre concernant le projet de loi 59. Déposé, 579. (Document n° 474)

Fédération des comités de victimes de la mousse d'urée du Québec :

Trois lettres au ministre de la Justice concernant l'indemnisation des victimes de la mousse isolante d'urée formaldéhyde (MIUF). Déposé, 640. (Document n° 556)

Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec :

Réponse à une question écrite concernant une entente signée entre la-, et la Société immobilière. Déposé, 1423. (Document n° 1300)

Feldman, M^c Elliot J. :

Note de l'étude d'avocats Barnes & Thornburg à l'Association des manufacturiers de bois de sciage concernant les services juridiques fournis par-, pour le Québec. Déposé, 1346. (Document n° 1243)

Finances :

Document intitulé : *L'appui au secteur financier : des dividendes pour le Québec — Propositions de politiques pour le secteur financier du Québec*. Déposé, 730. (Document n° 654)

Rapport financier 1991-1992 du ministère. Déposé, 637. (Document n° 538)

Rapport annuel 1992-1993 du ministère. Déposé, 1288. (Document n° 1164)

Rapport financier 1992-1993. Déposé, 1441. (Document n° 1308)

Fiscalité :

Tableau montrant la capacité fiscale des provinces canadiennes. Déposé, 900. (Document n° 807)

Fonction publique :

Liste des organismes du gouvernement dont le personnel est nommé ou rémunéré selon la *Loi sur la fonction publique*. Déposé, 1040. (Document n° 878)

Liste des unités accréditées ou non accréditées des universités québécoises et date d'échéance des conventions collectives. Déposé, 1041. (Document n° 880)

Proposition du sous-ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie au Secrétaire du Conseil du trésor concernant l'embauche d'étudiants dans la-. Déposé, 1339. (Document n° 1239)

Rapport d'étape 1990-1992 du programme d'accès à l'égalité de la fonction publique du Québec pour les membres des communautés culturelles 1990-1994. Déposé, 899. (Document n° 803)

Rapport d'évaluation sur le programme d'accès à l'égalité pour les femmes de la fonction publique pour la période 1987-1990. Déposé, 348. (Document n° 249)

Rapport sur les effectifs et traitements du personnel des cabinets de ministre pour la période du 24 décembre 1992 au 31 mars 1993. Déposé, 1179. (Document n° 1058)

Tableau des périodes couvertes par les conventions collectives en vigueur au sein de divers organismes gouvernementaux. Déposé, 1041. (Document n° 879)

Fondation de la faune :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 511. (Document n° 370)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1151. (Document n° 982)

Fonds d'aide aux recours collectifs :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 569. (Document n° 468)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1249. (Document n° 1129)

Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 362. (Document n° 270)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1081. (Document n° 893)

Fonds de développement technologique :

Tableau de la répartition des sommes accordées à divers projets par le-. Déposé, 562. (Document n° 466)

Fonds de la recherche en santé :

Rapport annuel 1991-1992 accompagné du prospectus des programmes de bourses et de subventions 1993-1994. Déposé, 524. (Document n° 403)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1170. (Document n° 1023)

Fonds d'indemnisation du courtage immobilier :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 512. (Document n° 382)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1239. (Document n° 1121)

Fonds national d'oeuvres d'art :

Note de service transmise par le président de la Commission des valeurs mobilières. Déposé, 63. (Document n° 23)

Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche :

Rapport annuel au 31 mai 1992. Déposé, 638. (Document n° 546)

Rapport annuel au 31 mai 1993. Déposé, 1376. (Document n° 1271)

Forêts, ministère :

Document du ministère intitulé «Opération réalignement : rapport du comité ad hoc sur la pertinence de la famille des produits de l'éducation». Déposé, 1325. (Document n° 1206)

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 739. (Document n° 672)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1172. (Document n° 1038)

Excuses du ministre pour des propos qu'il a tenus au sujet du dossier de son ex-directeur de cabinet, M. Mario Simard. Déposé, 1151. (Document n° 985)

Formation professionnelle dans l'industrie de la construction :

Document adressé au Premier ministre concernant le financement de la formation professionnelle. Déposé, 203. (Document n° 176)

Texte d'une déclaration ministérielle concernant le projet de loi 142, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction, et de l'amendement proposé. Déposé, 1421. (Document n° 1294)

- G -

Gauvin, M. Réal :

Lettre concernant la nomination du député de Montmagny-L'Islet à la fonction de whip adjoint du gouvernement. Déposés, 1152, 1465. (Documents n°s 988, 1330)

Gentec inc. :

Correspondance entre la SDI et la Direction des crimes économiques concernant-. Déposé, 283. (Document n° 213)

Lettre de la SDI au bureau du Procureur général concernant-. Déposé, 295. (Document n° 221)

Gouvernement du Québec :

Entente entre le-, et la communauté de Mashteuiatsh sur la constitution d'un organisme local appelé Pickuakami Metueun (Jeu Lac-Saint-Jean). Déposé, 1178. (Document n° 1054)

Graphique montrant la moyenne des augmentations annuelles des dépenses réelles de 1972 à 1993 pour les programmes du-. Déposé, 947. (Document n° 843)

Mémoire entre le-, et le Nouveau-Brunswick concernant la libéralisation des marchés publics. Déposé, 1219. ((Document n° 1105)

Groupe des communicateurs en économie d'énergie :

Lettres du chef de service de la conception de programmes pour le marché résidentiel d'Hydro-Québec au président du-, concernant un appel de candidatures pour le programme d'installation directe. Déposé, 1199. (Document n° 1092)

Groupe MIL Inc. :

Documents relatifs aux conditions de cessation d'emploi de M. Robert Tessier. Déposé, 366. (Document n° 288)

- H -

Haut-Richelieu :

Lettre concernant un projet d'assainissement du-. Déposé, 1219. (Document n° 1101)

Heures et jours d'admission dans les établissements commerciaux :

Communiqué de presse émis par la Chambre de commerce du Québec concernant l'ouverture des commerces le dimanche. Déposé, 582. (Document n° 476)

Étude comparative de l'évolution des ventes au détail préparée par Management Horizons pour le Regroupement québécois pour l'ouverture le dimanche. Déposé, 580. (Document n° 475)

Lettre au Premier ministre du président de la Fédération canadienne des épiciers indépendants concernant le projet de loi 59. Déposé, 579. (Document n° 474)

Lettre du maire de Montréal au ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, concernant les-. Déposé, 582. (Document n° 477)

Numéros de la revue *Le marché du travail* traitant d'une enquête relative au travail à temps partiel dans les commerces de détail. Déposé, 526. (Document n° 415)

Série de documents concernant l'impact économique de la libéralisation des-. Déposé, 535. (Document n° 436)

Tableau des ventes au détail brutes au Québec et en Ontario de 1982 à 1992. Déposé, 579. (Document n° 473)

Holden, M. Richard B. :

Lettre confirmant son adhésion au Parti Québécois. Déposé, 453. (Document n° 320)

Hôtel-Dieu de Montréal, déménagement :

Document du MSSS intitulé : *Le citoyen : la véritable raison d'être de la relocalisation*. Déposé, 585. (Document n° 478)

Lettre concernant le choix des firmes professionnelles pour la construction d'un hôpital dans le nord-est de Montréal. Déposé, 586. (Document n° 483)

Hydro-Québec :

Documents :

La stratégie québécoise d'efficacité énergétique : orientations et plan d'action accompagné du texte de la déclaration ministérielle. Déposé, 598. (Document n° 498)

La stratégie québécoise d'efficacité énergétique — une contribution au développement durable. Déposé, 101. (Document n° 36)

Erratum à l'annexe 3 de la proposition de plan de développement 1993-1995 et 5 documents de travail complémentaires. Déposé, 532. (Document n° 420)

Lettre de la ministre de l'Énergie et des Ressources au président-directeur général d'-, concernant le report de ses projets de cogénération. Déposé, 1292. (Document n° 1184)

Programme d'installation directe :

Lettre du président-directeur général d'Hydro-Québec à la ministre de l'Énergie et des Ressources concernant un appel de candidatures dans le cadre du-. Déposé, 1199. (Document n° 1091)

Lettre du président-directeur général d'Hydro-Québec à la ministre de l'Énergie et des Ressources sur le processus de sélection d'une firme de communication pour le-. Déposé, 1208. (Document n° 1096)

Lettres du chef de service de la conception des programmes pour le marché résidentiel d'Hydro-Québec au président du Groupe des communicateurs en économie d'énergie concernant le-. Déposé, 1199. (Document n° 1092)

Proposition de plan de développement d'Hydro-Québec 1993-1995 et annexes. Déposé, 510. (Document n° 367)

Rapport annuel 1992. Déposé, 707. (Document n° 611)

Sommaire exécutif des résultats de l'étude de faisabilité de la phase II du Projet pilote Euro-Québec d'hydro-hydrogène (EQHHP) préparé par Hydro-Québec et la Ludwig-Bölkow-Stiftung. Déposé, 599. (Document n° 500)

Hygiénistes dentaires, Corporation professionnelle :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 525. (Document n° 410)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1178. (Document n° 1052)

Industrie, Commerce et Technologie, ministère :

- Allocution de la ministre du Développement économique et du Commerce de l'Ontario concernant le commerce Ontario-Québec. Déposé, 1200. (Document n° 1093)
- Brochures publiées par le ministère intitulées «Promotion de la mode et du design» et «Modernisation et innovation technologique». Déposé, 1328. (Document n° 1219)
- Document de travail du ministère intitulé : *La répartition régionale des dépenses fédérales en sciences et technologie*. Déposé, 1173. (Document n° 1041)
- Lettre de la ministre du Développement économique et du Commerce de l'Ontario au ministre concernant le commerce Ontario-Québec. Déposé, 1200. (Document n° 1094)
- Lettre du leader de l'opposition officielle au Président de l'Assemblée nationale et au ministre de l-, concernant la promotion de la qualité totale au sein de l'appareil gouvernemental québécois. Déposé, 1157. (Document n° 1012)
- Lettre du ministre au Président de l'Assemblée nationale pour transmission du rapport annuel 1991-1992 du-. Déposé, 772. (Document n° 697)
- Lettre du sous-ministre nommant M. Louis Durand directeur par intérim de la Direction du placement étudiant de ce ministère et proposition au Secrétaire du Conseil du trésor concernant l'embauche d'étudiants dans la fonction publique. Déposé, 1339. (Document n° 1239)
- Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 755. (Document n° 685)
- Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1119. (Document n° 945)
- Rapport du ministère sur la mise en oeuvre de la *Loi sur les immeubles industriels municipaux*. Déposé, 1120. (Document n° 950)
- Sommaire du programme Reprise PME mis sur pied par le-. Déposé, 561. (Document n° 465)
- Tableau synthèse des subventions autorisées par le-, pour la recherche et le développement dans les petites et moyennes entreprises. Déposé, 1373. (Document n° 1268)

Industrie de la construction :

- Document adressé au Premier ministre concernant le financement de la formation professionnelle. Déposé, 203. (Document n° 176)
- Texte d'une déclaration ministérielle concernant le projet de loi 142, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l-, et de l'amendement proposé. Déposé, 1421. (Document n° 1294)

Industrie ferroviaire :

Recommandations de la Table de concertation sur l', concernant le transport interurbain des personnes et son impact sur l'emploi et l'industrie ferroviaire à Montréal. Déposé, 1292. (Document n° 1183)

Infirmières et infirmiers, Ordre :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 739. (Document n° 665)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1353. (Document n° 1245)

Infirmières et infirmiers auxiliaires, Corporation professionnelle :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 561. (Document n° 459)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1190. (Document n° 1067)

Ingénieurs, Ordre :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 533. (Document n° 426)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1198. (Document n° 1085)

Ingénieurs forestiers, Ordre :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 561. (Document n° 461)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1353. (Document n° 1246)

Inhalothérapeutes, Corporation professionnelle :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 561. (Document n° 460)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1336. (Document n° 1225)

Innovatech du Grand Montréal, Société :

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1336. (Document n° 1223)

Inspecteur général des institutions financières :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 512. (Document n° 383)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1280. (Document n° 1155)

Rapport annuel 1991 (assurances). Déposé, 364. (Document n° 282)

Rapport annuel 1992 (assurances). Déposé, 1098. (Document n° 912)

Rapport annuel 1991 (assurance automobile). Déposé, 120. (Document n° 60)

Rapport annuel 1992 (assurance automobile). Déposé, 861. (Document n° 784)

Rapport annuel 1991 (caisses d'épargne et de crédit). Déposé, 364. (Document n° 280)

Rapport annuel 1992 (caisses d'épargne et de crédit). Déposé, 1120. (Document n° 951)

Rapport annuel 1991 (sociétés de fiducie et sociétés d'épargne). Déposé, 364. (Document n° 281)

Rapport annuel 1992 (sociétés de fiducie et sociétés d'épargne). Déposé, 1098. (Document n° 913)

Institut de police :

Rapport annuel au 30 juin 1992. Déposé, 543. (Document n° 438)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1249. (Document n° 1127)

Réponse à une question écrite concernant le taux d'échec chez les étudiants admis à l'-. Déposé, 779. (Document n° 710)

Institut de recherche et d'information sur la rémunération :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 348. (Document n° 252)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1017. (Document n° 1017)

Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec :

Rapport annuel au 30 juin 1992. Déposé, 560. (Document n° 454)

Rapport annuel au 30 juin 1993. Déposé, 1290. (Document n° 1175)

Réponse à une question écrite concernant les frais de déplacement du directeur général. Déposé, 525. (Document n° 413)

Institut québécois de recherche sur la culture :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 638. (Document n° 544)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1300. (Document n° 1185)

Résolution concernant le projet de rattachement juridique de l'-, à l'Institut national de la recherche scientifique. Déposé, 1241. (Document n° 1124)

Institut québécois du cinéma :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 551. (Document n° 444)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1171. (Document n° 1032)

Inuit : - Voir Programme d'aide aux Inuit pour leurs activités de chasse, de pêche et de piégeage

Investissements :

Tableau de l'évolution des-, publics financés par le service de la dette. Déposé, 612. (Document n° 515)

Graphiques montrant les-, manufacturiers au Québec de 1990 à 1993. Déposé, 1228. (Document n° 1116)

- J -

Jour du Commonwealth :

Message de Sa Majesté la reine Elisabeth II. Déposé, 708. (Document n° 616)

Jurisconsulte :

Rapport de M^e Albert Mayrand sur l'application des dispositions de la *Loi sur l'Assemblée nationale* relatives aux incompatibilités de fonctions et aux conflits d'intérêts. Déposé, 681. (Document n° 604)

Justice :

Documents :

- L'aide juridique au Québec : une question de choix, une question de moyens.* Déposé, 1119. (Document n° 944)
- La justice : une responsabilité à partager*, contenant les Actes du Sommet de la Justice. Déposé, 730. (Document n° 656)
- Note du 27 mai 1977 adressée au ministre. Déposé, 96. (Document n° 33)
- Rapport annuel 1991-1992 du ministère. Déposé, 652. (Document n° 562)
- Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1219. (Document n° 1100)
- Rapport intitulé «L'autonomie administrative des tribunaux judiciaires au Québec». Déposé, 1423. (Document n° 1298)
- Tomes I et II de l'ouvrage intitulé *Commentaires du ministre de la Justice : Le Code civil du Québec, un mouvement de société*. Déposé, 1082. (Document n° 895)
- Tome III des commentaires du ministre sur la *Loi sur l'application de la réforme du Code civil*. Déposé, 1442. (Document n° 1311)

- K - L -

Lafrance, M. Yvon :

- Lettre de démission (du caucus du Parti Libéral) du député d'Iberville et lettre annonçant son désir de siéger à titre de député du Parti Action Démocratique du Québec. Déposé, 1466. (Document n° 1331)

Landry, M. Marcel :

- Lettre et avis proclamant son élection, le 21 février 1994, dans la circonscription électorale de Bonaventure. Déposé, 1467. (Document n° 1340)

Langue :

- Avis juridique émis par M^e Ramsey Clark concernant le droit international, la langue et l'avenir de la francophonie au Canada. Déposé, 1099. (Document n° 919)
- Lettre adressée au ministre Ryan par un professeur de l'Université de Montréal concernant les conséquences de l'adoption du projet de loi 86 en matière d'immersion. Déposé, 1124. (Document n° 966)
- Lettre du ministre Ryan au président du Conseil de la langue française demandant avis quant à certaines dispositions de la Charte de la-. Déposé, 609. (Document n° 513)
- Lettres adressées au ministre Ryan par la députée de Chicoutimi concernant les consultations particulières sur le projet de loi 86. Déposés, 936, 1104. (Documents n°s 832, 920)
- Mémoire intitulé : *L'impact des lois linguistiques sur l'industrie du tourisme au Québec*. Déposé, 893. (Document n° 802)

Propositions soumises à l'opposition officielle par le gouvernement pour modifier la liste des organismes invités aux consultations particulières sur le projet de loi 86. Déposé, 934. (Document n° 827)

Six documents relatifs à la plainte déposée devant le Comité des droits de l'homme de l'ONU concernant la loi 178 sur l'affichage commercial au Québec. Déposé, 851. (Document n° 770)

Laval :

Mémoire du Parti Québécois concernant le schéma d'aménagement urbain. Déposé, 131. (Document n° 91)

Leader adjoint du gouvernement :

Lettre concernant la nomination de M. Lawrence Cannon, député de La Peltrie et ministre des Communications, à la fonction de-. Déposé, 1279. (Document n° 1150)

Lettre concernant la nomination de M. Roger Lefebvre, député de Frontenac, ministre de la Justice et ministre délégué à la Réforme électorale, à la fonction de-. Déposé, 1465. (Document n° 1330)

Lettre concernant la nomination de M. Jean-Pierre Bélisle, député de Mille-Îles, à la fonction de-. Déposé, 1465. (Document n° 1330)

Lettre concernant la nomination de M. Réjean Doyon, député de Louis-Hébert, à la fonction de-. Déposé, 1499. (Document n° 1372)

Leader du gouvernement :

Lettre concernant la nomination de M. Pierre Paradis, député de Brome-Missisquoi et ministre de l'Environnement, à la fonction de-. Déposés, 509, 1465. (Documents n°s 364, 1329)

Leaders parlementaires :

Échange de correspondance entre les leaders concernant divers sujets d'ordre parlementaire. Déposé, 1150. (Document n° 977)

Lefebvre, M. Roger :

Lettre concernant la nomination du député de Frontenac, ministre de la Justice et ministre délégué à la Réforme électorale, à la fonction de leader adjoint du gouvernement. Déposé, 1465. (Document n° 1330)

Libman, M. Robert :

Lettre de démission (du caucus du Parti Égalité) du député de D'Arcy-McGee. Déposé, 1345. (Document n° 1240)

Libre-échange : Voir Accord de libre-échange nord-américain

Liste des documents dont la loi prescrit le dépôt :

Liste déposée, 16. (Document n° 3)

Liste électorale permanente :

Document de travail préparé par le DGE sur l'opportunité d'une liste électorale permanente. Déposé, 256. (Document n° 203)

Logements sans but lucratif :

Tableau des prévisions d'engagements quant aux programmes de logements destinés aux autochtones et de-. Déposé, 612. (Document n° 518)

Loiselle, Mme Nicole :

Lettre concernant la nomination de la députée de Saint-Henri à la fonction de whip adjointe du gouvernement. Déposé, 1488. (Document n° 1366)

Loisir, Chasse et Pêche, ministère :

Lettre du président de la Fédération des pourvoyeurs au sous-ministre adjoint à la ressource faunique du-, concernant un projet de chasse expérimentale. Déposé, 1307. (Document n° 1193)

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 577. (Document n° 471)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1289. (Document n° 1172)

Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales :

Réponse à une question concernant les crédits prévus pour l'application de la-. Déposé, 1233. (Document n° 1117)

Loi sur le camionnage :

Rapport sur le transport routier des marchandises en application de la-. Déposé, 446. (Document n° 316)

Loi sur les valeurs mobilières :

Rapport quinquennal sur la mise en oeuvre de la-. Déposé, 1470. (Document n° 1351)

Ludwig-Bölkow-Stiftung :

Sommaire exécutif des résultats de l'étude de faisabilité de la phase II du Projet pilote Euro-Québec d'hydro-hydrogène (EQHHP) préparé par Hydro-Québec et la-. Déposé, 599. (Document n° 500)

- M -

MacMillan, M. Norman :

Lettre concernant la nomination du député de Papineau à la fonction de whip adjoint du gouvernement. Déposé, 1465. (Document n° 1330)

Main-d'oeuvre, Sécurité du revenu et Formation professionnelle :

Directive du ministère concernant la remise de chèques de main à main à certaines catégories de prestataires d'aide sociale. Déposé, 1444. (Document n° 1319)

Étude intitulée : *Relance auprès des prestataires de la sécurité du revenu ayant participé à un programme de développement de l'employabilité ou d'intégration en emploi*, préparée par le ministère. Déposé, 937. (Document n° 835)

Rapport annuel 1991-1992 du ministère. Déposé, 678. (Document n° 588)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1289. (Document n° 1168)

Maîtres électriciens, Corporation professionnelle :

Rapport annuel au 31 juillet 1988. Déposé, 119. (Document n° 56)

Rapport annuel au 31 juillet 1989. Déposé, 119. (Document n° 57)

Rapport annuel au 31 juillet 1990. Déposé, 119. (Document n° 58)

Rapport annuel au 31 juillet 1992. Déposé, 512. (Document n° 381)

Rapport annuel au 31 juillet 1993. Déposé, 1220. (Document n° 1107)

Mallette Benoit Boulanger Rondeau, comptables agréés :

Sommaire préparé par-, concernant les coûts encourus pour la promotion du Manoir Richelieu entre le 1^{er} mai 1986 et le 31 octobre 1990. Déposé, 1490. (Document n° 1370)

Mammographies :

Lettre concernant les nouvelles règles s'appliquant aux mammographies pour le dépistage du cancer du sein. Déposé, 448. (Document n° 318)

Mani-Utenam :

Lettres au ministre de la Sécurité publique concernant la barricade érigée à Mani-Utenam. Déposé, 629. (Document n° 532)

Manoir Richelieu :

Série de factures concernant le dossier du-. Déposé, 1473. (Document n° 1364)

Sommaire préparé par la firme comptable Mallette Benoit Boulanger Rondeau concernant les coûts encourus pour la promotion du-, entre le 1^{er} mai 1986 et le 31 octobre 1990. Déposé, 1490. (Document n° 1370)

Manufacturier (secteur) :

Graphiques montrant les investissements manufacturiers au Québec de 1990 à 1993. Déposé, 1228. (Document n° 1116)

Marché du travail :

Numéros de la revue-. Déposés, 526. (Document n° 415)

Marchés publics :

Mémoire d'entente entre le Québec et le Nouveau-Brunswick concernant la libéralisation des-. Déposé, 1219. (Document n° 1105)

Mashteuiatsh, communauté de :

Entente entre le gouvernement du Québec et la-, sur la constitution d'un organisme local appelé Piekuakami Metueun (Jeu Lac-Saint-Jean). Déposé, 1178. (Document n° 1054)

Mayrand, M^c Albert :

Rapport du juriconsulte sur l'application des dispositions de la *Loi sur l'Assemblée nationale* relatives aux incompatibilités de fonctions et aux conflits d'intérêts. Déposé, 681. (Document n° 604)

Mazankowski, M. Donald :

Lettre de M. Gérard D. Levesque à son homologue fédéral concernant le projet fédéral-provincial de réfection du réseau routier national. Déposé, 569. (Document n° 469)

Médecins, Corporation professionnelle :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 561. (Document n° 462)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1190. (Document n° 1066)

Médecins vétérinaires, Corporation professionnelle :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 533. (Document n° 427)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1190. (Document n° 1068)

Médicaments :

Actes du colloque sur l'utilisation des-, chez les personnes âgées organisé par le MSSS et l'Association canadienne de l'industrie du médicament. Déposé, 1451. (Document n° 1320)

Ménard, M. Serge :

Lettre et avis proclamant son élection, le 13 décembre 1993, dans la circonscription électorale de Laval-des-Rapides. Déposé, 1467. (Document n° 1339)

Micro-Contrôle inc. :

Correspondance entre la SDI et la Direction des crimes économiques concernant-. Déposé, 283. (Document n° 213)

Lettre de la SDI au bureau du Procureur général concernant-. Déposé, 295. (Document n° 221)

Ministères (rapports annuels) :

Affaires culturelles (Voir aussi : Culture)

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 749. (Document n° 679)

Affaires internationales

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 524. (Document n° 402)

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 748. (Document n° 675)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1300. (Document n° 1186)

Affaires municipales

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 543. (Document n° 440)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1288. (Document n° 1165)

Agriculture, Pêcheries et Alimentation

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 362. (Document n° 271)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1096. (Document n° 902)

Approvisionnement et Services

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 510. (Document n° 368)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1190. (Document n° 1065)

Communautés culturelles et Immigration

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 107. (Document n° 42)

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 653. (Document n° 566)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1269. (Document n° 1145)

Communications

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 364. (Document n° 277)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1404. (Document n° 1288)

Conseil exécutif

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 532. (Document n° 419)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1169. (Document n° 1021)

Culture (Voir aussi : Affaires culturelles)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1171. (Document n° 1029)

Éducation

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 362. (Document n° 268)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1208. (Document n° 1098)

Énergie et Ressources

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 107. (Document n° 41)

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 523. (Document n° 395)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1227. (Document n° 1111)

Enseignement supérieur et Science

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 722. (Document n° 644)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1208. (Document n° 1099)

Environnement

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 678. (Document n° 583)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1118. (Document n° 937)

Finances

Rapport financier 1991-1992. Déposé, 637. (Document n° 538)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1288. (Document n° 1164)

Rapport financier 1992-1993. Déposé, 1441. (Document n° 1308)

Forêts

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 739. (Document n° 672)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1172. (Document n° 1038)

Industrie, Commerce et Technologie

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 755. (Document n° 685)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1119. (Document n° 945)

Justice

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 652. (Document n° 562)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1219. (Document n° 1100)

Loisir, Chasse et Pêche

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 577. (Document n° 471)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1289. (Document n° 1172)

Main-d'oeuvre, Sécurité du revenu et Formation professionnelle

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 678. (Document n° 588)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1289. (Document n° 1168)

Revenu

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 653. (Document n° 567)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1376. (Document n° 1272)

Santé et Services sociaux

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 387. (Document n° 303)

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 748. (Document n° 676)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1362. (Document n° 1260)

Sécurité publique

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 721. (Document n° 640)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1288. (Document n° 1166)

Tourisme

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 560. (Document n° 453)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1190. (Document n° 1064)

Transports

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 129. (Document n° 81)

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 756. (Document n° 686)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1220. (Document n° 1106)

Travail

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 321. (Document n° 229)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1097. (Document n° 908)

Mode :

Brochure publiée par le ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie intitulée «Promotion de la mode et du design». Déposé, 1328. (Document n° 1219)

Morin, M. Benoît :

Communiqué annonçant la nomination de M. Morin comme membre du conseil d'administration de la Caisse de dépôt et placement. Déposé, 97. (Document n° 34)

Lettres adressées à-, secrétaire général du Conseil exécutif, concernant l'industrie des courses de chevaux. Déposé, 1490. (Document n° 1371)

Motions, préavis de :

Texte de l'intervention du leader de l'Opposition officielle sur un rappel au règlement concernant l'inscription au *Feuilleton* de-, mettant en question la conduite de personnes autres qu'un député. Déposé, 1361. (Document n° 1257)

Mousse isolante d'urée formaldéhyde (MIUF) :

Trois lettres du président de la Fédération des comités de victimes de la mousse d'urée du Québec au ministre de la Justice concernant l'indemnisation des victimes de la-. Déposé, 640. (Document n° 556)

Musée d'art contemporain de Montréal :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 511. (Document n° 373)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1171. (Document n° 1035)

Musée de la civilisation :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 590. (Document n° 487)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1238. (Document n° 1119)

Musée des beaux-arts de Montréal :

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 679. (Document n° 591)

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 679. (Document n° 592)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1238. (Document n° 1120)

Musée du Québec :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 589. (Document n° 486)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1171. (Document n° 1034)

- N -

National inc. :

Contrat de service conclu entre la ministre de l'Énergie et des Ressources et le consortium National — Cogesult. Déposé, 1025. (Document n° 869)

Estimations budgétaires des mandats ou projets entrepris pour le ministère de l'Énergie et des Ressources par-. Déposé, 1024. (Document n° 868)

Projet d'allocation préparé à l'intention de la ministre de l'Énergie et des Ressources par-. Déposé, 1024. (Document n° 867)

Série de documents relatifs aux services fournis au ministère de l'Énergie et des Ressources par National — Cogesult. Déposé, 1037. (Document n° 872)

Négociations constitutionnelles : Voir Constitution du Canada

Nominations :

Communiqué annonçant la nomination de M. Benoît Morin comme membre du conseil d'administration de la Caisse de dépôt et placement. Déposé, 97. (Document n° 34)

Communiqué relatif à la nomination de M^{es} Jean-Paul Dupré et Dominique Langis à la direction des affaires juridiques auprès du ministère de l'environnement. Déposé, 880. (Document n° 797)

Lettre concernant la nomination de M. Pierre Paradis, député de Brome-Missisquoi et ministre de l'Environnement, à la fonction de leader du gouvernement. Déposés, 509, 1465. (Documents n^{os} 364, 1329)

Lettre concernant la nomination de M. Lawrence Cannon, député de La Peltre et ministre des Communications, à la fonction de leader adjoint du gouvernement. Déposé, 1279. (Document n° 1150)

Lettre concernant la nomination de M. Jean-Pierre Bélisle, député de Mille-Îles à la fonction de leader adjoint du gouvernement. Déposé, 1465. (Document n° 1330)

Lettre concernant la nomination de M. Roger Lefebvre, député de Frontenac, ministre de la Justice et ministre délégué à la Réforme électorale, à la fonction de leader adjoint du gouvernement. Déposé, 1465. (Document n° 1330)

Lettre concernant la nomination de M. Réjean Doyon, député de Louis-Hébert, à la fonction de leader adjoint du gouvernement. Déposé, 1499. (Document n° 1373)

Lettre concernant la nomination de M. Robert Thérien, député de Rousseau, à la fonction de président du caucus du gouvernement. Déposé, 1465. (Document n° 1330)

Lettre concernant la nomination de M. Maurice Richard, député de Nicolet-Yamaska, à la fonction de président de la Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté. Déposé, 1489. (Document n° 1367)

Lettre concernant la nomination de M. Yvon Vallières, député de Richmond, à la fonction de whip en chef du gouvernement. Déposé, 1465. (Document n° 1330)

Lettre concernant la nomination de M. Réal Gauvin, député de Montmagny-L'Islet, à la fonction de whip adjoint du gouvernement. Déposés, 1152, 1465. (Documents n°s 988, 1330)

Lettre concernant la nomination de Mme Nicole Loiselle, député de Saint-Henri, à la fonction de whip adjointe du gouvernement. Déposé, 1488. (Document n° 1366)

Lettre concernant la nomination de M. Norman MacMillan, député de Papineau, à la fonction de whip adjoint du gouvernement. Déposé, 1465. (Document n° 1330)

Note de service concernant certaines nominations à l'Office de la protection du consommateur et à la Régie du logement. Déposé, 98. (Document n° 35)

Rémunération, avantages sociaux et autres conditions de travail de M^e Laurie A. Miller, nommée membre de la Commission d'accès à l'information. Déposé, 657. (Document n° 572)

Notaires, Ordre :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 739. (Document n° 666)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1191. (Document n° 1073)

Notre culture — Notre avenir :

Document relatif à la politique culturelle du gouvernement, intitulé-. Déposé, 385. (Document n° 294)

Nouveau-Brunswick :

Mémoire d'entente entre le Québec et le-, concernant la libéralisation des marchés publics. Déposé, 1219. (Document n° 1105)

- O -

Office de la langue française :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 524. (Document n° 401)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1150. (Document n° 973)

Office de la protection du consommateur :

- Note de service adressée au Conseil exécutif concernant certaines nominations. Déposé, 97. (Document n° 35)
- Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 652. (Document n° 563)
- Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1118. (Document n° 940)

Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris :

- Rapport annuel au 30 juin 1992. Déposé, 765. (Document n° 691)

Office de planification et de développement :

- Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 677. (Document n° 580)
- Rapport annuel 1992-1993 et rétrospective 1968-1993. Déposé, 1096. (Document n° 903)

Office des autoroutes :

- Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 738. (Document n° 660)
- Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1249. (Document n° 1130)

Office des personnes handicapées :

- Échange de correspondance entre l', et les centres de travail adapté concernant les compressions budgétaires du gouvernement. Déposé, 1347. (Document n° 1244)
- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 120. (Document n° 61)
- Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 748. (Document n° 677)
- Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1170. (Document n° 1022)

Office des professions :

- Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 739. (Document n° 671)
- Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1177. (Document n° 1043)

Office des ressources humaines :

- Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 125. (Document n° 72)
- Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 334. (Document n° 237)
- Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1164. (Document n° 1013)

Office des services de garde à l'enfance :

- Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 552. (Document n° 450)
- Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1280. (Document n° 1156)

Office du crédit agricole :

- Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 362. (Document n° 269)
- Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1081. (Document n° 892)

Office franco-québécois pour la jeunesse :

- Rapport annuel 1991. Déposé, 679. (Document n° 593)
- Rapport annuel 1992. Déposé, 1269. (Document n° 1146)

Oka :

Transcription d'un reportage de la Société Radio-Canada concernant la compensation payée, après la crise amérindienne de 1990, à la ville d'-. Déposé, 599. (Document n° 501)

Ontario :

Allocution de la ministre du Développement économique et du Commerce de l'-. concernant le commerce Ontario-Québec. Déposé, 1200. (Document n° 1093)

Lettre de la ministre du Développement économique et du Commerce de l'-. au ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie du Québec concernant le commerce Ontario-Québec. Déposé, 1200. (Document n° 1094)

Note émise par le ministère de la Santé de l'-. concernant l'approbation de soumissions en provenance d'entrepreneurs et de sous-traitants québécois par rapport au projet n° MOH 74598. Déposé, 1191. (Document n° 1076)

Opérations financières :

Sommaires 1991-1992 et 1992-1993. Déposés, 179. (Documents n^{os} 144, 145)

Sommaires 1992-1993 et 1993-1994. Déposés, 240. (Documents n^{os} 836, 837)

Opticiens d'ordonnances, Ordre :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 534. (Document n° 430)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1198. (Document n° 1086)

Optométristes, Ordre :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 534. (Document n° 431)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1336. (Document n° 1226)

Organisation des Nations Unies (ONU) :

Six documents relatifs à la plainte déposée devant le Comité des droits de l'homme de l'ONU concernant la loi 178 sur l'affichage commercial au Québec. Déposé, 851. (Document n° 770)

Orthophonistes et audiologistes, Corporation professionnelle :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 739. (Document n° 667)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1190. (Document n° 1069)

- P -

Pagé, M. Michel :

Lettre de démission du député de Portneuf. Déposé, 509. (Document n° 363)

Paradis, M. Pierre :

Lettre concernant la nomination du député de Brome-Missisquoi et ministre de l'Environnement à la fonction de leader du gouvernement. Déposés, 509, 1465. (Documents n^{os} 364, 1329)

Paré, M. Roger :

Lettre de démission du député de Shefford. Déposé, 1466. (Document n° 1332)

Partage des pouvoirs :

Échange de lettres entre M. Robert Bourassa et M. Brian Mulroney concernant le-. Déposé, 495. (Document n° 361)

Parti Action Démocratique du Québec :

Lettre du député d'Iberville, M. Yvon Lafrance, annonçant son désir de siéger à titre de député du-. Déposé, 1466. (Document n° 1331)

Péage sur les autoroutes :

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée nationale contenant un vote sur une motion relative au-. Déposé, 888. (Document n° 799)

Péchiney Uguine Kuhlmann :

Décret 81-337 concernant la proposition tarifaire à la compagnie-. Déposé, 811. (Document n° 748)

Personnes âgées :

Actes du colloque sur l'utilisation des médicaments chez les-, organisé par le MSSS et l'Association canadienne de l'industrie du médicament. Déposé, 1451. (Document n° 1320)

Pétitions :

Budget, rétroactivité de certaines nouvelles mesures prévues. Déposé, 1172. (Document n° 1040)

Centres de travail adapté, compressions budgétaires. Déposés, 1369, 1405. (Documents n^{os} 1265, 1292, 1293)

Clinique communautaire de Pointe-Saint-Charles, maintien du statut actuel. Déposés, 190, 196, 215. (Document n^{os} 157, 158, 159, 167, 183)

Clinique de planification des naissances du Centre hospitalier de l'Université Laval. Déposé, 740. (Document n° 673)

CLSC des Seigneuries, maintien du service de prélèvements sanguins. Déposés, 1220, 1250, 1263, 1281, 1291, 1301, 1307, 1327, 1339, 1369, 1377, 1393, 1453. (Documents n^{os} 1109, 1133, 1144, 1159, 1181, 1188, 1192, 1218, 1238, 1266, 1276, 1284, 1325, 1326)

Coalition québécoise des arts de la scène, exemption des taxes sur les billets de spectacle. Déposé, 138. (Document n° 107)

Code civil, obligations des époux. Déposé, 1338. (Document n° 1237)

Commission scolaire Jérôme-LeRoyer, enquête publique demandée. Déposés, 351. (Documents n^{os} 263, 264)

Comportement des députés à l'Assemblée nationale. Déposé, 561. (Document n° 464)

Côte-Nord, services offerts par le ministère des Transports à la population. Déposés, 713, 756. (Documents n^{os} 638, 688)

Déficit de la CSST, commission d'enquête demandée. Déposés, 941, 949, 953, 966, 976, 1013, 1024, 1029, 1038, 1046. (Documents n^{os} 839, 840, 846, 848, 853, 858, 862, 866, 871, 875, 886)

Développement de nouveaux logements destinés aux ménages à revenu faible ou modeste. Déposé, 843. (Document n° 763)

Diabétiques de 50 ans et plus, gratuité des médicaments. Déposés, 181, 197, 215, 252, 270. (Documents n^{os} 146, 168, 182, 201, 210, 211)

Droits d'immatriculation, surtaxe imposée aux automobilistes. Déposés, 515, 628. (Documents n^{os} 394, 531)

École Jacques-Labrie de Saint-Eustache et école Fleur-de-vie de Laval-Ouest. Déposé, 834. (Document n° 760)

École Maisonneuve, diminution de la clientèle ethnique. Déposés, 126, 130. (Documents n^{os} 80, 89)

Éducation aux adultes, opposition aux coupures. Déposé, 182, 322. (Documents n^{os} 150, 234)

Enseignement de la philosophie au collégial. Déposé, 834. (Document n° 761)

Fardeau fiscal au Québec. Déposés, 766, 781, 788, 794, 811, 821. (Documents n^{os} 695, 696, 717, 724, 725, 731, 732, 747, 751)

Fleuve Saint-Laurent, patrimoine mondiale. Déposés, 1313. (Documents n^{os} 1202, 1203, 1204, 1205)

Gendarmerie royale du Canada, activités illégales. Déposé, 270. (Document n° 209)

Grand Nord québécois, transport de nourriture et fiscalité. Déposé, 865. (Document n° 787)

Grantham, maintien des effectifs et des services du ministère des Transports. Déposé, 1099. (Document n° 918)

Habitations à loyer modique, droit de maintenir des animaux domestiques. Déposé, 1346. (Document n° 1242)

Handicapés intellectuels de 21 ans et plus, subventions. Déposé, 63. (Document n° 22)

Hôtel-Dieu de Montréal, maintien au centre-ville. Déposés, 110, 134, 138, 145, 153, 160, 174, 182, 196, 202, 214, 252, 306. (Documents n^{os} 54, 55, 99, 102, 114, 127, 134, 141, 151, 166, 175, 181, 202, 224)

Info-Cult, subventions demandées. Déposé, 160. (Document n° 136)

Lebel-sur-Quévillon, emplois demandés. Déposé, 57. (Document n° 20)

Loi 37 et les assistés sociaux. Déposé, 828. (Document n° 755)

Loi 178, *Loi modifiant la Charte de la langue française*. Déposés, 807, 848, 942. (Documents n^{os} 744, 745, 746, 768, 841)

Négociations dans les secteurs public et parapublic. Déposés, 74, 96, 102, 110, 121, 126, 129, 130, 134, 138, 145, 153, 160, 181, 191. (Documents n^{os} 25, 26, 31, 32, 40, 52, 53, 65, 66, 67, 68, 69, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 94, 95, 96, 97, 98, 103, 104, 105, 106, 116, 117, 118, 128, 129, 130, 135, 147, 148, 149, 160, 161)

Orphelins de Duplessis, dédommagements demandés. Déposé, 214. (Document n° 180)

Pensions alimentaires, perception automatique. Déposés, 1270, 1281, 1292, 1301, 1313, 1327, 1338. (Documents n^{os} 1148, 1160, 1182, 1187, 1201, 1216, 1217, 1235, 1236)

Pièces d'autos de Sabrevois Inc., fermeture demandée. Déposé, 145. (Document n° 115)

Politique d'aide aux personnes souffrant de cancer, fibrose kystique, diabète insipide, cholestérol élevé ou problèmes de santé mentale. Déposé, 1443. (Document n° 1317)

Processus de négociation de la convention collective entre le gouvernement du Québec et les syndicats du secteur public. Déposé, 926. (Document n° 819)

Projet de loi 86, Loi modifiant la Charte de la langue française. Déposé, 1009. (Document n° 860)

Projet de loi 128, Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu. Déposé, 1443. (Document n° 1318)

Projet de loi 135, Loi sur le Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec. Déposé, 1363. (Document n° 1264)

Reconnaissance du rôle parental et transformation de l'exemption pour frais de garde en un crédit d'impôt remboursable. Déposés, 766, 780, 781, 787, 794, 806. (Documents n^{os} 693, 694, 714, 715, 716, 719, 720, 721, 722, 723, 730, 743)

Référendum sur la souveraineté demandé. Déposés, 190, 196, 202, 220, 227, 263, 295, 365, 453, 454, 455, 456. (Documents n^{os} 156, 165, 174, 186, 193, 204, 205, 206, 217, 218, 219, 220, 285, 286, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352)

Réforme de l'enseignement collégial. Déposé, 821. (Document n° 752)

Régie des rentes du Québec, rapatriement vers Québec du traitement des demandes. Déposé, 96. (Document n° 30)

Règlement sur les normes d'éthique et de discipline dans la fonction publique, abrogation. Déposé, 174. (Document n° 143)

Retraite anticipée et intégration des jeunes dans le milieu du travail. Déposés, 848, 1191. (Documents n^{os} 766, 1075)

Sainte-Anne-de-la-Rochelle, agrandissement du site d'enfouissement. Déposés, 160, 174, 305, 495. (Documents n^{os} 131, 132, 133, 142, 223, 360)

Sainte-Julie, construction d'une école. Déposé, 351. (Document n° 262)

Subventions aux organismes de loisir et élaboration d'une stratégie de développement du loisir au Québec. Déposés, 848, 856, 877, 888, 900, 916. (Documents n^{os} 767, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 793, 798, 805, 814)

Système scolaire québécois, rôle de l'éducation physique. Déposé, 1424. (Document n° 1304)
Tarification de 2 \$ sur les ordonnances, abolition demandée. Déposé, 388. (Document n° 307)
Taxe sur le tabac en feuilles. Déposés, 916, 953. (Documents n°s 813, 847)
Taxe sur les services, report. Déposé, 130. (Document n° 90)
Thérapies spirituelles et pratique illégale de la médecine. Déposé, 713. (Document n° 639)
Ticket orienteur (services de santé), opposition. Déposé, 121. (Document n° 64)
Vente éventuelle de certains établissements possédés par Culinar inc. Déposés, 877, 891, 936, 1124. (Documents n°s 792, 801, 831, 965)
Violence dans les médias. Déposé, 535. (Document n° 435)

Pétrolier Irving Whale :

Lettre du ministre de l'Environnement du Québec au ministre des Transports du Canada concernant l'épave du-, dans le golfe du Saint-Laurent. Déposé, 1307. (Document n° 1194)

Pharmaciens, Ordre :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 534. (Document n° 428)
Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1198. (Document n° 1087)

Physiothérapeutes, Corporation professionnelle :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 552. (Document n° 448)
Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1353. (Document n° 1247)

Plan quinquennal d'investissements universitaires 1991-1996 :

Cadre de référence et décrets 1275-92 et 1276-92 concernant l'approbation du plan quinquennal. Déposé, 608. (Document n° 510)

Plein air, Société des établissements de :

Extraits de rapports annuels de la SEPAQ et des états financiers des entreprises du gouvernement du Québec. Déposé, 749. (Document n° 681)
Rapport annuel au 31 mai 1991. Déposé, 25. (Document n° 4)
Rapport annuel au 31 mai 1992. Déposé, 511. (Document n° 369)
Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1151. (Document n° 980)

Podiatres, Ordre :

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 348. (Document n° 251)
Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 739. (Document n° 668)
Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1452. (Document n° 1321)

Poissant Thibault — Peat Marwick Thorne :

Extrait d'un rapport intitulé : *Circonstances et transactions ayant pu causer l'insolvabilité des Coopérants inc.* préparé par la firme d'experts-comptables-. Déposé, 640. (Document n° 555)

Politique culturelle du gouvernement du Québec :

Document intitulé : *Notre culture — Notre avenir*. Déposé, 385. (Document n° 294)

Politique de la santé et du bien-être :

Document préparé par le ministère de la Santé et des Services sociaux. Déposé, 321. (Document n° 228)

Politique scientifique au Québec :

Revue de la politique scientifique intitulée : *Le développement scientifique au Québec* et compendium des indicateurs de l'activité scientifique. Déposés, 446. (Document n^{os} 314, 315)

Pourvoyeurs, Fédération des :

Lettre du président de la-, au sous-ministre adjoint à la ressource faunique du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche concernant un projet de chasse expérimentale. Déposé, 1307. (Document n° 1193)

Premiers ministres :

Échange de lettres entre M. Robert Bourassa et M. Brian Mulroney concernant le partage des pouvoirs traité lors des négociations constitutionnelles. Déposé, 495. (Document n° 361)

Produits forestiers St-Alphonse inc. :

Extraits du procès-verbal de la réunion du 21 avril 1992 tenue par le conseil d'administration des-. Déposé, 1250. (Document n° 1134)

Programme d'accès à l'égalité de la fonction publique du Québec pour les membres des communautés culturelles 1990-1994 :

Rapport d'étape 1990-1992. Déposé, 899. (Document n° 803)

Programme d'accès à l'égalité pour les femmes de la fonction publique :

Rapport d'évaluation 1987-1990. Déposé, 348. (Document n° 249)

Programme d'aide à la promotion des exportations (APEX) :

Réponse à une question écrite concernant les entreprises dont la demande d'adhésion a été refusée en 1991-1992. Déposé, 680. (Document n° 596)

Programme d'aide aux Inuit pour leurs activités de chasse, de pêche et de piégeage :

Rapport annuel 1987. Déposé, 107. (Document n° 43)
Rapport annuel 1988. Déposé, 108. (Document n° 44)
Rapport annuel 1989. Déposé, 108. (Document n° 45)
Rapport annuel 1990. Déposé, 108. (Document n° 46)
Rapport annuel 1991. Déposé, 793. (Document n° 728)
Rapport annuel 1992. Déposé, 1151. (Document n° 981)

Programme d'exonération et d'aide financière pour enfants en service de garde :

Réponse à une question écrite concernant la gestion par le MMSRFP du-.
Déposé, 681. (Document n° 602)

Programme Reprise PME :

Sommaire du-. Déposé, 561. (Document n° 465)

Programmes gouvernementaux :

Graphique montrant la moyenne des augmentations annuelles des dépenses réelles de 1972 à 1993 pour les programmes du gouvernement du Québec.
Déposé, 947. (Document n° 843)

Projet hydro-électrique Laforge-1 :

Lettre d'Hydro-Québec à la ministre de l'Énergie et des Ressources concernant les travaux d'environnement prévus par la SEBJ. Déposé, 365.
(Document n° 287)

Projet hydro-électrique Sainte-Marguerite-3 :

Lettres du ministre de l'Environnement au ministre des Transports du Canada concernant le-. Déposé, 1392. (Document n° 1281)
Rapport d'analyse de recevabilité. Déposé, 43. (Document n° 11)

Projet-pilote Euro-Québec d'hydro-hydrogène (EQHHP) :

Sommaire exécutif des résultats de l'étude de faisabilité de la phase II préparé par Hydro-Québec et la Ludwig-Bölkow-Stiftung. Déposé, 599. (Document n° 500)

Projet de loi 130 :

Tableau présentant des statistiques par rapport à l'étude détaillée du-, Loi modifiant la loi sur l'assurance automobile et d'autres dispositions législatives. Déposé, 1382. (Document n° 1277)

Projets de loi de l'État du Massachusetts :

Cinq projets de loi. Déposé, 51. (Document n° 14)

Proposition de plan de développement d'Hydro-Québec 1993-1995 :

Erratum à l'annexe 3 de la proposition et 5 documents de travail complémentaires. Déposé, 532. (Document n° 420)

Proposition et annexes. Déposé, 510. (Document n° 367)

Propositions de politiques pour le secteur financier du Québec :

Document intitulé : *L'appui au secteur financier : des dividendes pour le Québec — Propositions de politiques pour le secteur financier du Québec.*

Déposé, 730. (Document n° 654)

Protecteur du citoyen :

Lettre au leader de l'opposition officielle accompagnée des commentaires formulés au ministre des Transports concernant le projet de loi 57. Déposé, 629. (Document n° 533)

Lettre au ministre de la Justice concernant la succession de Mme Yvette Bélair-Plessis. Déposé, 841. (Document n° 762)

Lettres concernant le versement, par la SAAQ, de redevances au fonds consolidé du revenu. Déposés, 631, 632. (Documents n°s 534, 535)

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 627. (Document n° 526)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1423. (Document n° 1301)

Protection de la vie privée :

Rapport annuel 1991 requis par l'article 195 du *Code criminel*. Déposé, 569. (Document n° 467)

Rapport annuel 1992 requis par l'article 195 du *Code criminel*. Déposé, 1189. (Document n° 1060)

Psychologues, Corporation professionnelle :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 534. (Document n° 429)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1190. (Document n° 1070)

Publicité :

Réponse à une question concernant les crédits prévus pour l'application de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales. Déposé, 1233. (Document n° 1117)

- Q -

Quadrex ltée :

Documents relatifs à la SDI et communiqués concernant Les Systèmes d'information Quadrex ltée. Déposé, 323. (Document n° 235)

Qualité totale :

Lettre du leader de l'opposition officielle au Président de l'Assemblée nationale et au ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie concernant la promotion de la qualité totale au sein de l'appareil gouvernemental québécois. Déposé, 1157. (Document n° 1012)

Québec-Sud :

Rapport annuel 1991-1992 de la Société du parc industriel et portuaire-. Déposé, 598. (Document n° 496)

Rapport annuel 1992-1993 de la Société du parc industriel et portuaire-. Déposé, 1171. (Document n° 1028)

- R -

Radio-Canada :

Transcription d'un reportage de la Société concernant la compensation payée à la ville d'Oka après la crise amérindienne de 1990. Déposé, 599. (Document n° 501)

Radio-Québec :

Lettre du ministre des Communications du Québec au président du Conseil d'administration concernant la situation financière, les rôles et le mandat de-. Déposé, 615. (Document n° 519)

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 534. (Document n° 432)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1165. (Document n° 1018)

Recherche et développement :

Graphique relatif à la dépense intérieure pour recherche et développement au Québec en proportion du produit intérieur brut de 1979 à 1990. Déposé, 878. (Document n° 794)

Récupération des surplus des fonds spéciaux :

Réponse à une question écrite concernant une mesure annoncée lors du discours du budget 1992-1993 relativement à la-. Déposé, 805. (Document n° 737)

Réfection du réseau routier national :

Lettre du ministre des Finances à son homologue fédéral concernant le projet fédéral-provincial de-. Déposé, 569. (Document n° 469)

Référendum : Voir Consultation populaire**Réforme des services de santé et des services sociaux :**

Réponse à une question écrite concernant les changements de personnel effectués à la suite de la-. Déposé, 847. (Document n° 764)

Régie de la sécurité dans les sports :

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 125. (Document n° 71)

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 511. (Document n° 371)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1312. (Document n° 1198)

Régie de l'assurance-dépôts :

Rapport annuel 1991. Déposé, 119. (Document n° 59)

Rapport annuel 1992. Déposé, 861. (Document n° 783)

Régie de l'assurance-maladie :

Lettre du PDG concernant une motion inscrite au *Feuilleton* par le leader de l'Opposition. Déposé, 204. (Document n° 177)

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 347. (Document n° 248)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1096. (Document n° 905)

Statistiques annuelles pour 1991. Déposé, 652. (Document n° 561)

Régie des assurances agricoles :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 608. (Document n° 505)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1312. (Document n° 1197)

Régie des entreprises de construction :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 638. (Document n° 548)

Régie des installations olympiques :

Rapport annuel au 31 octobre 1992. Déposé, 778. (Document n° 705)

Régie des loteries :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 363. (Document n° 276)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1249. (Document n° 1126)

Régie des marchés agricoles et alimentaires :

Copie d'un bon de commande pour l'impression du rapport annuel 1991-1992. Déposé, 776. (Document n° 700)

Lettre du Président exposant les étapes de la préparation et du dépôt du rapport annuel 1991-1992. Déposé, 776. (Document n° 701)

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 730. (Document n° 655)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1150. (Document n° 975)

Régie des permis d'alcool :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 362. (Document n° 267)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1117. (Document n° 935)

Régie des rentes :

Rapport actuariel préparé à la demande de la Régie pour accompagner le projet de loi 43. Déposé, 828. (Document n° 753)

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 385. (Document n° 293)

Rapport annuel 1992-1993 accompagné de l'analyse actuarielle du Régime de rentes du Québec, en date du 31 décembre 1992. Déposé, 1097. (Document n° 906)

Régie des télécommunications :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 544. (Document n° 442)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1120. (Document n° 953)

Régie du bâtiment :

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1290. (Document n° 1174)

Régie du cinéma :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 363. (Document n° 273)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1171. (Document n° 1033)

Régie du gaz naturel :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 652. (Document n° 558)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1117. (Document n° 928)

Régie du logement :

Note de service concernant certaines nominations. Déposé, 98. (Document n° 35)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 386. (Document n° 299)

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 637. (Document n° 540)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1117. (Document n° 934)

Réponse à une question écrite concernant les plaintes de harcèlement portées en vertu de la Loi sur la-. Déposé, 722. (Document n° 650)

Régies régionales de la santé et des services sociaux : - Voir aussi Conseils régionaux

Rapport annuel 1992-1993, région de l'Estrie. Déposé, 1188. (Document n° 1059)

Rapports annuels 1992-1993 pour les régions de Québec, Chaudière—Appalaches, Montréal centre, Laurentides, Montérégie, Mauricie—Bois-Francs, Bas-Saint-Laurent, Saguenay—Lac-Saint-Jean, Abitibi—Témiscamingue, Côte-Nord, Nord-du-Québec, Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine et Outaouais. Déposé, 1170. (Document n° 1024)

Règlement d'application de la Loi sur l'assurance-maladie :

Projet de règlement comportant des modifications. Déposé, 195. (Document n° 162)

Règlement de l'Assemblée, rappel au :

Texte de l'intervention du leader de l'Opposition officielle sur un-, concernant l'inscription au *Feuilleton* de préavis de motions mettant en question la conduite de personnes autres qu'un député. Déposé, 1361. (Document n° 1257)

Regroupement québécois pour l'ouverture le dimanche :

Étude comparative de l'évolution des ventes au détail préparée par Management Horizons pour le-. Déposé, 580. (Document n° 475)

Relance des arts de la scène :

Liste des représentants au sein du comité de concertation tripartite. Déposé, 357. (Document n° 265)

Relations du travail :

Texte d'une déclaration ministérielle concernant le projet de loi 142, Loi modifiant la Loi sur les-, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction, et de l'amendement proposé. Déposé, 1421. (Document n° 1294)

Rémillard, M. Gil :

Lettre de démission du député de Jean-Talon. Déposé, 1466. (Document n° 1337)

Repentigny :

Affidavit concernant le rôle d'une conseillère politique au cabinet du ministre de l'Environnement relativement au dossier de l'usine d'épuration des eaux usées de-. Déposé, 1228. (Document n° 1115)

Correspondance entre le maire et le ministre de l'Environnement concernant la construction d'une station d'épuration d'eaux usées à-. Déposé, 1219. (Document n° 1102)

Échange de lettres entre le président de l'Association professionnelle des ingénieurs du gouvernement et le ministre de l'Environnement concernant l'assainissement des eaux usées de-. Déposé, 1228. (Document n° 1114)

Série de lettres et de notes de service portant sur le dossier de la station d'épuration de-. Déposé, 1263. (Document n° 1143)

Réseau routier :

Tableau synthèse de la position du gouvernement concernant le partage de la gestion du-. Déposé, 594. (Document n° 494)

Résidence Jean-de-la-Lande :

Série de documents portant sur la transformation du système de chauffage de la-. Déposé, 781. (Document n° 718)

Revenu :

Tableau montrant le revenu total moyen, après impôt sur le revenu, des ménages canadiens et québécois. Déposé, 900. (Document n° 806)

Revenu, ministère :

Notes explicatives concernant la ligne 374 des formulaires de déclaration de revenus pour 1989 et 1990. Déposé, 52. (Document n° 18)

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 653. (Document n° 567)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1376. (Document n° 1272)

Richard, M. Maurice :

Lettre concernant la nomination du député de Nicolet-Yamaska à la fonction de président de la Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté. Déposé, 1489. (Document n° 1367)

- S -

Sainte-Marguerite, rivière :

Lettres du ministre de l'Environnement au ministre des Transports du Canada concernant le projet d'aménagement hydroélectrique sur la-. Déposé, 1392. (Document n° 1281)

Salaberry-de-Valleyfield :

Résolutions adoptées par la ville concernant la vente de colle devant servir à la construction de modèles réduits. Déposé, 936. (Document n° 834)

Salon québécois du cheval :

Lettre concernant le transfert au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation par le-, de certains montants d'argent. Déposé, 1501. (Document n° 1380)

Lettres et documents concernant le dossier du casino du-. Déposé, 1488. (Document n° 1365)

Santé et sécurité du travail :

Avis du Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre sur des changements à apporter au régime. Déposé, 139. (Document n° 109)

Santé et Services sociaux :

Actes du colloque sur l'utilisation des médicaments chez les personnes âgées organisé avec l'Association canadienne de l'industrie du médicament. Déposé, 1451. (Document n° 1320)

Documents :

La tenue d'une commission parlementaire sur les thérapies alternatives.
Déposé, 677. (Document n° 582)

Le citoyen : la véritable raison d'être de la relocalisation. Déposé, 585.
(Document n° 478)

Politique de la santé et du bien-être préparée par le ministère. Déposé, 321.
(Document n° 228)

Rapport annuel 1990-1991 du ministère. Déposé, 387. (Document n° 303)

Rapport annuel 1991-1992 du ministère. Déposé, 748. (Document n° 676)

Rapport annuel 1992-1993 du ministère. Déposé, 1362. (Document n° 1260)

Rapport du comité consultatif sur l'implantation d'un système intégré de soins
préhospitaliers d'urgence. Déposé, 315. (Document n° 226)

Réponses à des questions écrites :

Changements de personnel effectués à la suite de la réforme de la-
Déposé, 847. (Document n° 764)

Crédits octroyés aux secteurs prioritaires du programme «soutien des
organismes bénévoles» du ministère. Déposé, 1121. (Document n° 955)

Déplacements par ambulance des citoyens en provenance du CLSC Lac-
Etchemin vers les centres hospitaliers Saint-Georges-de-Beauce et de
Beauceville. Déposé, 848. (Document n° 765)

Subsides accordés, dans le budget de 1992, aux comités des usagers des
institutions de la grande région de Montréal relevant du ministère.
Déposé, 1165. (Document n° 1019)

Subsides accordés, dans le budget de 1993, aux comités des usagers des
institutions de la grande région de Montréal relevant du ministère.
Déposé, 1165. (Document n° 1020)

Sawquip International Inc. :

Lettre du président de-, concernant le projet de la scierie St-Alphonse.
Déposé, 1250. (Document n° 1135)

Science :

Document de travail du ministère de l'Industrie, du Commerce et de la
Technologie intitulé : *La répartition régionale des dépenses fédérales en
sciences et technologie*. Déposé, 1173. (Document n° 1041)

Revue de la politique scientifique intitulée : *Le développement scientifique au
Québec* et compendium des indicateurs de l'activité scientifique. Déposés,
446. (Document n°^{OS} 314, 315)

Scierie de La Martre :

Soumissions présentées à REXFOR pour l'achat de la-. Déposé, 805. (Document
n° 736)

Scierie Parent inc. :

Lettre de M. Denis Brière, président, au ministre des Forêts. Déposé, 682.
(Document n° 607)

Scierie St-Alphonse :

Lettre du président de Sawquip International Inc. concernant le projet de la-
Déposé, 1250. (Document n° 1135)

Scories radioactives :

Trois documents relatifs à l'utilisation de-. Déposé, 878. (Document n° 796)

Séances extraordinaires de l'Assemblée nationale :

Entente intervenue entre les députés quant au déroulement des séances
extraordinaires faisant suite à la convocation pour le 9 septembre 1992.
Déposé, 481. (Document n° 358)

Lettre du Premier ministre donnant le motif de la convocation de l'Assemblée
nationale en séance extraordinaire le 3 septembre 1992. Déposé, 453.
(Document n° 319)

Lettre du Premier ministre donnant les motifs de la convocation de
l'Assemblée nationale en séance extraordinaire le 9 septembre 1992.
Déposé, 477. (Document n° 357)

Secrétariat à la Capitale :

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1280. (Document n° 1157)

Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes :

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 251. (Document n° 197)

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 708. (Document n° 615)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1189. (Document n° 1063)

Réponses à des questions écrites :

Contrats et honoraires accordés pour l'étude ou l'analyse de propositions
constitutionnelles. Déposé, 779. (Document n° 708)

Versement d'honoraires supplémentaires à M^e André G. Tremblay. Déposé,
779. (Document n° 709)

Sécurité du revenu :

Tableaux de comparaison interprovinciale du régime actuel de-. Déposé, 1095.
(Document n° 900)

Sécurité publique, ministère :

Lettre du ministre concernant certaines activités dans le secteur du bingo.
Déposé, 756. (Document n° 689)

Rapport annuel 1991-1992 du ministère. Déposé, 721. (Document n° 640)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1288. (Document n° 1166)

Services préhospitaliers d'urgence au Québec :

Rapport du Comité consultatif sur l'implantation d'un système intégré de soins
préhospitaliers d'urgence. Déposé, 315. (Document n° 226)

Sidbec :

Rapport annuel 1991. Déposé, 589. (Document n° 485)

Rapport annuel 1992. Déposé, 1442. (Document n° 1312)

Sidbec-Dosco Inc. :

Rapport annuel 1991. Déposé, 589. (Document n° 485)

Rapport annuel 1992. Déposé, 1442. (Document n° 1312)

Simard, M. Mario :

Excuses du ministre des Forêts pour des propos qu'il a tenus au sujet du dossier de son ex-directeur de cabinet. Déposé, 1151. (Document n° 985)

Société d'aménagement de l'Outaouais :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé 707. (Document n° 612)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1289. (Document n° 1167)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1305. (Document n° 1189)

Société de développement de la Baie James :

Étude d'analyse concernant la construction d'une route reliant Chibougamau et Chapais et extrait d'un contrat conclu entre la SDBJ, la Compagnie de construction Cris (Québec) et le ministère des Transports concernant la construction d'une route reliant la route Némiscou-Albanet et le chemin forestier n° L-231. Déposé, 1221. (Document n° 1110)

Rapport annuel pour la période du 1^{er} janvier 1990 au 31 mars 1990. Déposé, 386. (Document n° 297)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 386. (Document n° 298)

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 445. (Document n° 309)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1288. (Document n° 1163)

Société de développement industriel :

Correspondance entre la SDI et la Direction des crimes économiques concernant Gentec inc., Micro-Contrôle inc. et Télé-Alarmes Microtec inc. Déposé, 283. (Document n° 213)

Document concernant la proportion des pertes de la SDI imputable aux décisions du Conseil des ministres. Déposé, 638. (Document n° 543)

Documents relatifs à la SDI et communiqués concernant Les Systèmes d'information Quadrex ltée. Déposé, 323. (Document n° 235)

Lettre de la SDI au bureau du Procureur général concernant Gentec inc., Micro-Contrôle inc. et Télé-Alarmes Microtec inc. Déposé, 295. (Document n° 221)

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 446. (Document n° 313)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1120. (Document n° 949)

Trois lettres adressées aux Éditions Ad Lib Inc. concernant un prêt participatif. Déposé, 139. (Document n° 108)

Société de la Place des Arts de Montréal :

Rapport annuel au 28 août 1991. Déposé, 363. (Document n° 274)

Rapport annuel au 2 septembre 1992. Déposé, 833. (Document n° 757)

Rapport annuel au 31 août 1993. Déposé, 1499. (Document n° 1374)

Société de l'assurance automobile :

Avis juridique concernant la validité des surplus de la société. Déposé, 122. (Document n° 70)

Lettres concernant le versement, par la SAAQ, de redevances au fonds consolidé du revenu. Déposés, 631, 632. (Documents n°s 534, 535)

Rapport annuel 1991. Déposé, 226. (Document n° 188)

Rapport annuel 1992. Déposé, 833. (Document n° 756)

Rapport annuel 1991 (contrôle du transport routier). Déposé, 251. (Document n° 198)

Rapport annuel 1992 (contrôle du transport routier). Déposé, 871. (Document n° 789)

Société d'énergie de la Baie James :

Lettre d'Hydro-Québec à la ministre de l'Énergie et des Ressources concernant les travaux d'environnement prévus dans le cadre du projet de Laforge-1. Déposé, 365. (Document n° 287)

Société de radio-télévision du Québec : Voir Radio-Québec

Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers (REXFOR) :

Extraits du procès-verbal de la réunion du 27 mars 1992 tenue par le conseil d'administration de REXFOR. Déposé, 1250. (Document n° 1134)

Lettre concernant les opérations forestières de Donohue Matane inc. ainsi que la vente de ses scieries. Déposé, 959. (Document n° 849)

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 471. (Document n° 356)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1097. (Document n° 911)

Soumissions présentées à REXFOR pour l'achat de la scierie de La Martre en Gaspésie. Déposé, 805. (Document n° 736)

Société des alcools :

Rapport annuel au 28 mars 1992. Déposé, 445. (Document n° 311)

Rapport annuel au 27 mars 1993. Déposé, 1120. (Document n° 947)

Société des établissements de plein air du Québec (SEPAQ):

Extraits de rapports annuels de la SEPAQ et des états financiers des entreprises du gouvernement du Québec. Déposé, 749. (Document n° 681)

Rapport annuel au 31 mai 1991. Déposé, 25. (Document n° 4)

Rapport annuel au 31 mai 1992. Déposé, 511. (Document n° 369)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1151. (Document n° 980)

Société des loteries du Québec :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 347. (Document n° 246)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1117. (Document n° 931)

Société des traversiers :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 533. (Document n° 425)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1165. (Document n° 1016)

Société d'habitation du Québec :

Rapport annuel 1991. Déposé, 362. (Document n° 266)

Rapport annuel 1992. Déposé, 1117. (Document n° 932)

Réponse à une question écrite concernant la contribution du gouvernement fédéral au budget de fonctionnement de la-. Déposé, 722. (Document n° 649)

Société du Grand Théâtre de Québec :

Rapport annuel au 31 août 1992. Déposé, 721. (Document n° 643)

Rapport annuel au 31 août 1993. Déposé, 1499. (Document n° 1373)

Société du Palais des congrès de Montréal :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 560. (Document n° 455)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1290. (Document n° 1176)

Société du parc industriel du centre du Québec :

Avis d'appel d'offres pour des travaux dans le port de Bécancour. Déposé, 135. (Document n° 100)

Procès-verbal d'une réunion tenue le 20 février 1985. Déposé, 137. (Document n° 101)

Société du parc industriel et portuaire de Bécancour :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 598. (Document n° 497)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1171. (Document n° 1027)

Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 598. (Document n° 496)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1171. (Document n° 1028)

Société générale de financement :

Décret 85-93 concernant l'approbation de la directive numéro 4 à la-. Déposé, 778. (Document n° 704)

Rapport annuel 1991. Déposé, 445. (Document n° 312)

Rapport annuel 1992. Déposé, 1119. (Document n° 946)

Société générale des industries culturelles :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 590. (Document n° 488)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1197. (Document n° 1077)

Société immobilière du Québec :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 348. (Document n° 250)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1082. (Document n° 896)

Réponse à une question écrite concernant une entente signée entre la-, et la
Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec. Déposé, 1423.
(Document n° 1300)

Société Innovatech du Grand Montréal : Voir Innovatech

Société nationale de l'amiante :

Lettres du Président-directeur général pour transmission du rapport annuel
1991-1992 de la-. Déposé, 775. (Document n° 698)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 334. (Document n° 236)

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 755. (Document n° 683)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1280. (Document n° 1153)

Société québécoise d'assainissement des eaux :

Lettre concernant un projet d'assainissement des eaux du Haut-Richelieu.
Déposé, 1219. (Document n° 1101)

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 678. (Document n° 587)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1219. (Document n° 1103)

Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre :

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1170. (Document n° 1025)

Société québécoise de récupération et de recyclage :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 678. (Document n° 584)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1219. (Document n° 1104)

Société québécoise des transports :

Rapports annuels au 31 décembre 1990 et au 31 décembre 1991. Déposé, 756.
(Document n° 687)

Rapport annuel au 31 décembre 1992. Déposé, 1423. (Document n° 1299)

Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM):

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 386. (Document n° 296)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1117. (Document n° 929)

Société québécoise d'information juridique :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 626. (Document n° 524)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1289. (Document n° 1170)

Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (SOQUILA) :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 386. (Document n° 300)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1096. (Document n° 904)

Société québécoise d'initiatives pétrolières (SOQUIP) :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 386. (Document n° 295)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1117. (Document n° 930)

Sociétés de conservation du Québec :

Communiqués de presse concernant la réorganisation des-. Déposé, 936.
(Document n° 833)

Sommet de la Justice :

Document contenant les Actes du Sommet de la Justice intitulé : *La justice : une responsabilité à partager*. Déposé, 730. (Document n° 656)

Stade olympique :

Lettre concernant le projet de toit du-. Déposé, 976. (Document n° 859)

Stratégie québécoise d'efficacité énergétique :

Documents :

La stratégie québécoise d'efficacité énergétique : orientations et plan d'action accompagné du texte de la déclaration ministérielle. Déposé, 598. (Document n° 498)

La stratégie québécoise d'efficacité énergétique — une contribution au développement durable. Déposé, 101. (Document n° 36)

St-Roch, M. Jean-Guy :

Lettre de démission (du caucus du Parti Libéral) du député de Drummond. Déposé, 468. (Document n° 354)

Sûreté du Québec :

Lettres concernant l'industrie des courses de chevaux. Déposé, 1490.
(Document n° 1371)

Rapport annuel 1991. Déposé, 523. (Document n° 398)

Rapport annuel 1992. Déposé, 1117. (Document n° 933)

Suspension de certaines règles de procédure :

Texte de l'argumentation du leader de l'opposition officielle quant à la recevabilité d'une motion de-. Déposé, 665. (Document n° 573)

- T -

Techniciens en radiologie, Ordre :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 561. (Document n° 463)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1178. (Document n° 1053)

Techniciens et techniciennes dentaires, Corporation professionnelle :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 552. (Document n° 445)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1190. (Document n° 1071)

Technologie :

Brochure publiée par le ministère de l'Industrie, du Commerce et de la,
intitulée «Modernisation et innovation technologique». Déposé, 1328.
(Document n° 1219)

Technologistes médicaux, Corporation professionnelle :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 552. (Document n° 446)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1198. (Document n° 1088)

Technologues des sciences appliquées, Corporation professionnelle :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 552. (Document n° 447)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1191. (Document n° 1072)

Télé-Alarmes Microtec inc. :

Correspondance entre la SDI et la Direction des crimes économiques
concernant-. Déposé, 283. (Document n° 213)

Lettre de la SDI au bureau du Procureur général concernant-. Déposé, 295.
(Document n° 221)

Thérapies alternatives :

Document d'information intitulé : *La tenue d'une commission parlementaire sur
les thérapies alternatives*. Déposé, 677. (Document n° 582)

Thérien, M. Robert :

Lettre concernant la nomination du député de Rousseau à la fonction de
président du caucus du gouvernement. Déposé, 1465. (Document n° 1330)

Tourisme :

Document intitulé : *Le tourisme québécois : histoire d'une industrie*. Déposé,
152. (Document n° 125)

Mémoire intitulé : *L'impact des lois linguistiques sur l'industrie du tourisme au
Québec*. Déposé, 893. (Document n° 802)

Rapport annuel 1991-1992 du ministère. Déposé, 560. (Document n° 453)

Rapport annuel 1992-1993 du ministère. Déposé, 1190. (Document n° 1064)

Traducteurs et interprètes agréés, Corporation professionnelle :

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1337. (Document n° 1228)

Transports Canada :

Lettre du ministre de l'Environnement du Québec au ministre des Transports
du Canada concernant l'épave du pétrolier Irving Whale dans le golfe du
Saint-Laurent. Déposé, 1307. (Document n° 1194)

Lettres du ministre de l'Environnement au ministre des Transports du Canada concernant le projet d'aménagement hydroélectrique sur la rivière Sainte-Marguerite. Déposé, 1392. (Document n° 1281)

Transports, ministère :

Documents relatifs à la nouvelle organisation administrative. Déposé, 861. (Document n° 785)

Étude d'analyse préparée par Polytech inc. concernant la construction d'une route reliant Chibougamau et Chapais et extrait d'un contrat conclu entre la SDBJ, la Compagnie de construction Cris (Québec) et le ministère concernant la construction d'une route reliant la route Némiscou-Albanel et le chemin forestier n° L-231. Déposé, 1221. (Document n° 1110)

Étude intitulée «La route Chibougamau Baie-James ... un lieu structurant pour le Québec!» préparée par Polytech inc. Déposé, 1227. (Document n° 1112)

Lettre concernant le maintien des effectifs à Drummondville, accompagnée d'un extrait de *La Tribune*. Déposé, 865. (Document n° 788)

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 129. (Document n° 81)

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 756. (Document n° 686)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1220. (Document n° 1106)

Rapport sur le transport routier des marchandises en application de la *Loi sur le camionnage*. Déposé, 446. (Document n° 316)

Recommandations de la Table de concertation sur l'industrie ferroviaire concernant le transport interurbain des personnes et son impact sur l'emploi et l'industrie ferroviaire à Montréal. Déposé, 1292. (Document n° 1183)

Travail, ministère :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 321. (Document n° 229)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1097. (Document n° 908)

Travail-Québec, centres :

Directive du MMSRFP aux-, concernant la remise de chèques de main à main à certaines catégories de prestataires d'aide sociale. Déposé, 1444. (Document n° 1319)

Travailleurs sociaux, Corporation professionnelle :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 552. (Document n° 449)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1336. (Document n° 1227)

Tribunal d'appel en matière de protection du territoire agricole :

Rapport annuel 1990-1991. Déposé, 755. (Document n° 684)

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 387. (Document n° 302)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1081. (Document n° 891)

Tribunaux judiciaires :

Rapport intitulé «L'autonomie administrative des tribunaux judiciaires au Québec». Déposé, 1423. (Document n° 1298)

- U -

Union des producteurs agricoles :

Avis favorable de la Commission d'accès à l'information pour modifier une entente entre l'Union et le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'alimentation. Déposé, 1150. (Document n° 976)

Université du Québec :

Deux lettres ayant servi à la transmission des rapports annuels 1991 et 1992. Déposé, 776. (Document n° 699)

Rapport annuel au 31 mai 1991. Déposé, 722. (Document n° 645)

Rapport annuel au 31 mai 1992. Déposé, 722. (Document n° 646)

Rapport annuel au 31 mai 1993. Déposé, 1452. (Document n° 1322)

Universités :

Cadre de référence et décrets 1275-92 et 1276-92 concernant l'approbation du plan quinquennal d'investissements universitaires 1991-1996. Déposé, 608. (Document n° 510)

Rapports sur l'implication des règles budgétaires annuelles sur le niveau des effectifs des universités pour la période terminée le 30 septembre 1993. Déposé, 1197. (Document n° 1080)

Urbanistes, Corporation professionnelle :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 739. (Document n° 669)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1469. (Document n° 1347)

- V -

Valeurs mobilières :

Rapport quinquennal sur la mise en oeuvre de la Loi sur les-. Déposé, 1470. (Document n° 1351)

Vallières, M. Yvon :

Lettre concernant la nomination du député de Richmond à la fonction de whip en chef du gouvernement. Déposé, 1465. (Document n° 1330)

Vaudreuil, circonscription électorale de :

Lettre du ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique et président du Conseil du trésor au député de Labelle concernant le déménagement de son bureau dans la-. Déposé, 1325. (Document n° 1207)

Ventes au détail :

Étude comparative de l'évolution des ventes au détail préparée par Management Horizons pour le Regroupement québécois pour l'ouverture le dimanche. Déposé, 580. (Document n° 475)

Tableau des ventes au détail brutes au Québec et en Ontario de 1982 à 1992. Déposé, 579. (Document n° 473)

Verchères, députée de :

Lettre de Mme Luce Dupuis au Président de l'Assemblée nationale l'informant de sa décision de siéger à titre de députée indépendante. Déposé, 1290. (Document n° 1177)

Vérificateur général :

Rapport annuel 1991-1992. Déposé, 585. (Document n° 479)

Rapport annuel 1992-1993. Déposé, 1325. (Document n° 1208)

Rapport 1991-1992 du vérificateur des comptes relatifs au-. Déposé, 513. (Document n° 384)

Rapport des vérificateurs et état des dépenses et des crédits autorisés du-, pour 1992-1993. Déposé, 1191. (Document n° 1074)

Victimes d'actes criminels :

Document concernant la participation financière fédérale aux programmes et services destinés aux-. Déposé 612, (Document n° 516)

Voirie :

Étude d'analyse préparée par Polytech inc. concernant la construction d'une route reliant Chibougamau et Chapais et extrait d'un contrat concernant la construction d'une route reliant la route Némiscou-Albanel et le chemin forestier n° L-231. Déposé, 1221. (Document n° 1110)

Étude intitulée «La route Chibougamau Baie-James ... un lieu structurant pour le Québec!» préparée par Polytech inc. Déposé, 1227. (Document n° 1112)

Lettre du Protecteur du citoyen adressée au leader de l'opposition officielle accompagnée des commentaires formulés au ministre des Transports concernant le projet de loi 57. Déposé, 629. (Document n° 533)

Tableau synthèse de la position du gouvernement concernant le partage de la gestion du réseau routier. Déposé, 594. (Document n° 494)

Texte intégral d'une déclaration ministérielle concernant des mesures d'assouplissement au transfert de responsabilité en matière de-. Déposé, 559. (Document n° 452)

Whip :

Lettre concernant la nomination de M. Yvon Vallières, député de Richmond, à la fonction de whip en chef du gouvernement. Déposé, 1465.
(Document n° 1330)

Lettre concernant la nomination de M. Réal Gauvin, député de Montmagny-L'Islet, à la fonction de whip adjoint du gouvernement. Déposés, 1152, 1465. (Documents n^{os} 988, 1330)

Lettre concernant la nomination de M. Norman MacMillan, député de Papineau, à la fonction de whip adjoint du gouvernement. Déposé, 1465.
(Document n° 1330)

Lettre concernant la nomination de Mme Nicole Loiselle, députée de Saint-Henri, à la fonction de whip adjointe du gouvernement. Déposé, 1488.
(Document n° 1366)

INDEX DES PROJETS DE LOI

2^e session — 34^e législature

Note : Cet Index est divisé en deux parties : la première présente les projets de loi par ordre alphabétique et la seconde, par ordre numérique, en donne l'historique (voir page 1658).

- A -

Abar Realities Inc. : - Loi concernant-. Projet de loi 202.

Accidents du travail et maladies professionnelles :

Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 71.

Loi modifiant la Loi sur les-, la Loi sur la santé et la sécurité du travail et la Loi sur l'assurance-maladie. Projet de loi 35.

Accréditation et financement des associations d'élèves ou d'étudiants : - Loi modifiant la Loi sur l'-. Projet de loi 40.

Actes criminels : - Loi sur l'aide et l'indemnisation des victimes d'-. Projet de loi 106.

Actes de donation et de fiducie conclus par Eugene Waddell : - Loi concernant certains-. Projet de loi 223.

Administration des lois fiscales : - Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'-. Projet de loi 26.

Administration financière :

Loi modifiant la Loi sur l'-, et la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services. Projet de loi 45.

Loi modifiant la Loi sur l'-, et la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux. Projet de loi 7.

Loi modifiant la Loi sur l'-, la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services et d'autres dispositions législatives. Projet de loi 80.

Loi modifiant la Loi sur l'-. Projet de loi 134.

Administration régionale Kativik : - Loi modifiant la Loi sur les villages nordiques et l'-. Projet de loi 5.

Adoption internationale : - Loi modifiant le Code civil du Québec et d'autres dispositions législatives concernant l'-. Projet de loi 193.

Adoptions d'enfants domiciliés en République populaire de Chine : - Loi sur les-. Projet de loi 41.

Affaires régionales : - Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les-. Projet de loi 19.

Agriculture, Pêcheries et Alimentation : - Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'-. Projet de loi 127.

Aide aux familles : - Loi modifiant la Loi sur les allocations d'-. Projet de loi 110.

Aide et indemnisation des victimes d'actes criminels : - Loi sur l'-. Projet de loi 106.

Aide juridique : - Loi modifiant la Loi sur l'-. Projet de loi 87.

Aménagement et urbanisme : - Loi modifiant la Loi sur l'-, et d'autres dispositions législatives. Projet de loi 56.

Amicale : - Loi sur l'-, des anciens parlementaires du Québec. Projet de loi 391.

Amos : - Loi concernant la ville d'-. Projet de loi 252.

Approvisionnements et Services :

Loi modifiant la Loi sur l'administration financière et la Loi sur le ministère des-. Projet de loi 45.

Loi modifiant la Loi sur l'administration financière, la Loi sur le ministère des-, et d'autres dispositions législatives. Projet de loi 80.

Art dramatique du Québec : - Loi sur le Conservatoire de musique et d'-. Projet de loi 135.

Arthabaska : - Loi concernant certains immeubles des divisions d'enregistrement d'-, de Bécancour et de Nicolet. Projet de loi 272.

Assemblée nationale :

Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'-. Projet de loi 73.

Loi modifiant la Loi sur l'-. Projet de loi 10.

Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'-, et d'autres dispositions législatives. Projet de loi 404.

Loi modifiant la Loi sur l'-. Projet de loi 195.

Association de villégiature de la station Mont Tremblant : - Loi sur l'-. Projet de loi 261.

Assurance automobile :

Loi modifiant la Loi sur l'-. Projet de loi 113.

Loi modifiant la Loi sur l'-, et d'autres dispositions législatives. Projet de loi 130.

Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'-. Projet de loi 143.

Assurance funéraire : - Loi concernant La Compagnie d'-, Urgel Bourgie, Ltée et ses filiales. Projet de loi 279.

Assurance-maladie :

Loi modifiant la Loi sur l'-. Projet de loi 9.

Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, la Loi sur la santé et la sécurité du travail et la Loi sur l'-. Projet de loi 35.

Loi modifiant la Loi sur l'-, et la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec. Projet de loi 125.

Assurance-stabilisation des revenus agricoles : - Loi modifiant la Loi sur l'-. Projet de loi 18.

- B -

Barrage-réservoir des Rapides des Cèdres : - Loi concernant le-. Projet de loi 54.

Beauport :

Loi concernant la ville de-. Projet de loi 233.

Loi modifiant la charte de la ville de-. Projet de loi 277.

Bécancour : - Loi concernant certains immeubles des divisions d'enregistrement d'Arthabaska, de-, et de Nicolet. Projet de loi 272.

Beshro, Édouard Bachir : - Loi concernant la succession d'-. Projet de loi 240.

Bourgie : - Loi concernant La Compagnie d'Assurance funéraire, Urgel-, Ltée et ses filiales. Projet de loi 279.

- C -

Cadastre :

Loi modifiant diverses dispositions législatives relatives au-. Projet de loi 117.

Loi modifiant la Loi favorisant la réforme du-, et d'autres dispositions législatives. Projet de loi 24.

Caisse de dépôt et placement du Québec : - Loi modifiant la Loi sur la-. Projet de loi 16.

Camionnage : - Loi modifiant la Loi sur le-. Projet de loi 60.

Candiac : - Loi concernant la ville de-. Projet de loi 247.

Centre de Ski Le Relais (1988) Inc. : - Loi concernant-. Projet de loi 226.

Centre des Chevaliers de Colomb de Jonquière Inc. : - Loi concernant Le-. Projet de loi 260.

Charte de la langue française :

Loi modifiant la-. Projet de loi 86.

Loi modifiant la-, concernant la langue de l'enseignement. Projet de loi 191.

Charte de la Ville de Montréal : - Loi modifiant la-. Projets de loi 200, 271.

Charte de la Ville de Québec : - Loi modifiant la-. Projet de loi 264.

Charte des Directeur et syndics de l'asile des orphelins de Saint-Patrice de Montréal : - Loi modifiant la-. Projet de loi 263.

Charte des droits et libertés de la personne : - Loi modifiant le Code de procédure civile et la-. Projet de loi 93.

Chemins de fer :

Loi sur les-. Projet de loi 137.

Loi concernant la Société des-, du Québec. Projet de loi 238.

Cimetières catholiques romains de l'archidiocèse de Gatineau-Hull : - Loi concernant Les-. Projet de loi 297.

Circonscriptions électorales :

Loi concernant la circonscription électorale de Marcel-Léger. Projet de loi 196.

Loi concernant le recensement suivant la délimitation des-, et modifiant la Loi sur la consultation populaire. Projet de loi 65.

Loi concernant le recensement suivant la délimitation des-. Projet de loi 104.

Cités et villes : - Loi modifiant la Loi sur les-, le Code municipal du Québec et d'autres dispositions législatives. Projet de loi 22.

Club de Curling de Montréal Ouest Inc. : - Loi concernant-. Projet de loi 218.

Club de Golf le Portage Inc. : - Loi concernant-. Projet de loi 215.

Code civil :

- Loi modifiant le-, du Québec et d'autres dispositions législatives concernant l'adoption internationale. Projet de loi 193.
- Loi sur l'application de la réforme du-. Projet de loi 38.

Code de la sécurité routière :

- Loi modifiant le-. Projet de loi 91.
- Loi modifiant le-. Projet de loi 126.

Code de procédure civile :

- Loi modifiant le-, concernant la médiation familiale. Projet de loi 14.
- Loi modifiant le-, concernant le recouvrement des petites créances. Projet de loi 50.
- Loi modifiant le-, et la Charte des droits et libertés de la personne. Projet de loi 93.
- Loi modifiant le- et diverses dispositions législatives. Projet de loi 131.

Code de procédure pénale : - Loi concernant l'application de certaines dispositions du-, et modifiant diverses dispositions législatives. Projet de loi 42.

Code des professions :

- Loi modifiant le-. Projet de loi 67.
- Loi modifiant le-, et la Loi sur les infirmières et les infirmiers. Projet de loi 72.
- Loi modifiant le-, et d'autres lois professionnelles. Projet de loi 140.

Code du travail :

- Loi modifiant le-, et la Loi sur le ministère du Travail. Projet de loi 74.
- Loi modifiant le-. Projet de loi 116.

Code municipal du Québec : - Loi modifiant la Loi sur les cités et villes, le-, et d'autres dispositions législatives. Projet de loi 22.

Collèges d'enseignement général et professionnel : - Loi modifiant la Loi sur les-, et d'autres dispositions législatives. Projet de loi 82.

Commerce du pain : - Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments et abrogeant la Loi sur le-. Projet de loi 76.

Commission d'évaluation de l'enseignement collégial : - Loi sur la-, et modifiant certaines dispositions législatives. Projet de loi 83.

Communauté urbaine de Montréal : - Loi modifiant la Loi sur la-, et la Loi sur la fiscalité municipale. Projet de loi 121.

Communauté urbaine de Québec :

Loi modifiant la Loi sur la-. Projet de loi 1.

Loi modifiant la Loi sur la-, et d'autres dispositions législatives. Projet de loi 119.

Communautés culturelles et Immigration :

Loi modifiant la Loi sur le ministère des-. Projet de loi 416.

Loi modifiant la Loi sur le ministère des-. Projet de loi 124.

Loi modifiant la Loi sur le Conseil des-. Projet de loi 122.

Compagnie de chemin de fer de l'Outaouais : - Loi concernant la-. Projet de loi 244.

Compagnie du chemin de fer Lanaudière Inc. : - Loi constituant en corporation la-. Projet de loi 254.

Conditions de travail dans le secteur public et le secteur municipal : - Loi concernant les-. Projet de loi 102.

Congrégation des Soeurs des Saints Noms de Jésus et Marie : - Loi modifiant la Loi constituant en corporation la-. Projet de loi 236.

Conseil de la santé et du bien-être : - Loi sur le-. Projet de loi 415.

Conseil des aînés : - Loi sur le-. Projet de loi 51.

Conseil des arts et des lettres du Québec : - Loi sur le-. Projet de loi 53.

Conseil des Communautés culturelles et de l'Immigration : - Loi modifiant la Loi sur le-. Projet de loi 122.

Conseil permanent de la jeunesse : - Loi modifiant la Loi sur le-. Projet de loi 25.

Conseil québécois de la toxicomanie : - Loi sur le-. Projet de loi 192.

Conservation et mise en valeur de la faune : - Loi modifiant la Loi sur la-. Projet de loi 3.

Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec : - Loi sur le-. Projet de loi 135.

Consolidated Bowling Ltd. : - Loi concernant-. Projet de loi 217.

Construction :

Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la-. Projet de loi 185.

Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la-, et modifiant d'autres dispositions législatives. Projet de loi 142.

Consultation populaire :

Loi concernant le recensement suivant la délimitation des circonscriptions électorales et modifiant la Loi sur la-. Projet de loi 65.

Loi modifiant la Loi électorale et la Loi sur la-. Projet de loi 36.

Coopératives : - Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 150.

Corporation des officiers municipaux agréés du Québec : - Loi modifiant la Loi constituant la-. Projet de loi 219.

Cours municipales : - Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 129.

Crédits 1992-1993 : - Loi sur les-. Projets de loi 2, 12, 39, 63.

Crédits 1993-1994 : - Loi sur les-. Projets de loi 78, 79, 100, 145.

Culture : - Loi sur le ministère de la-. Projet de loi 52.

- D -

Déchets : - Loi sur l'établissement et l'agrandissement de certains lieux d'élimination de-. Projet de loi 101.

Desjardins :

Loi concernant la Fondation des bourses d'études Curé Louis Aldéric-. Projet de loi 270.

Loi concernant le Groupe La Laurentienne et le Mouvement des caisses-, et modifiant la Loi concernant le Mouvement des caisses Desjardins. Projet de loi 289.

Dettes et emprunts municipaux : - Loi modifiant la Loi sur l'administration financière et la Loi sur les-. Projet de loi 7.

District judiciaire de Laval : - Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires et prévoyant diverses dispositions concernant l'établissement du-. Projet de loi 13.

Divulgarion d'activités injustifiées : - Loi sur la-. Projet de loi 194.

Droits sur les divertissements : - Loi abrogeant la Loi concernant les-. Projet de loi 20.

Dunkerley, Cora Frances : - Loi concernant la succession de-. Projet de loi 207.

- E -

Éducation : - Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'-. Projet de loi 111.

Élimination de déchets : - Loi sur l'établissement et l'agrandissement de certains lieux d'-. Projet de loi 101.

Enseignement collégial : - Loi sur la Commission d'évaluation de l'-, et modifiant certaines dispositions législatives. Projet de loi 83.

Enseignement privé : - Loi sur l'-. Projet de loi 141.

Environnement :

Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'-. Projet de loi 61.

Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'-, et d'autres dispositions législatives.
Projet de loi 151.

Établissements touristiques : - Loi modifiant la Loi sur les-, et abrogeant certaines dispositions législatives. Projet de loi 77.

- F -

Fête du Canada : - Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant la-. Projet de loi 190.

Fiducies constituées au bénéfice de Marian Webster Taylor : - Loi concernant certaines-. Projet de loi 208.

Fiducies constituées par Colin Wesley Webster : - Loi concernant certaines-.
Projet de loi 290.

Fiscalité municipale :

Loi modifiant la Loi sur la-, et d'autres dispositions législatives. Projets de loi 55, 92.

Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal et la Loi sur la-. Projet de loi 121.

Loi modifiant de nouveau la Loi sur la-, et d'autres dispositions législatives.
Projet de loi 146.

Fondation des bourses d'études Curé Louis Aldéric Desjardins : - Loi concernant la-. Projet de loi 270.

Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) : - Loi modifiant la Loi constituant le-. Projet de loi 390.

Forêts : - Loi modifiant la Loi sur les-, et abrogeant diverses dispositions législatives. Projet de loi 108.

- G -

Gatineau : - Loi concernant la ville de-. Projet de loi 255.

Grande-Île : - Loi concernant la municipalité de-. Projet de loi 216.

Grand-Mère : - Loi concernant la ville de-. Projet de loi 258.

- H -

Hautes Études Commerciales de Montréal : - Loi modifiant la Loi sur la Corporation de l'École des-. Projet de loi 228.

Heures et jours d'admission dans les établissements commerciaux : - Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 59.

Hôpital Laval : - Loi concernant la corporation-. Projet de loi 292.

Hydro-Québec : - Loi modifiant la Loi sur-. Projet de loi 97.

- I -

Impôt sur le tabac : - Loi modifiant la Loi concernant l'-, la Loi sur le ministère du Revenu et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal. Projet de loi 90.

Impôts :

Loi modifiant de nouveau la Loi sur les-, et d'autres dispositions législatives.
Projet de loi 70.

Loi modifiant de nouveau la Loi sur les-, et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal. Projet de loi 58.

Loi modifiant de nouveau la Loi sur les-, et diverses dispositions législatives.
Projet de loi 112.

Imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics : - Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'-. **Projet de loi 198.**

Industrie de la construction : - Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'-. **Projet de loi 185.**

Infirmières et infirmiers : - Loi modifiant le Code des professions et la Loi sur les-. **Projet de loi 72.**

Innovatech du Grand Montréal : - Loi sur la Société-. **Projet de loi 28.**

Innovatech Québec et Chaudières-Appalaches : - Loi sur la Société-. **Projet de loi 147.**

Institut québécois de recherche sur la culture : - Loi abrogeant la Loi sur l'-, et concernant la poursuite des activités de l'Institut. **Projet de loi 109.**

Institut québécois de réforme du droit : - Loi sur l'-. **Projet de loi 406.**

Instruction publique :

Loi modifiant la Loi sur l'-. **Projet de loi 17.**

Loi modifiant la Loi sur l'-, en matière de contrats de transport d'élèves.
Projet de loi 85.

- J -

Jugement rendu par la Cour suprême du Canada le 13 décembre 1979 sur la langue de la législation et de la justice au Québec : - Loi modifiant la Loi concernant un-. **Projet de loi 34.**

Justice administrative : - Loi sur la-. **Projet de loi 105.**

- K - L -

La Laurentienne : - Loi concernant le Groupe-, et le Mouvement des caisses Desjardins et modifiant la Loi concernant le Mouvement des caisses Desjardins. **Projet de loi 289.**

Langue de la législation et de la justice au Québec : - Loi modifiant la Loi concernant un jugement rendu par la Cour suprême du Canada le 13 décembre 1979 sur la-. Projet de loi 34.

Langues française et anglaise : - Charte des-. Projet de loi 199.

La Prairie : - Loi concernant la ville de-. Projet de loi 276.

Laval : - Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires et prévoyant diverses dispositions concernant l'établissement du District judiciaire de-. Projet de loi 13.

Loi électorale : - Loi modifiant la-, et la Loi sur la consultation populaire. Projet de loi 36.

Lois fiscales : - Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'administration des-. Projet de loi 26.

- M -

Magog : - Loi concernant la ville de-. Projet de loi 234.

Main-d'oeuvre, Sécurité du revenu et Formation professionnelle : - Loi modifiant la Loi sur le ministère de la-. Projet de loi 115.

Marcel-Léger : - Loi concernant la circonscription électorale de-. Projet de loi 196.

Membres de l'Assemblée nationale : - Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des-, et d'autres dispositions législatives. Projet de loi 404.

Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation: - Loi modifiant la Loi sur le-. Projet de loi 127.

Ministère des Approvisionnements et Services :

Loi modifiant la Loi sur l'administration financière et la Loi sur le-. Projet de loi 45.

Loi modifiant la Loi sur l'administration financière, la Loi sur le-, et d'autres dispositions législatives. Projet de loi 80.

Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration : - Loi modifiant la Loi sur le-. Projet de loi 416.

Ministère de la Culture : - Loi sur le-. Projet de loi 52.

Ministère de l'Éducation : - Loi modifiant la Loi sur le-. Projet de loi 111.

Ministère de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle : - Loi modifiant la Loi sur le-. Projet de loi 115.

Ministère du Travail : - Loi modifiant le Code du travail et la Loi sur le-. Projet de loi 74.

Mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche : - Loi modifiant la Loi sur la-, et la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés. Projet de loi 23.

Montréal : - Loi modifiant la charte de la Ville de-. Projets de loi 200, 271.

Mont Tremblant : - Loi sur l'Association de villégiature de la station-. Projet de loi 261.

Morissette, Gérard : - Loi concernant la succession de-. Projet de loi 300.

Musique et d'art dramatique du Québec : - Loi sur le Conservatoire de-. Projet de loi 135.

- N -

Nicolet : - Loi concernant certains immeubles des divisions d'enregistrement d'Arthabaska, de Bécancour et de-. Projet de loi 272.

Normes du travail : - Loi modifiant la Loi sur les-, et d'autres dispositions législatives.- Projet de loi 21.

- O -

Oblates Franciscaines de Saint-Joseph : - Loi modifiant la Loi constituant Les-. Projet de loi 274.

Office de protection de l'environnement du Québec : - Loi sur l'-, et modifiant diverses dispositions législatives. Projet de loi 412.

Optométrie : - Loi modifiant la Loi sur l'-. Projet de loi 413.

«Order Sons of Italy in Canada» : - Loi modifiant la Loi constituant en corporation the-. Projet de loi 256.

Organisation territoriale municipale : - Loi modifiant la Loi sur l'-. et d'autres dispositions législatives. Projet de loi 118.

Outaouais : - Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'abolition de la Société d'aménagement de l'-. Projet de loi 75.

Outremont : - Loi concernant la ville d'-. Projet de loi 245.

- P -

Parlementaires : - Loi sur l'Amicale des anciens-, du Québec. Projet de loi 391.

Pesticides : - Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 139.

Petites et moyennes entreprises :

Loi favorisant l'augmentation du capital des-. Projet de loi 410.

Loi modifiant la Loi favorisant l'augmentation du capital des-. Projets de loi 48, 148.

Pipeline Interprovincial (Québec) Inc. : - Loi concernant-. Projet de loi 235.

Police : - Loi modifiant la Loi de-. Projet de loi 138.

Port-Cartier : - Loi concernant la ville de-. Projet de loi 230.

Processus de détermination de l'avenir politique et constitutionnel du Québec :-
Loi modifiant la Loi sur le-. Projet de loi 44.

Procureur général : - Loi modifiant la Loi sur les substituts du-. Projet de loi 88.

Produits agricoles, les produits marins et les aliments :

Loi modifiant la Loi sur les-, et abrogeant la Loi sur le commerce du pain.
Projet de loi 76.

Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 120.

Produits laitiers et leurs succédanés : - Loi modifiant la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche et la Loi sur les-.
Projet de loi 23.

Prolongation des conventions collectives et rémunération dans le secteur public : - Loi concernant la-. Projet de loi 37.

Protection des renseignements personnels dans le secteur privé : - Loi sur la-.
Projet de loi 68.

Protection du consommateur : - Loi modifiant la Loi sur la-, et d'autres dispositions législatives. Projet de loi 11.

Protection du territoire agricole : - Loi modifiant la Loi sur la-, et d'autres dispositions législatives. Projet de loi 123.

Protection sanitaire des animaux : - Loi modifiant la Loi sur la-. Projet de loi 69.

Publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales : - Loi sur la-. Projet de loi 95.

Publicité le long des routes : - Loi modifiant la Loi sur la-. Projet de loi 417.

- Q - R -

Québec : - Loi modifiant la charte de la Ville de-. Projet de loi 264.

Rapides des Cèdres : - Loi concernant le barrage-réservoir des-. Projet de loi 54.

Recensement :

Loi concernant le-, suivant la délimitation des circonscriptions électorales. Projet de loi 104.

Loi concernant le-, suivant la délimitation des circonscriptions électorales et modifiant la Loi sur la consultation populaire. Projet de loi 65.

Réduction du personnel dans les organismes publics : - Loi sur la-, et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics. Projet de loi 198.

Réforme du cadastre québécois : - Loi modifiant la Loi favorisant la-, et d'autres dispositions législatives. Projet de loi 24.

Régie d'aqueduc Richelieu-Centre : - Loi concernant la-. Projet de loi 213.

Régie de l'assurance-maladie du Québec : - Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie et la Loi sur la-. Projet de loi 125.

Régie des alcools, des courses et des jeux :

Loi modifiant la loi constitutive de la-, ainsi que diverses lois portant sur les activités surveillées par cette Régie. Projet de loi 132.

Loi sur la-, et modifiant diverses dispositions législatives. Projet de loi 84.

Régie intermunicipale d'Aqueduc du Bas-Richelieu : - Loi concernant la-. Projet de loi 210.

Régie intermunicipale de gestion des déchets de la région maskoutaine : - Loi concernant la-. Projet de loi 204.

Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal : - Loi concernant la-. Projet de loi 221.

Régime de rentes du Québec : - Loi modifiant la Loi sur le-, et d'autres dispositions législatives. Projet de loi 43.

Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics :-
Loi concernant le versement d'une allocation de retraite et d'autres prestations et modifiant la Loi sur le-. Projet de loi 47.

Régime de retraite pour certains employés du Centre hospitalier de l'Université Laval et le Régime de retraite pour certains employés de la Commission des écoles catholiques de Québec : - Loi concernant le-. Projet de loi 31.

Régimes complémentaires de retraite :

Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 30.

Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 103.

Régimes de retraite des secteurs public et parapublic :

Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les-. Projets de loi 4, 89.

Loi modifiant les-, et modifiant d'autres dispositions législatives. Projet de loi 66.

Loi modifiant les-, et d'autres dispositions législatives. Projet de loi 133.

Relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction : - Loi modifiant les-, et modifiant d'autres dispositions législatives. Projet de loi 142.

Repos Saint-François d'Assise : - Loi modifiant la charte de Le-. Projet de loi 241.

Réserves écologiques : - Loi sur les-. Projet de loi 96.

Restaurant Belle-Ville Inc. : - Loi concernant-. Projet de loi 225.

Revenu :

Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur le tabac, la Loi sur le ministère du-, et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal. Projet de loi 90.

Loi modifiant la Loi sur la sécurité du-. Projet de loi 128.

Saint-Charles : - Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de-. Projet de loi 259.

Saint-Eustache : - Loi concernant la Ville de-. Projet de loi 209.

Saint-Hubert : - Loi concernant la ville de-. Projet de loi 203.

Saint-Hyacinthe : - Loi concernant la ville de-. Projet de loi 285.

Saint-Jean-Port-Joli : - Loi concernant la municipalité de-. Projet de loi 214.

Saint-Joseph-des-Cèdres : - Loi concernant un immeuble du cadastre de la paroisse de-. Projet de loi 269.

Saint-Joseph-de-Sorel : - Loi concernant les villes de Tracy et de-, et la paroisse de Saint-Roch-de-Richelieu. Projet de loi 251.

Saint-Laurent : - Loi concernant la ville de-. Projets de loi 281, 275.

Saint-Léonard : - Loi concernant la ville de-. Projet de loi 273.

Saint-Roch-de-Richelieu : - Loi concernant les villes de Tracy et de Saint-Joseph-de-Sorel et la paroisse de-. Projet de loi 251.

Santé et sécurité du travail : - Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, la Loi sur la-, et la Loi sur l'assurance-maladie. Projet de loi 35.

Secteur public et le secteur municipal : - Loi concernant les conditions de travail dans le-. Projet de loi 102.

Sécurité du revenu : - Loi modifiant la Loi sur la-. Projet de loi 128.

Services de garde à l'enfance : - Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 33.

Services de Santé du Québec : - Loi modifiant la Loi concernant Les-, et concernant SSQ, Mutuelle de gestion et SSQ, Société d'assurance-vie inc. Projet de loi 262.

Services de santé et services sociaux :

Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'application de la Loi sur les-, et modifiant diverses dispositions législatives. Projet de loi 15.

Loi modifiant la Loi sur les-, et modifiant diverses dispositions législatives.
Projet de loi 197.

Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 136.

Sherbrooke Trust : - Loi concernant la cession des biens et de l'entreprise de Trust Général du Canada et de La Compagnie-. Projet de loi 231.

Société d'aménagement de l'Outaouais : - Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'abolition de la-. Projet de loi 75.

Société de financement agricole : - Loi sur la-, et modifiant d'autres dispositions législatives. Projet de loi 27.

Société de l'assurance automobile du Québec : - Loi modifiant la Loi sur la-.
Projet de loi 46.

Société des alcools du Québec : - Loi modifiant la Loi sur la-, et d'autres dispositions législatives. Projet de loi 6.

Société des chemins de fer du Québec : - Loi concernant la-. Projet de loi 238.

Société du Centre des congrès de Québec : - Loi sur la-. Projet de loi 99.

Société Innovatech du Grand Montréal : - Loi sur la-. Projet de loi 28.

Société Innovatech Québec et Chaudières-Appalaches : - Loi sur la-. Projet de loi 147.

Société médicale de Montréal Inc. : - Loi concernant la-. Projet de loi 282.

Société québécoise d'assainissement des eaux : - Loi modifiant la Loi sur la-.
Projet de loi 64.

Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre : - Loi sur la-. Projet de loi 408.

Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires : - Loi modifiant la Loi sur la-.
Projet de loi 98.

Sociétés de placements dans l'entreprise québécoise :

Loi concernant certains règlements pris en application de la Loi sur les-.
Projets de loi 49, 149.

Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 409.

Soeurs des Saints Noms de Jésus et Marie : - Loi modifiant la Loi constituant en corporation la Congrégation des-. Projet de loi 236.

SSQ, Mutuelle de gestion et SSQ, Société d'assurance-vie inc. : - Loi modifiant la Loi concernant Les Services de Santé du Québec et concernant-. Projet de loi 262.

Succession de Cora Frances Dunkerley : - Loi concernant la-. Projet de loi 207.

Succession de Gérard Morissette : - Loi concernant la-. Projet de loi 300.

Succession de Herbert James Symington : - Loi concernant la-. Projet de loi 205.

Symington, Herbert James : - Loi concernant la succession de-. Projet de loi 205.

- T -

Tabac : - Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur le-, la Loi sur le ministère du Revenu et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal. Projet de loi 90.

Taylor, Marian Webster : - Loi concernant certaines fiducies constituées au bénéfice de-. Projet de loi 208.

Tracy : - Loi concernant les villes de-, et de Saint-Joseph-de-Sorel et la paroisse de Saint-Roch-de-Richelieu. Projet de loi 251.

Transport d'élèves : - Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique en matière de contrats de-. Projet de loi 85.

Transport par taxi : - Loi modifiant la Loi sur le-. Projet de loi 62.

Transports : - Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 81.

Tribunaux judiciaires :

Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 94.

Loi modifiant la Loi sur les-, et prévoyant diverses dispositions concernant l'établissement du district judiciaire de Laval. Projet de loi 13.

Loi instituant le Conseil d'administration des-. Projet de loi 144.

Trois-Rivières : - Loi concernant la ville de-. Projet de loi 304.

Trust Général du Canada : - Loi concernant la cession des biens et de l'entreprise de-, et de La Compagnie Sherbrooke Trust. Projet de loi 231.

Trust Royal : - Loi concernant Compagnie-. Projet de loi 280.

- U - V -

Valeurs mobilières : - Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 32.

Vanier : - Loi concernant la ville de-. Projet de loi 227.

Verdun : - Loi concernant la ville de-. Projet de loi 248.

Victimes d'actes criminels : - Loi sur l'aide et l'indemnisation des-. Projet de loi 106.

Villages nordiques : - Loi modifiant la Loi sur les-, et l'Administration régionale Kativik. Projet de loi 5.

Voirie : - Loi sur la-, et modifiant diverses dispositions législatives. Projet de loi 57.

- W - X - Y - Z -

Waddell, Eugene : - Loi concernant certains actes de donation et de fiducie conclus par-. Projet de loi 223.

Waterloo : - Loi concernant la Ville de-. Projet de loi 268.

Webster, Colin Wesley : - Loi concernant certaines fiducies constituées par-. Projet de loi 290.

Note: Dans l'index qui suit les projets de loi du gouvernement portent les numéros 1 à 185 et 404 à 417, les projets de loi publics au nom des députés, 190 à 199, 390 et 391, et les projets de loi d'intérêt privé, 200 à 304.

Projets de loi du gouvernement

Projet de loi 1.- Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec.- M. Ryan.- Présenté, 24. Principe adopté; renvoyé en commission, 90. Rapport déposé (Document n° 179), 214. Rapport adopté, 339. Motion d'adoption, 369. Projet de loi adopté, 374. Sanction, 450. (1992, c. 14)

Projet de loi 2.- Loi n° 2 sur les crédits, 1992-1993.- M. Levesque.- Présenté; principe adopté; projet de loi adopté (Vote n° 2), 39. Sanction, 41. (1992, c. 4)

Projet de loi 3.- Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune.- M. Blackburn (Roberval).- Présenté, 43. Principe adopté; renvoyé en commission, 168. Rapport déposé (Document n° 154), 190. Rapport adopté, 281. Motion de suspension des règles adoptée (Vote n° 55), 406. Projet de loi adopté (Vote n° 80), 440. Sanction, 450. (1992, c. 15)

Projet de loi 4.- Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.- M. Johnson.- Présenté, 73. Principe adopté; renvoyé en commission, 167. Rapport déposé (Document n° 184), 219. Motion de suspension des règles adoptée (Vote n° 55), 406. Amend. du ministre adoptés; rapport amendé adopté; projet de loi adopté (Vote n° 67), 421-422. Sanction, 450. (1992, c. 16)

Projet de loi 5.- Loi modifiant la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik.- M. Ryan.- Présenté, 24. Principe adopté; renvoyé en commission, 90. Rapport déposé (Document n° 50), 109. Rapport adopté; projet de loi adopté, 162. Sanction, 180. (1992, c. 6)

Projet de loi 6.- Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et d'autres dispositions législatives.- M. Tremblay (Outremont).- Présenté, 150. Principe adopté; renvoyé en commission, 353. Rapport déposé (Document n° 284), 365. Amend. du ministre adoptés; rapport amendé adopté, 374. Motion de suspension des règles adoptée (Vote n° 55), 406. Projet de loi adopté (Vote n° 72), 429. Sanction, 450. (1992, c. 17)

Projet de loi 7.- Loi modifiant la Loi sur l'administration financière et la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux.- M. Johnson.- Présenté, 137. Principe adopté; renvoyé en commission, 167. Rapport déposé (Document n° 185), 219. Motion de suspension des règles adoptée (Vote n° 55), 406. Rapport adopté; projet de loi adopté (Vote n° 65), 418-419. Sanction, 450. (1992, c. 18)

Projet de loi 9.- Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie.- M. Côté (Charlesbourg).- Présenté, 169. Motion d'adoption du principe; débat ajourné (maj.), 307, 313 (ordre). Reprise du débat; vote reporté, 317. Principe adopté (Vote n° 38); renvoyé en commission, 324. Motion de clôture proposée, 331. Motion adoptée (Vote n° 43), 344. Rapport déposé (Document n° 261), 350. Rapport pris en considération; motion d'ajournement du débat; motion de retrait; débat; motion de retrait de la motion de retrait; décision; motion de retrait princ. rejetée (Vote n° 44); motion d'ajournement rejetée (Vote n° 45); amend. du ministre adoptés (Vote n° 46); art. et titre adoptés (Vote n° 47); rapport amendé adopté (Vote n° 48), 374-380. Motion d'adoption; vote reporté, 393-394. Projet de loi adopté (Vote n° 53), 397. Sanction, 450. (1992, c. 19)

Projet de loi 10.- Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale.- M. Pagé.- Présenté, 169. Principe adopté (lt-g.); renvoyé en commission pl.; adopté; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 177-178. Sanction, 180. (1992, c. 7)

Projet de loi 11.- Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur et d'autres dispositions législatives.- M. Rémillard. Présenté, 159. Motion d'adoption du principe, 521. Principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 546. Rapport déposé (Document n° 528), 627. Rapport adopté, 660. Motion d'adoption; débat ajourné, 689. Reprise du débat; projet de loi adopté, 691. Sanction, 704. (1992, c. 58)

Projet de loi 12.- Loi n° 3 sur les crédits, 1992-1993.- M. Levesque.- Présenté; principe adopté; projet de loi adopté (maj.), 240. Sanction, 358. (1992, c. 10)

Projet de loi 13.- Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires et prévoyant diverses dispositions concernant l'établissement du district judiciaire de Laval.- M. Rémillard.- Présenté, 159. Principe adopté; renvoyé en commission, 272. Rapport déposé (Document n° 254), 349. Motion de suspension des règles adoptée (Vote n° 55), 406. Rapport adopté; projet de loi adopté (Vote n° 77), 435-436. Sanction, 450. (1992, c. 20)

Projet de loi 14.- Loi modifiant le Code de procédure civile concernant la médiation familiale.- M. Rémillard.- Présenté, 159. Principe adopté à la maj. (lt-g.); renvoyé en commission, 273. Rapport déposé (Document n° 569), 653. Rapport adopté, 693. Projet de loi adopté (maj.), 716. Sanction, 727. (1993, c. 1)

Projet de loi 15.- Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'application de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives.- M. Côté (Charlesbourg).- Présenté, 169. Principe adopté; renvoyé en commission, 241. Rapport déposé (Document n° 245), 336. Amend. et rapport pris en considération; votes reportés, 373. Amend. du ministre adoptés (Vote n° 49); amend. du député de Rouyn-Noranda-Témiscamingue rejeté (Vote n° 50); rapport amendé adopté (Vote n° 51), 388-391. Ordre; projet de loi adopté, 395. Adoption révoquée; renvoyé en

commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 442-443. Sanction, 450. (1992, c. 21)

Projet de loi 16.- Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec.- M. Levesque.- Présenté, 158. Motion d'adoption du principe; motion d'ajournement du débat adoptée (Vote n° 26), 265. Principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 275. Rapport déposé (Document n° 256), 349. Amend. du ministre adopté; rapport amendé adopté, 373. Motion de suspension des règles adoptée (Vote n° 55), 406. Projet de loi adopté (Vote n° 68), 423. Sanction, 450. (1992, c. 22)

Projet de loi 17.- Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique.- M. Pagé.- Présenté, 149. Principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 259. Rapport déposé (Document n° 222), 305. Rapport adopté, 319. Motion de suspension des règles adoptée (Vote n° 55), 406. Projet de loi adopté, 432. Sanction, 450. (1992, c. 23)

Projet de loi 18.- Loi modifiant la Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles.- M. Picotte.- Présenté, 149. Principe adopté (lt-g.); renvoyé en commission, 588. Rapport déposé (Document n° 490), 590. Rapport adopté, 648. Projet de loi adopté (Vote n° 109), 687. Sanction, 704. (1992, c. 59)

Projet de loi 19.- Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les affaires régionales.- M. Picotte.- Présenté, 150. Motion d'adoption du principe, 223, 257. Principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 258. Rapport déposé (Document n° 208), 269. Rapport pris en considération; ordre; débat ajourné, 395. Rapport adopté (Vote n° 54), 399. Motion de suspension des règles adoptée (Vote n° 55), 406. Projet de loi adopté (Vote n° 58), 411. Sanction, 450. (1992, c. 24)

Projet de loi 20.- Loi abrogeant la Loi concernant les droits sur les divertissements.- M. Ryan.- Présenté, 158. Principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 260. Rapport déposé (Document n° 232), 322. Rapport adopté (maj.), 339. Motion d'adoption, 370. Motion de suspension des règles adoptée (Vote n° 55), 406. Projet de loi adopté (Vote n° 74), 431. Sanction, 450. (1992, c. 25)

Projet de loi 21.- Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives.- M. Bourbeau.- Présenté, 159. Motion d'adoption du principe; motion de scission proposée, 286. Motion de scission jugée recevable et rejetée (Vote n° 28), 287. Débat ajourné, 289, 291, 297 et 298. Motion de report proposée; motion d'ajournement du débat rejetée (Vote n° 30); motion de report rejetée (Vote n° 31); principe adopté (Vote n° 32); renvoyé en commission, 299-303. Motion de clôture proposée, 318. Débat; motion d'ajournement du débat rejetée (Vote n° 40); débat ajourné, 327. Reprise du débat; motion de clôture adoptée (Vote n° 41), 330. Rapport déposé (Document n° 244), 336. Rapport pris en considération; art. et titre adoptés (maj.); rapport adopté (maj.), 358. Motion d'adoption; vote reporté, 381. Projet de loi adopté (Vote n° 52), 392. Sanction, 450. (1992, c. 26)

Projet de loi 22.- Loi modifiant la Loi sur les cités et villes, le Code municipal du Québec et d'autres dispositions législatives (*titre modifié*).- M. Ryan.- Présenté, 169. Principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 260. Rapport déposé (Document n° 233), 322. Rapport adopté (maj.), 340. Motion d'adoption; renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté, 370-371. Motion de suspension des règles adoptée (Vote n° 55), 406. Projet de loi adopté (Vote n° 75), 433. Sanction, 450. (1992, c. 27)

Projet de loi 23.- Loi modifiant la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche et la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés.- M. Picotte.- Présenté, 149. Principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 262. Rapport déposé (Document n° 258), 350. Rapport pris en considération, 400. Motion de suspension des règles adoptée (Vote n° 55), 406. Rapport adopté (Vote n° 56); projet de loi adopté (Vote n° 57), 407-410. Sanction, 450. (1992, c. 28)

Projet de loi 24.- Loi modifiant la Loi favorisant la réforme du cadastre québécois et d'autres dispositions législatives.- Mme Bacon.- Présenté, 168. Principe adopté; renvoyé en commission, 339. Rapport déposé (Document n° 306), 388. Motion de suspension des règles adoptée (Vote n° 55), 406. Rapport adopté (Vote n° 61); projet de loi adopté (Vote n° 62), 413-415. Sanction, 451. (1992, c. 29)

Projet de loi 25.- Loi modifiant la Loi sur le Conseil permanent de la jeunesse.- M. Bourassa.- Présenté, 172. Principe adopté; renvoyé en commission, 259. Rapport déposé (Document n° 215), 294. Rapport adopté, 343. Motion de suspension des règles adoptée (Vote n° 55), 406. Projet de loi adopté (Vote n° 79), 439. Sanction, 451. (1992, c. 30)

Projet de loi 26.- Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'administration des lois fiscales.- M. Savoie.- Présenté, 159. Principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 280. Rapport déposé (Document n° 231), 322. Rapport adopté (maj.), 343. Projet de loi adopté (maj.), 356. Sanction, 451. (1992, c. 31)

Projet de loi 27.- Loi sur la Société de financement agricole et modifiant d'autres dispositions législatives.- M. Picotte.- Présenté, 169. Principe adopté à la maj. (lt-g.); renvoyé en commission, 262. Rapport déposé (Document n° 257), 349. Motion de suspension des règles adoptée (Vote n° 55), 406. Rapport adopté (Vote n° 59); projet de loi adopté (Vote n° 60), 411-413. Sanction, 451. (1992, c. 32)

Projet de loi 28.- Loi sur la Société Innovatech du Grand Montréal.- M. Johnson.- Présenté, 170. Principe adopté (lt-g.); renvoyé à la CBA, 261. Rappel au règlement, 296. Décision; ordre révoqué; projet de loi renvoyé à la CET, 298-299. Rapport déposé (Document n° 260), 350. Motion de suspension des

règles adoptée (Vote n° 55), 406. Amend. adopté; rapport amendé adopté (Vote n° 63; projet de loi adopté (Vote n° 64), 415-418. Sanction, 451. (1992, c. 33)

Projet de loi 30.- Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite.- M. Bourbeau.- Présenté, 170. Principe adopté; renvoyé en commission, 286. Rapport déposé (Document n° 552), 639. Amend. du ministre et rapport pris en considération; amend. adoptés; rapport amendé adopté, 671. Projet de loi adopté (maj.), 700. Sanction, 704. (1992, c. 60)

Projet de loi 31.- Loi concernant le Régime de retraite pour certains employés du Centre hospitalier de l'Université Laval et le Régime de retraite pour certains employés de la Commission des écoles catholiques de Québec.- M. Johnson.- Présenté, 170. Principe adopté; renvoyé en commission, 260. Rapport déposé (Document n° 241), 335. Motion de suspension des règles adoptée (Vote n° 55), 406. Rapport adopté; projet de loi adopté (Vote n° 69), 423-424. Sanction, 451. (1992, c. 34)

Projet de loi 32.- Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières.- Mme Robic.- Présenté, 171. Principe adopté; renvoyé en commission, 297. Rapport déposé (Document n° 242), 335. Rapport adopté, 356. Motion de suspension des règles adoptée (Vote n° 55), 406. Projet de loi adopté, 428. Sanction, 451. (1992, c. 35)

Projet de loi 33.- Loi modifiant la Loi sur les services de garde à l'enfance.- Mme Trépanier.- Présenté, 171. Motion d'adoption du principe, 213. Principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 222. Rapport déposé (Document n° 212), 283. Amend. de la ministre adoptés (maj.); rapport amendé adopté (maj.), 343. Motion de suspension des règles adoptée (Vote n° 55), 406. Projet de loi adopté (Vote n° 70), 425. Sanction, 451. (1992, c. 36)

Projet de loi 34.- Loi modifiant la Loi concernant un jugement rendu par la Cour suprême du Canada le 13 décembre 1979 sur la langue de la législation et de la justice au Québec.- M. Rémillard.- Présenté, 171. Principe adopté; renvoyé en commission, 272. Rapport déposé (Document n° 255), 349. Motion de suspension des règles adoptée (Vote n° 55), 406. Rapport adopté; projet de loi adopté, 437. Sanction, 451. (1992, c. 37)

Projet de loi 35.- Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, la Loi sur la santé et la sécurité du travail et la Loi sur l'assurance-maladie.- M. Cherry.- Présenté, 171. Motion d'adoption du principe; motion de report; motion d'ajournement du débat rejetée (Vote n° 22); motion de report rejetée (Vote n° 23); motion d'ajournement du débat rejetée (Vote n° 24); ordre; principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 243-246. Motion de clôture proposée, 274. Motion adoptée (Vote n° 29), 290. Rapport déposé (Document n° 216), 294. Rapport et amend. pris en considération, 308. Amend. du ministre jugés recevables et adoptés (Votes n°^{os} 33, 34); art. adoptés (Votes n°^{os} 35, 36); rapport amendé adopté (Vote n° 37), 309-313. Motion

d'adoption, 317-318. Vote reporté, 319. Projet de loi adopté (Vote n° 39), 325. Sanction, 358. (1992, c. 11)

Projet de loi 36.- Loi modifiant la Loi électorale et la Loi sur la consultation populaire.- M. Côté (Charlesbourg).- Présenté, 170. Principe adopté; renvoyé en commission, 242. Rapport déposé (Document n° 239), 335. Amend. du ministre adoptés; amend. du député de D'Arcy-McGee rejetés; rapport amendé adopté, 373. Projet de loi adopté (maj.), 393. Sanction, 451. (1992, c. 38)

Projet de loi 37.- Loi concernant la prolongation des conventions collectives et la rémunération dans le secteur public.- M. Johnson.- Présenté, 170. Principe adopté; renvoyé en commission, 261. Rapport déposé (Document n° 243), 335. Motion de suspension des règles adoptée (Vote n° 55), 406. Rapport adopté; projet de loi adopté (Vote n° 66), 419-420. Sanction, 451. (1992, c. 39)

Projet de loi 38.- Loi sur l'application de la réforme du Code civil.- M. Rémillard.- Présenté, 361. Principe adopté; renvoyé en commission, 521. Rapport déposé (Document n° 550), 639. Amend. du ministre et rapport pris en considération; amend. adoptés; rapport amendé adopté, 661. Motion d'adoption; débat ajourné, 692. Reprise du débat; projet de loi adopté (Vote n° 110), 693. Sanction, 694. (1992, c. 57)

Projet de loi 39.- Loi n° 4 sur les crédits, 1992-1993.- M. Levesque.- Présenté; principe adopté; projet de loi adopté (maj.), 369. Sanction, 451. (1992, c. 40)

Projet de loi 40.- Loi modifiant la Loi sur l'accréditation et le financement des associations d'élèves ou d'étudiants (*titre modifié*).- Mme Robillard.- Présenté, 293. Principe adopté; renvoyé en commission, 616. Rapport déposé (Document n° 634), 712. Rapport adopté, 815. Projet de loi adopté, 921. Sanction, 1012. (1993, c. 10)

Projet de loi 41.- Loi sur les adoptions d'enfants domiciliés en République populaire de Chine.- M. Rémillard.- Titre modifié au *Feuilleton*, 356. Présenté, 361. Principe adopté; renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 371-372. Sanction, 451. (1992, c. 41)

Projet de loi 42.- Loi concernant l'application de certaines dispositions du Code de procédure pénale et modifiant diverses dispositions législatives.- M. Rémillard.- Présenté, 383. Principe adopté; renvoyé en commission, 547. Rapport déposé (Document n° 551), 639. Rapport adopté, 660. Motion d'adoption; débat ajourné, 696. Reprise du débat; projet de loi adopté, 701. Sanction, 704. (1992, c. 61)

Projet de loi 43.- Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec et d'autres dispositions législatives.- M. Bourbeau.- Présenté, 361. Principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 717. Rapport déposé (Document n° 729), 794. Amend. du ministre et rapport pris en considération; amend. adopté; rapport

amendé adopté (maj.), 837. Projet de loi adopté (maj.), 1076. Sanction, 1078. (1993, c. 15)

Projet de loi 44.- Loi modifiant la Loi sur le processus de détermination de l'avenir politique et constitutionnel du Québec.- M. Rémillard.- Motion de suspension des règles adoptée (Vote n° 82), 463. Présenté (Vote n° 83), 464. Motion d'adoption du principe; dérogation à l'ordre adopté; vote reporté, 465, 467 et 469. Principe adopté (Vote n° 84); renvoyé en commission pl.; rapp.; rapport adopté (maj.); projet de loi adopté (Vote n° 85); Sanction, 471-476. (1992, c. 47)

Projet de loi 45.- Loi modifiant la Loi sur l'administration financière et la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services.- M. Dutil.- Présenté, 491. Principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 558. Rapport déposé (Document n° 511), 609. Rapport adopté, 633. Projet de loi adopté, 647. Sanction, 694. (1992, c. 50)

Projet de loi 46.- Loi modifiant la Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec.- M. Elkas.- Présenté, 491. Motion d'adoption du principe, 548. Vote reporté, 549. Principe adopté (Vote n° 91); renvoyé en commission, 553. Rapport déposé (Document n° 512), 609. Rapport pris en considération (Documents n°s 534 et 535 déposés); vote reporté, 631. Rapport adopté (Vote n° 102), 641. Motion d'adoption; rappel au règlement; motion d'ajournement du débat rejetée (Vote n° 103); décision; vote reporté, 644-647. Projet de loi adopté (Vote n° 104), 654. Sanction, 694. (1992, c. 51)

Projet de loi 47.- Loi concernant le versement d'une allocation de retraite et d'autres prestations et modifiant la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.- M. Johnson.- Présenté, 501. Principe adopté (lt-g.); renvoyé en commission, 563. Rapport déposé (Document n° 482), 586. Rapport adopté, 634. Projet de loi adopté, 648. Sanction, 704. (1992, c. 62)

Projet de loi 48.- Loi modifiant la Loi favorisant l'augmentation du capital des petites et moyennes entreprises.- M. Tremblay (Outremont).- Présenté, 502. Principe adopté; renvoyé en commission, 517. Rapport déposé (Document n° 554), 640. Rapport adopté, 659. Motion d'adoption; débat ajourné, 703. Reprise du débat; projet de loi adopté, 837-838. Sanction, 845. (1993, c. 8)

Projet de loi 49.- Loi concernant certains règlements pris en application de la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise.- M. Tremblay (Outremont).- Présenté, 502. Principe adopté; renvoyé en commission, 518. Rapport déposé (Document n° 553), 640. Rapport adopté, 660. Projet de loi adopté, 838. Sanction, 845. (1993, c. 9)

Projet de loi 50.- Loi modifiant le Code de procédure civile concernant le recouvrement des petites créances.- M. Rémillard.- Présenté, 501. Principe adopté; renvoyé en commission, 547-548. Rapport déposé (Document n° 492), 591.

Rapport adopté, 660. Projet de loi adopté (maj.), 701. Sanction, 704. (1992, c. 63)

Projet de loi 51.- Loi sur le Conseil des aînés.- M. Côté (Charlesbourg).- Présenté, 523. Principe adopté (lt-g.); renvoyé en commission, 556. Rapport déposé (Document n° 472), 578. Amend. et rapport pris en considération; amend. de la députée de Johnson retiré; amend. du ministre proposé; amend. adopté; rapport amendé adopté, 630-631. Motion d'adoption; rappel au règlement; décision; débat non entrepris, 643-644. Projet de loi adopté (Vote n° 111), 697. Sanction, 704. (1992, c. 64)

Projet de loi 52.- Loi sur le ministère de la Culture.- Mme Frulla-Hébert.- Présenté, 522. Principe adopté; renvoyé en commission, 557. Rapport déposé (Document n° 480), 586. Rapport adopté, 632. Motion d'adoption; renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté (Vote n° 112), 699-700. Sanction, 704. (1992, c. 65)

Projet de loi 53.- Loi sur le Conseil des arts et des lettres du Québec.- Mme Frulla-Hébert.- Présenté, 522. Principe adopté (lt-g.); renvoyé en commission, 558. Rapport déposé (Document n° 481), 586. Amend. et rapport pris en considération; amend. du député de Sainte-Marie—Saint-Jacques rejetés; rapport adopté, 632. Projet de loi adopté, 700. Sanction, 704. (1992, c. 66)

Projet de loi 54.- Loi concernant le barrage-réservoir des Rapides des Cèdres.- Mme Bacon.- Présenté, 522. Principe adopté; renvoyé en commission, 564. Rapport déposé (Document n° 491), 590. Rapport adopté, 632. Projet de loi adopté, 633. Sanction, 694. (1992, c. 52)

Projet de loi 55.- Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives.- M. Ryan.- Présenté, 522. Motion d'adoption du principe; motion de scission proposée; motion de scission jugée recevable; rappel au règlement; motion de scission rejetée (Vote n° 92), 565-568. Vote reporté, 568. Principe adopté (Vote n° 93); renvoyé en commission, 570. Rapport déposé (Document n° 530), 628. Rapport pris en considération; vote reporté, 647. Rapport adopté (Vote n° 105), 656. Motion de suspension des règles présentée; rappel au règlement; décision; motion adoptée (Vote n° 107), 661-667. Projet de loi adopté (maj.), 670. Sanction, 694. (1992, c. 53)

Projet de loi 56.- Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et d'autres dispositions législatives.- M. Ryan.- Présenté, 529. Principe adopté; renvoyé en commission, 565. Rapport déposé (Document n° 628), 711. Rapport adopté, 720. Motion d'adoption; débat ajourné, 732-734. Reprise du débat; projet de loi adopté, 744. Sanction, 753. (1993, c. 3)

Projet de loi 57.- Loi sur la voirie et modifiant diverses dispositions législatives.- M. Middlemiss.- Présenté, 529. Motion d'adoption du principe; motion de report proposée (Document n° 494 déposé); motion de report rejetée (Vote n° 98), 592.

595. Vote reporté, 595. Principe adopté (Vote n° 99); renvoyé en commission, 599. Motion de suspension des règles présentée; rappel au règlement; décision; motion adoptée (Vote n° 107), 661-667. Rapport déposé (Document n° 575), 667. Amend. du ministre et rapport pris en considération; amend. adoptés; rapport amendé adopté; projet de loi adopté (maj.), 669-670. Sanction, 694. (1992, c. 54)

Projet de loi 58.- Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal (*titre modifié*).- M. Savoie.- Présenté, 560. Motion d'adoption du principe, 790. Reprise du débat; principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 827. Rapport déposé (Document n° 844), 949. Rapport adopté (maj.), 962. Projet de loi adopté, 1052. Sanction, 1078. (1993, c. 16)

Projet de loi 59.- Loi modifiant la Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux.- M. Tremblay (Outremont).- Présenté (Vote n° 88), 529. Question de privilège soulevée; décision, 540. Motion d'adoption du principe (Documents n°s 473, 474, 475, 476 et 477 déposés); motion de report proposée; motion de report rejetée (Vote n° 96); principe adopté (Vote n° 97); renvoyé en commission, 579-583. Motion de suspension des règles présentée; rappel au règlement; décision; motion adoptée (Vote n° 107), 661-667. Rapport déposé (Document n° 574), 667. Amend. du ministre et rapport pris en considération; amend. adopté; rapport amendé adopté (maj.); projet de loi adopté (maj.), 669. Sanction, 694. (1992, c. 55)

Projet de loi 60.- Loi modifiant la Loi sur le camionnage.- M. Elkas.- Présenté, 551. Motion d'adoption du principe (Document n° 520 déposé); débat ajourné, 617. Reprise du débat; principe adopté; renvoyé en commission, 619. Rapport déposé (Document n° 629), 711. Rapport adopté, 920. Projet de loi adopté, 973. Sanction, 1012. (1993, c. 11)

Projet de loi 61.- Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement.- M. Paradis (Brome-Missisquoi).- Présenté, 559. Principe adopté (Vote n° 100); motion de renvoi en commission pl. (Vote n° 101); renvoyé en commission pl. (Documents n°s 502, 503 et 504 déposés); étude en commission pl. non complétée, 601-606. Reprise de l'étude en commission pl.; étude en commission pl. non complétée, 620-623. Motion de suspension des règles présentée; rappel au règlement; décision; motion adoptée (Vote n° 107), 661-667. Reprise de l'étude en commission pl. (Document n° 576 déposé); amendé; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté (maj.), 668-669. Sanction, 694. (1992, c. 56)

Projet de loi 62.- Loi modifiant la Loi sur le transport par taxi.- M. Elkas.- Présenté, 551. Principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 619. Rapport déposé (Document n° 750), 821. Rapport adopté, 920. Projet de loi adopté (maj.), 973. Sanction, 1012. (1993, c. 12)

Projet de loi 63.- Loi n° 5 sur les crédits, 1992-1993.- M. Levesque.- Présenté; principe adopté; projet de loi adopté, 613. Sanction, 623. (1992, c. 48)

Projet de loi 64.- Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux.- M. Paradis (Brome-Missisquoi).- Présenté, 577. Principe adopté; renvoyé en commission, 619. Rapport déposé (Document n° 570), 654. Rapport adopté, 716. Projet de loi adopté, 719. Sanction, 727. (1993, c. 2)

Projet de loi 65.- Loi concernant le recensement suivant la délimitation des circonscriptions électorales et modifiant la Loi sur la consultation populaire.- M. Côté (Charlesbourg).- Présenté, 607. Principe adopté; renvoyé en commission pl.; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté 618-619. Sanction, 623. (1992, c. 49)

Projet de loi 66.- Loi modifiant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic et modifiant d'autres dispositions législatives.- M. Johnson.- Présenté, 625. Principe adopté (lt-g.); renvoyé en commission, 688. Rapport déposé (Document n° 609), 690. Rapport adopté, 691. Projet de loi adopté, 692. Sanction, 704. (1992, c. 67)

Projet de loi 67.- Loi modifiant le Code des professions.- M. Savoie.- Présenté, 636. Motion d'adoption du principe, 720. Reprise du débat; débat ajourné, 747. Reprise du débat; principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 789.

Projet de loi 68.- Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé.- M. Cannon.- Présenté; renvoyé en commission, 635. Rapport sur la consultation déposé (Document n° 621), 709. Principe adopté; renvoyé en commission, 743-744. Rapport déposé (Document n° 874), 1037. Rapport pris en considération; vote reporté, 1058. Rapport adopté (Vote n° 158), 1066. Motion d'adoption; renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 1076-1077. Sanction, 1078. (1993, c. 17)

Projet de loi 69.- Loi modifiant la Loi sur la protection sanitaire des animaux.- M. Picotte.- Présenté, 636. Motion d'adoption du principe, 734. Reprise du débat; principe adopté; renvoyé en commission, 815. Rapport déposé (Document n° 758), 834. Rapport adopté, 921. Projet de loi adopté, 1043. Sanction, 1078. (1993, c. 18)

Projet de loi 70.- Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives.- M. Savoie.- Présenté, 675. Motion d'adoption du principe; débat ajourné, 827. Reprise du débat; principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 836. Rapport déposé (Document n° 845), 949. Amend. du ministre et rapport pris en considération; amend. adopté (maj.); rapport amendé adopté (maj.), 962. Projet de loi adopté, 1053. Sanction, 1078. (1993, c. 19)

Projet de loi 71.- Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles.- M. Cherry.- Présenté, 607. Principe adopté; renvoyé en commission, 701. Rapport déposé (Document n° 626), 710. Rapport adopté, 719. Projet de loi adopté, 789. Sanction, 791. (1993, c. 5)

Projet de loi 72.- Loi modifiant le Code des professions et la Loi sur les infirmières et les infirmiers.- M. Savoie.- Présenté, 676. Principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 1052. Rapport déposé (Document n° 890), 1066. Rapport adopté, 1093. Projet de loi adopté (maj.), 1108. Sanction, 1145. (1993, c. 38)

Projet de loi 73.- Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'Assemblée nationale.- M. Paradis (Brome-Missisquoi).- Présenté, 675. Principe adopté; renvoyé en commission, 838. Ordre de renvoi en commission révoqué; renvoyé en commission pl. (ordre); rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté (lt-g.), 1074-1075. Sanction, 1078. (1993, c. 20)

Projet de loi 74.- Loi modifiant le Code du travail et la Loi sur le ministère du Travail.- M. Cherry.- Présenté, 675. Principe adopté; renvoyé en commission; motion à l'Assemblée pour consultations particulières lors de l'étude détaillée, 690-691. Rapport sur les consultations déposé (Document n° 624), 710. Rapport déposé (Document n° 625), 710. Amend. du ministre et rapport pris en considération; amend. adopté; rapport amendé adopté, 719. Projet de loi adopté, 789. Sanction, 791. (1993, c. 6)

Projet de loi 75.- Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'abolition de la Société d'aménagement de l'Outaouais.- M. Ryan.- Présenté, 729. Motion d'adoption du principe, 744. Reprise du débat; principe adopté; renvoyé en commission, 747. Rapport déposé (Document n° 713), 780. Rapport adopté, 898. Projet de loi adopté, 1093. Sanction, 1111. (1993, c. 36)

Projet de loi 76.- Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments et abrogeant la Loi sur le commerce du pain.- M. Picotte.- Présenté, 729. Principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 815. Rapport déposé (Document n° 759), 834. Rapport adopté (maj.), 921. Projet de loi adopté (maj.), 1043. Sanction, 1078. (1993, c. 21)

Projet de loi 77.- Loi modifiant la Loi sur les établissements touristiques et abrogeant certaines dispositions législatives.- M. Vallerand.- Présenté, 729. Motion d'adoption du principe, 803. Reprise du débat; débat ajourné, 816. Reprise du débat; principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 897. Rapport déposé (Document n° 812), 916. Rapport adopté, 971. Projet de loi adopté (maj.), 1031. Sanction, 1078. (1993, c. 22)

Projet de loi 78.- Loi n° 1 sur les crédits, 1993-1994.- M. Johnson.- Présenté; principe adopté; projet de loi adopté, 742-743. Sanction, 753. (1993, c. 4)

Projet de loi 79.- Loi n° 2 sur les crédits, 1993-1994.- M. Levesque.- Présenté; principe adopté; projet de loi adopté (maj.), 800. Sanction, 809. (1993, c. 7)

Projet de loi 80.- Loi modifiant la Loi sur l'administration financière, la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services et d'autres dispositions

législatives.- M. Dutil.- Présenté, 804. Principe adopté; renvoyé en commission, 913. Rapport déposé (Document n° 828), 935. Rapport adopté, 1042. Projet de loi adopté, 1059. Sanction, 1078. (1993, c. 23)

Projet de loi 81.- Loi modifiant la Loi sur les transports.- M. Elkas.- Présenté, 847. Principe adopté; renvoyé en commission, 919. Rapport déposé (Document n° 829), 935. Rapport adopté (maj.), 972. Projet de loi adopté (maj.), 1032. Sanction, 1078. (1993, c. 24)

Projet de loi 82.- Loi modifiant la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel et d'autres dispositions législatives.- Mme Robillard.- Présenté; renvoyé en commission, 819. Rapport sur les consultations déposé (Document n° 811), 916. Motion d'adoption du principe; débat ajourné, 923. Reprise du débat; débat ajourné, 943. Reprise du débat; débat ajourné, 944. Reprise du débat; vote reporté, 962. Principe adopté (Vote n° 129); renvoyé en commission, 966-967. Rapport déposé (Document n° 864), 1023. Rapport adopté (maj.), 1043. Motion d'adoption; vote reporté, 1061. Projet de loi adopté (Vote n° 159), 1068. Sanction, 1078. (1993, c. 25)

Projet de loi 83.- Loi sur la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial et modifiant certaines dispositions législatives.- Mme Robillard.- Présenté, 819. Principe adopté (lt-g.); renvoyé en commission, 921-922. Rapport déposé (Document n° 852), 966. Rapport adopté, 1043. Projet de loi adopté, 1060. Sanction, 1078. (1993, c. 26)

Projet de loi 84.- Loi sur la Régie des alcools, des courses et des jeux et modifiant diverses dispositions législatives.- M. Ryan.- Présenté, 833. Motion d'adoption du principe (lt-g.); débat ajourné, 895. Reprise du débat; principe adopté; renvoyé en commission, 897. Motion à l'Assemblée pour consultations particulières lors de l'étude détaillée, 968-969. Rapport déposé (consultations et étude détaillée) (Document n° 916), 1098. Rapport adopté; projet de loi adopté, 1137. Sanction, 1145. (1993, c. 39)

Projet de loi 85.- Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique en matière de contrats de transport d'élèves.- M. Elkas.- Présenté, 847. Principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 919. Rapport déposé (Document n° 830), 935. Rapport adopté (maj.), 972. Projet de loi adopté (maj.), 1032. Sanction, 1078. (1993, c. 27)

Projet de loi 86.- Loi modifiant la Charte de la langue française.- M. Ryan.- Présenté (Vote n° 123); motion de renvoi en commission pour consultations adoptée (Vote n° 124), 881-887. Rapport sur les consultations déposé (Document n° 854), 975. Motion d'adoption du principe; motion de report proposée; motion de report rejetée (Vote n° 152); motion de scission proposée; motion de scission jugée recevable; directive de la présidence; motion d'ajournement du débat rejetée (Vote n° 153); motion de scission rejetée (Vote n° 154); motion d'ajournement du débat rejetée (Vote n° 155); débat ajourné, 1014-1021. Reprise

du débat; vote reporté, 1026-1027. Principe adopté (Vote n° 156); renvoyé en commission, 1029-1031. Motion de suspension des règles présentée; rappel au règlement; décision; document déposé (Document n° 920); motion adoptée (Vote n° 164); rapport déposé (Document n° 921); prise en considération du rapport; amend. de la députée de Chicoutimi rejetés; amend. du député de D'Arcy-McGee rejetés; amend. du ministre adoptés (maj.); rapport amendé adopté (maj.); projet de loi adopté (Vote n° 165), 1100-1108. Sanction, 1145. (1993, c. 40)

Projet de loi 87.- Loi modifiant la Loi sur l'aide juridique.- M. Rémillard.- Présenté, 907. Principe adopté; renvoyé en commission, 974. Rapport déposé (Document n° 884), 1046. Rapport adopté, 1057. Projet de loi adopté, 1072. Sanction, 1078. (1993, c. 28)

Projet de loi 88.- Loi modifiant la Loi sur les substituts du procureur général.- M. Rémillard.- Présenté, 907. Principe adopté; renvoyé en commission, 973. Rapport déposé (Document n° 882), 1045. Rapport adopté, 1057. Projet de loi adopté, 1073. Sanction, 1078. (1993, c. 29)

Projet de loi 89.- Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.- M. Johnson.- Présenté, 899. Principe adopté; renvoyé en commission, 1007. Rapport déposé (Document n° 963), 1123. Rapport adopté; projet de loi adopté, 1131-1132. Sanction, 1146. (1993, c. 41)

Projet de loi 90.- Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur le tabac, la Loi sur le ministère du Revenu et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal.- M. Savoie.- Présenté (maj.), 908. Principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 1052. Rapport déposé (Document n° 1327), 1456. Rapport adopté; projet de loi adopté (Vote n° 198), 1461-1462. Sanction, 1479. (1993, c. 79)

Projet de loi 91.- Loi modifiant le Code de la sécurité routière.- M. Elkas.- Présenté, 907. Principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 944. Rapport déposé (Document n° 898), 1082. Rapport adopté (maj.), 1110. Projet de loi adopté (maj.), 1134. Sanction, 1146. (1993, c. 42)

Projet de loi 92.- Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives.- M. Ryan.- Présenté, 905. Principe adopté; renvoyé en commission, 1093. Rapport déposé (Document n° 967), 1134. Rapport adopté; projet de loi adopté, 1135-1136. Sanction, 1146. (1993, c. 43)

Projet de loi 93.- Loi modifiant le Code de procédure civile et la Charte des droits et libertés de la personne.- M. Rémillard.- Présenté, 907. Principe adopté; renvoyé en commission, 973. Rapport déposé (Document n° 885), 1046. Rapport adopté, 1057. Projet de loi adopté, 1073. Sanction, 1078. (1993, c. 30)

Projet de loi 94.- Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires.- M. Rémillard.- Présenté, 907. Principe adopté; renvoyé en commission, 974. Rapport déposé (Document n° 883), 1046. Rapport adopté, 1057. Projet de loi adopté, 1073. Sanction, 1079. (1993, c. 31)

Projet de loi 95.- Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales.- Mme Robic.- Présenté, 908. Principe adopté; renvoyé en commission, 1061. Rapport déposé (Document n° 1039), 1172. Amend. de la ministre et rapport pris en considération; amend. adopté (maj.); rapport amendé adopté (maj.), 1183. Motion d'adoption (Document n° 1117 déposé); renvoyé en commission pl. pour étude des amend. de la ministre; amend. adoptés; rapp.; rapport amendé adopté; projet de loi adopté, 1233-1234. Sanction, 1235. (1993, c. 48)

Projet de loi 96.- Loi sur les réserves écologiques.- M. Paradis.- Présenté, 905. Principe adopté; renvoyé en commission, 938. Rapport déposé (Document n° 856), 975. Rapport adopté, 1011. Projet de loi adopté, 1051. Sanction, 1079. (1993, c. 32)

Projet de loi 97.- Loi modifiant la Loi sur Hydro-Québec.- Mme Bacon.- Présenté, 905. Principe adopté; renvoyé en commission, 1011. Rapport déposé (Document n° 861), 1013. Rapport adopté; projet de loi adopté, 1072. Sanction, 1079. (1993, c. 33)

Projet de loi 98.- Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires.- M. Picotte.- Présenté, 924. Principe adopté; renvoyé en commission pl., 1163. Étude en commission pl. non complétée, 1187. Reprise de l'étude en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté (maj.), 1217. Projet de loi adopté (maj.), 1247. Sanction, 1276. (1993, c. 49)

Projet de loi 99.- Loi sur la Société du Centre des congrès de Québec.- M. Vallerand.- Présenté, 908. Motion d'adoption du principe (lt-g.); motion d'ajournement du débat adoptée (Vote n° 128), 938. Principe adopté; renvoyé en commission, 970. Rapport déposé (Document n° 857), 976. Rapport adopté, 1031. Projet de loi adopté, 1058. Adoption révoquée; ordre; projet de loi adopté, 1075-1076. Sanction, 1079. (1993, c. 34)

Projet de loi 100.- Loi n° 3 sur les crédits, 1993-1994.- M. Levesque.- Présenté; principe adopté; projet de loi adopté (Vote n° 150), 1004. Sanction, 1012. (1993, c. 13)

Projet de loi 101.- Loi sur l'établissement et l'agrandissement de certains lieux d'élimination de déchets.- M. Paradis.- Présenté, 1055. Principe adopté; renvoyé en commission, 1084. Rapport déposé (Document n° 917), 1099. Amend. du ministre et rapport pris en considération; amend. adopté; rapport amendé adopté; projet de loi adopté, 1132. Sanction, 1146. (1993, c. 44)

Projet de loi 102.- Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public et le secteur municipal.- M. Johnson.- Présenté (Vote n° 126), 906. Motion d'adoption du principe; motion de report proposée; motion de report rejetée (maj.); motion d'ajournement du débat adoptée; ordre, 1005-1007. Principe adopté (Vote n° 151); renvoyé en commission pl., 1010-1011. Étude en commission pl. non complétée, 1033-1035. Reprise de l'étude en commission pl. (Documents n°s 878, 879 et 880 déposés); étude en commission pl. non complétée, 1040-1042. Motion de suspension des règles présentée; rappel au règlement; décision; motion adoptée (Vote n° 161); reprise de l'étude en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté (maj.); motion d'adoption; motion de renvoi en commission pl. adoptée (Vote n° 162); amendé; rapp.; rapport adopté (maj.); projet de loi adopté (Vote n° 163), 1085-1092. Sanction, 1111. (1993, c. 37)

Projet de loi 103.- Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite.- M. Bourbeau.- Présenté, 1055. Principe adopté; renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 1133-1134. Sanction, 1146. (1993, c. 45)

Projet de loi 104.- Loi concernant le recensement suivant la délimitation des circonscriptions électorales.- M. Côté (Charlesbourg).- Présenté; principe adopté; renvoyé en commission pl.; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 1109-1110. Sanction, 1146. (1993, c. 46)

Projet de loi 105.- Loi sur la justice administrative.- M. Rémillard.- Présenté, 1113. Motion d'adoption du principe, 1161. Reprise du débat, 1247. Principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 1277.

Projet de loi 106.- Loi sur l'aide et l'indemnisation des victimes d'actes criminels.- M. Rémillard.- Présenté, 1113. Principe adopté; renvoyé en commission; motion à l'Assemblée pour consultations particulières lors de l'étude détaillée, 1161-1162. Rapport déposé (Document n° 1180), 1291. Rapport adopté, 1332. Projet de loi adopté, 1388. Sanction, 1419. (1993, c. 54)

Projet de loi 108.- Loi modifiant la Loi sur les forêts et abrogeant diverses dispositions législatives.- M. Côté (Rivières-du-Loup).- Présenté, 1169. Principe adopté; renvoyé en commission, 1184. Rapport déposé (Document n° 1123), 1239. Rapport adopté, 1278. Motion d'adoption; motion d'ajournement du débat; motion rejetée; adoption du projet de loi (maj.), 1390. Sanction, 1419. (1993, c. 55)

Projet de loi 109.- Loi abrogeant la Loi sur l'Institut québécois de recherche sur la culture et concernant la poursuite des activités de l'Institut.- Mme Robillard.- Présenté, 1188. Motion d'adoption du principe, 1241 (Document n° 1124 déposé). Motion de mise aux voix immédiate adoptée (Vote n° 175), 1243. Principe adopté (Vote n° 176); renvoyé en commission pl., 1244. Étude en commission pl., 1275, 1277. Amendé; rapp.; rapport adopté, 1278. Projet de loi adopté, 1330. Sanction, 1344. (1993, c. 50)

Projet de loi 110.- Loi modifiant la Loi sur les allocations d'aide aux familles.- M. Bourbeau.- Présenté, 1188. Motion d'adoption du principe, 1234. Principe adopté; renvoyé en commission, 1386. Rapport déposé (Document n° 1323), 1452. Rapport adopté, 1454. Projet de loi adopté, 1457. Sanction, 1479. (1993, c. 63)

Projet de loi 111.- Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Éducation.- Mme Robillard.- Présenté, 1218. Principe adopté; renvoyé en commission pl.; étudié (Document n° 1149 déposé); rapp.; rapport adopté, 1273-1275. Projet de loi adopté, 1329. Sanction, 1344. (1993, c. 51)

Projet de loi 112.- Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et diverses dispositions législatives.- M. Savoie.- Présenté, 1259. Motion d'adoption du principe; vote reporté, 1389. Principe adopté (Vote n° 188); renvoyé en commission, 1394. Rapport déposé (Document n° 1291), 1405. Rapport adopté (maj.), 1439. Motion d'adoption; renvoyé en commission pl. pour étude d'un amend. du ministre; amend. adopté; rapp.; rapport adopté (Vote n° 197); projet de loi adopté, 1460-1462. Sanction, 1479. (1993, c. 64)

Projet de loi 113.- Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile.- M. Elkas.- Présenté, 1218. Motion d'adoption du principe, 1267. Principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 1278. Rapport déposé (Document n° 1215), 1326. Rapport adopté, 1351. Adoption du projet de loi, 1390. Sanction, 1419. (1993, c. 56)

Projet de loi 115.- Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle.- M. Bourbeau.- Présenté (maj.), 1218. Principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 1387. Rapport déposé (Document n° 1324), 1452. Rapport adopté, 1454. Projet de loi adopté, 1457. Sanction, 1479. (1993, c. 66)

Projet de loi 116.- Loi modifiant le Code du travail.- M. Cherry. Présenté, 1238. Motion d'adoption du principe, 1308. Vote reporté, 1309. Principe adopté (Vote n° 182); renvoyé en commission, 1318. Motion pour consultations particulières lors de l'étude détaillée, 1474-1475.

Projet de loi 117.- Loi modifiant diverses dispositions législatives relatives au cadastre.- Mme Bacon.- Présenté, 1237. Principe adopté; renvoyé en commission, 1274. Rapport déposé (Document n° 1178), 1291. Rapport adopté, 1299. Projet de loi adopté, 1299. Sanction, 1344. (1993, c. 52)

Projet de loi 118.- Loi modifiant la Loi sur l'organisation territoriale municipale et d'autres dispositions législatives.- M. Ryan.- Présenté, 1256. Principe adopté; renvoyé en commission, 1341. Rapport déposé (Document n° 1290), 1405. Rapport adopté, 1436. Projet de loi adopté, 1447. Sanction, 1479. (1993, c. 65)

Projet de loi 119.- Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec et d'autres dispositions législatives.- M. Ryan.- Présenté, 1255. Motion d'adoption du

principe, 1309. Vote reporté, 1310. Principe adopté (Vote n° 183); renvoyé en commission, 1319. Rapport déposé (Document n° 1328), 1456. Rapport et projet de loi adoptés, 1459. Sanction, 1479. (1993, c. 67)

Projet de loi 120.- Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments.- M. Vallières.- Présenté, 1227. Principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 1266. Rapport déposé (Document n° 1191), 1306. Amend. du ministre adopté (maj.); rapport amendé adopté (maj.), 1331. Projet de loi adopté (maj.), 1340. Sanction, 1344. (1993, c. 53)

Projet de loi 121.- Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal et la Loi sur la fiscalité municipale.- M. Ryan.- Présenté, 1255. Principe adopté; renvoyé en commission, 1309. Rapport déposé (Document n° 1241), 1346. Rapport adopté, 1417. Motion d'adoption; motion de renvoi en commission pl. adoptée; amendé; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 1437. Sanction, 1479. (1993, c. 68)

Projet de loi 122.- Loi modifiant la Loi sur le Conseil des Communautés culturelles et de l'immigration.- Mme Gagnon-Tremblay.- Présenté, 1237. Principe adopté; renvoyé en commission, 1359. Rapport déposé (Document n° 1289), 1404. Amend. de la ministre et rapport pris en considération; amend. adopté; rapport amendé adopté, 1436. Projet de loi adopté, 1446. Sanction, 1479. (1993, c. 69)

Projet de loi 123.- Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole et d'autres dispositions législatives.- M. Picotte.- Présenté, 1256.

Projet de loi 124.- Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'immigration.- Mme Gagnon-Tremblay.- Présenté, 1237. Principe adopté; renvoyé en commission, 1360. Rapport déposé (Document n° 1314), 1442. Rapport adopté, 1446. Projet de loi adopté, 1455. Sanction, 1480. (1993, c. 70)

Projet de loi 125.- Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie et la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec.- M. Côté (Charlesbourg).- Présenté, 1256. Motion d'adoption du principe; vote reporté, 1401. Principe adopté (Vote n° 190); renvoyé en commission, 1406.

Projet de loi 126.- Loi modifiant le Code de la sécurité routière.- M. Elkas.- Présenté, 1248. Principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 1350.

Projet de loi 127.- Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.- M. Picotte.- Présenté, 1256.

Projet de loi 128.- Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu.- M. Bourbeau.- Présenté, 1257. Principe adopté (maj.); renvoyé en commission; directive demandée, 1387. Directive de la présidence, 1458-1459.

Projet de loi 129.- Loi modifiant la Loi sur les cours municipales.- M. Rémillard.- Présenté, 1258. Principe adopté; renvoyé en commission, 1331. Rapport déposé (Document n° 1255), 1355. Rapport adopté, 1388. Projet de loi adopté, 1416. Sanction, 1439. (1993, c. 62)

Projet de loi 130.- Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et d'autres dispositions législatives.- M. Elkas.- Présenté (Vote n° 178), 1258. Motion d'adoption du principe, 1333, 1342. Vote reporté, 1343. Principe adopté (Vote n° 185); renvoyé en commission, 1348. Motion de suspension des règles présentée (Documents n°s 1277 et 1278 déposés); motion adoptée (Vote n° 186); rapport déposé (Document n° 1279); amend. du ministre et rapport pris en considération; décision; amend. adoptés (maj.); rapport amendé adopté (maj.); projet de loi adopté (Vote n° 187), 1379-1386. Sanction, 1419. (1993, c. 57)

Projet de loi 131.- Loi modifiant le Code de procédure civile et diverses dispositions législatives.- M. Rémillard.- Présenté, 1258. Principe adopté; renvoyé en commission, 1332. Rapport déposé (Document n° 1256), 1355. Rapport adopté, 1388. Projet de loi adopté, 1447. Sanction, 1480. (1993, c. 72)

Projet de loi 132.- Loi modifiant la loi constitutive de la Régie des alcools, des courses et des jeux ainsi que diverses lois portant sur les activités surveillées par cette Régie.- M. Ryan.- Présenté, 1256. Motion d'adoption du principe, 1358. Principe adopté; renvoyé en commission, 1359. Rapport déposé (Document n° 1283), 1392. Amend. du ministre et rapport pris en considération; amend. adoptés; rapport amendé adopté, 1417. Motion d'adoption; motion de renvoi en commission pl. adoptée; amendé; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 1434-1435. Sanction, 1480. (1993, c. 71)

Projet de loi 133.- Loi modifiant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic et d'autres dispositions législatives.- M. Johnson.- Présenté, 1257. Principe adopté; renvoyé en commission, 1342. Rapport déposé (Document n° 1262), 1363. Rapport adopté, 1396. Projet de loi adopté, 1445. Sanction, 1480. (1993, c. 74)

Projet de loi 134.- Loi modifiant la Loi sur l'administration financière.- M. Levesque.- Présenté, 1255. Auteur substitué, 1319. Principe adopté; renvoyé en commission, 1358. Rapport déposé (Document n° 1302), 1424. Rapport adopté, 1446. Projet de loi adopté, 1455. Sanction, 1480. (1993, c. 73)

Projet de loi 135. Loi sur le Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec.- Mme Frulla.- Présenté, 1259. Principe adopté (It-g.); renvoyé en commission, 1341. Motion à l'Assemblée pour consultations particulières, 1348. Rapport déposé (Document n° 1353), 1471. Amend. de la ministre et rapport pris en considération; amend. adoptés; rapport amendé adopté (maj.), 1482.

Projet de loi 136.- Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux.- M. Côté (Charlesbourg).- Présenté, 1257. Principe adopté; renvoyé en commission, 1331. Rapport déposé (Document n° 1234), 1338. Rapport adopté, 1350. Projet de loi adopté, 1357. Sanction, 1419. (1993, c. 58)

Projet de loi 137.- Loi sur les chemins de fer.- M. Elkas.- Présenté, 1259. Principe adopté; renvoyé en commission, 1351. Rapport déposé (Document n° 1316), 1443. Rapport et projet de loi adoptés, 1448. Sanction, 1480. (1993, c. 75)

Projet de loi 138.- Loi modifiant la Loi de police.- M. Ryan.- Présenté, 1255. Principe adopté; renvoyé en commission, 1359. Rapport déposé (Document n° 1274), 1377. Rapport adopté, 1417. Projet de loi adopté, 1434. Sanction, 1480. (1993, c. 76)

Projet de loi 139.- Loi modifiant la Loi sur les pesticides.- M. Paradis (Brome-Missisquoi).- Présenté, 1257. Principe adopté; renvoyé en commission, 1342. Rapport déposé (Document n° 1282), 1392. Rapport adopté, 1417. Projet de loi adopté, 1435. Sanction, 1480. (1993, c. 77)

Projet de loi 140.- Loi modifiant le Code des professions et d'autres lois professionnelles.- M. Savoie.- Présenté, 1260. Principe adopté; renvoyé en commission, 1389.

Projet de loi 141.- Loi sur l'enseignement privé.- M. Pagé.- Projet de loi réinscrit au *Feuilleton* au stade où il se trouvait à la clôture de la 1^{re} session, 17. Auteur substitué, 562. Rapport déposé (Document n° 529), 628. Rapport adopté, 648. Projet de loi adopté à la maj. (lt-g.), 670. Sanction, 704. (1992, c. 68)

Projet de loi 142.- Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives.- M. Cherry.- Présenté, 1260. Motion d'adoption du principe, 1296, 1299. Vote reporté, 1308. Principe adopté (Vote n° 181); renvoyé en commission, motion pour consultations particulières lors de l'étude détaillée, 1314-1317. Motion de suspension des règles présentée; recevabilité soulevée; décision; motion adoptée (Vote n° 195); rapport déposé (Document n° 1306); prise en considération du rapport et des amendements; amend. du député de Jonquière rejeté; amend. du député de Drummond rejetés; amend. du ministre adoptés (maj.); rapport amendé adopté (maj.); projet de loi adopté (Vote n° 196), 1425-1434. Sanction, 1432. (1993, c. 61)

Projet de loi 143.- Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'assurance automobile.- Mme Robic.- Présenté, 1353. Principe adopté; renvoyé en commission, 1436.

Projet de loi 144.- Loi instituant le Conseil d'administration des tribunaux judiciaires.- M. Rémillard.- Présenté, 1345.

Projet de loi 145.- Loi n° 4 sur les crédits, 1993-1994.- Mme Gagnon-Tremblay.- Présenté, principe adopté et projet de loi adopté, 1374. Sanction, 1419. (1993, c. 59)

Projet de loi 146.- Loi modifiant de nouveau la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives.- M. Ryan.- Présenté, 1375. Principe adopté; renvoyé en commission pl.; étude en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté, 1438. Motion d'adoption; renvoyé en commission pl. pour étude d'un amend. du ministre; amend. adopté; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 1460. Sanction, 1480. (1993, c. 78)

Projet de loi 147.- Loi sur la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches.- M. Tremblay (Outremont).- Présenté, 1391. Principe adopté; renvoyé en commission, 1401-1402. Rapport déposé (Document n° 1315), 1443. Rapport pris en considération, 1447. Rapport adopté, 1448. Projet de loi adopté, 1456. Sanction, 1480. (1993, c. 80)

Projet de loi 148.- Loi modifiant la Loi favorisant l'augmentation du capital des petites et moyennes entreprises.- M. Tremblay (Outremont).- Présenté, 1403. Principe adopté; renvoyé en commission, 1481.

Projet de loi 149.- Loi concernant certains règlements pris en application de la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise.- M. Tremblay (Outremont).- Présenté, 1403. Principe adopté; renvoyé en commission, 1482.

Projet de loi 150.- Loi modifiant la Loi sur les coopératives.- M. Tremblay (Outremont).- Présenté, 1403.

Projet de loi 151.- Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives.- M. Paradis (Brome-Missisquoi).- Présenté, 1403. Motion d'adoption du principe; débat ajourné, 1482.

Projet de loi 158.- Loi concernant l'industrie de la construction.- M. Cherry.- Motion de suspension des règles adoptée (Vote n° 191), 1411. Présenté (Vote n° 192); principe adopté (Vote n° 193); renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; rapport amendé adopté (maj.); projet de loi adopté (Vote n° 194), 1412-1416. Sanction, 1419. (1993, c. 60)

Projet de loi 185.- Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction.- M. Cherry.- Projet de loi réinscrit au *Feuilleton* au stade où il se trouvait à la clôture de la 1^{re} session, 17. Rapport déposé (Document n° 259),

350. Motion de suspension des règles adoptée (Vote n° 55), 406. Rapport adopté (maj.); projet de loi adopté, 433-434. Sanction, 451. (1992, c. 42)

Note : Suite des projets de loi du gouvernement à la page 1667.

Projets de loi publics au nom des députés

Projet de loi 190.- Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant la Fête du Canada.- M. Libman.- Présenté (maj.), 94.

Projet de loi 191.- Loi modifiant la Charte de la langue française concernant la langue de l'enseignement.- M. Libman.- Présenté, 172.

Projet de loi 192.- Loi sur le Conseil québécois de la toxicomanie.- Mme Vermette.- Présenté, 225.

Projet de loi 193.- Loi modifiant le Code civil du Québec et d'autres dispositions législatives concernant l'adoption internationale.- Mme Vermette.- Présenté, 333.

Projet de loi 194.- Loi sur la divulgation d'activités injustifiées.- M. Bélisle.- Présenté, 676.

Projet de loi 195.- Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale.- M. Bélisle.- Présenté, 1169.

Projet de loi 196.- Loi concernant la circonscription électorale de Marcel-Léger.- M. Bourdon.- Présenté, 820.

Projet de loi 197.- Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives.- M. Cusano.- Présenté, 881. Principe adopté; renvoyé en commission, 918. Rapport déposé (Document n° 818), 925. Rapport adopté, 943. Motion d'adoption; vote reporté, 971-972. Projet de loi adopté (Vote n° 130), 977. Sanction, 1012. (1993, c. 14)

Projet de loi 198.- Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics (*titre modifié*).- M. Gauthier.- Projet de loi réinscrit au *Feuilleton* au stade où il se trouvait à la clôture de la 1^{re} session, 17. Reprise du débat sur l'adoption du principe, 281, 573. Principe adopté (Vote n° 94); motion de renvoi en commission; rappel au règlement; renvoyé en commission (Vote n° 95), 573-575. Rapport déposé (Document n° 741), 806. Rapport adopté (maj.), 837. Motion d'adoption; motion de renvoi en commission pl. proposée; décision; motion de renvoi en commission pl. adoptée (Vote n° 157); amendé; rapp.; rapport adopté (maj.); vote reporté, 1061-1064. Projet de loi adopté (Vote n° 160), 1069. Sanction, 1079. (1993, c. 35)

Projet de loi 199.- Charte des langues française et anglaise.- M. Cameron.- Présenté, 1260.

Note : Suite des projets de loi publics au nom des députés à la page 1686.

Projets de loi d'intérêt privé

Projet de loi 200.- Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal.- M. Chagnon.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 416); présenté; renvoyé en commission, 531. Rapport (Document n° 969) adopté, 1135. Principe et projet de loi adoptés, 1136. Sanction, 1146. (1993, c. 82)

Projet de loi 202.- Loi concernant Abar Realities Inc.- M. Holden.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 417); présenté; renvoyé en commission, 531. Rapport (Document n° 962) adopté, 1123. Principe et projet de loi adoptés, 1143. Sanction, 1146. (1993, c. 95)

Projet de loi 203.- Loi concernant la ville de Saint-Hubert.- Mme Pelchat.- Projet de loi réinscrit au *Feuilleton* au stade où il se trouvait à la clôture de la 1^{re} session, 45.

Projet de loi 204.- Loi concernant la Régie intermunicipale de gestion des déchets de la région maskoutaine.- M. Messier.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 924); présenté; renvoyé en commission, 1114-1115.

Projet de loi 205.- Loi concernant la succession de Herbert James Symington.- M. Williams.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 123); présenté; renvoyé en commission, 151. Rapport (Document n° 605) adopté, 682. Principe et projet de loi adoptés, 702. Sanction, 704. (1992, c. 82)

Projet de loi 207.- Loi concernant la succession de Cora Frances Dunkerley.- M. Hamel.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 121); présenté; renvoyé en commission, 150. Rapport (Document n° 1231) adopté, 1337. Principe et projet de loi adoptés, 1388-1389. Sanction, 1419. (1993, c. 96)

Projet de loi 208.- Loi concernant certaines fiducies constituées au bénéfice de Marian Webster Taylor.- M. Williams.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 122); présenté; renvoyé en commission, 151. Rapport (Document n° 606) adopté, 682. Principe et projet de loi adoptés, 702-703. Sanction, 704. (1992, c. 83)

Projet de loi 209.- Loi concernant la Ville de Saint-Eustache.- M. Bergeron.- Projet de loi réinscrit au *Feuilleton* au stade où il se trouvait à la clôture de la 1^{re} session, 45.

Projet de loi 210.- Loi concernant la Régie intermunicipale d'Aqueduc du Bas-Richelieu.- Mme Dupuis.- Projet de loi réinscrit au *Feuilleton* au stade où il se trouvait à la clôture de la 1^{re} session, 18. Rapport (Document n° 630) adopté, 711. Principe et projet de loi adoptés, 839. Sanction, 845. (1993, c. 97)

Projet de loi 213.- Loi concernant la Régie d'aqueduc Richelieu-Centre.- M. Khelifa.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 522); présenté; renvoyé en commission, 626.

Projet de loi 214.- Loi concernant la municipalité de Saint-Jean-Port-Joli.- M. Gauvin.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 290); présenté; renvoyé en commission, 384. Rapport (Document n° 451) adopté, 552. Principe et projet de loi adoptés, 671. Sanction, 705. (1992, c. 72)

Projet de loi 215.- Loi concernant Club de Golf le Portage Inc.- M. Chevette.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 124); présenté; renvoyé en commission, 152. Rapport (Document n° 170) adopté, 201. Motion de suspension des règles adoptée (Vote n° 55), 406. Principe et projet de loi adoptés, 442. Sanction, 451. (1992, c. 78)

Projet de loi 216.- Loi concernant la municipalité de Grande-Île.- M. Marcil.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 521); présenté; renvoyé en commission, 625. Rapport (Document n° 631) adopté, 711. Principe et projet de loi adoptés, 839. Sanction, 845. (1993, c. 93)

Projet de loi 217.- Loi concernant Consolidated Bowling Ltd.- M. Chagnon.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 195); présenté; renvoyé en commission, 250. Rapport (Document n° 388) adopté, 514. Principe et projet de loi adoptés, 672. Sanction, 705. (1992, c. 80)

Projet de loi 218.- Loi concernant Club de Curling de Montréal Ouest Inc.- Mme Loiselle.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 194); présenté; renvoyé en commission, 249. Rapport (Document n° 389) adopté, 514. Principe et projet de loi adoptés, 672. Sanction, 705. (1992, c. 79)

Projet de loi 219.- Loi modifiant la Loi constituant la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec.- M. Doyon.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 110); présenté; renvoyé en commission, 143. Rapport (Document n° 191) adopté, 226. Principe et projet de loi adoptés, 337. Sanction, 358. (1992, c. 75)

Projet de loi 221.- Loi concernant la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal.- M. Dauphin.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 137); présenté; renvoyé en commission, 172. Rapport (Document n° 207) adopté, 269. Principe adopté (Vote n° 42), 341. Projet de loi adopté (maj.), 342. Sanction, 358. (1992, c. 73)

Projet de loi 223.- Loi concernant certains actes de donation et de fiducie conclus par Eugene Waddell.- M. Joly.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 111); présenté; renvoyé en commission, 144. Rapport (Document n° 169) adopté, 201. Motion de suspension des règles adoptée (Vote n° 55), 406. Principe et projet de loi adoptés, 442. Sanction, 452. (1992, c. 84)

Projet de loi 225.- Loi concernant Restaurant Belle-Ville Inc.- M. Garon.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 196); présenté; renvoyé en commission, 250. Rapport (Document n° 390) adopté, 514. Principe et projet de loi adoptés, 673. Sanction, 705. (1992, c. 81)

Projet de loi 226.- Loi concernant Centre de Ski Le Relais (1988) Inc.- M. Poulin.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 816); présenté; renvoyé en commission, 924.

Projet de loi 227.- Loi concernant la ville de Vanier.- M. Lemieux.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 138); présenté; renvoyé en commission, 173. Rapport (Document n° 192) adopté, 227. Principe et projet de loi adoptés, 338. Sanction, 359. (1992, c. 71)

Projet de loi 228.- Loi modifiant la Loi sur la Corporation de l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal.- M. Hamel.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 1140); présenté; renvoyé en commission, 1262. Rapport (Document n° 1375) adopté, 1500.

Projet de loi 230.- Loi concernant la ville de Port-Cartier.- M. Perron.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 1258); présenté; renvoyé en commission, 1362. Rapport (Document n° 1359) adopté, 1472. Principe et projet de loi adoptés, 1483-1484. Sanction, 1511.

Projet de loi 231.- Loi concernant la cession des biens et de l'entreprise de Trust Général du Canada et de La Compagnie Sherbrooke Trust.- M. Chagnon.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 1138); présenté; renvoyé en commission, 1261. Rapport (Document n° 1250) adopté, 1354. Principe et projet de loi adoptés, 1398. Sanction, 1419. (1993, c. 98)

Projet de loi 233.- Loi concernant la ville de Beauport.- M. Filion.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 418); présenté; renvoyé en commission, 532. Rapport (Document n° 608) adopté, 689. Principe et projet de loi adoptés, 841. Sanction, 846. (1993, c. 83)

Projet de loi 234.- Loi concernant la ville de Magog.- M. Benoit.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 927); présenté; renvoyé en commission, 1116. Rapport (Document n° 1001) adopté, 1155. Principe et projet de loi adoptés, 1211-1212. Sanction, 1235. (1993, c. 84)

Projet de loi 235.- Loi concernant Pipeline Interprovincial (Québec) Inc.- M. Lemire.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 289); présenté; renvoyé en commission, 384. Rapport (Document n° 443) adopté, 544. Principe et projet de loi adoptés, 564. Sanction, 623. (1992, c. 74)

Projet de loi 236.- Loi modifiant la Loi constituant en corporation la Congrégation des Soeurs des Saints Noms de Jésus et Marie.- M. Bordeleau.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 822); présenté; renvoyé en commission, 932. Rapport (Document n° 961) adopté, 1123. Principe et projet de loi adoptés, 1141. Sanction, 1146. (1993, c. 99)

Projet de loi 238.- Loi concernant la Société des chemins de fer du Québec.- M. Bradet.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 1297); présenté; renvoyé en commission, 1422.

Projet de loi 240.- Loi concernant la succession d'Édouard Bachir Beshro.- M. Doyon.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 820); présenté; renvoyé en commission, 931. Rapport (Document n° 957) adopté, 1122. Principe et projet de loi adoptés, 1138-1139. Sanction, 1146. (1993, c. 100)

Projet de loi 241.- Loi modifiant la charte de Le Repos Saint-François d'Assise.- Mme Boucher-Bacon.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 823); présenté; renvoyé en commission, 932. Rapport (Document n° 960) adopté, 1122. Principe et projet de loi adoptés, 1142. Sanction, 1146. (1993, c. 101)

Projet de loi 244.- Loi concernant la compagnie de chemin de fer de l'Outaouais (*titre modifié*).- M. LeSage.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 577); présenté; renvoyé en commission, 676. Rapport (Document n° 810) adopté, 915. Motion d'adoption du principe; débat ajourné, 1059. Reprise du débat; principe adopté (maj.); projet de loi adopté, 1060. Sanction, 1079. (1993, c. 102)

Projet de loi 245.- Loi concernant la ville d'Outremont.- M. Chagnon.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 657); présenté; renvoyé en commission, 737. Rapport (Document n° 1005) adopté, 1156. Principe et projet de loi adoptés, 1212. Sanction, 1235. (1993, c. 85)

Projet de loi 247.- Loi concernant la ville de Candiac.- M. Lazure.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 926); présenté; renvoyé en commission, 1116.

Projet de loi 248.- Loi concernant la ville de Verdun.- M. Gauthrin.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 925); présenté; renvoyé en commission, 1115. Rapport (Document n° 1002) adopté, 1155. Principe et projet de loi adoptés, 1212-1213. Sanction, 1235. (1993, c. 86)

Projet de loi 251.- Loi concernant les villes de Tracy et de Saint-Joseph-de-Sorel et la paroisse de Saint-Roch-de-Richelieu.- M. Khelifa.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 557); présenté; renvoyé en commission, 651. Rapport (Document n° 1003) adopté, 1155. Principe et projet de loi adoptés, 1213. Sanction, 1235. (1993, c. 87)

Projet de loi 252.- Loi concernant la ville d'Amos.- M. Gendron.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 826); présenté; renvoyé en commission, 934. Rapport (Document n° 1007) adopté, 1156. Principe et projet de loi adoptés, 1214. Sanction, 1235. (1993, c. 88)

Projet de loi 254.- Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Lanaudière Inc.- M. Houde.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 888); présenté; renvoyé en commission, 1065. Rapport (Document n° 968) adopté, 1134. Principe et projet de loi adoptés, 1140-1141. Sanction, 1146. (1993, c. 103)

Projet de loi 255.- Loi concernant la ville de Gatineau.- M. Kehoe.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 922); présenté; renvoyé en commission, 1114. Principe et projet de loi adoptés, 1214. Sanction, 1235. (1993, c. 89)

Projet de loi 256.- Loi modifiant la Loi constituant en corporation the «Order Sons of Italy in Canada».- M. Maciocia.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 824); présenté; renvoyé en commission, 933. Rapport (Document n° 1006) adopté, 1156. Rapport (Document n° 1251) adopté, 1354. Principe et projet de loi adoptés, 1418. Sanction, 1439. (1993, c. 104)

Projet de loi 258.- Loi concernant la ville de Grand-Mère.- M. Jolivet.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 838); présenté; renvoyé en commission, 941. Rapport (Document n° 1004) adopté, 1155. Principe et projet de loi adoptés, 1215. Sanction, 1235. (1993, c. 90)

Projet de loi 259.- Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de Saint-Charles.- M. Messier.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 821); présenté; renvoyé en commission, 931. Rapport (Document n° 958) adopté, 1122. Principe et projet de loi adoptés, 1139. Sanction, 1146. (1993, c. 94)

Projet de loi 260.- Loi concernant Le Centre des Chevaliers de Colomb de Jonquière Inc.- M. Dufour.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 825); présenté; renvoyé en commission, 933. Rapport (Document n° 959) adopté, 1122. Principe et projet de loi adoptés, 1142-1143. Sanction, 1146. (1993, c. 105)

Projet de loi 261.- Loi sur l'Association de villégiature de la station Mont Tremblant.- M. Farrah.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 887); présenté; renvoyé en commission, 1055. Rapport (Document n° 964) adopté, 1123. Principe et projet de loi adoptés, 1140. Sanction, 1146. (1993, c. 106)

Projet de loi 262.- Loi modifiant la Loi concernant Les Services de Santé du Québec et concernant SSQ, Mutuelle de gestion et SSQ, Société d'assurance-vie inc.- M. Doyon.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 817); présenté; renvoyé en commission, 925. Rapport (Document n° 970) adopté, 1135. Principe et projet de loi adoptés, 1138. Sanction, 1146. (1993, c. 107)

Projet de loi 263.- Loi modifiant la charte des Directeur et syndics de l'asile des orphelins de Saint-Patrice de Montréal.- M. Chagnon.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 901); présenté; renvoyé en commission, 1095. Rapport (Document n° 1248) adopté, 1354. Principe et projet de loi adoptés, 1399. Sanction, 1419. (1993, c. 108)

Projet de loi 264.- Loi modifiant la charte de la Ville de Québec.- M. Leclerc.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 923); présenté; renvoyé en commission, 1114. Rapport (Document n° 1357) adopté, 1472. Auteur substitué, 1483. Principe et projet de loi adoptés, 1484. Sanction, 1511.

Projet de loi 268.- Loi concernant la Ville de Waterloo.- M. Paré. Rapport du directeur de la législation (Document n° 1118); présenté; renvoyé en commission, 1238. Rapport (Document n° 1360) adopté, 1472. Auteur substitué, 1483. Principe et projet de loi adoptés, 1484-1485. Sanction, 1511.

Projet de loi 269.- Loi concernant un immeuble du cadastre de la paroisse de Saint-Joseph-des-Cèdres.- M. Marcil.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 1095); présenté; renvoyé en commission, 1207.

Projet de loi 270.- Loi concernant la Fondation des bourses d'études Curé Louis Aldéric Desjardins.- M. Forget.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 1161); présenté; renvoyé en commission, 1287.

Projet de loi 271.- Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal.- M. Chagnon.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 1221); présenté; renvoyé en commission, 1335. Rapport (Document n° 1358) adopté, 1472. Auteur substitué, 1483. Principe et projet de loi adoptés, 1485. Sanction, 1511.

Projet de loi 272.- Loi concernant certains immeubles des divisions d'enregistrement d'Arthabaska, de Bécancour et de Nicolet.- M. Richard.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 1141); présenté; renvoyé en commission, 1262. Rapport (Document n° 1376) adopté, 1500.

Projet de loi 273.- Loi concernant la ville de Saint-Léonard.- M. Bissonnet.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 1269); présenté; renvoyé en commission, 1375. Rapport (Document n° 1361) adopté, 1472. Principe et projet de loi adoptés, 1486. Sanction, 1511.

Projet de loi 274.- Loi modifiant la Loi constituant en corporation Les Oblates Franciscaines de Saint-Joseph.- M. Bordeleau.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 1222); présenté; renvoyé en commission, 1336.

Projet de loi 275.- Loi concernant la Ville de Saint-Laurent.- M. Bordeleau.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 1296); présenté; renvoyé en commission, 1422. Rapport (Document n° 1362) adopté, 1473. Principe et projet de loi adoptés, 1486-1487. Sanction, 1511.

Projet de loi 276.- Loi concernant la ville de La Prairie.- M. Lazure.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 1280); présenté; renvoyé en commission, 1391. Rapport (Document n° 1363) adopté, 1473. Principe et projet de loi adoptés, 1487. Sanction, 1511.

Projet de loi 277.- Loi modifiant la charte de la ville de Beauport.- M. Després.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 1295); présenté; renvoyé en commission, 1421-1422.

Projet de loi 279.- Loi concernant La Compagnie d'Assurance funéraire, Urgel Bourgie, Ltée et ses filiales.- M. Joly.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 1162); présenté; renvoyé en commission, 1288. Rapport (Document n° 1249) adopté, 1354. Principe et projet de loi adoptés, 1400. Sanction, 1419. (1993, c. 109)

Projet de loi 280.- Loi concernant Compagnie Trust Royal.- M. Chagnon.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 1125); présenté; renvoyé en commission, 1248. Rapport (Document n° 1253) adopté, 1355. Principe et projet de loi adoptés, 1399. Sanction, 1419. (1993, c. 110)

Projet de loi 281.- Loi concernant la ville de Saint-Laurent.- M. Bordeleau.- Projet de loi réinscrit au *Feuilleton* au stade où il se trouvait à la clôture de la 1^{re} session, 18. Rapport (Document n° 7) adopté, 26. Principe et projet de loi adoptés, 89. Sanction, 92. (1991, c. 69)

Projet de loi 282.- Loi concernant la Société médicale de Montréal Inc.- M. Fradet.- Projet de loi réinscrit au *Feuilleton* au stade où il se trouvait à la clôture de la 1^{re} session, 18. Rapport (Document n° 171) adopté, 202. Motion de suspension des règles adoptée (Vote n° 55), 406. Principe et projet de loi adoptés, 441. Sanction, 452. (1992, c. 76)

Projet de loi 285.- Loi concernant la ville de Saint-Hyacinthe.- M. Messier.-
Projet de loi réinscrit au *Feuilleton* au stade où il se trouvait à la clôture de la
1^{re} session, 18. Rapport (Document n° 632) adopté, 711. Principe et projet de loi
adoptés, 840. Sanction, 846. (1993, c. 91)

Projet de loi 289.- Loi concernant le Groupe La Laurentienne et le Mouvement
des caisses Desjardins et modifiant la Loi concernant le Mouvement des caisses
Desjardins.- M. Chagnon.- Rapport du directeur de la législation (Document
n° 1139); présenté; renvoyé en commission, 1261. Rapport (Document n° 1254)
adopté, 1355. Principe et projet de loi adoptés, 1397. Sanction, 1419. (1993, c.
111)

Projet de loi 290.- Loi concernant certaines fiducies constituées par Colin
Wesley Webster.- Mme Loisel.- Projet de loi réinscrit au *Feuilleton* au stade où
il se trouvait à la clôture de la 1^{re} session, 18. Rapport (Document n° 47)
adopté, 108. Principe et projet de loi adoptés, 165. Sanction, 180. (1992, c. 85)

Projet de loi 292.- Loi concernant la corporation «Hôpital Laval». M. Doyon.-
Rapport du directeur de la législation (Document n° 1137); présenté; renvoyé en
commission, 1260. Rapport (Document n° 1252) adopté, 1355. Principe et projet
de loi adoptés, 1397-1398. Sanction, 1419. (1993, c. 112)

Projet de loi 297.- Loi concernant Les cimetières catholiques romains de
l'archidiocèse de Gatineau-Hull.- M. LeSage.- Projet de loi réinscrit au *Feuilleton*
au stade où il se trouvait à la clôture de la 1^{re} session, 18. Rapport (Document
n° 49) adopté, 109. Principe et projet de loi adoptés, 165. Sanction, 180. (1992,
c. 77)

Projet de loi 300.- Loi concernant la succession de Gérard Morissette (*titre
modifié*).- M. Perron.- Projet de loi réinscrit au *Feuilleton* au stade où il se
trouvait à la clôture de la 1^{re} session, 18. Rapport (Document n° 48) adopté, 108.
Principe et projet de loi adoptés, 166. Sanction, 180. (1992, c. 86)

Projet de loi 304.- Loi concernant la ville de Trois-Rivières.- M. Philibert.-
Projet de loi réinscrit au *Feuilleton* au stade où il se trouvait à la clôture de la
1^{re} session, 18. Rapport (Document n° 1008) adopté, 1156. Principe et projet de
loi adoptés, 1211. Sanction, 1235. (1993, c. 92)

Projets de loi publics au nom des députés

Projet de loi 390.- Loi modifiant la Loi constituant le Fonds de solidarité des
travailleurs du Québec (F.T.Q.).- M. Marcil.- Présenté, 1113. Principe adopté;
renvoyé en commission pl.; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 1144-1145.
Sanction, 1147. (1993, c. 47)

Projet de loi 391.- Loi sur l'Amicale des anciens parlementaires du Québec.- M. Bissonnet.- Présenté, 1451. Principe adopté; renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 1457-1458. Sanction, 1480. (1993, c. 81)

Projets de loi du gouvernement

Projet de loi 404.- Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale et d'autres dispositions législatives.- M. Pagé.- Projet de loi réinscrit au *Feuilleton* au stade où il se trouvait à la clôture de la 1^{re} session, 17. Rapport sur les consultations déposé (Document n° 6), 25. Rapport déposé (Document n° 19), 57. Amend. adoptés (maj.); rapport amendé adopté (maj.), 178. Motion d'adoption du projet de loi, 186. Projet de loi adopté (Vote n° 13), 212. Sanction, 217. (1992, c. 9)

Projet de loi 406.- Loi sur l'Institut québécois de réforme du droit.- M. Rémillard.- Projet de loi réinscrit au *Feuilleton* au stade où il se trouvait à la clôture de la 1^{re} session, 17. Rapport déposé (Document n° 200), 252. Motion de suspension des règles adoptée (Vote n° 55), 406. Rapport adopté; projet de loi adopté (Vote n° 78), 437-438. Sanction, 452. (1992, c. 43)

Projet de loi 408.- Loi sur la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre.- M. Bourbeau.- Projet de loi réinscrit au *Feuilleton* au stade où il se trouvait à la clôture de la 1^{re} session, 17. Rapport sur les consultations déposé (Document n° 9), 34. Motion d'adoption du principe (lt-g.), débat ajourné, 268, 279. Vote reporté, 281. Principe adopté (Vote n° 27); renvoyé en commission, 285. Motion de suspension des règles proposée; rappel au règlement; motion adoptée (Vote n° 55), 406. Rapport déposé (Document n° 308), 407. Rapport pris en considération; certains amend. déclarés irrecevables; amend. du ministre adoptés (maj.); amend. du député de Joliette rejetés; art. et titre adoptés (maj.); rapport amendé adopté (maj.); projet de loi adopté (Vote n° 71), 426-427. Sanction, 452. (1992, c. 44)

Projet de loi 409.- Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise.- M. Tremblay (Outremont).- Projet de loi réinscrit au *Feuilleton* au stade où il se trouvait à la clôture de la 1^{re} session, 18. Rapport adopté (maj.), 164. Motion d'adoption, 353-354. Motion de suspension des règles adoptée (Vote n° 55), 406. Projet de loi adopté (maj.), 429. Sanction, 452. (1992, c. 45)

Projet de loi 410.- Loi favorisant l'augmentation du capital des petites et moyennes entreprises.- M. Tremblay (Outremont).- Projet de loi réinscrit au *Feuilleton* au stade où il se trouvait à la clôture de la 1^{re} session, 18. Amend. adopté (maj.); rapport amendé adopté (maj.), 164. Motion de suspension des règles adoptée (Vote n° 55), 406. Projet de loi adopté (Vote n° 73), 430. Sanction, 452. (1992, c. 46)

Projet de loi 412.- Loi sur l'Office de protection de l'environnement du Québec et modifiant diverses dispositions législatives.- M. Paradis (Brome-Missisquoi).- Projet de loi réinscrit au *Feuilleton* au stade où il se trouvait à la clôture de la 1^{re} session, 17. Rapport sur la consultation déposé (Document n° 8), 26.

Projet de loi 413.- Loi modifiant la Loi sur l'optométrie.- M. Savoie.- Projet de loi réinscrit au *Feuilleton* au stade où il se trouvait à la clôture de la 1^{re} session, 17. Rapport déposé (Document n° 153), 189. Rapport adopté, 280. Projet de loi adopté, 342. Sanction, 359. (1992, c. 12)

Projet de loi 415.- Loi sur le Conseil de la santé et du bien-être.- M. Côté (Charlesbourg).- Projet de loi réinscrit au *Feuilleton* au stade où il se trouvait à la clôture de la 1^{re} session, 17. Rapport déposé (Document n° 38), 102. Rapport adopté; motion d'adoption; renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 163-164. Sanction, 180. (1992, c. 8)

Projet de loi 416.- Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration.- Mme Gagnon-Tremblay.- Projet de loi réinscrit au *Feuilleton* au stade où il se trouvait à la clôture de la 1^{re} session, 18. Rapport déposé (Document n° 13), 44. Rapport adopté; projet de loi adopté, 91. Sanction, 92. (1992, c. 5)

Projet de loi 417.- Loi modifiant la Loi sur la publicité le long des routes (*titre modifié*).- M. Middlemiss.- Projet de loi réinscrit au *Feuilleton* au stade où il se trouvait à la clôture de la 1^{re} session, 17. Principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 91. Rapport déposé (Document n° 155), 190. Rapport adopté (maj.), 303. Projet de loi adopté (maj.), 342. Sanction, 359. (1992, c. 13)

Annexe A

Proclamations

Proclamation



(Prorogation et Convocation)

Martial Asselin
(L.S.)

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC

ELIZABETH II, par la grâce de Dieu, REINE du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.

A Nos très aimés et fidèles Membres de l'Assemblée nationale,

SALUT:

PROCLAMATION

ATTENDU que l'Assemblée nationale se trouve convoquée en vue de l'expédition des affaires pour le jeudi, 17 mars prochain, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du Conseil exécutif de ladite Province, jugé à propos de proroger l'Assemblée en sa 34^e Législature, ce 10 mars 1994, à 23 heures.

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir dans le cadre de la présente session, vous convoquons par les présentes pour une nouvelle session, le jeudi, 17 mars 1994, à 14 heures et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date, à l'Hôtel du Parlement, en la Ville de Québec, pour y expédier les affaires de la Province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau de la Province de Québec.

Témoin: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable Martial Asselin, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre Ville de Québec, le dixième jour de mars, l'an de grâce mil neuf cent quatre-vingt-quatorze et de Notre Règne le quarante troisième.

Par ordre,

Le Secrétaire général de l'Assemblée nationale,

PIERRE DUCHESNE

Proclamation



(Convocation en vue de la 2^e session)

Martial Asselin
(L.S.)

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC

ELIZABETH II, par la grâce de Dieu, REINE du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.

A Nos très aimés et fidèles Membres de l'Assemblée nationale,

SALUT:

PROCLAMATION

ATTENDU que l'Assemblée nationale se trouve convoquée en vue de l'expédition des affaires pour le jeudi, 19 mars prochain, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du Conseil exécutif de ladite Province, jugé à propos de proroger l'Assemblée en sa 34^e Législature, ce 18 mars 1992, à 23 heures.

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir dans le cadre de la présente session, vous convoquons par les présentes pour une nouvelle session, le jeudi, 19 mars 1992, à 14 heures et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date, à l'Hôtel du Parlement, en la Ville de Québec, pour y expédier les affaires de la Province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau de la Province de Québec.

Témoin: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable Martial Asselin, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre Ville de Québec, le dix-huitième jour de mars, l'an de grâce mil neuf cent quatre-vingt-douze et de Notre Règne le quarante et unième.

Par ordre,

Le Secrétaire général de l'Assemblée nationale,

PIERRE DUCHESNE

Annexe B

Composition de l'Assemblée

CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES
(députés et appartenances politiques)

2^e session — 34^e législature

Abitibi-Est	Savoie, Raymond		Parti Libéral du Québec
Abitibi-Ouest	Gendron, François		Parti Québécois
Acadie	Bordeleau, Yvan	Parti	Libéral du Québec
Anjou	Bélanger, Pierre		Parti Québécois
Argenteuil	Ryan, Claude	Parti	Libéral du Québec
Arthabaska	Baril, Jacques		Parti Québécois
Beauce-Nord	Audet, Jean		Parti Libéral du Québec
Beauce-Sud	Dutil, Robert	Parti	Libéral du Québec
Beauharnois-Huntingdon	Chenail, André		Parti Libéral du Québec
Bellechasse	Bégin, Louise	Parti	Libéral du Québec
Berthier	Houde, Albert		Parti Libéral du Québec
Bertrand	Beaulne, François		Parti Québécois
Bonaventure	Levesque, Gérard D. ¹	Parti	Libéral du Québec
	Landry, Marcel ²		Parti Québécois
Bourassa	Robic, Louise		Parti Libéral du Québec
Bourget	Boucher-Bacon, Huguette	Parti	Libéral du Québec
Brome-Missisquoi	Paradis, Pierre	Parti	Libéral du Québec
Chambly	Robillard, Lucienne	Parti	Libéral du Québec
Champlain	Brouillette, Pierre A.	Parti	Libéral du Québec
Chapleau	Kehoe, John	Parti	Libéral du Québec
Charlesbourg	Côté, Marc-Yvan ³	Parti	Libéral du Québec
Charlevoix	Bradet, Daniel	Parti	Libéral du Québec
Châteauguay	Cardinal, Pierrette		Parti Libéral du Québec
Chauveau	Poulin, Rémy	Parti	Libéral du Québec
Chicoutimi	Blackburn, Jeanne L.		Parti Québécois
Chomedey	Bacon, Lise ³		Parti Libéral du Québec
Crémazie	Vallerand, André		Parti Libéral du Québec
D'Arcy-McGee	Libman, Robert M. ⁴		Parti Égalité

¹ Décédé le 17 novembre 1993

² Élection du 21 février 1994

³ Démission le 11 janvier 1994

⁴ Indépendant à compter du 3 décembre 1993

Deux-Montagnes	Bergeron, Jean-Guy	Parti	Libéral	du	Québec
Dorion	Trépanier, Violette	Parti	Libéral	du	Québec
Drummond St-Roch,	Jean-Guy ¹	Parti	Libéral	du	Québec
Dubuc	Morin, Gérard R.		Parti	Québécois	
Duplessis	Perron, Denis		Parti	Québécois	
Fabre	Joly, Jean A.	Parti	Libéral	du	Québec
Frontenac	Lefebvre, Roger		Parti	Libéral	du Québec
Gaspé	Beaudin, André	Parti	Libéral	du	Québec
Gatineau	Lafrenière, Réjean		Parti	Libéral	du Québec
Gouin	Boisclair, André		Parti	Québécois	
Groulx	Bleau, Madeleine		Parti	Libéral	du Québec
Hochelaga-Maisonneuve	Harel, Louise		Parti	Québécois	
Hull	LeSage, Robert		Parti	Libéral	du Québec
Iberville	Lafrance, Yvon ²		Parti	Libéral	du Québec
Îles-de-la-Madeleine	Farrah, Georges	Parti	Libéral	du	Québec
Jacques-Cartier	Cameron, Neil		Parti	Égalité	
Jeanne-Mance	Bissonnet, Michel		Parti	Libéral	du Québec
Jean-Talon	Rémillard, Gil ³		Parti	Libéral	du Québec
Johnson	Juneau, Carmen		Parti	Québécois	
Joliette	Chevrette, Guy		Parti	Québécois	
Jonquière	Dufour, Francis		Parti	Québécois	
Kamouraska-Témiscouata	Dionne, France	Parti	Libéral	du	Québec
Labelle	Léonard, Jacques		Parti	Québécois	
Lac-Saint-Jean	Brassard, Jacques		Parti	Québécois	
LaFontaine	Gobé, Jean-Claude	Parti	Libéral	du	Québec
La Peltrie	Cannon, Lawrence ³		Parti	Libéral	du Québec
La Pinière	Saintonge, Jean-Pierre	Parti	Libéral	du	Québec
Laporte	Bourbeau, André	Parti	Libéral	du	Québec
La Prairie	Lazure, Denis		Parti	Québécois	
L'Assomption	Parizeau, Jacques		Parti	Québécois	
Laurier	Sirros, Christos		Parti	Libéral	du Québec

¹ Indépendant à compter du 3 septembre 1992

² Indépendant à compter du 9 février 1994; Parti Action démocratique du Québec à compter du 2 mars 1994

³ Démission le 31 janvier 1994

Laval-des-Rapides		Bélanger, Guy	¹	Parti Libéral du Québec
Laviolette		Ménard, Serge	²	Parti Québécois
Les Chutes-de-la-Chaudière		Jolivet, Jean-Pierre		Parti Québécois
Lévis		Carrier-Perreault, Denise		Parti Québécois
Limoilou		Garon, Jean		Parti Québécois
Lotbinière		Després, Michel	Parti	Libéral du Québec
Louis-Hébert		Camden, Lewis	Parti	Libéral du Québec
		Doyon, Réjean	Parti	Libéral du Québec
Marguerite-Bourgeoys		Frulla, Liza	Parti	Libéral du Québec
Marie-Victorin		Vermette, Cécile		Parti Québécois
Marquette		Dauphin, Claude	³ Parti	Libéral du Québec
Maskinongé		Picotte, Yvon	Parti	Libéral du Québec
Masson	Blais,	Yves		Parti Québécois
Matane		Hovington, Claire-Hélène	Parti	Libéral du Québec
Matapédia		Paradis, Henri		Parti Libéral du Québec
Mégantic-Compton		Bélanger, Madeleine		Parti Libéral du Québec
Mercier		Godin, Gérald		Parti Québécois
Mille-Îles		Bélisle, Jean-Pierre	⁴	Parti Libéral du Québec
Montmagny-L'Islet		Gauvin,	Réal	Parti Libéral du Québec
Montmorency		Filion, Jean		Parti Québécois
Mont-Royal		Ciaccia, John		Parti Libéral du Québec
Nelligan		Williams, Russell		Parti Libéral du Québec
Nicolet-Yamaska		Richard, Maurice		Parti Libéral du Québec
Notre-Dame-de-Grâce		Atkinson, Gordon		Parti Égalité
Orford	Benoît,	Robert	Parti	Libéral du Québec
Outremont		Tremblay, Gérald		Parti Libéral du Québec
Papineau		MacMillan, Norman	Parti	Libéral du Québec
Pointe-aux-Trembles		Bourdon, Michel		Parti Québécois
Pontiac		Middlemiss, Robert	Parti	Libéral du Québec
Portneuf	Pagé,	Michel	⁵ Parti	Libéral du Québec
		Bertrand, Roger	⁶	Parti Québécois

¹ Démission le 16 juin 1993

² Élection le 13 décembre 1993

³ Démission le 10 janvier 1994

⁴ Démission le 10 mars 1994

⁵ Démission le 16 novembre 1992

⁶ Élection le 5 juillet 1993

Prévost		Forget, Paul-André		Parti Libéral du Québec
Richelieu		Khelfa, Albert		Parti Libéral du Québec
Richmond		Vallières, Yvon	Parti	Libéral du Québec
Rimouski		Tremblay, Michel		Parti Libéral du Québec
Rivière-du-Loup	Côté,	Albert	Parti	Libéral du Québec
Robert-Baldwin		Elkas, Sam	Parti	Libéral du Québec
Roberval		Blackburn, Gaston		Parti Libéral du Québec
Rosemont		Rivard, Guy	Parti	Libéral du Québec
Rousseau		Thérien, Robert	Parti	Libéral du Québec
Rouyn-Noranda Témiscamingue	—	Trudel, Rémy		Parti Québécois
Saguenay		Maltais, Ghislain	Parti	Libéral du Québec
Sainte-Anne		Cherry, Normand	Parti	Libéral du Québec
Saint-François	Gagnon-Tremblay,	Monique	Parti	Libéral du Québec
Saint-Henri		Loiselle, Nicole	Parti	Libéral du Québec
Saint-Hyacinthe		Messier, Charles	Parti	Libéral du Québec
Saint-Jean		Charbonneau, Michel		Parti Libéral du Québec
Saint-Laurent		Bourassa, Robert		Parti Libéral du Québec
Saint-Louis		Chagnon, Jacques	Parti	Libéral du Québec
Sainte-Marie Saint-Jacques	—	Boulerice, André		Parti Québécois
Saint-Maurice		Lemire, Yvon		Parti Libéral du Québec
Salaberry-Soulanges		Marcil, Serge		Parti Libéral du Québec
Sauvé		Parent, Marcel	Parti	Libéral du Québec
Shefford		Paré, Roger ²		Parti Québécois
		Brodeur, Bernard ³	Parti	Libéral du Québec
Sherbrooke		Hamel, André J.	Parti	Libéral du Québec
Taillon		Marois, Pauline		Parti Québécois
Taschereau		Leclerc, Jean		Parti Libéral du Québec
Terrebonne		Caron, Jocelyne		Parti Québécois
Trois-Rivières		Philibert, Paul		Parti Libéral du Québec
Ungava		Claveau, Christian		Parti Québécois
Vachon		Pelchat, Christiane		Parti Libéral du Québec
Vanier		Lemieux, Jean-Guy		Parti Libéral du Québec
Vaudreuil		Johnson, Daniel		Parti Libéral du Québec

¹ Démission le 7 janvier 1994

² Démission le 2 janvier 1994

³ Élection le 28 février 1994

Verchères	Dupuis, Luce ¹	Parti Québécois
Verdun	Gautrin, Henri-François	Parti Libéral du Québec
Viau	Cusano, William	Parti Libéral du Québec
Viger	Maciocia, Cosmo	Parti Libéral du Québec
Vimont	Fradet, Benoît	Parti Libéral du Québec

Westmount	Holden, Richard B. ²	Indépendant
-----------	---------------------------------	-------------

Répartition des sièges à la prorogation

79 Parti Libéral du Québec

33 Parti Québécois

2 Parti Égalité

1 Parti Action démocratique du Québec

3 Indépendants

7 Sièges vacants

¹ Indépendante à compter du 16 novembre 1993

² Parti Québécois à compter du 13 août 1992

DÉPUTÉS
(circonscriptions et appartenances politiques)

2^e session — 34^e législature

Atkinson, Gordon	Notre-Dame-de-Grâce	Parti	Libéral	du	Québec
Audet, Jean	Beauce-Nord	Parti	Libéral	du	Québec
Bacon, Lise ¹	Chomedey	Parti	Libéral	du	Québec
Baril, Jacques	Arthabaska		Parti	Québécois	
Beaudin, André	Gaspé		Parti	Libéral	du Québec
Beaulne, François	Bertrand		Parti	Québécois	
Bégin, Louise	Bellechasse	Parti	Libéral	du	Québec
Bélanger, Guy ²	Laval-des-Rapides		Parti	Libéral	du Québec
Bélanger, Madeleine	Mégantic-Compton		Parti	Libéral	du Québec
Bélanger, Pierre	Anjou		Parti	Québécois	
Bélisle, Jean-Pierre ³	Mille-Îles		Parti	Libéral	du Québec
Benoît, Robert	Orford		Parti	Libéral	du Québec
Bergeron, Jean-Guy	Deux-Montagnes	Parti	Libéral	du	Québec
Bertrand, Roger ⁴	Portneuf		Parti	Québécois	
Bissonnet, Michel	Jeanne-Mance		Parti	Libéral	du Québec
Blackburn, Gaston	Roberval		Parti	Libéral	du Québec
Blackburn, Jeanne L.	Chicoutimi		Parti	Québécois	
Blais, Yves	Masson		Parti	Québécois	
Bleau, Madeleine	Groulx		Parti	Libéral	du Québec
Boisclair, André	Gouin		Parti	Québécois	
Bordeleau, Yvan	Acadie		Parti	Libéral	du Québec
Boucher-Bacon, Huguette	Bourget		Parti	Libéral	du Québec
Boulerice, André	Sainte-Marie — Saint-Jacques	Parti	Parti	Québécois	
Bourassa, Robert	Saint-Laurent	Parti	Libéral	du	Québec
Bourbeau, André	Laporte		Parti	Libéral	du Québec
Bourdon, Michel	Pointe-aux-Trembles		Parti	Québécois	
Bradet, Daniel	Charlevoix		Parti	Libéral	du Québec
Brassard, Jacques	Lac-Saint-Jean		Parti	Québécois	
Brodeur, Bernard ⁵	Shefford		Parti	Libéral	du Québec

¹ Démission le 11 janvier 1994

² Démission le 16 juin 1993

³ Démission le 10 mars 1994

⁴ Élection le 5 juillet 1993

⁵ Élection le 28 février 1994

Brouillette, Pierre A.	Champlain	Parti Libéral du Québec
Camden, Lewis	Lotbinière	Parti Libéral du Québec
Cameron, Neil	Jacques-Cartier	Parti Égalité
Cannon, Lawrence ¹	La Peltrie	Parti Libéral du Québec
Cardinal, Pierrette	Châteauguay	Parti Libéral du Québec
Caron, Jocelyne	Terrebonne	Parti Québécois
Carrier-Perreault, Denise	Les Chutes-de-la-Chaudière	Parti Québécois
Chagnon, Jacques	Saint-Louis	Parti Libéral du Québec
Charbonneau, Michel	Saint-Jean	Parti Libéral du Québec
Chenail, André	Beauharnois-Huntingdon	Parti Libéral du Québec
Cherry, Normand	Sainte-Anne	Parti Libéral du Québec
Chevrette, Guy	Joliette	Parti Québécois
Ciaccia, John	Mont-Royal	Parti Libéral du Québec
Claveau, Christian	Ungava	Parti Québécois
Côté, Albert ²	Rivière-du-Loup	Parti Libéral du Québec
Côté, Marc-Yvan ³	Charlesbourg	Parti Libéral du Québec
Cusano, William	Viau	Parti Libéral du Québec
Dauphin, Claude ⁴	Marquette	Parti Libéral du Québec
Després, Michel	Limoilou	Parti Libéral du Québec
Dionne, France	Kamouraska-Témiscouata	Parti Libéral du Québec
Doyon, Réjean	Louis-Hébert	Parti Libéral du Québec
Dufour, Francis	Jonquière	Parti Québécois
Dupuis, Luce ⁵	Verchères	Parti Québécois
Dutil, Robert	Beauce-Sud	Parti Libéral du Québec
Elkas, Sam	Robert-Baldwin	Parti Libéral du Québec
Farrah, Georges	Îles-de-la-Madeleine	Parti Libéral du Québec
Filion, Jean	Montmorency	Parti Québécois
Forget, Paul-André	Prévost	Parti Libéral du Québec
Fradet, Benoît	Vimont	Parti Libéral du Québec
Frulla, Liza	Marguerite-Bourgeoys	Parti Libéral du Québec
Gagnon-Tremblay, Monique	Saint-François	Parti Libéral du Québec
Garon, Jean	Lévis	Parti Québécois

¹ Démission le 31 janvier 1994

² Démission le 7 janvier 1994

³ Démission le 11 janvier 1994

⁴ Démission le 10 janvier 1994

⁵ Indépendante à compter du 16 novembre 1993

Gautrin, Henri-François	Verdun	Parti	Libéral	du	Québec
Gauvin, Réal	Montmagny-L'Islet	Parti	Libéral	du	Québec
Gendron, François	Abitibi-Ouest		Parti	Québécois	
Gobé, Jean-Claude	LaFontaine	Parti	Libéral	du	Québec
Godin, Gérald	Mercier		Parti	Québécois	
Hamel, André J.	Sherbrooke		Parti	Libéral	du Québec
Harel, Louise	Hochelaga-Maisonneuve		Parti	Québécois	
Holden, Richard B.	Westmount		Indépendant		
Houde, Albert	Berthier	Parti	Libéral	du	Québec
Hovington, Claire-Hélène	Matane	Parti	Libéral	du	Québec
Johnson, Daniel	Vaudreuil		Parti	Libéral	du Québec
Jolivet, Jean-Pierre	Laviolette		Parti	Québécois	
Joly, Jean A.	Fabre		Parti	Libéral	du Québec
Juneau, Carmen	Johnson		Parti	Québécois	
Kehoe, John	Chapleau	Parti	Libéral	du	Québec
Khelfa, Albert	Richelieu	Parti	Libéral	du	Québec
Lafrance, Yvon ²	Iberville		Parti	Libéral	du Québec
Lafrenière, Réjean	Gatineau	Parti	Libéral	du	Québec
Landry, Marcel ³	Bonaventure		Parti	Québécois	
Lazure, Denis	La Prairie		Parti	Québécois	
Leclerc, Jean	Taschereau	Parti	Libéral	du	Québec
Lefebvre, Roger	Frontenac	Parti	Libéral	du	Québec
Lemieux, Jean-Guy	Vanier	Parti	Libéral	du	Québec
Lemire, Yvon	Saint-Maurice		Parti	Libéral	du Québec
Léonard, Jacques	Labelle		Parti	Québécois	
LeSage, Robert	Hull	Parti	Libéral	du	Québec
Levesque, Gérard D. ⁴	Bonaventure	Parti	Libéral	du	Québec
Libman, Robert M. ⁵	D'Arcy-McGee		Parti	Égalité	
Loiselle, Nicole	Saint-Henri		Parti	Libéral	du Québec
Maciocia, Cosmo	Viger		Parti	Libéral	du Québec
MacMillan, Norman	Papineau	Parti	Libéral	du	Québec

¹ Parti Québécois à compter du 13 août 1992

² Indépendant à compter du 9 février 1994; Parti Action démocratique du Québec à compter du 2 mars 1994

³ Élection le 21 février 1994

⁴ Décédé le 17 novembre 1993

⁵ Indépendant à compter du 3 décembre 1993

Maltais, Ghislain	Saguenay		Parti Libéral du Québec
Marcil, Serge	Salaberry-Soulanges	Parti	Libéral du Québec
Marois, Pauline	Taillon		Parti Québécois
Ménard, Serge	Laval-des-Rapides		Parti Québécois
Messier, Charles	Saint-Hyacinthe	Parti	Libéral du Québec
Middlemiss, Robert	Pontiac	Parti	Libéral du Québec
Morin, Gérard R.	Dubuc		Parti Québécois
Pagé, Michel ²	Portneuf	Parti	Libéral du Québec
Paradis, Henri	Matapédia	Parti	Libéral du Québec
Paradis, Pierre	Brome-Missisquoi	Parti	Libéral du Québec
Paré, Roger ³	Shefford		Parti Québécois
Parent, Marcel	Sauvé		Parti Libéral du Québec
Parizeau, Jacques	L'Assomption		Parti Québécois
Pelchat, Christiane	Vachon	Parti	Libéral du Québec
Perron, Denis	Duplessis		Parti Québécois
Philibert, Paul	Trois-Rivières	Parti	Libéral du Québec
Picotte, Yvon	Maskinongé	Parti	Libéral du Québec
Poulin, Rémy	Chauveau		Parti Libéral du Québec
Rémillard, Gil ⁴	Jean-Talon		Parti Libéral du Québec
Richard, Maurice	Nicolet-Yamaska	Parti	Libéral du Québec
Rivard, Guy	Rosemont		Parti Libéral du Québec
Robic, Louise	Bourassa	Parti	Libéral du Québec
Robillard, Lucienne	Chambly	Parti	Libéral du Québec
Ryan, Claude	Argenteuil	Parti	Libéral du Québec
St-Roch, Jean-Guy ⁵	Drummond		Parti Libéral du Québec
Saintonge, Jean-Pierre	La Pinière		Parti Libéral du Québec
Savoie, Raymond	Abitibi-Est	Parti	Libéral du Québec
Sirros, Christos	Laurier	Parti	Libéral du Québec
Thérien, Robert	Rousseau		Parti Libéral du Québec
Tremblay, Gérald	Outremont	Parti	Libéral du Québec
Tremblay, Michel	Rimouski		Parti Libéral du Québec
Trépanier, Violette	Dorion	Parti	Libéral du Québec
Trudel, Rémy	Rouyn-Noranda	—	Parti Québécois
	Témiscamingue		

¹ Élection du 13 décembre 1993

² Démission le 16 novembre 1992

³ Démission le 2 janvier 1994

⁴ Démission le 31 janvier 1994

⁵ Indépendant à compter du 3 septembre 1992

Vallerand, André	Crémazie	Parti	Libéral du Québec
Vallières, Yvon	Richmond		Parti Libéral du Québec
Vermette, Cécile	Marie-Victorin		Parti Québécois
Williams, Russell	Nelligan		Parti Libéral du Québec

Répartition des sièges à la prorogation

79 Parti Libéral du Québec
 33 Parti Québécois
 2 Parti Égalité
 1 Parti Action démocratique du Québec
 3 Indépendants
 7 Sièges vacants

FONCTIONS PARLEMENTAIRES

Président	Jean-Pierre Saintonge
Vice-présidents	Michel Bissonnet Roger Lefebvre <i>(jusqu'au 10 janvier 1994)</i> Michel Tremblay <i>(à compter du 8 mars 1994)</i>
Premier ministre et Président du Conseil exécutif	Robert Bourassa <i>(jusqu'au 10 janvier 1994)</i> Daniel Johnson <i>(à compter du 11 janvier 1994)</i>
Chef de l'Opposition officielle	Jacques Parizeau
Leader du gouvernement	Michel Pagé <i>(jusqu'au 12 novembre 1992)</i> Pierre Paradis <i>(à compter du 12 novembre 1992)</i>
Leaders adjoints du gouvernement	Jean-Pierre Bélisle <i>(jusqu'au 10 mars 1994)</i> Lawrence Cannon <i>(à compter du 17 novembre 1993)</i> <i>(jusqu'au 31 janvier 1994)</i> Roger Lefebvre <i>(à compter du 11 janvier 1994)</i> Réjean Doyon <i>(à compter du 10 mars 1994)</i>
Leader de l'Opposition officielle	Guy Chevrette
Leader adjoint de l'Opposition officielle	François Gendron
Whip en chef du gouvernement	William Cusano <i>(jusqu'au 11 janvier 1994)</i> Yvon Vallières <i>(à compter du 11 janvier 1994)</i>

Whips adjoints du gouvernement

Rémy Poulin
(jusqu'au 29 septembre 1993)
Madeleine Bleau
(jusqu'au 11 janvier 1994)
Réal Gauvin
(à compter du 29 septembre 1993)
Norman MacMillan

Whip en chef de l'Opposition officielle

Jacques Brassard

Secrétaire général

Pierre Duchesne

Secrétaires adjoints

Gérard Laliberté
Mathieu Proulx

MEMBRES DU CONSEIL EXÉCUTIF

2^e session — 34^e législature

Le 19 mars 1992

Bourassa, Robert	Premier ministre
Bacon, Lise	Vice-première ministre
	Ministre de l'Énergie et des Ressources
Blackburn, Gaston	Ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche
Bourbeau, André	Ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle
Cannon, Lawrence	Ministre des Communications
Cherry, Normand	Ministre du Travail
	Ministre délégué aux Communautés culturelles
Ciaccia, John	Ministre des Affaires internationales
Côté, Albert	Ministre des Forêts
Côté, Marc-Yvan	Ministre de la Santé et des Services sociaux Ministre délégué à la Réforme électorale Ministre responsable de la Condition des aînés
Dutil, Robert	Ministre des Approvisionnements et Services
Elkas, Sam	Ministre des Transports
Frulla-Hébert, Liza	Ministre des Affaires culturelles
Frulla, Liza	Ministre de la Culture
(à compter du 12 mars 1993) (à compter du 1 ^{er} janvier 1993)	
Gagnon-Tremblay, Monique	Ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration Ministre des Finances (à compter du 23 novembre 1993)

Johnson, Daniel	Ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique Président du Conseil du trésor
Levesque, Gérard D. <i>(décédé le 17 novembre 1993)</i>	Ministre des Finances
Middlemiss, Robert	Ministre délégué aux Transports
Page, Michel <i>(démission le 3 novembre 1992)</i>	Ministre de l'Éducation Leader du gouvernement
Paradis, Pierre	Ministre de l'Environnement <i>(à compter du 12 novembre 1992)</i>
Picotte, Yvon	Ministre l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation Ministre délégué aux Affaires régionales
Rémillard, Gil	Ministre de la Justice Ministre délégué aux Affaires intergouver- nementales canadiennes
Rivard, Guy	Ministre délégué à la Francophonie Ministre délégué aux Affaires internationales <i>(à compter du 27 mai 1992)</i>
Robic, Louise	Ministre déléguée aux Finances
Robillard, Lucienne	Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science Ministre de l'Éducation <i>(à compter du 3 novembre 1992)</i> Ministre de l'Éducation et de la Science <i>(à compter du 2 décembre 1993)</i>
Ryan, Claude	Ministre des Affaires municipales Ministre de la Sécurité publique Ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française
Savoie, Raymond	Ministre du Revenu Ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Sirros, Christos	Ministre délégué aux Affaires autochtones
Tremblay, Gérald	Ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie
Trépanier, Violette	Ministre déléguée à la Condition féminine Ministre responsable de la Famille
Vallerand, André	Ministre du Tourisme
Vallières, Yvon	Ministre délégué à l'Agriculture, aux Pêcheries et à l'Alimentation Ministre responsable des Pêcheries

Le 11 janvier 1994

Johnson, Daniel	Premier ministre
Blackburn, Gaston	Ministre délégué aux Transports et responsable de la Voirie
Bourbeau, André	Ministre des finances
Chagnon, Jacques	Ministre de l'Éducation Ministre responsable de l'application des lois professionnelles Ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française
Cherry, Normand	Ministre des Transports
Ciaccia, John	Ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles
Farrah, Georges	Ministre délégué à l'industrie, au Commerce, à la Science et à la Technologie et responsable du Tourisme
Frulla, Liza	Ministre de la Culture et des Communications Ministre responsable de la Francophonie
Gagnon-Tremblay, Monique	Vice-première ministre Ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique Présidente du Conseil du trésor
Leclerc, Jean	Ministre délégué aux Services gouvernementaux
Lefebvre, Roger	Ministre de la Justice Ministre délégué à la Réforme électorale
Marcil, Serge	Ministre de l'Emploi
Middlemiss, Robert	Ministre de la Sécurité publique

Paradis, Pierre	Ministre de l'Environnement et de la Faune Leader du gouvernement
Picotte, Yvon	Ministre l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation Ministre délégué aux Affaires régionales
Robillard, Lucienne	Ministre de la Santé et des Services sociaux
Ryan, Claude	Ministre des Affaires municipales
Sirros, Christos	Ministre des Ressources naturelles Ministre délégué aux Affaires autochtones
Tremblay, Gérald	Ministre de l'Industrie, du Commerce de la Science et de la Technologie
Trépanier, Violette	Ministre de la Sécurité de revenu Ministre déléguée à la Condition féminine et à la Famille
Vallerand, André	Ministre du Revenu

ADJOINTS PARLEMENTAIRES

2^e session — 34^e législature

Nommés le 15 avril 1992

Hamel, André J.	Enseignement supérieur et la Science Affaires internationales
St-Roch, Jean-Guy	Travail Affaires culturelles

Nommé le 13 octobre 1993

Marcil, Serge	Main-d'oeuvre, Sécurité du revenu et Formation professionnelle Travail
---------------	--

Nommés le 19 janvier 1994

Benoît, Robert	Industrie, Commerce, Science et Technologie
Bordeleau, Yvan	Affaires municipales
Cusano, William	Santé et Services sociaux
Dionne, France	Finances
Fradet, Benoît	Premier ministre
Houde, Albert	Agriculture, Pêcheries et Alimentation
Maltais, Ghislain	Environnement et Faune
Paradis, Henri	Premier ministre
Pelchat, Christiane	Affaires internationales, Immigration et Communautés culturelles
Poulin, Rémy	Environnement et Faune

Williams, Russell

Emploi
Services sociaux

Nommés le 25 janvier 1994

Beaudin, André

Agriculture, Pêcheries et Alimentation

Bélanger, Madeleine

Affaires municipales

Gautrin, Henri-François

Éducation

Gobé, Jean-Claude

Culture et Communications

Hovington, Claire-Hélène

Transports

Lemire, Yvon

Ressources naturelles

Affaires autochtones

Maciocia, Cosmo

Administration et Fonction publique

Philibert, Paul

Sécurité du revenu

Tremblay, Michel

Affaires municipales

Nommé le 9 mars 1994

Lafrenière, Réjean

Ressources naturelles
Affaires autochtones

Annexe C

**Liste des documents dont la loi
prescrit le dépôt**

Liste à jour le 3 août 1993

*et déposée, conformément à l'article 58 du Règlement,
par le Président de l'Assemblée nationale.*

LISTE DES DOCUMENTS DONT LA LOI PRESCRIT LE DÉPÔT À L'ASSEMBLÉE

TABLE DES MATIÈRES

	Page		Page
Premier ministre	3	Enseignement supérieur et Science	27
Administration et Fonction publique	4	Environnement	30
Affaires intergouvernementales canadiennes	4	Famille	32
Affaires internationales	4	Finances	32
Affaires municipales	5	Forêts	37
Affaires régionales	7	Industrie, Commerce et Technologie	38
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	8	Justice	41
Approvisionnements et Services	10	Loisir, Chasse et Pêche	45
Charte de la langue française	12	Lois professionnelles	47
Communautés culturelles et Immigration	12	Main-d'oeuvre, Sécurité du revenu et Formation professionnelle	48
Communications	13	Revenu	50
Condition féminine	16	Santé et Services sociaux	51
Conseil du Trésor	16	Sécurité publique	54
Culture	17	Tourisme	57
Éducation	22	Transports	59
Énergie et Ressources	23	Travail	62
		Président de l'Assemblée nationale	64

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Premier ministre		
Conseil exécutif, ministère		
- Décision prise par le Conseil du trésor, le cas échéant, pour exempter, dans la mesure qu'il détermine, de l'application de tout ou partie de la réduction du personnel dans les organismes publics	Dans les 15 jours de son adoption ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	1993, c. 35, a. 7
- Rapport annuel excluant les activités reliées aux affaires intergouvernementales canadiennes et aux affaires régionales	Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. M-30, a. 4
Conseil permanent de la jeunesse		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-59.01, a. 32
Convention de la Baie James et du Nord québécois		
- Proclamation mettant en vigueur toute convention plémentaire vi-com-	Dans les 15 jours de son adoption ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-67, a. 4

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
---	-----------------------	-------------------

Convention du Nord-Est québécois

- Proclamation mettant en vigueur toute convention complémentaire

Dans les 15 jours de son adoption ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux

L.R.Q., c C-67.1,
a. 4

Ministre déléguée à l'Administration et à la Fonction publique

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

- Rapport annuel

Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou les 15 jours de la reprise des travaux

L.R.Q.,c.R-10,
a. 161

Office des ressources humaines

- Rapport annuel

Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux

L.R.Q., c. F-3.1.1,
a. 97

Ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes

Conseil exécutif, ministère

- Rapport annuel concernant les activités reliées aux affaires intergouvernementales canadiennes

Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux

L.R.Q., c. M-30,
a. 4.1
modifié par
1992, c 24,
a. 3

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles		
Affaires internationales, ministère		
- Décision prise par le Conseil du trésor, le cas échéant, pour exempter, dans la mesure qu'il détermine, de l'application de tout ou partie de la réduction du personnel dans les organismes publics	Dans les 15 jours de son adoption ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	1993, c. 35, a. 7
• Rapport annuel	Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., M-21.1, a. 10
Bureau de révision en immigration		
- Rapport annuel	Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée ne siège pas, au plus tard le 15 ^e jour au cours duquel elle siège après l'expiration de ce délai	L.R.Q., c M-23.1, a. 39
Conseil des Communautés culturelles et de l'Immigration		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-57.2, a. 20
Communautés culturelles et de l'Immigration, ministère		
- Décision prise par le Conseil du trésor, le cas échéant, pour exempter, dans la mesure qu'il détermine, de l'application de tout ou partie de la réduction du personnel dans les organismes publics	Dans les 15 jours de son adoption ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	1993, c. 35, a. 7

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
---	-----------------------	-------------------

- | | | |
|--|---|-------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> • Rapport annuel | <p>Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée ne siège pas, au plus tard le 15^e jour au cours duquel elle siège après l'expiration de ce délai</p> | <p>L.R.Q., C.M-23.1, a. 9</p> |
|--|---|-------------------------------|

Ministre des Affaires municipales

Affaires municipales, ministère

- | | | |
|---|---|---------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> - Décision prise par le Conseil du trésor, le cas échéant, pour exempter, dans la mesure qu'il détermine, de l'application de tout ou partie de la réduction du personnel dans les organismes publics | <p>Dans les 15 jours de son adoption ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux</p> | <p>1993, c. 35, a. 7</p> |
| <ul style="list-style-type: none"> - Rapport annuel | <p>Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux</p> | <p>L.R.Q., c. M-22.1, a. 10</p> |

Assurance de dommages

- | | | |
|---|--|-------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> - Rapport sur l'application des dispositions de la sous-section 20.1 de la <i>Loi modifiant la Loi sur les cités et villes, le Code municipal du Québec et d'autres dispositions législatives</i> | <p>Dans les 15 jours suivant sa présentation au gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux (ce rapport doit être présenté au gouvernement dans la 5^e année de l'entrée en vigueur de la sous-section 20.1)</p> | <p>L.R.Q., c. C-19, a. 465.18,</p> |
| <ul style="list-style-type: none"> - Rapport sur l'application des dispositions du titre XVIII.I de la <i>Loi modifiant la Loi sur les cités et villes, le Code municipal du Québec et d'autres dispositions législatives</i> | <p>Dans les 15 jours suivant sa présentation au gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux (ce rapport doit être présenté au gouvernement dans la 5^e année de l'entrée en vigueur du titre XVIII.I)</p> | <p>L.R.Q., c. C-27.1, a. 711.19</p> |

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Commission municipale		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q..C.C-35, a. 100.1
Régie du logement		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c R-8.1, a. 25
Régie de la sécurité dans les sports		
- Rapport d'activités pour l'exercice financier précédent	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q..c.S-3.1, a. 17
Société des établissements de plein air du Québec		
- Décret portant sur tout mandat connexe aux objets de la Société dont les frais sont supportés, en tout ou en partie, par le gouvernement	Dans les 15 jours de la prise du décret ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-13.01, a. 19
- Décret portant sur une matière visée dans les paragraphes 2 ^e et 4 ^e du premier alinéa de l'article 28 de la <i>Loi sur la Société des établissements de plein air du Québec</i>	Dans les 15 jours de la prise du décret ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-13.01, a. 28

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
- Directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la Société	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-13.01, a. 30
- Rapport annuel et états financiers	Dans les 15 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-13.01, a. 34
Société d'habitation du Québec		
- Directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la Société	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-8, a. 3.4
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. S-8, a. 24
- Texte de toute entente conclue par la Société d'habitation du Québec avec le gouvernement du Canada ou tout autre organisme de celui-ci, afin de faciliter l'exécution de la <i>Loi sur la Société d'habitation du Québec</i>	Le plus tôt possible	L.R.Q., c. S-8 a. 90
Villages cris et village naskapi		
- Proclamation faite en vertu du premier paragraphe de l'article 23 de la <i>Loi sur les villages cris et le village naskapi</i>	Dans les 15 jours de son adoption par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. V-5.1, a. 23

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
---	-----------------------	-------------------

Ministre délégué aux Affaires régionales

Conseil exécutif, ministère

- Rapport annuel concernant les activités reliées aux affaires régionales

Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux

L.R.Q..C. M-30,
a. 4.1
modifié par
1992, c. 24,
a. 3

Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

Agriculture, Pêcheries et Alimentation, ministère

- Décision prise par le Conseil du trésor, le cas échéant, pour exempter, dans la mesure qu'il détermine, de l'application de tout ou partie de la réduction du personnel dans les organismes publics

Dans les 15 jours de son adoption ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux

1993, c. 35,
a. 7

- Plan de réduction du personnel pour la période du 1^{er} avril 1993 au 31 mars 1998, après l'approbation du Conseil du trésor, de tout organisme visé au paragraphe 3^e de l'article 1^{er} de la *Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics*

Dans les 15 jours de l'approbation ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux

1993, c. 35,
a. 5

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
- Rapport annuel	Dans les 15 jours de l'ouverture de chaque session	L.R.Q., c. M-14, a. 3
Commission des courses du Québec		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-72.1, a. 24
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers		
- Rapport annuel sur son administration de la <i>Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers</i>	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. A-29.1, a. 28
Régie des assurances agricoles du Québec		
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. A-30, a. 19
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. M-35.1, a. 24
Société de financement agricole		
- Rapport annuel et états financiers	Dans les 15 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	1992, c. 32, a. 27

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires		
- Directive portant sur les objectifs et l'orientation de la Société	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux, après un ajournement de plus de 20 jours	L.R.Q., c. S-21, a. 4
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. S-21, a. 18
Ministre délégué à l'Agriculture, aux Pêcheries et à l'Alimentation		
Commission de protection du territoire agricole du Québec		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c P-41.1, a. 20
Tribunal d'appel en matière de protection du territoire agricole		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. P-41.1, a. 21.0.3

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
---	-----------------------	-------------------

Ministre des Approvisionnement et Services

Approvisionnements et Services,
ministère

- | | | |
|---|---|------------------------------|
| - Décision prise par le Conseil du trésor, le cas échéant, pour exempter, dans la mesure qu'il détermine, de l'application de tout ou partie de la réduction du personnel dans les organismes publics | Dans les 15 jours de son adoption ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux | 1993, c. 35,
a. 7 |
| - Plan de réduction du personnel pour la période du 1 ^{er} avril 1993 au 31 mars 1998, après l'approbation du Conseil du trésor, de tout organisme visé au paragraphe 3 ^e de l'article 1 ^{er} de la <i>Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics</i> | Dans les 15 jours de l'approbation ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux | 1993, c. 35,
a. 5 |
| - Rapport annuel | Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux | L.R.Q., c. M-23.01,
a. 11 |

Société immobilière du Québec

- | | | |
|--|--|-----------------------------|
| - Décret du gouvernement portant sur une matière visée dans les paragraphes 2 ^o ou 3 ^o du premier alinéa de l'article 33 de la <i>Loi sur la Société immobilière du Québec</i> | Dans les 15 jours de la prise du décret ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux | L.R.Q., c. S-17.1,
a. 33 |
|--|--|-----------------------------|

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
- Décret du gouvernement portant sur un mandat connexe aux objets de la Société	Dans les 15 jours de la prise du décret ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-17.1, a. 22
• Directive donnée en vertu de l'article 38 de la <i>Loi sur la Société immobilière du Québec</i>	Dans les 15 jours de son approbation ou de son adoption, ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-17.1, a. 38
- Rapport annuel et états financiers	Dans les 15 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-17.1, a. 42
Ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française		
Commission de protection de la langue française		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-11, a. 184
Conseil de la langue française		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-11, a. 204

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Office de la langue française		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-11, a. 120
Ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration		
Bureau de révision en immigration		
- Rapport annuel	Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée ne siège pas, au plus tard le 15 ^e jour au cours duquel elle siège après l'expiration de ce délai	L.R.Q., c. M-23.1, a. 39
Communautés culturelles et Immigration, ministère		
- Décision prise par le Conseil du trésor, le cas échéant, pour exempter, dans la mesure qu'il détermine, de l'application de tout ou partie de la réduction du personnel dans les organismes publics	Dans les 15 jours de son adoption ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	1993, c 35, a. 7

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
- Rapport annuel	Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée ne siège pas, au plus tard le 15 ^e jour au cours duquel elle siège après l'expiration de ce délai	L.R.Q., c. M-23.1, a. 9
Ministre délégué aux Communautés culturelles		
Conseil des Communautés culturelles et de l'Immigration		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-57.2, a. 20
Ministre des Communications		
Accès aux documents des organismes publics		
- Décret ordonnant à un organisme public de surseoir à l'exécution d'une décision de la Commission d'accès à l'information ayant pour effet d'ordonner de communiquer un document ou un renseignement	Dans les 15 jours suivant la prise du décret ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. A-2.1, a. 145
- Entente conclue en vertu de l'article 68 ou 68.1 de la <i>Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels</i> ainsi que l'avis de la Commission d'accès à l'information sur chaque entente	Dans les 30 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. A-2.1, a. 70
- Rapport annuel de la Commission d'accès à l'information	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. A-2.1, a. 119

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
<ul style="list-style-type: none"> - Rapport quinquennal sur la mise en oeuvre de la <i>Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels</i> <p>Commission d'accès à l'information</p> <p>voir Accès aux documents des organismes publics</p> <p>Communications, ministère</p>	<p>Dans les 15 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, auprès de son Président</p>	<p>L.R.Q., c. A-2.1, a. 179</p>
<ul style="list-style-type: none"> - Décision prise par le Conseil du trésor, le cas échéant, pour exempter, dans la mesure qu'il détermine, de l'application de tout ou partie de la réduction du personnel dans les organismes publics 	<p>Dans les 15 jours de son adoption ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux</p>	<p>1993, c. 35, a. 7</p>
<ul style="list-style-type: none"> - Plan de réduction du personnel pour la période du 1^{er} avril 1993 au 31 mars 1998, après l'approbation du Conseil du trésor, de tout organisme visé au paragraphe 3^e de l'article 1^{er} de la <i>Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics</i> 	<p>Dans les 15 jours de l'approbation ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux</p>	<p>1993, c. 35, a. 5</p>
<ul style="list-style-type: none"> - Rapport annuel <p>Programmation éducative</p>	<p>Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice financier ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux</p>	<p>L.R.Q., c. M-24, a. 11</p>
<ul style="list-style-type: none"> - Rapport concernant les entreprises de radio-télévision et de câblodistribution ayant bénéficié de l'assistance financière pour la programmation éducative 	<p>Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice financier</p>	<p>L.R.Q., c. P-30.1, a. 10</p>

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Régie des télécommunications		
- Directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la Régie	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. R-8.01, a. 65
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. R-8.01, a. 20
Société de radio-télévision du Québec		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-11.1, a. 18
Télécommunications, régie		
voir: Régie des télécommunications		
Ministre déléguée à la Condition féminine		
Conseil du statut de la femme		
- Rapport annuel	Sans délai	L.R.Q., c. C-59, a. 18

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
---	-----------------------	-------------------

Office des services de garde à l'enfance

- Directive émise par la ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de l'Office	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-4.1, a. 67
• Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-4.1, a. 65

Président du Conseil du Trésor

Conseil du trésor

- Décision prise par le Conseil du trésor, le cas échéant, pour exempter, dans la mesure qu'il détermine, de l'application de tout ou partie de la réduction du personnel dans les organismes publics	Dans les 15 jours de son adoption ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	1993, c. 35, a. 7
- Plan de réduction du personnel pour la période du 1 ^{er} avril 1993 au 31 mars 1998, après l'approbation du Conseil du trésor, de tout organisme visé au paragraphe 3 ^e de l'article 1 ^{er} de la <i>Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics</i>	Dans les 15 jours de l'approbation ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	1993, c. 35, a. 5

Fonction publique

- Rapport contenant l'avis de la Commission de la fonction publique et indiquant les emplois ou les catégories d'emplois soustraits aux dispositions de la <i>Loi sur la fonction publique</i>	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, au Président de l'Assemblée nationale	L.R.Q., c. F-3.1.1, a. 84
--	--	---------------------------

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
- Rapport sur la mise en oeuvre de la <i>Loi sur la fonction publique</i>	Dans les 15 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, auprès du Président de l'Assemblée nationale	L.R.Q..C.F-3.1.1, a. 172
- Rapport sur la réalisation des programmes d'accès à l'égalité par les ministères et les organismes gouvernementaux	Une fois l'an	L.R.Q., c. F-3.1.1, a. 80
Régime de négociation des conventions collectives		
- Projet de règlement fixant les salaires et échelles de salaire pour l'année en cours	Au cours de la 2 ^e ou de la 3 ^e semaine de mars de chaque année ou, si l'Assemblée ne siège pas, le projet doit être publié au cours de ces semaines à la <i>Gazette officielle du Québec</i>	L.R.Q., c. R-8.2, a. 54
Société Innovatech du Grand Montréal		
- Rapport annuel et états financiers	Dans les 15 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	1992, c. 33, a. 41
Ministre de la Culture		
Bibliothèque nationale du Québec		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c B-2.1, a. 29

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
- Directive émise par le ministre et portant sur l'orientation de la Bibliothèque	Dans les 30 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. B-2.1, a. 32
Biens culturels, liste (voir aussi: Commission des biens culturels du Québec)		
- Copie d'une liste des biens culturels reconnus et classés depuis la dernière liste publiée dans la <i>Gazette officielle du Québec</i>	À chaque session	L.R.Q., c. B-4, a. 14
Cinéma, loi (voir aussi: Institut québécois du cinéma et Régie du cinéma)		
- Entente conclue en vertu de l'article 105.3 de la <i>Loi sur le cinéma</i>	Dans les 30 jours suivant la date de sa conclusion ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-18.1, a. 105.3
- Entente conclue en vertu de l'article 105.4 de la <i>Loi sur le cinéma</i>	Dans les 30 jours suivant la date de sa conclusion ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-18.1, a. 105.4
- Entente conclue et certificat de conformité émis en vertu de l'article 105.1 de la <i>Loi sur le cinéma</i>	Dans les 30 jours de leur émission ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-18.1, a. 105.1
Commission de reconnaissance des associations d'artistes		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-32.1, a. 55

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Commission des biens culturels du Québec (voir aussi: Biens culturels, liste)		
- Avis sur le classement d'un bien culturel	Dans les 60 jours de la décision de la commission ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. B-4, a. 29
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. B-4, a. 7.11
Conseil consultatif de la lecture et du livre		
- Avis concernant les projets de règlement visés dans la <i>Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre</i>	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. D-8.1, a. 8
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. D-8.1, a. 13
Conseil des arts et des lettres du Québec		
- Rapport annuel et états financiers	Dans les 30 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	1992, c. 66, a. 34

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Culture, ministère		
- Décision prise par le Conseil du trésor, le cas échéant, pour exempter, dans la mesure qu'il détermine, de l'application de tout ou partie de la réduction du personnel dans les organismes publics	Dans les 15 jours de son adoption ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	1993, c. 35, a. 7
- Plan de réduction du personnel pour la période du 1 ^{er} avril 1993 au 31 mars 1998, après l'approbation du Conseil du trésor, de tout organisme visé au paragraphe 3 ^e de l'article 1 ^{er} de la <i>Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics</i>	Dans les 15 jours de l'approbation ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	1993, c. 35, a. 5
- Rapport annuel	Dans les 6 mois de la fin de chaque exercice financier ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	1992, c. 65, a. 15
Institut québécois du cinéma (voir aussi: Cinéma, loi et Régie du cinéma)		
- Rapport annuel et états financiers	Dans les 30 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-18.1, a. 43
Musée des beaux-arts de Montréal		
- Rapport annuel et états financiers de la corporation	Le plus tôt possible	L.R.Q., c. M-42, a. 14

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Musée du Québec, Musée d'Art contemporain de Montréal et Mu- sée de la Civilisation		
- Rapports annuels et états financiers	Dans les 30 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. M-44, a. 34
Régie du cinéma (voir aussi: Cinéma, loi et Institut québécois du cinéma)		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-18.1, a. 146
Société de la Place des Arts de Montréal		
- Rapport annuel et états financiers	Dans les 30 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-11.03, a. 28
Société du Grand Théâtre de Québec		
- Rapport annuel et états financiers	Dans les 30 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-14.01, a. 28

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Société générale des industries culturelles		
- Arrêté du gouvernement autorisant l'acquisition d'actions ou de biens visée dans le paragraphe a du premier alinéa de l'article 20 de la loi constituant la Société	Sans délai ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-17.01, a. 20
- Directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la Société	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-17.01, a. 24
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-17.01, a. 26
Ministre de l'Éducation		
Commission consultative de l'enseignement privé		
- Rapport d'activités pour l'année scolaire précédente	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	1992, c. 68, a. 110
Conseil supérieur de l'éducation		
- Rapport annuel sur l'état et les besoins de l'éducation	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-60, a. 9 modifié par 1993, c 26, a. 31

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-60, a. 14.1 modifié par 1993, c. 26, a. 32
Éducation, ministère		
- Décision prise par le Conseil du trésor, le cas échéant, pour exempter, dans la mesure qu'il détermine, de l'application de tout ou partie de la réduction du personnel dans les organismes publics	Dans les 15 jours de son adoption ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	1993, c. 35, a. 7
- Plan soumis au Conseil du trésor tenant compte des objectifs de réduction des effectifs prévus à l'article 3 de la <i>Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics</i>	Dans les 15 jours de sa transmission au Conseil du trésor ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux. (Ce plan doit être soumis avant le 15 décembre de chaque année)	1993, c. 35, a. 4
- Rapport annuel	Dans les 15 jours de l'ouverture de chaque session	L.R.Q., c M-15, a. 4
Minutie de l'Énergie et des Ressources,		
Énergie et Ressources, ministère		
- Décision prise par le Conseil du trésor, le cas échéant, pour exempter, dans la mesure qu'il détermine, de l'application de tout ou partie de la réduction du personnel dans les organismes publics	Dans les 15 jours de son adoption ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	1993, c 35, a. 7

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
<ul style="list-style-type: none"> - Plan de réduction du personnel pour la période du 1^{er} avril 1993 au 31 mars 1998, après l'approbation du Conseil du trésor, de tout organisme visé au paragraphe 3^e de l'article 1^{er} de la <i>Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics</i> 	Dans les 15 jours de l'approbation ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	1993, c. 35, a. 5
<ul style="list-style-type: none"> - Rapport annuel 	Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. M-15.1, a. 11
Exportation de l'électricité		
<ul style="list-style-type: none"> - Décret du gouvernement pris en vertu de l'article 6 ou de l'article 6.1 de la <i>Loi sur l'exportation de l'électricité</i> 	Dans les 15 jours de la prise du décret ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. E-23, a. 6.2
Hydro-Québec		
<ul style="list-style-type: none"> - Rapport annuel détaillé des biens et des opérations 	À chaque session	L.R.Q., c. H-5, a. 20
Matane, essor		
<ul style="list-style-type: none"> - Arrêtés en conseil adoptés en vertu de l'article 4 de la <i>Loi pour assurer la stabilité et l'essor industriels de la ville et de la région de Matane</i> 	Dans les 15 premiers jours de la session suivante	1959-60, c. 23, a. 4
Régie du gaz naturel		
<ul style="list-style-type: none"> - Directive émise par la ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la Régie 	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. R-8.02, a. 65

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. R-8.02, a. 18
Société de développement de la Baie James		
- Rapport annuel	Sans délai	L.R.Q., c. D-8, a. 33
Société nationale de l'amiante		
- Arrêté du gouvernement approuvant un paiement visé à l'article 13 de la <i>Loi sur la Société nationale de l'amiante</i>	Sans délai ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-18.2, a. 14
- Arrêté du gouvernement autorisant l'acquisition d'une entreprise ou d'actions formant le fonds social d'une entreprise visée au paragraphe b du premier alinéa de l'article 16 de la <i>Loi sur la Société nationale de l'amiante</i>	Sans délai ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-18.2, a. 16
- Directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la Société	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-18.2, a. 18
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-18.2, a. 57

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Société québécoise d'exploration minière		
- Décret du gouvernement approuvant un paiement visé aux articles 10, 11, 11.1 ou 11.2 de la <i>Loi sur la Société québécoise d'exploration minière</i>	Le plus tôt possible	L.R.Q., c. S-19, a. 13
- Décret du gouvernement demandant à la Société de procéder à la réduction de toute partie de son capital-actions émis et payé et à un remboursement correspondant de capital en vertu de l'article 21.1 de la <i>Loi sur la Société québécoise d'exploration minière</i>	Le plus tôt possible	L.R.Q., c. S-19, a. 21.4
- Directive émise par la ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la Société	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-19, a. 23
- Rapport annuel	Sans délai	L.R.Q., c. S-19, a. 25
Société québécoise d'initiatives pétrolières		
- Décret autorisant le ministre des Finances à payer à la Société une somme prévue à l'article 9.2 de la <i>Loi sur la Société québécoise d'initiatives pétrolières</i>	À chaque session	L.R.Q., c. S-22, a. 9.2
- Directive émise par la ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la Société	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-22, a. 23

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-22, a. 20
Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science		
Commission d'évaluation de l'enseignement collégial		
- Rapport d'activités pour l'année scolaire se terminant le 30 juin précédent	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	1993, c 26, a. 23
Comité d'accréditation des associations étudiantes		
- Rapport, avis et recommandations	Dans les 30 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. A-3.01, a. 63
Conseil de la Science et de la Technologie		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. D-9.1, a. 34
Enseignement supérieur et Science, ministère		
- Décision prise par le Conseil du trésor, le cas échéant, pour exempter, dans la mesure qu'il détermine, de l'application de tout ou partie de la réduction du personnel dans les organismes publics	Dans les 15 jours de son adoption ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	1993, c. 35, a. 7

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
- Plan de réduction du personnel pour la période du 1 ^{er} avril 1993 au 31 mars 1998, après l'approbation du Conseil du trésor, de tout organisme visé au paragraphe 3 ^e de l'article 1 ^{er} de la <i>Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics</i>	Dans les 15 jours de l'approbation ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	1993, c. 35, a. 5
- Plan soumis au Conseil du trésor tenant compte des objectifs de réduction des effectifs prévus à l'article 3 de la <i>Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics</i>	Dans les 15 jours de sa transmission au Conseil du trésor ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux. (Ce plan doit être soumis avant le 15 décembre de chaque année)	1993, c. 35, a. 4
- Rapport d'activités	Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. M-15.1.1, a. 13
- Rapport sur l'implication des règles budgétaires annuelles sur le niveau des effectifs de tout organisme visé au paragraphe 4 ^o de l'article 1 de la <i>Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics</i>	Dans les 15 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux. (Ce rapport doit être présenté au plus tard le 30 septembre de chaque année, et ce, jusqu'au 30 septembre 1998)	1993, c. 35, a. 6
Enseignement supérieur, science et technologie		
- Décret autorisant la délivrance de lettres patentes constituant des corporations qui ont pour objet le développement de la recherche et de la technologie	Dans les 30 jours de la prise du décret ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. M-15.1.1, a. 12

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche		
- Plan triennal des activités	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. D-9.1, a. 83
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. D-9.1, a. 96
Institut québécois de recherche sur la culture		
- Mandat spécifique confié par la ministre	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. I-13.2, a. 25
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. I-13.2, a. 31
Investissements universitaires		
- Plan quinquennal	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. I-17, a. 4

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Société de la Maison des sciences et des techniques		
- Rapport annuel et états financiers	Dans les 30 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-11.02, a. 28
Université du Québec		
- Rapport annuel de ses activités, y compris celles des universités constituan-tes, instituts de recherche et écoles supérieures	Sans délai	L.R.Q., c. U-1, a. 25
Ministre de l'Environnement		
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. Q-2, a. 6.12
Comité consultatif de l'environnement Kativik		
- Rapport annuel	Sans délai	L.R.Q., c. Q-2, a. 176
Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James		
- Rapport annuel	Sans délai	L.R.Q., c. Q-2, a. 147
Conseil de la conservation et de l'environnement		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-56.1, a. 19

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Environnement, ministère		
- Décision prise par le Conseil du trésor, le cas échéant, pour exempter, dans la mesure qu'il détermine, de l'application de tout ou partie de la réduction du personnel dans les organismes publics	Dans les 15 jours de son adoption ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	1993, c 35, a. 7
- Plan de réduction du personnel pour la période du 1 ^{er} avril 1993 au 31 mars 1998, après l'approbation du Conseil du trésor, de tout organisme visé au paragraphe 3 ^e de l'article 1 ^{er} de la <i>Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics</i>	Dans les 15 jours de l'approbation ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	1993, c. 35, a. 5
- Rapport annuel	Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. M-15.2, a. 9
Société québécoise d'assainissement des eaux		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-18.2.1, a. 38
Société québécoise de récupération et de recyclage		
- Directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la Société	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-22.01, a. 24

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
- Rapport annuel et états financiers	Dans les 15 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-22.01, a. 29
Ministre responsable de la Famille		
Conseil de la famille		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-56.2, a. 22
- Rapport sur la mise en oeuvre de la <i>Loi sur le Conseil de la famille</i>	Au plus tard dans les 15 jours suivant le 1 ^{er} novembre 1992 et par la suite, tous les cinq ans ou, si l'Assemblée ne siège pas, auprès de son Président	L.R.Q., c. C-56.2, a. 28
Ministre des Finances		
Administration financière, loi (voir aussi: Finances, ministère)		
- État des comptes publics pour l'exercice financier précédent	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de l'exercice financier ou, si l'Assemblée ne siège pas, au plus tard le 15 ^e jour au cours duquel elle siège par la suite	L.R.Q., c. A-6, a. 72
- État des rapports du contrôleur des finances, des décisions du Conseil du Trésor et de toute dépense encourue en conséquence d'un mandat de paiement émis malgré le refus du contrôleur des finances	Au plus tard le 3 ^e jour au cours duquel l'Assemblée siège après la signature du mandat émis sur l'ordre du Conseil du Trésor	L.R.Q., c. A-6, a. 55
• État de tous les rapports et mandats spéciaux et de toute dépense encourue en conséquence	Au plus tard le 3 ^e jour au cours duquel l'Assemblée siège après la signature des mandats	L.R.Q., c. A-6, a. 42

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Caisse de dépôt et placement du Québec		
• Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. C-2, a. 44
- Règlements	Dans les 15 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. C-2, a. 13
Finances, ministère (voir aussi: Administration financière, loi)		
- Décision prise par le Conseil du trésor, le cas échéant, pour exempter, dans la mesure qu'il détermine, de l'application de tout ou partie de la réduction du personnel dans les organismes publics	Dans les 15 jours de son adoption ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	1993, c. 35, a. 7
- Plan de réduction du personnel pour la période du 1 ^{er} avril 1993 au 31 mars 1998, après l'approbation du Conseil du trésor, de tout organisme visé au paragraphe 3 ^e de l'article 1 ^{er} de la <i>Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics</i>	Dans les 15 jours de l'approbation ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	1993, c. 35, a. 5
- Rapport annuel	Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. A-6, a. 11.1

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Employés publics, loi		
- État détaillé de tous les cautionnements fournis sous l'autorité de la <i>Loi sur les employés publics</i> et des changements qui peuvent y avoir été faits depuis l'époque à laquelle le dernier état a été soumis à la Législature	Dans les 15 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. E-6, a. 42
Société des loteries du Québec		
- Rapport annuel et états financiers	Immédiatement après leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-13.1, a. 25
Association des courtiers et agents immobiliers du Québec		
- Rapport annuel et états financiers	Dans les 15 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-73.1, a. 154
Assurances, loi (voir aussi: Inspecteur général des institutions financières)		
- Rapport de la ministre sur l'application de la <i>Loi sur les assurances</i>	À tous les 5 ans	L.R.Q., c. A-32, a. 425.1
Caisses d'épargne et de crédit, loi		
- Rapport annuel de l'inspecteur général portant sur l'état des affaires des caisses, des fédérations et des confédérations	Au plus tard le 30 juin de chaque année. Si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la session suivante ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-4.1, a. 515

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
<p>- Rapport sur la mise en oeuvre de la <i>Loi sur les caisses d'épargne et crédit</i>, sur l'opportunité de la maintenir en vigueur et, le cas échéant, de la modifier</p> <p>Commission des valeurs mobilières du Québec (voir aussi: Valeurs mobilières, loi)</p>	<p>Au plus tard dans les 15 jours suivant le 15 mars 1994 et, par la suite, tous les cinq ans ou, si l'Assemblée ne siège pas, auprès de son Président</p>	<p>L.R.Q., c. C-4.1, a. 588</p>
<p>- Rapport annuel</p>	<p>Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux</p>	<p>L.R.Q., c. V-1.1, a. 302</p>
<p>Compagnies de chemin de fer</p>		
<p>- Rapport annuel du capital, du trafic et des frais d'exploitation de toute compagnie de chemin de fer constituée en corporation dans le but de construire, entretenir ou exploiter un chemin de fer au Québec</p>	<p>Dans les 21 premiers jours de chaque session</p>	<p>L.R.Q., c. C-14, a. 170</p>
<p>Courtage immobilier</p>		
<p>- Rapport sur la mise en oeuvre de la <i>Loi sur le courtage immobilier</i>, sur l'opportunité de la maintenir en vigueur et, le cas échéant, de la modifier</p>	<p>Au plus tard dans les 15 jours suivant le 11 septembre 1996 et, par la suite, tous les cinq ans ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux</p>	<p>L.R.Q., c. C-73.1, a. 188</p>
<p>Fonds d'indemnisation du courtage immobilier</p>		
<p>- Rapport annuel et états financiers</p>	<p>Dans les 15 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux</p>	<p>L.R.Q., c. C-73.1, a. 154</p>

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Inspecteur général des institutions financières		
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. I-11.1, a. 21
- Rapport portant sur l'état des affaires des sociétés au Québec	Au plus tard le 30 juin de chaque année ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la session suivante	L.R.Q., c. S-29.01, a. 314
- Rapport sur l'état des affaires de tous les assureurs exerçant au Québec, pour l'année ayant pris fin le 31 décembre précédent	Au plus tard le 30 juin suivant la fin de chaque année ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 premiers jours de la session suivante	L.R.Q., c. A-32, a. 324
- Rapport sur le résultat de l'analyse des données et manuels en assurance automobile fournis durant l'année précédente	Dans les 15 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. A-25, a. 182
Intermédiaires de marché, loi		
- Rapport sur la mise en oeuvre de la <i>Loi sur les intermédiaires de marché</i> , sur l'opportunité de la maintenir en vigueur et, le cas échéant, de la modifier	Au plus tard dans les 15 jours suivant le 12 juillet 1994 et, par la suite, tous les cinq ans ou, si l'Assemblée ne siège pas, auprès de son Président	L.R.Q., c. I-15.1, a. 260
Régie de l'assurance-dépôts du Québec		
- Rapport annuel	Dès que le ministre a reçu le rapport du vérificateur général visé à l'article 21 ou au plus tard le 30 avril de la même année ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. A-26, a. 20

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Sociétés de fiducie et d'épargne, loi		
- Rapport sur la mise en oeuvre de la <i>Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne</i> , sur l'opportunité de la maintenir en vigueur et, le cas échéant, de la modifier	Au plus tard dans les 15 jours suivant le 18 mai 1993 et, par la suite, tous les cinq ans ou, si l'Assemblée ne siège pas, auprès de son Président	L.R.Q., c. S-29.01, a. 397
Valeurs mobilières, loi (voir aussi: Commission des valeurs mobilières du Québec)		
- Rapport quinquennal sur la mise en oeuvre de la <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , sur l'opportunité de la maintenir en vigueur et, le cas échéant, de la modifier	Dans les 15 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, auprès de son Président	L.R.Q., c. V-1.1, a. 352
Ministre des Forêts		
Forêts		
- Rapport sur l'état des forêts au Québec	À tous les 5 ans	L.R.Q., c. F-4.1, a. 212
Forêts, ministère		
- Décision prise par le Conseil du trésor, le cas échéant, pour exempter, dans la mesure qu'il détermine, de l'application de tout ou partie de la réduction du personnel dans les organismes publics	Dans les 15 jours de son adoption ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	1993, c. 35, a. 7
• Rapport d'activités	Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. M-24.1, a. 10
Société de financement agricole		
- Rapport annuel concernant l'administration de la <i>Loi sur le crédit forestier</i>	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. C-78, a. 51

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
- Rapport annuel sur l'administration de la <i>Loi favorisant le crédit forestier par les institutions privées</i>	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-78.1, a. 69
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec		
- Décret du gouvernement portant sur un paiement visé aux articles 7 et 7.1 de la <i>Loi sur la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec</i>	Dans les 15 jours de la prise du décret ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-12, a. 9
- Directive portant sur les objectifs et l'orientation de la Société	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-12, a. 19.1
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. S-12, a. 25
Montre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie		
Centre de recherche industrielle du Québec		
- Directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation du Centre	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-8, a. 26.1

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Industrie, Commerce et Technologie, ministère		
- Décision prise par le Conseil du trésor, le cas échéant, pour exempter, dans la mesure qu'il détermine, de l'application de tout ou partie de la réduction du personnel dans les organismes publics	Dans les 15 jours de son adoption ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	1993, c. 35, a. 7
- Plan de réduction du personnel pour la période du 1 ^{er} avril 1993 au 31 mars 1998, après l'approbation du Conseil du trésor, de tout organisme visé au paragraphe 3 ^e de l'article 1 ^{er} de la <i>Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics</i>	Dans les 15 jours de l'approbation ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	1993, c. 35, a. 5
- Rapport annuel	Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. M-17, a. 11
Sidbec		
- Directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la compagnie ainsi que les documents pertinents	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. E-14, a. 9.3
- Rapport annuel	À chaque session	L.R.Q., c. E-14, a. 15

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Société de développement industriel du Québec		
- Directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la Société	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-11.01, a. 32.1
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-11.01, a. 34
Société des alcools du Québec		
- Directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la Société	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-13, a. 20.2
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. S-13, a. 59
Société du parc industriel et portuaire de Bécancour		
- Directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la Société	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-16.001, a. 27
- Rapport d'activités et états financiers	Dans les 15 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-16.001, a. 37

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud		
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'As- semblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. S-16.01, a. 16
Société générale de financement du Québec		
- Directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la Société ainsi que les documents per- tinentes	Dans les 15 jours de son approbation par le gou- vernement ou, si l'As- semblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-17, a. 15
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'As- semblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. S-17, a. 17
Ministre de la Justice		
Accès aux documents des organis- mes publics		
- Décret autorisant l'établisse- ment d'un fichier confidentiel ou décret qui le modifie ou l'abroge, ainsi que l'avis de la Commission d'accès à l'infor- mation	Dans les 15 jours suivant la prise du décret ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. A-2.1, a. 82
Commissaire à l'examen des plaintes des clients des distribu- teurs d'électricité		
- Rapport annuel et rapports des distributeurs	Dans les 15 jours de leur réception ou, si l'As- semblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. E-17.1, a. 30

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Commission de protection des droits de la jeunesse		
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'As- semblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. P-34.1, a. 30
Commission d'accès à l'informa- tion		
voir Accès aux documents des organismes publics		
Commission d'appel en matière de lésions professionnelles		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'As- semblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. A-3.001, a. 396
Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec		
- Rapport annuel concernant la <i>Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels</i>	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'As- semblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. I-6, a. 23
- Rapport annuel concernant la <i>Loi visant à favoriser le civis- me</i>	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'As- semblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-20, a. 25

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Commission des services juridiques		
- Rapport annuel	Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice financier	L.R.Q., c. A-14, a. 93
Cour du Québec		
- Rapport du comité consultatif concernant les recommandations qu'il estime appropriées quant à la rémunération et aux avantages sociaux des membres de la Cour du Québec	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. T-16, a. 125
Curateur public		
- Rapport annuel de son administration	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 10 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. C-81, a. 67
Employés publics		
- Liste des commissions délivrées pendant l'année aux employés publics	Dans les 15 premiers jours de la session	L.R.Q., c. E-6, a. 6
Fonds d'aide aux recours collectifs		
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. R-2.1, a. 17
Justice, ministère		
- Décision prise par le Conseil du trésor, le cas échéant, pour exempter, dans la mesure qu'il détermine, de l'application de tout ou partie de la réduction du personnel dans les organismes publics	Dans les 15 jours de son adoption ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	1993, c. 35, a. 7

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
- Plan de réduction du personnel pour la période du 1 ^{er} avril 1993 au 31 mars 1998, après l'approbation du Conseil du trésor, de tout organisme visé au paragraphe 3 ^e de l'article 1 ^{er} de la <i>Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics</i>	Dans les 15 jours de l'approbation ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	1993, c. 35, a. 5
- Rapport annuel	Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. M-19, a. 16.1
Lois et règlements, liste		
- Liste des lois et des règlements qui ont été l'objet d'une substitution d'unités de mesure, avec l'émunération des articles visés par une telle substitution	Dans les 30 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	1984., c. 47, a. 214
Office de la protection du consommateur		
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. P-40.1, a. 303
Société québécoise d'information juridique		
- Rapport annuel	Sans délai	L.R.Q., c. S-20, a. 16

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
---	-----------------------	-------------------

Ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche

Administration régionale Kativik

- Rapport	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. P-30.2, a. 15
-----------	---	--------------------------

Fondation de la faune du Québec

- Rapport annuel et états financiers	Dans les 30 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-61.1, a. 160
--------------------------------------	--	---------------------------

Loisir, Chasse et Pêche, ministère

- Décision prise par le Conseil du trésor, le cas échéant, pour exempter, dans la mesure qu'il détermine, de l'application de tout ou partie de la réduction du personnel dans les organismes publics	Dans les 15 jours de son adoption ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	1993, c. 35, a. 7
- Plan de réduction du personnel pour la période du 1 ^{er} avril 1993 au 31 mars 1998, après l'approbation du Conseil du trésor, de tout organisme visé au paragraphe 3 ^e de l'article 1 ^{er} de la <i>Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics</i>	Dans les 15 jours de l'approbation ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	1993, c. 35, a. 5
- Rapport annuel de son activité et de celle des organismes sous sa juridiction	Dans les 15 premiers jours de chaque session	L.R.Q., c. M-30.1, a. 4

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
---	-----------------------	-------------------

Ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Conseil interprofessionnel du Québec

- Rapport annuel

Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session

L.R.Q., c. C-26,
a. 22

Corporations professionnelles

- Rapport d'activités de tout Bureau institué au sein d'une corporation professionnelle et état financier de la corporation

Dans les 30 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 10 jours de l'ouverture de la session

L.R.Q., c. C-26,
a. 104

Office des professions du Québec

- Rapport annuel

Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session

L.R.Q., c. C-26,
a. 16

Professions, code

voir Conseil interprofessionnel du Québec
Corporations professionnelles
Office des professions du Québec

Sages-femmes

(voir aussi: Ministère de la Santé et des Services sociaux)

- Rapport sur la mise en oeuvre de la *Loi sur la pratique des sages-femmes dans le cadre de projets-pilotes*

Dans les 15 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, auprès de son Président (ce rapport doit être présenté au gouvernement au plus tard 6 mois avant la date où la loi cesse d'avoir effet)

L.R.Q., c. P-16.1,
a. 42

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Ministre de la Main-d'œuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle		
Commission des affaires sociales		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. C-34, a. 44
Commission des nonnes du travail		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. N-1.1, a. 27
Main-d'oeuvre, Sécurité du Revenu et Formation professionnelle, ministère		
- Décision prise par le Conseil du trésor, le cas échéant, pour exempter, dans la mesure qu'il détermine, de l'application de tout ou partie de la réduction du personnel dans les organismes publics	Dans les 15 jours de son adoption ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	1993, c. 35, a. 7
- Plan de réduction du personnel pour la période du 1 ^{er} avril 1993 au 31 mars 1998, après l'approbation du Conseil du trésor, de tout organisme visé au paragraphe 3 ^e de l'article 1 ^{er} de la <i>Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics</i>	Dans les 15 jours de l'approbation ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	1993, c. 35, a. 5
- Rapport annuel	Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice financier ou, si l'Assemblée ne siège pas, au plus tard le 15 ^e jour au cours duquel elle siège après l'expiration de ce délai	L.R.Q., c. M-19.1, a. 5

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-3.2, a. 43
Régie des rentes du Québec		
- Analyse actuarielle de l'application de la <i>Loi sur le régime de rentes du Québec</i> et de l'état du compte de la Régie	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 5 premiers jours de la session. (Cette analyse doit être déposée au moins une fois tous les 5 ans)	L.R.Q., c. R-9, a. 218
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 premiers jours de la session	L.R.Q., c. R-9, a. 37
- Rapport annuel en vertu de la <i>Loi sur les allocations d'aide aux familles</i>	Sans délai ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. A-17, a. 30
- Rapport sur tout projet de loi modifiant la <i>Loi sur le régime de rentes du Québec</i>	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 5 premiers jours de la session	L.R.Q., c. R-9, a. 218
Régimes complémentaires de retraite, loi		
- Entente portant sur une matière visée aux deuxième alinéa de l'article 249 de la <i>Loi sur les régimes complémentaires de retraite</i>	Dans les 15 jours qui suivent la date de sa conclusion ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. R-15.1, a. 249

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Société québécoise de développement de la main-d'œuvre		
- Directives émises sur les objectifs, les orientations et l'exécution des fonctions de la Société	Dans les 15 jours de leur approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	1992, c. 44, a. 29
- Rapport annuel et états financiers	Dans les 15 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	1992, c. 44, a. 51
Ministre du Revenu		
Revenu		
- État annuel des remises et réductions de droits, d'intérêts et de pénalités faites par le gouvernement en vertu de l'article 94 et de la <i>Loi sur le ministère du Revenu</i> pour le bien public et pour épargner au public de graves inconvénients ou aux individus, de l'oppression ou de l'injustice	Dans les 15 premiers jours de la session suivante	L.R.Q., c. M-31, a. 94
- État annuel des remises faites par le gouvernement d'une dette visée au troisième alinéa de l'article 60 de la <i>Loi sur la sécurité du revenu</i> pour épargner à un individu de bonne foi de l'oppression ou de l'injustice	Dans les 15 premiers jours de la session suivante	L.R.Q., c. M-31, a. 94.0.1
Revenu, ministère		
- Décision prise par le Conseil du trésor, le cas échéant, pour exempter, dans la mesure qu'il détermine, de l'application de tout ou partie de la réduction du personnel dans les organismes publics	Dans les 15 jours de son adoption ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	1993, c. 35, a. 7

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
- Rapport annuel	Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. M-31, a. 9.1
Ministre de la Santé et des Services sociaux		
Centre hospitalier de Kahnawake		
- Décret approuvant et mettant en vigueur toute entente complémentaire destinée à modifier l'Entente concernant la construction et l'exploitation d'un centre hospitalier sur le territoire de Kahnawake	Dans les 15 jours de la prise du décret ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	1984, c. 13, a. 3
Commissaire aux plaintes (voir aussi: Régies régionales)		
- Rapport annuel sur l'application de la procédure d'examen des plaintes visée à la section IV de la <i>Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives</i>	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-4.2, a. 71
Conseil de la santé et du bien-être		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	1992, c. 8, a. 25
Conseil médical du Québec		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. C-59,0001, a. 25

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Fonds de la recherche en santé du Québec		
- Plan triennal des activités	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. D-9.1, a. S3
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. D-9.1, a. 96
Office des personnes handicapées du Québec		
- Directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de l'Office	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. E-20.1, a. 24
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. E-20.1, a. 23
Protection de la santé publique		
- Arrêté en conseil adopté en vertu de l'article 17 de la <i>Loi sur la protection de la santé publique</i>	Au plus tard le 3 ^e jour au cours duquel siège l'Assemblée après l'adoption de l'arrêté	L.R.Q., c. P-35, a. 22

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Régie de l'assurance-maladie du Québec		
- Directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la Régie	Dans les 5 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 5 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. R-5, a. 32
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. R-5, a. 25
Régies régionales (voir aussi: Commissaire aux plaintes)		
- Décret modifiant l'organisation prévue aux articles 119 à 126 de la <i>Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives</i>	Dans les 30 jours de son adoption ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-4.2, a. 128
- Rapports annuels	Dans les 30 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-4.2, a. 392
- Rapports annuels sur l'application de la procédure d'examen des plaintes visée à la section II de la <i>Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives</i>	Dans les 30 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-4.2, a. 71
Sages-femmes (voir aussi: Ministre responsable de l'application des lois professionnelles)		
- Rapport sur la mise en oeuvre de la <i>Loi sur la pratique des sages-femmes dans le cadre de projets-pilotes</i>	Dans les 15 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, auprès de son Président (ce rapport doit être présenté au gouvernement au plus tard 6 mois avant la date où la loi cesse d'avoir effet)	L.R.Q., c. P-16.1, a. 42

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Santé et Services sociaux, ministère		
- Décision prise par le Conseil du trésor, le cas échéant, pour exempter, dans la mesure qu'il détermine, de l'application de tout ou partie de la réduction du personnel dans les organismes publics	Dans les 15 jours de son adoption ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	1993, c. 35, a. 7
- Plan de réduction du personnel pour la période du 1 ^{er} avril 1993 au 31 mars 1998, après l'approbation du Conseil du trésor, de tout organisme visé au paragraphe 3 ^e de l'article 1 ^{er} de la <i>Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics</i>	Dans les 15 jours de l'approbation ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	1993, c. 35, a. 5
- Plan soumis au Conseil du trésor tenant compte des objectifs de réduction des effectifs prévus à l'article 3 de la <i>Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics</i>	Dans les 15 jours de sa transmission au Conseil du trésor ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux. (Ce plan doit être soumis avant le 15 décembre de chaque année)	1993, c. 35, a. 4
- Rapport annuel	Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice financier	L.R.Q., c. M-19.2, a. 12
Ministre de la Sécurité publique		
Commissaire à la déontologie policière		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. O-8.1, a. 50

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Commission québécoise des libérations conditionnelles		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. L-1.1, a. 47
Comité de déontologie policière		
- Rapport d'activités et états financiers	Dans les 30 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. O-8.1, a. 107.5
Coroner en chef		
- Rapport annuel des activités des coroners pour l'année civile précédente	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. R-0.2, a. 29
Fonds de secours aux personnes sinistrées		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. P-38.1, a. 37
Institut de police du Québec		
• Directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et les orientations de l'Institut	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. O-8.1, a. 24

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. O-8.1, a. 32
Police, loi		
- Arrêté en conseil adopté en vertu de l'article 95 de la <i>Loi de police</i>	Au plus tard le 3 ^e jour au cours duquel siège l'Assemblée après son adoption	L.R.Q., c. P-13, a. 97
Protection en cas de sinistre		
- Décret d'état d'urgence du gouvernement visé à l'article 16 de la <i>Loi sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre</i>	Au plus tard le 3 ^e jour au cours duquel siège l'Assemblée après son adoption	L.R.Q., c. P-38.1, a. 24
Régie des alcools, des courses et des jeux		
- Rapport annuel	Dans les 60 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	1993, c. 39, a. 21
Régie des loteries du Québec		
- Entente intervenue en vertu du deuxième alinéa de l'article 34 de la <i>Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement</i>	Dans les 15 jours de son adoption par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. L-6, a. 34
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. L-6, a. 18

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Sécurité publique, ministère		
- Décision prise par le Conseil du trésor, le cas échéant, pour exempter, dans la mesure qu'il détermine, de l'application de tout ou partie de la réduction du personnel dans les organismes publics	Dans les 15 jours de son adoption ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	1993, c. 35, a. 7
- Plan de réduction du personnel pour la période du 1 ^{er} avril 1993 au 31 mars 1998, après l'approbation du Conseil du trésor, de tout organisme visé au paragraphe 3 ^e de l'article 1 ^{er} de la <i>Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics</i>	Dans les 15 jours de l'approbation ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	1993, c. 35, a. 5
- Rapport des activités pour chaque exercice financier	Dans les 6 mois suivant la fin de l'exercice financier ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. M-193, a. 10
Ministre du Tourisme		
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec		
- Directive émise par le ministre et portant sur l'orientation et les politiques de l'Institut	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. I-13.02, a. 23
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. I-13.02, a. 29

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Régie des installations olympiques		
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. R-7, a. 29
Société du Centre des congrès de Québec		
- Rapport annuel et états financiers	Dans les 30 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	1993, c. 34, a. 25
Société du Palais des congrès de Montréal		
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-14.1, a. 27
Tourisme, ministère		
- Décision prise par le Conseil du trésor, le cas échéant, pour exempter, dans la mesure qu'il détermine, de l'application de tout ou partie de la réduction du personnel dans les organismes publics	Dans les 15 jours de son adoption ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	1993, c. 35, a. 7
- Plan de réduction du personnel pour la période du 1 ^{er} avril 1993 au 31 mars 1998, après l'approbation du Conseil du trésor, de tout organisme visé au paragraphe 3 ^e de l'article 1 ^{er} de la <i>Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics</i>	Dans les 15 jours de l'approbation ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	1993, c. 35, a. 5

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
- Rapport annuel	Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice financier ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. M-31.1, a. 10
Ministre des Transports		
Camionnage, loi		
- Rapport sur l'examen de l'application de la <i>Loi sur le camionnage</i> et de son effet, notamment en matière de sécurité, pour la période entre la fin de la troisième année et celle de la quatrième année de l'entrée en vigueur de cette loi	Dans les 6 mois de ce délai	L.R.Q., c. C-5.1, a. 126
Chemins de fer		
- Rapport contenant un compte rendu détaillé des deniers reçus et dépensés par la compagnie de chemin de fer ainsi qu'un état classifié des voyageurs et effets transportés par elle et une copie certifiée du dernier rapport annuel	Dans les 15 premiers jours de la session suivante	L.R.Q., c. C-14, a. 164
- Règlement adopté en vertu de l'article 188 de la <i>Loi sur les chemins de fer</i>	Immédiatement ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 7 premiers jours de la session	L.R.Q., C-14, a. 189
Commission des transports du Québec (voir aussi: Camionnage, loi)		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 10 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. T-12, a. 29

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Conseil de la recherche et du développement en transport		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'As- semblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. T-12, a. 12
Office des autoroutes du Québec		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'As- semblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. A-34, a. 24
Société de l'assurance automobile du Québec		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'As- semblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-11.011, a. 19
- Rapport annuel sur les opéra- tions et les activités concer- nant le mandat confié à la Société de l'assurance automo- bile du Québec en vertu du titre V111.2 du <i>Code de la Sécurité routière</i> (L.R.Q., C-24.2)	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'As- semblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-11.011, a. 19
Société des traversiers du Québec		
- Rapport annuel	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'As- semblée ne siège pas, dans les 10 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c S-14, a. 19

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Société québécoise des transports		
- Directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la Société	Sans délai ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-22.1, a. 31
- Rapport annuel	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-22.1, a. 30
Transports, loi		
voir. Commission des transports du Québec Conseil de la recherche et du développement en transport		
Transports, ministère		
- Décision prise par le Conseil du trésor, le cas échéant, pour exempter, dans la mesure qu'il détermine, de l'application de tout ou partie de la réduction du personnel dans les organismes publics	Dans les 15 jours de son adoption ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	1993, c. 35, a. 7
- Plan de réduction du personnel pour la période du 1 ^{er} avril 1993 au 31 mars 1998, après l'approbation du Conseil du trésor, de tout organisme visé au paragraphe 3 ^e de l'article 1 ^{er} de la <i>Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics</i>	Dans les 15 jours de l'approbation ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	1993, c. 35, a. 5
- Rapport annuel	Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice financier	L.R.Q., c. M-28, a. 12

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
---	-----------------------	-------------------

Ministre du Travail

Code du travail

- | | | |
|--|--|----------------------|
| - Rapport sur l'application de la section II du chapitre IV du Code du travail, introduite par l'article 4 de la <i>Loi modifiant le Code du travail et la Loi le ministère du Travail</i> | Dans les 15 jours suivant sa présentation au gouvernement (au plus tard le 1 ^{er} mars 1997) ou, si l'Assemblée ne siège pas, auprès de son Président | 1993, c. 6,
a. 10 |
|--|--|----------------------|

Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec (voir aussi: Santé et sécurité du travail, loi)

- | | | |
|------------------|---|-----------------------------|
| - Rapport annuel | Sans délai ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux | L.R.Q., c. S-2.1,
a. 163 |
|------------------|---|-----------------------------|

Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre

- | | | |
|---|---|---------------------------|
| - Rapport annuel et études qu'il a effectuées ou a fait effectuer | Dans les 30 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou les 15 jours de la reprise des travaux | L.R.Q., c. C-55,
a. 15 |
|---|---|---------------------------|

Institut de recherche et d'information sur la rémunération

- | | | |
|------------------|---|----------------------------|
| - Rapport annuel | Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux | L.R.Q., c. R-8.2,
a. 23 |
|------------------|---|----------------------------|

Commission de la construction du Québec

- | | | |
|------------------|---|--------------------------|
| - Rapport annuel | Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session | L.R.Q., c. R-20,
a. 9 |
|------------------|---|--------------------------|

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Régie du bâtiment du Québec		
- Rapport des activités et états financiers du fonds d'indemnisation	Dans les 30 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. B-1.1, a. 147
Santé et sécurité du travail, loi (voir aussi: Commission de la santé et de la sécurité du travail)		
- Règlement et entente étendant les bénéfices à toute personne visée par l'article 170 de la <i>Loi sur la santé et la sécurité du travail</i>	Sans délai ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. S-2.1, a. 170
Travail, ministère		
- Décision prise par le Conseil du trésor, le cas échéant, pour exempter, dans la mesure qu'il détermine, de l'application de tout ou partie de la réduction du personnel dans les organismes publics	Dans les 15 jours de son adoption ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	1993, c. 35, a. 7
- Plan de réduction du personnel pour la période du 1 ^{er} avril 1993 au 31 mars 1998, après l'approbation du Conseil du trésor, de tout organisme visé au paragraphe 3 ^e de l'article 1 ^{er} de la <i>Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics</i>	Dans les 15 jours de l'approbation ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	1993, c. 35, a. 5
- Rapport annuel	Dans les 6 mois suivant la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. M-32.1, a. 12

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
---	-----------------------	-------------------

Président de l'Assemblée nationale

Bureau de l'Assemblée nationale
(voir aussi: Vérificateur général)

- Règles et règlements adoptés

Dans les 15 jours de leur adoption ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux

L.R.Q., c. A-23.1,
a. 109

Commission de la fonction publique

- Rapport annuel

Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux

L.R.Q., c. F-3.1.1,
a. 124

Commission de la représentation
(voir aussi: Élections et référendums dans les municipalités, loi)

- Rapport annuel et états financiers

Dans les 15 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux

L.R.Q., c. E-3.3,
a. 542

- Rapport préliminaire dans lequel la Commission propose une nouvelle délimitation des circonscriptions électorales du Québec à la suite d'élections générales

Dans les 15 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux

L.R.Q., c. E-3.3,
a. 22

- Rapport dans lequel la Commission indique la délimitation des circonscriptions électorales du Québec à la suite d'élections générales

Sans délai

L.R.Q., c. E-3.3,
a. 28

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
Commission des droits de la personne		
- Rapport des activités et des recommandations pour l'année civile précédente	Immédiatement après sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session	L.R.Q., c. C-12, a. 73
Directeur général des élections		
- Rapport annuel et états financiers	Dans les 15 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. E-3.3, a. 542
- Rapport des décisions prises dans le but d'adapter la <i>Loi électorale</i> afin qu'elle concorde aux exigences d'une situation par suite d'une erreur, d'une urgence ou d'une circonstance exceptionnelle	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. E-3.3, a. 490
Élections et référendums dans les municipalités		
- Rapport annuel des activités respectives du directeur général des élections et de la Commission de la représentation prévues par la <i>Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités</i>	Dans les 30 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. E-2.2, a. 886
Protecteur du citoyen		
- Rapport annuel et recommandations	Dans les 3 jours de leur réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 3 jours de la reprise des travaux	L.R.Q., c. P-32, a. 29
Vérificateur général		
• Avis écrit de démission	Dans les 3 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 3 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. V-5.01, a. 12

Personne désignée et Nature du document	Délai de présentation	Article de la loi
- Copie de toute entente conclue en vertu des articles 58 et 59 de la <i>Loi sur le vérificateur général</i>	Dans les 3 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 3 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. V-5.01, a. 60
- Rapport annuel	Dans les 3 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 3 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. V-5.01, a. 44
- Rapport du vérificateur général lorsqu'il estime ses prévisions budgétaires annuelles insuffisantes après modifications par le Bureau de l'Assemblée nationale	Dans les 3 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 3 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. V-5.01, a. 65
- Rapport du vérificateur nommé par le Bureau de l'Assemblée nationale afin de vérifier les livres et comptes relatifs au vérificateur général	Dans les 3 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 3 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. V-5.01, a. 70
- Rapport spécial du vérificateur général sur toute affaire d'une importance ou d'une urgence telle qu'elle ne saurait, à son avis, attendre la présentation de son rapport annuel	Dans les 3 jours de sa réception ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 3 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. V-5.01, a. 45
- Règlement du Bureau de l'Assemblée nationale autorisant le vérificateur général à déroger à une disposition d'un règlement, d'une politique, d'une directive ou d'une décision du gouvernement	Dans les 3 jours de son adoption ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 3 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. V-5.01, a. 69
- Règlement soumis à l'approbation du Bureau de l'Assemblée nationale par le vérificateur général	Dans les 3 jours de son approbation par le Bureau ou, si l'Assemblée ne siège pas, dans les 3 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux	L.R.Q., c. V-5.01, a. 61

Annexe D

Projets de loi sanctionnés

Annexe D

PROJETS DE LOI SANCTIONNÉS

Projet de loi		Chapitre*
26 mars 1992		
2	Loi n° 2 sur les crédits, 1992-1993	4
8 avril 1992		
281	Loi concernant la ville de Saint-Laurent	69
416	Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration	5
14 mai 1992		
5	Loi modifiant la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik	6
10	Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale	7
290	Loi concernant certaines fiducies constituées par Colin Wesley Webster	85
297	Loi concernant Les cimetières catholiques romains de l'archidiocèse de Gatineau-Hull	77
300	Loi concernant la succession de Gérard Morissette (titre modifié)	86
415	Loi sur le Conseil de la santé et du bien-être	8
27 mai 1992		
404	Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale et d'autres dispositions législatives	9
17 juin 1992		
12	Loi n° 3 sur les crédits, 1992-1993	10

35	Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, la Loi sur la santé et la sécurité du travail et la Loi sur l'assurance-maladie	11
219	Loi modifiant la Loi constituant la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec	75
221	Loi concernant la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal	73
227	Loi concernant la ville de Vanier	71
413	Loi modifiant la Loi sur l'optométrie	12
417	Loi modifiant la Loi sur la publicité le long des routes (titre modifié)	13

23 juin 1992

1	Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec	14
3	Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune	15
4	Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic	16
6	Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et d'autres dispositions législatives	17
7	Loi modifiant la Loi sur l'administration financière et la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux	18
9	Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie	19
13	Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires et prévoyant diverses dispositions concernant l'établissement du district judiciaire de Laval	20
15	Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'application de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives	21
16	Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec	22
17	Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique	23

19	Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les affaires régionales	24
20	Loi abrogeant la Loi concernant les droits sur les divertissements	25
21	Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives	26
22	Loi modifiant la Loi sur les cités et villes, le Code municipal du Québec et d'autres dispositions législatives (titre modifié)	27
23	Loi modifiant la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche et la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés	28
24	Loi modifiant la Loi favorisant la réforme du cadastre québécois et d'autres dispositions législatives	29
25	Loi modifiant la Loi sur le Conseil permanent de la jeunesse	30
26	Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'administration des lois fiscales	31
27	Loi sur la Société de financement agricole et modifiant d'autres dispositions législatives	32
28	Loi sur la Société Innovatech du Grand Montréal	33
31	Loi concernant le Régime de retraite pour certains employés du Centre hospitalier de l'Université Laval et le Régime de retraite pour certains employés de la Commission des écoles catholiques de Québec	34
32	Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières	35
33	Loi modifiant la Loi sur les services de garde à l'enfance	36
34	Loi modifiant la Loi concernant un jugement rendu par la Cour suprême du Canada le 13 décembre 1979 sur la langue de la législation et de la justice au Québec	37
36	Loi modifiant la Loi électorale et la Loi sur la consultation populaire	38
37	Loi concernant la prolongation des conventions collectives et la rémunération dans le secteur public	39
39	Loi n° 4 sur les crédits, 1992-1993	40

41	Loi sur les adoptions d'enfants domiciliés en République populaire de Chine	41
185	Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction	42
215	Loi concernant Club de Golf le Portage Inc.	78
223	Loi concernant certains actes de donation et de fiducie conclus par Eugene Waddell	84
282	Loi concernant La Société médicale de Montréal Inc.	76
406	Loi sur l'Institut québécois de réforme du droit	43
408	Loi sur la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre	44
409	Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise	45
410	Loi favorisant l'augmentation du capital des petites et moyennes entreprises	46

8 septembre 1992

44	Loi modifiant la Loi sur le processus de détermination de l'avenir politique et constitutionnel du Québec	47
----	---	----

14 décembre 1992

63	Loi n° 5 sur les crédits, 1992-1993	48
65	Loi concernant le recensement suivant la délimitation des circonscriptions électorales et modifiant la Loi sur la consultation populaire	49
235	Loi concernant Pipeline Interprovincial (Québec) Inc.	74

18 décembre 1992

45	Loi modifiant la Loi sur l'administration financière et la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services	50
----	--	----

46	Loi modifiant la Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec	51
54	Loi concernant le barrage-réservoir des Rapides des Cèdres	52
55	Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives	53
57	Loi sur la voirie et modifiant diverses dispositions législatives	54
59	Loi modifiant la Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux	55
61	Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement	56
18 décembre 1992		
38	Loi sur l'application de la réforme du Code civil	57
22 décembre 1992		
11	Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur et d'autres dispositions législatives	58
18	Loi modifiant la Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles	59
30	Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite	60
42	Loi concernant l'application de certaines dispositions du Code de procédure pénale et modifiant diverses dispositions législatives	61
47	Loi concernant le versement d'une allocation de retraite et d'autres prestations et modifiant la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	62
50	Loi modifiant le Code de procédure civile concernant le recouvrement des petites créances	63
51	Loi sur le Conseil des aînés	64
52	Loi sur le ministère de la Culture	65
53	Loi sur le Conseil des arts et des lettres du Québec	66
66	Loi modifiant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic et modifiant d'autres dispositions législatives	67

Projet de loi**Chapitre***

141	Loi sur l'enseignement privé	68
205	Loi concernant la succession de Herbert James Symington	82
208	Loi concernant certaines fiducies constituées au bénéfice de Marian Webster Taylor	83
214	Loi concernant la municipalité de Saint-Jean-Port-Joli	72
217	Loi concernant Consolidated Bowling Ltd.	80
218	Loi concernant Club de Curling de Montréal Ouest Inc.	79
225	Loi concernant Restaurant Belle-Ville Inc.	81

10 mars 1993

14	Loi modifiant le Code de procédure civile concernant la médiation familiale	1
64	Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux	2

17 mars 1993

56	Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et d'autres dispositions législatives	3
78	Loi n° 1 sur les crédits, 1993-1994	4

25 mars 1993

71	Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles	5
74	Loi modifiant le Code du travail et la Loi sur le ministère du Travail	6

31 mars 1993

79	Loi n° 2 sur les crédits, 1993-1994	7
----	-------------------------------------	---

20 avril 1993

48	Loi modifiant la Loi favorisant l'augmentation du capital des petites et moyennes entreprises	8
49	Loi concernant certains règlements pris en application de la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise	9
210	Loi concernant la Régie intermunicipale d'Aqueduc du Bas-Richelieu	97
216	Loi concernant la municipalité de Grande-Île	93
233	Loi concernant la ville de Beauport	83
285	Loi concernant la ville de Saint-Hyacinthe	91

4 juin 1993

40	Loi modifiant la Loi sur l'accréditation et le financement des associations d'élèves ou d'étudiants (titre modifié)	10
60	Loi modifiant la Loi sur le camionnage	11
62	Loi modifiant la Loi sur le transport par taxi	12
100	Loi n° 3 sur les crédits, 1993-1994	13
197	Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives	14

15 Juin 1993

43	Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec et d'autres dispositions législatives	15
58	Loi modifiant le Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal (titre modifié)	16
68	Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé	17
69	Loi modifiant la Loi sur la protection sanitaire des animaux	18
70	Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives	19

Projet de loi		Chapitre*
73	Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'Assemblée nationale	20
76	Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments et abrogeant la Loi sur le commerce du pain	21
77	Loi modifiant la Loi sur les établissements touristiques et abrogeant certaines dispositions législatives	22
80	Loi modifiant la Loi sur l'administration financière, la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services et d'autres dispositions législatives	23
81	Loi modifiant la Loi sur les transports	24
82	Loi modifiant la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel et d'autres dispositions législatives	25
83	Loi sur la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial et modifiant certaines dispositions législatives	26
85	Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique en matière de contrats de transport d'élèves	27
87	Loi modifiant la Loi sur l'aide juridique	28
88	Loi modifiant la Loi SUT les substituts du procureur général	29
93	Loi modifiant le Code de procédure civile et la Charte des droits et libertés de la personne	30
94	Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires	31
96	Loi sur les réserves écologiques	32
97	Loi modifiant la Loi sur Hydro-Québec	33
99	Loi sur la Société du Centre des congrès de Québec	34
198	Loi sur la réduction du personnel dans les organismes publics et l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics (titre modifié)	35
244	Loi concernant la compagnie de chemin de fer de l'Outaouais (titre modifié)	102

17 juin 1993

75	Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'abolition de la Société d'aménagement de l'Outaouais	36
102	Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public et le secteur municipal	37

18 juin 1993

72	Loi modifiant le Code des professions et la Loi sur les infirmières et les infirmiers	38
84	Loi sur la Régie des alcools, des courses et des jeux et modifiant diverses dispositions législatives	39
86	Loi modifiant la Charte de la langue française	40
89	Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic	41
91	Loi modifiant le Code de la sécurité routière	42
92	Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives	43
101	Loi sur l'établissement et l'agrandissement de certains lieux d'élimination de déchets	44
103	Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite	45
104	Loi concernant le recensement suivant la délimitation des circonscriptions électorales	46
200	Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal	82
202	Loi concernant Abar Realities Inc.	95
236	Loi modifiant la Loi constituant en corporation la Congrégation des Soeurs des Saints Noms de Jésus et Marie	99
240	Loi concernant la succession d'Edouard Bachir Beshro	100
241	Loi modifiant la charte de Le Repos Saint-François d'Assise	101
254	Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Lanaudière Inc.	103

Projet de loi		Chapitre*
259	Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de Saint-Charles	94
260	Loi concernant Le Centre des Chevaliers de Colomb de Jonquière Inc.	105
261	Loi sur l'Association de villégiature de la station Mont Tremblant	106
262	Loi modifiant la Loi concernant Les Services de Santé du Québec et concernant SSQ, Mutuelle de gestion et SSQ, Société d'assurance-vie inc.	107
390	Loi modifiant la Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.)	47
4 novembre 1993		
95	Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales	48
234	Loi concernant la ville de Magog	84
245	Loi concernant la ville d'Outremont	85
248	Loi concernant la ville de Verdun	86
251	Loi concernant les villes de Tracy et de Saint-Joseph-de-Sorel et la paroisse de Saint-Roch-de-Richelieu	87
252	Loi concernant la ville d'Amos	88
255	Loi concernant la ville de Gatineau	89
258	Loi concernant la ville de Grand-Mère	90
304	Loi concernant la ville de Trois-Rivières	92
16 novembre 1993		
98	Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires	49
2 décembre 1993		
109	Loi abrogeant la Loi sur l'Institut québécois de recherche sur la culture et concernant la poursuite des activités de l'Institut	50

111	Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Éducation	51
117	Loi modifiant diverses dispositions législatives relatives au cadastre	52
120	Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments	53
13 décembre 1993		
106	Loi sur l'aide et l'indemnisation des victimes d'actes criminels	54
108	Loi modifiant la Loi sur les forêts et abrogeant diverses dispositions législatives	55
113	Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile	56
130	Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et d'autres dispositions législatives	57
136	Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux	58
145	Loi n° 4 sur les crédits, 1993-1994	59
158	Loi concernant l'industrie de la construction	60
207	Loi concernant la succession de Cora Frances Dunkerley	96
231	Loi concernant la cession des biens et de l'entreprise de Trust Général du Canada et de La Compagnie Sherbrooke Trust	98
263	Loi modifiant la charte des Directeur et syndics de l'asile des orphelins de Saint-Patrice de Montréal	108
279	Loi concernant La Compagnie d'Assurance funéraire, Urgel Bourgie, Ltée et ses filiales	109
280	Loi concernant Compagnie Trust Royal	110
289	Loi concernant le Groupe La Laurentienne et le Mouvement des caisses Desjardins et modifiant la Loi concernant le Mouvement des caisses Desjardins	111
292	Loi concernant la corporation «Hôpital Laval»	112

14 décembre 1993

129	Loi modifiant la Loi sur les cours municipales	62
142	Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives	61
256	Loi modifiant la Loi constituant en corporation the «Order Sons of Italy in Canada»	104

17 décembre 1993

112	Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et diverses dispositions législatives	64
90	Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur le tabac, la Loi sur le ministère du Revenu et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal	79
110	Loi modifiant la Loi sur les allocations d'aide aux familles	63
115	Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle	66
118	Loi modifiant la Loi sur l'organisation territoriale municipale et d'autres dispositions législatives	65
119	Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec et d'autres dispositions législatives	67
121	Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal et la Loi sur la fiscalité municipale	68
122	Loi modifiant la Loi sur le Conseil des Communautés culturelles et de l'Immigration	69
124	Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration	70
131	Loi modifiant le Code de procédure civile et diverses dispositions législatives	72
132	Loi modifiant la loi constitutive de la Régie des alcools, des courses et des jeux ainsi que diverses lois portant sur les activités surveillées par cette Régie	71

133	Loi modifiant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic et d'autres dispositions législatives	74
134	Loi modifiant la Loi sur l'administration financière	73
137	Loi sur les chemins de fer	75
138	Loi modifiant la Loi de police	76
139	Loi modifiant la Loi sur les pesticides	77
146	Loi modifiant de nouveau la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives	78
147	Loi sur la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches	80
391	Loi sur l'Amicale des anciens parlementaires du Québec	81

10 mars 1994

230	Loi concernant la ville de Port-Cartier
264	Loi modifiant la charte de la Ville de Québec
268	Loi concernant la Ville de Waterloo
271	Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal
273	Loi concernant la ville de Saint-Léonard
275	Loi concernant la Ville de Saint-Laurent
276	Loi concernant la ville de La Prairie

* Chapitres des *Lois du Québec*

Annexe E

Sommaire statistique

EXTRAIT DES STATISTIQUES DE L'ASSEMBLÉE

	1992 ¹	1993	1994 ²	Total
COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE				
Voir annexe B				
ACTIVITÉ GÉNÉRALE DE L'ASSEMBLÉE				
Séances				
Nombre	69	78	3	150
Heures	524	495	19	1038
Documents déposés				
Rapports annuels	192	250	7	449
Rapports de commissions	97	152	17	266
Pétitions	145	107	0	252
Autres	176	209	31	416
Motions				
Motions sans préavis adoptées (article 84 du Règlement)				
Présentées par la majorité gouvernementale	44	66	10	120
Présentées par l'opposition officielle	5	10	1	16
Présentées par des députés indépendants	5	2	0	7
Affaires inscrites par les députés de l'opposition	3	11	1	15
Motions de censure				
Avec préavis (article 304 du Règlement)	2	3	1	6
Après le discours d'ouverture	7	-	-	7
Après le discours sur le budget	6	17	-	23
Motions de clôture	4	0	0	4
Motions de suspension de certaines règles	4	5	0	9
Votes				
Par appel nominal	112	86	4	202
À main levée	553	938	67	1558

¹ À compter du 19 mars

² Jusqu'au 10 mars

	1992 ¹	1993	1994 ²	Total
Autres procédures				
Déclarations ministérielles	6	3	0	9
Interventions sur une question de droit ou de privilège	1	3	0	4
Interventions sur un fait personnel	1	3	0	4
Débats d'urgence	1	0	0	1
Constitution de l'Assemblée en commission plénière	18	29	0	47
Décisions de la présidence	18	21	2	41
Débats de fin de séance	7	17	3	27

TRAVAUX LÉGISLATIFS DE L'ASSEMBLÉE

Projets de loi du gouvernement				
Présentation ³	87	75	1	160
Adoption	65	77	0	142
Projets de loi d'intérêt privé				
Présentation ³	30	38	0	68
Adoption	17	31	7	55
Projets de loi présentés par un député				
Présentation ³	6	6	0	12
Adoption	0	4	0	4

* Pour plus de détails, consulter les Statistiques de l'Assemblée publiées par le Secrétariat de l'Assemblée - téléphone : (418)643-2793 ; télécopieur : (418)643-0931)

³ Ou réinscription (article 48 du Règlement)

Achévé d'imprimer
en septembre 1994
Presses de l'Assemblée nationale